

LA SERBIE ET SON ÉGLISE (1830-1904)

*Thèse pour le Doctorat ès Lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris*

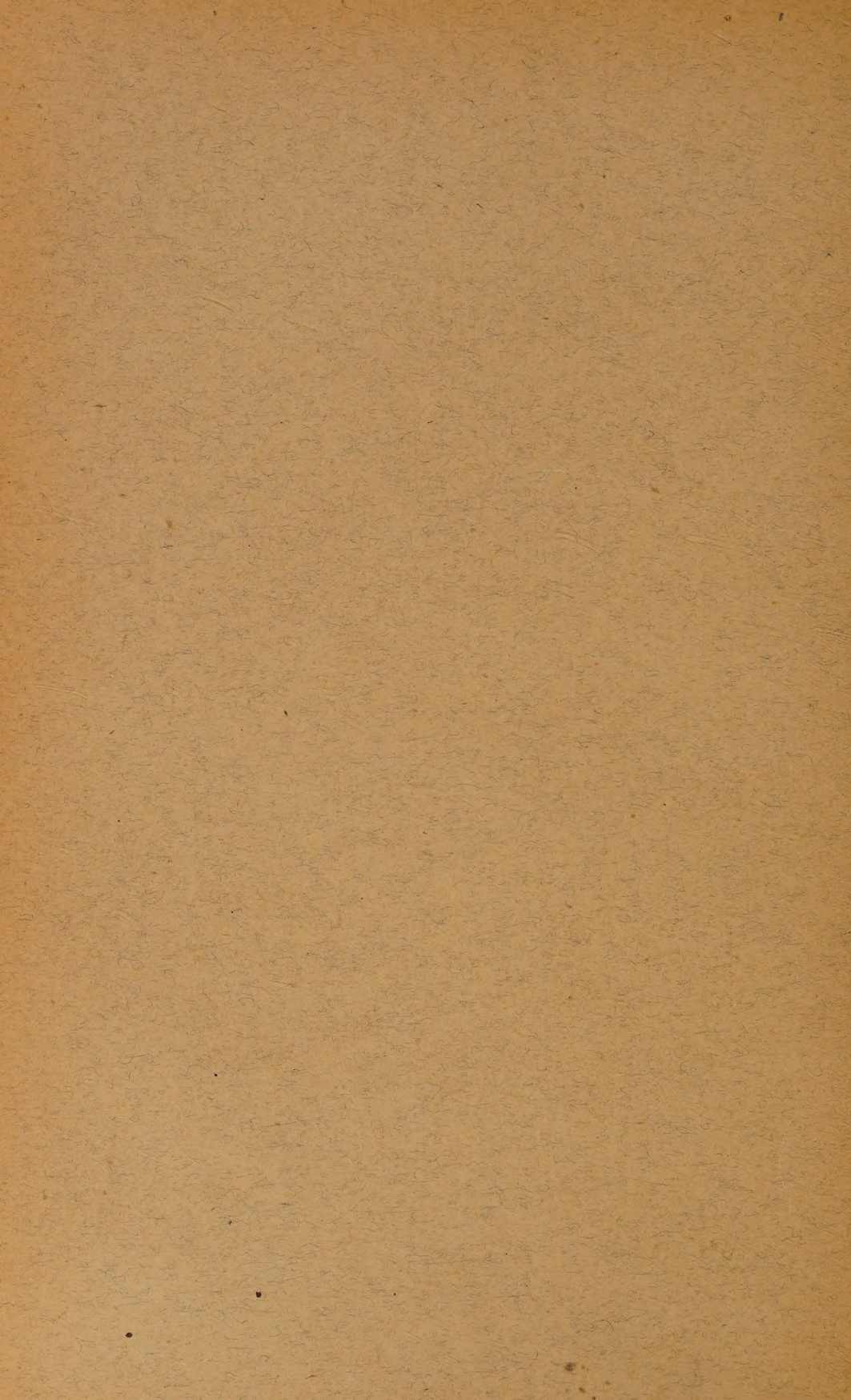
PAR

JEAN MOUSSET
DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES



PARIS
LIBRAIRIE DROZ
25, RUE DE TOURNON (VI^e)
1938

*Thèse Paris
1938.*



LA SERBIE
ET SON ÉGLISE
(1830-1904)

LA SERBIE ET SON ÉGLISE (1830-1904)

*Thèse pour le Doctorat ès Lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris*

PAR

JEAN MOUSSET

DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES



PARIS
LIBRAIRIE DROZ
25, RUE DE TOURNON (VI^e)

1938

*47803



PRÉFACE.

Je ne saurais manquer, tout au début de ce travail, de rendre un fervent hommage à un Maître regretté et cher. L'idée d'étudier le rôle du facteur religieux dans la vie politique serbe m'a été, pour ainsi dire, suggérée, en octobre 1932, par Louis Eisenmann. Pendant plus de quatre années, il a consenti à s'intéresser à mes recherches et à les faciliter de ses conseils. Je doute que, sans ses encouragements répétés et ses lucides avertissements, il m'eût été possible de mener à bien ma tâche. Il y a plus. M. Louis Eisenmann m'avait toujours laissé entendre comment il concevrait cette étude, non point comme une suite de sèches biographies, ni comme un recueil de statuts et de constitutions, mais — je crois citer fidèlement ses paroles — comme « une histoire vivante de la Serbie vue sous l'angle religieux ».

Il ne m'appartient pas de dire si j'ai réussi. Je ne voudrais pas néanmoins que l'on se méprît sur mes intentions. Je n'ai pas eu la prétention d'écrire une histoire de Serbie, pas plus qu'une histoire de l'Église orthodoxe serbe, mais seulement une étude des rapports entre les gens d'église et les principaux facteurs politiques de la Serbie du Hatti-chérif de 1830 à la veille de la guerre. Je me suis efforcé, dans la mesure où la chose était possible, de faire ressortir, en chacune de ces pages, l'évolution de la mentalité religieuse serbe en analysant objectivement — j'espère — chacune de ses manifestations. J'ai même, selon le désir de M. Eisenmann, qu'il m'avait exprimé à nouveau lors de notre dernière entrevue, réservé un chapitre spécial — sous forme d'introduction — dans lequel j'ai tenté de dégager les caractéristiques les plus remarquables de l'esprit religieux orthodoxe serbe.

Est-il nécessaire de dire que ce programme d'apparence modeste n'a pas été réalisé sans peine et que je me suis heurté dès le début à des difficultés notables, assez particulières pour être signalées ici ?

L'obstacle le plus sensible a été un déséquilibre dans la documentation. D'une part, indigence presque complète des Archives serbes (une grande partie ayant été détruite au cours de la guerre mondiale), d'autre part, abondance pléthorique de la documentation de seconde main. Encore faut-il distinguer selon les époques. Jusqu'aux années 80, la littérature historique est très pauvre. Après les années 80, on

est, pour ainsi dire, submergé sous le flot d'ouvrages de valeur très inégale, la brochure de polémique voisinant avec de lourds ouvrages d'exégèse ou des — trop rares — études d'information historique.

De ce point de vue, l'histoire contemporaine de la Serbie semble reproduire, en un laps de temps relativement bref, les caractéristiques de l'histoire générale des nations occidentales : raréfaction de la documentation médiévale, surabondance de l'information moderne lorsque le livre, puis le journal, viennent s'ajouter au témoignage des archives. Lorsque de tels contrastes portent sur plusieurs siècles, le mal n'est pas grand. Pour l'histoire de la Serbie — religieuse ou non — il n'en est pas de même. Alors que nous sommes passablement renseignés sur l'histoire des enfants, celle des grands-parents semble se perdre déjà dans l'aura de la légende populaire. L'historien n'a qu'un demi-siècle à parcourir pour remonter de l'information journalistique aux cycles médiévaux. Nous n'avons pas cru devoir imposer une unité factice à des périodes qui offraient entre elles d'aussi nombreuses oppositions, et nous avons laissé à cette histoire religieuse de la Serbie sa diversité d'aspects : tantôt biographie du Métropolite, alors que ce dernier est le seul représentant de l'Église et le seul interprète de ses volontés, tantôt étude d'une classe en formation, celle du bas clergé, et de son action sur la société serbe. L'histoire de l'Église orthodoxe serbe, tout d'abord réduite aux seuls rapports du Prince et du Métropolite, va en se compliquant. La chronique du Konak devient alors étude sociologique.

Une autre difficulté a consisté en une transcription aussi exacte que possible des textes « anciens », c'est-à-dire de textes serbes remontant au premier tiers du XIX^e siècle.

Par un curieux paradoxe, la plupart des historiens ou des publicistes qui avaient à traduire la langue d'un Miloš ou d'un Vučić, par exemple, se sont efforcés de lui enlever ce qu'il y avait en elle de rusticité et de brutalité, s'appliquant, par un zèle singulier, à expulser du texte répétitions, crudités, etc..., de telle sorte qu'à en croire leurs interprètes, ces chefs paysans serbes se seraient exprimés comme un Guizot ou un Thiers. Il nous a paru plus conforme à la vérité historique de conserver, autant que faire se pouvait, la saveur originale et le rythme primitif des harangues du Gospodar, comme de celles du célèbre Tribun ou de ses contemporains.

Je dois dire encore un mot sur le cadre chronologique de cet ouvrage. Dans sa conception primitive, cette histoire de l'Église serbe devait s'étendre du Hatti-chérif de 1830 à l'unification de toutes les Églises serbes au lendemain de la guerre. Très vite, la nécessité m'est apparue de renoncer à un programme aussi ambitieux, et après m'être assigné

l'entrée en guerre de la Serbie (1914) comme terme à mes recherches, j'ai cru devoir supprimer deux derniers chapitres, et arrêter mon travail à la mort du Métropolite Inoćentije. Je me propose de reprendre plus tard l'étude des origines du Patriarcat orthodoxe serbe unifié.

Il serait injuste de ne signaler que les difficultés rencontrées au cours de cinq années d'efforts, et de ne pas avouer la dette de reconnaissance que j'ai contractée envers tous ceux qui, en France comme en Yougoslavie, ont bien voulu s'intéresser à mes travaux. J'ai déjà dit ce que je devais à Louis Eisenmann. Je ne saurais pas davantage passer sous silence l'intérêt bienveillant que, depuis des années, M. André Mazon a prêté à cet ouvrage, ses conseils particulièrement précieux, surtout cet encouragement moral et matériel constant pour lequel je ne saurais jamais ici lui témoigner suffisamment de reconnaissance. J'ai de même tiré le plus grand profit des remarques et critiques judicieuses de MM. André Vaillant et Raoul Labry qui ont bien voulu lire mon manuscrit. Je les remercie tous deux de grand cœur.

Je dois rendre un hommage tout particulier au Professeur Slobodan Jovanović, qui a accepté de prendre connaissance des principaux chapitres de cette thèse et qui m'a fait profiter de sa science et de son expérience en me communiquant ses souvenirs personnels.

Je remercie également M. Dragoslav Stranjaković, Docent, secrétaire du Srpski Seminar (Histoire), qui a facilité mes recherches à Belgrade et m'a libéralement ouvert le trésor de son inépuisable érudition.

Il me faut aussi exprimer ma gratitude au Dr Nikola Djordjević, Recteur du Séminaire Saint-Sava à Sremski Karlovci, qui n'a pas cessé de suivre avec la plus vive attention la rédaction de ce travail, et qui, assumant la tâche ingrate de relire l'ensemble des chapitres, m'a suggéré des rectifications et des modifications dans certains passages touchant de près la liturgie ou la dogmatique orthodoxe.

A vrai dire, je devrais exprimer pour chaque chapitre séparément ma reconnaissance : à l'archiprêtre Steva Dimitrijević pour l'histoire du Métropolite Mihailo, au Dr Hadži-Vasiljević, secrétaire général de la Société de Saint-Sava, et à M. Aleksa Jovanović, de Skoplje, pour la question de l'Exarcat ; au Dr Majevskij, chef de la Bibliothèque Patriarcale, pour la jeunesse du Patriarche Varnava ; à Mlle Jela Lazarević, grâce à laquelle j'ai pu éclairer le rôle prédominant dans l'Église serbe de l'archiprêtre Aleksa Ilić ; au Dr James F. Clarke, de l'Université de Harvard (Cambridge Massachusetts), qui m'a fourni d'utiles indications sur les rapports interconfessionnels de l'Anglicanisme et de l'Orthodoxie serbe.

Je ne saurais oublier enfin les noms du Dr Tasić, de Miodrag Milošević, des Métropolitains Josip et Dositej, de Mgr Vićentije, qui, à des titres divers, m'ont offert l'aide la plus large.

Que tous trouvent ici l'expression de ma plus profonde gratitude.

Je remercie, en terminant, l'Institut d'Études slaves de Paris et le Ministère de l'Instruction Publique du Royaume de Yougoslavie qui ont contribué à m'aider à poursuivre sur place les recherches qui ont abouti à cette étude.

Aix-en-Provence, novembre 1937.

BIBLIOGRAPHIE.

AVERTISSEMENT.

A) Nous avons réuni ici l'ensemble des périodiques et des ouvrages couramment cités au cours de ce travail.

B) Les journaux serbes cités sont accompagnés de la date de leur fondation et de la mention du lieu d'origine.

C) Certains livres ou brochures étant assez rares, nous avons pensé qu'il ne serait pas inutile de souligner leur intérêt par un bref commentaire.

I

ARCHIVES ET SOURCES MANUSCRITES.

1. Archives patriarcales.
2. Archives du Ministère des Affaires Étrangères, Paris.
3. Archives de l'Académie Royale Serbe (Arhiva Srpske Kraljevske Akademije Nauka), Belgrade.

II

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES.

Si nous nous sommes efforcés de donner une liste exhaustive des publications en langue serbe que nous avons couramment utilisées, nous avons cru inutile de le faire pour les périodiques non serbes.

Citons en passant le *Monde Slave*, la *Revue de l'Orient Chrétien*, la *Revue des Deux Mondes*, la *Slavonic Review*, la *Revue des Balkans*, *Les Balkans*, *Études*, *La Bulgarie*, *l'Écho de Belgrade*, etc., etc.

A

PRESSE POLITIQUE SERBE.

1. Srpske Novine, Belgrade, 1834.
2. Vidovdan, Belgrade, 1861.
3. Srbobran, Novi Sad, 1861.
4. Zastava, Novi Sad, 1866.
5. Srbija, Belgrade, 1867.

6. Radenik, Belgrade, 1871.
7. Javnost, Kragujevac, 1874.
8. Oslobodjenje, Kragujevac, 1875.
9. Otadžbina, Belgrade, 1875.
10. Staro Oslobodjenje, Kragujevac, 1876.
11. Videlo, Belgrade, 1880.
12. Srpska Nezavisnost, Belgrade, 1881.
13. Samouprava, Belgrade, 1881.
14. Radnik, Belgrade, 1881.
15. Borba, Belgrade, 1881.
16. Dnevni List, Belgrade, 1883.
17. Male Novine, Belgrade, 1888.
18. Srpska Zastava, Belgrade, 1891.
19. Politika, Belgrade, 1904.
20. Vreme, Belgrade, 1921.
21. Pravda, Belgrade, 1904.
22. Štampa, Belgrade, 1902.

B

PUBLICATIONS RELIGIEUSES SERBES.

a) *Avant 1914.*

1. Beseda, Novi Sad, 1868.
2. Sion, Belgrade, 1874.
3. Hrišćanski Vesnik, Belgrade, 1879.
4. Glas Pravoslavlja, Belgrade, 1882.
5. Glasnik Pravoslavne Crkve, Belgrade, 1886.
6. Istina, Zadar, 1886.
7. Vesnik Srpske Crkve, Belgrade, 1890.
8. Srpski Sion, Novi Sad, 1891.
9. Glasnik Dalmatinske Crkve, Zadar, 1893.
10. Bogoslovski Glasnik, Sremski Karlovci, 1902.
11. Srpski Mitropolijski Glasnik, Sremski Karlovci, 1902.
12. Utešitelj, Belgrade, 1909.

b) *Après 1914.*

13. Vesnik Pravoslavne Crkve, Belgrade.
14. Hrišćanska Misao, Belgrade.
15. Svetosavlje, Belgrade.
16. Hrišćansko Delo, Skoplje.
17. Kalendar Srpske Pravoslavne Patrijaršije, Sremski Karlovci.

C

PUBLICATIONS SATIRIQUES SERBES.

1. Čosa, Belgrade, 1881.
2. Dar-Mar, Belgrade, 1881.
3. Brka, Belgrade, 1882.
4. Era, Belgrade, 1882.

D

PUBLICATIONS SAVANTES SERBES.

1. Glasnik Srpskog učenog društva.
2. Letopis Matice srpske.
3. Prosvetni glasnik.
4. Srpski književni glasnik.
5. Jugoslovenski istoriski časopis.
6. Godišnjica Nikole Čupića.

III

OUVRAGES.

- APOLO. — *Književni Farisej u srpskoj crkvi*, Belgrade, 1890.
 Brochure de polémique contre l'archiprêtre Aleksa Ilić.
- AVRIL (Adolphe d'). — *Documents relatifs aux églises de l'Orient considérées dans leurs rapports avec le Saint-Siège*, Paris, 1885.
 — *Les églises autonomes et autocéphales (451-1885)*, Paris, 1895.
 — *La Serbie chrétienne*, Paris, 1897.
- ATANASIJEVIĆ (Ksenija). — *Penseurs yougoslaves*, Belgrade, 1937.
- BARACKI (Nenad). — *Istorija srpske pravoslavne crkve*, Pančevo, 1932.
 Manuel d'enseignement à l'usage des écoles secondaires.
- BEGOVIĆ (Nikola). — *Istorija Srpske crkve*, Novi Sad, 1878.
- BLANQUI. — *Voyage en Bulgarie pendant l'année 1841*, Paris, 1843.
 Notes de voyage sur la Serbie au temps du premier règne du Prince Michel.
- Bălgarija 1000 godini, Sofia, 1930.
 Recueil historique publié par le Ministère de l'Instruction publique.
- BOŽIDAROVIĆ (G. de Weselickij). — *Dix mois de ma vie (1875-1876)*, Paris, 1929.
- BUTTNER (Heinrich). — *Aus dem Tagebuch der Königin Natalie*, Berlin, 1892.
- CONSTANDINE. — *Le Patriarcat de Constantinople et l'Orthodoxie dans la Turquie d'Europe*, Paris, 1895.
- ĆOROVIĆ (Vladimir). — *Istorija Jugoslavije*, Belgrade, 1933.
- CUNIBERT (Barthélemy-Sylvestre). — *Essais historiques sur les Révolutions et l'indépendance de la Serbie depuis 1804 à 1850* (2 vol.), Paris, 1855.
- Crkvensko-hijerarhisko pitanje u Srbiji s kanonske tačke gledišta*, Belgrade, 1883.
- Crkveno Zakonodavstvo srpske pravoslavne crkve*, Belgrade, 1926.
- DEČANAC (Sava). — *Vladalac i Narod, Krunisanje i miropomazanje vladaraca, dužnosti njegove i narodne*, Belgrade, 1897.
 Détails pittoresques sur le sacre du Roi Milan.
- DENTON (Rev. Williams). — *Servia and the Servians*, Londres, 1862.
 — *The Christians of Turkey*, Londres, 1876.
- DIMIĆ (Pavle). — *O Nazarenima*, Vel. Kikinda, 1881.
 Bref résumé de la doctrine des Nazaréens.
- DIMITRIJEVIĆ (Archiprêtre St. M.). — *Stevana Stratimirovića Mitropolita Karlovačkog plan za oslobodjenje srpskog naroda*, Belgrade, 1926.
- *Mihailo, arhiepiskop beogradski i mitropolit Srbije*, Belgrade, 1933.
 Brochure apologétique, mais contenant des documents inédits sur les rapports du Métropolitte et de Strossmayer.
- DIMITRIJEVIĆ (Vladimir). — *Nazarenstvo, njegova istorija i suština*, Novi Sad, 1894.
 — *Zašto se u nas nazarenstvo širi i kako bi to mogli sprečiti*, Novi Sad, 1898.

- DJORDJEVIĆ (Tihomir R.). — *La Macédoine*, Paris, 1919.
 — *Iz Srbije Kneza Miloša*, Belgrade, 1924.
 — *Naš narodni život*, Belgrade, 1930.
- DJORDJEVIĆ (Nikola). — *Die Selbständigkeit der serbischen Kirche*, Sremski Karlovci, 1922.
 Étude objective et nourrie, particulièrement précieuse pour la période du Tomos.
- DJORDJEVIĆ (Vladan). — *Srpsko-turski rat, uspomene i beleške iz 1876, 1877, 1878 g.*, 2 vol., Belgrade, 1907.
 — *Srbija i Turska (1894-1897)*, Belgrade, 1928.
- DJURIČIĆ (Mladen St.). — *Šabac kao kulturna žiža Srbije XIX i XX veka*, Šabac-
Documents diplomatiques français (1871-1914), tomes II, IV et VI, Paris, 1930-1937.
- DOSTOEVSKIJ. — *Le journal d'un écrivain*, traduction française, Paris, 1927.
- DUČIĆ (Ničifor). — *Primjedbe na projekat zakona o crkvenim vlastima pravoslavne crkve u Kraljevini Srbiji*, Belgrade, 1889.
 — *Istorija srpske crkve*, Belgrade, 1894.
- GARAŠANIN (M.). — *Zarađ istine i pravde*, Belgrade, 1890.
- GAVRILOVIĆ (Mihailo). — *Miloš Obrenović*, 3 vol., Belgrade, 1912.
- GOLUBINSKIJ (E.). — *Kratkij očerk istorii pravoslav. cerkveij bolgarskoj, serbskoj, rumynskoj*, Moscou, 1871.
- GRUJIĆ (Jevrem). — *Zapisi*, Belgrade, 1923.
- GRUJIĆ (Rad.). — *Hrišćanska pravoslavna crkva*, Belgrade, 1920.
- HAUMANT (Émile). — *Origines de la liberté serbe, d'après les Mémoires du proto-pope Matija Nénadovitch*, Paris, 1915.
 — *La formation de la Yougoslavie (XV-XX^e siècles)*, Paris, 1930.
- HERGENRÖTHER (Joseph). — *Wetzer und Weltes Kirchenlexikon*, Freiburg im Breisgau, 1903.
- JUDAL (Alois). — *Die serbisch-orthodoxe national Kirche*, Graz-Leipzig, 1922.
- IGNJATOVIĆ (Dobroslav). — *Die zweite Regierung des Fürsten Michael von Serbien*, Leipzig, 1888.
- ILIĆ (Aleksa). — *Petar Jovanović mitropolit beogradski*, Belgrade, 1911.
 — *Moji doživljaji*, Belgrade, 1931.
 Ouvrage retiré du commerce aussitôt après sa parution. Témoignage précieux d'un des prêtres serbes les plus influents sur la plupart des hommes et des institutions de l'Église serbe orthodoxe au XIX^e siècle.
- ILIĆ (Marija Agapova). — *Ilustrovana istorija Beograda*, Belgrade, 1933.
- IORGA (Nicolas). — *Histoire des États balkaniques*, Paris, 1925.
 — *La place des Roumains dans l'histoire universelle*, Bucarest, 1935.
- IVANIĆ (Ivan). — *Iz crkvene istorije Srba u Turskoj u XVIII i XIX veku*, Belgrade, 1902.
- IVIĆ (Aleksa). — *Arhivska gradja o srpskim književnim i kulturnim radnicima (1740-1880)*, Belgrade, 1926.
- J... — *Poslednjih šest godina naše novije istorije*, Belgrade, 1892.
- JAKŠIĆ (Grgur). — *L'Europe et la résurrection de la Serbie*, Paris, 1907.
- JASTREBOV (S. I.). — *Podatci za istoriju srpske crkve (Iz putničkog zapisnika)*, Belgrade, 1879.
- JANIN (Père Raymond). — *Les Eglises orientales et les rites orientaux*, Paris, 1922.
- JOVANOVIĆ (Aleksa). — *Postanak Egzarhije i Turska, Rusija i Srbija*, Skoplje, 1936.
- La plus récente et la plus lucide étude — du côté serbe — sur les origines de l'Exarcate.

- *Srpske škole i četnički pokret u južnoj Srbiji pod Turcima*, Skoplje, 1937.
Articles documentés et objectifs sur les origines du mouvement scolaire serbe en Vieille Serbie.
- JOVANOVIĆ (Aleksa S.). — *Ministarstvo Alekse S. Jovanovića*, Belgrade, 1906.
- JOVANOVIĆ (Mirko). — *Srbi u ruskim školama u XVIII veku*, Skoplje, 1926.
- JOVANOVIĆ (Nikola). — *O Jevrejskom pitanju u Srbiji*, Belgrade, 1879.
- JOVANOVIĆ (S.). — *Vladika Senator i zločin u crkvi*, Niš, 1902.
Pamphlet contre l'évêque Nikanor.
- JOVANOVIĆ (Slobodan). — *Ustavobranitelji i njihova vlada (1838-1858)*, Belgrade, 1912.
- *Druga vlada Miloša i Mihaila*, Belgrade, 1933.
- *Vlada Milana Obrenovića*, 3 vol., Belgrade, 1934.
- *Vlada Aleksandra Obrenovića*, 3 vol., Belgrade, 1934-1936.
- Kako je postala bugarska egzarhija (posvećeno srpsko-bugarskom sporazumu)*, Belgrade, 1897.
- KALLAY (B. de). — *Die Orientpolitik Russlands* (traduit du hongrois en allemand par Schwicker), Budapest, 1878.
- KANITZ (F.). — *Serbien, historisch-ethnographische Reisestudien 1859-1868*, Leipzig, 1868.
- *Das Königreich Serbien*, 2 vol., Leipzig, 1904.
- KIRIL (Archimandrite). — *Četrdesetogodišnja proslava arhipastirske službe mitropolita srpskog Mihaila*, Belgrade, 1895.
- KLINČAROV (Iv.). — *Luben Karavelov*, Sofia, 1925.
- KOHLER (Max). — *Jewish disabilities in the Balkan States*, Baltimore, 1916.
- KOSTIĆ (Petar). — *Crkveni život pravoslavnih Srba u Prizrenu i njegovoj okolini u XIX veku*, Belgrade, 1928.
- Kratki crkveni ustav podeljen na tri glave*, Belgrade, 1860.
- LAMOUCHE (C^{el}). — *Histoire de la Turquie*, Paris, 1934.
- LASCARIS (M.). — *Le rôle des Grecs dans l'insurrection serbe sous Carageorges*, Athènes, 1933.
- *Ellènes kai Serboi kata tous apeleuterôtikous tón agónas 1804-1830*, Athènes, 1936.
- LAZAREVIĆ (Kosta). — *Srbija i njeno sveštenstvo*, Belgrade, 1863.
- LEONOFF (R.). — *Documents secrets de la politique russe en Orient 'd'après le livre russe paru à Sofia sous le titre « Les fonds d'occupation »*, Berlin, 1893.
- LEVY (Bernard). — *Die Judenfrage in den Donaufürstenthümern*, Berlin, 1872.
- LOEB. — *La situation des israélites en Turquie*, Paris, 1877.
- MAGARAŠEVIĆ (Djordje). — *Njegova Svetost Patrijarh srpski Georgije Branković i Srpska prosveta*, Sremski Karlovci, 1900.
- MAGARAŠEVIĆ (Djordje, 1793-1830). — *Putovanje po Srbiji u 1827 god.* Belgrade, 1934.
- MAJEVSKIJ (Vl. A.). — *Srpski Patrijarh Varnava i njegovo doba*, Osijek, 1933.
- MAKSIMOVIĆ (Milan). — *Srbija za vreme Namesništva*, Belgrade, 1872.
- MARJANOVIĆ (Čedomilj). — *Istorija srpske crkve*, Belgrade, 1937.
- MARJANOVIĆ (Milan). — *Stjepan Radić*, Belgrade, 1937.
- MASARYK (T. G.). — *Zur Russischen Geschichts- und Religionsphilosophie soziologische Skizzen*, Iena, 1913.
- Masonerija u Hrvatskoj*, Zagreb, 1934.
Ouvrage de polémique catholique.
- Memoari Stefana-Stevče Mihailovića* (recueillis par Živan Živanović, Belgrade, 1928.
- Mémoires (sic) de Nathalie, Reine de Serbie*, Paris, 1891.
- Il s'agit du Mémoire publié par la Reine Nathalie pour exposer à l'opinion

- publique son différend avec le Roi. Correspondance intéressante avec le Saint-Synode.
- MIHAÏLO (Métropolitte). — *Kanonska cdbrana pravoslavne crkve u Srbiji*, Belgrade, 1881.
- Recueil des lettres du Métropolitte Mihailo dans ses différents conflits avec le pouvoir séculier.
- *Pravoslavna srpska crkva u Kraljevini Srbiji*, Belgrade, 1895.
- Recensement des églises et monastères de Serbie.
- MIJATOVIĆ (Čed.). — *Servia and the Servians*, Londres, 1908.
- Beaucoup de traits peu connus sur le clergé serbe à la fin du XIX^e siècle. L'auteur fait preuve d'une rare objectivité.
- MILAŠ (Nikodim). — *Istorički pregled Biogradske bogoslovije za prvih pedeset godina njenoga opstanka 1836-1886*, Zadar, 1888.
- *Pravoslavno crkveno pravo*, Mostar, 1902.
- MILIĆEVIĆ (Milan). — *Putnička pisma*, Belgrade, 1868.
- *Hadži Dina dvorski prota (1806-1866)*, Belgrade, 1902.
- Pittoresque histoire d'un aumônier de Miloš.
- *Knez Miloš u prčijama*, Belgrade, 1908.
- MILOŠEVIĆ (Michel B.). — *Le suffrage politique dans les constitutions de Serbie*, Paris, 1928.
- MILOŠEVIĆ (Raša). — *Timočka buna 1883 godine*, Belgrade, 1923.
- MITROVIĆ (Čedomilj). — *Prvi srpski zakon o crkvenim vlastima*, Belgrade, 1909.
- Texte exact du *Načertanije* de Miloš.
- MOJSEJ (Évêque). — *Crkveno pitanje u Srbiji*, Belgrade, 1895.
- Nasrtaj na srpsku crkvu, srpski ustav i javno poštenje*, Belgrade, 1882.
- Brochure de polémique en faveur de l'église éditée lors du conflit du Métropolitte Mihailo avec Stojan Novaković.
- NENADOVIĆ (K.). — *Život i dela Velikog Djordja Petrovića Karadjordja*, Vienne, 1884.
- Nezavisnost srpske crkve proglašena 1879*, Belgrade, 1880.
- NIKOLA P. PAŠIĆ. — Recueil historique publié par le journal belgradois « Samoprava » à l'occasion du dixième anniversaire de la mort de Pašić, Belgrade, 1937.
- NIKOV (Petr.). — *Vázraždanie na Bălgarskijia narod, cărkovno-nacionalni borbi i postiženija*, Sofia, 1929.
- NOVAKOVIĆ (Stojan). — *Matije Vlastara Sintagmat*, Belgrade, 1907.
- *Dvadeset godina ustavne politike u Srbiji*, Belgrade, 1912.
- Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871 (Les)*, tome XV, Paris, 1924.
- PAUNOVIĆ (Zdravko). — *Naši monastiri i kaludjeri, nekad i sad*, Belgrade, 1900.
- PANTELIĆ (Dušan). — *Beogradski Pašaluk 1791-1794*, Belgrade, 1927.
- PENEV (Bojan). — *Luben Karavelov*, Sofia, 1936.
- PETROVIĆ (Bogdan). — *Stogodišnjica Topčiderskog hrama*, Belgrade, 1935.
- PETROVIĆ (M. S.). — *Beograd pre sto godina*, Belgrade, 1930.
- PETROVIĆ (Mita). — *Finansije i ustanove obnovljene Srbije do 1842*, 3 vol., Belgrade, 1901.
- PETROVIĆ (Petar). — *Putovanje po južnoslovenskim zemljama u XIX. veku*, Belgrade, 1934.
- PETROVIĆ (Vlada). — *Manastir Žiča*, Belgrade, 1911.
- *Manastir Ravanica*, Belgrade, 1922.
- *Manastir Studenica*, Belgrade, 1924.
- PETROVIĆ (Vukašin J.). — *Gradja za istoriju Kraljevine Srbije u vreme prve vlade Kneza Miloša Obrenovića*, Belgrade, 1884.

- PIROČANAC (M. C.). — *Knez Mihailo i zajednička radnja balkanskih naroda*, Belgrade, 1895.
- Pisma pisana D-ru Ljudevitu Gaju i neki njegovi sastavci (1828-1850)*, recueillis par Vel. Deželić, Zagreb, 1909.
- La politique extérieure de l'Allemagne 1870-1914* (Documents officiels publiés par le Ministère allemand des Affaires Étrangères), tome IV, Paris, 1928.
- POPOVIĆ (Atanasije). — *Crkva u oblasti prava*, Belgrade, 1895.
- *Zasluge srpskih manastira, srpskog kaludjerstva i sveštenstva*, Sremski Karlovci, 1937.
- POPOVIĆ (Dušan). — *O Cincarima (Prilozi pitanju postanka naše čaršije)*, Belgrade, 1937.
- POPOVIĆ (J.). — *Opća istorija crkve*, Sremski Karlovci, 1912.
- POPOVIĆ (Mihailo I.). — *Istorijska uloga srpske crkve*, Belgrade, 1933.
- POPOV (Nil). — *Rossija i Srbija 1806-1856*, Moscou, 1869.
- *Srbija posle Pariškago mira*, Moscou, 1871.
- PRODANOVIĆ (Jaša M.). — *Ustavni razvitak i ustavne borbe u Srbiji*, Belgrade, 1936.
- PROTIĆ (Ljub. M.). — *Spomenica St. Novakovića*, Belgrade, 1921.
- RADEFF (S.). — *La Macédoine et la Renaissance bulgare au XIX^e siècle*, Sofia, 1918.
- RADIĆ. — *Die orthodox-orientalischen Partikularkirchen*, Budapest, 1886.
- RADONIĆ (Jovan). — *Histoire des Serbes de Hongrie*, Paris, 1919.
- RANKE. — *Serbien und Türkei im 19. Jahrhundert*, Leipzig, 1879.
- RATARAC (Aleksa). — *Mitropolit Inoćentije pred sudom javnosti i Svetoga Sabora*, Belgrade, 1904.
- ROZANOV (Vassili). — *L'église russe*, Paris, 1912.
- RUVARAC (Dimitrije). — *Srpska Mitropolija Karlovačka oko polovine XVIII v.*, Sremski Karlovci, 1902.
- RUŽIČIĆ (Nikanor). — *Das Kirchlichreligiöse Leben bei den Serben*, Göttingen, 1896.
- SETON-WATSON (R. W.). — *Histoire des Roumains*, Paris, 1937.
- SFORZA (Comte). — *Pachitch et l'union des Yougoslaves*, Paris, 1938.
- SIMIĆ (Svet.). — *Les écoles serbes dans l'éparchie de Skoplje*, Belgrade, 1897.
- SKERLIĆ (Jovan). — *Istorijski pregled srpske štampe 1791-1911*, Belgrade, 1911.
- *Svetozar Marković, njegov život, rad i ideje*, Belgrade, 1922.
- ŠLANG (Ignjat). — *Jevreji u Beogradu*, Belgrade, 1926.
- SLJEPČEVIĆ (Djoko). — *Stevan Stratimirović*, Belgrade, 1936.
- Slobodno Zidarstvo, njegov cilj i principi. Njegova prošlost i sadašnjost*, Belgrade, 1925.
- Spomenica društva Svetoga Save (1886-1936)*, Belgrade, 1936.
- Spomenica pravoslavnog hrama Sv. Bogorodice u Skoplju*, Skoplje, 1935.
- Spomenica Nikole Pašića*, Belgrade, 1926.
- Šta ima istine u brošuri « Vladika Senator i zločin u crkvi », Niš, 1902.
- Réponse de l'évêque Nikanor au pamphlet : *Vladika Senator*.
- ŠUMAREVIĆ (Svetislav). — *La presse yougoslave*, Belgrade, 1937.
- STANOJEVIĆ (Stanoje). — *Istorijska srpskog naroda*, Belgrade, 1910.
- *Cetinjska škola*, Belgrade, 1934.
- STOKIĆ (Petar). — *Sv. Sava i značaj vere u srpskoj istoriji*, Kragujevac, 1898.
- STRANJAKOVIĆ (Dragoslav). — *L'œuvre accomplie dans le passé en faveur du rapprochement et de l'union des Serbes et des Bulgares*, Paris, 1930.
- *Vlada Ustavobranitelja 1842-1853*, Belgrade, 1932.
- *Vučičeva buna*, Belgrade, 1936.
- Pages inédites sur la « franc-maçonnerie » de Vučić.

— *Srbija od 1834 do 1858 godine*, Belgrade, 1937.

Archives provinciales et privées inédites.

— *Pričanje jednog savremenika o Djakovoj buni 1825 godine*, Belgrade, 1937.

ŠVABIĆ (Pavle). — *O postanku beogradske bogoslovije*, Belgrade, 1903.

Svetkovina 25-togodišnje arhijerejske službe Mitropolita srpskog Mihaila, Belgrade, 1879.

Intéressants témoignages de la popularité du Métropolite Mihailo.

TEMPERLEY (H. W. V.). — *History of Serbia*, Londres, 1917.

TITOV (T. I.). — *Vysokopreosviaščennyj Mikhail arkhiepiskop Belgradskij serbskij* (Trudy Kievskoj duhovnej Akademii), III, Kiev, 1898.

TROJICKI (S.). — *Problem crkvenog zakonodavstva*, Niš, 1925.

UBICINI. — *Les Serbes de Turquie*, Paris, 1865.

UNBEGAUN (BORIS). — *Les débuts de la langue littéraire chez les Serbes*, Paris, 1935.

UROŠEVIĆ (Arch. Tasa). — *Na svojoj brazdi* (Svetle slike sveštenečke iz života eparhije Niške od 1879-1929 g.), Niš, 1933.

VASIĆ (Dragiša). — *Devetsto treća (Majski prevrat)*. Prilozi za istoriju Srbije od 8 jula 1900 do 17 januara 1907. Belgrade, 1925.

VASILJEVIĆ (Hadži). — *Bugarska Egzarhija*, Belgrade, 1913.

— *Prosvetne i političke prilike u južnim srpskim oblastima u XIX. v.*, Belgrade, 1928.

— *Skoplje i njegova okolina*, Belgrade, 1930.

VESELINOVIĆ (M. S.). — *O postanju srpskog patrijarhata*, Belgrade, 1890.

VIVIAN (Herbert). — *Servia, the poor man's paradise*, Londres, 1897.

VUKIĆEVIĆ (Djura). — *Da li se Srpska Pećska patrijaršija god. 1766 kanonički ukinula?* Novi Sad, 1904.

VUJIĆ (Joakim). — *Putešestvije po Srbiji*, Belgrade, 1901.

WIRTHWEIN (Walter). — *Britain and the Balkan Crisis (1875-78)*, New-York, 1935.

ZANKOW (Stefan Cankov). — *Die Grundlagen der Verfassung der Bulgarischen Orthodoxen Kirche*, Zürich, 1918.

Zbornik pravila, uredaba i naredaba arhijerejskog sabora pravoslavne srpske crkve u Kraljevini Srbiji (od 1839-1900), Belgrade, 1900.

ŽIVANOVIĆ (Živan.). — *Politička istorija Srbije u drugoj polovini devetnaestog veka*, 4 vol., Belgrade, 1923-1925.

ŽUJOVIĆ (Mladen J.). — *Le pouvoir constituant dans les constitutions serbes*, Paris, 1928.

INTRODUCTION.

L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE ET LA SERBIE.

I

La structure de l'Église catholique romaine est restée à peu près identique à elle-même à travers les siècles. Pourtant l'esprit de cette Église, le sentiment religieux et l'influence de ce sentiment sur la vie sociale et politique des peuples ont singulièrement varié : ils ont pu se traduire tantôt par un traditionalisme fanatique, tantôt par un libéralisme romantique riche en ferments révolutionnaires.

A côté des édifices imposants et d'apparence homogène des Églises catholiques occidentales, l'Église orthodoxe serbe, du moins dans la période contemporaine de son histoire, apparaît presque inorganique. Pendant près d'un siècle, on assiste à un travail continu de réformes, de « reconstruction » intérieure. Ce ne sont que statuts, constitutions, lois organiques ; et pourtant les rapports de l'Église orthodoxe serbe avec l'État serbe restent presque aussi précaires en 1890 qu'au temps du Hatti-chérif. A l'intérieur de l'Église, la situation est aussi instable : les fissures iront en s'élargissant entre haut et bas clergé d'une part et réguliers et séculiers d'autre part. Aussi les dissensions intestines de l'Église permettront-elles aux différents gouvernements serbes de prendre peu à peu, d'abord sournoisement, puis ouvertement, une part prépondérante dans la conduite des affaires ecclésiastiques, et insensiblement l'Église se transformera en une institution d'État.

Est-ce à dire que dans ce lent processus elle renoncera à son esprit primitif ? Il semble que dans ces combats, que les pouvoirs temporels engagent périodiquement avec les pouvoirs spirituels et qu'ils gagnent toujours en apparence, ce soient les vaincus qui, en définitive, triomphent. L'Église orthodoxe serbe, quoique beaucoup moins résistante matériellement, beaucoup moins autonome que l'Église catholique, a fini par imposer son esprit à l'État serbe. Si ce phénomène d'endosmose a été possible, c'est assurément parce qu'en dépit de la faiblesse de ses institutions juridiques, l'Église a toujours

été liée si intimement à la nation que le sentiment national n'a jamais pu être isolé du sentiment religieux.

Religion nationale et exclusivement nationale, a-t-on maintes fois écrit et répété. Quoique rien ne soit plus malaisé à saisir et à comprendre que le sentiment religieux serbe, en raison même de la rareté de ses manifestations, il ne nous semble pas que ce que nous pouvons savoir de lui à travers les chansons nationales, ou par d'autres témoignages, confirme cette définition. Qu'était-ce donc que cet esprit religieux assez puissant pour grouper aux heures de danger tout un peuple autour de ses Églises ? Si Pascal croyait en la vérité d'une religion pour laquelle mouraient ses adeptes, quelle confession dans les temps modernes a connu davantage l'épreuve du martyre que celle de la Serbie orthodoxe ?

Il y a des pages de l'histoire religieuse serbe qui rappellent le temps des catacombes. Ne pourrait-il pas être un des héros de la chrétienté primitive, ce jeune diacre Avakum qui préférait un horrible supplice au reniement de sa foi et marchait à la mort en chantant :

*Nema vere bolje od rišćanske !
Činte Turci, što je vama drago ;
Skoro ćete i vi dolijati ;
Eda Boga i njegove pravde !¹*

On dira que les souffrances du pal n'étaient pas endurées pour l'amour de Dieu, mais comme un sacrifice à l'idée nationale. C'est peut-être jouer sur les mots. Quelles étaient les racines de cette idée ? Non point la notion de race assurément, étrangère à ce peuple de paysans qui ignore toujours les subtilités du Gobinisme. Ce n'était pas non plus le concept d'État, de tout temps impopulaire aux yeux des simples qui le savaient d'importation étrangère et pour lesquels il évoquait l'atroce souvenir de la tyrannie turque. Et puis aussi, l'État supposait une occupation effective du sol, des frontières, c'est-à-dire des limitations. Or, on songeait moins à se libérer soi-même qu'à libérer les « frères » qui gémissaient sous d'autres jugs.

S'il est un sentiment propre au Serbe, c'est bien cette compassion pour les souffrances de son peuple. Les vers d'Aleksa Šantić :

*Mene sve rane moga roda bole
I moja duša s njim pati i grca*

révèlent une mentalité profondément chrétienne ².

¹ Popović (Atanasije M.), *Zasluge srpskih Manastira, srpskog Kaludjerstva i sveštenstva*, Sremski Karlovci, 1937, p. 67.

² Vrga (Stanko), *Poštovanje ličnosti — život srca* (Svetosavlje, Belgrade, mars 1936, p. 27).

Ainsi naissait le sentiment d'une communauté d'angoisses et d'épreuves, et l'idée que l'on se faisait de l'histoire était celle d'un long et pénible voyage accompli en commun à travers les siècles. Peu importaient les terres proches ou lointaines où l'on irait échouer un jour, du moment que l'on serait définitivement réunis. Il y avait là un culte de la nation dépouillé de tout fétichisme, puisqu'il ne puisait pas son origine dans un conservatisme étroit (qu'y avait-il à conserver ? Tout était à détruire) et qu'il n'avait jamais clairement revendiqué une base territoriale. Ce culte de la nation n'était pas non plus l'expression d'un nationalisme avide et conquérant. On croyait plus fermement dans l'avenir du *Srpstvo* que dans celui de la *Srbija* ¹.

Et cependant tout culte, même le plus désintéressé et le plus idéaliste, a besoin d'un propagateur. L'Église orthodoxe serbe a créé, exalté, propagé la religion de la nation chez les Serbes. Non point qu'elle ait consciemment identifié l'idée de Dieu avec celle du peuple serbe, mais le Dieu que priaient les Serbes était un Dieu si national, si attentif aux destins de la nation, qu'il semblait vraiment n'avoir été créé que pour elle. Ce messianisme avait ses prophètes. Les innombrables martyrs qui tombaient pour la cause sainte de la nation constituaient les confesseurs de cette nouvelle religion. La religion de la nation entraînait avec elle le culte des héros.

L'Église orthodoxe est liée intimement à la nation mais non point à une idéologie nationaliste, chauvine ou raciste. La phrase célèbre de l'Épître aux Galatiens : « il n'y a plus de Juifs ni de Grecs » est interprétée par elle non point comme une négation des individualismes nationaux, mais au contraire comme une affirmation de tolérance entre les différents rameaux d'une même communauté nationale. C'est ce qui explique, partiellement du moins, la condamnation du phylétisme : l'Église ne peut pas être confondue avec le sort d'une

¹ Cet état d'esprit que Slobodan Jovanović a si heureusement nommé « *Kosovsko raspoloženje* » n'était pas seulement propre au peuple serbe, mais il a régné aussi chez de nombreux hommes politiques et chefs d'État. Rien ne peut mieux donner une idée de sa puissance émotive que le récit fait par un témoin oculaire de la visite à Belgrade du Knèze Nicolas de Monténégro, au printemps de 1896 : « Le Knèze Nicolas arriva à Belgrade juste le jour du Vidov Dan. Il se rendit aussitôt à l'église cathédrale pour assister au *parastos* de Kossovo. L'église était toute tendue de noir ; dans cette obscurité profonde, l'éclat des uniformes s'éteignait et, en venant de la rue, on avait l'impression de descendre dans un tombeau. Le Knèze Nicolas prit le Roi Alexandre par la main, essuya des larmes, se signa et tomba à genoux. Les souvenirs du « triste Kossovo » se réveillèrent et toute l'église se répandit en lamentations... ».

Jovanović (Slob.), *Vlada Aleksandra Obrenovića*, t. II, Belgrade, 1935, pp. 133-4.

seule nation, d'une seule race. Stefan Cankov a très bien dégagé cette hostilité de l'Orthodoxie pour un Messianisme racial. Et, en fait, certaines nations orthodoxes ont succombé à la tentation de ce Messianisme : la plus grande de ces nations, la Russie, s'est crue le « peuple porte Dieu ». Mais les Grecs aussi ont voulu faire de l'Église Universelle une « Église grecque ». Il n'est pas jusqu'aux Bulgares qui n'aient lié, schismatiquement, le sort de leur Église à celui de leur peuple ¹.

L'Église orthodoxe serbe, au cours de sa longue et douloureuse histoire, a su conserver l'esprit original de l'orthodoxie ². Elle est parvenue à insuffler à son peuple un sentiment national que l'on ne retrouve guère chez d'autres peuples, mais en même temps elle a toujours ignoré le fanatisme et a su enseigner à ses fidèles le respect des autres religions. Cette Église a contribué à l'union et non à la division. Et, parce qu'elle n'a voulu que travailler à la grandeur du peuple serbe, elle est parvenue à le préserver aussi bien de l'impérialisme que de l'exclusivisme religieux.

II

Ignorant le fanatisme sectaire, le Serbe ne connaît pas davantage l'intolérance confessionnelle.

C'est un fait connu que la religion orthodoxe serbe est une des plus tolérantes qui existent.

De Botmiliau, consul de France à Belgrade, écrivait en 1864, à propos de la Serbie, « qu'il n'était peut-être pas de pays où la tolérance fût plus complète en matière de culte et de croyance... » ³.

Les proverbes serbes, les chansons nationales témoignent unanimement de cette largeur d'esprit. Tantôt c'est l'expression naïve d'une croyance invincible dans la solidarité du sang : *Krv nije voda*, qui doit exercer sa primauté sur les différences confession-

¹ Cf. le remarquable article de Stefan Cankov : *Crkva i Nacija na pravoslavnom Istoku* (*Hrišćanska Misao*, Belgrade, mars 1936, n° 3).

² Il est des philosophes — yougoslaves — comme Vladimir Dvorniković qui ont soutenu que l'originalité de l'orthodoxie serbe avait consisté dans la conservation d'éléments préchrétiens. « Byzance n'avait pas réussi à gréciser et byzantiniser les Serbes par l'église et l'esprit, bien que le moyen âge serbe du point de vue culturel ait été considérablement influencé par Byzance ». Le processus de christianisation n'aurait pas joué aussi profondément que chez les Russes ou les Grecs. C'était l'opinion d'un Svetozar Marković, qui pensait que la Serbie avait gardé un vieux fond de paganisme slave.

Dvorniković (Vlad.), *O religioznom duhu južnih Slovena*, *Pravda*, 27 avril 1935.

³ Aff. Étr. Fs., Belgrade, 27 avril 1864.

nelles, tantôt c'est l'affirmation d'une puissante fraternité entre tous les enfants du peuple serbe, qu'ils soient orthodoxes, catholiques ou musulmans :

ou : *Brat je mio, koje vere bio,*
Da je proklet ko rad vjere
na rodjenog mrzi brata,
ou enfin : *Ne pita se ko se kako krsti,*
no čija mu krvca grije prsi

C'est ce qui explique la tolérance de l'orthodoxie serbe envers le judaïsme et la franc-maçonnerie. Si parfois, cependant, la Hiérarchie a pu faire preuve d'un apparent sectarisme envers le catholicisme romain, il faut en chercher la raison dans la violence des passions qui opposèrent dans les provinces serbes, hors du Royaume, Orthodoxes et Catholiques. Le haut clergé serbe estimait, non sans quelque raison, que le catholicisme n'était pas dangereux en tant que confession rivale, mais en tant qu'agent de dénationalisation. Ce n'était pas pour elle que l'Église orthodoxe serbe redoutait la propagande romaine, mais pour son peuple.

Il en fut de même avec les Juifs. Il est très remarquable que les représentants autorisés de l'Église traitèrent toujours ceux-ci avec une tolérance et une largeur de vues peut-être uniques dans l'histoire. Les communautés juives trouvèrent toujours chez le Métropolitain serbe leur plus fidèle protecteur. Il n'est pas enfin jusqu'à la franc-maçonnerie qui n'ait reçu, à ses origines, en Serbie, les plus chaleureux encouragements de la part de la Hiérarchie.

Si les Serbes avaient toujours éprouvé la même haine envers les Phanariotes, beaucoup d'entre eux n'éprouvèrent jamais la moindre animosité confessionnelle envers les Ottomans. Quelques-uns se crurent même autorisés à penser que, si l'idée religieuse serbe avait été liée aussi intimement à l'idée de nationalité, c'était au Coran que l'on pouvait en être indirectement redevable, puisque la loi musulmane ne reconnaissait de groupements civils autonomes que lorsque ces derniers correspondaient à des groupements confessionnels. Lorsqu'on voulait conserver sa nationalité, il fallait confesser ouvertement sa foi. La solidarité entre la religion et la nationalité était donc en quelque sorte imposée par les autorités musulmanes. Du point de vue purement orthodoxe, on se félicitait du fait que les Slaves de l'Empire Ottoman, isolés du reste du monde, avaient pu conserver, dans sa pureté originelle, la doctrine orthodoxe. Danilevskij avait même émis l'opinion, que de nombreux slavophiles russes reprendront par la suite, que c'avait été un bonheur pour les

Slaves du Sud de se trouver sous la domination turque, car ils avaient été ainsi préservés d'un contact avec la culture de l'Occident qui aurait, tôt ou tard, amené leur dénationalisation ¹.

Un autre trait qu'il convient de dégager est le peu d'importance que les Serbes ont, de tout temps, attachée à la fréquentation de l'église. C'est un thème de lamentations commun aux papes de toutes les époques : les églises sont vides, les cabarets, au contraire, se remplissent. Aussi loin qu'on remonte dans l'histoire contemporaine de l'Église orthodoxe serbe, on retrouve les mêmes récriminations, bien que les « vieux » prétendent que « de leur temps on allait davantage à l'église » ². En réalité le Serbe orthodoxe, au contraire du latin et même d'autres populations orthodoxes, ne croit pas utile de passer de longs stages en prières dans les temples. Des observateurs étrangers ont même noté la dissipation singulière qui régnait dans le public des fidèles, même dans les paroisses de campagne. Quelques-uns d'entre eux, emportés par une partialité confessionnelle, ont conclu un peu hâtivement que les Serbes orthodoxes ne connaissaient pas cette « influence du Temple » si efficace chez les catholiques croyants, influence où entre la conviction que « l'âme des ancêtres habite ces murailles » ³.

La formule est jolie, mais ne prouve rien. Si, chez les Serbes, la piété ne se concentre pas à l'intérieur de l'église, c'est qu'elle a pu s'épanouir dans la pratique d'une vie quotidienne, respectueuse des traditions religieuses et fortement conservatrice.

C'est une piété diffuse, dépourvue de toute bigoterie et qui se tra-

¹ Masaryk (T. G.), *Zur Russischen Geschichts-und Religionsphilosophie soziologische Skizzen*, Iéna, 1913, tome I, p. 256.

² Il n'est pas absurde d'établir, sinon un lien de causalité, du moins un synchronisme entre deux phénomènes en apparence étrangers l'un à l'autre : la lente disparition de la piété pratiquante chez le peuple et l'essor de la « grande presse » quotidienne. C'est un fait que des conflits qui, avant les années 80, s'étaient limités à des oppositions personnelles entre les Métropolites et les Ministères, trouvaient désormais, grâce aux journaux, une large audience dans la masse du peuple. Toutes les églises ont horreur du scandale. Les incessantes polémiques, la publicité accordée aux moindres défaillances du clergé, l'entrée même de celui-ci dans l'arène politique, ont beaucoup contribué à éteindre la foi chez le paysan serbe. Les papes ont perdu dans les comités électoraux la popularité et le prestige qu'ils s'étaient acquis au cours d'une lutte séculaire contre les Turcs et le Phanar. « C'est une vérité que l'on ne saurait nier que la presse et notre journalisme — sauf quelques exceptions — ont fait grand mal en divisant et en démoralisant le peuple orthodoxe serbe » (*Hrišćanski Vesnik*, mai 1888, p. 378). Tout au plus peut-on dire qu'en donnant très tôt au paysan serbe l'habitude de la discussion et de la critique, la presse, instrument des partis politiques, l'a inconsciemment prémuni contre les élans religieux.

³ XXX, *Du Danube à l'Adriatique*. *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1890, p. 317.

duit par le respect de la famille (*slava*), de l'amitié, le culte des morts, l'amour passionné de l'histoire nationale.

C'est une piété qui n'a pas besoin d'un décor, ni même d'une atmosphère propice, pour s'épancher. Le souvenir des épreuves communes et des souffrances est toujours resté assez frais dans toutes les mémoires, et l'histoire s'est chargée à chaque époque de lui redonner une cruelle actualité, pour épargner aux fidèles le soin de recourir à ces ingénieux moyens suggérés par d'autres Églises dans le but de provoquer mécaniquement l'émotion religieuse.

« L'âme des ancêtres » vit aussi, dans la religion orthodoxe serbe, non point, peut-être, dans la pénombre des chapelles, mais dans les âmes simples et ardentes de ces paysans croyants sans être pratiquants et prêts au sacrifice sans être mystiques.

Il ne faudrait pas, en effet, s'abuser. Comme l'a fort bien exprimé un évêque orthodoxe serbe, Mgr Nikolaj, le vide des églises serbes, si sensible aux étrangers, n'est pas une preuve de l'indifférentisme religieux du peuple¹. La piété serbe connaît parfois d'imprévisibles réveils. « C'est dans le malheur qu'on reconnaît ses amis », dit un proverbe serbe. C'est dans la détresse que le Serbe va à l'église. C'est une manifestation de sa foi dans son peuple, de sa piété envers son histoire, de son inébranlable confiance envers son avenir ; l'église est pour lui l'évocation la plus vivante de son douloureux passé, le symbole de ses traditions les plus vénérées.

III

Peut-on conclure de ces constatations à l'absence totale de mysticisme chez le peuple serbe, ou même soutenir avec Vladimir Dvorniković que la piété « envisagée comme une disposition intime pour la contemplation religieuse » est restée en Serbie « chose individuelle » et plutôt exceptionnelle ?²

Ce serait une généralisation assez grossière. Si l'on entend par mysticisme l'élan vers la contemplation divine, l'isolement du monde, le renoncement aux biens de la terre, on ne saurait dire que les Serbes soient mystiques. Et cependant, ce qui est assez paradoxal, pour eux, l'idée de religion est proche de l'idée d'ascétisme ou, si l'on préfère, de sacrifice. Ils aiment que leurs prêtres soient des héros ou des martyrs. Cet ascétisme qu'ils vénèrent n'est d'ailleurs nullement

¹ *Pravda*, 3 août 1937.

² Dvorniković (Vlad.), *O religioznom duhu južnih Slovena*, *Pravda*, 27 avril 1935.

charnel. Les interdictions morales qui pèsent sur le clergé romain peuvent être violées par les prélats orthodoxes, sans qu'on cesse de nourrir à leur égard le même respect. On leur demande d'être des héros au sens national du mot, d'être des martyrs du peuple et non de la chair.

L'histoire explique, en partie, une semblable mentalité : « L'évêque et le pope serbes ont dû d'abord être des soldats et des chefs nationaux, des hommes politiques et des hommes d'État. C'est pourquoi la Serbie a porté sa foi dans son âme ; elle a mis sa piété dans son honnêteté et dans son humanité, dans une tolérance confessionnelle qu'on n'avait jamais vue, et tout cela sans en faire étalage, sans avoir le temps de montrer ses sentiments aux autres... »¹.

Cette absence de préjugés et ce libéralisme entraîneront cependant des conséquences profondes. Le clergé orthodoxe ne jouera jamais, à l'intérieur des familles serbes, ce rôle de conseiller et de « directeur de conscience » qu'a su si étonnamment remplir le clergé catholique. Précisément parce qu'il sera mêlé au peuple, son influence se limitera à une influence politique ou sociale, mais jamais *morale*. Ajoutons à cela que l'Église orthodoxe serbe, qui compte fort peu de saintes, n'est pas une « religion de femmes », ce qui restreint encore l'influence du clergé sur les foyers orthodoxes.

Si donc ce clergé veut conserver son prestige et son pouvoir d'action, il doit rester sur son terrain familial, c'est-à-dire le terrain politique. Il ne peut demeurer, avec les fidèles, en contact durable et fécond, que dans le domaine exclusif de la lutte politique et nationale. Mais une communion réelle du clergé et des fidèles suppose toujours un état d'alerte, de révolution, de combat. Alors que l'Église catholique dispose de moyens permanents d'entente avec ses fidèles, tels que la direction de conscience, la confession, etc., l'Église orthodoxe serbe n'est vraiment forte, n'est vraiment unanime que dans l'opposition. L'Église catholique romaine, révolutionnaire dans son éthique, puisqu'elle exige de l'individu qu'il résiste à sa nature, est conservatrice sur le plan social, puisqu'elle recommande à ses croyants de se soumettre aux autorités établies.

¹ Božović (Gr.), *Jedna nepriznavana istina* (Politika, 1^{er} septembre 1937). Des poètes ont glorifié cependant le rôle purement religieux et mystique des prêtres et des moines serbes à l'aube de l'indépendance, quand ils entretenaient, dans l'ombre de leurs cellules ou de leurs églises, la flamme de l'Orthodoxie :

*Dok je ropstvo vladalo po svuda
Ti čuvahu u ćelijama svojim
Živi oganj narodnog spasenja,
Moleć Boga za roda spasenje.*

Utješenović-Ostrožinski, *Nedeljko, narodna pisma junačka*, Vienne, 1860, p. 55-6.

Beaucoup moins intransigeante du point de vue de la morale, l'Église orthodoxe serbe peut, socialement, être regardée comme une Église révolutionnaire. Ainsi, sans le vouloir consciemment, sans doute, l'Église orthodoxe serbe avait-elle réussi à éviter le terrible reproche fait aux Églises catholiques occidentales et, parmi les orthodoxes, à l'Église russe, d'être l'instrument de domination d'une classe. Au contraire, grâce à son éternel esprit d'opposition, elle parvenait à grouper derrière elle toutes les forces révolutionnaires de la nation.

IV

L'Église orthodoxe serbe est une Église d'*opposition*, mais non point une Église non conformiste au sens anglican ou presbytérien. Ses chefs sont toujours demeurés passablement indifférents aux querelles et aux chicanes des théologiens et ont toujours espéré réunir dans une commune action tous les Serbes de bonne volonté, quelles que fussent leurs confessions. Mais, vis-à-vis de l'État au sein duquel elle a vécu, l'Église orthodoxe serbe a rarement adopté une attitude bienveillante. De ses origines, elle a gardé une invincible défiance pour les autorités civiles, pour la notion même d'État. Ses frontières, au fond, n'ont jamais été les frontières de l'État serbe. On retrouve la même inquiétude, la même sourde hostilité au sein du bas clergé, mais dirigées cette fois contre la Hiérarchie. Pour les popes, l'épiscopat, le pouvoir temporel rappelaient le joug turc. Ces sentiments réciproques expliquent le caractère orageux de l'histoire contemporaine de l'Église serbe et le fait qu'aucun Métropolite n'ait eu un règne paisible. Les uns et les autres ont connu tour à tour : la destitution, l'exil, les calomnies, le scandale.

Au vrai, ce qui faisait la force de l'Église orthodoxe serbe faisait aussi sa faiblesse. Assurément, dans les années 80, elle offrait aux âmes ardentes des jeunes générations un champ d'action incomparablement plus vaste que celui, misérablement restreint, du petit État serbe.

Qu'était le pitoyable programme des progressistes : organiser juridiquement et économiquement la vie de l'État, construire des routes, avoir une police forte, à côté des buts grandioses et exaltants que l'Église orthodoxe serbe proposait à ses adeptes : réunir en un seul bloc homogène tous les Serbes orthodoxes et travailler ensuite à la conversion des « Serbes non orthodoxes » et plus universellement encore des autres Slaves catholiques ? Le secret de la vitalité de l'orthodoxie serbe n'était-ce pas son dynamisme, son caractère transcendant ?

Son Royaume était « de ce monde ». Assurément. Mais c'était un Royaume bien plus vaste que l'exigu Royaume de Serbie : un Royaume conçu sous le signe de l'Unité.

On peut donc soutenir sans paradoxe que si l'Église orthodoxe serbe a été dévouée, corps et âme, à la nation serbe, elle a peu servi l'État serbe et, en quelque sorte, en a même, parfois, entravé l'essor. L'Église prétendait être la seule interprète autorisée du concept de nation. Elle devait, presque inévitablement, être amenée dans l'opposition quand l'idée nationale ne coïnciderait plus avec l'idée qu'elle-même se faisait de la nation.

Prompte à s'enflammer et à prendre parti dans la querelle bosniaque et herzégoviniennne, l'Église restera longtemps aveugle devant les affaires de Macédoine. Enfin, et en dépit des louables initiatives du Métropolite Mihailo, elle constituera longtemps un obstacle infranchissable au rapprochement spirituel des Serbes orthodoxes et des Croates catholiques. Seule survivante du vieil organisme étatique médiéval, seul ordre qui avait réussi à maintenir ses privilèges et à conserver ses cadres — la noblesse ayant été fauchée à Kossovo — seule classe vraiment nationale avec la classe paysanne — les « marchands » étant presque tous d'origine étrangère, grecs, tsintsares ou juifs — l'Église, hantée par son passé et les souvenirs héroïques de la lutte contre les Turcs, devait être sourde devant les revendications des jeunes générations, tentées moins par le rétablissement de l'Empire de Dušan que par la réalisation d'une grande Yougoslavie.

En dépit de ces divergences, ni les gouvernements, ni le peuple serbes n'ont jamais envisagé sérieusement la possibilité d'un *Kulturkampf*. Chaque gouvernement reconnaissait volontiers à l'Église d'insignes privilèges. Tel un vieux serviteur dont on se rappelle avec émotion les services passés, mais dont on se refuse à accepter la fastidieuse tutelle.

Le peuple serbe, de son côté, a toujours ignoré l'anticléricalisme tel qu'il s'est manifesté dans les pays catholiques romains de l'Occident. Tout au plus a-t-il été accessible à un certain « antimonachisme ». Mais cet antimonachisme qui avait ses racines dans le bas clergé séculier n'était qu'une simple protestation contre une hiérarchie impopulaire issue du monacat et héritière des Phanariotes. Il ne prétendait nullement s'attaquer à l'esprit de l'Église qu'il s'était, au contraire, donné pour mission de purifier. Ces préventions contre la vie monastique n'étaient accompagnées d'aucune animosité envers l'Église.

C'est un trait assez médiéval de la mentalité serbe que cet antimonachisme latent, se conciliant avec un respect sincère et même une affection innée à l'égard de la religion interprétée comme un phéno-

mène historique et national, cette absence de pratique s'alliant à un singulier conservatisme et à une indiscutable piété envers les manifestations les plus archaïques et les plus hiératiques de la liturgie orthodoxe. Par contre, ce sont des traits propres au christianisme orthodoxe serbe et qui le distinguent absolument du christianisme médiéval, que son absence de mysticisme, la pauvreté de son rayonnement monastique, l'indigence de sa science théologique. Desprez notait déjà en 1853 cette « répugnance visible pour la théologie » qu'il retrouvait chez les Serbes ¹.

Il n'y a eu de littérature ecclésiastique qu'une littérature de polémique née à l'ombre des partis politiques. Les rares revues religieuses qui paraissaient en Serbie sont plutôt remplies par les discussions politiques que les travaux d'exégèse. Il ne faut en chercher la raison ni dans une pauvreté d'imagination, ni dans une mesquinerie de caractère. Quand il s'agissait de narrer de glorieux combats menés contre l'infidèle, ou de chanter la douceur ou l'amertume de leurs amours, les Serbes savaient découvrir d'émouvants accents. Mais leur lyrisme restait purement laïque. Mickiewicz le constatait judicieusement : « On dirait que les poètes serbes, si élevés dans les sujets historiques et dans l'épopée, se sont attachés à rétrécir les idées religieuses en les rendant palpables et sensibles » ². Dans le domaine de la littérature comme dans celui de la poésie populaire, le rôle de l'inspiration religieuse s'est révélé généralement insignifiant ³.

Ce qui est vrai des écrits l'est aussi des hommes : ce qui avait fait la popularité ou la réputation des chefs de l'Église serbe, ce n'était point leur érudition, leur science théologique, leur spiritualité, mais, au contraire, toujours les côtés humains de leur caractère et ce qu'il y avait en eux de représentativement serbe. On avait aimé Melentije pour sa folle bravoure. Mihailo avait incarné, au sein de

¹ Desprez (H.), *Chroniques de la Revue des Deux Mondes*, 1^{er} décembre 1853, p. 854. Trente-sept ans plus tard, en 1890 et dans la même revue, on pouvait lire une définition désenchantée de « l'église orthodoxe dans les Balkans ». Cette église, « sœur aînée, mais très déchuée de l'église russe, fille illettrée de la philosophie grecque, gardienne aveugle d'un dogme subtil, envahie et à peu près paralysée par la torpeur asiatique, n'a su défendre ni l'union de ses fidèles, ni l'indépendance de ses chefs... » (*Du Danube à l'Adriatique, Revue des Deux Mondes*, 15 janvier, p. 344).

² Desprez (H.), *art. cité*, p. 850.

³ On n'a longtemps voulu voir dans l'orthodoxie serbe qu'une forme abâtardie de l'orthodoxie russe. Mais la Serbie, en raison même de son isolement (on pourrait presque parler de la « grande muraille » de l'Islam), n'a été soumise que tardivement aux influences étrangères. Aussi son orthodoxie paysanne, qui a jeté ses racines dans le sol même, nous paraît-elle infiniment moins suspecte que le messianisme orthodoxe des Slavophiles. Le *seljak* serbe n'a jamais eu de Dostoevskij.

l'Église, l'âme ardente d'un comitadji : il avait ouvert la Métropole aux passions et aux luttes des partis. Teodosije était devenu célèbre, en dépit de ses déficiences, pour son culte du chant et ses belles manières. Inocentije, jusqu'à l'extrême limite du scandale, personnifiait hardiment le type du « bon vivant ». Seul, le Métropolitain Petar, qui avait une mentalité de réformateur et une âme de prêtre, n'avait pas réussi à gagner les sympathies.

V

Si nous nous replaçons sur le plan chronologique, nous pouvons dire que les années « cruciales » pour l'Église orthodoxe serbe sont celles qui suivirent le Congrès de Berlin. Avec la destitution du Métropolitain Mihailo, c'est le vieux régime épiscopaliste qui disparaissait.

Avec la hiérarchie « anticanonique » apparaît un nouveau type d'évêque que l'on pourrait appeler « l'évêque fonctionnaire ». Mais ce type a survécu à la hiérarchie de Teodosije et a fini par s'imposer. Ainsi les organismes supérieurs de l'Église perdent peu à peu leur indépendance. L'esprit d'autonomie et de liberté s'efface et les chefs de l'Église doivent s'incliner devant le Département des Cultes du Ministère de l'Instruction publique.

Au contraire, à la base de l'Église, un processus inverse amène rapidement au pouvoir la classe longtemps inconsciente des papes. Le développement intense de la vie politique, après les années 80, a beaucoup contribué à cette évolution. Tandis que les évêques sont les victimes de la rivalité des partis, le bas clergé sait profiter à merveille des querelles partisans. Il est vrai qu'il joue à peu près unanimement la carte radicale. Au sein du parti de Marković, il retrouve des contacts plus nombreux avec le peuple, des occasions de chicane et de polémique assurément, mais aussi une popularité plus grande.

Cette large participation des prêtres à la vie publique influera sur la structure de l'Église, et la démocratie cléricale supplantera à peu près l'oligarchie épiscopale.

Dans l'histoire des doctrines de l'Église orthodoxe serbe, on ne peut observer une évolution aussi nette.

Au fond, il est permis de penser qu'il n'y a jamais eu une doctrine de l'Orthodoxie serbe fixée avec netteté : ni chez les différents gouvernements, ni dans l'opinion publique serbe, ni même dans les milieux ecclésiastiques.

Il existait seulement une croyance universellement admise sur le

rôle de l'Église dans le passé, sur la communauté d'intérêt de l'État et de l'Église aboutissant à une véritable symbiose. Ceci admis, quand il s'agissait de régler les rapports de l'Église et de l'État, on songeait moins à chercher des exemples dans le passé, ce qui eût supposé un travail d'exégèse fastidieux, qu'à prendre modèle sur les autres pays. C'est ainsi que les idées officielles sur la place de l'Orthodoxie dans l'État étaient empruntées tantôt aux Serbes d'Autriche, tantôt à la Russie.

Chaque parti avait cependant annexé à son programme électoral une exégèse qu'il s'efforçait de propager et de légaliser quand il venait au pouvoir. C'était le Césarisme des progressistes des années 80, imposant à l'Église la surveillance et le contrôle de l'autorité séculière, faisant du Souverain le chef spirituel de la nation, mais prétendant assurer à l'Église, au prix de sa liberté, son indépendance vis-à-vis des autres orthodoxies non serbes. A l'autre pôle, c'est l'idéologie libérale qui lie les destinées de l'Église à celles de la nation et non à celles de l'État. Pour les libéraux, ce lien a un caractère matériel : l'Église Serbe s'est exprimée au moyen âge par l'admirable floraison de ses monastères ; par les multiples souvenirs qu'elle a laissés, elle est indissolublement liée au sol serbe. Aussi, selon les libéraux, les Serbes qui émigrèrent de Vieille Serbie vers l'Autriche ne purent-ils emporter leur Église et leur Patriarcat.

De leur côté, les progressistes soutenaient que cette conception était diamétralement opposée à la doctrine pravoslave qui niait à l'Église tout caractère territorial.

Selon eux, l'Église était, d'après l'admirable définition des Pères, une communion vivante d'hommes embrasés d'un même idéal : quel que soit le lieu où se trouvait le chrétien orthodoxe, il portait en lui, comme en un ciboire, sa foi et son Église.

Il était singulier que les libéraux, qui se posaient en ardents défenseurs de l'Église, eussent de celle-ci, au point de vue doctrinal, une idée beaucoup plus mesquine que les progressistes. Les premiers libéraient l'Église du contrôle de l'État, mais ils l'attachaient au sol ; les seconds exigeaient sa soumission, mais, en lui enlevant le monopole de la propagande nationale, ils la renvoyaient à sa mission spirituelle.

VI

C'est un fait digne de remarque que la plupart des voyageurs français en Orient n'aient pu se délivrer entièrement du préjugé catholique. S'ils parviennent à observer avec suffisamment d'impar-

tialité les pays qu'ils traversent et à nous donner sur les mœurs et coutumes des descriptions parfois colorées, ils se révèlent d'un singulier aveuglement ou d'un inconscient sectarisme quand ils traitent le chapitre de la religion orthodoxe. Ce sont, le plus souvent, réflexions sans aménité sur la malpropreté du clergé, son ignorance, son fanatisme, la bizarrerie d'une Église exagérément jalouse de ses privilèges et de son indépendance.

Blanqui lui-même, qui peut être rangé parmi les voyageurs les moins défavorables à l'Orthodoxie et les plus dégagés du préjugé confessionnel, écrivait dans son *Voyage en Bulgarie* : « J'ai beaucoup vu de popes grecs (lisez orthodoxes) peu dignes de leur saint Ministère, rampants, ignorants et avides. Les prélats manquent généralement de lumières, et plusieurs de courage : la servitude a pesé sur eux comme elle pèse partout : elle les a amoindris et démoralisés¹. »

On est surtout frappé par les aspects extérieurs du culte, par sa complication, les pratiques superstitieuses qu'il tolère, l'interminable longueur de ses offices. Chez toutes les Églises pravoslaves balkaniques, les observateurs — même les plus avisés — se plaisent à signaler cette apathie orientale, ce byzantinisme, ce hiératisme liturgique masquant mal une absence à peu près universelle du sens religieux comme l'entendent les catholiques latins.

Et, de même qu'on comprend sous le seul vocable d'Orient les traits humains et sociaux les plus éloignés, de même on affuble l'Orthodoxie d'une lourde chape qui la défigure, et en ne consentant à la contempler qu'à travers le prisme byzantin, on lui confère une immobilité et une rigidité qu'elle ne possède point. Il y a eu, au sein de l'Orthodoxie, des différences de structure politique aussi notables qu'entre le Calvinisme et le Luthéranisme, des contrastes de température religieuse aussi sensibles qu'entre le catholicisme espagnol et le catholicisme français. Aucune religion ne s'est révélée plus apte à épouser aussi intimement le caractère et le génie de chaque nation.

Blanqui notait très finement, que l'Orthodoxie avait plus de souplesse que le catholicisme : « Elle laisse quelque chose au libre arbitre de l'homme... Elle transige plus volontiers avec les pouvoirs établis et, si j'ose dire, parfois avec la nature humaine... »².

Évolution qui ne s'est pas faite toute seule. Il a fallu que les traditions des peuples en éveil puissent retrouver dans une foi régénérée leur antique mode d'expression et, pour cela, il leur a été nécessaire de vaincre la hiérarchie hostile et étrangère du Phanar. Enfin délivrées, les Églises ont été les interprètes les plus ardentes et les

¹ Blanqui, *Voyage en Bulgarie pendant l'année 1841*, Paris, p. 217.

² Blanqui, *op. cit.*, p. 212.

plus éloquentes des nationalités. Seule, une vue superficielle pouvait confondre dans une unité factice l'oligarchie épiscopale du Phanar, le césaropapisme russe, la théocratie monténégrine.

Quant à l'Église orthodoxe serbe, elle avait fait la dure expérience de tous les régimes : elle avait connu la tyrannie des phanariotes, le pouvoir absolu d'un Petar, les luttes de Mihailo avec l'oligarchie épiscopale ou la démocratie cléricale. Mais, au cours de cette longue histoire, l'Église n'avait jamais perdu contact avec le peuple serbe. Evêques et bas clergé se disputaient le monopole du nationalisme. C'était pour défendre la « véritable » doctrine nationale que les Hiérarques, parfois, allaient requérir le concours des Églises orthodoxes étrangères, ce que les gouvernements considéraient, au reste, comme une trahison. Quant à l'immense armée des popes, qu'étaient-ils donc, avec leurs défauts comme avec leurs vertus, sinon l'expression la plus caractéristique du peuple serbe ? Des popes haidouques de Karadjordje et de Miloš aux popes martyrs de Vieille Serbie, il n'est pas une page de l'histoire nationale serbe qui ait été écrite sans eux.

CHAPITRE PREMIER.

L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE AU XVIII^E SIÈCLE.

L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE JUSQU'À L'ABOLITION DU PATRIARCAT DE PEĆ.

Les vicissitudes historiques de l'Église orthodoxe serbe au xviii^e siècle ont longtemps traduit les rapports militaires de l'Autriche et de la Turquie. Lorsque Léopold I^{er} avait — le 6 avril 1690 — demandé aux chrétiens de la péninsule balkanique de l'aider à repousser l'invasion musulmane « pour la libération et la loi chrétienne », sa prière avait trouvé chez les orthodoxes serbes un écho immédiat ¹. Il leur promettait la liberté religieuse, le droit d'élire leur voïvode et l'abolition de la dîme. Le Patriarche Arsenije III Crnojević fournit l'appoint de ses Serbes au général Piccolomini pour reconquérir sur les Turcs Priština, Skoplje, Prizren et Peć. Mais ces succès furent éphémères et, après la mort du général autrichien, les Turcs regagnèrent facilement les territoires perdus et Arsenije dut, accompagné de son clergé et de ses fidèles, venir s'installer en Hongrie ². Il s'efforça pendant ce séjour, que beaucoup croyaient temporaire, de protéger son Église contre les progrès de l'Uniatisme qui jouissait alors de la protection impériale. Il est évident qu'Arse-nije considérait toujours son Église comme issue du Patriarcat de Peć. Mais il ne lui était pas possible de reconnaître ouvertement son obédience, car le nouveau Patriarche de Peć, Kalinik I^{er}, n'était pas *persona grata* à Vienne. Aussi Arsenije, soucieux de ménager la Cour, s'adressait-il de préférence, pour demander des conseils, au Patriarche de Jérusalem, Dosithée. C'est ainsi que s'affaiblissaient peu à peu les liens qui rattachaient l'Église exilée à l'ancienne hiérarchie ³.

¹ Radonić (Jovan), *Histoire des Serbes de Hongrie*, Paris, 1919, p. 167.

² Djordjević (Nikola), *Die Selbständigkeit der serbischen Kirche*, Sremski Karlovci, 1922, p. 3.

³ *Ibid.*, p. 7, et Ruzičić (Évêque Nikanor), *Das Kirchlich-religiöse Leben bei den Serben*, Göttingen, 1896, p. 36.

Dans l'étendue du Patriarcat de Peć, les chrétiens étaient soumis à de terribles persécutions. Leurs biens étaient saisis, leurs monastères et leurs églises fermés ou détruits. De 1690 à 1696, le siège de Peć resta inoccupé. Pourtant, il maintenait son autorité virtuelle sur l'Église orthodoxe serbe d'Autriche. Celle-ci conservait toutefois son administration autonome sous l'appellation « d'Archevêché de Karlovci ». Il y avait donc côte à côte 3 Églises orthodoxes serbes autonomes : les Églises de Peć, du Monténégro et de Karlovci ¹.

Au début du XVIII^e siècle, un événement d'une grande portée pour l'Église serbe restée sous le joug turc va se produire : l'intervention des Phanariotes dans le gouvernement de l'Église Orthodoxe, dans la personne du grand Drogman, Alexandre Mavrokordatos. Le grand Drogman avait une puissante influence auprès du Patriarcat œcuménique. Il jouait un rôle prédominant dans la désignation du Patriarche de Peć. Mais cette intervention n'était pas gratuite ². Aussi s'introduisait-il, dans l'Église, des pratiques qui devaient avoir une longue vie. Afin de multiplier ces profits, les Phanariotes se plaisaient à changer fréquemment évêques et patriarche. « Jede neue Ernennung aber brachte der œkumenischen Kirche frische Einkünfte, dem Patriarcat von Peć aber neue Schulden » ³. Car c'était toujours ce dernier, en effet, qui faisait les frais de cette instabilité excessive.

En 1737, la guerre austro-turque tournant à l'avantage du Croissant, on vit se reproduire un second exode de la population chrétienne du Patriarcat de Peć, fuyant le joug turc.

Le Patriarche Arsenije IV Jovanović, à l'exemple d'Arsenije III, dut se réfugier avec les siens dans le Srem, mais il n'eut point autant de succès dans cette entreprise, car une forte partie des Serbes qu'il emmenait avec lui furent pris par les Turcs sur la route d'Užice à Valjevo et massacrés. Arsenije IV s'installa à Karlovci où, à la demande du peuple serbe résidant en Hongrie, il devint Patriarche, succédant au Métropolite Vićentije Jovanović ⁴ qui s'était rendu suspect auprès des siens par sa docilité envers le gouvernement de Marie-Thérèse. Arsenije fut assez heureux pour sauvegarder les droits de sa nation et obtenir confirmation, en 1743, des privilèges accordés par l'Empereur Léopold I^{er} au temps d'Arsenije III ⁵. La

¹ Djordjević (Nik.), *op. cit.*, p. 6.

² « Aus den erwähnten Gründen entschieden beim Kandidaten nicht die Fähigkeit zu so hoher Würde, sondern die Höhe der angebotenen Summe » (Djordjević, *op. cit.*, p. 7).

³ *Ibid.*, p. 7.

⁴ Djordjević, *op. cit.*, p. 7.

⁵ Ćorović (Vladimir), *Istorija Jugoslavije*, Belgrade, 1933, p. 382.

situation était moins brillante dans le Patriarcat de Peć où les Phanariotes profitèrent de la fuite d'Arsenije IV pour, créant ainsi un précédent mémorable, nommer un Grec sur le siège patriarcal (1737). Ainsi les droits séculaires qu'avait le Synode serbe de Peć de procéder à l'élection du Patriarche étaient publiquement violés. L'exception devint la règle lorsqu'un décret du Sultan déclara qu'aucun Serbe ne pouvait plus, désormais, être nommé Patriarche de Peć. Ce résultat avait été atteint grâce à l'inlassable activité du plus habile des Phanariotes, Ypsilanti, alors grand Drogman. Philimon notait justement : « Sous prétexte de soustraire les Slaves à l'action des Princes autrichiens, Ypsilanti conseilla à la Porte de placer les Slaves sous l'autorité des évêques grecs » ¹. En fait, les Grecs accaparèrent peu à peu toutes les hautes fonctions ecclésiastiques.

Une autre raison du transfert des principaux sièges du Patriarcat de Peć dans leurs mains, est l'endettement progressif des Patriarches : chacun d'eux devant payer des sommes de plus en plus considérables au Patriarcat œcuménique, le Patriarcat de Peć fut vite ruiné. Aussi un Patriarche, Gavriilo III, renonça-t-il à la prérogative de nommer le Métropolite de Niš et abandonna-t-il son droit au Patriarcat œcuménique. Ce Gavriilo était peu aimé des populations chrétiennes. On l'accusait, non sans quelque raison, de dépouiller son clergé et de commettre les pires exactions. Ses successeurs ne valurent guère mieux et le siège de Peć fut de plus en plus livré à de « mauvais pasteurs », jusqu'à ce que Kalinik II (1765-1766) vînt clore la liste des Patriarches. De 1690 à 1765, le siège de Peć n'avait pas connu moins de 14 Patriarches !

En 1766, à la demande du Patriarche œcuménique Samuel, le Patriarcat de Peć fut aboli et son ressort religieux fut joint à celui du Patriarche de Constantinople ². La « dacija » fut désormais versée

¹ Djordjević (Nik.), *op. cit.*, p. 7.

² Les circonstances dans lesquelles s'opéra cette suppression sont assez curieuses : Djordjević s'est efforcé d'élucider cette période à l'aide des documents contemporains. Il est assuré que, dès l'année 1765, le Patriarcat de Constantinople, conscient de la situation financière désespérée du Patriarcat de Peć, cherchait une occasion d'exercer définitivement sur ce dernier, une autorité directe. Le Patriarche de Constantinople, Samuel Hanzeris, las des récriminations incessantes du peuple serbe contre les Phanariotes, et de l'intransigeance des évêques grecs décidés à ne pas accepter un Serbe pour Patriarche, avait trouvé la solution à ce dilemme en prenant à son compte les dettes du Patriarcat de Peć, mais en supprimant le Patriarche. C'eût été chose faite si un nommé Kalinik n'avait réussi à trouver l'argent nécessaire pour être Patriarche de Peć. Ce Kalinik espérait bien retrouver la somme d'argent qu'il avait dépensée pour sa nomination dans une exploitation fructueuse des ressources religieuses du Patriar-

à la Caisse Impériale, ce qui était un maigre profit puisque, d'après le firman du Sultan Mehmed, (1731), elle s'élevait à 70.000 akçe par an ; en plus, chaque nouveau Patriarche était obligé, lors de sa nomination, de payer le *bérat* du Sultan, soit la somme de 100.000 akçe.

La suppression du Patriarcat de Peć ne changeait rien à la situation du bas clergé indigène. Tout au plus blessait-elle l'orgueil des populations serbes, qui avaient toujours nourri beaucoup de respect et d'affection pour un siège qui remontait au x^e siècle. Dès lors, comme Dučić le fait remarquer, il ne restait plus que deux Églises orthodoxes serbes indépendantes du Patriarcat de Constantinople : l'Église orthodoxe serbe du Monténégro et la Métropole de Sremski Karlovci. Comme il n'y avait plus d'Église bulgare depuis que Bajazet I^{er} s'était emparé, en 1393, de la Bulgarie, les Phanariotes avaient désormais les mains libres dans la péninsule balkanique pour gréciser les Slaves orthodoxes¹. Cette « usurpation », comme la considérèrent les Serbes, ne se passa pas sans résistance. Le Patriarcat de Peć avait un ressort particulièrement étendu. Il comprenait les diocèses de Skoplje, Prizren, d'Herzégovine, de Stari Vlah (Ras), de Bosnie, Belgrade, Temišvar, Valjevo, Samokov, Čustendil, Niš, Sebeš, Jenova et Jenopolje, Buda, du Banat et de Požega². Aux temps de Kalinik I^{er}, il avait même exercé son autorité sur les Églises de Cetinje et Karlovci, mais la première s'était rendue autonome en 1690 et la seconde en 1710. Aussi, conscients de son glorieux passé, beaucoup d'évêques serbes se refusèrent-ils à admettre l'état de fait : les uns se retirèrent à l'Athos, d'autres dans des monastères, mais neuf évêques, les évêques de Belgrade, de Samokov, de Čustendil, de Skoplje, de Niš, d'Užice (ou Valjevo), de Novi Pazar (Raška Eparhija), de Bosnie et d'Herzégovine s'adressèrent au Métropolite

cat. Ce dernier étant ruiné, il en fut pour ses frais et décida de démissionner, envoya une lettre au Patriarche de Constantinople, déclarant qu'il se retirait volontairement en raison des charges lourdes et « insupportables » et de son besoin de tranquillité.

Il ne restait plus au Patriarche de Constantinople qu'à prononcer l'abolition que le Sultan approuva, rayant le nom du Patriarche de Peć de tous les livres impériaux. Non seulement on mit fin à l'autonomie du Patriarcat de Peć, mais on l'humilia encore en conférant tous ses anciens droits et privilèges à la Métropole de Prizren qui désormais fut au-dessus de lui dans la hiérarchie des églises, bien que l'un et l'autre relevassent directement du Patriarcat de Constantinople. Voir sur ce point Djordjević (Nik.), *op. cit.*, p. 12-17, Jastrebov (I. S.), *Podaci za istoriju srpske crkve*, Belgrade, 1879, p. 6, et Ćorović, *Istorija Jugoslavije*, p. 395.

¹ Dučić (N.), *Istorija Srpske Crkve*, Belgrade, 1894, p. 197.

² Djordjević (Nik.), *op. cit.*, p. 16.

du Monténégro, Sava Petrović, afin qu'il intercédât pour eux en Russie ¹.

En fait, le Métropolite Platon pas plus que le Saint-Synode ne purent rien pour les évêques serbes. Peut-être aussi Catherine II ne souhaitait-elle guère voir le Saint-Synode s'engager dans une affaire qui n'eût pas été exclusivement religieuse, car le Sultan se serait, en l'occurrence, révélé comme le protecteur du Phanar, si l'Église russe avait voulu rétablir les neuf évêques dans leur ancienne dignité, ou même seulement les prendre sous sa protection comme le proposait le Métropolite monténégrin.

La Russie refusant de soutenir les revendications religieuses serbes, les chefs ecclésiastiques de la communauté exilée, ainsi que les chefs des autres Églises serbes, devaient se tourner vers la seule puissance qui consentit à les protéger, c'est-à-dire l'Autriche. Il parut un moment que leurs vœux allaient être exaucés, lorsqu'en 1717 le Prince Eugène prit Belgrade d'assaut, infligeant au Croissant la plus retentissante des défaites. Par la paix de Požarevac, l'Autriche annexait avec Belgrade toute la Serbie du Nord (avec la Šumadija). Déjà, l'Église serbe voyait arriver le moment où sa division et sa servitude allaient prendre fin. Effectivement, « le contact entre les Serbes de Turquie et leurs compatriotes de la Hongrie du Sud et des frontières militaires alors élargies fut spécialement étroit : sous la domination autrichienne, le centre ecclésiastique fut transféré de Karlovci à Belgrade » ².

Le diocèse de Valjevo se trouvait en majeure partie dans le secteur occupé par l'Autriche. Les régions d'Užice et d'Arilje restaient sous la domination turque et reçurent un nouvel évêque qui siégea à Užice (évêque d'Užice-Arilje et Métropolite de Zvornik). Ce diocèse ne reconquit son unité qu'après la paix de Belgrade, en 1739. Quant au diocèse de Belgrade, il avait été détaché de Peć et rattaché à l'Archevêché de Karlovci de 1731 à 1737. Vićentije Jovanović portait le titre de Métropolite de Belgrade et de Karlovci ³.

Le clergé bénéficia alors de nombreux privilèges, mais la doctrine orthodoxe fut bien des fois menacée dans sa pureté par la propagande uniate ou même simplement catholique romaine. Aussi, lorsqu'en 1739, après la honteuse paix de Belgrade, les raïas de Serbie passèrent à nouveau sous le joug de leurs anciens maîtres, il y eut des prélats qui estimèrent en leur conscience que la religion orthodoxe et la nationalité serbe étaient moins menacées par la Porte que par le Jésuitisme de Vienne.

¹ Dučić, *op. cit.*, et aussi Djordjević (T. R.), *La Macédoine*, Paris, 1919, p. 102.

² Seton-Watson, *Histoire des Roumains*, Paris, 1937, p. 152-156.

³ *Encyclopédie S. C. S.*

LE RÉGIME PHANARIOTE.

Dans l'histoire de la gestion du Patriarcat œcuménique après 1766, on peut distinguer deux périodes : une ancienne période où, grâce à la généralisation de la simonie, si l'on peut dire, il était possible à des diocèses slaves d'avoir des évêques nationaux ; en payant chacun pouvait obtenir un évêché. D'autre part, les autorités locales turques (pachas ou cadis) étaient souvent favorables aux éléments indigènes.

La seconde période de l'histoire du Patriarcat est caractérisée par la disparition progressive de ces influences locales en raison de la concentration des affaires provinciales à Constantinople. Par ailleurs, le réveil de l'hellénisme, loin de créer une atmosphère propice à la résurrection nationale des peuples slaves comme le croyait Ypsilanti, contribua à exciter davantage encore le nationalisme exclusif du Phanar qui ne voulut plus voir dans l'Orthodoxie orientale qu'une religion grecque. Il s'agissait donc à tout prix d'évincer les candidats aux diocèses d'origine slave. Le Phanar ne ressentait pas encore le danger d'une concurrence spirituelle des Russes, et Saint-Petersbourg ne menaçait pas encore Constantinople de lui enlever la direction du monde orthodoxe.

Il y a toute une littérature sur les misères et les souffrances endurées par le peuple chrétien de Serbie sous les Phanariotes ¹.

Bien qu'il y ait eu, exceptionnellement, quelques hauts prélats qui se soient montrés dignes de leur mission, on peut considérer la période qui s'étend de la suppression du Patriarcat de Peć en 1766 (et même depuis la nomination du premier patriarche de nationalité grecque en 1737) jusqu'au Hatti-chérif de 1830, comme une période véritablement néfaste dans l'histoire de l'Église orthodoxe serbe. Les évêques pressuraient le peuple et ils étaient obligés de le faire, ayant à déboursier pour le *gramatos* du Patriarcat œcuménique comme pour les bérats du Sultan. Mais ils étaient tenus également, s'ils voulaient obtenir la nomination à un évêché de Serbie plus productif, de corrompre l'entourage patriarcal et d'obtenir la protection largement rémunérée des pachas locaux.

Après cela, ils se considéraient en droit de se dédommager dans la

¹ Cf. Dučić, *op. cit.*, p. 200-205 ; Djordjević (Nik.), *op. cit.*, p. 17-18 ; Ilić (A.), *Petar Jovanović*, Belgrade, 1911, p. 4-11 ;

Temperley (H. W. V.), *History of Serbia*, Londres, 1917, p. 165 et suiv. ;

Petrović (Vuk.), *Gradja za istoriju Kraljevine Srbije u vreme prve vladе Kneza Miloša Obrenovića*, Belgrade, 1884, p. 403 ;

Ružičić, *Das Kirchlich-religiöse Leben bei den Serben*, p. 40.

mesure du possible, et de, selon l'expression de Dučić : « *Štedjeti bijele pare za crne dane* » (de bon argent pour les mauvais jours) ¹. Leurs défauts étaient passés en proverbes : leur ignorance sans limite, qui leur faisait ordonner des prêtres analphabètes à condition qu'ils réussissent à toucher les taxes qu'ils imposaient ; leur méconnaissance de tout rudiment de législation ecclésiastique (ils suppléaient aux tribunaux d'Église par des systèmes ingénieux et profitables d'amendes) ; leur vanité qui les poussait à exiger des populations, lorsqu'ils étaient en tournée épiscopale, des réceptions grandioses et ruineuses. Les visites que les évêques s'avaient de rendre aux monastères représentaient pour ces derniers de véritables calamités. L'évêque phanariote se considérait au Monastère comme chez lui. Il était en droit de se faire servir et de prélever les impôts qu'il lui plaisait. Il était aidé dans cette tâche par le protosynelle (*protosindjel*), coadjuteur qui appartenait toujours à l'ordre monastique et dont le rôle consistait, précisément, à lever les impôts et surveiller la collecte des multiples taxes perçues tant sur le clergé que sur le peuple au profit de l'évêque.

Dans les questions liturgiques, l'évêque phanariote se voyait obligé de recourir souvent aux conseils d'un autre vicaire, un diacre qui était supposé posséder sur les questions concernant le culte des connaissances supérieures. L'évêque se souciait peu, sauf aux très grandes fêtes, de célébrer en personne ².

Il ne faut cependant pas pousser ce tableau trop au noir. Le régime phanariote n'a eu, au fond, une influence néfaste que sur le haut clergé exclusivement ; il lui était impossible d'affecter le bas clergé.

¹ Dučić, *op. cit.*, p. 201.

On se demande comment le P. Raymond Janin a pu écrire que les églises « serbes, roumaines et bulgares soumises à celle de Constantinople jusqu'au siècle dernier n'ont pensé longtemps que par le cerveau des prélats phanariotes qu'on leur envoyait... » Janin (Raymond), *Les Églises orientales et les rites orientaux*, Paris, 1922, p. 107.

² Jevcević Popović, dans son tableau de l'histoire universelle de l'Église, a bien décrit le caractère des prélats phanariotes, leur rapacité, leur immoralité, et leur scandaleuse incroyance. Tel [ce] Dionisije Popović qui fut Métropolitte de Belgrade de 1785 à 1791 et qui, tantôt turcisait son nom en Papazoglou, tantôt le grécisait en Papadopoulos. Ce Dionisije fut un agent déclaré de l'Autriche ; il contribua beaucoup à accélérer l'émigration des Serbes en Autriche, lançant l'anathème sur ceux qui ne voulaient point quitter leur patrie et les appelant « Turcs ». Quand, en 1789, Belgrade tomba aux mains des Autrichiens, il se laissa acheter pour 6.000 florins et obtint en 1790, grâce à la protection impériale, d'être élu à l'Évêché de Bude par le Sabor de Temišvar, en remplacement de Stefan Stratimirović, élu Métropolitte de Karlovci.

Cf. Popović (Jevcević), *Opšta crkvena istorija*, 2 vol., S. Karlovci, 1912, t. II, p. 629 (traduit de l'allemand par Mojsije Stojkov).

C'eût été condamner à la dénationalisation tout un peuple, si l'on avait pu procéder au remplacement des popes serbes par des popes grecs. La chose n'étant pas lucrative pour les Phanariotes, l'Église serbe resta nationale à sa base. Il en résulta une lente mais sûre désaffection du peuple serbe envers ses hiérarques. Au contraire, le bas clergé offrait désormais à ce peuple un « cadre » idéal, le seul qui lui restait puisqu'il avait perdu son autonomie politique, un cadre à l'intérieur duquel il pourrait conserver le souvenir de ses traditions et défendre sa langue, signe tangible de sa nationalité. Il est certain que si les phanariotes n'avaient pas remplacé le haut clergé indigène, une hiérarchie serbe aurait pu se développer (comme plus tard à Karlovci), une hiérarchie nationale, certes, mais autoritaire, animée d'un sectarisme religieux qui eût vite dressé contre lui une opposition libérale, ou anticléricale. Ce qui a permis à l'Église orthodoxe serbe de ne pas connaître cet anticléricalisme est, précisément, le fait que les hautes fonctions de l'Église étaient occupées par des Grecs. On mettait les exactions, les prévarications et les mœurs scandaleuses sur le dos du Grec et non pas de l'évêque¹. D'autre part, la décadence des études de théologie et de dogmatique avait pour conséquence indirecte un élargissement de la religion. La foi ignorante ne pouvait plus s'appliquer aux détails du culte, elle se mettait au service de l'idéal national, avec une intensité accrue, du fait que celui-ci était doublement menacé désormais par les Phanariotes et les Turcs. De la religion proprement dite, on gardait les traditions familiales, les pratiques extérieures qui permettaient à la nation de se singulariser et de ne pas se confondre avec ses oppresseurs. Ainsi, sans le vouloir, le régime phanariote a contribué à créer le caractère original de l'Église orthodoxe serbe contemporaine, de cette Église qu'il a tenté, en vain, de dénationaliser et qu'il n'a réussi qu'à unir plus intimement encore au peuple serbe.

L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

La fin du XVIII^e siècle est pour l'Église orthodoxe serbe à la fois une période d'épreuves et d'espérance d'un meilleur avenir².

¹ Plus tard cependant, lorsque tous les évêques seront de nationalité serbe, il subsistera au sein du bas clergé, sinon une haine, du moins une méfiance envers la Hiérarchie. Ce sera l'héritage du régime phanariote. Les popes éprouveront toujours envers les autorités supérieures de l'Église la même antipathie que de nombreux Serbes ressentaient à l'égard du concept d'État. Ce sont là sentiments de même nature quoique d'origine différente.

² Djordjević (Nik.), *op. cit.*, p. 19.

Le traité de Küтчük-Kainardji (21 juillet 1774), par son article VII, avait consacré la reconnaissance par la Porte du droit que la Russie s'était arrogé « de faire des représentations en toute occasion en faveur de ceux qui servaient la nouvelle Église russe » (construite dans le faubourg de Galata), et, comme l'a fort bien aperçu Seton-Watson, de cette clause datait « ce protectorat mal défini sur les chrétiens orthodoxes d'Orient que la Russie étendit constamment par les traités du demi-siècle suivant... »¹. Mais les Serbes orthodoxes qui avaient oublié les déceptions du passé confiaient à nouveau leur destin dans les mains autrichiennes. Il semblait que les événements leur donnassent raison. L'intervention victorieuse de l'Autriche en 1789, amenant l'occupation de Belgrade par les troupes impériales, réduisit la Turquie à signer la paix de Svištov (4 août 1791). En fait, le *statu quo ante* était rétabli. Les Serbes qui avaient activement participé aux campagnes autrichiennes craignirent d'être exposés aux persécutions de leurs anciens maîtres lorsque ceux-ci réoccuperaient les territoires qu'ils avaient dû évacuer. L'Église orthodoxe était la plus menacée : pendant les hostilités, les Turcs n'avaient-ils pas brûlé 17 églises et monastères ?

Dès le début de 1790, les Serbes se voyaient abandonnés aux représailles ottomanes². Ce furent quelques dignitaires de l'Église serbe qui se décidèrent à intervenir auprès de la Cour de Vienne en faveur de leurs compatriotes. Un des chefs de ce mouvement, l'archimandrite du monastère de Tronoša, Stevan Jovanović, s'était particulièrement distingué pendant le conflit austro-turc en soulevant le peuple serbe³. Aussi se crut-il autorisé à adresser, le 22 janvier 1790, une longue supplique au Métropolite de Karlovci, Mojsije Putnik, pour le prier d'intervenir auprès du gouvernement autrichien en faveur des populations chrétiennes du Pašalik⁴. Le Métropolite de Karlovci accéda à cette demande et transmit à Vienne les doléances de ses coreligionnaires. Mais il mourait en août 1790. Stevan Jovanović fut invité à participer au Sabor national serbe de Temišvar qui avait pour tâche de procéder à l'élection de son successeur. Il en profita pour rédiger et faire signer par quelques igoumènes, archiprêtres et archimandrites serbes, une nouvelle supplique — adressée au Sabor — sur la triste situa-

¹ Seton-Watson, *op. cit.*, p. 165.

² Ćorović, *Istoriја Jugoslavije*, p. 402.

³ Pantelić (Dušan), *Beogradski Pašalik posle svištovskog mira, 1791-1794*, Belgrade, 1927, p. 153.

⁴ Pantelić, *op. cit.*, p. 42. Cette supplique est signée par plusieurs prélats serbes (cf. même ouvrage, p. 183-4).

tion des chrétiens en Serbie¹. A la même époque, d'autres ecclésiastiques du Pašalik franchissaient la frontière autrichienne. Jovan Milović, archiprêtre de Jagodina, un grand ami de l'Autriche, qui avait contribué avec Koča Andjelković à préparer l'insurrection des *nahije* de Smederevo, Jagodina et Kragujevac et qui, après la mort de l'héroïque marchand, avait commandé un *Freikorp*, venait à Vienne pour y réclamer une pension². Enfin, l'archimandrite de Studenica débarquait également à Pančevo, fuyant devant l'orage qui allait éclater. Les moines de Studenica, pourtant, étaient plus célèbres pour leur intrépidité et leur courage militaire que pour leur ferveur religieuse³.

Pendant que ces représentants volontaires des orthodoxes serbes multipliaient avec plus ou moins de succès leurs démarches, les Turcs réoccupaient lentement le Pašalik. Mais loin de chercher à se venger, ils étaient trop heureux d'accepter le concours des Serbes pour réprimer le soulèvement des Janissaires. Enfin, avec le nouveau Pacha de Belgrade, Hadži Mustapha, un régime de faveur semblait s'instaurer pour les chrétiens⁴. Au début d'août 1796, la Porte accordait aux populations du Pašalik une certaine autonomie communale. L'année suivante, elles obtenaient le droit de rebâtir églises et monastères en ruines et d'en construire de nou-

¹ Pantelić, *op. cit.*, p. 46.

² Les autorités militaires lui avaient délivré, à l'appui de sa requête, un certificat sur sa belle attitude pendant la guerre : Da hierauf Koza (Koča Andjelković) vor dem Feind geblieben, so kam dieser erwählter Erzpriester mit seinen Leuten zu dem meinem Commando unterstandenen Servischen Frey-Corps, wo er sowohl eine irreguläre Cseta auf den äussersten Vorposten beständig selbst commandirte, als auch theils durch eigene Zuschleichungen zum feindlichen Laager, theils durch die Hilfe der Seinigen Kundschaftsnachrichten beygeschaffet und in dieser Art des gefährlichen Dienstes mit ununterbrochenem Eifer bis zur Reduction des Servischen Frey-Corps beharret (cf. Pantelić, *op. cit.*, p. 191).

³ Voir l'éloquent témoignage du Major Miloradović de l'armée impériale sur l'esprit de dévouement des moines en 1790 : Kraft welchen der Wahreit zur Steuer bestätigt wird, dass die Religiosen des Klosters Studenicz in Servien bey Gelegenheit, als die Türken von Novi Pazar und Uxicz mit Anfang Jänners gegenwärtigen Jahres sich im gedachten Kloster Studenicz zu versammeln angefangen, um das diesseitige in dem am 20-ten November vorigen Jahres eroberten Palanka Karanovaz gelegene Commando aufzuheben, nicht nur die beeden diesseitigen Herren Hauptleute Nikolajevich und Simich von Siegenfeld in Zeiten hievon avertiret wobeyder nunmehrige Herr Archimandrit Wassilie besonders cifrig war, sonder auch, als beede diese Herr(e)n Hauptleute mit 200 Mann dahin gegangen und den Feind vertrieben, dieses ganze Commando durch 13 tage gratis unterhalten... (Pantelić, *op. cit.*, p. 195-196).

⁴ Pantelić, *op. cit.*, p. 153.

Stevan revenait en Serbie sans avoir obtenu satisfaction. C'est dans son pays qu'il esquissera un des premiers projets d'indépendance serbe, qui n'eut pas, au reste, une grande influence sur le peuple (Pantelić, *op. cit.*, p. 70).

veaux ¹. Dans les années qui suivront, les Serbes construiront ou répareront dix églises et monastères. Un problème d'organisation religieuse se posait : pour ces nouvelles églises et pour les anciennes qui rouvraient leurs portes, il n'y avait plus d'objets de culte. Les livres anciens, les vases précieux avaient été emportés par les moines en Autriche dans leur fuite devant l'infidèle, et ce n'était pas une peine légère que de les rechercher à travers les monastères du Srem. Les *Oberknezovi* de Valjevo s'adressaient, en avril 1793, au Métropolitte Stratimirović pour lui demander qu'on leur rendit les objets appartenant à leurs monastères. Les négociations ne prirent fin que le 15 juillet de l'année suivante. Ce n'est que peu à peu que l'Église orthodoxe serbe du Pašalik rentrait dans ses biens ².

L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE ET LES SOULÈVEMENTS DU PEUPLE SERBE.

Telle était, au début du xix^e siècle, la situation des chrétiens de Serbie. Ils perdirent peu à peu l'espoir d'obtenir une amélioration de leur sort par l'intermédiaire de leurs chefs spirituels, mais commencèrent, en revanche, à prêter attention aux événements de la politique internationale qui pouvaient avoir une heureuse influence pour eux. C'est ainsi, par exemple, qu'ils fondèrent de grands espoirs sur l'accord de 1781 entre la Russie et l'Autriche, dirigé contre la Turquie. Cette dernière, en effet, dès 1793, par un firman du Sultan, se voyait obligée à accorder aux Serbes une des réformes qu'ils réclamaient avec le plus d'ardeur : le retrait des janissaires, haïs pour leur violence et leurs exactions, du district de Belgrade ³. Un article du traité conclu à la paix de Svištov stipulait ce retrait. En réalité, les janissaires, appuyés par tous ceux qui, dans l'Empire, s'opposaient aux réformes de Selim III, refusèrent d'obéir aux ordres impériaux et continuèrent à molester la population chrétienne. Un premier soulèvement serbe, en 1804, sembla avoir un meilleur résultat. En 1806, la Turquie, déjà en guerre avec la Russie, et désireuse de se concilier ses sujets balkaniques, consentait à accorder à la Serbie une certaine autonomie et l'élection de son prince, mais les Serbes exigeant que ce traité obtienne la garantie

¹ Dès l'année 1793, on signale la reconstitution d'un monastère ruiné. Vingt ans auparavant, en 1774, par la Paix de Küthük-Kajnardji, les Turcs avaient été obligés de concéder le droit aux chrétiens de Valachie, Moldavie et Grèce de construire de nouvelles églises (Pantelić, *op. cit.*, p. 153-154).

² Pantelić, *op. cit.*, p. 155.

Djordjević (Nik.), *op. cit.*, p. 21.

d'une grande puissance, France ou Russie, les négociations n'allèrent pas plus loin.

Depuis 1804, Ypsilanti tenait régulièrement le gouvernement russe au courant des événements de Serbie. Il avait proposé, dans un de ses rapports, d'ériger la Serbie en une principauté autonome sous un prince élu par les Serbes.

En août 1816, Ypsilanti s'étonnait auprès de l'agent russe Rodofnikin de voir les Serbes aussi mollement soutenus par la Russie. Lorsque la guerre fut imminente, il se hâta de rassembler des bandes de volontaires composés de Grecs, d'Albanais, de Roumains mais aussi de Serbes, s'il faut en croire Denis l'Ecclesiaste : « Il y avait aussi un régiment qui s'appelait régiment de Carageorges et le drapeau portait Saint Nicolas tenant d'une main l'évangile et de l'autre, un sabre nu... »¹. Ce qui prouve que la religion des Serbes orthodoxes était déjà ardemment combattive...

Le Sultan dut se montrer plus tolérant lorsque, par suite du succès des armées russes en 1811, le gouvernement du Tsar lui imposait la paix de Bucarest². On sait que l'article 8 du traité qui fut alors signé avait une importance extrême pour la Serbie. Outre une complète amnistie, le Sultan devait accorder à ses sujets serbes une autonomie administrative relative.

L'Église avait pris une part active dans le premier soulèvement et avait beaucoup contribué au triomphe des insurgés.

Les églises et les monastères avaient été les premiers abris pour les insurgés, les asiles des proscrits. Le monastère de Voljavča, près de Stragar, fut, par exemple, le siège primitif du *Praviteljstvjušči Sovjet*, présidé par l'archiprêtre Nenadović. Puis, le *Sovjet* vint s'installer dans un autre monastère, celui de Bogovadji. On ne saurait compter d'autre part tous les prêtres qui luttèrent contre les Turcs les armes à la main. Avant même le soulèvement de Karadjordje, en 1804, le pope Petar Popović (de la paroisse de Grbarac) menait la vie de haïdouque³. Les moines de Studenica et de Žiča suivirent le Vojvode dans toutes ses campagnes. Parmi eux étaient Janićije, Gavriilo, Samuilo, Jakovljević, Pajsije, Gerasim, etc... mais surtout le célèbre Melentije Nikšić (le futur évêque de Šabac), qui avait été chargé par Karadjordje de soulever contre les Turcs la *nahija* de Novi-Pazar et qui devait combattre

¹ Lascaris (M.), *Le rôle des Grecs dans l'insurrection serbe sous Carageorges*, Athènes, 1933, p. 6.

² Furnica, *Din istoria comerşului la Romîni*, Bucarest, 1908, p. 254-256, cité par Iorga, *Relaţii între Sârbi şi Români cu ocazia nunţii domnişei Marioara cu regele Alexandru*, Bucarest, 1922, p. 45.

³ Popović (Mihailo I.), *Istorijska uloga Srpske Crkve*, Belgrade, 1933, p. 53.

avec les Russes pour la cause serbe. En 1806, le Vojvode nommait « kommandat » de Šabac un pope Luka Lazarević qui se couvra de gloire le 1^{er} août 1806 en remportant sur les Turcs la victoire de Mišar ¹. Il est également impossible de citer tous les noms des moines et prêtres qui collaborèrent à l'insurrection du Vojvode : ceux du pope Philippe, vojvode de Studenica, de l'archiprêtre Milutin Ilić-Gučanin, que sa *nahija* écoutait « comme le saint Roi », du pope Djoko Djurić, qui fut le collaborateur et l'ami le plus fidèle de l'archimandrite de Rača, d'Hadži Melentije Stevanović, du moine Hadži Josip, du monastère de Vujno, blessé à la bataille de Deligrad, sont entrés dans la légende et dans les chants nationaux. Il est très remarquable que cette agitation nationaliste du clergé ait dépassé le cadre du pašalik de Belgrade comme celui de la Serbie. Elle trouva un écho même chez les Serbes d'Autriche. La révolte de Kruščica (près de Bela Crkva, dans le Banat) en est le témoignage. Le pope Dimitrije Djordjević forma un comité insurrectionnel pour le Banat du Sud, où entrèrent également deux prêtres, le pope Trifun Teodorović et le diacre Urošević. Dimitrije n'avait que 26 ans lorsqu'il souleva la région de Kruščica. La tradition populaire conserve encore le souvenir du jeune prêtre, marchant à la tête des insurgés, au roulement du tambour. Cette tentative isolée n'eut pas de résultat. Dimitrije fut arrêté et condamné à mort par un tribunal militaire ; cependant, comme il devait auparavant être destitué et que l'évêque de Vršac refusait d'y procéder d'urgence, on se résolut à l'enfermer dans une casemate de Temišvar où il mourut ².

En Bosnie également, l'action révolutionnaire du clergé trouvait un écho. Karadjordje se servit assez habilement du pope Gavro, originaire des environs de Banja Luka, pour susciter en Bosnie des troubles qui gêneraient les Turcs sur leur aile.

Mais ceux-ci réussirent à s'emparer, le 25 septembre 1809, du principal collaborateur du pope Gavro, Jovan Jančić, et le tuèrent, mettant ainsi fin au soulèvement projeté ³.

¹ Popović (Mih. I.), *op. cit.*, p. 90.

² Popović (Mih. I.), *op. cit.*, p. 92.

³ *Ibid.*, p. 93. Il y a lieu de remarquer que, dans ces efforts d'émancipation, le haut clergé orthodoxe n'a joué qu'un rôle très restreint. Si le Métropolitte Metodije se montra assez favorable aux Serbes (« il ne parlait pas correctement le serbe, écrit K. Nenadović, comme aurait pu le faire un Serbe de naissance, mais il respirait l'esprit évangélique... »), son successeur, le Métropolitte Leontije, s'était montré leur adversaire le plus farouche. En 1813, lorsque les petits Serbes chantaient dans l'église de Belgrade le *Spasi Gospodi i pomiluj*, le Métropolitte leur criait ironiquement que le « Seigneur ne sauverait que celui qui aurait un bateau pour traverser le Danube et se rendre en Autriche ». (Cf. K. Nenadović, *Život*

Tant de sacrifices furent, une fois de plus, inutiles : l'autonomie promise par la Porte ne fut jamais accordée. Or, les Russes qui, seuls eussent pu faire pression sur le gouvernement ottoman pour exiger la mise en application des stipulations du traité de Bucarest, étaient désormais absorbés par leur lutte contre la Grande Armée de Napoléon. Les années 1813, 1814 et 1815 virent les Turcs reconquérir tous les districts de Serbie, et se livrer à de nombreuses atrocités dont l'Église orthodoxe devait avoir la première à souffrir ¹.

En 1813, le monastère de Rača était dévasté par Memis Aga. La même année, les monastères de Bukovo, de Sudovo et de Ljubostinja étaient saccagés par les Turcs. Les monastères de Čokešina et Radovašnica n'avaient pas été épargnés. Mais il est vrai que les insurgés, comme au temps de Karadjordje, éalisaient souvent les églises et les monastères comme centres de rassemblement. Les monastères en particulier furent, en 1814 et 1815, de véritables foyers d'insurrection. C'est dans celui de Blagoveštenje que se tint, en 1814, la célèbre assemblée des chefs de la nation, qui décidèrent de demander secours à l'Empereur de Russie ².

On venait d'apprendre en Serbie la défaite de Napoléon. Une supplique au Tsar fut signée de l'archimandrite de Blagosveštenje, Grigorije Radojičić, de Miloš Obrenović, de Lazar Mutap et du knèze de la nahija de Kragujevac, Marko. L'archimandrite de Studenica, Melentije Nikšić, était chargé de la porter au Congrès de Vienne ³. En 1815, c'est dans l'église de Takovo qu'au jour des Rameaux Miloš proclama le second soulèvement serbe ⁴. La même année, à Pâques, une nouvelle assemblée des insurgés se tint sous la présidence de Miloš dans le monastère de Moravci ⁵. Dès lors, chaque nouvelle réunion s'abrite dans un monastère. Le 31 juillet 1815, Miloš convoque les siens au monastère de Jošanica : il devait y rencontrer l'évêque de Niš, Melentije ⁶. Le 12 août, il écrivait avec les chefs des insurgés une lettre de protestation au Sultan contre les abominations commises par les autorités locales turques dans le pašalik de Belgrade. Ainsi le Knèze trouvait l'appui d'une notable fraction du clergé serbe, où il puisait largement pour

dela Velikog Djordja, Vienne, 1884, p. 81-83). De son côté, l'évêque de Šabac avait suivi les Turcs dans leur retraite après la prise de Valjevo par les Serbes en mai 1815 (Gavrilović, *Miloš Obrenović*, Belgrade, 1909, t. II, p. 163).

¹ Čorović, *Istorija Jugoslavije*, p. 446.

² Popović (Mih. I.), *Istorijska uloga Srpske Crkve*, p. 53.

³ *Ibid.*, p. 54.

⁴ *Ibid.*, p. 54.

⁵ *Ibid.*, p. 54.

⁶ *Ibid.*, p. 54.

nommer ses chefs, plaçant à la tête des insurgés soit des archimandrites comme Melentije Pavlović qui se couvrit de gloire à la bataille de Ljubić, soit de simples popes comme le pope Ranko. Quand l'armistice fut conclu avec la Turquie, c'est encore un ecclésiastique qu'il envoya à Constantinople, à la tête de la délégation chargée de négocier un accord. Melentije Nikšić ne répondit pas, il est vrai, à tous les espoirs qu'on avait mis en lui. Les négociations n'aboutirent qu'à la nomination de Melentije comme évêque de Šabac. Ce n'était pas assurément l'autonomie religieuse rêvée depuis longtemps, mais, comme le fait observer Djordjević, Melentije était le premier évêque de nationalité serbe depuis l'abolition du Patriarcat de Peć¹. Par ailleurs, la Porte laissait libre le nouveau Grand Vizir de Belgrade, Marasli Ali Pacha, de répondre à sa guise aux revendications des Serbes.

En fait, les concessions d'ordre économique qui avaient été accordées ne parurent pas suffisantes à Miloš qui, en avril 1820, soumettait à la Porte un nouveau projet auquel avait travaillé l'envoyé russe Stroganov². L'article 5 de ce projet concernait l'Église. Le peuple serbe, déclarait-il, sollicitait l'autorisation de célébrer le service divin d'après le rite de l'Église serbe, de construire églises et monastères sans avoir à demander une autorisation ni payer une taxe. L'article stipulait que les Métropolitites et les évêques devaient être pris dans le peuple et reconnus par le Patriarche de Constantinople. L'article 36 délivrait le clergé des taxes et des corvées réservées au peuple. Enfin, l'article 37 exigeait la fondation d'un consistoire pour le diocèse de Belgrade et d'un autre pour celui d'Užice. Le premier article de ce projet confirmait le droit qu'avaient les églises de posséder des clochers. Ce plan de réformes intéressait autant le Phanar que la Porte, mais la délégation serbe chargée de l'apporter à Constantinople arriva pendant les troubles d'avril 1821 et fut emprisonnée. Il fallut attendre le nouveau Tsar Nicolas I^{er} qui exigea énergiquement, le 5 mars 1826, l'application par la Turquie de l'article VIII du Traité de Bucarest³. Une nouvelle convention (Convention d'Akkerman, 25 septembre 1826) était signée par la « Sublime Porte Ottomane » désireuse de « donner à la Cour Impériale de Russie un témoignage éclatant de ses dispositions amicales et de sa scrupuleuse attention à remplir en entier les conditions du Traité de Bucarest »⁴.

¹ Djordjević (Nik.), *op. cit.*, p. 24, et Popović (Mih. I.), *op. cit.*, p. 94.

² Prodanović (Jaša M.), *Ustavni razvitak i ustavne borbe u Srbiji*, Belgrade, 1936, p. 24.

³ Djordjević, *op. cit.*, p. 31.

⁴ *Ibid.*, p. 31, n° 1.

Un acte séparé concernait plus particulièrement la population servienne :

« Au nom du Dieu tout Puissant, la Sublime Porte, dans l'unique intention de remplir fidèlement les stipulations de l'article VIII du Traité de Bukarest, ayant précédemment permis aux députés serviens à Constantinople de lui présenter les demandes de leur nation sur les objets les plus convenables pour consolider la sûreté et le bien-être du pays, ces députés avaient précédemment exposé dans leur requête le vœu de la nation relativement à quelques-uns de ces objets, tels que la liberté du culte, le choix de ses chefs, l'indépendance de son administration intérieure, la réunion des districts détachés de la Serbie, la réunion des différents impôts en un seul, l'abandon aux Serviens de la régie des biens appartenant à des Musulmans, à charge d'en payer le revenu ensemble avec le tribut, la liberté de commerce, la permission aux négociants serviens de voyager dans les États ottomans avec leurs propres passeports, l'établissement d'hôpitaux, écoles et imprimeries et, enfin, la défense aux musulmans, autres que ceux appartenant aux garnisons, de s'établir en Serbie... »¹.

Comme on le voit, la religion tient assez peu de place dans cet « Acte séparé » qui comprend surtout des stipulations administratives ou purement économiques. Toutefois, la Porte s'engageait aussi, non seulement à tenir compte de ces demandes présentées par « une nation fidèle et soumise » (la formule ne manquait pas d'ironie), mais encore à prendre en considération « toutes les autres demandes qui lui seraient présentées par la députation servienne et qui ne seraient point contraires à la qualité de sujets de l'Empire ottoman »². En dépit de ces bonnes intentions, la Serbie dut encore attendre.

La question se posait devant l'Europe, et les revendications serbes passées au second plan eussent été négligées, si la Russie n'était intervenue militairement encore une fois et n'avait imposé à la Turquie, par la Paix d'Andrinople, du 2 septembre 1829, l'application des clauses de la Convention d'Akkerman concernant la Serbie et l'entrée en vigueur de l'Acte séparé. Désormais, rien ne s'opposait plus à la préparation d'un Hatti-chérif, dont la rédaction fut achevée en septembre 1829. Cet Hatti-chérif, soumis à une assemblée ecclésiastique qui se tint à Kragujevac le 25 janvier 1830, n'obtint pas l'approbation du côté serbe : on lui reprochait son imprécision en ce qui touchait la question des frontières et aussi la question du

¹ *Ibid.*, p. 32.

² *Ibid.*, p. 33.

retour à la Serbie des six districts qui lui appartenaient jusqu'en 1813¹. Le Sultan octroyait un nouvel Hatti-chérif qui devait, d'une façon définitive, clore cette période d'incertitude et fonder les bases de l'autonomie serbe. Grâce à lui, l'ancien pašalik de Belgrade et six *nahije* en plus devenaient une principauté serbe, vassale et tributaire de la Turquie, protégée de la Russie².

Lorsqu'on retrace la douloureuse histoire de la conquête des premières libertés serbes, on voit se dégager nettement l'influence de l'Église orthodoxe serbe et le rôle qu'elle a eu à jouer dans cette histoire. Peut-être a-t-on exagéré ce rôle, s'est-on complu à l'image de tout un peuple se soulevant pour la défense de sa foi, encadré et entraîné par ses pasteurs. En réalité, de guerre sainte il n'y en eut pas. Au contraire, ce qui frappe, c'est le caractère laïque qu'aimait à revêtir cette Église pour les luttes d'indépendance. Les prélats étaient populaires parce que, disait-on, ils savaient toujours « déposer leur étole », s'emparer d'armes et combattre avec leurs frères. Dans chaque traité ou convention que les « services » passaient avec la Porte, c'étaient encore les clauses administratives et économiques qui avaient le plus de poids. Accessoirement, on introduisait des stipulations concernant le clergé, mais on ne pouvait procéder qu'avec une extrême prudence, car ce petit peuple était trop faible encore pour s'aliéner du même coup la Porte et le Phanar. Or, si le clergé serbe ne voyait guère d'un œil favorable les spoliations de monastères, les meurtres de popes périodiquement perpétrés par les Turcs, c'était toutefois à l'égard des Phanariotes qu'il nourrissait le plus d'animosité. Le Turc était l'ennemi brutal et stupide qui ne savait que détruire et massacrer, mais il était indifférent en matière de religion. S'il incendiait les monastères et mettait à sac les églises, c'est parce qu'il savait que les édifices du culte étaient, en Serbie, les refuges naturels des insurgés. Mais les Phanariotes attaquaient l'Église de l'intérieur, la minaient lentement, brimaient ses serviteurs en imposant une langue étrangère et incompréhensible pour la célébration du culte. Si le clergé serbe a donc pris part avec un tel enthousiasme aux insurrections nationales, c'est qu'il pensait abattre, en même temps que la tyrannie musulmane, la tyrannie spirituelle du Phanar et l'odieuse simonie de cette Église grecque qui, comme on l'a dit, ne craignait pas de « monter en croupe derrière l'infidèle » pour mieux dépouiller le raïa³. Desprez est un des

¹ Djordjević, *op. cit.*, p. 33.

² Žujović (Mladen I.), *Le pouvoir constituant dans les constitutions serbes*, Paris, 1928, p. 67.

³ XXX, *Du Danube à l'Adriatique*, *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1890, p. 385.

rares historiens qui aient entrevu cet état d'esprit. Au milieu du XIX^e siècle, il comparera la mentalité des chrétiens de Turquie avec celle des Slaves d'Autriche :

« Pour les Valaques et les Slaves de Turquie, comme pour ceux d'Autriche, l'ennemi, ce n'est point le maître, ce n'est point la race gouvernante, l'Osmanli ou le Germain, c'est la race intermédiaire qui prétend ou prétendait jusque dans la dépendance conserver une domination oppressive sur les peuplades soumises dans des temps plus heureux... »¹.

Aussi n'est-ce pas un paradoxe de soutenir que, si la Serbie a poursuivi contre les Turcs une lutte séculaire pour son affranchissement politique, elle a mené parallèlement un combat peut-être plus significatif pour son affranchissement spirituel, et ce combat elle l'a mené contre l'Hellénisme.

Et c'est pourquoi l'Église orthodoxe serbe a plus aidé à la naissance de l'État serbe qu'elle n'a contribué, par la suite, à sa défense. Car, dans les deux premiers soulèvements, l'Église et le peuple poursuivaient deux buts théoriquement distincts, mais qui, en pratique, se confondaient : lutte contre le Phanar et lutte contre la Porte².

Quand le péril phanariote ne sera plus qu'un mythe, l'Église devra s'organiser, « s'installer dans l'État ». Au moment où les papes déposeront les armes pour revêtir leurs étoles, on prendra conscience de la faiblesse réelle de l'Église serbe, ruinée dans ses biens par des siècles de guerre et surtout démoralisée par cet instinct sourd d'opposition permanente qu'elle héritera de l'époque phanariote. Le bas clergé conservera son vieil esprit de rébellion contre la Hiérarchie, même lorsque celle-ci sera purement serbe. Mais surtout, de cette collaboration intime si vantée avec le peuple, le clergé avait pris le goût de la politique, d'une étroite participation aux affaires publiques. Au début, impuissant à trouver en lui-même un principe suffisant d'organisation, il sera obligé de se tourner vers l'État et solliciter son intervention ; il jugera vite odieuse et insupportable une tutelle de ce genre. Nous verrons que, lorsqu'il

¹ Desprez (H.), *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} décembre 1853, p. 862.

² Il est très intéressant d'observer que l'Église et l'État serbes pourront, à certains moments, éprouver des sentiments très différents vis-à-vis du Phanar. Alors que l'Église serbe s'efforçait de combattre chez les Phanariotes le nationalisme grec, Miloš manifesta à plusieurs reprises, et en particulier en 1820, ses sympathies pour l'hellénisme, sans cependant renouveler l'alliance qui avait été conclue entre Karadjordje et les hétaires grecques. Cf. le livre de M. Lascaris : *Les Grecs et les Serbes dans la lutte pour l'indépendance*, Athènes, 1936 (en grec) et le journal belgradois *Politika* du 1^{er} août 1937, *Dva dokumenta o saradnji izmedju srpskih i grčkih ustanika 19 veka*.

manifestera son esprit frondeur et prétendra compter comme facteur d'opposition, le clergé n'aura pas encore cependant la cohésion nécessaire pour se dresser face au pouvoir d'État comme une classe et comme un ordre, et, adoptant le biais de l'agitation politique, il sera le premier à remplir les cadres des partis naissants. S'il avait été aisé aux premiers jours de l'autonomie religieuse serbe de pourchasser les derniers signes de la domination phanariote à l'autel, il apparaissait déjà que l'on serait impuissant à déraciner complètement le vieil esprit phanariote qui imprègnera longtemps encore la mentalité religieuse serbe.

CHAPITRE II.

DU HATTI-CHÉRIF DE 1830 A LA CONVENTION PHANARIOTE DE 1832.

NÉGOCIATIONS DE MILOŠ AVEC LE PHANAR EN VUE D'UN HATTI-CHÉRIF.

Le premier évêque de nationalité serbe, Melentije Nikšić, commit la faute de trop s'enorgueillir de son élévation. En dépit de son autorité restreinte, il affectait de porter un titre pompeux : *Milostiju Božijeju Pravoslavni Arhiepiskop i Metropolit Užički, Valjevski i Visočajši Egzarh Vseja Iliriji...*¹.

Miloš, qui n'aimait point la morgue chez les autres, sut le faire disparaître à point en 1816. Ce meurtre ne profita guère cependant à la cause de l'Église nationale, car Melentije fut remplacé, sur le siège de Šabac, par un Grec, Gerasim. Miloš ne tarda pas à comprendre, de son côté, l'erreur qu'il avait commise en supprimant l'unique prélat national de la Serbie. Il envisageait alors de profondes réformes ecclésiastiques et se heurtait invariablement à l'incompréhension ou à l'hostilité du haut clergé phanariote. En 1816, précisément, il s'efforçait, en accord avec les « Chefs du Peuple », d'apporter une solution provisoire à la question épineuse du salaire des prêtres. Les négociations avec le Phanar s'avéraient particulièrement laborieuses et, pour hâter leur conclusion, Miloš se voyait dans l'obligation d'envoyer à Constantinople députation sur députation². Le point litigieux était celui de l'impôt ecclésiastique, la *dimnica*, qui était surtout odieuse par la façon dont elle était perçue. Les évêques confiaient le soin de la prélever à des parents ou des amis, toujours grecs, qui allaient de village en village, logeant chez le paysan et se nourrissant à ses frais. Tels étaient les *dimničari* abhorrés des Serbes et de Miloš³.

¹ Gavrilović (Dr. Mih.), *Miloš Obrenović*, Belgrade, 1909, t. II, p. 642.

² Dučić (N.), *Istorija Srpske Crkve*, p. 208.

³ « La *dimnitza* et le *miri*, écrit Cunibert, étaient perçus par le haut clergé : la première, à raison d'une piastre turque par foyer, servait à l'entretien de la mense

Pour libérer son peuple du fléau de la *dimnica*, Miloš avait résolu de la faire prélever par les Knèzes des *nahije* suivant un taux déterminé — 1 groš par foyer. Cette décision, du 2 février 1822, fut fort mal accueillie par les évêques qui exigèrent qu'on augmentât aussitôt la source de leurs revenus. La Skupština qui se tint à Kragujevac, les 13 et 14 décembre 1822, fixa avec précision ces revenus :

- 1) le traitement annuel qui s'élevait à 18.000 groš,
- 2) pour le Métropolitite le supplément de 2.000 groš,
- 3) la taxe de 50 groš à l'occasion de l'ordination,
- 4) celle de 12 groš pour l'antimense ¹,
- 5) celle de 100 groš pour la consécration des églises ².

Les évêques, mécontents, refusèrent de reconnaître les décisions de la Skupština. Ils allèrent jusqu'à envoyer des protestations contre les procédés de leur souverain au Métropolitite orthodoxe serbe de Sremski Karlovci et au Patriarche de Constantinople, ce qui revenait à solliciter une intervention étrangère dans les affaires intérieures de la Serbie³.

Il ne restait plus à Miloš qu'à recourir à la manière forte, ce qu'il fit en confiant Agathangelos à la « surveillance » du bazedjan-bacha Marko et Gerasim à son frère Jevrem Obrenović.

Les deux évêques, voyant désormais l'inutilité de leur résistance, après deux mois de tergiversations, reconnurent enfin les résolutions de la Skupština. Pendant ce temps, d'importantes modifications affectaient le statut intérieur de l'Église : un embryon de consistoire était institué conformément au vœu exprimé par l'assemblée de Kragujevac, et composé simplement de deux membres : l'archimandrite de Vračevštica, Melentije, et le knèze de Valjevo, Raka Tešić. Ces deux dignitaires n'avaient à juger que les fautes vénielles des prêtres. Pour les fautes graves, ils étaient tenus d'en référer au Métropolitite de Belgrade, puis au Knèze, en dernière instance.

des évêques ; le second, de six paras par famille, était destiné à payer les intérêts et à l'amortissement d'une ancienne dette... de 137.433 piastres turques que l'Église serbe avait contractée envers la grande Église Patriarcale constantino-politaine, pour laquelle elle payait l'énorme usure de 20.000 piastres par an, les évêques souvent, ne se (faisant) pas scrupule de convertir à leur usage cette somme et d'augmenter ainsi cette dette chaque année... » (Cunibert, *Essai historique sur les révolutions et l'indépendance de la Serbie depuis 1804 à 1850*, 2 vol., Paris, 1850-1855, t. I, p. 197 et p. 201).

¹ L'*antimense* est un morceau de toile ou de soie, sur lequel est représentée la mise au tombeau de Christ. Il doit toujours rester sur l'autel. Un vieux principe de l'Orthodoxie serbe proclame que « sans antimense le pope ne saurait officier ». Mais le pope doit payer une taxe spéciale lorsque son évêque lui remet cet objet indispensable au culte (*Encyclopédie S. C. S.*).

² Petrović (Vuk.), *Gradja za istoriju Kraljevine Srbije*, t. II, p. 395, et Gavrilović (Dr. Mih.), *op. cit.*, t. II, p. 644.

³ Cunibert, *op. cit.*, t. I, p. 204.

Mais bientôt, le Métropolite de Belgrade Agathangelos ¹ était appelé à la dignité de Patriarche de Constantinople, et son remplaçant à Belgrade, le Métropolite Cyrille, mourait peu après son élévation. Miloš fit aussitôt demander à Constantinople, par l'intermédiaire d'une députation, la nomination d'un Métropolite d'origine serbe. Il n'obtint pas satisfaction, et le successeur de Cyrille fut encore un Grec, Anthime. Ce dernier semble avoir été un homme de réelle valeur ; mais la population était lasse de n'avoir pour pasteurs que des Phanariotes. Aussi, devant l'hostilité universelle, Anthime fut contraint à se retirer à l'Athos. C'était le dernier Métropolite grec de Belgrade...

Miloš profita de la réunion du premier consistoire à Kragujevac pour créer, en faveur du jeune État serbe, une nouvelle et profitable source de revenus. Les caisses de l'État prélevèrent en effet sur la *dimnica* la somme de 1 groš, sur la taxe religieuse de mariage, sans distinction de classe, 3 groš, enfin, à l'occasion de la nomination de tout nouveau prêtre, la somme de 3 groš par maison paroissiale pour la première année, ce qui constituait pour l'Église une imposition assez lourde. Le Knèze espérait se dédommager ainsi des dépenses imposées au Trésor par le versement d'un traitement aux évêques. D'autre part, on abolissait à tout jamais la location des cures, la *daciya* de 6 paras par maison, la *daciya* de 12 groš par an et par église, et enfin la *daciya* annuelle de 25 groš par monastère.

En fait, toutes ces réformes, si elles furent préparées par les assemblées du clergé, furent seulement obtenues par les députations que Miloš envoyait très fréquemment à Constantinople, tant auprès du Phanar qu'auprès de la Porte. Le Knèze avait toutes les qualités d'un diplomate, et il préférerait négocier plutôt que de recourir à la force, ce qui, d'ailleurs, était malaisé, étant donnée la position encore précaire de la Serbie. C'est encore par des tractations directes que Miloš réussit à régler la délicate question des dettes de l'Église serbe au Patriarcat de Constantinople pour les évêchés de Belgrade et d'Užice. La solution à laquelle se rallia le Knèze (celle du remboursement), pouvait paraître étrange étant donnée la richesse des évêques phanariotes, mais elle était la seule à laquelle on pouvait recourir si l'on voulait vraiment apaiser le Patriarcat. L'Assemblée des chefs

¹ Le Métropolite Agathangelos semble n'avoir pas été plus sympathique aux Turcs qu'aux Serbes. Le Pacha de Belgrade Abdul Rhaim lui avait toujours reproché, lors des campagnes turques en Grèce, son philhellénisme. Il l'avait même « accusé d'entretenir des correspondances avec les insurgés de la Grèce, et de répandre des fausses nouvelles » sur la guerre qui se menait, et il l'avait fait interner dans la citadelle en dépit des interventions de Miloš (cf. Cunibert, *op. cit.*, t. I, p. 205).

religieux, qui se tint les 9 et 10 mars 1823, approuva la décision de Miloš. De son côté, ce dernier négociait avec le Patriarcat. Le diocèse de Belgrade devait à celui-ci 80.000 groš, celui de Šabac 56.000 groš, soit en tout 136.000 groš. Cette somme, énorme pour l'époque, fut prélevée sur les « riches », marchands, knèzes et aussi communes aisées, qui durent s'exécuter bon gré mal gré. La commune de Belgrade souscrivit 10.000 groš. Miloš s'était adressé directement au peuple, comptant « sur son amour pour la liberté et la patrie », et espérant que « chaque frère supporterait volontiers ce sacrifice ¹ ».

Les évêques se montrèrent plus opiniâtres. Agathangelos et Gerasim refusèrent de se rendre à Kragujevac pour s'entendre avec le Knèze. Agathangelos, en ce qui le concernait, ne pouvait souffrir le séjour de Kragujevac où il se trouvait éloigné de son milieu grec de Belgrade ². Étant revenu sans l'autorisation du Knèze à Belgrade, il se trouva inopinément compromis dans un complot de Grecs et, arrêté, ne dut son salut qu'à l'intervention de Miloš ³.

La rapidité avec laquelle l'emprunt patriotique de Miloš fut souscrit fit regretter au Patriarcat de n'avoir pas demandé davantage. A peine l'homme de confiance du Knèze, Jovan Spasić, s'était-il mis en route pour Constantinople avec les 100.000 groš du premier versement que le Patriarcat rompit la convention et refusa de reconnaître les réformes exécutées par Miloš au sein de son Église. Sans plus tarder, Spasić ramena l'argent à Belgrade. Miloš, qui connaissait bien le Phanar, ne se laissa pas troubler. Il parvint à réunir une somme plus importante et proposa au Patriarcat non plus 137.000 mais 200.000 groš. Dès lors, tous les obstacles disparurent. La Porte s'était d'ailleurs à cette occasion montrée tout à fait favorable au Knèze serbe.

PROCLAMATION A BELGRADE DU HATTI-CHÉRIF.

La lecture du Hatti-chérif et du Bérat ⁴, faite le jour de la Saint-André (30 novembre 1830), avait pour la Serbie une importance que

¹ Petrović (Vuk.), *Gradja za istoriju Kraljevine Srbije*, t. II, p. 406.

² Petrović (Vuk.), *op. cit.*, t. II, p. 409.

³ *Ibid.*, p. 412.

⁴ *Hatti-chérif* signifie « signature sainte ». Le Sultan seul signe le Hatti-chérif. Ses stipulations ne peuvent jamais être révoquées, si ce n'est par un autre Hatti-chérif. C'est un « acte octroyé », un « rescrit autographe du Sultan ». Le Bérat, qui ne provient pas directement du Sultan, n'a pas de caractère définitif. Sur la définition juridique du Hatti-chérif et du Bérat, cf. Žujović, *Le Pouvoir constituant dans*

la solennité de la cérémonie souligna comme il convenait. Désormais l'ancien pašalik de Belgrade recevait l'autonomie administrative. La dignité de Knèze devenait héréditaire dans la famille de Miloš. Le 9 novembre 1830, le Commissaire de la Sublime Porte, Lebip Effendih, était arrivé à Belgrade. Le 20 novembre, les premiers soldats serbes en uniforme avaient fait leur apparition. On monta sur le terrain vague qui s'étendait derrière la Battal-Džamija au-dessus du faubourg de Palilula plusieurs tentes, dont une était réservée au Vizir et une autre à Miloš ; on avait choisi un endroit désert et écarté le plus possible de la ville turque ¹. Le grand jour, devant le peuple assemblé, devant le Knèze entouré de toute sa famille et les fonctionnaires convoqués pour la circonstance, le Commissaire de la Porte lut le Hatti-chérif dont les premières lignes étaient rédigées par le Sultan en personne :

« Le Sultan Mahmud, fils du Sultan Abdul-Hamid

Toujours victorieux...

Que ce qui suit soit exécuté ! »

Le Hatti-chérif fut remis par Lebip Effendih d'abord à Hussein Pacha, qui le baisa, puis à Miloš qui fit de même, avant de le remettre à son secrétaire Davidović ².

Enfin vint le tour de la remise du Bérat, que Miloš baisa avec le même respect. Davidović prononça au nom du Knèze le discours que celui-ci avait préparé :

« Prions le plus chaudement possible le Créateur Tout-Puissant : bénis, Seigneur, Notre Empereur de ta Droite divine, Bénis-le et Fortifie-le ! Amen... »

Les cloches sonnèrent après un silence séculaire. Aux portes de l'église où il se rendit aussitôt, Miloš fut accueilli par le Métropolitte Anthime, entouré de vingt-quatre prêtres revêtus des plus riches ornements. Miloš embrassa avec piété la croix et l'Évangile. Puis il prit un cierge blanc paré de fleurs et rehaussé d'or, et entra dans l'église précédé par le Métropolitte et suivi des deux *kneževići*, Milan et Mihailo. Miloš s'approcha de l'autel, s'agenouilla devant Anthime qui le bénit et consacra ainsi religieusement son accession au trône princier. La cérémonie revêtit par là les apparences d'un véritable sacre : les prêtres et les fidèles pleuraient. Cependant toutes les prières récitées par le Métropolitte l'avaient été en langue grecque.

Les Constitutions serbes, p. 70. Pour le récit de la proclamation du Hatti-chérif, nous avons fait de larges emprunts à l'intéressant ouvrage de Petrović (M. S.), *Beograd pre sto godina*, Belgrade, 1930, pp. 150-171.

¹ Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, Belgrade, 1923, t. I, p. 5 (note).

² Nil Popov, *Rossija i Srbija*, t. I, Moscou, 1869, p. 239, n° 1.

C'étaient les mêmes prières que l'on avait coutume de faire lors du sacre des hospodars de Valachie.

Quand cette longue cérémonie se fut achevée, Anthime adressa une petite allocution brève mais cordiale à Miloš, en un serbe difficile, car il était grec.

Le lendemain, la traduction du Hatti-chérif et du Bérat en langue serbe fut lue au peuple réuni au même endroit que la veille, près de la Battal-Džamija. Davidović lut ensuite le discours du Knèze, morceau remarquable si l'on songe qu'il était l'œuvre d'un illettré et bien fait pour laisser aux assistants un souvenir inoubliable de ces heures ¹ :

« C'est ainsi, frères, que depuis hier nous sommes devenus une nation, dépendante il est vrai du Sultan, mais une nation qui a ses droits propres. Depuis hier, nous sommes devenus une nation, qui a son gouvernement propre, non pas un gouvernement de fait arraché par la force, comme auparavant, mais un gouvernement fondé sur la loi. Depuis hier, notre Sultan, reconnu par tous les États comme Empereur légitime, reconnaît, de son côté, notre gouvernement. Depuis hier, les autres États ne s'opposent plus à nous reconnaître pour tels. Maintenant, nous pouvons être assimilés aux Hongrois sous la souveraineté de l'Autriche et aux Polonais sous celle de la Russie. Ils ont leurs droits, nous avons les nôtres, et eux et nous les avons au sein d'empires différents. Mais celui dans lequel nous vivons ne se mêle pas de nos affaires, du moment que nous payons l'impôt. Leur pays portent, il est vrai, la haute appellation de Royaume, mais le titre de principauté que le Sultan donne à notre patrie ne lui est pas inférieur... »

Et il poursuivait avec cette éloquence âpre qui lui était chère :

« Qui aurait jamais pensé que la Serbie réduite à l'esclavage, d'abord sur le champ de Kossovo, puis lors de la dernière catastrophe en 1813, pourrait, un jour, relever la tête ? Et voici qu'elle la lève maintenant ! »

Le Knèze remerciait le Seigneur et exprimait sa reconnaissance à son Souverain, au Sultan, mais n'oubliait pas dans son action de grâces son Protecteur, « l'Empereur de Toutes les Russies Nikola Pavlović ».

Après la lecture des actes officiels, un représentant du clergé, l'archiprêtre de Šabac, Jovan Pavlović, osait comparer Miloš Obrenović à Miloš Obilić, puisqu'il « avait réveillé la chère Serbie, opprimée des siècles durant, et qu'il l'avait conduite à cette gloire et à cette liberté avec l'aide de Dieu, celle des Serbes et celle de la Grande Russie... »

¹ Traduit d'après le texte cité par Petrović (Mih.-S.), *op. cit.*, p. 168.

Pour perpétuer le souvenir de ces heures mémorables, le Knèze ordonna, en 1835, l'érection d'une église sur l'emplacement même où le Hatti-chérif avait été lu au peuple ¹.

CONSÉQUENCES RELIGIEUSES DU HATTI-CHÉRIF.

Dans le temps qui suivit immédiatement la proclamation du Hatti-chérif, ce furent surtout les petites libertés accordées par le Sultan dans l'exercice du culte qui furent particulièrement agréables au peuple. On pensait en avoir terminé avec cette période où la religion orthodoxe, sans être ouvertement persécutée, était gênée par les mille entraves imaginées par les autorités locales turques. Désormais, il n'était plus interdit de construire de nouvelles églises ni de réparer les monastères ruinés par les guerres ou le temps. Mais surtout, nous l'avons vu, les églises n'étaient plus condamnées au silence : on leur permit d'avoir des cloches, et ce petit privilège parut à beaucoup comme le signe précurseur d'une époque nouvelle pour la Serbie. Le Knèze s'empressa de commander à Sombor 38 cloches, dès l'automne 1830. Deux ans plus tard, il en faisait encore venir 85. La vieille église en bois de Belgrade en reçut 4. Les autres furent destinées à Kragujevac, Šabac, Jagodina, Kraljevo ².

LA CONVENTION PHANARIOTE DE 1832.

Les principaux articles du Hatti-chérif concernaient l'administration autonome de la Serbie, le maintien de Miloš comme Knèze, la détermination des frontières serbes, et finalement l'autonomie religieuse de la Serbie. Aucun des articles ne constituait à propre-

¹ Kanitz (F.), *Das Königreich Serbien*, Leipzig, 1904, t. I, *Land und Bevölkerung*, p. 72.

² L'introduction des cloches en Serbie prit l'allure d'une petite révolution. Les Turcs ayant les sonneries en aversion, il fallut parfois recourir à la ruse pour éviter de nouveaux conflits. C'est ainsi qu'à Šabac Cunibert nous conte « qu'on leur fit croire que ce n'était qu'une manifestation extraordinaire pour célébrer la naissance et le baptême d'un fils du Gospodar Ephrem, le premier enfant mâle qui lui était accordé par la Providence après sept filles et vingt années de mariage... » (Cunibert, *op. cit.*, t. I, p. 302-303) ; cf., sur le même sujet, Žujović, *op. cit.*, p. 62, n° 1.

Cette Renaissance de l'Église serbe-orthodoxe inquiéta quelque peu les Musulmans. Autorisé par un firman de Constantinople, Youssef-Pacha procéda à la restauration des mosquées de Belgrade. Le Knèze Miloš dut intervenir pour qu'on ne réparât pas la Battal-Džamija, ce qui aurait pu passer pour une provocation à l'égard de la population serbe (cf. Petrović, *Financije i Ustanove obnove Srbije do 1842*, t. I, ch. xvi, pp. 763-769, Belgrade, 1901).

ment parler une innovation, mais la Porte aurait longtemps encore balancé à les mettre en exécution si l'Empereur Nicolas de Russie n'était intervenu personnellement, exigeant la réalisation immédiate des réformes prévues par la Convention d'Akkerman.

Le Hatti-chérif ne prévoyait pas un accord séparé avec le Phanar, mais il le rendait désormais inévitable. Sur le terrain de l'autonomie religieuse de la Serbie, le Sultan ne pouvait disposer d'un pouvoir qui ne lui appartenait pas. C'était au Phanar à décider sur l'opportunité d'une telle concession. En fait, la Serbie était aussi désireuse de briser les liens fiscaux qui l'attachaient au Phanar que les liens féodaux qui l'unissaient à la Porte ¹.

Le dernier Métropolite phanariote de Belgrade, Anthime, venait précisément de mourir à Jérusalem (1830). La question de son remplacement allait se poser. Aussitôt après la proclamation du Hatti-chérif, Miloš, d'accord avec les principaux dignitaires ecclésiastiques de son pays, proposait trois candidats au choix du Phanar : Melentije Pavlović, archimandrite du monastère de Vračevšnica, né à Vrbava (Rudnik), Gerasim Djordjević, archimandrite du monastère de Studenica, né à Vidin, et Nićifor Maksimović, archimandrite du monastère de Sretenje, né à Jegevica (district d'Užice). Il les envoya tous les trois à Constantinople en demandant au Patriarche de consacrer Melentije comme évêque de Belgrade et Métropolite serbe, Gerasim comme évêque de Šabac et Nićifor comme évêque d'Užice. Le Patriarche sur lequel la Porte, favorable à Miloš, exerçait une vive pression, dut céder. Melentije, à son retour de Constantinople, fut triomphalement accueilli à Belgrade. Il avait toujours été très aimé et était populaire pour sa simplicité et son courage. On aimait à rappeler dans le peuple comment, à la bataille de Ljubić en 1815, où Tchaja Pacha avait trouvé la mort, il avait lutté aux côtés de Miloš muni de son légendaire tambour, et battant la charge. D'où son héroïque surnom de *Doboš*. C'était Melentije qui avait célébré l'office de la Saint-André (30 novembre 1830), quand le Hatti-chérif fut proclamé à Belgrade. Peu de temps après cette cérémonie solennelle, des négociations s'engageaient entre le nouveau Métropolite et le Phanar afin de donner à l'Église serbe le statut intérieur qui lui manquait.

Sur ces premières négociations, nous ne possédons malheureusement que très peu de documents. Nous savons seulement que Melentije participa tout à fait activement à la rédaction de l'accord. En ce qui concerne les autres évêques, leur rôle fut moindre. Gerasim n'ayant pris possession de son siège de Šabac qu'en 1831

¹ Djordjević (Nikola), *Die Selbständigkeit der Serbischen Kirche*, p. 34.

n'eut par conséquent pas à intervenir dans la discussion du projet ¹.

En janvier 1832, l'accord était fait entre le Patriarcat et le Gouvernement serbe. Les délégués de Miloš et de Constantin I^{er} signaient à Constantinople une convention en huit articles ². L'accord débutait par une préface assez amphigourique :

« Il est évident que le Trône sacré du Patriarche de la Nouvelle Rome est élevé au-dessus de tous les autres Trônes, en raison de ses prérogatives et du fait qu'il ne connaît pas de limites, comme les autres, dans le domaine de l'administration spirituelle des nations orthodoxes qui vivent dans le Monde entier... Les autres Saintes Églises qui se gouvernent par leurs propres lois ont un ressort déterminé de travail et d'autorité... Mais le Trône de cette ville dominatrice, qui porte le nom du Grand Constantin, tel le Soleil lance ses rayons de tous les côtés, illumine tout le peuple chrétien, le réchauffe par la science sublime de la Vérité, et lui donne les enseignements et les règles nécessaires à la pratique de la vie civile et religieuse. C'est pourquoi cette grande et sainte Église, au nom de Jésus-Christ, jette un regard circulaire du haut de son Trône, comme d'un lieu élevé, et répandant sans cesse le don de la grâce spirituelle, nommant les évêques dans les églises orthodoxes, et gouvernant chacun avec prudence et attention, reçoit aussi les bras ouverts les chefs de l'Église orthodoxe, et ne repousse pas leurs désirs légitimes, quand il s'agit du salut de leurs fils spirituels, afin qu'aucune autorité religieuse ne rencontre plus d'obstacles dans l'accomplissement du devoir qui lui incombe dans l'administration convenable de l'Église, afin que chaque Église soit conduite suivant la volonté divine, puisse se parer des dignités épiscopales et spirituelles et rester fidèle aux lois nécessaires et salvatrices... »

Ce prologue, très représentatif de la littérature patriarcale, s'achève sur une allusion à la nouvelle réglementation :

« C'est pourquoi le Trône suprême, donnant de nouvelles preuves de sa sollicitude pour la chrétienté, a prêté attention aux propositions que lui a faites Son Altesse le Knèze de la Nation Serbe Miloš Obrenović. Ces propositions fixent des règles pour la nomination des évêques, et déterminent les rapports du peuple serbe vis-à-vis de

¹ Il semble que Gerasim se soit montré plus favorable que ses confrères aux éléments slaves. Un contemporain, Djordje Magarašević, qui voyagea en Serbie dans l'année 1827, affirme même que ce prélat avait des curiosités philologiques. La chose est assez rare pour être signalée. Magarašević (D.), *Putovanje po Srbiji u 1827 god.* (*Putovanja po južnoslovenskim zemljama u XIX veku*, Belgrade, 1934, p. 32.)

² *Échos d'Orient*, t. X, 1907, p. 239.

notre Église. De même sont précisés les modes de paiement (du tribut) dont l'imprécision serait cause de mésentente... »

Le Patriarche exposait ensuite les résultats des négociations de son Église avec le Knèze Miloš : « Un projet de réglementation (de l'Église orthodoxe serbe) en huit paragraphes nous a été remis tandis que nous présidions le Très Saint Synode, et les représentants de la Nation serbe se trouvant à Constantinople nous ont prié de donner notre approbation à ces propositions, rédigées dans la pensée du Salut des populations orthodoxes serbes, et de leur conférer force de loi afin d'obtenir une administration ecclésiastique agréable à Dieu. »

« Étant donné que les propositions mentionnées, après que nous les avons étudiées au Synode et sévèrement examinées, se sont révélées conformes à la légalité et en accord avec le souci de cette grande Église de toujours veiller au salut des nations orthodoxes, et étant donné que les chefs du peuple serbe ont appuyé ces propositions et les ont transmises à la Sainte-Église, sous la forme d'un projet rédigé, et que par ailleurs nous sommes pourvus de l'assentiment du gouvernement ottoman, nous décrétons, d'accord avec le Synode et avec nos frères dans le Christ... :

Art. 1^{er}. — « que désormais le Knèze et le peuple choisissent le Métropolitte et les évêques en Serbie, du sein du clergé serbe, sans qu'il puisse être fait, de la part de la Haute Église, des objections ni sur la forme de l'élection ni sur le lieu de naissance de l'élu, ni sur la personne désignée ¹.

Art. 2. — L'archevêque ², qui est élu par la volonté universelle, par l'accord du peuple et du clergé serbe, s'appellera désormais « Métropolitte de toute la Serbie », c'est-à-dire que l'archevêque de Belgrade portera le titre de Métropolitte, et qu'il sera doué d'autorité sur les autres évêques du pays. Quand une nouvelle élection de Métropolitte a lieu, le Knèze et la nation serbe ont à la signaler au Patriarche, et mentionner la personne qui est élue, en la soumettant à son approbation. Le Patriarche, après s'être convaincu que l'élection s'est faite suivant les canons de l'Église, doit, sans aucun retard, envoyer son approbation écrite, accompagnée de sa bénédiction pontificale, afin que là-bas (en Serbie), sur place, soit accomplie la consécration du Métropolitte selon le rite ecclésiastique.

Art. 3. — Les évêques serbes, choisis par le Knèze et le Métro-

¹ Dučić, *op. cit.*, p. 218.

² Le terme « arhièpiskop » est utilisé rarement ; il désigne ici le Métropolitte. L'Église orthodoxe, pas plus que l'Église catholique dans ses débuts, ne reconnaît de différence hiérarchique entre les titres d'évêque et d'archevêque.

polite, sont consacrés aussitôt, sans que soit nécessaire l'autorisation du Patriarche, avec la grâce du Prince et du chef de l'Église serbe. On informe seulement le Patriarche des élections, et il envoie en même temps son consentement et sa bénédiction ¹.

Art. 4. — Chaque fois qu'on élit un nouveau Métropolitte, on envoie au Patriarche, en cadeau, 300 ducats autrichiens ; à l'occasion des élections épiscopales ordinaires, la Grande Église n'a le droit de rien réclamer, sous aucun prétexte. Toutefois, la somme ci-dessus mentionnée de 300 ducats n'est point comprise dans le don annuel fait par la Nation serbe à la Grande Église, et qui monte à 3.000 groš pour l'archevêque et à 3.000 groš pour l'évêque d'Užice, mais est comptée à part et versée seulement à l'occasion de l'élection d'un nouveau Métropolitte. Quand les autres *nahije* qui appartiennent à la Serbie se joindront à elle, alors ce paiement annuel sera entièrement achevé.

Art. 5. — Hormis le don de la somme annuelle convenue à la caisse de la Grande Église et de ces 300 ducats autrichiens payables chaque fois que l'on élit un nouveau Métropolitte, l'archevêque comme le clergé serbe sont affranchis de toute taxe par la Grande Église. Ils n'ont aucune autre obligation que celles sus-mentionnées, ni vis-à-vis du Patriarche, ni vis-à-vis de la Grande Église. Ni le Patriarche et la Grande Église, ni le Métropolitte de Belgrade ne sont autorisés à revendiquer l'héritage des évêques défunts, le Patriarche ne peut rien réclamer pour le pardon des péchés au titre des indulgences, et les biens qui sont laissés par le Métropolitte et les évêques sont affectés soit à des œuvres pieuses, soit à des œuvres d'utilité publique.

Art. 6. — Ni le Métropolitte, ni les autres évêques serbes n'ont le droit de s'endetter au détriment du peuple serbe, pas plus qu'au détriment de la Grande Église.

Art. 7. — Le Métropolitte ne peut être destitué de sa dignité épiscopale sans le consentement légal du Patriarche de Constantinople et l'approbation du Knèze de Serbie, les évêques serbes, sans le consentement du Métropolitte et du Knèze.

Art. 8. — Enfin, au cours du service religieux, le Métropolitte serbe mentionne le Patriarche de Constantinople, et tous les évêques doivent mentionner le Métropolitte de Belgrade... » ².

¹ Dučić, *op. cit.*, p. 219.

² Dučić, *op. cit.*, p. 220. On peut également consulter le texte *in extenso* de l'accord chez Nil Popov, *op. cit.*, p. 274-277 ; cf. aussi Anastasijević (D.), *Pismo car. patr. Konstantija o aftokefalnosti srpske crkve* (*Spomenik srpske Kraljevske Akademije*), Belgrade, 1910, et Ilić-Agapova (Dr Marija), *Ilustrovana istorija Beograda*, Belgrade, 1933, p. 263-272.

Tous les membres du Synode signèrent cette Convention, que parapha le Patriarche Constantin. Dučić fait justement observer que l'accord ne fut vraiment complet que lorsque — le 17 juillet 1836 — 6 nouveaux districts vinrent s'ajouter à la Serbie. Ce n'est qu'à partir de ce moment que l'Église serbe fut obligée de verser annuellement à la Grande Église la somme de 9.000 groš, versement qui continuait à s'effectuer jusqu'à ce que l'Église serbe devînt autocéphale ¹.

SIGNIFICATION DE LA CONVENTION.

Un certain nombre de réflexions viennent à l'esprit lorsqu'on relit ce singulier accord : en apparence, entente entre deux autorités spirituelle et temporelle, mais en fait, contrat plein de méfiance, qui traduit, par son réalisme, les longues chicanes dont il était la tardive conclusion. Le Phanar renonçait à des privilèges hiérarchiques moyennant de substantielles indemnités et consentait à abandonner un droit de regard que le Knèze serbe lui rachetait à un taux assez élevé pour l'époque. Il est vrai que l'on avait réussi à « canaliser » les prétentions de la Grande Église en supprimant toutes ces taxes extraordinaires qui, par leur multiplicité et leur irrégularité, justifiaient la réputation séculaire d'exaction et de prévarication qu'avaient laissée derrière eux presque tous les évêques phanariotes de Serbie. Au fond, le grand vainqueur et celui qui tirait le plus de profit de cet accord était Miloš. La « part du peuple serbe » dans la nomination des évêques était et devait rester illusoire, et le Knèze avait les mains libres pour désigner à ces postes de confiance des hommes à lui. L'article 7 est particulièrement significatif et trouvera son application lors du conflit qui dressera plus tard un ministre des Cultes contre un Métropolitain. Il est évident que, par cet article, le pouvoir sur le haut clergé tendait à passer des mains du Patriarche dans celles du Knèze ². C'était toute une révolution intérieure et qu'il est utile de souligner, si l'on veut bien comprendre l'évolution ultérieure de l'Église orthodoxe serbe. Cette dernière devenait nationale

¹ Golubinskij (E.), *Kratkij očerk istorii pravoslav. cerkvej, bolgarskoj, serbskoj, rumynskoj*, Moscou, 1871, p. 650.

² Il est vrai que ce même article 7 stipulait que le Métropolitain ne pouvait être destitué sans la connaissance et l'approbation du Patriarcat de Constantinople ; mais ce n'était là qu'une formule. Pourtant Ristić fait observer que, grâce à ce paragraphe, l'accord de 1832 devait servir de modèle à la Constitution « turque » de 1838. Cette dernière conférait en effet au Sultan le même droit de contrôle en ce qui concernait les conseillers d'État (Ristić, *Diplomatska istorija Srbije*, t. II, Belgrade, 1896, p. 276).

puisque ses chefs étaient désormais tous serbes ; mais elle perdait déjà un peu de son indépendance spirituelle en se soumettant humblement au pouvoir temporel.

Cette indépendance, elle ne pourra jamais plus la regagner, si ce n'est parfois en essayant de s'appuyer sur des Églises orthodoxes étrangères plus fortes qu'elle ; mais rechercher un appui dans l'Église russe, ce sera accepter, par la force des choses, la tutelle russe. L'Église orthodoxe serbe est, dès 1832, engagée dans l'impasse d'où elle ne sortira pas : accepter le joug temporel pour conserver son caractère purement national, ou chercher à l'étranger la garantie de son indépendance et de sa primauté spirituelles.

CHAPITRE III.

LA RÉFORME RELIGIEUSE DU MÉTROPOLITE PETAR.

CHOIX D'UN NOUVEAU MÉTROPOLITE.

Le 11 juin 1833, le Métropolite Melentije mourait. Ce n'avait assurément pas été, quoi qu'on ait dit, une « grande figure » de l'Église. Sa formation théologique était très rudimentaire, son sentiment religieux assez faible. Il semblait avoir toujours conservé un peu de la rudesse et de la rusticité monastiques. Peut-être était-ce cette simplicité d'allures qui, jointe à sa légendaire bravoure, l'avait rendu si rapidement populaire en Serbie. On lui savait gré d'avoir réagi contre l'exclusivisme phanariote, et d'avoir été un patriote. En 1833, à Miloš qui guerroyait pour obtenir le rattachement de six districts et qui lui demandait des prières pour l'issue favorable des hostilités, le chef de l'Église, toujours aussi combattif en dépit de son âge, répondait :

« Si j'étais bien portant, je leur apporterais (aux chrétiens des 6 districts dont le Knèze s'efforçait d'obtenir le rattachement) ma bénédiction par l'Évangile et par l'Épée. Mais maintenant, je ne peux que vous recommander à Dieu. Ne tardez donc pas à obéir au doigt de Dieu qui vous est actuellement favorable et vous invite à vous hâter au secours de l'innocence. Mes prières vous accompagneront partout et toujours comme jusqu'ici »¹.

Cette lettre devait être la dernière que reçut Miloš, car le Métropolite rendit l'âme quelques semaines après l'avoir écrite. Le Knèze qui aimait beaucoup Melentije en fut très affecté. Voyant qu'il approchait de sa fin, il avait envoyé au prélat des conseils jovioux pour le reconforter ; la lettre pleine de tendresse qu'il dépêcha, le 2 mars 1833, au Métropolite mourant surprend quelque peu de la part d'un homme aussi dur :

« Je ne saurais manquer, à cette occasion, de vous citer mon propre exemple, — bien connu de vous — lorsque j'avais mes crises

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 8.

d'hypocondrie. Vous savez que dans cette maladie j'en étais venu à vous demander de lire une prière pour moi. Mais rien ne m'a aidé, ni les médicaments, ni les prières, tant que je ne me suis pas mis à passer joyeusement le temps, à jouer aux cartes, etc... Faites-en de même, et vous verrez comme vous n'aurez plus mal nulle part, et comme vous guérirez » ¹.

A l'heure où le Knèze s'efforçait de rétablir la discipline ecclésiastique, en réorganisant tout d'abord l'ordre monastique, le plus atteint par l'anarchie, il était nécessaire de trouver un homme dont le caractère fût à la hauteur de l'éducation religieuse. Chose qui n'était point aisée à cette époque en Serbie. Les prélats, on ne saurait dire cultivés, mais sachant uniquement lire et écrire, étaient une rareté. Dučić le reconnaît lui-même : *Zato je valjalo imati učena i bogoslovski obrazovana mitropolita. Takvi se u Srbiji tada nije mogao naći* ².

Miloš avait offert la succession du Métropolite Melentije à l'ancien évêque de Šabac, Gerasim, et ce dernier, après quelques protestations et malgré son grand âge, avait fini par accepter de présider aux destinées de l'Église de la principauté. Mais à peine le vieillard avait-il donné son consentement que le Knèze changeait déjà d'avis et s'adressait à Stratimirović pour lui demander de désigner le candidat qui lui semblerait convenable. Le Métropolite de Karlovci fixa son choix sur le secrétaire du Knèze, Pavle Jovanović, dont il connaissait par expérience le caractère et les qualités ³. Le nouvel élu, Serbe d'Autriche, était né dans la petite ville d'Ilok dans le Srem, le 18 février 1800. Son père Lazare étant *opančar* ⁴, mais doué d'une certaine aisance, préféra sur le tard s'occuper de viticulture. C'était un des notables de son pays. La mère de Pavle, Julijana, était issue d'une famille de commerçants, originaire de Šid où elle était née.

Pavle était d'une nature docile et travailleuse. Il suivit d'abord les cours de l'école communale d'Ilok, puis les trois premières classes du Gymnase d'Osijek ; il acheva ses études secondaires à Sremski Karlovci, qui était le centre d'enseignement le plus réputé du monde serbe de ce temps. Pavle fit cependant sa philosophie au lycée de

¹ Petrović (Mita), *op. cit.*, pp. 792-794.

² Dučić, *op. cit.*, p. 222.

³ On conte que Pavle Jovanović hésitait à accepter l'offre de son souverain, alléguant son incapacité et aussi son intention de se remarier. Miloš se serait écrié : « Quel fou ! je lui donne toutes les femmes, et il en veut une ! » (*Eno budale, ja mu dajem sve žene, a on hoće jednu!*) L'anecdote n'est pas invraisemblable quand on connaît le caractère du Knèze (Ilić, *op. cit.*, p. 14).

⁴ Fabricant d'*opanaci*, « chaussures faites d'un morceau de cuir attaché par des lanières de cuir ». Cf. Niederlé, *Manuel de l'Antiquité slave*, t. II, Paris, 1926, p. 77.

Szegedin. Puis, il revint au Séminaire de Karlovci dont il suivit les classes avec application, mais sans avoir cependant à cette époque l'intention de se consacrer à la vocation ecclésiastique. En 1819, comme le professeur de la deuxième classe de grammaire du Gymnase de Sremski Karlovci donnait sa démission (on lui avait demandé d'être le précepteur du jeune baron de Požun, Stefan Duka), une intervention du Métropolite Stratimirović, protecteur du Gymnase, imposa comme remplaçant le jeune Pavle, qui témoignait de rares qualités pédagogiques. On louait surtout sa connaissance de l'allemand et du latin qui était à Karlovci la langue d'enseignement. Le jeune professeur, peu après sa nomination, devait se marier, mais il perdit presque aussitôt sa femme. Il se décida alors, en 1830, à passer en Serbie. Malheureusement, il n'y avait pas encore dans la principauté d'établissement où il pût enseigner. Miloš, qui eut l'occasion de le rencontrer, fut enthousiasmé par la vivacité et la profondeur de son esprit et le fit d'abord nommer secrétaire du Tribunal Suprême, puis se l'attacha définitivement comme secrétaire particulier. Pavle Jovanović exerçait ces fonctions lorsque Stratimirović le signala à Miloš comme le candidat tout désigné à la dignité de Métropolite de Belgrade ¹.

Pavle Jovanović accepta volontiers l'offre du Knèze, entra dans les ordres et prit le nom d'Église de Petar. 15 jours plus tard, il était nommé archimandrite et envoyé à Constantinople avec une lettre de Miloš, demandant au Patriarche Grégorios de le consacrer comme *Arhiepiskop Biogradski*. Afin de permettre au nouveau Métropolite de tenir dignement son rang dans la capitale de l'Empire, Miloš avait ordonné aux chefs des *nahije* de recueillir le plus vite possible l'argent provenant de la *dimnica* et appartenant de droit au Métropolite. Plus que jamais le Knèze s'occupait personnellement des affaires de l'Église, et, sous prétexte d'initier le nouvel élu, il en profitait pour rassembler entre ses mains les affaires ecclésiastiques les plus importantes, celles ayant trait à la discipline — et aux finances des Églises serbes. La lettre adressée par Miloš au chef de l'Église à la veille de son départ pour Constantinople est particulièrement significative : il lui recommande tel ou tel prêtre, connaissant par lui-même leur valeur, lui signale les hommes qui pourront lui être utiles, bref se comporte avec lui tout à fait comme avec un subordonné.

« A cette occasion, j'en viens à vous rappeler qu'il est déjà nécessaire que vous vous prépariez à votre voyage à Constantinople et que vous rassembliez l'argent des évêques autant qu'il vous sera

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 12-14.

possible. Je suis content que vous arriviez à Constantinople alors que notre Avram est encore là-bas ¹. Il connaît leurs habitudes, sait le grec et connaît également son maître (le Patriarche). Il sera plus à même de vous aider dans votre œuvre que n'importe quel autre. Je lui écrirai qu'il vous attende. » (Požarevac, le 25 oct. 1833) ².

Petar répond avec l'humilité d'un vulgaire chapelain : il s'occupera avec diligence des personnes recommandées par le Knèze : il s'agit d'un certain Nicifor qui semble jouir de la faveur spéciale du Prince. (C'est un clerc auquel on fait subir un avancement très rapide.) C'est à peine si Petar témoigne une certaine réserve : *Jedno o njemu upitati Svjetlost Vašu dolazim : smem li mu dopustiti da u crkvi kad kad služi liturgiju, ili ćete blagovoleti očekivati, ili tražiti kakvo izvestije od njegovog episkopa (zvorničkog)* ³.

Cet effacement volontaire du Métropolitte porta très vite ses fruits. Non seulement le Knèze, mais encore tout son entourage, accueillit avec une grande faveur un homme aussi docile. Même à l'étranger, ainsi que nous l'apprend une lettre de Petar à un de ses amis, ancien collègue au Gymnase de Karlovci, Grigorije Lazić, on pensait que Stratimirović avait fait un choix particulièrement heureux :

«... Et, bien que je ne sois pas orgueilleux, il m'est agréable que tu m'assures que beaucoup de personnages honorables de Pest aient pris de mes nouvelles et que l'on parle favorablement de moi. Je ne m'en étonne pas. J'aurai toujours une bonne réputation dans les pays où se trouvent de bons amis comme toi et quelques autres. » (Lettre à Grigorije Lazić, Kragujevac, 20 oct. 1836) ⁴.

¹ Il s'agit d'Avram Petronijević (1791-1852) qui déjà en 1820 avait appartenu à la grande délégation serbe chargée d'obtenir de la Porte la reconnaissance de Miloš.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 17.

³ *Ibid.*

⁴ Dučić s'étonne que Miloš ait demandé à Petar d'aller chercher la consécration du Métropolitte de Constantinople, étant donné, « qu'en vertu de l'accord de 1832 cette démarche n'était pas nécessaire ». Et il ajoute naïvement : « On ne connaît pas les raisons qui ont déterminé Miloš à envoyer Petar à Constantinople. » (Dučić, *op. cit.*, p. 223). Nous avons vu qu'il était de l'intérêt du Knèze de s'entendre directement avec le Phanar et de ne pas laisser s'établir en Serbie une autorité religieuse qui pourrait lui faire ombrage. A cet égard, son entente avec le Patriarche de Constantinople constitue un véritable marché, que les Phanariotes n'auraient pas renié. C'est ce qu'a très bien vu l'auteur anonyme de la brochure : *Le Patriarcat de Constantinople et l'Orthodoxie dans la Turquie d'Europe*, publiée à Paris en 1895 :

« Sachant très bien que tout se réduisait presque exclusivement à une question d'argent, et qu'avec de l'argent on parviendrait à résoudre toutes les questions pendantes, le Prince Miloš, en s'adressant au Phanar, joua cartes sur table ; il marchanda, et le prix conclu, racheta la Serbie, quoique d'après le firman cela parût à peu près superflu » (p. 33).

Entouré de la considération générale, Petar se mit en route pour Constantinople où il arriva le 6 décembre 1833. Aussitôt consacré par le Patriarche Constantin, il ne devait pas tarder à être rappelé en Serbie par Miloš. Il est intéressant de lire la lettre écrite à ce moment par le Knèze au Métropolite et en même temps à Avram :

«... Je suis entré le 15 décembre à Belgrade. Le peuple m'a accueilli avec enthousiasme et le soir les maisons étaient illuminées... Le même jour a été lu le Hatti-chérif, proclamé publiquement à notre peuple et aux Turcs, au Divan chez le Vizir. A 8 heures le Vizir est venu me rendre visite... Etant heureux de passer la fête de Noël avec M. le Métropolite et dans l'espoir que vous aussi (Avram) vous serez présent, je recommande que M. le Métropolite vienne directement à Požarevac. Resavac vous fournira une voiture et vous pourrez ainsi vous rendre facilement à Kragujevac pour la célébration des fêtes... »¹.

Effectivement, Petar arriva à Požarevac deux jours avant Noël. Il y resta jusqu'à l'Épiphanie, puis repartit pour Belgrade où il ne séjourna que peu de temps avant de partir pour Kragujevac qui était la résidence habituelle du Métropolite. A cette occasion, les *Srpske Novine* publiaient un article extrêmement élogieux sur Petar, déclarant que : « tant par son intelligence que par sa science théologique et par sa connaissance des langues étrangères, sa bonté de cœur, sa douceur et sa modération, il mérite le choix qui a été fait de lui. Il promet, par ses éminentes qualités, de relever l'Église serbe, de paître le troupeau du Christ dans la dignité et à l'exemple de son chef, d'instruire le clergé serbe, que des conditions de vie misérables et l'absence d'un Métropolite de sa nature ont réduit à un niveau inférieur de culture et de formation. La création d'un Séminaire et d'un Consistoire, la suppression de nominations de prêtres analphabètes »... tels étaient les buts principaux assignés par le journal serbe au Métropolite². En attendant, la popularité de ce dernier ne cessait de grandir : à l'Épiphanie, il recevait les visites non seulement de tout le corps des fonctionnaires en présence à Kragujevac, mais encore de la famille du Knèze, de la Princesse Ljubica, des *kneževići* Milan et Mihailo, enfin de Jevrem Obrenović, frère du Knèze. Ses anciens collègues lui écrivaient des lettres émues. Un archiprêtre de Zemun lui envoyait une épître larmoyante pleine d'éloges amphigouriques, et profitait d'ailleurs de l'occasion pour lui recommander un frère cadet, clerc, *iz odavna milu Srbiju ljubeći*,

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 14.

² *Srpske Novine*, 1^{er} janvier 1834, n° 1.

kao buduci sin njezin ¹. Jouissant de l'estime universelle et possédant l'entière confiance du Prince, Petar pouvait se mettre au travail pour essayer d'accomplir dans l'Église serbe les réformes dont personne ne contestait l'urgence. La tâche était rude. Avant de se mettre à l'ouvrage le nouveau Métropolite se souvenait de son ancien maître.

RAPPORTS DU METROPOLITE PETAR AVEC LE MÉTROPOLITE DE SREMSKI KARLOVCI.

Les liens qui unissaient le Métropolite de Serbie avec le Chef de la plus puissante Église serbe hors des frontières de la principauté étaient ceux de l'amitié, puis de la reconnaissance : Petar n'oubliait pas qu'il devait tout à Stratimirović, d'abord son poste de professeur à Karlovci, enfin sa nomination même au Siège de Belgrade. Il est certain que le sentiment d'avoir contracté une dette de reconnaissance jouera un grand rôle dans les rapports ultérieurs de Petar avec son ancien maître ². Par ailleurs, le Patriarcat de Constantinople étant loin de lui être continûment favorable et sa nomination même ayant été arrachée au Phanar par un coup habile de la diplomatie de Miloš, il avait besoin de trouver hors de Serbie un appui et un conseil : où trouver mieux l'un et l'autre que chez cette célèbre Église qui, pour beaucoup de Serbes, conservait, de préférence à toute autre, le sens des traditions nationales et religieuses du peuple serbe ?

« Dans son activité apostolique, il n'a jamais oublié qu'il était venu de Karlovci ; il n'a jamais perdu de vue Sremski Karlovci dans laquelle il voyait et vénérât la Jérusalem serbe exilée de Peć et sur laquelle il prenait modèle comme sur la Règle de la Foi et la Maîtresse de l'orthodoxie, dans toutes ses coutumes, ses Institutions, ses Règlements et ses ordonnances ecclésiastiques... C'est ainsi qu'il ne put jamais arracher de son cœur sa première patrie où ses yeux avaient été pour la première fois illuminés par les rayons du Soleil. Elle résidait toujours en son âme comme une consolation. Il se tournait vers elle comme vers le plus cher objet de cordiale tendresse et de piété filiale... » ³. Il n'y avait cependant pas que des motifs sentimentaux pour pousser le Métropolite de Serbie à se tourner vers Sremski Karlovci. Le manque d'expérience de la nouvelle Église

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 25.

² Voir plus loin, p. 118 et sqq.

³ Oraison funèbre du Métropolite Petar prononcée par Nikanor Grujić le 26 septembre 1864 (*Hrišćanski Vesnik*, sept. 1888, pp. 682-686, texte cité p. 685).

l'obligeait à rechercher à l'extérieur les directives qui lui étaient indispensables pour résoudre nombre de problèmes pratiques. Devant Stratimirović, le Métropolite Petar redevenait souvent le séminariste timide et docile qu'il avait été dans sa jeunesse...

Une lettre de Petar au Métropolite de Karlovci, en date du 5 janvier 1834 et envoyée de Požarevac, éclaire ces rapports mieux que tout commentaire. Le Métropolite de Belgrade s'excuse de n'avoir pas écrit immédiatement à son protecteur, mais, dit-il, le temps lui a manqué en raison des fêtes de Noël où il a été obligé d'officier. Il lui rend compte de façon assez pittoresque des cérémonies qui ont présidé à sa consécration, et ajoute « qu'en ce qui concerne la consécration et le service divin dans l'église patriarcale (de Constantinople) il peut dire sans flatterie qu'on ne peut les rapprocher de ceux que son Éminence accomplit avec son Clergé (à Karlovci). Sauf chez le Patriarche qui suit le culte divin avec dignité et componction, chez les autres, malheureusement, on doit constater la dernière négligence et, tandis que le service se célèbre, l'Église pleine de monde (surtout de Grecs) retentit d'un impudent bavardage »¹. Petar se réjouit du fait que par suite d'une décision patriarcale la Métropole de Belgrade ait monté dans la Hiérarchie orthodoxe : elle se trouve désormais sur un pied d'égalité avec la Métropole d'Ephèse. « Le Métropolite de Belgrade, jadis placé au 12^e rang, est maintenant placé au second. » Petar, comme il le racontait ensuite, avait fait l'éloge de Stratimirović devant le Patriarche. Il devait renouveler cet éloge devant le Ministre de Russie à Constantinople, Butunjev. Celui-ci lui ayant demandé quelle était sa formation (universitaire), il en avait profité pour rendre un hommage fervent à son ancien maître. Butunjev lui avait répondu : « Je me réjouis de ce que Son Altesse le *Knjaz* Miloš ait fait un choix aussi heureux, en désignant un homme cultivé et le disciple d'un pasteur spirituel aussi insigne dont les services en faveur de sa nation et de sa foi sont connus dans le monde entier. Je ne manquerai pas, dès mon retour en Russie, d'informer à ce sujet mon Souverain et je suis persuadé que cette nouvelle lui sera agréable. » Le diplomate avait même baisé la main du prélat, attention à laquelle celui-ci s'était montré fort sensible. La réponse du Métropolite Stratimirović à son ancien élève est très affectueuse, mais on sent percer le pédagogue : il s'enquiert en effet de la langue dans laquelle ont pu converser le Patriarche et Petar, « ignorant si le Métropolite de Constantinople parlait serbe ou bulgare », si Petar parlait couramment latin ou allemand, et s'il y avait suffisamment d'interprètes à Constanti-

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 26-30.

nople pour les langues slaves¹. Petite enquête qui peint bien l'esprit curieux de Stratimirović.

Peu après, le 22 janvier 1834, une lettre du secrétaire du Métropolit de Karlovci, Marko Lazarević, mentionnait la liste des livres religieux que Petar lui avait commandés. Il envoyait également à Belgrade un ouvrage en latin traitant de l'organisation des pouvoirs civils dans la Métropole de Karlovci. Enfin, au nom de son « maître spirituel », le Métropolit de Karlovci, il recommandait au chef de l'Église serbe de veiller au développement de la culture en Serbie en créant le plus grand nombre possible d'écoles : *u svakom mestu gdje cerkov i parohija jest, to i škola da budet*². « Dans chaque endroit où il y a une église et une paroisse, il doit y avoir aussi une école. » Cette maxime, qui était celle de l'Église de Karlovci, devait dorénavant être celle de l'Église serbe.

C'est assurément dans le domaine scolaire que l'influence de Sremski Karlovci sur l'Église de Petar s'est révélée la plus bienfaisante.

PREMIERS CONTACTS DU MÉTROPOLITE PETAR AVEC LE CLERGÉ SERBE.

Bien que la Hiérarchie se fût nationalisée, elle conservait encore les défauts des Phanariotes : l'orgueil, la cupidité, l'ignorance. Dans son œuvre de réformateur, Petar se trouvait isolé³. De ses deux collègues, l'un, l'évêque d'Užice, Nićifor, ne savait même pas écrire son nom et avait tout juste appris à signer des deux initiales E. N. (*Episkop Nićifor*) ; l'autre, Gerasim, évêque de Šabac, était un peu moins ignorant, mais terriblement autoritaire⁴.

Ce n'était pas en effet une question de culture qui était en jeu, mais avant tout une question de discipline. Les évêques avaient hérité des Phanariotes un esprit d'intolérance et de « despotisme » qui devait être particulièrement odieux à Miloš, bien décidé à

¹ Lettre du 14 janvier 1834, Karlovci. Cf. Ilić (A.), *op. cit.*, p. 31-32.

² Sljepčević (Djoko), *Stevan Stratimirović Mitropolit Karlovački kao Poglavar crkve, prosvetni i nacionalno-politički radnik*, Belgrade, 1936, p. 205.

³ Gavrilović (Dr Mih.), *Miloš Obrenović*, t. II, p. 643.

⁴ Gerasim ne manquait pas tout à fait de culture. Il eut même des prétentions poétiques. La bibliothèque du Patriarcat de Karlovci conserve l'exemplaire peut-être unique d'un petit ouvrage historique en vers dont il était l'auteur : *Znameniti događaji novije Srbske istorije, na kratko u vezanom i prostom slogu, spisani Gerasimom Georgijevićem, episkopom šabačkim. U Bjeogradu pečatano pri Knjaževsko-Srbskoj Knigopečatnji 1838 leta* ; cf. Djuričić (Mladen St.), *Šabac kao kulturna žiža Srbije XIX i XX veka*, Šabac, 1937, p. 25, n° 79.

imposer sa volonté dans tous les domaines, et résolu à intervenir brutalement, si la chose était nécessaire, même dans les affaires religieuses. Rien n'est plus suggestif à cet égard qu'une lettre extrêmement violente envoyée à Miloš et à Petar, tout au début de janvier 1834, par l'évêque Gerasim. Exaspéré par les nouvelles mesures de la Métropolie, l'évêque de Šabac se refuse à tout contrôle de son activité épiscopale, prétendant que « du moment qu'il ne s'occupe pas de la politique » il a bien le droit d'exiger qu'on ne se mêle pas de ses propres affaires. Il fait tout juste exception en faveur du Knèze qui peut le « conseiller » et du Métropolite avec lequel il peut « s'entendre » au préalable. La nuance est savoureuse : *Osim po sovjetu Njegove Svjetlosti i s dogovorom g. Mitropolita* ¹. Il peut ordonner et « défroquer » les popes, arrêter les clercs coupables, régler comme il l'entend toute la vie religieuse de sa circonscription épiscopale. La conclusion de la lettre est presque menaçante.

Le Métropolite Petar devait, pour rappeler à l'ordre le haut clergé indiscipliné, attendre une occasion favorable. Celle-ci se présentait avant la fin de 1834. Les plaintes de popes spoliés, injustement déplacés ou privés de leurs revenus par le bon plaisir de leurs évêques affluaient sans cesse chez lui. Petar avait, entre autres, reçu les doléances d'un certain pope du diocèse de Gerasim, le pope Djordje, de Meovina, qui prétendait que Gerasim voulait lui enlever sa *nurija* (revenu habituel de la paroisse). Celle-ci lui avait été accordée l'année précédente moyennant la perception d'une importante somme d'argent, ce qui était absolument contraire aux canons. Le malheureux prêtre affirmait qu'on ne l'en privait pas pour le punir disciplinairement, car il n'avait commis aucune faute, mais simplement pour faire bénéficier de sa « *nurija* » un favori de l'évêque. Petar rappela sévèrement à l'ordre, par une lettre en date du 15 août 1834, l'évêque Gerasim. Cette mercuriale semble avoir eu d'heureuses conséquences : dans une lettre postérieure adressée au Knèze ², Petar confiait que Gerasim lui avait confessé qu'il « s'efforcerait de réparer, dans la mesure du possible, les erreurs commises, et essaierait dorénavant de mieux administrer son diocèse, demandant même que l'on examine ses actes à la première réunion inter-épiscopale, et promettant de donner à cette occasion des éclaircissements spéciaux à Son Éminence Elle-Même... » ³.

Le conflit qui opposa Petar avec Nicifor ne fut pas résolu aussi

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 102.

² 23 février 1836, Ilić (A.), *op. cit.*, p. 106.

³ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 105.

aisément. L'évêque d'Užice se plaignait avec acrimonie à Petar de ce que le Knèze, mal conseillé, disait-il, voulait déplacer le siège de son évêché, et construire le nouveau palais épiscopal non pas à Čačak, comme il l'aurait souhaité, mais à Karanovac :

« ... Je vous avertis que je ne veux pas, en aucune manière, aller à Karanovac, ni nulle part ailleurs qu'ici... »¹. Nicifor menaçait de se retirer, si on voulait le déplacer, dans un monastère. Petar lui répondit assez sèchement que « de toute façon il (lui) apparaissait que (Gerasim) aurait pu, dans l'intérêt de la paix de l'Église, se montrer, dans cette affaire, plus patient et plus conciliant. Notre opinion, ajoute-t-il, est que vous ne devez pas dire que vous ne voulez pas aller à Karanovac, ni dans aucun autre lieu, mais déclarer que vous désirez avant tout vous conformer, dans la mesure du possible, à tout règlement et ordre émanant du Knèze, et prier, alléguant un grave motif, qu'on ne vous change pas de siège, afin de rester en paix là où vous étiez jusqu'ici ». Et il lui explique, dans une langue claire et simple, sur un ton pédagogique, toute la procédure d'appel et de recours au Knèze que prévoit désormais l'Église orthodoxe serbe². Rien de plus curieux que ces efforts de Petar pour essayer d'introduire un peu de régularité, et surtout de faire naître le respect de la légalité, chez ces vieux évêques, habitués à commander en maîtres, batailleurs et indisciplinés, grands ignorants, tous plus ou moins désagréablement surpris de ces innovations importées du Srem, et peu conformes à leurs tempéraments. Le ton paternel et bon enfant de la semonce de Petar permettait sans doute d'adoucir les heurts inévitables entre l'esprit moderne d'administration et le traditionnalisme routinier de la vieille génération. La mansuétude du Métropolite porta ses fruits, car Nicifor s'empressa de répondre. Il avait renoncé à sa vivacité ordinaire et s'excusait seulement de ne pas savoir dissimuler :

« Je vous suis reconnaissant de m'avoir conseillé de ne pas dire : je ne veux pas et je ne peux pas ! Par Dieu, pourquoi n'oserais-je pas dire que je ne veux pas et ne peux pas ce qui est contraire à ma volonté ? Prenez des esclaves, et dites-leur : abjure (*poturči se*), incline-toi devant les idoles ; mais s'ils ne veulent pas, ils disent : non, et c'est pourquoi on les supplicie... » Le pauvre prélat déclare n'avoir jamais tant souffert que pendant ces cinq années d'épiscopat. On exige de lui qu'il donne des raisons de son refus à se rendre à Karanovac ; ces raisons, soutient-il, sont nombreuses : « c'est meilleur » pour un évêque de vivre ici (à Čačak) que de s'installer à

¹ *Ibid.*, p. 106.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 106-7 (25 juillet 1836).

Karanovac, parce que Čačak est au centre du diocèse, et puis le lieu est plus agréable et plus sain que cet endroit aride (*suvoparni*) peuplé d'Albanais »... (31 juillet 1836) ¹.

Le Knèze, visiblement agacé de toute cette correspondance (*i od ovakih pisama unapredak poštediti nas...*) ², informait Nićifor par un message assez sec qu'il pouvait définitivement rester à Čačak (20 août 1836).

L'OPPOSITION DE L'ÉPISCOPAT SERBE AUX RÉFORMES.

LE SECOND CONFLIT AVEC NIĆIFOR.

Le 3 avril 1837, le Métropolitte Petar se décidait à convoquer ses trois évêques au premier Sabor épiscopal de la Principauté de Serbie. Il envoyait à chacun d'eux le même message :

« C'est le devoir des évêques de chaque pays de se réunir et de discuter des besoins de l'Église qui leur est confiée. Le bénéfice d'une telle réunion épiscopale est confirmé chez nous par l'article 8 du « Projet sur les Autorités ecclésiastiques dans notre pays ». En fixant, conformément à ce dernier, notre session annuelle au 4^e dimanche après Pâques, nous invitons Vos Éminences à se rendre le samedi 8 mai à Belgrade, auprès de nous, afin que le dimanche suivant l'assemblée susdite puisse se tenir, sans retard... » (Belgrade, 3 avril 1837) ³.

Deux évêques sur trois, l'évêque de Šabac, Gerasim, et l'évêque du Timok, Dositej, acceptèrent l'invitation qui leur était faite et répondirent aussitôt à leur Supérieur. Quant à l'évêque d'Užice, le « terrible » Nićifor, le Métropolitte de Belgrade n'avait pas encore, à la fin d'avril 1837, reçu sa réponse. Le 17 il se voyait dans l'obligation de renouveler plus impérativement son invitation :

« ... Messieurs les évêques Gerasim et Dositej nous ont répondu avoir reçu notre lettre et annoncé qu'ils seraient ici le jour fixé, mais nous n'avons pas reçu la réponse de Votre Éminence... Connaissant votre exactitude dans les affaires de ce genre, nous avons commencé à penser que notre lettre ne vous était pas parvenue. C'est pourquoi nous saisissons aujourd'hui une occasion de vous informer que le jour susdit nous vous avons invité, avec les autres évêques, à vous rendre auprès de nous... » ⁴.

Trois jours plus tard, Petar recevait la réponse de Nićifor qui

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 109.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 109.

³ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 114-115.

⁴ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 115.

mérite, pour son insolence et sa grossièreté, d'être intégralement citée :

« Je vous informe que j'ai reçu la lettre de Votre Éminence en date du 17 courant, par laquelle Votre Éminence m'invitait à Belgrade, le 4^e dimanche après Pâques, afin que nous discussions sur les besoins de nos diocèses, en présence de Votre Éminence. J'avertis Votre Éminence que je ne peux pas venir au moment désigné par Votre Éminence, pour la raison que je me suis entendu à cette époque avec les maîtres-maçons. J'ai déjà commencé à travailler, et il n'y a personne d'autre que moi pour surveiller la fourniture du matériel, et se plaindre s'il en manque. Mais, si Votre Éminence remet notre réunion à un autre moment, je propose qu'elle se tienne à Kragujevac, auprès de S. A. le *Knjaz*, et sous la direction du Conseil du *Knjaz*. Qu'est-ce que nous pouvons nous-mêmes décider à Belgrade sur ce que nous avons à faire ? Enfin, je n'ai pas de quoi subvenir à la dépense du voyage de Belgrade, car la moitié de mon traitement m'a été retenue avec les amendes, et l'on ne m'a envoyé que 100 thalers pour une demi-année comme à un commis... »¹.

Les arguments de Nicifor trouvèrent sans doute auprès du Métropolite un crédit assez minime, car celui-ci expédiait aussitôt au prélat récalcitrant un message irrité, déclarant que les prétextes imaginés par l'évêque d'Užice étaient non seulement déplacés, mais encore vexants... Il réitérait sa convocation, concluant, sur un ton comminatoire :

« Dans le cas contraire (c'est-à-dire si vous refusiez de nous obéir), notre conscience sera pure, car nous n'aurons rien négligé pour éviter différents désagréments, et pour maintenir une entente amicale. Je suis le frère dans le Christ de Votre Éminence... » (28 avril 1837)².

Quelles pouvaient être les raisons qui avaient poussé Nicifor à un tel refus d'obéissance ? Il apparaît bien, quand on lit attentivement la correspondance échangée entre les deux prélats, que c'est encore une affaire de transfert du siège diocésain qui les avait opposés l'un à l'autre. Peu de temps avant le refus brutal de Nicifor (mars 1837), le Métropolite s'était adressé à lui pour une négociation délicate. Il s'agissait du transfert du *Provenčani* dans le Monastère de Studenica ; l'évêque de Šabac, Gerasim, ancien archimandrite de Studenica, avait aussi exprimé le désir de relever cette fondation illustre du Roi Serbe et de se consacrer désormais à son développement matériel et spirituel. Seulement le Knèze — partageant en cela l'opinion de Petar — estimait qu'il ne serait pas juste de priver

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 116-117.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 117.

Gerasim, qui faisait preuve d'un dévouement aussi méritoire, de ses revenus diocésains. La difficulté provenait de ce qu'il ne pouvait plus conserver son ancien diocèse, puisqu'il ne lui serait plus possible d'y résider. On avait donc imaginé une combinaison habile : Nicîfor cédait le district de Požega relevant de son ressort diocésain, et le Métropolitte abandonnerait le district de Kruševac appartenant à son archidiocèse. De ces deux fragments, on créerait un nouveau diocèse que l'on pensait confier en dédommagement à Gerasim. Nicîfor ne perdait rien à l'affaire, car non seulement il conservait ce qui restait de son ancien diocèse, mais il recevait en compensation le diocèse de Šabac et aurait ainsi la faculté de siéger soit à Šabac, soit à Valjevo.

Le vieux prélat conservateur qu'était Nicîfor éprouvait un serrement de cœur à consentir à un semblable « bouleversement ». Au pis aller, il n'aurait pas trop protesté si l'on s'était borné à détacher de son diocèse tout au plus la capitainerie du district de Požega ¹. Mais «... (céder) toute la région de Požega et puis changer de siège », véritablement cela lui était « dur et insupportable à imaginer ». Aussi préférerait-il se retirer et ne pas « en gêner un autre », si le Knèze lui en donnait la permission. Il terminait d'ailleurs sur une pointe perfide en faisant observer qu'à sa connaissance, c'était la première fois qu'on osait changer de diocèse un évêque ou permettre à un évêque de résider dans un monastère, tout en continuant à administrer un diocèse ². Le pauvre prélat, qui avait la mémoire courte, avait oublié le temps des Phanariotes.

Petar, qui se piquait d'être un administrateur modèle, fut particulièrement blessé par cette réflexion finale. On l'accusait de jeter le désordre dans le sein de l'Église qu'il prétendait réformer. Le refus que l'irascible évêque d'Užice opposait, un mois après cet incident, à son invitation, porta à son comble sa colère ; on comprend mieux comment, malgré sa tolérance et sa patience bien connues, il se laissait cette fois-ci emporter et envoyait à Čačak la brève et cinglante missive du 28 avril 1837...

SECOND CONFLIT AVEC GERASIM.

L'évêque de Šabac, malgré l'affaire du pape Djordje en 1834, continuait ses excès et soulevait l'indignation de son clergé comme celle

¹ Nous ne connaissons cette affaire — dont Ilić parle peu — que par la correspondance échangée entre le Métropolitte et Nicîfor. Deux lettres sont reproduites *in extenso* par Ilić (*op. cit.*, p. 117-129).

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 120.

de ses ouailles en déplaçant, révoquant et nommant les popes de son diocèse à tort et à travers, disposant des cures comme d'un bien personnel. Il ne se souciait point de solliciter l'autorisation du Métropolit de Belgrade. Petar fit preuve d'une longue patience ; ce n'est qu'à la fin de 1838 que nous le voyons intervenir. Il s'agissait au reste d'un cas assez grave : Gerasim s'était permis d'ordonner un clerc appartenant à l'archidiocèse belgradois. La réprimande du Métropolit nous étonne par sa sévérité inaccoutumée : « Vous ne nous avez pas seulement offensé, mais vous avez aussi offensé Notre Mère la Sainte Église, en violant ses constitutions consacrées par les canons des Conciles et conservées intactes durant tant de siècles ; vous avez forfait à votre serment que, comme chaque évêque, vous avez prêté à l'occasion de votre ordination, en promettant, entre autres, que vous ne feriez pas d'ordinations à l'intérieur d'un diocèse étranger, sans le consentement de l'évêque compétent » (30 octobre 1838) ¹.

NOMINATION D'UN ÉVÊQUE DU TIMOK.

Avant de s'efforcer de ramener au respect des Canons de l'Église un épiscopat turbulent, Petar avait procédé à la nomination d'un nouvel évêque destiné à administrer les territoires du Timok récemment réunis à la principauté de Serbie. Ainsi qu'il le notifiait par sa lettre du 8 février 1834 au Patriarche de Constantinople, son choix s'était porté, pour administrer ce troisième diocèse, sur Dositej Novaković, ancien archimandrite du monastère de Gornjak (Vavedenje). Dositej jouissait non seulement de la confiance de Petar, mais aussi d'une grande popularité au Timok. Le Métropolit de Belgrade avait demandé, pour le pasteur de cette marche serbe si cruellement éprouvée, les bénédictions spéciales du Patriarche de Constantinople. Constantin avait accepté et avait informé le Métropolit serbe qu'il avait inscrit l'évêque du Timok au nombre des évêques de la « Grande Église du Christ », souhaitant « qu'il se montre en toute occasion pur envers Dieu, utile (*polezni*) en paroles et en actes pour ses ouailles, reconnaissant envers son Altesse le Knèze Serbe et digne de l'éloge et de l'amour de son Métropolit. » Petar s'était empressé de rapporter à Dositej ces paroles louangeuses du chef de la « Grande Église », en le priant d'y voir comme un programme de son activité pastorale, et une règle de conduite pour l'avenir (28 mars 1834) ².

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 121.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 121.

FONDATION DU SÉMINAIRE DE BELGRADE ¹.

Ces premiers conflits laissaient présager les difficultés de toute nature que rencontrerait Petar le jour où il essaierait de créer pour l'avenir ce corps de prélats instruits et dévoués sans lesquels aucune réforme profonde de l'Église serbe n'était possible.

Les évêques Phanariotes ne s'étaient jamais souciés de créer en Serbie des séminaires : pour eux, l'orthodoxie était simplement un moyen d'exploitation de la nation. Ils n'avaient nullement envie de créer les pépinières de prêtres nationaux qui menaceraient un jour les positions du haut clergé grec. Le premier « ministre » de l'Instruction publique serbe, Dositej Obradović, avait eu l'idée, dès 1810, de fonder, à côté de la *Velika Škola*, le premier Séminaire. Mais la catastrophe de 1813 mit fin à ces projets ². Le Knèze reprenait l'idée, avant même que Petar fût arrivé en Serbie. En 1822, Milčs s'était avisé d'écrire à l'archimandrite Lukijan Mušicki, célèbre dans tout le monde serbe pour son érudition, lui demandant ce qu'il pensait de la fondation en Serbie d'un séminaire ; l'archimandrite avait envisagé, dans sa réponse, la création de deux écoles distinctes, une destinée à former de jeunes prêtres qui serait à proprement parler un « séminaire », l'autre pour former des jeunes gens « sains et raisonnables » à la profession d'instituteurs, c'est-à-dire une école normale. Lukijan ne demandait pour ces deux écoles réunies qu'un personnel de quatre maîtres, ce qui n'était pas beaucoup. Il pensait que, plus tard, les monastères, outre l'argent, pourraient fournir les professeurs du Séminaire. Mais pour cela il fallait faire vite et rattraper le temps perdu « depuis dix ans ». Le moment était au reste favorable :

« Aucun pays, dans toute l'Europe, ne jouit d'une plus grande paix et tranquillité que le vôtre. C'est dans la paix que les sciences prospèrent le mieux » ³.

Il conseillait également d'emprunter des instituteurs à la métro-

¹ Švabić (Pavle), professeur au Séminaire de Belgrade, est l'auteur d'un certain nombre d'articles historiques sur les origines du Séminaire en Serbie. Citons entre autres *O postanku Beogradske Bogosloviје* (*Glasnik Pravoslavne Crkve*, Belgrade, 1903), et un autre article paru en janvier 1907 dans la même revue. Voir aussi *Istorički pregled Biogradske bogosloviје za prvih pedeset godina njenoga opstanka 1836-1886*, de Milaš (Nikodim), Zadar, 1888.

On pourra trouver également une brève, mais excellente histoire du séminaire dans le journal officiel du Synode épiscopal du Patriarcat de Sremski Karlovci : *Srpski Sion* (deuxième année, n° 13, 29 mars 1892, p. 208) qui paraissait à Novi Sad.

² Gavrilović (Andra), *Beogradske Velike Škole* (1808-1813), Belgrade, 1883.

³ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 344.

polie de Karlovci, naturellement avec l'autorisation des Autorités civiles et militaires.

Lukijan citait l'exemple édifiant des Serbes de Hongrie :

« De notre côté aussi, notre nation n'avait jusqu'ici qu'une seule école pour les prêtres, fondée il y a 27 ans. Maintenant, l'Empereur a permis que nous en fondions encore quatre : à Pakrac, Arad, Temišvar, Vršac. On commencera le 1^{er} novembre prochain. Allez au nom du Seigneur, et commencez, vous aussi, dès aujourd'hui. Agissez de même pour l'école d'instituteurs : vous pouvez bien commencer dès maintenant avec nous. Chez nous, l'école normale n'a été créée qu'il y a seulement 10 ans ; vous avez la possibilité de la créer maintenant ; quelle gloire cela sera pour vous ! »¹.

Ces encouragements fraternels ne furent pas prodigués en vain. L'automne de la même année (1822), Miloš réunissait à Kragujevac un *narodno sobranije* du Clergé serbe, qui approuvait, entre autres réformes, la création d'un Séminaire. La circulaire adressée à ce sujet par le Knèze à toutes les autorités locales, civiles et religieuses du pays, constate avec amertume l'ignorance qui régnait dans le jeune État. Miloš allait jusqu'à soutenir que le niveau de culture du peuple était tellement bas que non seulement il ne pouvait plus trouver un homme apte à être ordonné prêtre ou moine, mais qu'il n'existait pas d'homme assez lettré pour comprendre ce qu'il écrivait lui-même (*da bar sam može štogod razbrati u onome što napiše...*)². C'était exagérer assurément, mais la nécessité d'un séminaire n'en était pas moins impérieuse. Le Knèze projetait de former des jeunes gens appartenant aux deux diocèses alors existants (ceux de Belgrade et de Šabac, puisque le Timok était encore sous l'autorité directe des Turcs), « dans une maison suffisamment spacieuse » (*u dovoljno prostranom domu*), que l'on construirait à Kragujevac. La collecte des fonds nécessaires à l'édification du séminaire serait confiée à l'archimandrite du monastère de Vračevšnica, Melentije, Ministre de l'Instruction nationale (*popečitelj narodnog prosvjećenija*) et à Raka Tešić, knèze de la *nahija* de Valjevo. Une souscription nationale était ouverte³. Ces bonnes résolutions furent sans lendemain. La lutte contre les évêques phanariotes menée par l'Église serbe passait alors avant tous les autres problèmes. Ni le Métropolite Anthime, ni Melentije n'eurent les loisirs de remettre à l'étude un projet de Séminaire, qui ne revint à l'ordre du jour qu'avec l'accession au trône métropolitain de Petar Jovanović.

¹ Petrović (Vuk.), *Gradja za istoriju Kraljevine Srbije*, t. II, p. 417-18.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 346.

³ *Ibid.*, p. 347.

Aussitôt après son retour de Constantinople, Petar se mit à préparer un nouveau projet qu'il soumit dès le 5 février 1834 aux évêques assemblés à Kragujevac¹. Envisageant la création d'un Consistoire et la fondation d'« écoles de prêtres » (*o osnivanju klerikalnih učilišta*), il prescrivait de créer dans chaque diocèse une école de prêtres (*klerikalna škola*), sous le contrôle de l'évêque. Le Métropolitain se heurta alors à l'opposition de la commission d'administration civile chargée, à la même époque, d'organiser les premières écoles normales. La commission estimait qu'il serait plus avisé de fonder des Gymnases ou des Académies d'État au sein desquelles on ménagerait des Sections spéciales qui tiendraient lieu — plus économiquement — de Séminaires. Le Knèze, arbitre du conflit, donna tort, cependant, à la Commission. Ce fut donc le projet du Métropolitain qui l'emporta : celui-ci n'était cependant pas au bout de ses peines. Il fallait trouver désormais un local propre à abriter le Séminaire, et dans le gros village qu'était le Belgrade de 1835 la chose n'était pas si aisée. Après de vaines recherches, le Métropolitain se décida, au début de l'année 1835, à avertir le Prince qu'il se trouvait dans l'obligation de loger les premiers Séminaristes dans sa propre demeure².

Les aménagements nécessaires furent si longs qu'à la fin de la même année aucun étudiant ne pouvait encore entrer au nouveau Séminaire. Enfin, le 25 juillet 1836, au lendemain du *Načertanije*, et après un nouveau décret du Knèze, une circulaire du Métropolitain invitait le clergé à dresser une liste des jeunes gens désireux d'aller au Séminaire. L'enseignement devait, au début, ne durer qu'une année et les étudiants étaient tenus de pourvoir eux-mêmes à leur entretien. Les deux premiers professeurs du Séminaire furent deux « étrangers », un Serbe du Srem, Gavriilo Popović, et un Serbe de Dalmatie, Likogen Mihailović, aux traitements, le premier de 300 thalers, le second de 350. Les élèves, provenant des deux diocèses, étaient au nombre de 26. (Le Timok était tellement pauvre qu'il fut impossible d'y trouver un étudiant ayant les moyens de payer le voyage à Belgrade et de suivre l'enseignement d'un an.) On s'aperçut vite que le temps de scolarité était insuffisant, et l'on ajouta une année supplémentaire d'études³.

La nouvelle institution connut un très vif succès. Dans les années qui suivirent immédiatement sa fondation, le Séminaire comptait environ une soixantaine d'élèves (première année 20 élèves,

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 348.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 349.

³ Petrović (Mita), *Finansije i ustanove obnovljene Srbije do 1842*, t. I, p. 825.

deuxième année 40 élèves). Dès octobre 1838, le Métropolite insistait sur la nécessité d'instituer un enseignement de troisième année. Le professeur était déjà choisi : Gavriło Popović, le doyen du Séminaire. Les deux autres maîtres furent Amfilohije Davidović et Pavle Popović. Il était aussi nécessaire, faisait remarquer le Métropolite à Miloš, d'élever les traitements : les deux premiers instituteurs ne touchaient que 300 et 350 thalers. Il était préférable d'adopter une échelle par âge : 250 thalers pour le plus jeune, 350 pour les doyens. Miloš répondait deux jours plus tard en acceptant toutes les propositions de Petar. Une autre question allait se poser, celle des frais de scolarité. Petar était d'avis d'exempter de ceux-ci les séminaristes déjà mariés. Miloš, esprit pratique, ne voulait pas renoncer à une source lucrative de revenus. Devant l'avarice du Knèze, le Métropolite prit à sa charge l'entretien de douze des séminaristes les plus pauvres, les nourrissant et les logeant dans une petite maison qui faisait partie des dépendances du palais métropolitain, et où résidaient jusque-là les *tatari* (courriers à cheval) du Métropolite. Chaque professeur, à tour de rôle, conduisait les séminaristes, de leur nouvelle demeure au Séminaire, et du Séminaire à l'église. Ilić conte les succès obtenus par les jeunes séminaristes dans le chant d'église. Miloš, venu un jour de Kragujevac à Belgrade, exprima son admiration à Petar. Celui-ci, profitant de la bonne humeur princière, insinua « qu'ils chanteraient encore bien mieux s'ils avaient de quoi manger ». Miloš eut honte de sa lésinerie et, attendri, ordonna :

« Qu'ils se rendent aussitôt à la Caserne, et qu'ils s'y restaurent désormais ! »¹.

Cette anecdote révèle que Miloš, tout comme Petar, était persuadé de l'utilité de cette *Kliričeska Škola*. Mais son avarice naturelle le portait à souhaiter que son Métropolite en fit les frais. Celui-ci n'en était nullement ravi, prétendait qu'il n'avait vu « dans aucun Empire » que ce fût le Chef de l'Église qui payât de ses deniers une institution aussi utile à l'État. Il acceptait bien de contribuer à l'entretien de l'École, mais se refusait énergiquement à aller plus loin. En juin 1820 déjà, Miloš avait prié Ičko, consul des négociants grecs de Belgrade, de tenter de fléchir le Métropolite — alors Agathangelos — sur lequel il avait une certaine influence, et de lui arracher la somme nécessaire à la fondation d'un Séminaire. Cette mission délicate n'avait eu aucun succès, mais Ičko en avait du moins conservé un piquant récit : Agathangelos, les larmes aux yeux, ouvrit ses armoires et ses coffres devant le consul, se déclarant tout à fait

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 351.

incapable de subvenir à l'entretien du Séminaire : « Est-ce une si grande affaire, geignait-il, que d'être Métropolitain serbe ? Voilà sept années que je passe en Serbie, et j'ai à peine 500 ducats de côté pour les mauvais jours. J'ai été instituteur à Iassy, et j'avais alors 40.000 groš, maintenant que je suis Métropolitain, je n'ai même pas 1.000 ducats ! »¹. Et Iëko de conclure, en relatant sa mission à Miloš, que si l'on voulait fonder le Séminaire, il fallait faire appel à d'autres concours. Sur ce point du moins Petar partageait pleinement les idées d'Agathangelos...

DÉFENSE DE L'ORTHODOXIE.

Or, si ce n'était pas une tâche aisée que de rétablir le sentiment de la hiérarchie et de la discipline dans le clergé serbe d'alors, c'en était une encore plus malaisée que de faire renaître à nouveau le respect et le goût de la liturgie, de dégager le culte d'une vaine superstition populaire. La foi du peuple restait vive, mais aveugle, et ce n'étaient pas ses pasteurs qui s'étaient jusqu'ici souciés de l'éclairer. Les Phanariotes, dont certains étaient cependant plus cultivés que la moyenne des nouveaux prêtres nationaux provenant des cadres improvisés par Petar au lendemain du Hatti-chérif, s'étaient toujours montrés d'un terrible indifférentisme en ce qui concernait les questions de dogme et de liturgie. S'ils aimaient le faste et les cérémonies, l'emploi à peu près exclusif de la langue grecque rendait inintelligible et inaccessible aux simples le service divin. Jusqu'à l'arrivée du Métropolitain Petar, le grec s'était imposé par l'Église et par l'école (les instituteurs, les « *daskali* », étaient grecs pour la plupart). Melentije Pavlović, le premier Métropolitain serbe, s'était efforcé de mettre le serbe sur un pied d'égalité avec le grec, tout au moins dans la liturgie. Non seulement le culte, mais encore la disposition de l'église, s'inspirait encore de l'orthodoxie phanariote. « C'était l'ordre grec qui régnait à l'église. Dans le Chœur, qui était entouré de grillages, il y avait seulement de la place pour les femmes »². Les Tsintsares, qui jouaient alors le rôle de propagateurs de l'Hellénisme, avaient leurs sièges héréditaires disposés tout autour de la cathèdre métropolitaine. Les hommes gardaient le fez dans l'église. Ce fut Miloš lui-même qui décida de mettre fin à cet état de choses intolérable, ordonnant, dès 1824, à son frère Jevrem de s'informer et de savoir « quels étaient ces hommes qui osaient se promener dans l'église le fez sur la tête et de leur demander s'ils se croyaient à

¹ Petrović (Mih. S.), *Beograd pre sto godina*, Belgrade, 1930, p. 200.

² Popović (D.), *O Cincarina*, Belgrade, 1927, p. 115.

Stamboul ou à Belgrade ». Tous les gens qui s'assieraient à l'église en gardant leurs coiffures devraient être envoyés à Kragujevac, où ils seraient « entendus » ¹. On savait en Serbie que ces sortes d'audiences se terminaient habituellement par des bastonnades.

En 1827, Miloš interdit le service religieux dans toute langue autre que *la langue de la province serbe*. Ceux qui voulaient officier dans une autre langue n'avaient qu'à construire des chapelles séparées et prendre des prêtres de leur pays. Dans l'église cathédrale de Belgrade le serbe fut obligatoire ².

Le Knèze enfin ordonna à tous ses sujets de se rendre à l'église le jour de la Saint-Sava, du Vidovdan, des fêtes des Rois serbes, qu'ils fussent « grecs ou tsintsares ou bulgares, à condition qu'ils appartenissent à la religion orientale (orthodoxe) » ³.

La mission qui était échue au Métropolite Petar était de conférer à la liturgie serbe l'ampleur et la richesse de la liturgie grecque détrônée. Comme il lui aurait fallu plus de temps qu'il n'en disposait, Petar s'occupa avant tout de réintroduire dans le culte le chant d'église, qui dut beaucoup au zèle des premiers séminaristes belgradois. A. Ilić décrit avec enthousiasme le spectacle pompeux de ces offices où le Métropolite pénétrait dans la « cathédrale » entouré de tout son haut clergé, accueilli par des chants pleins de piété de tout un peuple.

Aux grandes fêtes, 15 et 20 prélats servaient avec le Métropolite. Les cérémonies du Vendredi-Saint étaient d'une majesté toute particulière, et le rédacteur du *Hrišćanski Vesnik* affirmait que le peuple était enthousiasmé lorsque Gavrilko et Mraović (le futur Métropolite déjà réputé pour sa belle voix) entonnaient le *Tebe odje-juščagosja...* ⁴.

Ces heureuses innovations ne bénéficieront pas, du moins au début, d'un cadre très brillant. Les églises étaient encore rares et fort misérables ⁵.

La construction de l'église cathédrale (face à l'actuelle Patriarchie) ne commencera qu'en 1837, sous l'étroite surveillance de Petar et de Toma Vučić-Perišić ⁶. Quand l'écrivain Jovan Hadžić vint en

¹ Popović (D.), *op. cit.*, p. 116.

² Gavrilović, *op. cit.*, t. II, p. 698.

³ Popović (D.), *op. cit.*, p. 116.

⁴ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 151.

⁵ Gavrilović (Dr. Mih.), *Miloš Obrenović*, Belgrade, 1909, t. II, p. 696 ; Vujić (J.), *Putešestvije po Srbiji (Srpska Kraljevska Zadruga)*, Belgrade, 1901, p. 25, et aussi Milutinović, *Stogodišnjica od dolaska Jovana Hadžića i Vasilija Lazarevića u Srbiju (Politika, 5-VIII-1937)*.

⁶ A l'occasion de la pose solennelle de la première pierre (15 juillet 1837), on enfouit des monnaies aux effigies de l'Empereur Nicolas I^{er} de Russie, de

1835 en Serbie, il devait laisser un triste tableau des conditions de la vie religieuse belgradoise : « Le Métropolitte Petar, écrit-il, a vivement travaillé, et s'est efforcé de créer un Séminaire, car même le haut clergé n'était pas formé théologiquement, et le clergé paroissial encore moins. La vieille église cathédrale était en ruines ; le service divin s'accomplit dans une chapelle minuscule, faite de planches, dans le logement même du Métropolitte ; seul le vieil instituteur Miša y vient chanter » ¹.

Si l'on voulait rétablir la piété dans le peuple, ramener l'observance des fêtes religieuses, il ne fallait pas songer à attendre la construction des églises et des chapelles nécessaires ni l'arrivée de la nouvelle génération de prêtres, formée au Séminaire. L'Église exigea et obtint l'appui de l'État pour que, sous l'autorité de la loi, le prestige du clergé pût enfin se relever. Les « fonctionnaires » durent payer d'exemple, un décret spécial de Miloš leur imposant l'obligation de chômer les fêtes religieuses, de ne s'occuper d'aucun procès, d'éviter toute délibération (édit du 1^{er} février 1833). Bien plus, ils étaient tenus d'aller à l'église à chacune de ces fêtes, de communier lors du grand jeûne, *i da idući po narodu ni jedan ne sme narušiti post, a još manje psovanjem narod sablažnjavati...* ² ce qui éclaire d'un jour plaisant la figure des fonctionnaires-paysans de Miloš. L'archiprêtre Vićentije Popović de Čačak, dans ses souvenirs non publiés, a décrit la situation religieuse de la principale ville de la Serbie occidentale. Dans la région de Čačak, en 1830, les églises et les prêtres étaient relativement nombreux. L'édit du 1^{er} février 1833 était rigoureusement observé et le peuple était obligé de visiter les églises les dimanches et jours de fête, et même de communier : « On avait donné l'ordre aux préfets et aux capitaines, note l'archiprêtre Vićentije, d'envoyer le peuple à l'église et de le faire communier en lui donnant l'exemple » ³.

l'Empereur d'Autriche Ferdinand, du Sultan Mahmed II et même une demi-drachme à l'effigie d'Othon de Grèce. Eclectisme qui révèle bien le souci de Miloš de ne froisser aucun de ses voisins, maîtres ou protecteurs. Cf. le très intéressant article de l'archiprêtre Nikola Božić : *Le centenaire de la fondation de l'Église cathédrale*, dans la *Pravda*, 28 juillet 1937. Voir aussi l'article de Dušan K. Petrović : *Gradjenje Saborne crkve u Beogradu*, dans la *Politika* du 31-VII-1937, qui apporte beaucoup de faits nouveaux sur ce point d'histoire. Les vieilles gens de Serbie qui avaient connu les persécutions turques s'étonnaient que l'on osât construire une nouvelle église au pied de la citadelle. « Nous ne sommes encore que les locataires des Turcs, disaient-ils, et nous construisons des châteaux » (*još smo turske kirajdzije a zidaju se kule*), Petrović, art. cit.

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 147-148.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 154.

³ Cf. l'article de Vesković (D.), *Prosvetni život u Čačku i okolini pre sto godina*, dans la *Politika* du 9-VIII-1937.

On interdisait aussi sévèrement aux paroissiens de danser et de jouer de la musique pendant les fêtes d'église. Miloš alla même jusqu'à défendre à Belgrade de « fumer dans la rue ou de se promener avec une pipe vide, ou de fumer devant la *kafana* de Toma, face à l'église, (car c'était un) manque de respect et de vénération à l'égard de l'Église » ¹. Toutes ces mesures, qui nous semblent aujourd'hui sévères, étaient justifiées par une montée brusque de l'indifférentisme religieux. Le Knèze avait lui-même remarqué que, pendant la célébration de la messe, lors des prières *Blagosloveno Carstvo*, *Primite Jadite* et *Svjataja Svjatim* et à l'Élévation (*pri velikom rhodu*) « où il faut s'incliner franchement, beaucoup de gens, non seulement du peuple, mais encore des fonctionnaires ne s'inclinent même pas ». Aussi, une circulaire du Knèze, en date du 1^{er} juin 1837, menaçait-elle de peines sévères ceux des fonctionnaires qui ne consentiraient pas à donner au peuple l'exemple de la piété : « S'il faut que nous témoignions de la vénération et du respect envers nos prêtres, qui ne sont que des hommes, quel respect ne devrions-nous pas montrer à l'égard de Dieu qui est le créateur et le dispensateur des biens du monde ? » (*sozdatelj i promislitelj svjeta ...*)². On est obligé de croire que ces instructions n'eurent pas grand effet, car deux ans plus tard Miloš fut obligé de promulguer un nouveau règlement pour essayer de mettre un frein à l'impiété grandissante. Pendant les fêtes d'Église, les marchés continuaient à se tenir, les travaux de la terre se poursuivaient ³. Aussi, Miloš dut-il interdire à nouveau toutes les occupations qui auraient lieu pendant un jour chômé, interdiction qui s'adressait au citadin tout comme au paysan. Il renouvela l'ordre de se rendre à l'église ces jours-là. Comme il connaissait bien son peuple, il refusa aux aubergistes et aux cabaretiers le droit d'ouvrir leur établissement les jours de fête, avant que ne soit complètement terminé le service religieux... Ce règlement devait entrer en vigueur au Mitrovdan de l'année 1839.

Après s'être efforcé de restaurer dans son peuple les pratiques de piété, Miloš se tournait vers l'armée. Le niveau religieux de celle-ci était très bas. Quand, en 1830, le Knèze forma sa première garde, sur les 150 jeunes hommes qu'il choisit dans les meilleures familles paysannes, beaucoup, quand ils furent conduits à l'église pour y prêter serment, ne savaient même pas se signer. L'armée devait être une école de religion. Aussi le Knèze se vit-il dans l'obligation

¹ Petrović (M. S.), *Beograd pre sto godina*, p. 47.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 155.

³ Les villages où le marché se tenait habituellement le dimanche furent contraints de choisir un autre jour. Miloš leur épargna au reste ce souci en fixant d'autorité au samedi le jour de marché dans toute la Principauté.

d'édicter le 31 octobre 1839 un règlement draconien à l'usage des troupes. De grands châtimens étaient prévus contre les soldats coupables d'avoir blasphémé le nom de Dieu ou de s'être exprimés légèrement sur le compte de la religion orthodoxe ou de l'Église. Les soldats et les officiers, sans distinction de grade, étaient tenus d'assister au service divin. (« Si un officier assiste dans un état d'ivresse à la prière, la première et la deuxième fois, il sera sévèrement puni ; la troisième fois, il sera fouetté » ¹.)

RÉFORME DE LA LÉGISLATION RELIGIEUSE.

La réforme de la législation religieuse offrait un caractère d'urgence pour le jeune État serbe, puisque l'Église régissait en fait et en droit une partie importante de sa vie sociale et juridique. Le mariage religieux étant seul admis, il était nécessaire que les autorités ecclésiastiques n'y vissent pas seulement, comme l'avaient fait les Phanariotes, une source de profit, mais un contrat dont il convenait de relever le caractère sacré par une sanction solennelle. D'autre part comme, présidant à sa formation, elles décidaient également de son annulation, une procédure de divorce régulière devait être définie. Or, au lendemain du Hatti-chérif, le clergé serbe était incapable d'imaginer une rénovation du régime matrimonial, si l'on peut même parler de régime, car il n'existait guère qu'une infinité de coutumes et d'usages variant non seulement de diocèse à diocèse, mais d'une paroisse à l'autre.

Dès le 5 février 1834, le Métropolitte et les autres évêques soumettaient au Knèze les règles adoptées par l'Église, et constituant un premier essai d'unification. Le mariage désormais était annulé de plein droit lorsque l'un des conjoints avait été condamné aux travaux forcés à perpétuité, ou même à dix ans, ou lorsqu'il avait attenté à la vie de l'autre « par le poison ou quelque autre moyen » ; étaient également admis comme cas de divorce le flagrant délit d'adultère, le délit d'abandon de famille (*ako koja strana drugu ostavi, i kad bez znanja ili saizvoljenja svoje vlasti u svoj tumari...*) ². Si l'on ignore où s'est enfui l'un des époux, l'autre époux devait attendre un an s'il était pauvre, et deux ans s'il avait les moyens de subvenir à ses besoins. Passé ce délai, il était autorisé à contracter un nouveau mariage.

Le cas d'avortement justifiait le divorce. Si l'un des époux était atteint d'une maladie contagieuse dangereuse, d'une maladie véné-

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 157.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 179.

rienne par exemple, l'autre était en droit de demander le divorce (*ako je koja strana zaražena opasnim i prilepčivim krastama ili ranama dobivenim zbog bluda...*)¹. Si la femme mariée avec un homme atteint d'une maladie vénérienne venait à être contaminée, elle avait droit, non seulement au divorce, mais encore à une pension viagère.

Il n'est pas inutile de souligner à quel point toutes ces dispositions sont libérales et même empreintes pour l'époque (1834) d'un étonnant modernisme. C'était l'honneur de l'église serbe que d'imprimer à la législation du mariage et du divorce ce caractère d'humanité et ce souci de protection des faibles qu'elle n'aurait assurément pas eus si des tribunaux civils, s'inspirant de la juridiction européenne contemporaine, avaient reçu la mission de juger les cas litigieux. Sans aucun paradoxe, on peut affirmer que, dans ce domaine, l'orthodoxie serbe, interprétée par le Chef de l'Église, s'est réellement montrée d'une largeur de vue presque révolutionnaire.

Dans les instructions adressées par le Métropolite à son clergé, instructions approuvées par le Knèze, Petar interdisait le mariage des hommes âgés de moins de 17 ans et le mariage des filles âgées de moins de 14 ans ; il exigeait pour les hommes âgés de plus de 50 ans et les femmes de plus de 40 ans le consentement épiscopal. Il interdisait également à ses prêtres de procéder à l'union de vieillards, de malades ou de fous. Il leur recommandait de se livrer à une enquête sérieuse sur les futurs époux, les prêtres paroissiaux des fiancés restant en contact, et se communiquant mutuellement les renseignements qu'ils détenaient. L'Église se montrait particulièrement sévère envers les mariages consanguins, fidèle en cela aux vieilles préventions de l'Orthodoxie². Miloš signala à Petar l'exemple d'une jeune fille qui s'était tuée parce que les prêtres lui avaient interdit d'épouser son neveu. *Eto kad vi zakonici ne date, da uzme ko koga hoće. Sad sudite, na čiju će dušu smrt ove devojke...*³. Ce qui surprend, en tout cas, c'est que si le Métropolite était libre d'empêcher les mariages qu'il estimait contraires aux canons, le Knèze jouissait de son côté d'un pouvoir illimité pour annuler les unions qu'il jugeait personnellement mal assorties. Milićević nous cite une décision de Miloš d'un singulier laconisme : *Silom ovoga pisma odlučava se za svakad Dimitrije od Stanije i Staniju neka uzme Radosav slobodno*⁴. Ainsi, un divorce pouvait parfaitement dépendre du bon plaisir du chef de l'État.

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 179.

² Djordjević (Tih. R.), *Iz Srbije Kneza Miloša*, p. 197.

³ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 189. (Lettre de Miloš du 17 avril 1836). Le ton de toute cette lettre est ironique et Miloš approuve entièrement le Métropolite Petar.

⁴ Ilić a rassemblé quelques-unes de ces décisions qui s'opposent, par leur

AMÉLIORATION DE LA SITUATION MATÉRIELLE DU BAS CLERGÉ.

Toutes ces réformes n'avaient en vue que le relèvement moral et intellectuel du clergé ; la situation matérielle des prêtres demeurait misérable. Ils ne disposaient pas d'un traitement fixe et dépendaient étroitement des dons « volontaires » de leurs paroissiens et des taxes qu'ils étaient en droit de prélever. Mais, sur ces dernières, l'évêque diocésain retenait sa part. L'évêque exigeait 100 groš pour une ordination ¹. Aussi restait-il bien peu au pape de village pour pourvoir à sa subsistance et à celle de sa famille, souvent nombreuse. Il n'était pas rare que Miloš, par des oukases spéciaux, fût obligé d'exempter d'impôts des prêtres réduits à la plus complète indigence ².

Pour essayer de remédier à cet état de choses, le Knèze avait promulgué, le 18 février 1816, un règlement qui fixait le barème des taxes ecclésiastiques. Un baptême était désormais évalué à 12 groš 5, le service funèbre d'un enfant de moins de 7 ans à 2 groš ; une « grande prière » coûtait également 2 groš, une « petite » 1 groš ; la bénédiction de l'eau 12 groš ; un mariage 1 groš, taxe qui était portée à 2 groš s'il s'agissait de secondes ou de troisièmes noccs. En plus de cette source de revenus, le bas clergé était autorisé à percevoir annuellement 12 okas (mesures) de froment par tête dans les campagnes et 2 groš dans les villes ³. La levée de ces dîmes, autrefois confiée au bas clergé, le fut désormais aux autorités provinciales.

Ce premier règlement, sans contribuer beaucoup à améliorer la condition des papes, les rendit assez impopulaires. Les nouvelles taxes pesaient lourdement sur les paroissiens. Le *bir* surtout (les 12 okas, correspondant environ à 14 kgs de froment) était particulièrement odieux à la population paysanne ⁴.

Aussi ce Tarif fût-il modifié dès l'année 1825. Des allègements y furent apportés, entre autres, la gratuité des services funèbres qui fut accordée aux défunts dont les familles étaient sans ressources. Il est vrai que de nouvelles taxes étaient imaginées : le *parastos* du 40^e jour coûtait 20 paras, celui du sixième mois 1 groš. Le *parastos* annuel revenait à 1 groš et 20 paras ⁵.

brièveté et leur concision, aux longues lettres de divorce accordées par le Métropolitte (Ilić, *op. cit.*, p. 193-95).

¹ Gavrilović (Dr. Mih.), *Miloš Obrenović*, t. II, p. 644.

² Petrović (Vuk.), *Gradja za istoriju Kraljevine Srbije*, p. 392.

³ Gavrilović (Dr. Mih.), *op. cit.*, t. II, p. 646.

⁴ Cunibert, *op. cit.*, t. I, p. 202.

⁵ Magarašević (Djurdje), *Putovanje po Srbiji u 1827 god. (Putovanja po južnoslovenskim zemljama u XIX v., Etnološka knjižica)*, Belgrade, 1934, p. 61.

Le Métropolitte Petar ne se contenta pas de relever le niveau des taxes. Il voulait que chacun de ses popes puisse disposer d'un presbytère et même d'un petit jardin potager d'un arpent. En outre, chaque paroisse était tenue de confier à son prêtre 8 arpents de terre cultivable, et même plus si elle le pouvait. Si l'on ajoute à cela les cadeaux que recevaient souvent les popes de leurs paroissiens ¹, on comprend que l'on ait pu considérer le Métropolitte Petar comme un des protecteurs les plus sincères du bas clergé ². Au reste, le Tarif de l'année 1842, dont le Métropolitte traça les grandes lignes, était encore plus favorable aux popes : la taxe de baptême était de 1 zwanzig, la bénédiction de l'eau également ; une « grande prière » coûtait 2 zwanzig, une « petite » la moitié seulement, un *parastos* 1 zwanzig 1/2. (Il s'agit sans doute du *parastos* du 40^e jour.) Quant aux mariages et aux services funèbres, ils étaient taxés suivant la situation de fortune des paroissiens. Pour un mariage, le « riche » payait 1 thaler et 1 zwanzig, le « pauvre » seulement 3 zwanzig. Pour un « grand service funèbre », le riche acquittait une taxe de 1 thaler et 3 zwanzig, le « pauvre » de 3 zwanzig seulement. Pour un « petit service », le « riche » payait un thaler, le « pauvre » 2 zwanzig. Mais le paroissien indigent devait être enterré gratuitement.

Ce Tarif sera le plus favorable que connaîtra jamais le bas clergé serbe. En 1850, le Synode épiscopal, vigoureusement appuyé par le Métropolitte, s'efforcera d'obtenir du Gouvernement un traitement fixe et « systématique », suivant la formule du temps, c'est-à-dire variable suivant le rang occupé par le prêtre dans l'Église. Selon ce projet, les popes des villes auraient touché chaque année 250 thalers ; les popes des campagnes dont les paroisses auraient 180 « foyers » ou davantage toucheraient 200 thalers. Ceux dont les paroisses auraient moins de 180 « foyers » ne toucheraient que 150 thalers. Les archiprêtres des villes devaient toucher de 4 à 500 thalers, sans compter le revenu de certaines taxes ³.

Ce projet ne fut adopté, ni sous le règne du Métropolitte Petar, ni sous ceux de ses successeurs. Au reste, toutes les réformes entreprises de 1816 à 1842 se révélèrent illusoires en raison de l'augmentation progressive du coût de la vie. En 1852, le Métropolitte Petar constatait lui-même l'inanité de ses efforts pour améliorer la condition du bas clergé lorsqu'il déclarait au Knèze que la situation des popes était « intenable ». Il se faisait auprès de Miloš l'interprète

¹ « ... Elles (les femmes serbes) se font un cas de conscience de lui offrir (au pope) des petits porcs et des agneaux aux jours de grandes solennités... » (Cunibert, *op. cit.*, t. I, p. 202).

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 196.

³ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 208.

de ceux-ci : « Le Tarif est insuffisant, et tout insuffisant qu'il soit, on ne l'applique pas... » ¹.

LA CRÉATION DU CONSISTOIRE.

Dès les premiers jours de son règne, Miloš avait compris la nécessité d'un organisme qui servirait d'intermédiaire entre l'épiscopat et le bas clergé. Les plaintes incessantes des prêtres, les excès de pouvoir des évêques exigeaient l'institution d'un Consistoire. Le Knèze soumit à la Skupština des 13 et 14 décembre 1822 le premier projet de création d'un Consistoire ou d'un tribunal cléral (*sveštenički sud*) à Kragujevac. Ce nouvel organe aurait pour mission d'examiner les fautes commises par les prêtres et de fixer les punitions. Le Consistoire, qui devait se tenir sous le contrôle étroit du Métropolitte et du Knèze, pouvait désormais soustraire le bas clergé à l'arbitraire de l'épiscopat. Les deux premiers membres du Consistoire devaient être Melentije, archimandrite de Vračevštica, et Raka Tešić, knèze de Valjevo ².

Les évêques s'opposèrent également à cette nouvelle réforme du Knèze, mais celui-ci, pour venir à bout de leur résistance, avait convoqué, le 3 mars 1823, une grande Skupština composée de tous les archimandrites, igoumènes et archiprêtres de Serbie. Cette assemblée approuva entièrement la création du Consistoire. Les évêques s'obstinant à ne pas reconnaître celui-ci, Miloš fit appel le 9 mai 1823 à un nouveau Sabor, composé pour chaque *nahija* d'un knèze, de tous les vicaires et de notables. Le Sabor confirma la décision du prince. L'épiscopat n'avait plus qu'à s'incliner ³.

Tel qu'il était conçu, le Consistoire était une sorte de tribunal d'église, dont la compétence ne s'élevait pas au-dessus du jugement des fautes vénielles des prêtres. Le Métropolitte conservait sa juridiction pour les fautes graves. Ce n'est que plus tard qu'on ajoutera au ressort de ce tribunal les conflits matrimoniaux ⁴. Quand Raka Tešić mourut, le Métropolitte resta seul (1823). Comme il ne pouvait désormais suffire à sa tâche, Miloš décida de prendre lui-même en main la direction des affaires religieuses et se conféra le redoutable privilège de l'attribution des paroisses. C'est alors qu'intervint Petar qui craignait de voir le Knèze confisquer à son profit toute

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 209.

² Petrović (Vuk.), *Gradja za istoriju Kraljevine Srbije*, p. 402.

³ Petrović (Vuk.), *Gradja za istoriju Kraljevine Srbije*, p. 403.

⁴ Petrović (Mita), *Finansije i ustanove obnovljene Srbije do 1842*, t. I, p. 628-29.

l'administration ecclésiastique. Il résolut de compléter l'institution du Consistoire par la fondation d'un Séminaire et surtout par la création de « tribunaux spirituels » (*duhovni sudovi*) installés dans chaque diocèse et composés d'un président et de 4 assesseurs élus dans le clergé séculier et régulier. Petar coordonnait et hiérarchisait enfin tous ces organismes en instituant un tribunal d'église suprême (*Veliki duhovni sud*) qui, servant de dernière instance, serait présidé tout naturellement par le Métropolite. Enfin, convaincu des imperfections du Consistoire tel qu'il l'avait reçu de Miloš, il s'efforça d'augmenter son ressort judiciaire dans la mesure du possible. Le nouveau Consistoire, créé par Miloš, le 11 juin 1836, avait peu de traits communs avec l'ancien. Ce fut bientôt un des organismes les plus actifs de l'Église.

Le Consistoire, d'après les vues de Petar, exerçait un contrôle sur l'ensemble des diocèses de Serbie. Le Métropolite, pour constituer ce conseil suprême de l'Église, fit appel à des hommes de réelle valeur¹. Cette institution fonctionna toujours avec une grande régularité. Dans la petite Principauté de Serbie, où les services publics s'organisaient avec peine et où ce qu'on appelait pompeusement « l'Administration » n'était pas exempt d'une certaine anarchie, le Consistoire, ainsi que le fait judicieusement remarquer A. Ilić, servait de modèle. « Les ministres de ce temps et les chefs des services donnaient en exemple à leurs subordonnés les rapports et les actes du Consistoire métropolitain »².

C'est que celui-ci jouait un peu le rôle d'un conseil suprême de

¹ Mita Petrović nous a laissé d'intéressants détails sur le fonctionnement et le coût du Consistoire de la Métropole de la Principauté de Serbie (*Konzistorija Mitropolije Knjaževstva Srbskog*) institué le 11 juin 1836 à Belgrade. Les premiers membres étaient le protosyncele Likogen Mihailović, le prêtre Marko Mihailović, le moine Gavriilo Popović, le futur évêque de Šabac, et un prêtre de Belgrade, Dimitrije Jovanović, le Secrétaire du Consistoire était Vladislav Stojadinović. Les traitements étaient assez élevés pour l'époque. Likogen touchait 3.500 groš par an, le secrétaire 4.000 groš, les membres ordinaires 3.000 groš. Au printemps 1837, on créa un emploi de commis aux appointements annuels de 1.000 groš. En automne, Jakov Dimišić remplaça dans les fonctions de secrétaire Vladislav Stojadinović, et l'on en profita pour diminuer le traitement correspondant de 500 groš.

Le ressort du nouveau Consistoire était singulièrement plus étendu que celui de l'ancien *Sveštencički Sud* ; quatre mois après sa création, il avait donné deux permissions de mariage, prononcé six divorces, jugé deux prêtres, et abordé un grand nombre de problèmes intéressant la vie et l'administration du clergé. Naturellement, l'autorité personnelle de Miloš s'en trouva limitée ; le Knèze dut renoncer à intervenir dans les attributions de paroisse. — Petrović (Mita), *op. cit.*, p. 530.

² Cf. Ilić (A.), *op. cit.*, p. 139.

l'Éducation Nationale. A côté des évêques, beaucoup de prêtres, sans distinction de rang, ni d'âge, en faisaient également partie. On put voir siéger côte à côte de vieux évêques, et de jeunes diacres frais émoulus du Séminaire et réputés pour leur savoir. Grâce à son absence de préjugés, le Métropolitte réussit à grouper autour de lui des hommes de formation et d'origine aussi diverses que Jovan Pavlović (père du futur Métropolitte Inoćentije), Josip Stepanović, Ignjat Vasić, Milutin Banić et bien d'autres.

LA RÉFORME DU BAS CLERGÉ.

Le Consistoire eut de grands mérites dans l'œuvre de réforme ecclésiastique. Son premier soin fut d'enjoindre aux popes de célébrer le culte religieux avec la plus grande exactitude, et de tenir les prêches chaque dimanche. Il leur fut aussi ordonné de mener une vie décente et exemplaire, interdit de fumer, de boire avec excès, de fréquenter les auberges et de porter les armes. Petar surveillait lui-même ses prêtres et fixait seul les peines qu'il jugeait bon de leur infliger. Lui et son Consistoire avaient fort à faire. Un pope, de la paroisse de Brezovac, Nikola, n'avait pas mis les pieds à l'église depuis six mois ¹. Il provoquait un tel scandale que le capitaine de Jasenice se vit dans l'obligation, de le signaler au Métropolitte (30 avril 1834). Dix jours plus tard, Petar suspendait le pope Nikola, et le menaçait de destitution. Le Knèze Miloš, gendarme de l'Église, d'ailleurs, intervenait dans presque toutes ces affaires, dénonçant les popes coupables que sa police lui signalait, et exigeant un prompt châtiment. Le Knèze était particulièrement mal disposé contre le clergé de Kragujevac qu'il vouait à la colère du Métropolitte. En 1836, il écrivait directement à Petar pour lui demander de châtier le vicaire de Jagodina, Ognjan Pavlović, coupable de négligence (*slabo se kod kuće i nalazi, i potomu nebrižljivo i zlo ispunjava dužnosti zvanja svog*, notait le prince) ².

Il n'y avait pas que le bas clergé qui fût soumis à cette redoutable inquisition. Nul n'était à l'abri des foudres princières ou archiépiscopales. Un des hommes pour lequel le Métropolitte éprouvait le plus d'affection et que l'on nommait communément son « bras droit », Gavriilo Popović, Recteur du Séminaire et membre du Consistoire, « ayant péché contre la discipline » (nous n'avons pas plus de précisions) fut assez brutalement disgracié. Il reçut un soir un billet de Petar lui intimant l'ordre de se retirer immédiatement au monastère

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 134.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 143.

de Rakovica, près de Belgrade. Bien que des rafales de neige se succédassent sans répit au dehors, Gavriilo n'hésita pas ; il mit ses bottes et obéit sans plus tarder aux instructions de son supérieur. Le vieil esprit d'indiscipline et de rébellion phanariote semblait définitivement éteint... ¹.

En échange de sa soumission, Petar savait assurer à son clergé une protection suffisante contre les exactions de l'administration civile et surtout contre la police qui, forte du nouveau code criminel, émettait la prétention d'exercer une même surveillance sur les clercs comme sur les laïcs. Le Métropolite dut longuement protester auprès du Ministère de l'Instruction publique (*Popečiteljstvo prosvješćenija*). Il proposa d'abord aux tribunaux de soumettre tout jugement concernant les personnes ecclésiastiques au Consistoire qui déciderait de leur exécution, en dernière instance.

RÉFORME DE LA VIE MONASTIQUE.

AFFAIRE DU MONASTÈRE DE STUDENICA.

Dans l'Orthodoxie, la régénération du haut clergé dépend étroitement d'une réforme de l'ordre monastique, puisque les Princes de l'Église ne peuvent généralement pas provenir du clergé séculier. La situation des réguliers en Serbie était des plus misérables : les monastères en pleine anarchie, les fondations les plus vénérables en ruine. Or, Miloš nourrissait le plus grand respect envers ces souvenirs d'un glorieux passé serbe et, se considérant comme l'héritier des souverains médiévaux, s'était attribué la tâche de veiller à la garde de leurs reliques et à la conservation de leurs donations. Le Métropolite procéda à la réforme monastique avec la plus grande prudence. Celle-ci était plus malaisée en effet que la réforme du clergé séculier, car les moines, bien que peu nombreux, se refusaient absolument à obéir à une règle unique, se contentant de suivre plus ou moins fidèlement les coutumes séculaires en usage dans leurs couvents respectifs. Ils s'étaient toujours opposés avec acharnement à toute intervention étrangère. Les moines de Studenica luttèrent désespérément pour défendre leur autonomie et interdire l'ingérence du Métropolite. Leur résistance fut d'ailleurs quelque temps encouragée par le Knèze lui-même qui, par crainte religieuse peut-être, redoutait de voir toucher aux privilèges d'un monastère illustre. Le 17 novembre 1838, Miloš se faisait l'interprète des doléances des moines. Il écrivait à Petar, lui transmettant la protestation de Studenica.

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 131.

Le monastère soutenait que « jamais, même sous les Phanariotes », personne ne s'était avisé d'exercer un droit de regard sur lui. Il avait fallu attendre trois évêques serbes pour que l'on portât une main sacrilège sur ses prérogatives. Et Miloš, en surenchérissant, écrivait au Métropolite :

« Nous avons envoyé Gerasim, évêque de Šabac, avec le commandant Stefan Stepanović, Ministre de l'Instruction nationale, dans le monastère de Kalenić, afin qu'ils vissent en quoi consistait le tort porté au couvent. Nous sommes informés par nos commissaires des plaintes de ce dernier. Connaissant (les réactions) du peuple quand il entend les soupirs et les plaintes des moines, nous n'avons pu rien faire d'autre pour les apaiser que de renouveler les privilèges dont ils jouissent depuis des centaines d'années... A ce propos, nous ne pouvons négliger de vous signaler que des plaintes contre vous ont été remises à nos envoyés (vous accusant) d'avoir, lors de votre récent passage au monastère de Kalenić, pris la montre d'un des moines pour la donner à votre diacre... »¹. Miloš ajoute enfin que le nom de ce diacre de Petar se trouve mêlé à toutes les affaires qui donnent des sujets de mécontentement aux moines de Studenica. Pour en finir, il renouvelait solennellement par l'acte du 6 novembre 1838 tous les privilèges des moines. C'était une grosse défaite pour le Métropolite qui voyait se conjuguer contre lui tous les efforts de ses ennemis. Petar pourtant se ressaisit vite et envoya une lettre courageuse à son Knèze :

Ja ne znam da je koji od naši sadašnji arhijereja nji u čemu vredjao, a ako su kakvo ugnjetenje i iskusili, mislimo da je valjalo meni kao svome Arhipastiru takovo najpre otkriti ².

Et il offrait de venir s'expliquer en personne devant le Knèze. Cette franchise conquiert Miloš, qui lui répondit le 26 novembre : « Voyant que cette affaire pour laquelle se sont plaints les vieux moines de Kalenić auprès de Nos Envoyés apparaît maintenant tout autrement qu'elle Nous avait été primitivement présentée, Nous vous certifions qu'il Nous est très agréable de le comprendre et que Nous sommes tout à fait satisfait. Nous avons, par la lettre précédente, seulement fait part de Notre regret qu'une telle plainte contre Vous ait été remise à nos Envoyés, mais connaissant Votre noble caractère, et ayant en vue Votre haute dignité, Nous n'avions nullement pu être convaincu de la véracité des assertions des moines. Et de même que Nous sommes maintenant tranquillisé à ce sujet, ayez Vous aussi l'esprit tranquille, et continuez à agir

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 214.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 215.

comme Vous l'avez déjà fait jusqu'ici, à Notre entière satisfaction »¹.

Réhabilité désormais aux yeux du Prince, Petar pouvait accomplir, sans obstacle, sa tâche réformatrice. Le nouveau règlement de Studenica et de Kalenić était sèchement notifié dès le mois d'août 1838 à l'igoumène Gavriilo : les budgets du monastère seraient désormais soumis au contrôle du Consistoire, un vicaire serait désigné par le couvent pour s'occuper des questions économiques ; enfin, on procéderait à une répartition plus équitable des charges et des travaux entre tous les moines sous la direction du « Starac » et de l'igoumène. L'inflexibilité de Petar eut d'heureuses conséquences, et l'humiliation de Studenica servit d'exemple aux autres moines de Serbie. On leur imposa dès lors, sans peine, les règlements organiques suivant lesquels ils avaient à administrer leurs biens immobiliers ; leurs dépenses furent contrôlées rigoureusement et les budgets des divers monastères purent être, chaque année, approuvés par l'autorité consistoriale. On s'efforça aussi d'obtenir une augmentation des revenus de chaque monastère. Il aurait fallu assurément obtenir un meilleur rendement dans l'exploitation de leurs forêts. Petar y pensa, mais il ne possédait pas encore les moyens d'action suffisants, tout au plus réussit-il à faire établir par des commissions administratives un premier cadastre et un inventaire des biens monastiques, qui mit désormais fin à ces querelles interminables entre les monastères et les villages des alentours (1839). Il avait compris que c'était surtout le nombre croissant de ces chicanes et de ces procès qui avait contribué à cet affaiblissement si caractéristique de l'esprit religieux signalé par les contemporains.

LA PREMIÈRE LOI SERBE SUR LES AUTORITÉS ECCLÉSIASTIQUES : LE NAČERTANIJE DE 1835.

Le Métropolite Petar ne s'est pas efforcé seulement par de multiples ordonnances et mandements de rétablir l'ordre dans son Église. Il a laissé à la Serbie la première loi organique religieuse qui, toute rudimentaire et incomplète qu'elle fût, devait servir de base aux tentatives postérieures de législation ecclésiastique. Cette première loi n'est pas née sans difficultés. Il a fallu que le Métropolite soumette au Knèze de nombreux projets, et toute l'année 1835 a été consacrée à l'élaboration du texte définitif. Ce texte fut adopté par la Skupština de Kragujevac du 21 mai 1836, sous l'appellation de

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 216-217.

Načertanije o duhovnoj vlasti. L'Église orthodoxe serbe devait être régie par cette loi pendant 11 ans et trois mois, c'est-à-dire jusqu'à la promulgation de l'*Ustrojenije duhovnih vlasti Knjažestva Srbskog* de 1847¹. En raison de son importance pour l'histoire religieuse serbe, il n'est pas superflu de donner ici l'essentiel de son contenu :

Art. 1. — Les évêques serbes détiennent l'autorité spirituelle suprême, et ont pour mission de discuter sur les questions de la Foi et d'apporter des décisions.

Art. 2. — Mais les évêques ne peuvent pas toujours être réunis. Afin d'assurer la continuité de l'administration ecclésiastique, on créera, sous la présidence du Métropolite, une commission comprenant un certain nombre de clercs. On lui donnera le nom de Consistoire.

Art. 3. — Ce Consistoire sera l'autorité spirituelle suprême pour tous les diocèses de la Principauté de Serbie. Il s'occupera de toutes les questions concernant la religion et l'Église.

Art. 4. — Cependant, par égard pour l'autorité suprême du Chef de l'État qui s'étend à l'Église, le Consistoire soumettra au Knèze toutes ses décisions, qui pourraient ultérieurement servir de nouveau règlement. Dans les autres cas, le Consistoire agit en toute indépendance².

Art. 5. — Le Consistoire se compose de cinq membres, un Président et quatre assesseurs qui feront fonction de rapporteurs pour les différents ressorts³.

Art. 6. — Le Président du Consistoire est le Métropolite de Serbie ;

¹ Čedomilj Mitrović a publié en 1909 la « première loi serbe sur les autorités religieuses ». Il a pu établir un lien étroit entre la Constitution de 1835 et la nouvelle loi religieuse. Dans la Constitution du 3 octobre 1835, l'article 93 prévoyait la rédaction, sous le contrôle des autorités ecclésiastiques, d'une loi religieuse. C'est en effet sur l'initiative du Métropolite Petar, de Nićifor, de Gerasim et de Dositej que fut élaboré le *Načertanije o duhovnoj vlasti* qui devait rester en vigueur jusqu'en août 1847. Cette première loi de l'Église orthodoxe serbe est restée longtemps « introuvable ». L'évêque de Niš, Nikanor, qui publia en 1891 dans le *Vesnik Srpske Crkve* sa « Critique de la loi sur les Autorités religieuses », écrivit : « On ne trouve cette loi nulle part, même pas imprimée dans les recueils des lois. C'est pourquoi je prie tous les amis de la science de bien vouloir publier cette loi s'ils la découvriraient par hasard, ou s'ils la rencontraient quelque part dans les archives ». Dans les numéros de juin et juillet 1891 du *Hrišćanski Vesnik*, un texte du *Načertanije* avait bien paru, mais il ne s'agissait que d'un « projet quelconque qui, au cours du travail d'élaboration, avait été sensiblement modifié ». Le seul exemplaire du texte authentique, imprimé, se trouvant aux archives d'État, a donc été publié par Čed. Mitrović, sous le titre : *Prvi srpski zakon o crkvenim vlastima* (Belgrade, 1909).

² Mitrović (Dr. Čed.), *Prvi srpski zakon o crkvenim vlastima*, Belgrade, 1909, p. 17.

³ Mitrović, *op. cit.*, p. 18.

les assesseurs sont choisis dans l'ensemble de la Serbie (ce sont quatre ecclésiastiques sans distinction de dignité ni d'ordre).

Art. 7. — On procédera de la façon suivante à l'élection de nouveaux assesseurs : chaque évêque propose au Consistoire les trois prêtres qu'il tient pour les plus capables de son diocèse. Le Consistoire choisit les trois candidats les plus dignes et les soumet à la nomination du Knèze. Au cas où l'on apprendrait qu'il existe dans un diocèse des ecclésiastiques plus capables que ceux qui ont été proposés par leurs évêques, le Consistoire et le Knèze ont le droit d'exiger leur candidature ¹.

Art. 8. — Les évêques viendront chaque année au siège de la Métropolie et assisteront aux séances du Consistoire au cours desquelles se discuteront les affaires importantes.

Art. 9. — L'époque de la réunion de tous les évêques au siège de la Métropolie est fixée par le Métropolite, qui veillera à les convoquer.

Art. 10. — Les assesseurs auront, en plus d'une partie de leur traitement ordinaire, un traitement spécial prélevé sur la caisse de l'État.

Art. 11. — Ils peuvent, s'il est nécessaire, ou s'ils le demandent avec des raisons, être privés de leurs fonctions. Dans ce cas, ils reprendront leur ancienne occupation et toucheront la totalité de leur traitement ordinaire. D'autres assesseurs devront être immédiatement nommés à leur place ².

Art. 12. — Le Consistoire peut choisir et soumettre à l'approbation du Knèze des assesseurs honoraires.

Art. 13. — Le Knèze choisira un laïque comme secrétaire du Consistoire. Celui-ci sera le chef du bureau consistorial et veillera au procès-verbal des séances. En plus du secrétaire, le Consistoire disposera d'un greffier et d'un commis, clercs ou laïques, et touchant un traitement prélevé sur la caisse de l'État. Ils seront choisis et nommés par le Consistoire ³.

Art. 14. — Le Président, les assesseurs actifs et le secrétaire prêtent serment entre les mains du Knèze, les membres honoraires, le greffier et le commis, entre les mains du Président du Consistoire.

Art. 15. — La séance plénière du Consistoire nécessite la présence du Président et des quatre assesseurs actifs. Mais, s'il est nécessaire, on considérera que le quorum est atteint si deux assesseurs actifs et deux assesseurs honoraires siègent aux côtés du Président.

Art. 16. — Si le Président ne peut assister aux séances du Consis-

¹ Mitrović, *op. cit.*, p. 19.

² Mitrović, *op. cit.*, p. 20.

³ Mitrović, *op. cit.*, p. 21.

toire, il sera remplacé par l'archimandrite qui lui est attaché, ou par le doyen des assesseurs actifs. En cas de décès du Président, jusqu'à la nomination d'un nouveau Métropolitain, un évêque jouera le rôle d'administrateur de la Métropole ¹.

Art. 17. — Dans les délibérations du Consistoire, c'est la majorité qui décide. S'il y a partage des voix, c'est la voix du Président qui l'emporte.

Art. 18. — Les décisions du Consistoire sont signées par le Président, les assesseurs et le secrétaire sur le Protocole. Si quelqu'un est alors d'un autre avis, il a la faculté de consigner ses raisons dans le procès-verbal de la séance.

Art. 19. — Le secrétaire participe aux délibérations, mais il n'a qu'une voix consultative. Il est le chef du bureau consistorial, tient le registre des procès-verbaux, les lit au Président du Consistoire avant de les faire signer par celui-ci, tient le livre des dépenses et des revenus du bureau consistorial et veille à son économie.

Les affaires du Consistoire doivent être traitées en langue serbe ².

Art. 20. — Il y a lieu de distinguer entre les différentes sortes d'attributions du Consistoire :

A) *Questions concernant la religion orthodoxe orientale* ³ :

1^o Questions liturgiques.

2^o Questions de pédagogie et d'enseignement religieux.

3^o Censure et révision des livres et des lois concernant l'Église.

4^o Jugement dans des affaires purement spirituelles.

5^o Suppression des fêtes irrégulières.

B) *Questions concernant l'éducation des prêtres et le maintien de la discipline* ⁴ :

1^o Institution d'un Séminaire (*Zavedenje klerikalnog Učilišća*).

2^o Préparation d'un plan d'études et d'un corps enseignant pour ce Séminaire.

3^o Examen des candidats aux dignités ecclésiastiques, de l'ordre séculier ou régulier.

4^o Surveillance du clergé, punition des fautes commises dans l'exercice de ses fonctions.

C) *Questions concernant l'économie religieuse* ⁵ :

1^o Construction, réparation, embellissement des églises.

2^o Répartition équitable des paroisses.

3^o Amélioration de la condition du clergé.

¹ Mitrović, *op. cit.*, p. 22.

² Mitrović, *op. cit.*, p. 23.

³ Mitrović, *op. cit.*, p. 24.

⁴ Mitrović, *op. cit.*, p. 25.

⁵ Mitrović, *op. cit.*, p. 26.

4^o Entretien des monastères.

5^o Surveillance de ces monastères du point de vue financier (création de budgets monastiques).

D) *Questions concernant le contentieux* ¹ :

1^o Procès matrimoniaux.

2^o Décisions dans les différends entre prêtres.

3^o Décisions dans les différends entre laïques et prêtres, si les laïques soumettent leurs plaintes au Consistoire et si la faute incriminée relève de la compétence ecclésiastique.

Art. 21. — L'instruction de ces affaires et l'étude de ces différentes questions sont confiées à des rapporteurs, nommés, par décision du Président du Consistoire, parmi les assesseurs actifs ².

Art. 23. — Le Consistoire veillera scrupuleusement au maintien de la pureté de la doctrine de l'Église orientale orthodoxe. S'il vient à apprendre que celle-ci est menacée de quelque façon, il s'adressera aussitôt au Knèze. Chaque évêque devra veiller dans son diocèse (au maintien de la pureté de la doctrine).

Art. 24. — Le Consistoire veillera à ce que toutes ses décisions soient scrupuleusement observées dans tous les diocèses de la Principauté ³.

Art. 25. — Le clergé des diocèses de Serbie reçoit toutes ses instructions du Consistoire par l'intermédiaire de son évêque.

Art. 27. — Au cas où un ecclésiastique serait poursuivi pour quelque crime par les autorités civiles, celles-ci appelleront au Tribunal le prévenu ainsi que l'archiprêtre de son district. L'instruction terminée, l'affaire sera soumise au Consistoire qui décidera s'il y a lieu de procéder à la dégradation de l'ecclésiastique ⁴.

Art. 28. — Le Consistoire dans l'exercice de ses fonctions jouit de la protection des autorités civiles ; s'il subit quelque injure, il doit s'adresser au Knèze.

Art. 29. — Tout Serbe qui estime avoir subi une vexation ou une injustice, contrairement aux lois et règlements en vigueur, de la part du Consistoire, peut demander protection au Gouvernement ⁵.

Art. 30. — *Nomination des ecclésiastiques aux différentes dignités.*

1^o Les diacres et les prêtres seront nommés par l'évêque diocésain. Mais on ne nommera personne qui ne puisse présenter deux certificats d'aptitude : l'un délivré par le Consistoire et l'autre par les autorités ecclésiastiques locales. La liste des prêtres ordonnés dans

¹ Mitrović, *op. cit.*, p. 27.

² Mitrović, *op. cit.*, p. 28.

³ Mitrović, *op. cit.*, p. 29.

⁴ Mitrović, *op. cit.*, p. 30.

⁵ Mitrović, *op. cit.*, p. 31.

l'année sera envoyée tous les ans au Consistoire par les évêques diocésains. Le Consistoire dressera une liste générale ¹ :

- a) Des diacres, archiprêtres et évêques nommés dans l'année.
- b) Des ecclésiastiques décédés.

2^o Les archiprêtres, igoumènes et grands-vicaires seront nommés par le Consistoire après avoir été présentés par les évêques diocésains. Le Knèze devra approuver la nomination.

3^o Les évêques seront nommés par le Knèze sur une liste des trois archimandrites les plus dignes du diocèse, dressée par les autres évêques ².

4^o L'archevêque et Métropolitain est nommé par le Knèze qui choisit le plus digne parmi les évêques.

5^o Le siège de l'archevêque et Métropolitain sera Belgrade ; les évêques diocésains auront, pour sièges respectifs, Šabac, Čačak, Zaječar.

6^o Le nombre des évêques sera fixé par le Knèze après entente avec les évêques déjà existants ³.

7^o Tous les évêques recevront un traitement annuel prélevé sur la caisse de l'État.

IMPORTANCE DU NAČERTANIJE POUR L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE.

C'était la première fois qu'une loi d'État précisait non seulement les rapports extérieurs des autorités ecclésiastiques avec les pouvoirs civils, mais encore l'organisation intérieure du clergé serbe. Cette loi, qui consacrait définitivement le rétablissement de la discipline ecclésiastique, remplaçait la juridiction empirique du passé par une législation écrite complète et précise, la première que la Serbie ait connue depuis le moyen âge. Malheureusement, le personnel ecclésiastique n'était pas assez nombreux pour satisfaire aux besoins des nouveaux corps prévus par le *Načertanije*. Il n'y avait pas assez de prêtres cultivés pour siéger, du jour au lendemain, dans les assemblées ecclésiastiques qui venaient d'être créées. Aussi n'y eut-il pas immédiatement de consistoires diocésains et toute la direction des affaires ecclésiastiques se trouva répartie entre le Consistoire métropolitain auquel étaient confiés les problèmes d'administration les plus urgents, et les « conseils diocésains », formés provisoirement en attendant la création des consistoires, et où siégeaient, aux côtés de l'évêque, deux prêtres du diocèse.

¹ Mitrović, *op. cit.*, p. 31.

² Mitrović, *op. cit.*, p. 33.

³ Mitrović, *op. cit.*, p. 34.

La terrible pénurie en prêtres instruits dont souffrait l'Église orthodoxe serbe fut également cause de ce que, peu à peu, toute l'autorité effective dans l'Église fût concentrée entre les mains du Métropolit. Pourtant, le régime de monarchie ecclésiastique qui s'ébauchait n'avait rien de tyrannique : dans l'Église de Petar, bas clergé et Épiscopat collaboraient encore sans animosité dans les « conseils diocésains » ; dans le Synode, le bas clergé et le Métropolit disposaient de la majorité des voix.

Du point de vue disciplinaire, A. Ilić constate que les peines prévues par le *Načertanije* sont au nombre de trois seulement : la réprimande, l'amende, enfin la dégradation. La peine de l'*epitimija* n'existait pas encore ¹. Ilić en profite pour chanter les louanges du Métropolit qui répugnait à employer des moyens violents pour assurer la paix intérieure de l'Église. Cunibert, qui a vu de près le clergé de l'époque, se montre moins enthousiaste. Certaines de ses observations nous permettent de penser que les peines infligées aux clercs n'étaient pas toutes aussi bénignes qu'on pourrait le croire ².

Les synodes diocésains avaient désormais la faculté de condamner le prêtre coupable non seulement aux peines prévues par les canons, mais aussi à un châtiment corporel, c'est-à-dire surtout à la bastonnade. Dans ce dernier cas, la peine est infligée à huis clos par un domestique de l'évêque ou même par un prêtre. Mais, lorsqu'il s'agit de quelque crime plus grave, l'évêque, après avoir dégradé le prêtre coupable, lui fait raser la barbe et le livre au bras séculier.

Le *Načertanije* n'était pas seulement une œuvre de justice ; mais il témoignait aussi de l'esprit de prudence et de l'habileté de ses auteurs. On y reconnaît à la fois la subtilité de Miloš et la circonspection de Petar. Les influences respectives du clergé séculier et du clergé régulier y sont adroitement équilibrées. Les chefs de l'État et de l'Église avaient mis le doigt sur le défaut de la cuirasse de l'Église orthodoxe serbe, et au lieu de favoriser comme le feront leurs successeurs l'un ou l'autre ordre, ils s'étaient abstenus de prendre part au conflit qui opposait, depuis des siècles, les papes et les moines. Singulière querelle qui se manifestait rarement par un scandale public, mais n'en était que plus haineuse. Sans doute faut-il voir, dans cette opposition tantôt passionnée, tantôt chicanière, la cause profonde de la séparation entre haut clergé et bas clergé. Cette haine si profondément enracinée chez ce dernier, haine peu apparente encore sous

¹ Cette peine, une des plus impopulaires dans le bas clergé, consistait dans l'envoi du prêtre coupable en séjour forcé dans un monastère. — Le peuple aura coutume de dire : *našega popu oteraše na robiju u manastir*. Il semble que sous le Métropolit Petar des amendes tenaient lieu d'*epitimija*.

² Cunibert, *op. cit.*, t. I, p. 135-136.

Petar, mais qui s'exprimera sous ses successeurs avec une violence insoupçonnée, traduit éloquemment l'impuissance des séculiers à parvenir aux hautes fonctions ecclésiastiques, à l'épiscopat ou à la dignité suprême de l'Église. Petar, plus habile, avait trouvé une soupape de sûreté en ouvrant largement le Consistoire au bas clergé non monastique, puisque, à côté des évêques, un archiprêtre, ou même un pope de chaque diocèse avait droit d'y assister.

On peut donc affirmer que le *Načertanije* fut non seulement la première loi de l'Église, mais encore la plus libérale. Son application ne fut pas d'ailleurs des plus aisées. Il fallait, dès le 24 mai 1836, que le Métropolitte soumit au Knèze, alors en résidence à Kragujevac, la liste des 4 assesseurs réglementaires de son consistoire ; c'étaient : le moine Likogen Mihailović, prieur de monastère, l'archiprêtre Marko Mihailović, l'archidiaque Gavriilo Popović (qui fut aussitôt nommé archiprêtre) et le prêtre Dimitrije Jovanović, curé belgradois. L'inauguration de ce consistoire (11 juillet 1836) revêtit un caractère tout à fait solennel, et les premières résolutions prises furent des motions de reconnaissance envers Miloš. Ensuite, on décida d'adresser au clergé des instructions générales. On fixa nettement les cas où les prêtres auraient à s'adresser à leurs évêques et le protocole qu'ils devraient observer dans ces circonstances.

Très vite, la tâche qui était imposée au consistoire du Métropolitte apparut trop lourde. Surchargé d'affaires, il semblait impossible d'obtenir cette rapidité de procédure si nécessaire pour le rétablissement complet de la discipline. A nouveau, la question des consistoires diocésains se posait. Le premier évêque qui réclama l'introduction d'un consistoire dans son diocèse fut l'évêque d'Užice, Nicifor, célèbre par ses démêlés avec le Métropolitte. Il s'était adressé directement au Knèze, ce qui ne laisse pas de surprendre, étant donné qu'il était obligé canoniquement de discuter préalablement de cette question avec le Chef de l'Église. Il est vrai que cette inconvenance s'explique, quand on connaît les habitudes d'insoumission du vieux prélat. Le Ministre de l'Instruction publique¹, plus respectueux de la procédure, s'adressa (le 10 novembre 1838) directement au Métropolitte : en principe, déclarait-il, le Knèze approuvait l'instauration d'un « duhovni sud » dans le diocèse d'Užice, mais le Ministre ajoutait aussitôt que la composition de ce tribunal d'Église devait être approuvée par le Métropolitte, et surtout que « non seulement ce tribunal d'Église ne pouvait être comparé au consistoire de la Métropolie qui existait déjà, mais qu'il en dépendra directement² ».

¹ C'était le major général Stefan Stepanović (1797-1865).

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 59.

Parmi les raisons invoquées par l'évêque d'Užice, dans une lettre adressée au Ministre, datée du 2 novembre 1838 (Stepanović n'avait donc mis que huit jours pour étudier la question et répondre), une des plus valables est que les gens de son diocèse étaient trop pauvres pour se rendre à Belgrade quand ils avaient des affaires litigieuses (surtout des procès matrimoniaux). Nicifor proposait de nommer, pour former ce « petit consistoire », deux ecclésiastiques, un régulier et un séculier, assistés d'un greffier. Il ne demandait, comme supplément de dépenses, que 4 à 500 thalers par an. Il s'efforçait ainsi, en ramenant les frais occasionnés par cette nouvelle institution au minimum, de flatter le goût bien connu de Miloš pour l'épargne et son aversion malade pour tout ce qui menaçait de grever son budget.

Dans sa lettre à Nicifor, par laquelle il lui signalait que le Knèze avait donné une réponse favorable à sa requête, le Métropolitte lui donnait en même temps une petite leçon de politesse : il lui exposait comment, ayant été chargé par le Ministre de l'Instruction publique de préparer les constitutions de la nouvelle institution, il avait préféré attendre, car c'était là « une œuvre consistoriale », qu'on ne pouvait entreprendre sans la réunion préalable de tous les évêques de la principauté. Puis il demandait des précisions sur les affaires que Nicifor prétendait traiter avec son « tribunal d'église diocésain », rappelant en passant que le *Načertanije* précisait les frontières entre la juridiction du Métropolitte et celle des autres évêques. D'ailleurs, concluait Petar, ce n'était pas qu'il fût personnellement hostile aux consistoires diocésains. Au contraire, il voulait les voir adoptés par chaque diocèse. Dans d'autres circulaires, il est vrai, le Métropolitte retirait provisoirement du ressort des consistoires diocésains, dès que ceux-ci s'étaient formés, en 1838 et 1839, dans les deux autres diocèses, les affaires les plus importantes comme la destitution des prêtres, ou le divorce, qui devaient être soumises au Consistoire épiscopal¹. Mais, s'il ne nourrissait pas de préventions contre les consistoires diocésains, au reste prévus par le *Načertanije*, il ne pouvait tolérer que ceux-ci devinssent des armes dans les mains des évêques contre l'autorité suprême de l'Église. Il voulait à tout prix briser l'oligarchie épiscopale. Mais il eût fallu la présence d'un bas clergé homogène et instruit pour aider le Métropolitte dans sa lutte. L'absence de ce bas clergé au moment de la formation, puis de l'application du premier statut de l'Église serbe se fera sentir au cours de toute l'histoire. A défaut d'être largement démocratique, le régime intérieur de l'Église orthodoxe serbe oscillera entre une monarchie métropolitaine et une oligarchie épiscopale.

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 62.

CHAPITRE IV.

MILOŠ DÉFENSEUR DE LA FOI ET PROTECTEUR DE L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE.

Miloš fut-il un « prince pieux » ? Cette épithète édifiante ne rendrait guère un compte fidèle de la réalité. La figure de ce paysan ignorant, mais madré, brutal, mais magnanime à ses heures, terriblement entêté quand il s'agissait de ses intérêts personnels, mais singulièrement souple dans la conduite des affaires de l'État, est entrée dans la Légende avant d'avoir été déchiffrée par l'histoire, entourée d'un tel halo qu'il nous est malaisé aujourd'hui de dégager de ces innombrables anecdotes, de ce maquis de la poésie populaire une image sincère du plus grand souverain serbe du ^{xix}^e siècle ¹.

Il est certain que cet homme fruste comprenait la nécessité d'une étroite discipline religieuse pour un peuple qui sortait de l'anarchie des guerres et des insurrections. D'où ces lois très nombreuses s'efforçant de relever la dignité du clergé, et de faire renaître le respect des choses saintes, qui tendait de plus en plus à se perdre. La plupart du temps, Miloš intervenait personnellement, tançait vertement ou punissait — parfois de sa main — les coupables ².

¹ C'est dans les années 80 que s'est forgée l'édifiante légende d'un Miloš dévot, ami des papes et des moines : « Son confident le plus intime et son favori, dont il ne voulait se priver ni jour ni nuit, était Hadži Dina, prêtre militaire. Le vieux Knèze était la piété personnifiée et le vrai type du souverain national. Il ne négligeait jamais de baiser la main du plus jeune prêtre. Une fois, il s'empara de vive force de la main d'un tout jeune pape, l'embrassa et dit à haute voix devant le peuple : « Père, j'embrasse ta main, et en elle j'embrasse le divin symbole et la dignité sacrée qui est en toi : c'est pourquoi ne refuse à personne ta main, pas même à ton souverain... » (*Hrišćanski Vesnik*, déc. 1889, p. 64). Cette imagerie ne correspond guère à la réalité du Miloš bourru, autoritaire, peu soucieux d'idéalisme, et incapable, sauf peut-être tout à la fin de sa vie, de ces humiliations mystiques.

² ... « Un paysan qui ne sait ni lire, ni écrire, et dont le code se compose d'une corde, d'un yatagan et d'une roue... », dira de lui un consul de France à Belgrade (Des Essards) qui ne l'aura d'ailleurs connu que dans sa vieillesse. (Aff. Étr. fs. Belgrade, 22 novembre 1858).

Toutes proportions gardées, on peut dire qu'il avait vis-à-vis de l'Église un peu l'attitude des Rois absolus, et considérait tout manque de respect à l'égard de la religion, et tout sacrilège, comme une offense faite à sa personne, et un crime de lèse-majesté. Pour parler plus simplement, il se regardait un peu comme le chef de cette Église qui ne devait qu'à lui seul sa renaissance. Respectueux envers l'idée, il l'était beaucoup moins envers ses représentants. Il se conduisait fort librement avec tous les papes qu'il considérait comme des fonctionnaires subalternes ¹. Le Métropolitte Petar, dont il appréciait par ailleurs la culture, n'était cependant considéré par lui que comme un pape un peu au-dessus des autres. « Moj popo », l'appelait-il familièrement, et il se plaisait à le chapitrer, le conseiller, comme un homme qui s'y connaît en choses d'église aussi bien que les gens du métier ; il lui révélait les moyens de se débarrasser des papes qui venaient sans cesse l'importuner ². Il n'hésitait pas à s'exprimer dans le ton de la plus grande grossièreté sur les gens d'église. Il rudoyait les papes, injurait les enfants de chœur avec la verve d'un homme du peuple. Ce « chef de bandes » trouvait très naturel d'exiger que les papes fissent tricoter à chacun des fidèles, tous les ans, une ou deux paires de chaussettes pour les soldats ³. Il voyait par contre d'un fort mauvais œil les quêtes faites par les moines mendiants de l'Athos, et s'indignait lorsqu'il en venait plus d'un par an pour recueillir les dons des fidèles. Il donnait l'ordre de reconduire à la frontière un igoumène du nom de Josip, lui faisant tout juste remettre les 500 gros nécessaires à son retour. Autrement, il déterminait avec précision l'étendue des circonscriptions et le temps pendant lesquelles moines quêteurs seraient autorisés à mendier.

Quant aux Commandements de l'Église, s'il ne se souciait guère de s'y soumettre lui-même, il prétendait exiger des autres une stricte observance.

Les négociants grecs de Belgrade éprouvant quelque répugnance à célébrer la fête de Saint Sava (instituée peut-être déjà en 1823, mais, certainement, le 5 février 1827), Miloš, nous dit-on, « leur fit

¹ Prodanović, *op. cit.*, p. 37.

² Plus tard, le Patriarche Rajačić lui-même ne devait nullement l'impressionner. Le Patriarche s'étant trouvé à Zagreb où le Prince était de passage, et ayant négligé de le visiter, Miloš s'écria vexé : ...*Za to mislim da on nije pastir, već rasputnik stada hristova* !... (Cf. Milićević, *Knez Miloš u pričama*, Belgrade, 1908, p. 83.)

³ La lettre adressée par Miloš au Métropolitte à ce sujet mérite d'être citée : « Votre Eminence — Vous avez peut-être oublié ce que moi je n'ai pas oublié, c'est que l'hiver approche, et les soldats n'ont pas de chaussettes. C'est pourquoi j'en viens à vous avertir par cette lettre, que vous y pensiez, si vous l'avez oublié, et que vous réunissiez dans les quatre diocèses au moins 10 sacs de chaussettes... » (Ilić, *op. cit.*, p. 74.)

passer cette fantaisie » ¹, rendant cette fête obligatoire non seulement pour les Serbes, mais pour les Grecs, les Tsintsares et les Bulgares. A ce sujet une anecdote dépeint sous des traits plaisants le caractère de Miloš : « Le prince Miloš vient à apprendre qu'on raconte que quelques Grecs de Belgrade n'ont pas été à l'église pour la Saint-Sava, et qu'ils ont laissé leurs boutiques ouvertes pendant l'office. Il donne aussitôt l'ordre qu'on lui amène ces Grecs à Požarevac. Dès que les Grecs se présentent, le Knèze les interpelle : « Vous, les Grecs, vous canonisez même vos sacristains, nous devons les fêter tous, et vous ne voudriez pas du Saint Sava serbe !... » ² » et il les renvoie grossièrement, en les avertissant de faire grande attention à ne plus commettre un tel oubli. Et l'année suivante, dès l'approche de Noël, les pauvres Grecs ne cessaient pas de demander à tout venant quand était la fête de ce fameux Saint Sava, afin de ne pas mécontenter le Prince Miloš.

Il n'en était pas de même des questions théologiques et dogmatiques : ce tribun brutal et illettré préférait les ignorer, et ne cherchait pas à jouer les Constantin. Les hérésies, les crises de mysticisme, la sorcellerie, lui seront toujours profondément antipathiques, comme des phénomènes de désordre social, de nature à compromettre son autorité.

Tout ceci n'empêche pas que Miloš, comme beaucoup de natures simples et crédules, se tournait volontiers vers Dieu quand il pensait en avoir *vraiment* besoin. Cunibert nous retrace un tableau plaisant de ce Knèze-paysan sur la route de Constantinople : le voici à Varna à la veille d'accomplir pour la première fois de sa vie un voyage en mer. Il n'est guère rassuré, et multiplie les manifestations de piété. Il assistera avec toute sa suite à un service religieux solennel, célébré dans l'église de Varna. « La foule des raïas accourue de tous les côtés » put être édifiée, en voyant avec quelle componction et quelle ferveur le Knèze baisait icônes et Évangiles... ³.

C'est que, sans être d'une piété scrupuleuse, Miloš avait ses heures de dévotion. On nous a conservé la prière qu'il récitait chaque matin à son lever. Elle est assez longue, et le Knèze la consacre presque tout entière à demander au Seigneur Miséricordieux la jouissance de tous les biens matériels, fortune, santé, prospérité militaire :

Gospode, Gospode, mnogomilostivan jesi, podaruj me dobrim zdravljem, dobrom srećom, Srećom, i napretkom, dugim vekom ; podaruj mi srećne danke, lake noći... » ⁴.

¹ Constandine, *Le Patriarcat de Constantinople*, Paris, 1895, p. 32-33.

² Cf. le n° du 27 janv. 1937 du journal belgradois *Politika* consacré au Cinquantenaire de la société de Saint-Sava. L'anecdote est racontée d'après Milićević.

³ Cunibert, *op. cit.*, t. II, p. 240.

⁴ Gavrilović, *op. cit.*, t. II, p. 702.

En ce qui concerne les rapports du Knèze avec ses évêques, il faut distinguer deux périodes : la première, qui se termine avec l'arrivée de Petar sur le siège métropolitain de Belgrade, est occupée par d'incessantes querelles ¹. Miloš entendait exercer un pouvoir absolu sur les diocèses ². Il justifiait ce pouvoir par les plaintes incessantes qui lui parvenaient des prêtres paroissiaux, se plaignant des exactions phanariotes. Envers Agathangelos qu'il n'aimait guère, il s'était toujours montré fort brutal. Au contraire, avec Petar, il s'efforcera d'employer la tactique de la douceur. Il affectera de se reposer entièrement sur lui dans les questions théologiques ou liturgiques. Mais son vieil esprit autoritaire n'aura pas abdiqué. Son instinct le poussera toujours à intervenir et, sans oser contredire ouvertement un homme qu'au fond il admirait, il fera mine de donner à toutes les décisions prises par son Métropolitain force de loi ³.

Par ailleurs le Métropolitain, dans lequel le Knèze continuait à voir son ancien secrétaire, jouait en quelque sorte le rôle d'un confident. Chaque fois que Miloš s'absentait, soit pour se rendre à Constantinople, soit pour un voyage dans le pays, il ne manquait jamais d'écrire à Petar pour lui rendre compte dans le détail de toute son activité.

De son côté, la princesse Ljubica s'adressait fréquemment au Métropolitain pour lui demander d'intervenir auprès du Knèze (par exemple lors de la révolte de Mileta en 1835). Parfois, elle lui recommandait un de ses protégés, comme par exemple Dimitrije, neveu du Métropolitain Melentije ⁴. Le prince héritier, le jeune Milan, entretenait également d'amicales relations avec Petar, à qui il demandait de lui envoyer la copie de tous ses discours au peuple, car il voulait en faire la collection. Il semblait avoir la plus vive amitié pour le Métropolitain qui, si l'on en juge par le ton de cette correspondance,

¹ Pour se débarrasser d'un évêque qui lui était antipathique, Miloš n'hésitait pas à s'adresser aux Turcs. Il avait promis secrètement 5.000 gros au vizir de Belgrade afin que celui-ci intervînt auprès de la Porte pour obtenir le changement de l'évêque Gerasim avec lequel « il ne pouvait pas s'entendre. » (Cf. Petrović *Gradja za istoriju Kraljevine Srbije*, Belgrade, 1884, t. II, p. 396.)

² Il nommait et déplaçait les prêtres souvent sans consulter les évêques. Le prêtre Dimitrije avait été pourvu de grosses paroisses par la seule volonté du Knèze. Quand le monastère de Kalenić avait perdu son *starešina*, Miloš avait ordonné aux moines de choisir parmi eux un igoumène et de l'envoyer à Kragujevac. Il se chargeait de « le faire consacrer ». De même Miloš avait de sa propre initiative nommé l'igoumène du monastère de Trnava. Mais il savait aussi destituer les prélats qu'il pensait être ses ennemis. Tel cet archiprêtre de Šabac, partisan de Gerasim, qu'il révoqua sans façon (cf. Petrović, *op. cit.*, p. 390-91).

³ Gavrilović, *op. cit.*, p. 646.

⁴ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 68.

aimait à paraître faire partie de la famille du Knèze. Une fois, il s'était permis de lui recommander un diacre du nom de Jovan, demandant que le Métropolitel l'ordonnât. La réponse de Petar fut ferme et adroite. Il louait le bon cœur et les heureuses dispositions du Prince Héritier, mais estimait que le candidat princier n'avait pas la maturité nécessaire pour faire un prêtre convenable ¹. Ainsi, dans le domaine religieux, Petar savait parfois garder son entière liberté, sans offusquer personne. Cette affabilité plaisait fort à Miloš qui, bien qu'il ne fût point d'un caractère tendre, ne dédaignait pas de lui écrire souvent sur un ton plus que cordial. Lors du jeûne pascal de 1834, il expédiait de Požarevac un morceau d'esturgeon de belle taille (*jedno parče od lepe morune*), lui recommandant de goûter ce poisson comme d'ailleurs de tous les autres, les samedis et les dimanches sans avoir le moindre scrupule de conscience, car il « lui donnait l'autorisation une fois pour toutes ² ». Rien de plus révélateur que cette « autorisation » envoyée par Miloš au chef de l'Église. Pour le Knèze, le domaine des dispenses comme celui des indulgences relevait du pouvoir princier. Il s'était spontanément conféré aussi le privilège de dissoudre les mariages. Ainsi unissait-il et séparait-il ses sujets comme une autorité spirituelle. Miloš en viendra presque à se persuader du caractère religieux de son pouvoir, qui lui permettait de parler en égal aux plus hauts prélats ³.

L'archimandrite Gavriilo — futur évêque de Šabac — conte à ce sujet une plaisante anecdote qui donne une idée de la « piété » de Miloš. Le Knèze assistait en 1835 à l'office des Rameaux dans l'église cathédrale de Belgrade, entouré de tous les dignitaires. Le Métropolitel célébrait :

« Tout d'un coup, écrit Gavriilo, Miloš se tourne vers moi et crie : « Va et dis à Monsieur (c'est-à-dire au Métropolitel) que, s'il a à prêcher, il le fasse brièvement, afin que nous arrivions de bonne heure au Kalemegdan où la lecture de la Constitution et le reste durera longtemps. » Je vais à l'autel et je répète au Métropolitel ce que m'a dit le Knèze. Le Métropolitel se tait et ne dit rien (*sic*). Mais quand il vint prêcher, je m'aperçus qu'il n'abrégeait rien. Peut-être qu'il n'était pas possible qu'il abrégeât au pied levé ce qu'il avait déjà rédigé et appris ⁴ ».

L'archimandrite Gavriilo donne aussi des détails piquants sur l'attitude de Miloš à l'église :

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 75.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 69.

³ Petrović (Vuk.), *op. cit.*, t. II, p. 392.

⁴ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 427.

« Le Knèze venait à l'église très régulièrement... L'hiver, Miloš gardait le fez rouge sur la tête et ne l'enlevait qu'à l'Offertoire. Pendant l'office, il parlait avec qui il voulait et se mêlait de tout »¹. Si les élèves (du Séminaire) ne chantaient pas avec ensemble, il intervenait aussitôt. Si le prêtre traînait trop, il faisait demander si l'office durerait toute la journée, ou allait finir. Il priait Dieu à sa façon, et souvent jurait au milieu de ses prières quand il s'emportait contre quelqu'un ...²

C'est avec une vanité de parvenu que Miloš tenait à s'occuper en personne de sa « titulature ». Il estimait que l'appellation de *Visočestvo* (Altesse) ne convenait pas à sa dignité de Knèze et que le titre de *Svejetljješi Knjaz* était bien préférable, de même que l'appellation de *Sijateljstvo* pouvait être réservée à sa famille (10 avril 1835)³.

Cette confiance illimitée en lui-même, cette foi ardente dans les destinées de son peuple, ce sont bien là les traits permanents du caractère de Miloš. Il croit vraiment avoir été l'instrument du Seigneur pour l'œuvre de libération des Serbes ; dans un appel adressé, en mars 1834, au peuple serbe, pour l'encourager à apporter ses offrandes au « Tombeau » du Christ, à Jérusalem, Miloš déclarait :

*Velikij Bog, kad je pravdu svoju za grjehe naše na nama izvršio, onda nam je milost svoju otečesku pokazao, onda je poslao agnca svog preblagog Hrista Spasitelja, da nas od konačne pogibeli spase, kao što je cjeo rod čelovječeskij Krestom, grobom, voskrsenijem spasao...*⁴

Ce tribun saura cependant rester près de son peuple. Féroce envers ceux qui le gênent dans l'accomplissement de ses desseins, il pardonnera toutefois à ceux qui se révoltent « aveuglément » contre son pouvoir avec une magnanimité impériale. Tandis que, dans son entourage, les prêtres s'affairent seulement à rétablir l'ordre dans l'église, il voit plus loin et dicte la formule grandiose du premier serment militaire, inauguré au lendemain de la sédition de Milutin :

« Nous, face au Dieu Tout-Puissant, reconnaissons avec des remords de conscience que nous avons commis une lourde faute envers Toi, Altesse, en venant follement ces jours-ci demander des allègements pour la nation. En reconnaissant notre faute, face à la sainte, une et indivisible Trinité, nous T'implorons, ô Knèze et Seigneur, de nous pardonner avec pitié et générosité. Et nous jurons le plus solennellement : que nous Te serons fidèles sans hésitation et avec continuité, et obéissants, et que nous défendrons jusqu'à notre

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 427.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 427.

³ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 77.

⁴ Cf. art. de Petrović (Dušan. K.) : *Jedan Milošev apel na srpski narod*, dans le *Kalendar Srpske Pravoslavne Patrijaršije*, 1937, p. 68.

dernier souffle Ton Altesse ainsi que Ton Héritier. Que Dieu nous aide ainsi que ce Saint Évangile » ¹.

Tout le génie de Miloš consista à utiliser ces formes religieuses pour la consolidation de son pouvoir qu'il voulait absolu. Nul n'était cependant plus dégagé de préjugés confessionnels que Miloš. Ses rapports avec les Turcs n'étaient pas seulement corrects, mais cordiaux. Miloš s'était improvisé « en Serbie comme l'homme de confiance du Sultan, une espèce de Pacha chrétien des Serbes » ².

Au printemps de l'année 1834, il avait organisé un grand banquet en plein air en l'honneur de dignitaires turcs et serbes, et il n'avait pas craint de fixer, comme lieu de réunion, un terrain situé face à l'église de Topčider alors en construction, afin de bien montrer aux Serbes que les Turcs n'étaient plus hostiles à leur religion ³. L'année suivante, il s'était rendu à Constantinople et avait pu écrire au Métropolitite combien avait été chaleureux l'accueil qui lui avait été réservé :

Ova je audijencija bila velikoljepna, koju samo jedan silni i milostivi car urediti može.

Le Sultan s'était entretenu avec lui très familièrement : *Miloš beg, dobro došao* ! ⁴. Miloš était assurément plus proche spirituellement, de son Suzerain que du Patriarche de Constantinople, dont le directeur du Bureau du Knèze, Jakov Živanović, devait en septembre 1835 tracer un pitoyable portrait : *Patrijarh čovek star i nesposoban...* ⁵. Jamais l'idée d'une « guerre sainte », même ramenée aux plus simples proportions d'une guérilla balkanique, n'a effleuré la pensée du Knèze, pas plus, il faut l'avouer, que celle d'aucun prêtre de son époque ; le grand adversaire qu'il restait à abattre était le Phanar, et loin d'avoir la force suffisante pour imprimer à la lutte pour l'existence que menait l'État serbe un caractère religieux, l'Église orthodoxe serbe, obligée de faire appel aux pouvoirs civils pour se délivrer de tout ce qui, en elle, n'était pas strictement national, était fort heureuse que son indépendance fût garantie par la Porte. C'est le mérite du Métropolitite Petar de l'avoir compris et c'est ce qui explique pourquoi sa collaboration avec Miloš s'est révélée particulièrement féconde. C'est pourquoi il n'est guère possible, du moins jusqu'en 1839, de séparer l'histoire de ces deux hommes, qui restèrent toujours en si étroite liaison. Petar exercera une influence

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 245. Miloš soumettait le 16 janvier 1835 le texte du serment au Métropolitite.

² Iorga (N.), *Histoire des États Balcaniques*, Paris, 1925, p. 180.

³ Petrović (Bogdan), *Stogodišnjica Topčiderskog hrama*, Belgrade, 1935, p. 34.

⁴ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 83. Gavrilović a laissé un récit de cet accueil dans son *Miloš Obrenović*, t. III, Belgrade, 1912, p. 525-536.

⁵ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 88.

incontestable sur la politique intérieure. Quand la communauté protestante voulut obtenir du Conseil d'État des privilèges plus étendus, malgré l'intervention du Vojvode Knićanin, Petar resta inflexible et fit rejeter la demande¹. Miloš, au contraire, interviendra toujours — sauf quand il s'agira de questions protocolaires et de la défense de sa dignité royale — dans un sens de modération et d'adoucissement. Lorsqu'il recevra de la catholique Autriche sa première décoration, il demandera aux églises orthodoxes serbes de célébrer cet heureux événement par des services d'actions de grâces. Mais il aura bien soin de ne faire une telle demande qu'aux églises des villes proches de la frontière ou sur la frontière austro-serbe : Belgrade, Požarevac, Smederevo et Šabac. Subtilité bien dans la manière de Miloš².

Peu lui importait en effet les différences confessionnelles.

Miloš ne manquera pas d'adresser ses plus vives félicitations au rédacteur du *Journal Illyrien*, Ljudevit Gaj, rendant hommage à son œuvre : *Vrednost Novina Illirski postala je soveršeno jasna i izvjesna. Krom drugi vidova nji karakterizira duh ukrepljenja narodnosti, ove svetinje, po kojoj je sam narod ono, što jest, i nije drugo...* (8 janv. 1842). Et il annonçait l'envoi d'un « don cordial » de 25 ducats impériaux³.

Il n'utilisait l'Église que lorsqu'elle pouvait offrir des moyens nouveaux de conciliation ou d'apaisement ; c'est-à-dire que, la considérant comme une administration au même titre que les autres, il voyait en elle un moyen de gouvernement. Or, tandis qu'il réprouvait, sous toutes ses formes, un prosélytisme auquel n'eût certes pas répugné un clergé ardent, ignorant et plein encore du douloureux et glorieux souvenir du passé, il n'hésitait pas, mais en son nom personnel, à soutenir une propagande qui appuyée uniquement par les milieux ecclésiastiques eût paru éminemment suspecte. Un exemple éclairera cette attitude : une lettre adressée par le Métropolitain au Knèze, le 27 mai 1835, l'informait qu'un archimandrite bulgare du nom de Neofit, avait décidé de faire imprimer des livres en Serbie. Il avait reçu 450 thalers d'un Bulgare en résidence à Belgrade pour prix de ces ouvrages, à condition de les envoyer

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 237.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 90.

³ Gaj, qui était en 1848 chef de la police zagreboise et qui, comme tel, eut à surveiller Miloš, nia farouchement avoir alors reçu du prince une somme quelconque pour le délivrer de la réclusion. Témoins sa lettre au Ban Josip Jelačić, en 1848, long réquisitoire contre la fourberie et la méchanceté du Knèze dont il fait une sorte de Méphisto : ... *njegova zloba, prehitra pakost, kojom je već tolike laži, ismišljotine, kabale i intriga, i diplomatske i socialne spletke proizveo, štampana je u čitavim knjigama i poznata je svemu svijetu, a najbolje sarbskome narodu, koji je od njega tolika zla pretarpio* (Pisma pisana Dru Ljudevitu Gaju i neki njegovi sastavci (1828-1850). Sabrao Vel. Deželić, Zagreb, 1909, p. 347).

aussitôt en Bulgarie. Le Métropolite demandait à Miloš s'il avait l'intention de payer l'impression de ces livres, afin que l'argent reçu par l'archimandrite pût servir à l'indemniser de son voyage¹. Le Knèze répondit en accordant avec empressement la faveur qui était sollicitée :

« L'archimandrite Neofit de Bulgarie, qui imprime ici ses livres, vient vers vous à Belgrade, afin d'y séjourner, tant que quelques-uns de ces livres ne soient imprimés dans notre typographie. Il ne séjournera pas longtemps. Et étant donné qu'il ne serait pas convenable que, en tant qu'étranger et ecclésiastique, il « traîne » pendant son séjour à travers nos auberges, je vous recommande de lui réserver, dans cette vieille maison dont vous avez déménagé, un emplacement convenable pour le logement. Il s'occupera lui-même de sa nourriture² ».

Dans une autre missive à Petar, le Knèze disait avoir entièrement acquitté les frais d'impression pour Neofit (*I poklonio sam je na dar učasčesja bolgarskog junosti*). Il avait fait imprimer 600 exemplaires, en donnait 500 à l'archimandrite et en gardait 100 pour lui³. Cet épisode, en apparence insignifiant, révèle pourtant l'extraordinaire habileté du Knèze qui savait, grâce à sa diplomatie, éveiller tant de sympathie en dehors de son royaume, et plus particulièrement dans les régions habitées par des populations encore sous le joug turc. Nulle intervention ne pouvait s'exercer avec plus de délicatesse, ni avec plus d'efficacité⁴. Plus tard, un véritable prosélytisme religieux naîtra, facilité par la diffusion des manuels, la multiplication des écoles ou des églises. Mais au fur et à mesure, du côté serbe comme du bulgare, les méfiances grandiront et les haines s'exacerberont. Miloš facilitait, et même payait de ses deniers, l'impression des livres bulgares en Serbie, sans se préoccuper du contenu de ces livres⁵.

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 79.

Neofit Bozveli avait reçu les ordres à Hilandar, mais s'était échappé du monastère pour voyager en Bulgarie et y prêcher avec ardeur contre le clergé phanariote. Il éditait trois livres scolaires en 1835 à Kragujevac et à Belgrade. Radeff (Siméon), *La Macédoine et la Renaissance bulgare au XIX^e siècle*, Sofia, 1918, p. 109.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 79.

³ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 80.

⁴ Miloš n'avait pas oublié le concours précieux qu'il avait rencontré, en 1815, dans le Bulgare Mihailo Todorović-German, « homme très honorable et riche de savoir et d'expérience », et représentant du peuple serbe à Saint-Petersbourg. German avait compris qu'en face de l'agitation hétériste on devait dresser une agitation serbo-bulgare. Germanophobe convaincu, il écrivait au Knèze que cent Turcs valaient mieux qu'un Allemand, un pacha turc pouvant être facilement chassé, alors qu'il n'en était pas de même d'un général allemand. Jovanović (Al.), *Postanak Egzarhije*, Skoplje, 1936, p. 67-68.

⁵ En 1836, sept livres bulgares avaient été imprimés en Serbie, entre autres la

Tel était Miloš, avare pour les dépenses de faste et d'apparat, prodigue pour les œuvres qu'il pensait utiles au bien de son peuple. Assurément, son ignorance ne lui permit pas toujours de juger avec discernement, mais — comme l'a très bien noté Slobodan Jovanović — son sens inné des réalités, son flair instinctif le mettaient à même d'éviter des fautes psychologiques dont son manque de culture n'aurait pu le préserver. Tout en nous gardant de définitions trop littéraires, il y a lieu de relever ces traits originaux du personnage. Cette subordination de l'Église aux exigences de la « grande politique », cet autoritarisme brutal dans les affaires ecclésiastiques, cet égoïsme du condottiere à demi caché sous le masque de la religion, cette « fougue de tempérament » (Cunibert), donnent à Miloš la physionomie ou l'allure d'un souverain oriental, ou plus précisément du despote byzantin ¹.

LE PRINCE MILOŠ FONDATEUR D'ÉGLISES.

A la veille du premier soulèvement, un secrétaire du *Sovjet* serbe, Boža Grujović, avait tracé un état des églises et des monastères dans onze *nahije* serbes ² :

Nahije	Villages	Églises		Monastères	
		fréquentées	aban- données	habités	abandonnés
Belgrade	219	6	12	—	—
Smederevo.....	90	8	21	—	—
Grocka	80	3	15	—	—
Požarevac.....	350	30	40	4	—
Kragujevac	205	20	30	4	1
Jagodina.....	125	10	12	4	1
Ćuprija.....	93	9	15	—	—
Požega	108	10	22	—	—
Rudnik	111	10	24	6	3
Valjevo	218	30	58	11	—
Šabac	207	20	29	5	2
Totaux	1.806	156	278	34	7

Règle de Saint-Jean de Rila (Pravilo Svjatago Joana Rilskago) dont l'impression avait été demandée par le père Joasaf de Rila (Ilić *op. cit.*, p. 235).

¹ Un consul de France à Belgrade, Dozon, relevait comme caractéristique essentielle de Miloš un « esprit de ruse » qui « le ferait figurer avec tant d'avantage dans un roman américain de Cooper » (*sic*). Aff. Étr. fs. Belgrade, 2 octobre 1860.

² Petrović (Mita), *Financije i ustanove obnovljene Srbije do 1842*, p. 765.

Après le second soulèvement, un vif mouvement en faveur de la reconstruction des anciennes églises ruinées et de la construction de nouvelles se dessina en Serbie. Des communes demandèrent aux autorités turques la permission d'élever de nouveaux temples. Telle la demande du village de Vrelo au Vizir de Belgrade Marašla Ali Pa-cha, qui leur accorda aisément le 12 août 1816 le *buyuruldi* imploré¹.

Lorsque le Hatti-chérif eut définitivement permis aux Chrétiens de construire les églises qui leur étaient nécessaires, le Prince Miloš estima qu'il était temps de dresser une liste complète des édifices du culte de la principauté et plus particulièrement de ceux qui avaient été bâtis depuis le début du XIX^e siècle. Il résulte des rapports envoyés au Secrétariat du Prince que, dans la capitainerie de la Kolubara (*Kolubarska Kapetanija*), trois nouvelles églises avaient été construites, et une restaurée. Dans la *Posavina* il y a 4 nouvelles églises, trois dans la *Podrenavska*, cinq églises et deux monastères dans la *Mačvanska Kapetanija*, sept églises et trois monastères dans la *Rujanska Kapetanija*, sept nouvelles églises dans la *nahija Sokolska*, deux dans la *nahija* du Rudnik et une dans la *nahija* de Požega². De nouvelles acquisitions vinrent augmenter le territoire spirituel de l'Église serbe lorsqu'à la Principauté s'ajoutèrent les « régions libérées » du Timok et de la *Krajina*, soit 22 églises et 4 monastères. Le Prince Miloš porta toujours une grande attention à ce que l'on construisît avec la plus grande diligence les édifices cultuels, dont l'absence se faisait trop cruellement sentir. C'est lui qui ordonne en 1835 d'élever à Vračar près de la Battal Džamija une petite église qui perpétuerait le souvenir de la proclamation du Hatti-chérif le jour de la Saint-André 1830³. En 1837, il fera remplacer la vieille église belgradoise en bois par la « grande » église cathédrale qui ne sera achevée d'ailleurs qu'en 1845⁴. Mais, dès le 23 mars 1833, il ordonnait à son frère Jevrem Obrenović, *Gubernator varoši i nahije Beogradske*, de presser l'achèvement des églises d'Ostružnica et de Topčider⁵. Cette dernière

¹ Petrović (Mita), *op. cit.*, p. 766.

² Petrović (Mita), *op. cit.*, p. 767-768.

³ Voir plus haut, p. 60.

⁴ Miloš, qui savait dépenser quand il y allait de l'intérêt et du prestige de la Principauté, se montrait au contraire d'un avarice sordide pour les dépenses purement religieuses ; lorsqu'on songea en 1836 à construire une nouvelle église pour remplacer l'ancienne qui tombait en ruines, le Knèze eut d'interminables discussions avec les maîtres-maçons pour essayer de réduire au strict minimum les dépenses, en restaurant tant bien que mal la vieille église. Mais la chose était impossible et Miloš dut s'exécuter. Cf. l'article de Petrović (Dušan K.), *Gradjenje Saborne Crkve u Beogradu*, dans la *Politika* du 31 juillet 1937.

⁵ Petrović (Mita), *op. cit.*, p. 771.

était particulièrement chère au Prince Miloš qui surveilla de près les travaux de construction. Il choisit lui-même le marbre, les icônes, les cloches. Au reste, comme il était assez ladre, il n'hésita pas à discuter avec les maçons pour le moindre groš. Le nouveau temple, placé sous l'invocation des Apôtres Pierre et Paul, jouit en sa qualité de fondation princière de grands privilèges, et le Métropolite Petar aimait volontiers à habiter dans le petit presbytère construit avant l'église ¹.

MILOŠ ET STRATIMIROVIĆ.

Miloš n'était pas seulement uni à Stratimirović par des sentiments de déférence, mais aussi par une amitié sincère. C'est au Métropolite de Karlovci qu'il confiera la surveillance de l'éducation de ses fils. Bien que le prélat allègue ses occupations et son grand âge qui l'empêchent d'accepter une telle mission, la bonne entente ne cessera pas de régner entre les deux hommes.

Lorsqu'un soir (23 septembre 1836), après un copieux repas, la mort vint le surprendre, le vieux Stratimirović avait un peu avant reçu dans son palais de Karlovci la princesse Ljubica et ses deux fils Milan et Mihailo, et s'était entretenu longuement avec eux, leur exprimant ses préoccupations à l'occasion des difficultés de politique intérieure que rencontrait à cette époque le Knèze Miloš. Ce dernier se montra très affecté de la disparition de son grand ami, décida que sa principauté prendrait le deuil et que le nom de Stratimirović serait mentionné dans les prières de chaque église ; toutefois, comme c'était un homme avisé et qu'il savait que la politique est chose « étrange », il recommanda aux évêques de Belgrade

¹ Petrović (Bogdan), *Stogodišnjica Topčiderskog hrama Svetih apostola Petra i Pavla*, Belgrade, 1935, p. 26 et sqq.

D'après la *Pravoslavna Srpska Crkva u kraljevini Srbiji*, publiée à Belgrade en 1895 par le Métropolite Mihailo, et bien que cette source se révèle parfois erronée, on peut dresser une statistique des églises anciennes reconstruites et des églises nouvellement construites sous le règne du Prince Miloš (de 1815 à 1838).

STATISTIQUE PAR ANNÉE DES ÉGLISES CONSTRUITES OU RESTAURÉES DE 1815 A 1838.

1815	1	1823	0	1831	3
1816	4	1824	3	1832	5
1817	4	1825	6	1833	2
1818	9	1826	3	1834	6
1819	4	1827	2	1835	9
1820	5	1828	6	1836	8
1821	5	1829	2	1837	8
1822	3	1830	3	1838	19

et de Šabac de ne point faire mention du défunt à haute voix, mais en secrète ¹.

La question des relations du Knèze avec le plus grand chef spirituel du monde serbe d'alors a été récemment élucidée par Dj. M. Slijepčević, dans l'intéressante thèse qu'il a consacrée à la figure du Métropolite de Karlovci ². La plus ancienne lettre de Miloš adressée à celui-ci que l'on connaisse date du 24 mai 1818. Miloš envoie à Stratimirović son fils Miljka (s'agit-il de Mihailo ?) afin qu'il reçoive l'instruction de l'école serbe de Karlovci. De 1818 à 1828, M. Slijepčević reconnaît que l'on n'a pas retrouvé les éléments d'une correspondance suivie entre les deux dignitaires, ce qui ne signifie pas évidemment qu'il n'y en ait pas eu. Au contraire, à partir de 1828, Stratimirović semble accorder un intérêt soutenu aux affaires religieuses de la petite principauté de Serbie. Il devient même en quelque sorte le conseiller habituel du Knèze auquel il prodigue ses instructions paternelles. Il félicite celui-ci, le 23 novembre 1830, à l'occasion de sa proclamation à la dignité de Knèze, et lui recommande « d'accorder une attention particulière à la religion et à notre église orthodoxe qu'il lui faut « réchauffer en son sein », comme il l'a fait jusqu'ici, et « préserver de toutes les nouveautés » ³. Stratimirović adressait les mêmes recommandations au nouveau Métropolite Petar. Il ne dédaignait pas de lui tenir fréquemment de substantielles leçons de procédure ecclésiastique, lui indiquant comment il convenait de procéder lors de la nomination d'un évêque ; il faisait copier à son intention « mot à mot » un cérémonial dont il ne possédait qu'un exemplaire original. Enfin, il recommandait la création d'un réseau d'écoles paysannes qui permettraient — plus tard — de fournir les cadres ecclésiastiques absents. Le Métropolite Petar, nous l'avons vu, recourait souvent aux lumières de son ancien maître, d'autant plus qu'il avouait lui-même manquer d'expérience.

L'influence de Stratimirović, et indirectement celle de l'Église serbe de Karlovci, s'est révélée plus profonde encore qu'on ne le supposait jusqu'ici. Il apparaît désormais que, si la réforme linguistique de Vuk Karadžić a rencontré en Serbie à ses débuts de fortes résistances, c'est principalement dans la hiérarchie orthodoxe qu'il faut chercher le noyau de l'opposition la plus acharnée.

« Vuk Karadžić a remporté un succès complet. Il n'a rencontré

¹ Art. de Radonić (Jov.), *Mitropolit Stevan Stratimirović*, dans la *Politika*, 23 sept. 1936.

² Slijepčević (Djoko. M.), *Stevan Stratimirović, Mitropolit Karlovački, kao poglavar crkve, prosvetni i nacionalno-politički radnik*, p. 201-210.

³ Slijepčević, *op. cit.*, p. 203.

de résistance que celle de la routine, et qui se réduisait le plus souvent à des querelles orthographiques, donc sans force réelle »¹.

Il faut ajouter que la routine contre laquelle luttait Vuk n'était point seulement celle de la grammaire, mais aussi celle de l'Église, et qu'ainsi sa tentative de réforme avait des allures de sacrilège. Quelle était la position de Miloš dans ce conflit ? Évidemment, cet ignorant n'avait point d'opinion dans une question linguistique. Il y a une légende qui représente Miloš protecteur et en quelque sorte Mécène de Vuk. Pourtant, ce paysan cauteleux avait toujours éprouvé de la défiance à l'égard de toutes les nouveautés. Dans cette guerre des orthographes qui divisait le monde serbe, il lui paraissait déraisonnable de prendre parti sans consulter les *autorités* de sa principauté, c'est-à-dire avant tout le Métropolite Petar, et aussi celles d'outre-Save, principalement Stratimirović. Or le Métropolite de Karlovci était l'ennemi acharné de Vuk. Il devait intervenir avec énergie auprès du souverain de la petite Serbie de 1830 afin d'obtenir l'interdiction des « dangereuses innovations ». Selon lui, la réforme de Vuk ne servait qu'à détruire les traditions et ébranler l'esprit de piété et d'obéissance chez les Serbes. Le Knèze, très conservateur en matière de foi, ne pouvait pas rester insensible à de tels arguments. Le 3 juillet 1832, il annonçait à Stratimirović la fondation à Belgrade d'une imprimerie². La question se posait de savoir quels seraient les caractères typographiques qui seraient utilisés. Miloš résolut de demander conseil à Stratimirović ; sa lettre est un modèle de prudence et de diplomatie : étant donné, écrit-il, que les esprits cultivés se divisent sur la question de l'orthographe, il se trouve, quant à lui, dans un grand embarras. Il préfère donc attendre, avant d'autoriser l'impression des nouveaux caractères, que la « classe instruite » d'outre-Save se soit décidée et plus particulièrement Stratimirović³. Ce dernier répondit au Knèze le 5 août 1832 en approuvant tout à fait sa manière de voir et en attaquant assez violemment Vuk Karadžić. Son argumentation est très simple : toute nouveauté dans un domaine qui touche à la foi est pernicieuse. On commence par réformer l'alphabet, puis vient le tour du calendrier ; enfin, on ne craindra pas de s'attaquer aux Saints Évangiles eux-mêmes. Miloš avait donc, selon le Métropolite de Karlovci, parfaitement raison de s'opposer à ce que la nouvelle imprimerie de sa principauté contribuât à la propagation de l'orthographe de Vuk⁴.

¹ Unbegaun (B.), *Les débuts de la langue littéraire chez les Serbes*, Paris, 1935, p. 74.

² Slijepčević, *op. cit.*, p. 207.

³ Slijepčević, *op. cit.*, p. 208.

⁴ Slijepčević, *op. cit.*, p. 208.

CHAPITRE V.

ROLE SOCIAL DE L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE SOUS LE MÉTROPOLITE PETAR.

CORRUPTION DES MŒURS.

Étudier le rôle social de l'Église orthodoxe serbe sous le règne de Miloš, la formule est un peu prétentieuse. Ou trop vaste ou trop étroite, car si l'on veut analyser attentivement son influence, ce serait un panorama de toute la société serbe qu'il faudrait esquisser, tant le clergé participait intimement à la vie nationale. Mais, pour la même raison, il est malaisé d'écrire une histoire de ce clergé en tant que classe : ses défauts, ses qualités sont ceux du peuple serbe des années 30. C'est tout juste si le costume distingue l'homme d'Église du laïque, et si les récits de voyageurs qui font à peine mention des grands dignitaires évoquent de temps à autre l'humble silhouette des prêtres de campagne.

Tant qu'il avait fallu combattre les armes à la main, on avait fermé les yeux sur leur ignorance, leur manque de sens moral, leur indiscipline ¹. Mais un Knèze impérieux s'était proposé de discipliner son peuple, et prétendait transformer les guerriers de la veille en des pionniers de culture. Ces efforts avaient-ils eu un résultat ?

Tous les voyageurs étrangers contemporains s'accordent à affirmer qu'au début du règne de Miloš le niveau moral s'était nettement abaissé ; le brigandage régnait en maître ; les insurrections successives, la misère (la famine de 1816-1817 avait été particulièrement douloureuse), avaient peu à peu créé chez le peuple un indifféren-

¹ K. Nenadović a laissé un amusant récit sur la façon dont un prêtre était ordonné sous Karadjordje. Le pope Luka Lazarević voulait ordonner, contre son gré, un jeune garçon de 16 ans qui l'aidait à célébrer le service divin. Ce candidat involontaire à la prêtrise se refusait de toutes ses forces à entrer dans les ordres et s'enfuit même dans la campagne pour échapper à ce prosélytisme intempestif. Le pope courut après lui l'épée à la main et le ramena, *manu militari*, à l'église de Jalovica où il fut fait prêtre sous la menace du pistolet (cf. K. Nenadović, *Život i dela Velikog Djordja Petrovića Karadjordja*, Vienne, 1884, p. 547).

tisme moral presque absolu. Chez une nation si soucieuse et si respectueuse, dans le passé, des liens de parenté, il n'était plus rare de voir se nouer des unions qui auraient été, à la fin du XVIII^e siècle, jugées « abominables ». Miloš dut interdire aux hommes d'épouser en secondes noces leur belle-sœur (*svastika*). Tihomir R. Djordjević cite l'exemple d'un certain Joksa (de Suvodol) qui avait épousé sa cousine ¹. Très souvent, le beau-père vivait avec sa bru, parfois les frères avec leurs sœurs, et les pères avec leurs filles. Les naissances illégitimes étaient extrêmement nombreuses. En 1819, Jevrem Obrenović mandait de Šabac au Knèze Miloš que dans cette *nahija* « beaucoup d'enfants naissaient en dehors d'un mariage légal, et le plus souvent étaient issus d'une union entre parents proches », et il avouait son impuissance à mettre fin à cet état de choses.

Miloš Obrenović, bien qu'il ne pût assurément pas servir de modèle en ce qui concernait les vertus conjugales, s'effrayait de cette immoralité grandissante. Dans une curieuse lettre adressée en 1817 au prêtre Matej Popović, vicaire de la *Gročanska nahija*, il déplorait vivement l'inconduite de certains jeunes gens qui, pour arriver à obtenir la main des jeunes filles qui leur étaient refusées, n'hésitaient pas à les déshonorer. Il fallait, assurait le Knèze, mettre un terme à ces façons « barbares et bestiales » ².

La misère et l'appauvrissement des campagnes, le chômage étaient également à l'origine d'un développement étonnant de la prostitution. Les maladies vénériennes se répandaient de plus en plus, même dans les campagnes. Les districts de Gurgusovac ³ et de Kruševac étaient les plus atteints par la syphilis. Le premier comptait près de 500 malades en 1838, et l'on fut obligé de construire la même année à Gurgusovac un hôpital spécial pour les maladies vénériennes.

Sur 30 prostituées examinées par Cunibert, 19 étaient contaminées. A Belgrade même, la police signalait des prostituées venant de Šabac, de Smederevo, de Kragujevac, de Valjevo.

Il est très intéressant de constater que Miloš se refusa toujours à renvoyer à « l'intérieur du pays » les prostituées, comme le voulait sa police. Il alléguait, non sans raison, qu'il ne ferait ainsi que contaminer les masses paysannes demeurées saines ⁴.

Djordjević fait justement remarquer que l'amoralité qui régnait alors n'était pas seulement l'apanage des masses populaires. Les chefs donnaient l'exemple : Karadjordje déjà avait un grand faible

¹ Djordjević (Tih. R.), *Iz Srbije Kneza Miloša*, Belgrade, 1924, p. 197.

² Djordjević (Tih. R.), *Iz Srbije Kneza Miloša*, p. 197.

³ Depuis 1859 : Knjaževac.

⁴ Cf. la *Politika* 20-7-1937 : *Le Centenaire de la création de la police secrète par Miloš*.

pour la beauté féminine. Une de ses maîtresses l'accompagnait sur les champs de bataille, habillée en homme. Quant à Miloš, sa vie privée était pour tous un sujet de scandale. Il obligeait sa femme à cohabiter avec ses maîtresses¹, ce qui n'alla pas sans provoquer des drames domestiques. Lorsque le Knèze se rendit à Constantinople, il fit l'acquisition de deux Tcherkesses qu'il destinait à être les compagnes de ses plaisirs. Comme on peut le penser, l'exemple du prince était imité par beaucoup de hauts fonctionnaires. Les Chrétiens, semblables en cela aux Turcs, ne se gênaient point pour entretenir de véritables harems.

Le célèbre *Gospodar* Vučić, après 25 ans de vie conjugale avec une Serbe qui lui avait donné deux fils et trois filles, ne s'était-il pas amouraché d'une jeune Grecque, Anula, « d'une beauté idéale » nous assure Cunibert² ? Quoiqu'elle fût elle aussi mariée, Vučić obtint le divorce et l'épousa. L'ancien mari d'Anula poussa les hauts cris, mais l'archevêque serbe — un Grec de naissance — fut sans doute intéressé à accorder sa bénédiction au second mariage de la belle³.

L'« administration » rudimentaire du Knèze était débordée par les demandes de divorce qui affluaient sans cesse. Un barbier du nom de Petko importuna longtemps les bureaux, sa femme l'accusant de mener une vie débauchée et réclamant à cor et à cri tant auprès des autorités turques qu'auprès des serbes le divorce immédiat⁴. L'histoire de Rista Diamandi est encore plus piquante et révélatrice des mœurs serbes de l'époque. Ce riche marchand provincial venait de Seres et avait laissé « dans le vilayet » sa femme et ses enfants. Or, dès son arrivée à Belgrade, il devait faire la connaissance d'une jeune et jolie veuve. Le négociant, séduit par ses charmes, ne fut pas long à perdre la tête, et oublia complètement femme et enfants. Il résolut d'épouser sa jeune amie et de fonder un foyer belgradois. Le tribunal de Belgrade en jugea autrement, lui contestant le droit d'être bigame. Notre homme décida de s'adresser directement au Knèze, et s'efforçait d'arracher une audience lorsque ses affaires domestiques trouvèrent une solution à laquelle il ne s'attendait point : sa maîtresse l'abandonnait, allant chercher refuge dans le harem

¹ La princesse Ljubica, femme de Miloš, avait tué de sa propre main une maîtresse de son mari. Mais celui-ci toujours rusé trouvait le moyen de ramener des femmes au *Konak*. Il avait appelé à Kragujevac une femme turque du nom de Jelenka sous le fallacieux prétexte d'apprendre à son enfant la langue des Maîtres. En réalité, une lettre adressée au Knèze, le 18 septembre 1822, par son secrétaire belgradois Naum Icio, révèle le genre de professorat auquel on destinait la belle musulmane. Cf. Petrović (M. S.), *op. cit.*, p. 133.

² Cunibert, *op. cit.*, t. I, p. 249.

³ Stranjaković, *Vučičeva buna*, Belgrade, 1936, p. 108.

⁴ Petrović (M. S.), *op. cit.*, p. 135-137.

d'un Turc belgradois. L'incident risquait de provoquer un conflit grave, surtout en 1829, où les rapports restaient assez tendus entre Serbes et Turcs. Rista, toujours inconscient, osa demander au Knèze qu'on lui accorde le droit de retirer du harem l'élue de son cœur. Pour toute réponse, Miloš ordonna au tribunal de Belgrade de gratifier le requérant de 50 coups de bâton ¹. Rien n'y fit. Rista, sa peine purgée, n'eut rien de plus pressé que d'aller délivrer sa bien aimée, qui, entre temps, avait consenti à reprendre la vie en commun. Ils cherchèrent tous deux un prêtre qui accepta de les marier : un pope de Palilula, Djordje, se prêta à cette criminelle cérémonie au printemps 1830. Ce fut un beau scandale dans Belgrade. Le Métropolitte suspendit, puis fit emprisonner le prêtre coupable auquel Miloš fit vraisemblablement infliger une bonne correction ².

Un fait caractéristique et assez paradoxal était que l'obéissance fidèle et scrupuleuse à des coutumes et à des traditions séculaires n'empêchait nullement la disparition du sens moral. Belgrade conservait religieusement les anciens usages. Le Serbe de Novi Sad Jovan Hadžić, appelé en Serbie par Miloš en 1837 pour y « rédiger la Constitution », pouvait constater que le port du costume national était universel (*Nošiva francuskog ni muškog ni ženskog ni viditi*) ³. On se montrait avec commisération une malheureuse folle, la « Rožika », qui parcourait les rues de Belgrade habillée « à l'euro-péenne » ⁴. Au reste, les femmes ne se hasardaient pas à sortir seules et non voilées, et Mih. S. Petrović a pu appeler les rues belgradoises de cette époque « les rues sans femmes » (*ulice bez žena*) ⁵.

Même chez les chrétiens, les habitudes musulmanes demeuraient en vigueur : les femmes devaient, au dehors tout comme dans leurs foyers, témoigner à l'égard des hommes les marques extérieures du plus grand respect. Une vieille femme ne se serait jamais permise, dans la rue, de passer devant un homme, ni même un garçonnet. C'est ainsi que, dans les classes aisées et « cultivées » de la Serbie de

¹ La bastonnade était d'usage dans la Serbie de Miloš, mais très réglementée. Le Kmet ne pouvait faire donner plus de 10 coups de bâton au coupable, les « Kapetani » d'arrondissement plus de 25, et ceux de district plus de 40. Les femmes devaient être fouettées debout, les hommes couchés et liés à un chevalet. Cf. les intéressantes notes de l'archiprêtre Vićentije Popović publiées par M. Šuković, dans son article : *Zanimljivi podaci o životu, običajima, pravu i porodičnoj zajednici Starog Čačka*, paru dans la *Pravda* du 1-VIII-1937.

² Petrović (M. S.), *op. cit.*, p. 139.

³ Voir l'article de Sava Milutinović : *Stogodišnjica od dolaska Jovana Hadžića i Vasilija Lazarevića u Srbiju*, dans la *Politika* du 5-VIII-1937.

⁴ Ilić-Agapova (Dr Marija), *Ilustrovana istorija Beograda*, Belgrade, 1933, p. 338.

⁵ Petrović (Mih. S.), *op. cit.*, p. 141.

Miloš, le souci de conserver et de perpétuer les traditions ancestrales voisinait avec un amoralisme croissant, fruit des guerres, des insurrections et de la servitude.

La criminalité avait-elle vraiment augmenté en comparaison avec l'époque de Karadjordje ? Les opinions sont partagées. L'archiprêtre Stamatović s'étonnait de la sécurité belgradoise ; il constatait que tous les marchands, lorsqu'ils allaient déjeuner, laissaient leurs boutiques grandes ouvertes. Il n'en était pas de même dans le reste de la Serbie. Vujić raconte que les boutiques avaient l'allure de véritables prisons, avec leurs cadenas solides et leurs grillages ¹.

LE CLERGÉ ET LA MORALE.

Les effractions d'églises étaient relativement fréquentes. On en a un exemple le 16 juin 1819 dans la région d'Užice ; le 17 juillet 1838 une autre église de province était dévalisée ².

L'Église avait perdu son antique ascendant sur le peuple ; ce n'avait pas seulement été la faute des Phanariotes, l'inconduite du clergé serbe y contribuait pour une grande part. Il n'y avait pas que des voleurs de profession pour piller les églises. En 1820, un pope de la *nahija* de Kragujevac volait 40 ducats dans la poche d'un de ses collègues. Un autre, de la *nahija* de Požarevac, pillait le monastère de Zaova en compagnie de sa grand'mère, Ruža, une religieuse ³.

Du point de vue des mœurs, la situation était aussi peu brillante et, du moins jusqu'à Petar, les chefs spirituels avaient donné le mauvais exemple.

On gardait encore le fâcheux souvenir de l'évêque phanariote de Šabac, Danilo Jovanović qui, en 1815, avait pris le parti des Turcs ; mais Melentije Nikšić, quoique Serbe, bien qu'on rendit hommage à sa bravoure, était tout aussi déconsidéré pour son penchant immodéré envers les femmes ⁴.

Beaucoup de popes étaient déferés aux tribunaux pour délit d'adultère. Miloš, qui s'y connaissait en la matière, se chargeait lui-même de dénoncer les coupables. Le 30 mai 1824, il signalait aux knèzes du *Narodni Sud* un prêtre accusé d'avoir été surpris en flagrant délit avec sa belle-sœur ⁵. Certains popes, fuyant l'indignation

¹ Il concluait : *Tako, dakle, bezbedno u Srbiji svaki s svojim dobrom životi može* (Srbska Pčela za 1836, p. 109).

² Djordjević (Tih. R.), *Naš narodni život*, t. I, Belgrade, 1930, p. 157.

³ Djordjević (Tih. R.), *Iz Srbije Kneza Miloša*, p. 204.

⁴ *Ibid.*, p. 203.

⁵ *Ibid.*, p. 203.

populaire, allaient chercher refuge en Turquie, tel ce pape Constantin, suspecté d'entretenir des rapports illicites avec sa belle-fille. En 1820, Jevrem Obrenović écrivait de Valjevo à Miloš, lui citant le cas du pape Vasa, de Noćaj, séducteur d'une petite villageoise. Certains cas étaient encore plus graves. Le pape Petar, de Vrcina, après avoir rendu mère une de ses paroissiennes, avait tué l'enfant. Lors de la révolte de Djak (*Djakova buna*), au début de janvier 1825, la femme de Jovan Obrenović, Kruna, avait eu moins de peine à se protéger de l'attaque des insurgés que de la lubricité de certain pape.

Le Knèze se chargeait de ramener dans le bon chemin ces brebis égarées ¹.

Miloš faisait envoyer, en 1836, à son Métropolitain un rapport circonstancié sur la conduite scandaleuse de certains prêtres serbes qui menaient une vie de débauche, et gardaient des femmes chez eux. Ce qui, selon lui, était le plus affligeant, c'était les propos de leurs paroissiens qui finissaient par perdre confiance dans le chef de l'Église (*pa ljudi govore, da ovi popovi iz Njemačke razvraćaju sojet, i da im se ništa ne može, počem vi znate za to sve, a nećete im ništa*)².

La même année, le Knèze signale le cas du pape Ognjan Pavlović qui, au lieu d'accomplir scrupuleusement les devoirs de sa vocation, vagabonde dans le pays et débite des sornettes en guise de sermons. Le Métropolitain rappellera à l'ordre ce prêtre en le menaçant de révocation ³.

Enfin, entre Miloš et Petar, une longue correspondance s'échange au sujet d'un pape de triste réputation, le pape Marinko Milovanović, duquel s'était déjà plaint en février 1837 le chef de police du district de Kragujevac. Aux griefs de l'autorité provinciale le Knèze ajoutait les siens (*Medjutim i to vam dodajemo, da on s konja mrtvace opojava, a mogućno je, da i druga tome podobna istuplenija čini, koje nurijaši njegovi može biti od stida nisu htijeli ni izjaviti...*). D'après les paroles du Prince, on peut conjecturer que le pape Marinko était coupable sans doute de fautes plus graves que celles dont on l'accusait ouvertement. Sans doute s'agit-il encore d'une affaire de mœurs ⁴.

¹ Cunibert décrit la « cérémonie navrante » de la destitution d'un prêtre qui avait eu lieu dans l'église de Kragujevac et pendant la Skupština de Kragujevac en 1830. Ce pape Pavle, auquel le vicaire de l'évêque de Šabac arracha publiquement « les insignes de son ministère », était un véritable fripon : « après une enquête sur sa vie, reconnu coupable de plusieurs vols, qu'il avait commis même à main armée, sur la voie publique, il fut condamné à mort et exécuté deux mois après » (Cunibert, *op. cit.*, t. I, p. 305).

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 141-142.

³ *Ibid.*, p. 143.

⁴ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 139 et sqq.

L'archiprêtre de Kragujevac, de son côté, adressait au Métropolite un message peu édifiant sur les popes du diocèse de Kragujevac : « tant que je ne me serai pas rencontré avec votre Éminence, il me sera impossible de vous rendre compte de tout ce qu'ils font : *opijaju se, jedan drugog, da oprosti vaša Svjatost, kromje čina, kao konji jašu, polupali su glave ; odrli obraze...* »

Et il concluait : « Je n'ai vu nulle part au monde des excès comme les leurs, et cela pendant le jeûne, tandis que je m'affaire à confesser le peuple : depuis Pâques, ils ne viennent plus du tout à l'église...¹ ».

Du point de vue de la moralité, les moines ne valaient guère mieux. Gavrilović déclare qu'il y avait parmi eux « des voleurs », des brigands, des querelleurs, des débauchés, des homosexuels, des ivrognes, des brutaux, des mendiants qui quétaient sans autorisation et pour leur profit². Loin de conserver les monastères qui leur étaient confiés, ils participaient parfois à leur pillage et à leur dévastation. Dans l'ancienne *laure* impériale de Studenica, il s'était trouvé un moine pour remplacer un carreau absent par un précieux parchemin³.

Petar seul réussit à introduire un peu de discipline dans le clergé régulier, mais il devait être gêné dans son œuvre réformatrice par la confusion entre les juridictions civiles et religieuses. On voit des évêques, à la demande des autorités administratives, jeter eux-mêmes en prison les popes inculpés. D'autres prétendent que les coupables doivent être déférés à la justice séculière qui appliquera la peine prescrite par l'Église. Cette confusion des pouvoirs paralysa longtemps tout effort en vue d'une réforme ecclésiastique⁴.

LE CLERGÉ ET L'ENSEIGNEMENT.

Si, sur le plan moral, l'influence du clergé était faible et pour ainsi dire nulle, dans le domaine scolaire, il semble, au premier abord, qu'il était loin d'en être de même. Jovan Hadžić parle des efforts du Métropolite pour construire, dans chaque village, à côté de l'église, une école nationale. Dès 1834, alors qu'il soumettait au Knèze son premier projet d'école « cléricale », le Métropolite attirait également l'attention du Knèze Miloš sur la nécessité de créer dans tout le pays un solide réseau d'écoles nationales (*Pored osnivanja*

¹ *Ibid.*, p. 125.

² Gavrilović, *op. cit.*, t. II, p. 657.

³ Kanitz (F.), *Serbien : Historisch-ethnographische Reisestudien aus den Jahren 1859-1868*, Leipzig, 1868, p. 187 (Le fait cité remonte à trente ans auparavant).

⁴ Cunibert note que les différends entre ecclésiastiques étaient jugés par les « Synodes », mais que les différends entre ecclésiastiques et laïques « relevaient de la compétence des tribunaux ordinaires », (Cunibert *op. cit.*, t. II, p. 136).

klerikalni škola, potrebno bi bilo, da se barem pri svakoj crkvi otvore manje škole, iz koji bi se djeca, znajući čitati i pisati, u onu klerikalnu Skolu mogla uzimati...)¹.

L'idée n'était pas nouvelle². Depuis le temps de Karadjordje, la notion d'école, tout élémentaire qu'elle fût, était indissolublement liée à l'idée d'Église. Le peuple considérait que les écoles qui ne s'abritaient point dans quelque monastère n'étaient que des institutions instables, provisoires, sans garantie : ce n'étaient pas de « vraies écoles ». Peu à peu, toutefois, l'école, sans se séparer ouvertement de l'Église, s'en rendait plus indépendante. Dositej Obradović aimait à répéter : « Des écoles, des écoles ! et non des sonnettes et des cloches ! » C'était faire preuve d'une grande audace que d'imaginer dès cette époque, une école qui pourrait être une école laïque³. Mais la Serbie avait suffisamment à faire en pourvoyant chaque monastère d'une école avant de songer à une telle réforme. Petar restait le partisan convaincu de l'école à l'église ou au monastère.

Il se préoccupait également de fournir les livres nécessaires. Au début, ces derniers venaient surtout d'Autriche et de Russie. Plus tard, le directeur de l'imprimerie du Knèze, Adolf Bermann, « Prussien de beaucoup de capacité » (Cunibert), réussit à faire éditer en Serbie les premiers manuels pédagogiques, qui eurent une grande diffusion, même en dehors des frontières⁴.

Ces premiers ouvrages scolaires édités en Serbie étaient l'œuvre personnelle du Métropolitain, qui devait faire preuve, pour ce genre de rédaction, des connaissances les plus variées. Petar passait, en effet, pour posséder un savoir encyclopédique, ce que nous confirme cette lettre que lui adressait en 1836 Miloš :

« Je sais que nous n'avons pas encore de grammaire serbe, et qu'elle nous est extrêmement nécessaire⁵. Il est donc utile d'en faire une. En cherchant à qui nous pourrions en confier la rédaction, nous n'avons trouvé personne d'autre que Votre Éminence, et ceci *primo*, parce que vous écrivez bien le serbe, *secundo*, parce

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 225.

² Cunibert en attribue le mérite au Knèze : « près de chaque église il fit bâtir une salle destinée à une école élémentaire » (Cunibert, *op. cit.*, t. II, p. 130).

³ Voir les articles parus à l'occasion du Cinquantenaire de la Société de Saint-Sava, dans le journal belgradois *Politika* du 27 janvier 1937.

⁴ Art. de Crnorizac (Damjan), *Pedagoški lik Dositeja Obradovića*, dans le *Hrišćansko delo* (Skoplje) de février 1936, p. 19.

⁵ Voir la lettre du Métropolitain au Père Joasaf du monastère de Rila (Ilić, *op. cit.*, p. 235).

⁶ Miloš n'avait pas accepté, en effet, la *Grammaire* de Vuk. Cf. sur cette question Stojanović (Ljub.), *Život i rad Vuka Stefana Karadžića*, Belgrade, 1924, p. 73 et sqq.

que nous espérons que vous ne vous éloignerez pas du Slavon, mais que, autant que possible, vous vous en rapprocherez comme il faut ; *tertio*, parce que vous avez auprès de vous des gens que vous pouvez employer dans la confection de cet ouvrage ; *quarto*, parce que c'est votre vocation et celle du Consistoire de s'occuper des progrès de l'instruction nationale, dont la grammaire est la base... »

Et il terminait sur cette considération philosophique :

« Nous vous faisons observer qu'il ne vous faut pas redouter que cette œuvre soit imparfaite, car où est la perfection, et en particulier dans une grammaire qui est la première du genre ? ¹ »

A. Ilić publie d'autres documents aussi significatifs qui révèlent le rôle essentiel joué par Petar dans les débuts de l'instruction publique en Serbie. C'est à lui qu'on envoyait les livres d'algèbre, afin qu'il jugeât par lui-même s'ils étaient utilisables dans les écoles supérieures. Le Président de la commune de Belgrade s'adressait à lui pour lui demander de trouver un instituteur pour la III^e classe. Petar accepta de s'occuper de cette affaire, à condition que l'on fixât un traitement suffisant (estimé par lui à 100-120 thalers) pour le nouveau maître. Le président de la commune de Belgrade s'empressa de répondre au Métropolitain que la commune, pour avoir un bon instituteur, consentirait volontiers un petit sacrifice pécuniaire (l'ancien maître n'était payé que 90 thalers). Le conseil municipal « s'en remet à lui », *jer mi se od nauka školski toliko ne razumemo a radi smo decu svoju vašom pomoću prosvetiti...*². L'association de professeurs du premier gymnase de Kragujevac envoyait, le 29 décembre 1835, son hommage au Métropolitain, le félicitant des efforts qu'il déployait dans l'intérêt de la Patrie, de l'Orthodoxie et de la Chrétienté ³.

Toutefois, on s'abuserait singulièrement si l'on se formait une

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 227.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 230.

³ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 235.

Stevča Mihailović raconte dans ses Mémoires comment se déroulaient les services religieux dans l'église de Pirot. C'était pour lui, bien qu'il ne fût qu'un enfant, « miracle inouï ». « Comment ils officiaient et ce qu'ils disaient, je n'y comprenais rien. Et non seulement moi, mais aussi tous les autres qui étaient venus là, et les Pirotais eux-mêmes, ne comprenaient rien. Nous entendions seulement une sorte de criaillement, et nous nous signions. Quelques-uns disaient que l'on célébrait ici en grec. L'évêque lui-même officiait, puis, le service achevé, il commençait à prêcher — en turc... » Il était naturel que l'évêque grec, ne sachant pas le serbe — et les fidèles serbes ne comprenant pas le grec — s'exprimât dans la seule langue qui fût accessible à tous. Mais il n'en était pas moins paradoxal, comme le fait remarquer Živanović, que dans les églises orthodoxes le Seigneur fût glorifié sur les lèvres d'un évêque chrétien dans la langue de Mahomet... (Stevan-Stevča Mihailović, *Memoari*. Sredio ih je za štampu Živan Živanović, Belgrade, 1928).

opinion de la culture serbe sous Miloš exclusivement d'après les lois, les décrets du Knèze, ou la correspondance du Métropolite. L'ignorance restait grande encore ¹. Si Petar passait pour un grand savant, c'est qu'on n'était guère habitué à Belgrade à des Métropolites cultivés. Quand un des prédécesseurs de Petar, le Métropolite Cyrille, mourut en 1827, toute sa bibliothèque se montait à 3 livres d'une valeur de 10 groš ².

Petrović conte comment, lorsqu'en 1829 le jeune fils de Miloš, Milan, vint avec sa mère en visite auprès du pacha Hussein et qu'il lut devant ce dernier une adresse serbe sur une lettre, chacun s'extasia sur sa « science ». Il y avait à Belgrade 4 écoles : une école maternelle turque, une serbe, une juive et une grecque, qui, semble-t-il, était la meilleure.

En 1832, ces écoles comprenaient en totalité 227 élèves (211 garçons et 16 filles). L'année suivante, le nombre des élèves s'élevait à 267. En 1834 à 300. Malgré cette rapidité de croissance, il n'y avait toujours que trois maîtres...

Les instituteurs, laïques ou clercs, n'avaient pas une grande valeur pédagogique ³. L'un d'eux, Petar Radosavljević, avant d'enseigner aux enfants, avait été boucher. Un autre, Mihailo Resničanin, ne savait à la vérité ni lire, ni écrire. Un troisième, rusé Tsintsare, n'avait adopté ce métier que par esprit de lucre : *Kosta Zaka propalica i skitnica svetska, koji u svome veku nigda nije mislio biti učitelj* ⁴. Les enfants devaient apporter avec eux leurs plumes que l'instituteur taillait, en n'oubliant point de prélever pour lui une plume sur trois. La discipline était très dure. Les mauvais élèves étaient fouettés, ou étaient obligés de s'agenouiller sur des grains de maïs...

Les maîtres étaient, en général, d'une extrême pauvreté. L'instituteur de l'école de Velika Drenova devait être, en février 1822, affranchi de toute imposition « puisqu'il n'avait ni maison, ni jardin », ce qui était le comble de l'indigence ⁵.

Alors que, partout ailleurs en Serbie, les instituteurs étaient entretenus par les parents aisés ou les communes, à Belgrade c'était l'Église qui les payait. Miloš conseilla seulement aux *tutori* des églises de ne payer que pour les enfants dénués de ressources ⁶.

Telle était la vie scolaire à Belgrade. Mais dans le reste de la

¹ Gavrilović, *op. cit.*, t. II, p. 647.

² Petrović (Mih. S.), *Beograd pre sto godina*, p. 195.

³ Petrović (Mih. S.), *op. cit.*, p. 196.

⁴ *Vukova prepiska*, livre II, Belgrade 1908, p. 651.

⁵ Petrović (Vuk.), *op. cit.*, p. 413.

⁶ *Ibid.*, p. 413.

Serbie, d'après le peu que nous savons, il ne semble pas que la situation ait été meilleure. Sur la région de Čačak, nous possédons toujours l'intéressant témoignage de l'archiprêtre Vićentije Popović. La première école fondée en 1830 dans la Serbie occidentale le fut dans un village et non dans une ville. Le fait n'est pas isolé, et l'on peut dire que, sauf dans la région de Belgrade, les campagnes serbes ont connu les écoles avant les centres urbains. L'enseignement restait rudimentaire. L'archiprêtre Vićentije Popović conte que, pour quatre classes que comprenaient ces écoles, il n'y avait que trois matières d'enseignement : dans la première classe, les élèves étudiaient le *Budimski Bukvar*, dans la seconde le *Časlovac*, dans la troisième et quatrième le *Psaltir*. Ce n'est qu'en 1839 que l'on rendra obligatoire dans les deux dernières classes l'usage de la *Mala Čitančica* et du *Hristijansko polučenje*. La discipline scolaire était aussi sévère à Čačak qu'à Belgrade. Les mauvais élèves étaient fouettés avec la terrible *firgaz* (verges). Aussi, comme l'enseignement n'était pas obligatoire, peu d'enfants fréquentaient l'école ¹.

RELIGION ET SUPERSTITION.

S'il y a eu néanmoins des « porteurs de culture » dans la Serbie de 1830, ce ne furent ni les popes, ni les instituteurs mais les négociants qui conservaient davantage de relations avec l'étranger : lorsque Vuk Karadžić publia son premier almanach littéraire *Danica*, il n'eut aucun abonné à Belgrade, ce qui s'explique en partie par les préventions contre son orthographe. La seconde année (1827), il n'en eut que 29. En 1828 seulement 32. Or, sur ces 32 abonnés, il y avait 17 commerçants, 5 étudiants ; d'autres corps de métier étaient représentés, *mais il n'y avait pas un seul prêtre* ². Les livres étaient rares, lourds, incommodés. L'archiprêtre de Belgrade, Milosav Popović, avait beau bénir la première bibliothèque publique, le 15 février 1832, le niveau de la culture restait très bas,

¹ Voir l'article de D. Vesković, *Prosvetni život u Čačku i okolini pre sto godina* dans la *Politika* du 9-VIII-1937.

² Miloš avait depuis longtemps eu l'occasion de se rendre compte de l'état d'extrême ignorance où végétaient les popes de Serbie. Lors du premier soulèvement, ayant reçu une lettre de son Vojvode dans la *nahija* de Valjevo, il avait demandé à un pope de campagne qui se trouvait près de lui de la lui lire. Après des balbutiements confus, le malheureux dut avouer son ignorance. Miloš lui demanda comment, étant illettré, il pouvait lire les livres liturgiques. Le pope lui répondit qu'il lisait « par cœur » ayant appris autrefois « quelque chose, *comme sur la gusla* » (*Stampa*, 3-5-1934).

et Jakov Jakšić avait raison lorsqu'il écrivait à Vuk que le peuple était inculte (*neprosvešten*) ¹.

Les pratiques les plus superstitieuses étaient fort répandues, tant dans les campagnes que dans les villes. La croyance à l'envoûtement et au mauvais sort était courante et à l'origine de sanglantes vendettas. Dans les campagnes, un peu partout, les paysans se plaignaient des maléfices des sorcières. L'histoire des paysans d'Ub est curieuse : depuis 1820, ils attribuaient les décès multipliés qui se produisaient dans leur village à l'action malfaisante d'un « vampire ». En vain avaient-ils demandé à leur évêque le droit de faire des fouilles dans le cimetière. Le prélat se montrant hésitant, Miloš leur permit d'effectuer des recherches dans la tombe qui leur paraissait « suspecte », mais seulement en présence de leur pope ou de l'évêque, et en « respectant les cadavres ». Les paysans, dès qu'ils eurent obtenu cette autorisation, bouleversèrent de fond en comble le cimetière à la recherche du « vampire », et se livrèrent à d'atroces excès sur les cadavres ².

Le Knèze poursuivit avec la plus grande sévérité les sorciers et les prophètes. Les archives sont pleines de protestations adressées par les autorités locales au Prince, lui demandant ce que l'on peut faire de ces magiciens qui soulèvent le peuple. Il y a lieu de constater que cette recrudescence de l'esprit de superstition est liée, ou tout au moins coïncide avec des poussées de mysticisme chez certains membres du clergé monastique. En 1828, Miloš signale à Jovan Obrenović le cas d'un moine Sofronije qui « prophétise » : *s tim kojekakve budalaštine ljudima u glave useljava...* ³. En décembre 1835, le Métropolitte était obligé d'intervenir auprès du « capitaine » de Jasenice, pour lui demander de mettre fin aux prédications et aux « prophéties » d'une sorcière nommée Joka qui écartait le peuple de l'Église ⁴.

¹ Petrović (Mih. S.), *op. cit.*, p. 205.

² Djordjević (Tih. R.), *op. cit.*, p. 210.

En 1853, Desprez pouvait encore écrire que « La Serbie passait pour être de tous les pays slaves celui où le vampirisme a répandu le plus de terreur.. ». « Les grandes calamités, les épidémies, les disettes ne manquent jamais d'être attribuées à cette action mystérieuse, et dans ce cas, malheur à celui qui peut être soupçonné d'avoir en lui le cœur du vampire sous l'enveloppe humaine !... La puissance du vampire ne finit pas avec la vie mortelle. » Aussi « on coupera les jambes du cadavre et l'on fixera le tronc dans le cercueil par un clou qui traversera le cœur... » (Desprez, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} décembre 1853, p. 851). Ces détails sinistres donnés par Desprez s'appliquent plutôt à la Serbie du premier règne de Miloš qu'à la Serbie de 1853.

³ Djordjević, *op. cit.*, p. 212.

⁴ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 158.

Le peu que nous savons sur les doctrines professées par ces prophètes nous permet cependant d'affirmer leur caractère nettement religieux : partout on retrouve, énoncée sous une forme plus ou moins précise, la prédiction apocalyptique de temps nouveaux, où Dieu viendra signifier au monde sa volonté. Les temps du grand Jugement approchaient. Au mois de juillet 1836, le bruit se répandait à Kragujevac que « la ville allait s'effondrer sous le sol ». Le peuple alla passer la nuit dans la campagne. Il fallut que le Conseil du Knèze donnât l'ordre aux autorités militaires de ramener par la force les paysans affolés. A l'origine de toute cette eschatologie, on retrouve un clerc, l'intendant du monastère de Vračevšnica, Jeronim Živković, et un certain Stevan Branković, *čovjek skitnica i budala*¹.

Les guérisseurs et charlatans de toute espèce abondaient. Djordjević cite l'exemple de ce Neša Mihailović de Jagodina qui, même en 1840 priait le Conseil du Knèze de lui permettre d'aller à Janina, en Grèce, pour s'y faire soigner les yeux, car il avait appris « que dans cette même ville était apparu une sorte de nouveau saint Georges, qui guérissait quiconque venait à lui en croyant sincèrement »². L'Église officielle, menacée dans son propre domaine, assistait impuissante et effrayée à cette recrudescence du mysticisme et des croyances superstitieuses qui lui faisaient dans les masses paysannes une terrible concurrence.

LE CLERGÉ SERBE ET LA SANTÉ PUBLIQUE.

Il ne faut cependant pas pousser le tableau trop au noir. Si les « brebis galeuses » n'étaient pas rares dans le clergé de ce temps, il faut reconnaître que les tares reprochées à l'Église pouvaient l'être aux autres classes du peuple serbe.

Dans son ensemble, le clergé, en dépit de son ignorance et de ses vices, rendait de notables services parce qu'il suppléait à des institutions soit inexistantes, soit déficientes.

Ce serait en effet se faire une idée assez fausse que de penser qu'il n'y avait dans le clergé serbe, sous Miloš, que des prêtres indignes. Des popes de campagne, sans culture, mais animés d'un esprit de sacrifice admirable, laissèrent un souvenir durable. Tel ce pope Ostoja Vićentijević du district de Šabac, apôtre infatigable qui ne craignait pas de desservir le même jour plusieurs paroisses, et qui, chose rare à l'époque, se piquait de célébrer consciencieusement tous les services religieux de la journée — de matines à vêpres³. Quand

¹ Djordjević (Tih. R.), *op. cit.*, p. 212.

² Djordjević (Tih. R.), *op. cit.*, p. 213.

³ *Hrišćanski Vesnik*, mai 1888, p. 380-385.

le pape Ostoja mourut en 1850, son fils Gliša, prêtre lui aussi, sut se montrer fidèle au nom qu'il portait, par sa piété, mais s'acquittait d'une renommée de culture et de générosité¹. Des exemples de ce genre permettent de dire que le clergé serbe des années 30 contribuait dans la mesure de ses moyens au développement de l'instruction publique, si primitive qu'elle fût, en protégeant l'école naissante. Mais surtout, ce qui est moins connu, le clergé jouait parfois, en l'absence de tout service d'hygiène, le rôle bienfaisant de conseiller médical ; par exemple, lorsqu'il s'agissait d'enrayer les progrès de quelque épidémie.

Mihailo Popović, auteur d'un livre apologétique sur l'Église serbe, mais rempli de détails précieux, dégage nettement cet aspect de l'activité cléricale. Une épidémie de peste s'étant déclarée à Jagodina, et de nombreux cas mortels ayant été constatés, Miloš, après avoir pris les conseils d'un médecin, demanda au Métropolite Petar qu'il fit tenir par le clergé de Jagodina et de ses environs des allocutions où l'on exposerait au peuple les dangers de l'épidémie et les moyens de préservation auxquels on pouvait recourir. Grâce au zèle du clergé, l'épidémie fut enrayerée. Deux ans après éclatait une terrible épidémie de variole. Miloš fit à nouveau appel au clergé qui fut chargé d'expliquer au peuple comment il pouvait se prémunir, en l'initiant en premier lieu à la vaccination. Le Métropolite Petar se montra, à cette occasion, extrêmement énergique : il alla jusqu'à inviter ses prêtres à se faire vacciner les premiers, eux et leurs familles, afin de servir d'exemple et de révéler ainsi les bienfaits de la vaccine (8 juillet 1839, première loi serbe sur la vaccination)².

Quelques années plus tard, l'intervention du clergé sera plus effective, et l'on aura recours à des mesures encore plus rigoureuses. Mais il n'était pas sans intérêt de montrer que si, dans des populations aussi primitives et aussi superstitieuses, c'est-à-dire *a priori* hostiles à toute innovation, l'on a pu si rapidement et si généralement introduire la pratique de la vaccination, c'est assurément à l'esprit réaliste du prince Miloš qu'on le doit, mais aussi à l'entremise d'un clergé dévoué, malgré son ignorance. D'ailleurs, s'il n'avait pas été ignorant et profondément étranger aux problèmes de casuistique et aux préjugés d'Église, se serait-il prêté avec autant d'empressement à un service social de cette nature ?³

¹ *Hrišćanski Vesnik*, juin-juil. 1888, p. 527-531.

² Popović (Archip. Mih. I), *Istorijska uloga Srpske Crkve u čuvanju narodnosti i stvaranju Države*, Belgrade, 1933, p. 288-292.

³ Cunibert rend surtout hommage à l'esprit d'initiative de Miloš : « Lorsqu'en 1835 on vit que la petite vérole qui y (en Serbie) faisait de nombreuses victimes épargnait tous ceux qui avaient été vaccinés, on combla de bénédictions le prince et tous ceux qui avaient aidé à l'introduction de cette salutaire invention ». (Cunibert, *op. cit.*, t. II, p. 262.)

CHAPITRE VI.

MILOŠ^v ET PETAR.

PREMIERS SOULÈVEMENTS CONTRE MILOŠ.

Physiquement tout séparait le Knèze du Métropolit : Petar, un petit homme d'allure timide et hésitante; Miloš, géant violent et irascible, tel que nous le présente Blanqui qui eut l'occasion de le voir en exil à Vienne en 1842 :

« Sa tête, d'une grosseur énorme et couverte d'une forêt de cheveux gris coupés courts, semble comme enfoncée dans ses larges épaules, et lui donne l'apparence d'un taureau indompté...¹ ».

L'entente de ces deux hommes si dissemblables de tempérament et de naturel, n'avait jamais revêtu qu'un caractère provisoire. Le Métropolit n'aimait guère ces perpétuelles immixtions du Knèze dans les affaires ecclésiastiques, mais il ne pouvait s'y opposer et parfois était réduit à y faire appel, sachant que son église n'était pas assez forte pour être vraiment indispensable. Plus que les manies d'intervention du Prince, l'orgueil et l'indiscipline des évêques l'inquiétaient. Il savait qu'il pouvait toujours trouver auprès de Miloš un recours contre l'épiscopat et c'était là une des principales raisons de son loyalisme et de sa prétendue souplesse. On pouvait cependant prévoir que le jour où Miloš ne serait plus le seul maître en Serbie, mais serait contraint de partager son autorité avec une oligarchie de conseillers, l'unité apparente de vues qui régnait entre le chef de l'Église et celui de l'État toucherait à sa fin. Déjà des fissures semblaient menacer le pouvoir absolu de Miloš. Tant que son administration n'avait eu d'autre principe que celui de son bon plaisir, il avait pu continuer à jouer en toute tranquillité le rôle de sauveur providentiel indispensable et d'intermédiaire entre la Porte et son peuple, rôle auquel son habileté diplomatique paraissait le prédestiner. Jusque-là il n'avait eu à mater que quelques séditions populaires très localisées ; telle la sédition de Miloje Djak provoquée par les exactions d'autorités locales.

¹ Blanqui, *Voyage en Bulgarie*, Paris, 1843, p. 34.

L'âme du complot, Miloje Djak, était un *raspop* (prêtre défroqué), grand démagogue, et qui avait su admirablement soulever le peuple de la *nahija* de Smederevo (1825)¹. Les hommes d'église étaient seuls capables, en effet, de s'insurger contre l'arbitraire du Knèze. Outre un niveau de culture légèrement supérieur à celui de la moyenne, ils disposaient encore, dans le peuple, de quelque autorité.

Dix ans plus tard la situation n'était plus la même : au sein des différents services d'État, des hommes s'étaient déjà signalés par leurs talents et leur esprit d'initiative. Une certaine expérience politique s'était créée. Beaucoup étaient las de supporter le poids d'un aveugle despotisme et semblaient disposés à tirer parti de ces jacqueries paysannes qu'ils n'envisageaient jusqu'alors qu'avec horreur. Une occasion ne tarda pas à s'offrir quand le Serdar du Territoire de la Rasina, Mileta Radojković, leva l'étendard de la révolte dans les premiers jours de janvier 1835.

LE MÉTROPOLITE ET LA CONSTITUTION DE DAVIDOVIĆ.

Mais au lieu de procéder avec l'aveugle emportement de ses prédécesseurs, Radojković fit preuve de maturité politique en préférant se servir de la masse de ses partisans comme d'un moyen de pression sur le Knèze qu'il ne voulait, au reste, ni tuer ni destituer, mais dont il désirait simplement restreindre les pouvoirs. Ce soulèvement que l'on ne pouvait pas attribuer à l'influence de conjurés venus de l'Étranger eut un large retentissement en Serbie.

¹ Cunibert, *op. cit.*, t. I, p. 211-221. Sur la rébellion de Miloje Djak, voir le *Pričanje jednog savremenika o Djakovoj buni 1825 godine* publié par Stranjaković, Belgrade, 1937, 10 p. Ce n'était pas la première tentative de soulèvement : Karadjordje qui, plus encore que Miloš, aspirait au pouvoir absolu, avait eu à lutter contre de nombreux ennemis. Seuls, sa mort et le désastre serbe de 1813 avaient enlevé son caractère d'actualité à la question de régime politique, et pacifié provisoirement les esprits. Petar Nikolajević Moler, ancien vojvode, puis « *nadzornik Narodne Kancelarije* », avait payé de sa tête en 1816 son opposition à Miloš. La même année et pour les mêmes motifs, le Knèze avait fait disparaître le trop orgueilleux « archevêque » de Šabac, Melentije Simeonović Nikšić. Un an plus tard un autre ancien vojvode de Karadjordje, Pavle Cukić, qui avait participé à la sédition de Petar Moler, s'associait à Simo Marković pour soulever six *nahije* contre Miloš. Fait prisonnier, il était immédiatement exécuté. Après lui, jusqu'à la révolte de Miloje Djak, il n'y a plus à signaler que le soulèvement presque aussitôt avorté de Marco Abdulla et de Stefan Dobrujac (avril 1821). On trouvera une chronologie des différents soulèvements dans Mita Petrović, *Financije i ustanove obnovljene Srbije do 1842*, p. 694-721, et leur histoire détaillée dans Gavrilović, *Miloš Obrenović*, t. II, p. 501-629 ; cf. également (du point de vue juridique), Prodanović, *op. cit.*, p. 35.

Au début de janvier 1835, à l'appel de Radojković, de nombreux Knèzes se rendirent, suivis de leurs administrés en armes, à Kragujevac. Mileta s'installa dans les locaux du Narodni Sud pour attendre que tous ses partisans se fussent rassemblés. Ceux-ci arrivaient sans cesse, mais sans provoquer le moindre désordre, et le caractère pacifique de cette immense manifestation empêchait le Knèze de recourir aux moyens de répression qu'il affectionnait habituellement dans une semblable circonstance. Aux côtés de Mileta, venaient bientôt se ranger, d'abord un ancien *tatarin* de Miloš, Stojan Sinić, juriste de valeur qui n'avait pu effacer de sa mémoire les cinquante coups de bâton que le Knèze lui avait fait administrer en 1827, et ensuite Avram Petronijević, ancien secrétaire du bureau du prince et grand favori de celui-ci. Miloš, atterré par ce mouvement dont il n'avait pu prévoir l'ampleur, semblait incapable de réagir. Quelques excès en province, auxquels participèrent des prêtres, l'amènèrent à penser que cette agitation avait des racines plus profondes qu'il ne l'avait pensé ¹. Pour la première fois, il s'apercevait avec découragement qu'il existait un fossé entre lui et ce peuple serbe dont il s'était toujours persuadé être l'interprète infallible. A contre-cœur il s'inclinait et accordait la célèbre constitution de 1835, qui fut proclamée lors de la « Skupština de la Visitation » de la même année.

Cette constitution, fort libérale pour l'époque, et qui garantissait les droits des « citoyens », en précisant les attributions du pouvoir exécutif, avait été rédigée par le Secrétaire du Knèze, Dimitrije Davidović, sous l'influence des idées politiques françaises. Parmi ses 14 chapitres et ses 142 articles, il fallait relever la création d'un Conseil d'État, la plus haute autorité en Serbie après le Knèze (art. 45) ². La nouvelle constitution réglait également les rapports de l'Église et de l'État :

Dans l'Église orthodoxe orientale, proclamait-elle, il n'y avait qu'un Métropolite serbe. Le nombre des évêques dépendait du chiffre de la population (art. 92). L'Administration intérieure de l'Église relevait du Métropolite et des autorités ecclésiastiques, qui devaient être définies par un oukaze postérieur en harmonie avec la Convention signée avec le Patriarche à Constantinople (art. 93). Le Métropolite et les évêques recevaient un traitement sur les caisses de l'État. La distribution des paroisses aux popes était réservée aux évêques qui n'avaient le droit de donner que les paroisses vacantes (art. 94). Le peuple serbe devait continuer à verser au clergé ce

¹ Petrović (Mita), *Financije i ustanove obnovljene Srbije do 1842*, t. I, p. 701.

² Le « Državni Sovjet » succédait à l'ancien « Narodni Sud Srpski », mais avec une compétence très élargie (cf. l'article de D. Danić, *Postanak srpskog državnog Saveta*, dans la *Pravda* du 23 avril 1938).

qu'il recevait habituellement jusqu'alors, jusqu'à ce que soient promulgués de nouveaux règlements (art. 95). Le clergé ne pouvait exercer en Serbie d'autres fonctions. Seul le Métropolite de Serbie, et en cas de besoin les évêques, pouvaient être appelés par le Knèze et le Conseil d'État en consultation pour des affaires ecclésiastiques (art. 90). Toute confession en Serbie avait le droit de célébrer librement son culte, suivant ses rites ; elle était placée sous la protection du gouvernement serbe (art. 97). La prestation de serment des sujets qui n'appartenaient pas à la confession orthodoxe orientale s'effectuait suivant les rites de leur confession (art. 98) ¹.

L'Assemblée nationale (*Narodna Skupština*) voyait ses pouvoirs très augmentés : elle devait se réunir chaque année à la Saint-Georges pour approuver l'impôt. Le Prince était tenu de lui communiquer le budget sur lequel elle avait la faculté de formuler ses observations. Le 3 février 1835, le jour même de la promulgation de la Constitution, Miloš nommait 12 « conseillers d'État actuels » (*Djejsvitelni Državni Sovjetnici*), parmi lesquels on notait Koča Marković, Dimitrije Davidović, Avram Petronijević, Mileta Radojković, Vučić Perišić. Le président du Conseil d'État était Koča Marković. Lazar Todorović devenait ministre de la justice, Dimitrije Davidović recevait le portefeuille de l'Intérieur, Avram Petronijević celui des Affaires Étrangères, Aleksa Simić celui des Finances, Mileta Radojković celui de la guerre. Les ennemis du Knèze l'emportaient numériquement sur ses amis.

Le Métropolite Petar était un des premiers bénéficiaires de cette révolution constitutionnelle. Si sa prudence ecclésiastique ne lui permettait pas de nourrir beaucoup de sympathies envers une manifestation populaire de ce genre, il ne pouvait que se réjouir des restrictions apportées au pouvoir personnel du Knèze. Il n'avait, d'ailleurs, pas été étranger à la rédaction de la Constitution de 1835, et avait conseillé l'introduction de stipulations nettement favorables à l'Église orthodoxe. Un article ne déclare-t-il pas que « le *Knjaz* devait être Serbe ou naturalisé serbe et professer en outre la religion chrétienne orthodoxe... ? » L'article 29 exigeait que la femme du prince pratiquât, elle aussi, la religion orthodoxe... ². L'allocution

¹ Prodanović, *op. cit.*, p. 55.

² Cf. Žujović (Mladen J.), *op. cit.*, p. 99. M. Žujović commente de façon un peu optimiste les articles : « Sans être clérical, le Serbe est resté fortement attaché à l'Église orthodoxe. C'est pour cette raison qu'on trouvera dans les Constitutions Serbes des prescriptions interdisant tout prosélytisme contre la religion orthodoxe aux autres communions chrétiennes. Les autres communions pourront toujours pratiquer publiquement leur culte en pleine sécurité, mais elles demeureront étrangères... » (*op. cit.*, p. 99, n° 1).

que le Métropolite prononça le 4 février, au lendemain de la promulgation de la Constitution traduit assez bien les sentiments mêlés qu'il éprouvait à son égard : il saluait la promesse de « jours plus heureux », rendait grâces à Dieu du « don » qu'il faisait à la nation serbe¹. Formule remarquable : pour lui la constitution n'était pas seulement accordée par le Knèze, mais octroyée par Dieu, ce qui évidemment, lui conférait un caractère sacré. Et il osait du haut de sa chaire métropolitaine rendre un hommage fervent à « cette providence divine qui humiliait les fiers... ». Lui qui était Serbe d'Autriche et n'avait jamais manifesté grande sympathie pour la mystique nationaliste serbe, il n'hésitait pas désormais à évoquer « les efforts séculaires du peuple serbe pour défendre sa foi, conserver sa langue, maintenir sa nationalité » et il exaltait sa dernière conquête : une constitution com me beaucoup (de nations) libres depuis tant de temps n'en ont pas. Il est vrai que Petar terminait son allocution par un éloge adroit du Knèze, mais on sent nettement qu'il a conscience que les temps de l'autocratie sont terminés désormais :

« Et puis, ce changement nous impose le devoir de rester fidèles à notre Knèze, par l'intermédiaire duquel Dieu nous a fait don de la Constitution et des lois. Oui, Père de la Patrie, Pieux Knèze et notre Maître, Tu es l'instrument par lequel la grâce céleste nous a donné le gage assuré de notre prospérité future. La volonté divine T'a choisi comme libérateur de notre patrie opprimée et comme fondateur de son bonheur...² ». Et il insistait encore sur la plus grande œuvre de Miloš, celle qui le rangeait au nombre des « hommes les plus glorieux de tous les siècles », et qui était l'octroi de la liberté. Le peuple devait rester fidèle à son Knèze « car c'est seulement par le maintien de la fidélité que la bénédiction divine se répandra à travers la Constitution que vous avez obtenue sur vous et votre descendance³ ».

Si l'on tient compte de l'enflure familière à ce genre de littérature, on peut dire que le Métropolite exprimait, du haut de la chaire épiscopale, des opinions que nul n'aurait encore osé exprimer du haut d'une tribune. De telles idées n'étaient point étrangères à un

¹ « Dans son sermon sur le texte : *le passé est passé, tout va devenir nouveau*, le Métropolite Peter (*sic*), habile flatteur des deux partis, célébra la Serbie changée par l'oustav dû au Kniaze élu de Dieu et montra l'Église, qu'il confondait avec la patrie, guérie enfin de ses longues douleurs par une constitution telle que bien des nations civilisées l'envieraient ». (Cyprien Robert, *Histoire du Prince Miloš, Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mars 1843, p. 857.) Les considérations de Cyprien Robert sur l'attitude du Métropolite sont empreintes d'une certaine partialité : il est certain que Petar n'était encore suspecté de duplicité par aucun parti.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 276.

³ *Ibid.*, p. 277.

Radojković ou à un Vučić, mais elles étaient encore obscures et confuses pour la masse du peuple serbe. Malheureusement ce « don de Dieu » n'eut pas le caractère de pérennité que lui prédisait Petar. Les premières difficultés rencontrées furent d'ordre international : le député du Knèze chargé de remettre un exemplaire de la nouvelle Constitution au ministre de Russie à Constantinople fut éconduit. L'oligarchie des conseillers essuya un autre affront lorsque le gouvernement ottoman eut refusé de reconnaître le nouvel état de choses. Miloš sut profiter de ces difficultés pour secouer la tutelle du *Sovjet*. Il écrivait le 30 mars 1835 à son envoyé à Constantinople, German :

« Persuadez-leur (il s'agit du Ministre de Russie, Butenjev, et du Ministre des Affaires Étrangères Ottoman, Reis Effendi) que cette constitution n'est pas appliquée du tout chez nous et que les choses vont tout à fait comme autrefois... »

La constitution de la Visitation devait, en effet, rester lettre morte ¹. Pour bien montrer que pour lui, elle n'avait jamais eu de réalité, Miloš se rendait en août 1835 à Constantinople, pour remercier le Sultan du Hatti-chérif et du droit héréditaire nouvellement intitulé dans la famille du prince. Peut-être s'était-il réjoui un peu vite. Car la « Constitution turque » de 1838 ne rendit point au Knèze serbe son pouvoir primitif.

PORTÉE RELIGIEUSE DE LA « CONSTITUTION TURQUE ».

Le Hatti-chérif de 1838 (« la Constitution turque »), tout en limitant l'autorité du Knèze par un renforcement de l'indépendance du Conseil (les membres de celui-ci au nombre de 17 ne pouvaient plus être destitués, tant que l'on n'aurait pas réussi à démontrer leur culpabilité), n'oubliait pas de mentionner l'Église à laquelle le Sultan avait consacré deux articles :

Art. 57 : « Comme les sujets tributaires de la Sublime Porte sont de l'Église grecque, Je leur ai donné la complète liberté d'exercer leur service divin d'après les cérémonies en usage ainsi que de se choisir avec Ton assistance (le Hatti-chérif était adressé par le Sultan à Miloš) et Ta surveillance leur Métropolitain et leurs évêques à la condition que, conformément aux canons de l'Église, ils soient soumis à l'autorité religieuse du Patriarche de Constantinople qui est le chef de l'Église et du Synode ².

De même, il est conforme aux privilèges accordés jadis par la

¹ *Memoari Stefana-Stevče Mihailovića*, p. 282.

² Prodanović, *op. cit.*, p. 92.

Porte Ottomane à ses sujets chrétiens que les chefs du clergé administrent entièrement les affaires de l'Église en tant qu'elles n'ont pas de rapport avec les affaires politiques. D'autre part, les rémunérations et les dotations du métropolitain, des évêques et des institutions pieuses sont déterminées par le peuple. »

Art. 58 : « On déterminera en Serbie les lieux où le haut clergé se rassemblera pour tenir conseil sur les affaires concernant le métropolitain, les évêques et l'Église... »

C'était la première fois que l'Église était considérée comme une personne civile indépendante, non seulement à l'égard de la Porte, mais vis-à-vis du Knèze. Le Métropolitte Petar porte assurément une grande responsabilité dans cette évolution de la « Sublime Porte » et ces deux articles n'ont été introduits que sur sa demande instante. On ne saurait dire qu'en réclamant une telle autonomie de son église, il ait travaillé directement contre Miloš, mais son intervention a singulièrement favorisé la réalisation des visées constitutionnalistes. Le Knèze était condamné à une impuissance complète entre un Conseil quasi-inamovible et qui lui était, dans sa majorité, hostile, et un haut clergé qui, sans le trahir, échappait désormais à son autorité directe ¹.

LE MÉTROPOLITE ET LES ÉVÉNEMENTS DE 1839 :

L'AFFAIRE DE TREŠNJA.

Nul ne songeait à trouver étrange que Petar ait cherché à obtenir les privilèges assurant l'autonomie de son église du Sultan et non point de son prince chrétien, car on savait que, si ce dernier avait la faculté d'intervenir dans l'administration intérieure ecclésiastique, il ne pouvait modifier le statut de l'Église sans l'autorisation de la Porte. L'habileté du Métropolitte avait consisté à s'adresser directement à celle-ci ². Mais cette seule démarche rendait suspect le chef de l'Église aux yeux du Knèze. Au contraire elle le rapprochait des ennemis de Miloš.

Ce n'était pas un pur hasard si, l'année même de la promulgation de la Constitution de 1835, le Métropolitte annonçait l'ouverture du premier séminaire. Un an plus tard il signait le *Načertanije*. Bien que ce projet de réforme des autorités ecclésiastiques ait été depuis longtemps à l'étude, il n'est pas moins significatif qu'il ait dû attendre, pour entrer en vigueur, l'heure où l'on s'efforçait précisément de mener à bon terme les premières réformes politiques. On

¹ Djordjević (Nik.), *op. cit.*, p. 41.

² Djordjević (Nik.), *op. cit.*, p. 40-41.

comprend mieux que Petar ait su excellemment profiter des difficultés dans lesquelles se débattit Miloš les années suivantes lorsqu'il fut réduit à accepter de la Porte cette Constitution qui, instituant cette fois des conseillers à vie, et désignant pour conseillers ses ennemis les plus acharnés, mettait pratiquement fin à son pouvoir personnel. Le Knèze cédait sous la pression d'influences étrangères, sachant que le groupe des constitutionnalistes était soutenu par la Russie, tandis que l'Angleterre, par l'intermédiaire du Consul Hodges, s'efforçait d'obtenir du libre consentement du prince les réformes devenues nécessaires ¹.

Le Métropolitte était, aux yeux de Miloš, d'autant plus compromis que la diplomatie russe, entre autres préventions qu'elle nourrissait à l'égard du prince serbe, lui reprochait de ne pas être suffisamment soucieux des intérêts de l'Église orthodoxe serbe ². Comment Miloš ne pouvait-il pas être amené à penser qu'une telle accusation avait été suggérée aux Russes par des représentants de l'Église serbe, sinon par son chef autorisé ? Méfiant comme il l'était et toujours à l'affût d'intrigues réelles ou supposées qui s'ourdissaient contre lui, le Métropolitte Petar lui parut plus d'une fois, avec ses allures be-

¹ Temperley voit un paradoxe dans le fait que la Turquie absolutiste et la Russie du Tsar soutenaient le parti de la Constitution en Serbie, tandis que Palmerston et Louis-Philippe, champions du Libéralisme et du Parlementarisme, appuyaient les velléités d'autocratie de Miloš, et il rappelle les agissements du Consul d'Angleterre :

Hodges came to Serbia to persuade Milosh to remain a despot, about the same time as a Russian envoy came to teach him to be a Constitutional ruler (Temperley, *History of Serbia*, Londres, 1917, p. 223).

² Le Consul de Russie Vaščenko était, s'il faut en croire Cunibert, passé maître dans ce travail de dénigration et de sape. Blanqui constatait, lors de son séjour dans la capitale serbe, qu'il jouait « exactement à la Cour de Belgrade le rôle des résidents anglais chez les princes indiens » (*Voyage en Bulgarie*, p. 81). Il parcourait les campagnes serbes, ne dédaignant pas de s'arrêter dans les auberges où il buvait avec les paysans et s'efforçait de convaincre les « têtes » de la commune : popes et Kmets. Le médecin de Miloš conte une scène qui se serait passée « dans un cabaret de Bélo Savatz » (Belosavci) et qui, s'il nous est impossible de vérifier son authenticité, traduit bien les préventions de la Russie sur « l'orthodoxie » de Miloš : « Qui sait, disait le consul aux paysans de Belotavci, qui sait si la Serbie ne va pas bientôt se voir inondée de missionnaires protestants qui feront la guerre à la sainte et vraie foi de la glorieuse Église orientale ? Il n'est pas de danger plus grand que celui-là ! A l'état de simplicité et d'innocence où se trouvent les Serbes, rien n'est plus facile que de les éloigner peu à peu de la religion de leurs pères et de leur faire embrasser le protestantisme sans qu'ils s'en aperçoivent. Par le peu de respect qu'ils portent aux dogmes religieux, par le mépris qu'ils affectent pour quelques saints commandements de l'Église (le jeûne et l'abstinence pendant les carêmes), Milosch et ses conseillers donnent à craindre qu'ils se soucieraient bien peu de protéger le culte et la religion nationale contre l'invasion de l'hérésie et de l'apostasie... » (Cunibert, *op. cit.*, t. II, p. 494).

noïtes et apeurées, l'instigateur ou le complice d'une mystérieuse conjuration.

Au lendemain de la Constitution turque, il semble que le Métropolitte ait eu conscience du heurt qui — tôt ou tard — ne pouvait manquer de se produire entre les Constitutionnalistes et le Knèze. Celui-ci, fait symptomatique, avait beaucoup perdu de son intransigeance primitive. On le verra, en dépit de sa proverbiale avarice, consentir sans protester à l'élévation des traitements des professeurs du Séminaire ¹. Bien plus, il proposera lui-même l'augmentation du traitement du Métropolitte et des évêques ². Le ton de sa correspondance avec le chef de l'Église reste amical, même en tenant compte des formules habituelles de politesse. Si l'on en croit le témoignage d'Atanasije Djordjević, auditeur au Séminaire, invoqué par A. Ilić, les relations entre Miloš et Petar étaient en 1839 encore assez cordiales. Souvent le Knèze invitait le Métropolitte soit à Požarevac, soit à Kragujevac et s'entretenait longuement avec lui très amicalement. Petar lui faisait part de ses craintes ; il se voyait compromis malgré lui dans l'agitation politique qui allait croissant :

« Dans la conversation le Métropolitte disait souvent combien il détestait terriblement le seul mot de *politique*. Un homme honnête, selon lui, ne sait pas penser une chose et en dire une autre, et le mot de politique lui semblait avoir la signification de canaillerie (*ugursuzluk*) et d'hypocrisie » ³.

Un autre texte moins connu d'Atanasije Djordjević nous révèle mieux la nature véritable des rapports entre le Métropolitte et le Knèze dans ces derniers temps :

« Le Métropolitte Petar était dévoué au Knèze Miloš, mais à la fin il ne sympathisait plus avec lui, comme il me le disait quelquefois, parce qu'il (le Knèze) voulait commander et au capitaine et au Kmet et au gendarme et au pope et à tout le monde, et maintenant cela ne convenait plus (*a to sada ne ide*) ⁴ ». Atanasije ajoutait que lors des premiers complots organisés par les Constitutionnalistes et les *Obrenovićevići* (cette appellation apparaissait alors pour la première fois) les uns et les autres se rendaient souvent chez le Métropolitte pour se plaindre. Mais jamais le prélat n'appuyait un parti ou un autre :

« Il conseillait la conciliation et l'entente, et c'est pourquoi aucun des deux partis ne lui était attaché. Mais ils le respectaient tous

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 365.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 315.

³ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 377.

⁴ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 381.

cependant pour son esprit éminent et pour sa mesure »¹. C'est en effet une notation très fine. Petar ne s'était pas fait d'amis en raison même de sa modération. A l'heure où tous prenaient position, il espérait, en sa qualité de chef spirituel, rester au-dessus de la mêlée politique. Mais la chose ne lui était désormais plus possible. Miloš, résolu à ne pas accepter la tyrannie des Constitutionnalistes, avait décidé de s'adresser directement au peuple, et de le soulever contre le Conseil, par l'intermédiaire des Kmets qui lui étaient restés fidèles. Dans la première quinzaine de mai 1839, la garnison militaire de Kragujevac se révoltait en faveur de Miloš : les insurgés lui envoyaient aussitôt un message de fidélité. Miloš qui avait encouragé secrètement le soulèvement fut effrayé par son œuvre. Il se contenta d'envoyer aux soldats de vagues conseils de modération. Mais il était déjà trop tard. Les détachements de cavalerie de Čuprija joignaient les mutins de Kragujevac. Conseillers et Ministres eurent alors l'idée géniale de mettre fin aux velléités d'indépendance du Knèze en lui confiant la répression d'une sédition qui ne s'était faite qu'en sa faveur. Miloš inconscient conférait les pleins pouvoirs et le commandement de l'expédition punitive à Vučić Perišić nommé provisoirement *predvoditelj*². Ce dictateur militaire avait sous ses ordres l'« armée nationale », c'est-à-dire des milices paysannes levées en toute hâte. Il lui fallait agir vite. Le 14 mai, les insurgés étaient déjà au pied des collines de Kosmaj, à 11 kilomètres au nord de Mladenovac. Il était nécessaire de les arrêter à tout prix et « l'armée nationale » n'était pas encore prête. Miloš aux abois, devinant ce qui lui adviendrait si les insurgés parvenaient à infliger une défaite aux troupes loyales, résolut d'envoyer au devant des insurgés, une délégation composée de son aide de camp, le colonel Arsenije Andrejević, et de deux hautes personnalités ecclésiastiques, l'évêque d'Užice Nićifor et le Métropolitte Petar. La délégation avait pour mission de convaincre les soldats révoltés que leur Knèze n'était menacé par aucun danger et qu'il n'était nullement, comme ils le croyaient, « le prisonnier du Conseil ». Nous avons, de cette rencontre mémorable entre les insurgés et le Métropolitte, plusieurs rapports dignes de foi³. Les *Srpske Novine* racontent l'affaire de façon assez pittoresque⁴.

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 381.

² *Memoari Stefana-Stevče Mihailovića*, p. 125.

³ Les notes annexées aux souvenirs du Cunibert sont muettes sur le rôle joué par le Métropolitte Petar. Son intervention personnelle y est même passée sous silence. (Sur l'affaire de Trešnja, cf. Cunibert, *op. cit.*, t. II, p. 550. Voir aussi Stranjaković, *Vučičeva buna*, p. 9 ; Petrović (Mita), *Financije i ustanove obnovljene Srbije do 1842*, p. 709-19, et enfin Ilić, *op. cit.*, p. 372).

⁴ *Srpske Novine*, n° 20, 1839.

« C'est ainsi que le 14 de ce mois (de mai), le jour même de la Sainte Trinité, les envoyés du Prince (Petar, Nićifor et Andrejević) s'en allèrent, et que Vučić, au même moment, rassembla ici beaucoup de Belgradois armés à la tête desquels fut placé le membre du Conseil, Vula Grigorijević »...

De tous les côtés, des paysans armés accouraient des villages les plus proches du district de Belgrade, envoyés par leurs Kmetz, « de telle sorte que vers midi, il y avait environ 3.000 hommes — citadins ou paysans — qui s'étaient rendus à l'auberge de Rakovica. » A ce moment on apprend que les insurgés se sont arrêtés à Trešnja (plateau au sud de l'Avala). Après un jour de négociations, la totalité des insurgés se rendait.

Les *Srpske Novine* ne parlaient pas du rôle joué par Petar. Atanasije Djordjević est plus explicite. Avant de partir au devant des insurgés remplir sa mission conciliatrice, le Métropolite lui aurait dit :

« Ils ont mis à mes côtés l'évêque Nićifor, lui qui est contre le seigneur Jovan (Obrenović). — C'est déjà « leur » homme (aux Constitutionnalistes). — Je ne sais pas ce que le Gospodar sait sur cette émeute »¹. Atanasije prétend aussi que le Métropolite ayant cherché à obtenir des éclaircissements et des instructions auprès du Knèze, celui-ci lui aurait donné pleins pouvoirs, tout en se refusant à le conseiller. Le Métropolite, après cette entrevue, aurait ensuite tracé devant Atanasije un tableau vraiment saisissant de la solitude que l'on avait peu à peu imposée au Knèze. Ce dernier s'était plaint de ne plus rien savoir de ce qui se passait autour de lui, car on avait, peu à peu, éloigné tous ses proches. Seul Arsa (Arsenije Andrejević) avait été maintenu à son poste de ministre de la Cour. C'est la raison pour laquelle Petar avait demandé qu'on adjoignît à la délégation projetée cet homme de confiance de Miloš². Face aux insurgés et bien qu'il n'aimât guère parler aux foules, le Métropolite avait eu le courage de prendre le premier la parole. Il avait lu aux soldats l'ordre que leur intimait le Knèze de rentrer immédiatement dans leurs casernes sous la foi d'une amnistie générale. Puis, dans une courte harangue, il avait démontré aux émeutiers les graves conséquences que pouvait entraîner pour eux comme pour la nation serbe tout entière la prolongation du désordre. Il concluait, en les adjurant au nom du Knèze de se soumettre et de regagner leurs garnisons³. A la mention de Miloš un tumulte se produisit

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 378.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 379.

³ *Memoari Stefana-Stevče Mihailovića*, p. 127.

dans la masse des insurgés et de nombreux soldats s'écrièrent qu'ils n'avaient à écouter personne et qu'ils savaient fort bien que les *velikaši* avaient livré le *Gospodar* au Vizir dans la citadelle ! Petar réussit enfin à les apaiser, mais il dut consentir, malgré l'opposition violente de Vučić, à ce qu'un *sovjat* de cinq soldats se rendît auprès du Knèze, sans doute pour s'assurer qu'il était vraiment « libre ». C'est à ce moment que commence à se manifester l'inimitié qui existait depuis longtemps déjà entre Vučić et Petar. Le farouche tribun, qui ne poursuivait pas d'autre but que l'isolement complet du Knèze, ne voulait pas permettre à des représentants de l'armée, qui étaient sans doute de vieux camarades de combat, de correspondre directement avec Miloš. Il devait, au reste, réussir dans ses desseins : le Knèze de plus en plus désarmé abandonnait définitivement à Vučić ces pleins pouvoirs qu'il eût dû lui retirer une fois que le soulèvement aurait été étouffé. Stevča Mihailović a dépeint ces heures de confusion et d'incertitude par une phrase magnifique :

« Personne ne sait plus rien, personne ne sait plus de qui il dépend : on ne voit plus au-dessus de soi la tête qui commande... » ¹.

Miloš, découragé, ne tint pas compte de quelques adresses de fidélité qui lui parvenaient encore de la province et lorsque conseillers, ministres et hauts dignitaires vinrent cérémonieusement requérir sa signature au bas d'un acte d'abdication perfidement préparé à l'avance, il s'exécuta sans un mot et remit au Métropolitel le texte ratifié de l'*Otrečenije* ². Le Conseil était désormais seul maître des destinées serbes. Miloš ayant abdiqué en faveur de son fils aîné Milan, et celui-ci étant très malade, une Régence se constitua avec Jevrem Obrenović, Avram Petronijević et Toma Vučić-Perišić ³. Aucun des trois n'était l'ami personnel du Métropolitel.

LE MÉTROPOLITE PETAR ET LE PREMIER RÈGNE DU PRINCE MICHEL LA *Vučičeva buna*.

Les Conseillers profitèrent de l'interrègne entre le départ de Miloš (VI-1839) et l'arrivée de Michel, héritier après la mort de son frère Milan (III-1840), pour agiter le peuple en faveur des Karadjordjević, préparant ainsi les troubles qui devaient mettre rapidement un terme au premier règne du Prince Michel ⁴. Il est

¹ *Memoari Stefana-Stevče Mihailovića*, p. 305.

² Stranjaković, *Vučičeva buna*, p. 12.

³ *Srbske Novine*, 28 juin 1839, n° 28.

⁴ *Memoari Stefana-Stevče Mihailovića*, p. 139.

extrêmement intéressant de noter quelle fut l'attitude du clergé dans cette période d'attente ainsi que pendant les premiers jours du règne du nouveau Knèze. Le prieur (*Nastojnik*) du monastère de Manasija, qui faisait une tournée en province pour recueillir les oboles, participait à sa façon à cette campagne de dénigrement contre la dynastie de Miloš. Beaucoup de fidèles lui demandaient ce qu'il pensait du Knèze Michel, et le prieur avait coutume de répondre qu'il s'étonnait fort de ce qu'ils s'en occupassent tellement, « alors que chacun d'eux peut être Knèze »¹. Sous cette forme naïve et perfide on trouve cependant une croyance déjà anciennement enracinée chez les masses paysannes serbes de l'époque : si le titre de Knèze était devenu héréditaire en vertu d'un hattî-chérif du Sultan, le peuple devait décider de la légitimité de tout changement de souverain par une élection en bonne et due forme. Même aux jours de la toute puissance de Miloš, le Métropolitte déclarait sans ambages qu'il n'était que « l'instrument », le canal à travers lequel la grâce divine se déversait sur le peuple serbe. Dieu seul était éternel, tandis que ses instruments (souverains et dynasties) changeaient et se succédaient les uns aux autres. Ainsi, le fossé qui séparait Michel du Conseil et de l'ensemble du parti constitutionnaliste se creusait de plus en plus, affectant désormais, non plus le petit clan des gens au pouvoir, mais la nation même et la divisant en partis hostiles. Ce qui jadis n'était qu'une rivalité personnelle entre le Knèze, vieilli et autoritaire, et une poignée d'hommes influents, revêtait désormais un caractère de violence et de permanence infiniment plus grave. Jusqu'ici on parlait de constitutionnalistes et de « partisans des Obrenović » (*Obrenovićevidi*), et voici qu'apparaissait dans la confusion générale un nouveau parti, celui des *Karadjordjevidi*. De groupements politiques véritablement organisés on ne saurait parler : tantôt le noyau de rassemblement était un homme comme Vučić, tantôt un prétendant au trône princier, tantôt enfin un fonds commun d'antipathies et de méfiances à l'égard du pouvoir absolu ; très rarement une conviction réelle ou un idéal politique. Stranjaković a fort bien montré comment, dans cette division de plus en plus grande des esprits, même les partisans des Obrenović étaient incapables de rester unis : les uns travaillaient en vue d'assurer le retour en Serbie de Miloš, seul suffisamment énergique selon eux pour mettre fin à la terreur des Constitutionnalistes² ; d'autres avaient foi dans les méthodes de douceur et de conciliation de Michel. (Dès les mois d'avril et de

¹ Stranjaković, *Vlada Ustavobranitelja 1842-1853*, Belgrade, 1932, p. 3, n° 3.

² Stranjaković, *Vlada Ustavobranitelja*, p. 3.

mai 1842, Vučić et Milutin Garašanin étaient autorisés à revenir en Serbie. Ils mirent à profit leur séjour en travaillant à ruiner ce qu'il restait d'autorité au Knèze ¹. Ce dernier affaiblit lui-même sa position en rendant plusieurs ordonnances impopulaires. Tout d'abord en plaçant à un haut poste de commandement militaire un étranger, le général Ivan Danilović, qui fut nommé *načelnik garnizonog vojninstva*. Miloš lui-même, de son exil, déclara que son fils avait agi maladroitement et disait avec son bon sens habituel :

« Danilović était un fonctionnaire russe à la retraite, et s'il avait été utile dans l'Empire russe, ils l'auraient gardé là-bas ² ». Une autre mesure de Michel fut fort mal accueillie : l'élévation du taux de l'impôt que les Régents, par démagogie, avaient abaissé de 6 à 5 thalers.

Les partis qui s'affrontaient dans le pays cherchaient un concours à l'étranger. Les ennemis du Knèze avaient déjà réussi à se concilier le gouvernement ottoman ; ils trouvèrent une nouvelle alliée dans la Russie. En ce temps de crise, beaucoup pensaient à en appeler à la plus haute autorité spirituelle de Serbie, mais le Métropolite Petar n'avait rien des qualités d'un guide politique ; quant aux autres hauts prélats de cette époque, ils pouvaient souhaiter l'avènement de temps meilleurs et l'apparition de formes plus modernes d'administration pour la Serbie, sans renoncer à leur fidélité à la dynastie régnante, consacrée par des serments solennels, sanctionnée par l'amitié. Le Métropolite Petar n'avait aucune raison d'adhérer à l'opposition contre le nouveau Knèze. Quand ce dernier était entré à Belgrade, le Métropolite avait été le premier à venir le saluer ³. Michel l'aimait beaucoup. Parfois le vieux prélat remerciait Dieu d'avoir eu enfin pitié et d'avoir pardonné au peuple serbe en lui envoyant ce jeune homme qui restaurait l'antique gloire de la Serbie ⁴. Il ne faut pas oublier qu'il avait été pendant deux ans son précepteur et qu'il connaissait bien son caractère. L'historien russe Nil Popov ne partage pas cette opinion et prétend (en s'appuyant sur les notes et les souvenirs de Stevča Mihailović, Jevrem Grujić, Milovan Janković) que « le Métropolite Petar avait toujours travaillé contre le prince Michel... ⁵ ». Cette assertion nous paraît peu conforme au naturel de Petar. Ce qui est plus vraisemblable c'est que ce dernier ait été véritablement dérouté par l'opposition

¹ Stranjaković, *op. cit.*, p. 5.

² Stranjaković, *Vučičeva buna*, p. 44.

³ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 381.

⁴ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 382.

⁵ Nil Popov, *Serbija posle pariškago mira*, Moscou, 1871 (cité d'après la trad. serbe, Belgrade, 1872, p. 158).

grandissante au Knèze, et désorienté par cette nécessité de « prendre parti » qui s'imposait aux hommes de 1842. Son incertitude, ses hésitations le firent passer pour un homme en lequel on ne saurait avoir confiance.

En mai 1840, de violentes manifestations ayant éclaté à Belgrade contre le Prince Michel, on avait fait appel au Métropolite pour « faire entendre aux hordes effervescentes des paroles de paix », selon l'expression du Consul de France, mais il n'avait guère réussi ¹. Au mois de novembre de la même année, il ne pouvait empêcher des prêtres d'aller fomentier des troubles devant le *Konak* de Topčider ².

Chez le peuple, et surtout à Belgrade, Petar n'était plus aimé : les petites gens estimaient qu'il jouissait d'un trop gros traitement (celui-ci venait, précisément, d'être augmenté). Des bruits absurdes couraient même sur sa mauvaise conduite. La classe cultivée, dit Popov, trouvait qu'il s'occupait peu du « progrès de l'Église » ³. Les réformes qu'il avait en effet entreprises au sein de l'Église n'étaient guère accessibles à la compréhension d'une population arriérée. On n'hésitait pas à le rendre responsable des fautes de certains prêtres. Beaucoup de représentants du bas clergé et la plupart des archiprêtres lui étaient hostiles. Son impopularité apparut clairement lorsque des séditions éclatèrent, fin avril 1840, dans l'arrondissement de la Kolubara dans le but d'affranchir le Knèze de la tutelle des constitutionnalistes. C'était une répétition de l'affaire de Trešnja. Dès que le Prince Michel apprit ce soulèvement, il décida de parler en personne aux insurgés, accompagné du Consul de Russie Vaščenko et du Métropolite Petar. Ils rencontrèrent le peuple près de Topčider. Des cris de haine et de colère s'élevèrent contre Garašanin et Simić, mais Vaščenko et le Métropolite ne furent pas épargnés ⁴. Si l'on en croit Stevča Mihailović, le prélat était tout déconcerté de se savoir si peu aimé :

« A Belgrade, conte Stevča dans sa langue savoureuse, je vis le Métropolite Petar suivi de deux ou trois prêtres sortir du vieux *Konak* du Knèze (où se trouve actuellement la Patriarchie) et se rendre au nouveau *Konak* (qui est maintenant encore en face l'ancien) dont le carrosse de la Princesse Ljubica sortait pour se rendre à Topčider. Quand la Princesse parut, le Métropolite leva les bras, puis s'écria : « Mon Dieu ! Madame, mais qu'est-ce qu'on fait de moi ? » Madame demande : « Mon Dieu, Monsieur, qu'y a-t-il ? » Et le Métro-

¹ Aff. Étr. Bucarest, 15 mai 1840.

² Aff. Étr. fs. Belgrade, 17 novembre 1840.

³ Nil Popov, *op. cit.*, p. 158.

⁴ Stranjaković, *Vučičeva Buna*, p. 30.

polite de répondre : « Comment, qu'est-ce qu'il y a, quand des fripons qui sont venus avec cette foule de Topčider m'ont appelé vaurien, traître, malfaiteur ! Dieu sait ce qu'ils ne m'ont pas dit ! » La Princesse : « Allons, Monsieur, rendons-nous à Topčider et racontons cela à Michel ! » Le Métropolitite : « Je ne veux pas aller là-bas. » La Princesse : « Mais pourquoi, Monsieur, n'iriez-vous pas chez le Knèze, pourquoi tous ne seraient-ils pas auprès de lui pour l'aider en un tel moment ? » Et elle renouvelle son invitation. « Je ne veux pas, moi (répond Petar), quand ces gens crient contre moi. » (La Princesse) l'invite à nouveau : « Venez, Monsieur, je vous en prie, chez le Knèze. » Mais le Métropolitite retourne chez lui en grommelant. La Princesse s'écria alors : « Ne t'en prends qu'à toi-même » (*sam sebe na to navodiš*). Elle monta dans son carrosse et partit pour Topčider ¹.

Ce récit, naïf mais coloré, révèle la situation délicate dans laquelle se trouvait le Métropolitite. Peu sympathique chez le peuple, suspect désormais auprès de la Cour, il semble toutefois avoir simplement manqué de décision. Le consul de France à Belgrade, qui le connaissait bien, disait de lui : « Je ne puis le croire susceptible d'aucune conviction sincère ² ».

Ni les amis ni les ennemis du Knèze ne le lui pardonneront. Il n'était plus temps, en effet, de tergiverser. Vučić, décidé à mettre fin au régime des Obrenović en Serbie, soulevait à nouveau, mais en sa faveur, la garnison de Kragujevac. Il pouvait écrire à un de ses amis :

« Un des buts principaux est atteint. Nous avons pris Kragujevac. Nous avons entre nos mains les soldats, les canons et toutes les munitions. Je me trouve ici avec le peuple du district de Kragujevac et j'attends à chaque instant que viennent se joindre à moi les districts de Cuprija et de Jagodina, et aussitôt je marche sur Belgrade... Voyez de votre côté à marcher sur Belgrade avec le peuple. Les officiers et les soldats d'ici ont tous, jusqu'au dernier, juré de ne pas nous trahir et de nous suivre à travers l'eau et le feu ³ ».

Le conjuré auquel Vučić écrivait avec tant d'assurance était précisément un prêtre : l'archiprêtre Matija Nenadović, type du prélat d'opposition et ennemi juré de la dynastie régnante. Diplomate habile, vite tombé en disgrâce sous Miloš, Nenadović avait été un des premiers constitutionnalistes, et le partisan convaincu d'une politique russophile. Sa haine contre Michel avait grandi pendant le court laps de temps qu'il avait passé en exil en 1840. Il devait être

¹ *Memoari Stefana-Stevče Mihailovića*, Belgrade, 1928, p. 152.

² Aff. Étr. fs. Belgrade, 20 décembre 1844.

³ Stranjaković, *op. cit.*, p. 16.

un précieux auxiliaire pour Vučić, qui lui avait confié le soin d'organiser l'insurrection dans le district de Valjevo ¹.

Le cas de Nenadović était loin d'être isolé, et d'assez nombreux représentants du clergé ont contribué à la chute de Michel comme ils avaient participé à celle du père ² : Stevča Mihailović, préfet du district de Čačak et partisan dévoué du Knèze, en fait lui-même l'observation. Il cite un exemple suggestif de l'agitation menée par certains prêtres dans les campagnes. L'un d'eux, dans la région de Dragačevò, poussait sans cesse le peuple à la rébellion et était un des facteurs les plus actifs du mécontentement qui présida au mouvement révolutionnaire de Vučić. Stevča le fit appeler, et lui demanda quel était son but en poursuivant une telle campagne. L'archiprêtre perdit contenance, alléguant qu'« il n'était pas contre les autorités » et encore moins contre la dynastie, et fit un panégyrique du *Gospodar*, en louant ses mérites et son passé glorieux :

« Et son fils a secouru le clergé serbe... ³ ».

Il terminait cet éloge dithyrambique par un serment solennel de fidélité aux Obrenović. Tels étaient ces hommes d'église, peu faits pour inspirer la confiance à l'un ou l'autre parti en lutte, loyalistes en paroles, mais accomplissant en secret leur travail de mine. L'évêque de Žiça, Nićifor, « principal représentant de la politique constitutionnaliste » dans le district d'Užice ⁴, n'était pas inactif : hostile déjà à Miloš, il lui avait été agréable de participer à cette délégation qui arrêta la marche des soldats décidés à délivrer le Knèze de la tutelle du *Sovjet*. Lorsque, dans son district de Čačak, Stevča s'efforçait de réunir le plus de forces loyales possible pour les opposer à Vučić, Nićifor, évêque de Čačak, réussissait à paralyser son action. Stevča conte comment, la foule s'étant assemblée devant le *Konak* épiscopal de Čačak, une troupe d'insurgés faits prisonniers vint à passer sous la surveillance d'éléments loyalistes.

« Je les fis enfermer dans des chambres et garder, dit Stevča, jusqu'à notre départ (de Čačak)... Quand l'Évêque (Nićifor) vit quel accueil le peuple réservait à ses amis chargés de chaînes, il ferma toutes ses fenêtres et sa porte. Nous n'y toucherons pas (à l'Évêque). Naturellement, c'est assez pour ce prêtre de craindre, d'avoir des remords de conscience et de ne pas oser sortir... ⁵ ».

¹ *Ibid.*

² Il faut croire que le clergé serbe était passablement changeant dans ses opinions, car Stevča Mihailović conte qu'ayant interrogé un grand nombre de prêtres en 1858, la plupart d'entre eux s'étaient montrés favorables au retour des Obrenović (cité par Nil Popov, *op. cit.*, p. 16).

³ *Memoari Stefana-Stevče Mihailovića*, p. 169.

⁴ Stranjaković, *Vučičeva buna*, p. 62.

⁵ *Memoari Stefana-Stevče Mihailovića*, p. 175.

Cette attitude du haut prélat surprenait Stevča Mihailović. Avant d'entraîner tout son monde à la rencontre de Vučić, il lui avait tenu un langage rude mais non exempt d'une certaine éloquence, étrange chez cet homme dépourvu de culture. Comme Vučić, dans une circulaire qu'il avait envoyée à tous les *starešine* du district de Čačak, avait proclamé le devoir de chacun de défendre les droits concédés au peuple par le Sultan et d'avoir confiance dans son Commissaire, Stevča, dans une belle envolée, demandait ironiquement au peuple depuis quand il avait pris l'habitude de s'adresser à un Commissaire de la Porte pour faire régner la liberté en Serbie. Où était-il ce Commissaire providentiel quand, après la fuite de Karadjordje, on torturait les vieillards et les enfants, on violait les femmes, on saccaageait les églises ? Et il retraçait avec réalisme les épreuves effroyables qu'avait dû traverser l'Église serbe avant de trouver dans les Obrenović ses libérateurs et ses protecteurs. Il fallait avoir vraiment oublié ce long martyrologe pour que tant de prêtres consentissent aussi aisément à s'allier aux Musulmans, ne serait-ce que pour chasser le Knèze ¹ !

Ce dernier, lorsqu'il se vit abandonné de ses dernières troupes, refusa du moins de se réfugier dans la citadelle, auprès de Djamil-Pacha, comme lui conseillait le consul de Russie à Belgrade, Vaščenko. Il ne lui restait plus qu'à passer en Autriche, ce qu'il fit dans la nuit du 25 au 26 août 1842, laissant, selon l'expression de Vučić, « la nation sans tête ² ». Atanasije Djordjević dépeint la conduite du Métropolitte au moment du départ du Knèze :

« Quand le Knèze Mihailo en 1842 fut écarté de Serbie et passa à Zemun avec sa suite et ses ministres, je revenais de Mehadia par Zemun, et là nous rencontrâmes le Métropolitte qui était venu auprès du Knèze. Vučić campait avec son armée à Vračar. Le lendemain, des pourparlers commençaient à s'engager dans le but d'obtenir le retour du Knèze, puisque personne n'avait rien contre lui, mais que l'on se plaignait seulement de ses ministres. »

(Le point de vue d'Atanasije est intéressant, car il prouve que, même après la fuite du Knèze, on ne considérait pas encore la situation désespérée pour les Obrenović). « En m'en allant auprès du Métropolitte, je le trouve troublé et il me dit dans la conversation : « Que le Knèze revienne seulement et qu'il empêche un grand malheur pour notre pauvre Patrie. Tout peut facilement s'arranger après et les ministres peuvent revenir. Oui, il ne peut pas y avoir d'autre

¹ *Memoari Stefana-Stevče Mihailovića*, p. 177.

² Stranjaković (Drag.), *Vlada Ustavobranitelja*, p. 23-24 et *Vučičeva buna*, p. 75.

solution que le retour du Knèze. Nous, ne nous en allons pas mais restons ici ». Je lui fais remarquer : « Mais qui travaillera alors au retour du Knèze si vous ne rentrez pas (à Belgrade) ? Vous êtes en bons termes avec Petronijević et les autres, et c'est maintenant le plus grand facteur (de la situation politique) ; par ailleurs, vous avez prêté serment, vous avez le devoir de défendre l'Église et le clergé, et vous savez que presque tout le clergé est derrière son Knèze légitime : qu'advient-il d'un clergé exposé à l'anarchie et à la licence ? Personne ne le protègera ni le défendra ¹ ».

Sans doute Atanasije était un peu trop confiant en répondant de l'entier loyalisme du clergé, mais dans les grandes lignes son raisonnement était juste : nul n'aurait mieux été qualifié que Petar pour une intervention auprès des constitutionnalistes, à supposer qu'il ait véritablement joui auprès de ceux-ci de quelque influence. Mais il savait déjà qu'il ne pouvait plus rien. La suite du récit d'Atanasije nous le prouve :

« Tu as raison, mon fils, lui aurait répondu Petar, je vais maintenant à nouveau chez le Knèze, pour voir ce qu'il dira. » — « Deux heures plus tard il revient et dit que nous nous préparions et partions pour Belgrade. Nous traversons la Save vers 10 heures et lui (Petar) se rend tout de suite au Conseil où étaient tous les grands. » Le Métropolite leur explique son attitude et leur propose de rappeler le Knèze.

Ses raisons, à en croire notre chroniqueur, auraient trouvé un écho chez la plupart des conseillers et principalement auprès de l'archiprêtre Matija Nenadović (ce qui paraît assez invraisemblable lorsqu'on connaît la personnalité de ce constitutionnaliste de la première heure...). Bref, Petar était tout à fait satisfait :

« Mon fils, disait-il à Atanasije, après mon discours et mes explications, ils étaient tous de bonne humeur, et j'espère que cela ira bien. »

Le lendemain il dut déchanter :

« Au moment où il pénétrait dans la salle du Conseil, Pavle Stanišić s'écria le premier : « Qui veut nous parler du passé ? Il n'y a point lieu de le faire ici ! » Le Métropolite aurait répondu que « tous avaient le droit et le devoir de parler et de s'occuper du bien du pays et de la nation, puisqu'ils en avaient fait le serment et que celui qui prétendait l'empêcher de le faire n'était pas patriote ».

Ce n'est donc — d'après la version de Djordjević — qu'à ce moment seulement que le Métropolite se serait aperçu que l'on pensait à élire un nouveau Knèze. Revenu « tout humilié » auprès de son

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 382.

élève, il lui avait dit : « Ils ont tourné maintenant une autre page (*Sad okrenuli drugi list*) et ils ne veulent plus entendre ce dont on parlait hier ¹ ».

En vain le prélat avait-il retracé sous les yeux des Conseillers le tableau funeste des conséquences de la discorde, en vain leur avait-il rappelé les souvenirs encore frais de la servitude et de l'oppression étrangère, il n'était pas parvenu à convaincre les constitutionnalistes. Ceux-ci lui refusèrent même le droit de se faire l'interprète auprès du Knèze de la décision du Conseil. Le Métropolitite aurait pensé alors à se réfugier auprès de Michel mais serait revenu sur sa décision, Atanasije lui ayant fait observer qu'il était désormais impossible de s'embarquer, les rives de la Save et du Danube étant sévèrement gardées... Tout ceci paraît bien étonnant : il est bien difficile d'admettre que le Métropolitite ait pu apprendre le lendemain seulement de la fuite de Michel l'intention des constitutionnalistes d'appeler sur le trône un représentant de la dynastie rivale. Ce dévouement aveugle à l'ancien Knèze, surtout en un tel moment, ne s'accorde guère avec ce que nous savons du caractère de Petar qui, s'il était ferme quand il s'agissait de défendre l'autorité hiérarchique vis-à-vis du bas clergé, manquait totalement d'énergie dans la vie politique ². Lorsque Vučić eut convoqué, le 1^{er} septembre 1842, à Vračar, la Skupština qui devait procéder au remplacement de la dynastie déchue, le nom d'Aleksandar Karadjordjević fut acclamé par tous. Une commission des représentants les plus autorisés du régime constitutionnaliste fut chargée de saluer le nouveau Knèze, auquel le Métropolitite Petar lui-même tint un discours de bienvenue ³. Il n'avait pas fallu beaucoup de temps pour que le prélat acceptât la révolution qui venait de s'accomplir sous ses yeux.

RÉFORMES RELIGIEUSES

SOUS LE PREMIER RÈGNE DU PRINCE MICHEL.

Le peu de temps pendant lequel le prince Michel est resté au pouvoir au cours de son premier règne avait bien été employé par l'Église ⁴. Michel avait même tenu à recevoir à l'occasion de sa prise de pouvoir une bénédiction spéciale du Métropolitite que le Consul

¹ Le témoignage d'Anastasije Djordjević est reproduit par A. Ilić, *op. cit.*, p. 383 (voir également du même auteur : *Moji doživljaji*, Belgrade, 1931, p. 63-64. Cet ouvrage saisi aussitôt après sa parution est très rare).

² Stranjaković, *Vlada Ustavobranitelja*, p. 86.

³ Stranjaković, *Vučičeva buna*, p. 81.

⁴ Cf. Stranjaković, *Srbija od 1834 do 1858 godine*, Belgrade, 1937, p. 36-41, auteur a eu recours à des archives privées inédites.

de France prit pour un « sacre » véritable ¹. Personnellement, le Knèze était animé des meilleures intentions pour le bas clergé et, s'il avait pu régner plus longtemps, peut-être aurait-il réussi à donner à celui-ci le statut qui lui manquait, et qu'il lui faudra attendre plusieurs décades encore. C'est parce que sa situation dans l'État n'était pas définie avec assez d'exactitude, et aussi parce que ses revenus ne lui permettaient pas de jouer le rôle social auquel il croyait avoir droit, que le clergé, au lieu de se constituer en « classe », ou du moins en un « corps » indépendant et autonome, se fragmenta au hasard des partis auxquels il apportera ses haines et ses amitiés. Il ne manifestera dès lors ses revendications que dans le cadre de programmes politiques. C'est ce qui sépare profondément l'Église orthodoxe de Serbie des Églises catholiques romaines des États occidentaux. Son indigence doctrinale presque absolue, son manque d'esprit de solidarité cléricale (caractérisé surtout par l'inimitié régnant entre séculiers et réguliers) nuisaient à son prestige, en la privant de cette force de résistance propre aux Églises romaines.

De multiples réformes virent cependant le jour, entre l'abdication de Miloš et l'avènement des constitutionnalistes. Il serait fastidieux d'en faire l'inventaire : tout au plus signalera-t-on celles qui se rattachent à l'œuvre entreprise par le Métropolitte Pétrar pour établir dans le clergé le sens de la discipline et de l'autorité. Une des décisions synodales les plus remarquables, qui fut d'ailleurs prise alors que Miloš n'avait pas encore abdiqué mais n'entra en vigueur que sous le premier règne de son fils, étend singulièrement les pouvoirs du Métropolitte. Elle confère en effet à ce dernier la faculté d'ordonner d'office les séminaristes qui se seraient distingués dans la lecture liturgique ou dans le chant d'église, sans recourir aux évêques dont relèvent ces séminaristes (11 mai 1839) ². Cette simple décision accentuait encore l'inégalité entre le Métropolitte et les évêques diocésains et en l'isolant davantage encore contribua beaucoup à son impopularité. Par un mandement maladroit qui préconisait une surveillance plus sévère sur les monastères, Petar s'aliénait une notable fraction du clergé régulier. Par une décision synodale en date du 6 mai 1842, il rendait obligatoire dans chaque monastère la tenue d'un livre où seraient inscrits tous les revenus monastiques sous quelque forme qu'ils soient perçus, *épitrahilja*, droit d'étole, aumônes, prières, baisement de l'icône. L'argent de chaque monastère devait être enfermé dans une caisse spéciale dont le prieur déten-

¹ Aff. Étr. fs. Belgrade, 19 mars 1840.

² *Zbornik pravila, uredaba i naredaba Arhijerejskog Sabora*, p. 14.

draît une clé, le vicaire une autre et un moine la troisième ¹. De nouveaux règlements disciplinaires entraient également en vigueur, interdisant aux moines d'être propriétaires de chevaux, de porter des vêtements trop coûteux, et leur enjoignant plus généralement de mener une vie conforme à leur vocation ². D'autres résolutions du Synode complètent ce que nous avons déjà dit sur le rôle social du clergé dans différents domaines : réglementation des processions, afin d'éviter les désordres qui se produisaient fréquemment à leur occasion ; prière adressée aux autorités locales d'éviter l'examen des procès les jours de fête, et de surseoir ces mêmes jours aux châtiments corporels. On demandait aussi aux fidèles de s'abstenir, pendant les fêtes d'église, de danser et de jouer de la musique tant que les offices ne seraient pas terminés. Enfin, le Consistoire s'occupait pour la première fois en Serbie d'un problème urgent, qui touchait à la fois la piété et l'hygiène sociale : celui des cimetières. L'arrêté du Consistoire constatait qu'en Serbie l'on avait trop tendance à négliger l'entretien des cimetières, et que la plupart des tombes étaient exposées « aux offenses des hommes et des troupeaux ». Désormais, tout cimetière devait être clôturé et signalé au respect des passants par une croix portant l'image de la crucifixion ³.

Le Métropolitte Petar s'efforçait aussi d'obtenir le meilleur rendement du Séminaire, qu'il affectionnait comme étant son œuvre personnelle. Par un arrêté consistorial en date du 3 mai 1841, il défendait aux évêques d'ordonner prêtres les candidats qui n'avaient pas reçu la formation intellectuelle nécessaire et qui n'avaient pas accompli le temps d'étude normal au Séminaire de Belgrade ⁴. Une telle mesure, si elle était appliquée, pouvait fermer les portes de l'Église aux prêtres illettrés ou insuffisamment préparés et permettre à une nouvelle génération de prêtres d'accéder aux hautes dignités ecclésiastiques.

¹ *Zbornik pravila...*, p. 183.

² *Zbornik pravila...*, p. 183.

³ *Zbornik pravila...*, p. 169.

⁴ *Zbornik pravila...*, p. 181.

CHAPITRE VII.

L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE SOUS LE RÈGNE D'ALEKSANDAR KARADJORDJEVIĆ.

LE MÉTROPOLITE PETAR ET LA POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE DE LA SERBIE.

Si l'on souscrit au lieu commun qui veut que les années 40 constituent à proprement parler « l'aube » de la Serbie contemporaine, il est assez malaisé de dégager quels furent, en ces années tournantes, le rôle et l'influence exacts de l'Église orthodoxe serbe. Du jour où le pouvoir du Knèze n'était plus le facteur unique de la vie politique de la principauté mais où commençaient à s'organiser les grands partis, il était vraisemblable que le Métropolite ne serait plus le seul à représenter auprès du Prince l'Église de Serbie et à exprimer ses désirs. D'autre part, les masses du bas clergé ne jouissaient pas encore d'un degré de culture politique suffisant pour faire entendre leur voix soit directement, soit par l'intermédiaire d'un parti. L'influence de l'Église sur la vie politique serbe se traduira surtout par les initiatives individuelles d'un certain nombre d'ecclésiastiques. Parfois ces démarches auront un caractère de violence : des prêtres s'associeront à des révoltes ou à des séditions. La plupart du temps il sera malaisé de découvrir un lien entre ces manifestations d'origines très diverses. Si des prêtres parviennent à exercer un réel ascendant sur l'opinion publique, c'est plus au prestige du politicien qu'ils le doivent qu'à leur ascendant religieux.

L'exemple de l'archiprêtre Matija Nenadović est particulièrement curieux¹. Ennemi passionné des Obrenović, il fut un des

¹ On se souvient de l'histoire de Nenadović, entré très jeune dans les ordres et chargé de soulever la population de Valjevo lors de la première insurrection (cf. p. 46). Il avait été un des premiers diplomates de la nouvelle Serbie, et après le désastre de 1813 il s'était efforcé d'intéresser la Russie au sort de ce pays, séjournant à Vienne lors du Congrès de 1815. Miloš qui avait su apprécier sa

principaux soutiens du régime constitutionnaliste. Ce sera également un des conseillers les plus influents et les plus écoutés du nouveau Knèze et un grand ami et collaborateur de Vučić. Lorsque celui-ci, après son « éloignement » symbolique, revint en Serbie avec Petronijević, de grandes fêtes furent organisées en son honneur à Belgrade auxquelles prirent part non seulement l'armée et les fonctionnaires, mais aussi le clergé. « Dans l'église, pour leur arrivée, on célébra un service divin et toute la ville fut illuminée pendant trois jours (9 sept. 1844) ». Il convient d'ajouter que l'archiprêtre Matija Nenadović accueillit le retour du tribun avec certes plus d'enthousiasme que le Métropolitain.

La mentalité du chef de l'Église orthodoxe serbe était celle de beaucoup de prêtres de cette époque. Hostiles au gouvernement autoritaire des Obrenović, ils n'étaient, au fond, point satisfaits du changement de régime. Les violences exercées sur le clergé par Vučić au cours de la révolution de 1842 avaient aliéné beaucoup de sympathies aux *Ustavobranitelji*¹. Par ailleurs l'Église orthodoxe serbe pouvait difficilement se défendre de partager les préventions de sa grande protectrice, la Russie. Or celle-ci ne se montrait guère favorable au nouveau régime, peut-être par principe politique, peut-être aussi parce qu'elle était au courant des rapports entretenus par des constitutionnalistes notoires avec les chefs de l'émigration polonaise. Du point de vue strictement religieux, c'est un fait curieux que les hommes politiques du régime constitutionnaliste aient subi de plus en plus l'influence, soit de cette émigration polonaise catholique, soit des sociétés secrètes et de la franc-maçonnerie, celle-ci recrutant d'ailleurs un grand nombre de ses adeptes dans la noblesse polonaise en exil.

La Russie ne pouvait assurément pas voir d'un bon œil les liens entre les *Ustavobranitelji* et l'Hôtel Lambert. Aussi essaya-t-elle de tirer avantage de sa position de Puissance Protectrice en se refusant à reconnaître l'élection d'Aleksandar Karadjordjević comme

valeur l'avait nommé knèze de Valjevo. Mais il avait été vite disgracié en 1832. Depuis ce temps Matija Nenadović était passé à l'opposition et était devenu un constitutionnaliste fervent. Il fera partie du Conseil de 1838 et mènera une lutte acharnée contre le pouvoir absolu du Knèze même après l'avènement de Michel. Expulsé en 1840 en compagnie d'Avram Petronijević et de Toma Vučić, il fut obligé de vivre en exil à Constantinople, d'où il revint en Serbie pour participer à la révolution de Vučić. C'est le type du prêtre constitutionnaliste politicien, du reste affranchi des scrupules et des hésitations du Métropolitain Petar.

Haumant (Emile), *Origines de la liberté serbe*, d'après les mémoires du proto-pope Matija Nenadovitch, Paris, 1915.

¹ Cf. le récit par le Consul de France Codrika de la torture d'un archiprêtre de Šabac par Vučić. Aff. Étr. fs. Belgrade, 22 septembre 1842.

Knèze de Serbie. Estimant que cette élection n'avait pas eu le caractère de liberté et de légalité nécessaire, elle exigeait son renouvellement ¹. Le Tsar envoyait en Serbie un observateur, le Baron Liven. Stranjaković conte que l'ex-Knèze Michel avait pu remettre à l'envoyé russe, lors de son passage à Zemun, un mémoire défendant sa cause et se terminant sur cette affirmation que « ce n'était pas Michel Obrenović qui était ici en question mais la Justice ² ». Le baron Liven fut accueilli froidement à Belgrade, mais comme nul ne s'avisait de résister à la volonté impériale, le Gouvernement et le Conseil décidèrent de convoquer le 4 juin 1843 une Skupština qui serait chargée de ratifier la première élection du Knèze. Cette Skupština serait élue par un corps électoral comprenant un député par commune rurale, deux députés par commune urbaine, 4 députés pour Belgrade, des préfets de district assistés chacun d'un ou deux préfets d'arrondissement, des présidents de tribunal de district assistés chacun d'un autre membre du tribunal. Enfin, pour ajouter à la dignité d'une telle assemblée et bien en faire ressortir le caractère solennel, on avait décidé d'y faire largement participer le clergé : le Métropolitain, en tête, avec tous les évêques, mais aussi le bas clergé qui devait envoyer deux réguliers par paroisse, et 3 ou 4 par diocèse, deux prêtres séculiers par district ³. Deux constatations s'imposent aussitôt : la prédominance significative que l'on accordait cette fois à l'ordre monastique, et en contrepartie la faible représentation des séculiers. Le Métropolitain était désigné pour jouer le rôle d'arbitre et donner en quelque sorte une consécration religieuse aux décisions de la Skupština. En réalité l'élection se fit dans les conditions de tumulte et de démagogie qui étaient à prévoir. La Skupština qui se tint à Topčider et qui réunit près de 2.000 députés, bien qu'elle acclamât Aleksandar Karadjordjević, ne procéda pas toutefois à sa réélection qui ne fut rendue effective que par la Skupština du Vidovdan (1843), sans que les partisans des Obrenović soient parvenus à s'y faire représenter comme ils l'avaient espéré à un certain moment ⁴.

Quelle fut au milieu de cette agitation populaire l'attitude du Métropolitain Petar ? Ici encore, nous devons recourir aux renseignements — qui ne concordent pas toujours entre eux — d'un Atanasije Djordjević.

L'ancien disciple du Métropolitain avait déjà décrit ses efforts infructueux pour faire admettre au Conseil l'éventualité du retour

¹ Stranjaković, *Srbija od 1834 do 1858 godine*, Belgrade, 1937, p. 49.

² Stranjaković, *Vlada Ustavobranitelja*, p. 46.

³ *Ibid.*, p. 49.

⁴ Stranjaković, *op. cit.*, p. 51.

de Michel. Dans un autre passage il évoque assez obscurément les tractations qui auraient eu lieu entre le baron Liven et le Métropolitite :

« En ce temps-là on discutait la question du retour du Prince Michel de Serbie » (en réalité le Conseil n'avait jamais été plus loin que d'autoriser en principe un certain nombre d'émigrés, partisans des Obrenović, à participer à la seconde élection du Knèze, mais il avait posé à cette participation de telles conditions que les émigrés refusèrent tous de se rendre à Belgrade. D'autre part, Michel n'était pas reconnu par le Conseil comme candidat : quand on parlait du retour d'un Obrenović il s'agissait donc exclusivement de Miloš). «..... On décida qu'une assemblée nationale choisirait entre le retour du Prince Michel et l'élection d'un nouveau Knèze. Et alors grâce à des influences diverses (*sic*) fut élu Aleksandar Karadjordjević. Le baron Liven rentra en Russie après l'élection du Knèze. En Serbie des plaintes s'élevèrent contre cette élection et l'on réclama une nouvelle élection, à la condition que pendant le temps où l'on y procéderait on éloignât de Serbie : Vučić, Simić et Petronijević. Ces plaintes parvinrent jusqu'au Tsar qui ordonna que le Baron Liven, quel que fût le lieu où cet oukaze l'atteindra, revînt aussitôt en Serbie, et que l'on procédât à nouveau à l'élection du Knèze. Et le Baron Liven arrive à l'improviste à Belgrade la nuit et le lendemain, de grand matin, va rendre visite au Métropolitite Petar. Je le rencontrai et aussitôt j'allai annoncer au Métropolitite que le Ministre de Russie était revenu. Cette nouvelle surprit fort le Métropolitite. Le Baron vient lui rendre visite et le Métropolitite ordonne de fermer la porte de la maison afin que nul ne vienne les importuner. La conversation qui s'établit entre eux roule d'abord sur l'élection du Knèze et les derniers événements de Serbie. Le Métropolitite était très ému et commence à parler avec fougue, déclarant que rien ne pouvait faire un plus grand mal à la Serbie et à la nation serbe que cette élection du Knèze et l'appel de Karadjordjević sur le Trône. *Deux dynasties*, disait le bon prélat, *ce sont deux rivales qui se combattront éternellement et se broieront (trti se) au détriment du pays et de la nation*. Est-ce que ce terrible coup a été porté à cette nation serbe parce que l'on connaissait insuffisamment l'état de choses qui y régnait, ou a-t-il été porté avec intention ? Peut-être la Russie agit-elle ainsi afin qu'il n'y ait jamais de stabilité ni de paix en Serbie ? Si c'est ce qu'elle a voulu, elle y a réussi de cette façon ». « Je sais, Monsieur le Baron, fait dire au Métropolitite Anastasije Djordjević, que la Russie est toute puissante et qu'elle est en état de me chasser de ma situation, mais en tant que Serbe et que

Chef de l'Église serbe je ne puis pas ne pas vous dire ceci, comme au ministre du Tsar, quoi qu'il puisse m'advenir : peut-être la raison de tout ceci est-elle l'imprévoyance et l'incapacité des représentants de la Russie, qui passèrent ici ; mais quoi qu'il en soit, la Serbie se jette dans un gouffre immense d'intrigues, et de luttes mutuelles, divisée qu'elle sera en deux camps et en deux dynasties ¹ ». Telle est la curieuse algarade du Métropolite, comme la rapporte Atanasije Djordjević : est-elle vraisemblable ? Il est pour le moins bizarre que Petar, homme doux et d'une prudence toute ecclésiastique, se soit permis, en face du représentant du Tsar protecteur, d'emprunter un tel ton. On sent trop percer ici l'intention de justifier le Métropolite auquel la Skupština de la Saint-André reprochera son attachement aux Karadjordjević. Pour A. Ilić, qui affecte de voir en Petar le type idéal du Métropolite, c'était également une occasion de « faire de l'opposition » au Métropolite Mihailo, en combattant habilement l'influence russe au sein de l'Église orthodoxe serbe.

Ce serait cependant commettre une grossière erreur que de prendre Petar pour un russophobe. L'Église orthodoxe serbe de Petar pouvait difficilement approuver les relations des *Ustavobranitelji* avec les Polonais catholiques et ennemis passionnés du grand empire orthodoxe, leur amitié pour l'Angleterre schismatique et la France, fille de la Révolution. Ces alliances étaient contraires à l'esprit de l'orthodoxie tel que le concevait Petar, mais, pour résister à ces courants hétérodoxes, ce dernier eut dû chercher un allié puissant qui l'aidât à maintenir l'intégrité de sa doctrine : soit se rapprocher de la Russie qui avait la faculté de lui apporter aussitôt le concours spirituel de son clergé et l'appui matériel de son gouvernement, soit se rapprocher de l'Autriche qui possédait sur son territoire une Église orthodoxe serbe riche en traditions et en culture et dont provenait le Métropolite belgradois. Mais en acceptant ces protections étrangères, l'Église de la principauté aurait peu à peu perdu son indépendance ². Entre ces maux Petar se voyait dans l'obligation de choisir le moindre, c'est-à-dire se rallier aux idées gouvernementales nouvelles.

LE CLERGÉ SERBE ET LA KATANSKA BUNA.

Le bas clergé serbe ne suivit pas tout entier son chef dans son évolution politique. Son mécontentement persista et par un retour

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 383-84.

² Cyprien Robert, *Revue des Deux Mondes*, 15 juillet 1843, p. 275.

naturel des choses le parti des Obrenović connu à nouveau quelque prestige au sein de l'Église. En novembre 1842 le Consul de France à Belgrade pouvait écrire que le clergé « restait attaché au Prince Michel ¹ ». C'est en vain qu'en 1844 Maksim Savić était remplacé sur le siège épiscopal de Šabac par le prêtre Sava connu pour ses idées constitutionnalistes. La même année éclatait la romantique « insurrection des hussards » (*Katanska buna*) ² qui devait trouver dans le clergé serbe un certain concours. La sédition avait été fomentée par Stojan Jovanović Cukić, un des premiers boursiers de l'État serbe et ancien étudiant parisien, partisan acharné des Obrenović ³. Vučić et Nenadović collaborèrent tout naturellement pour étouffer ce soulèvement. Ce fut à Nenadović que fut confiée la mission d'attendre le premier choc des insurgés au devant de Valjevo. Le prélat jouissait en effet dans cette région d'une extraordinaire popularité ; quant à Vučić, il reçut du Knèze les pleins pouvoirs et le titre de Vojvode. Pourtant il n'eut à diriger aucune opération militaire : à la première rencontre les rebelles se dispersèrent et Vučić n'eut qu'à s'occuper de la répression, ce qu'il fit avec une brutalité et une cruauté dont ses contemporains gardèrent longtemps le souvenir et que ses ennemis ne lui pardonnèrent jamais.

Les insurgés étaient parvenus à obtenir l'appui de plusieurs popes, partisans des Obrenović. Stojan Jovanović Cukić se faisait accompagner dans son équipée par l'igoumène du couvent de Tro-noša, Filimon, ce qui donnait une apparence de consécration religieuse à la sédition. On put voir l'igoumène officier, pendant les haltes, au camp des rebelles et, lorsque la princesse Ljubica mourut en exil à Novi Sad, célébrer son Requiem (*parastos*). Cette initia-

¹ Codrika expliquait ce mécontentement du clergé par la politique maladroite du gouvernement :

«... Le Gouvernement actuel de la Serbie dans le but de se concilier l'affection du peuple vient de réduire de moitié les redevances qu'il payait au clergé. Cette mesure, qui a mis le comble au mécontentement de cette classe influente, a déjà donné lieu à des manifestations qui, dans un pays où les idées religieuses ont autant de puissance, peuvent amener de graves résultats ; plusieurs prêtres se sont rendus hier chez le Métropolite de Belgrade pour lui faire des représentations au sujet de cette réduction arbitraire et ont déclaré que plutôt que de s'y soumettre ils quitteraient l'état ecclésiastique et rentreraient dans la vie séculière ; l'accomplissement d'une pareille menace serait, sans aucun doute, le signal d'un soulèvement » (Aff. Étr. fs. Belgrade, 17 novembre 1842).

² Les insurgés avaient imaginé de se déguiser sous l'uniforme des hussards hongrois, et étaient ainsi parvenus à persuader aux habitants de Šabac que leur mouvement était appuyé par les troupes de l'Empereur d'Autriche (cf. Stranjaković, *op. cit.*, p. 66).

³ Aff. Étr. fs. Belgrade, 15 novembre 1844.

tive lui coûta d'ailleurs la tête : quand Vučić eut écrasé les derniers restes du soulèvement, Filimon fut envoyé à Šabac où on le destitua avant de le livrer aux autorités civiles qui le firent aussitôt fusiller. Un traitement aussi brutal infligé à un ecclésiastique s'explique par la volonté de Vučić de donner une énergique leçon au clergé qu'il soupçonnait d'avoir eu partie liée avec les révoltés ¹, supposition qui avait une confirmation en ce qui concernait le clergé de l'autre côté de la Save. Le pape Dimitrijević, entre beaucoup d'autres, avait donné l'hospitalité à de nombreux « hussards » avant leur passage en Serbie ².

La répression sanglante de la *Katanska buna*, loin de contribuer à l'apaisement des esprits, ne fit que creuser davantage le fossé qui séparait les partisans des Obrenović et les *Ustavobranitelji* ³. Mais dans les idées de ces derniers on peut désormais discerner un certain flottement. Le parti des constitutionnalistes se divise ; si Garašanin en reste le chef moral, Vučić, dès 1845, se tournera vers la Russie et fondera ce que les historiens ont appelé plus tard le « parti russe ». Ce parti puisait la plupart de ses arguments dans la reconnaissance que le peuple serbe devait, selon lui, toujours nourrir à l'égard de la Russie pour son intervention amicale lors des insurrections serbes du début du xix^e siècle. Le « parti national » (*narodna stranka*) dont le programme consistait en un ensemble de réformes politiques et économiques, avec la collaboration, prudemment dosée, du Knèze, se décomposa très vite. Ilija Garašanin resta longtemps à sa tête, mais parmi ses autres dirigeants on ne pourrait plus guère citer après 1844 que le Métropolitte Petar dont les idées personnelles correspondaient assez bien à l'idéologie du parti. Autour du Prince, Stranjaković note la formation rapide d'une camarilla (à laquelle appartenait, par exemple, Aleksandar Nenadović), acharnée à conquérir les hauts postes de l'administration, et toujours disposée à semer la dissension entre le Knèze et le parti national ⁴. On comprend que l'abandon de Vučić ait eu pour effet d'affaiblir davantage encore le parti du Métropolitte. Un détail donne la mesure du revirement des esprits : en 1839 le Gouvernement serbe avait envoyé dix de ses boursiers en Autriche

¹ On avait déjà fusillé un prêtre à Loznica, le pape Aleksa, non sans l'avoir préalablement quelque peu malmené. Cf. *Memoari Stefana-Stevče Mihailovića*, Belgrade, 1928, p. 340-342.

² Son fils, Jovan Dimitrijević, pape de Simunovac, laissa plus tard un récit fidèle de ces événements dans un livre intitulé : *La Révolte des hussards à Šabac le 22 septembre 1844*, paru à Novi Sad en 1886.

³ Stranjaković, *Srbija od 1834 do 1858 godine*, p. 55.

⁴ Stranjaković, *Vlada Ustavobranitelja*, p. 82.

et en Saxe. En juillet 1846 le Gouvernement russe décorait le Knèze Aleksandar Karadjordjević de l'ordre de Sainte Anne de première classe ¹. Assurément le Knèze penchait plutôt en faveur de l'Autriche, mais ce rapprochement temporaire était cependant une victoire du parti russe, qui n'était vue qu'avec une médiocre satisfaction par le Métropolite Petar Jovanović. Quand éclata la révolution française de 1848, la Serbie était dans un état d'extrême division politique. On pouvait craindre, en raison de l'échauffement des esprits, de nouveaux conflits entre Serbes et Turcs, mais la prudence des autorités musulmanes et la sagesse de Garašanin réussirent à maintenir l'ordre dans le pays, en dépit des provocations et de la démagogie d'un Vučić, toujours prêt « à jeter des ferments de discorde dans le pays » ². Par contre on assista à une crise imprévue de xénophobie. Les populations réclamaient à cor et à cri l'éloignement des Allemands, des *nemačkari*, et Aleksa Janković (originaire de Temišvar) dut renoncer au Ministère de la Justice et de l'Instruction publique. L'agitation n'en fut point diminuée : dans la nuit du 12 au 13 mars 1848, des placards incendiaires étaient affichés dans Belgrade réclamant l'octroi des libertés politiques et nationales les plus larges, et surtout la liberté de la presse, prétention assez paradoxale dans ce pays où la majorité des habitants était illettrée. La situation devenait d'autant plus critique pour le Knèze Aleksandar que les partisans des Obrenović ne désarmaient pas et que les anciens Knèzes semblaient nourrir des velléités de retour, épiant tous les deux le moment favorable, Miloš de Zagreb, Michel de Novi Sad. Le Gouvernement serbe résolut alors de convoquer à Kragujevac une assemblée nationale pour le 1^{er} juin 1848. La Skupština ne se réunit en fait que le 29 juin 1848, le jour du Petrovdan ³.

La constitution de cette assemblée et le mode d'éligibilité adopté méritent d'être mentionnés : il y avait un député pour chaque groupe de 250 têtes imposables. Étaient députés : un préfet d'arrondissement par district, un prêtre par district, et un moine par diocèse (deux par archidiocèse), deux officiers des troupes de garnison, le Métropolite et les évêques, le président de la Cour d'appel et de Cassation et un membre de chacun de leurs départements et le président du Tribunal spirituel.

Comme nous venons de le voir, dans la composition de cette Skupština, le clergé n'avait plus qu'un rôle tout à fait effacé. (Au contraire l'élément militaire était fortement représenté.) Cette

¹ Aff. Étr. fs Belgrade, 8 novembre 1846.

² Aff. Étr. fs. Belgrade, 21 juillet 1848.

³ Aff. Étr. fs. Belgrade, 21 juillet 1848.

assemblée ne parvint à aucun résultat : on se borna à réclamer à nouveau l'éloignement des *nemačkari* ¹. Il fut interdit aux fonctionnaires de se livrer au négoce.

Entre temps les rapports russo-serbes se gâtèrent à nouveau. Le Gouvernement serbe avait de bon gré consenti à secourir les Serbes de Hongrie en leur envoyant des volontaires sous la conduite de Knićanin, mais, devant la menace d'intervention russe implorée par François Joseph, un revirement complet s'opéra. Le Knèze Aleksandar écrivit le 15 février 1849 une lettre personnelle au président de la République française le prince Napoléon ; dans cette lettre il agitait le spectre d'une alliance des nations de conquête et d'injustice opposée à l'alliance des nations amies de la liberté et de la justice sous les auspices des états occidentaux libres :

« L'entrée des troupes russes en Transylvanie, affirmait le Prince Alexandre, n'est que la première annonce de la conclusion de cette alliance et la preuve la plus terrible des dangers auxquels sont exposées les nationalités encore non affranchies ² ».

L'intervention russe en Transylvanie était en effet menaçante pour les nations vivant sous le joug de l'étranger et plus particulièrement pour les Slaves du Sud ³. Le mouvement anti-russe prit une telle extension en Serbie qu'aux mois de mai et de juin 1849 le Gouvernement serbe n'hésitait pas à entrer en contact avec des représentants du Gouvernement hongrois. En mai 1849 le colonel Bystranowski, agent du prince Czartoryski, était venu à Belgrade pour proposer à Garašanin de signer la paix avec les Hongrois, et rappeler Knićanin ⁴. En échange les Hongrois aideraient les Serbes à reconstituer leur vieil empire médiéval. Le plus intéressant dans cette négociation est le rôle joué par les émigrés polonais qui servirent d'intermédiaires de Knićanin au camp de Mošorina, où le Polonais parvint le 23 mai 1849. Le chef militaire serbe se montra extrêmement réservé, renvoya Bystranowski à Belgrade et expédia aussitôt une lettre déconseillant d'accepter l'accord proposé. Pourtant les négociations se poursuivirent encore. Gyula Andrassy, président du Gouvernement hongrois, venait à Belgrade fin mai 1849 renouveler l'offre d'alliance contre « l'ennemi commun », l'Autriche. La Turquie, la France et l'Angleterre, favorables à la Hongrie, auraient volontiers admis et appuyé une alliance de la Serbie et de la Hongrie. Mais les premiers succès des troupes russes

¹ Živanović (Živ.), *op. cit.*, t. I, p. 25.

² Aff. Étr. fs. Belgrade, 27 février 1849.

³ Aff. Étr. fs. Belgrade, 27 février 1849.

⁴ Cf. l'article de Stranjaković (Drag.), *Držanje Srbije prema Austriji i Madjarsima 1848-1849*, dans le *Jugoslovenski istoriski časopis*, 1936, n° 1, p. 1-21.

en Transylvanie mirent fin à ces pourparlers ¹. De tous ces projets d'alliance magyaro-serbe, il ne devait rester que des souvenirs, que vinrent revivifier de temps à autre de chevaleresques invitations à une amitié toujours possible entre ces peuples qui avaient tous deux connu la douleur du joug de l'étranger ².

La Russie, de plus en plus irritée par l'attitude équivoque de la Serbie et sa neutralité hostile, cherchait à profiter de toutes les occasions qui s'offraient à elle pour faire valoir ses prérogatives de Puissance protectrice, en affaiblissant ainsi l'autorité — fort compromise déjà — du parti national et l'influence personnelle de Garašanin. Un incident, d'apparence insignifiant, déchaînait dans tout le pays en 1850 un vaste mouvement russophobe. Le Consul de Russie à Belgrade, le général Levšin (successeur à ce poste du colonel Danilevskij), informa le Conseil serbe du « désir » de l'Empereur de Russie que les fonctionnaires serbes fissent l'abandon du traditionnel fez afin de pouvoir adopter le chapeau ou la casquette russe ³. Cette intervention baroque réussit à grouper contre la Russie presque toutes les nuances de l'opinion, c'est-à-dire, à l'exception des adhérents du « parti russe » de Vučić, la plupart des Constitutionnalistes, tous les Conseillers et le Knèze lui-même. Nous savons quel fut à ce moment l'attitude du Métropolite Petar grâce aux précieux souvenirs laissés par l'archimandrite Gavriilo — futur évêque de Šabac — qui connaissait bien le Métropolite et n'appartenait pas au parti constitutionnaliste ⁴. Gavriilo prétend que Petar n'était pas hostile au Consul Levšin, bien que le Métropolite sût parfaitement que le Consul ne se privait pas de le desservir auprès du Knèze

¹ Aff. Étr. fs. Belgrade, 23 février 1849. Voici ce qu'écrivait à son Département, le 13 avril 1849, le consul de France à Belgrade, Fabre : « En somme, Monsieur le Ministre, au moment où les Serbes Autrichiens appelaient les Russes, j'ai trouvé le Gouvernement Serbe, que j'avais, vous avez su comment, convaincu du désintéressement de ma sollicitude, désireux de se consulter avec moi. Je l'ai trouvé d'accord avec moi dans ce double objet, de protester par sa scission, au nom de l'idée nationale, contre le premier acte de Panrussisme et de se retirer plus que jamais en emportant l'idée nationale, palladium de l'avenir slave du midi, sous le manteau des Turcs... » (Aff. Étr. fs., Belgrade, 13 avril 1849).

² Cf. art. de Stranjaković, dans la *Politika* du 27 avril 1935 : *L'attitude d'Ilija Garašanin envers les Magyars en 1848 et 1849*, et article cité dans le *Jugoslavenski istoriski časopis*.

³ Le fez fut conservé. Aff. Étr., Belgrade, 21 février 1850.

⁴ L'archimandrite Gavriilo avait la sagesse de répéter à tout venant qu'il n'était « ni constitutionnaliste, ni partisan de Vučić, ni partisan des Obrenović ou des Karadjordjević, mais seulement Serbe et serviteur de la patrie ». (*Do duše ja nisam bio ni ustavobranilac (kao arhimandrit Sava) ni Vučićevac pa ni Obrenovićevac ni Karadjordjevac, nego samo Srbin, i sluga otačestva i svoje dužnosti kao i sluga crkve i prijatelj napretka srpske omladine*). Ilić (A.), *op. cit.*, p. 432.

et de le calomnier auprès du Tsar. Il est évident néanmoins que, dans ce « scandale du fez », le chef de l'Église serbe ne pouvait désapprouver une proposition qui avait pour objet d'effacer un des derniers signes de la domination musulmane ¹.

RAPPORTS ENTRE LE MÉTROPOLITE PETAR ET SON PROTÉGÉ
LE FUTUR MÉTROPOLITE MIHAÏLO.
INFLUENCE DE LA RUSSIE SUR L'ÉGLISE SERBE.

Le Métropolite Petar avait formé un groupe de jeunes séminaristes dont il espérait constituer les cadres du futur haut clergé serbe. Au début de son épiscopat il avait utilisé de préférence des prêtres orthodoxes serbes de la Métropole de Karlovci, plus instruits et qui apportaient à l'Église serbe de la Principauté l'expérience des réformes déjà introduites de l'autre côté de la Save. Mais l'opinion publique, sous le régime des constitutionnalistes et surtout après 1848, s'était montrée de plus en plus hostile aux « étrangers » et surtout aux *nemačkari*. Aussi Petar s'était-il vu dans l'obligation de puiser dans le clergé indigène afin d'être assuré de laisser derrière lui des successeurs dignes de poursuivre son œuvre. Mais l'enseignement supérieur religieux en Serbie étant inexistant, il fallut songer à envoyer des jeunes séminaristes poursuivre leurs études à l'étranger. L'Église pouvait en cela imiter l'État qui avait déjà ses boursiers en Allemagne, en Autriche, en France, en Russie et même en Turquie ².

Le Métropolite n'avait point un si grand choix. Bien que les sympathies de Petar fussent évidemment du côté de la Métropole de Karlovci, la Russie orthodoxe offrait trop d'avantages — du point de vue linguistique, religieux et même politique (l'Empire protecteur n'aurait pas vu d'un œil favorable l'envoi de boursiers à Sremski Karlovci) — pour que le Métropolite ne se résolût, après en avoir obtenu l'autorisation du Gouvernement russe par l'intermédiaire du consul de Russie Danilevskij, à envoyer à Kiev, en 1846, un premier groupe de six boursiers serbes : Miloje Jovanović (le futur

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 434.

² Stranjaković, *Vlada Ustavobraniteljja*, p. 104.

Živanović conte que le Métropolite Petar avait un jour appelé auprès de lui le « jeune lycéen » Jovan Ristić et lui avait offert de l'envoyer poursuivre des études religieuses en Russie. Ristić avait refusé, alléguant son manque de vocation. Il devait être envoyé plus tard en Allemagne et en France, mais en qualité de boursier d'État. (Voir la lettre adressée par Živanović à Ilić et publiée par ce dernier dans son *Mitropolit Petar*, p. 341).

Métropolitte Mihailo), Sava Sretenović, Miloslav Protić, Vasilije Nikolajević, Dimitrije Nešić, futur professeur de Mathématiques à la *Velika Škola* de Belgrade, et qui deviendra en 1894 Ministre de l'Instruction Publique, et Gavriilo Milićević. Ces étudiants étaient conduits en Russie sous la surveillance de Sima Milutinović, Secrétaire du Ministère de l'Instruction Publique ; ils furent d'abord admis au Séminaire de Kiev où ils suivirent les cours du célèbre professeur Dumitraškov. Après trois ans d'études sérieuses (1846-1849) le comte Protasov, Procureur du Saint Synode accepta d'ouvrir les portes de l'Académie Spirituelle de Kiev aux plus capables d'entre eux ¹. « La sélection des jeunes Serbes, disait le Procureur, a été faite en son temps, dans le but d'assister l'Orthodoxie dans cette région (serbe) et de donner ensuite la possibilité aux plus capables de ces jeunes gens de recevoir une formation religieuse supérieure, en aidant de la sorte à atteindre le but qu'on s'est proposé » ². Le Saint-Synode ordonnait, par sa décision du 26 juillet 1849, que parmi les quatre étudiants serbes sortis du Séminaire, deux, Miloje Jovanović et Vasilije Nikolajević, particulièrement recommandés par le Métropolitte serbe Petar, fussent reçus à l'Académie Spirituelle de Kiev, avec une bourse d'entretien complète accordée par l'État (russe). Ainsi un des deux bénéficiaires de la générosité russe était le futur successeur de Petar.

Il serait naïf toutefois de penser, comme on l'a fait parfois, que c'est uniquement un sentiment de reconnaissance qui a orienté plus tard les pensées du Métropolitte Mihailo vers la Russie. Ce n'est pas

¹ Cf. Titov (T. I.), *Vysokopreosvjaščennyj Mikhail arkhiepiskop belgradskij serbskij*, Trudy Kievskoj Duhovnoj Akademij, 1898, III, p. 395. Les relations culturelles entre la Serbie et la Russie avaient d'anciennes traditions. On évalue à 56 le nombre des jeunes Serbes qui reçurent, au cours du XVIII^e siècle, une formation intellectuelle dans les différentes Institutions de l'Empire. Les Académies spirituelles de Kiev et de Moscou en avaient accueilli un grand nombre. Voir sur cette question : Jovanović (Mirko), *Srbi u ruskim školama u XVIII veku*, Skoplje, 1926.

² Le consul de France (Durant de Saint-André) voyait la chose autrement : « Six jeunes étudiants en théologie viennent d'être envoyés en Russie sur la demande du Gouvernement, dois-je dire, puisque M. Petronijevitch me l'a affirmé. Si je suis bien informé, certains membres du Gouvernement Serbe, parmi lesquels je ne compterais pas M. Voutchitch, ont été fort étonnés de recevoir le consentement de la Russie à admettre au Séminaire de Kasan six jeunes étudiants en théologie appelés à y réformer les erreurs de la religion grecque pratiquée en Serbie, erreurs contre lesquelles M. Daniliewsky s'est déjà souvent prononcé assez distinctement. Malgré l'assertion de M. Petronievitch, je ne puis admettre que le Gouvernement serbe ait pris l'initiative dans cette question ; il a été entraîné et a cédé à tort ou à raison. M. Daniliewsky a poussé la complaisance jusqu'à donner de sa propre autorité des passeports russes aux jeunes voyageurs... »

(Aff. Étr. fs. Belgrade, 31 juillet 1846).

l'Église russe, ses pompes et la magnificence de sa liturgie qui séduisirent tout d'abord le jeune Miloje. En dépit de la sollicitude dont il était entouré par les autorités ecclésiastiques de l'Empire, il ne semblait nullement empressé à se faire moine. Il fallut que le Métropolitte Petar rappelât avec fermeté à son disciple les raisons pour lesquelles on l'avait envoyé en Russie ; avant tout, préparer des chefs pour l'Église de Serbie. Miloje justifiait ses hésitations et ses retards à entrer dans les ordres par la crise de conscience qu'il traversait et les scrupules qu'il ne cessait d'éprouver. Mais Petar revenait à la charge :

« Mon cher Miloje, je suis satisfait de ta conduite jusqu'ici, de ton assiduité, de tes succès dans les sciences ainsi que de l'orientation de ton esprit. J'attends seulement encore d'apprendre de toi ce qui est nécessaire pour que ma joie soit à son comble. Jusqu'ici tu ne m'as pas annoncé *cela*, et Vukomanović, que l'on ne saurait louer suffisamment, n'a pas pu me donner une explication satisfaisante (de ton silence). C'est pourquoi, puisque tu ne m'écris rien là-dessus, je vais t'en parler. J'espère que cette vocation t'est chère, que tu as des dispositions pour elle. Tu as devant les yeux de nombreux champions de la foi et tu sais que l'Église de notre pays a besoin de ce courage chez les meilleurs d'entre vous qui avez été envoyés en Russie. Il n'est pas du tout convenable que dans notre séminaire professent des laïques. Où l'Église de notre pays trouvera-t-elle des serviteurs plus capables — prédicateurs de la parole divine — si ce n'est dans des maîtres du Séminaire, vraiment cultivés, et pénétrés de l'esprit de l'Orthodoxie ?... J'ai particulièrement confiance en toi, et j'espère que tu répondras à mon attente. Qu'est-ce que cela serait si tu recevais là-bas les ordres, et si étant ordonné diacre et prêtre, tu nous revenais avec la pratique et la formation d'un prélat achevé ? Il me semble que cela serait extrêmement utile pour toi et pour notre Église. Excepté avec le général Levšin, homme très dévoué envers l'Église depuis son départ du Consulat, je n'ai parlé de cela avec personne. Réfléchis donc, et si tu te rallies à cette proposition, cherche quand il sera le plus convenable d'accomplir ce pas : au cours de cette année scolaire, ou pendant les vacances qui la suivront...¹ »

Le jeune Miloje répondit à cette lettre en exposant à nouveau à son protecteur ses hésitations à franchir précisément « ce dernier pas » :

« La lettre de Votre Éminence, du 12 décembre de l'année précédente (1851), m'a jeté dans un grand embarras et a provoqué

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 334-355.

un violent conflit entre des désirs différents. Tout un essaim de pensées m'a traversé. Je me suis trouvé bien embarrassé sans qu'il me fût possible de décider la question de mon avenir. Le désir de servir Dieu et de répondre à l'attente de la Patrie, en servant l'Église de notre pays, et en comblant votre joie, s'opposait à mon inquiétude de ne pouvoir satisfaire à d'aussi nombreuses exigences : suis-je actuellement capable ou dois-je encore me préparer ? J'ai encore eu d'autres graves pensées sur l'élévation de cette sainte vocation et sur ma propre faiblesse et mon indignité »¹.

Mais il fallut céder devant l'opiniâtreté du Métropolite Petar. Ce dernier du reste s'adressait directement au Métropolite de Kiev en lui demandant de procéder dans les plus courts délais à l'ordination du jeune Serbe. Philarète accepta et la cérémonie fut célébrée dans le mois de mai 1853. Miloje reçut comme nom d'Église le nom du Saint de la ville de Kiev : Mihailo, ce qui fut regardé comme une délicate attention de l'Église russe envers l'Église de la Principauté. Petar en exprima toute sa reconnaissance au prélat russe dans une lettre en date du 10 juillet 1853, qui suffit à démontrer que le Métropolite serbe n'a jamais été le russophobe acharné que certains historiens se sont plu à voir en lui :

« L'Église serbe, avec moi, est très redevable à Votre Éminence : avec l'approbation gracieuse de notre Auguste Protecteur, Votre Éminence a non seulement accepté avec bienveillance nos boursiers, envoyés à Kiev pour y acquérir une formation religieuse supérieure, mais les a pourvus de tout ce qui leur était nécessaire, même au delà de ce qui avait été prévu, et les a gardés dans l'amour de leur patrie... Maintenant, à ma prière (Votre Éminence) a daigné ordonner l'un d'entre eux. Pour de tels bienfaits l'Église serbe restera toujours reconnaissante à l'égard de Votre Éminence. Et moi, son chef, à l'occasion du départ de notre boursier Miloje (désormais le moine Mihailo), qui au cours de sept années a puisé abondamment dans les inestimables trésors de Votre célèbre institution, je considère comme un devoir sacré d'exprimer à Votre Éminence ma cordiale reconnaissance, ainsi que celle de toute l'Église de ma patrie... »² Le Métropolite Petar désira ensuite que Mihailo fit plus amplement connaissance avec la Russie avant de la quitter, et surtout pût se familiariser avec l'Église russe, sa constitution, son esprit, son rôle social. Il lui conseillait, dans une de ses lettres, de visiter Moscou et Saint-Pétersbourg :

« Visite Moscou et Saint-Pétersbourg, et passe quelque temps

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 336.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 330.

dans chacune de ces villes. Considère, chez elles, en particulier tout ce qui touche à ta vocation : la discipline monastique, le statut des séminaires et des autres lieux d'enseignement ¹. » Il faut croire que Mihailo fut enchanté de ce voyage d'études, car, revenu à Kiev en 1854 seulement, il ne paraissait plus du tout disposé à retourner en Serbie, soit en raison de l'incommodité des chemins au printemps, soit, comme l'insinue perfidement Aleksa Ilić, parce que, *nastupivši burno vreme vojne*, la guerre de Crimée venant d'éclater, il préférerait attendre des heures plus propices, livré à l'étude, à l'abri chez un de ses compatriotes qui possédait une grande propriété dans le Gouvernement de Kiev. Il reparut toutefois dans sa patrie au mois de juin 1854 ².

L'influence religieuse russe en Serbie ne s'est pas seulement tra-duite par l'envoi en Russie de séminaristes boursiers. Au printemps de 1847 on avait vu arriver inopinément à Belgrade deux professeurs de littérature et de théologie russes, que le gouvernement impérial envoyait à la Serbie sans l'avoir consultée ³. « Cette haute marque de la bienveillance impériale, écrivit à ce sujet le consul de France, Durand de Saint-André, a surpris tout le monde et mécontenté quelques personnes, le Prince Alexandre en particulier ⁴ »... Deux ans plus tard la Russie renouvelait sa « libéralité » ⁵. Le plus étrange est que ces maîtres, que personne n'avait sollicités, jugèrent le traitement qu'ils recevaient de la Russie insuffisant et exigèrent du Gouvernement serbe un supplément annuel de 200 thalers ⁶.

Quand Mihailo devint évêque de Šabac, ce fut autour de lui que se rassemblèrent tout naturellement les amis serbe de la Russie orthodoxe. Cette position d'intermédiaire entre la Russie et la Serbie le rendait presque indépendant et faisait de lui un second Métropolite. Des Essards, Consul de France à Belgrade en 1857, suivait de très près les progrès de l'influence russe. Il signalait en particulier le rôle joué à Pétersbourg par la Comtesse Bludov, fille du Comte Bludov, Ministre de la Justice de l'Empire, qui avait pris l'Église serbe « sous son ardent patronage », et qui était pour la Serbie « un véritable Saint Vincent de Paul... » ⁷.

Des Essards s'étonnait des faveurs dont la Russie comblait

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 331.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 332.

³ Aff. Étr. fs. Belgrade, 9 mai 1847.

⁴ Aff. Étr. fs. Belgrade, 9 mai 1847.

⁵ Aff. Étr. fs. Belgrade, 25 octobre 1849.

⁶ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 435.

⁷ Aff. Étr. fs. Belgrade, 21 juin 1857.

Mihailo alors qu'elle négligeait de plus en plus le vieux Métropolitte Petar.

« ...Il y a quelque temps, l'évêque de Chabatz, jeune homme de trente ans à peine, et qui est le partisan le plus violent de l'influence russe, a reçu de Pétersbourg une Panagia enrichie de diamants et d'une valeur considérable.

A quelle occasion ? et pour quels services ? Pendant la guerre (de Crimée) l'évêque de Chabatz a été l'agent le plus actif, le plus ardent de la Russie en Serbie, et si la principauté n'a pas pris les armes contre la puissance suzeraine ce n'est pas qu'il ait rien épargné pour cela. Ses voyages à Vienne, les correspondances qu'il entretenait avec le prince Gortchakoff, ses intrigues à l'intérieur, le constituaient en état de rébellion ouverte contre le Prince, contre la Porte. Le Prince Alexandre s'est plaint plusieurs fois à moi que, sans son assentiment et malgré lui en quelque sorte, le Gouvernement russe accordât une récompense aussi éclatante à un Serbe, qui avait, aux yeux de tous, trahi la cause du Prince de Serbie... ¹ »

Peu après cet événement le consul avait une nouvelle preuve de l'ingérence russe dans les affaires religieuses serbes :

« ... Bientôt après, une grande quantité d'ornements d'église, des croix, des évangiles, des ciboires étaient expédiés à Mr. Milochévitch. Tous ces objets, après avoir été exposés à l'admiration des fidèles, qui accouraient en pèlerinage au Consulat de Russie, ont été transportés dans l'intérieur du pays.

Sans autorisation préalable du Gouvernement serbe, sans même en prévenir le Métropolitain de Belgrade, chef suprême de l'Église orthodoxe de Serbie, le Chancelier du Consulat de Russie est parti, avec un passeport russe non visé par l'autorité serbe, et il est allé porter, dans six ou huit couvents de l'intérieur, les dons de la Russie... ² »

Ainsi — bien avant la Skupština de la Saint André — la Russie avait pratiquement cessé de reconnaître l'autorité spirituelle du Métropolitte Petar auquel elle préférerait désormais le jeune évêque de Šabac. Le sort du Métropolitte était déjà lié au sort du régime politique des *Ustavobranitelji*.

LE MÉTROPOLITE PETAR ET LES NEMAĆKARI.

Que le Métropolitte Petar ait manifesté ou non son angoisse de voir son pays se diviser désormais en deux clans hostiles, il dut se

¹ Aff. Étr. fs. Belgrade, 10 septembre 1857.

² Aff. Étr. fs. Belgrade, 10 septembre 1857.

résigner à reconnaître le fait accompli : les contemporains eux-mêmes oublièrent assez vite l'attitude indécise et plutôt équivoque du prélat pendant les temps de crise et l'on vint même à considérer Petar comme un des « piliers » du régime constitutionnaliste, opinion qui s'est maintenue chez certains historiens. Tout ce que l'on peut dire c'est que, sans suspecter le Métropolitte d'avoir intrigué personnellement contre le Prince Michel qu'il avait élevé et qu'il semble avoir beaucoup aimé, on peut admettre qu'il ne devait guère être satisfait par l'esprit autoritaire du Prince et qu'il n'était pas mécontent de voir l'Église serbe à l'abri désormais de toute ingérence du pouvoir temporel. D'autre part Petar était un Serbe d'Autriche qui loin d'avoir honte de son origine s'en souvenait avec fierté. Il accueillit donc avec faveur cette nouvelle « invasion » des Serbes de l'autre rive qui apportaient avec eux, dans la jeune principauté, leur culture, leur sens de l'administration, mais aussi leur goût pour la manière forte. La mentalité et les idées de ces nouveaux venus avaient beaucoup d'affinités avec celles du prélat.

Slobodan Jovanović a admirablement peint leur mépris foncier des masses paysannes incultes de Serbie qu'ils déclaraient « incapables de se gouverner elles-mêmes ». Pour les *nemačkari* la question de la liberté politique était avant tout une question de culture ¹. La liberté que l'on accorderait au rustre de Šumadija ne serait qu'une caricature de liberté. La nation devait s'adapter, de gré ou de force, au cadre imposé par l'État. Toute leur organisation politique, écrit M. B. Milošević, « reposait sur l'idée qu'une minorité éclairée — dans ce cas les fonctionnaires — est beaucoup plus capable de gouverner l'État que la masse paysanne, ignorante et arriérée... ² ». Pour les libéraux au contraire la nation était à l'origine de tous les pouvoirs et sa liberté était une des conditions essentielles de son existence. La jeunesse libérale « croyait avec ferveur au génie de la race, à sa grande vitalité et à son infinie perfectibilité ³ ». Slobodan Jovanović établit une différence entre l'absolutisme despotique de Miloš et l'administration autoritaire mais juste des *nemačkari*. Le Métropolitte partageait pleinement ces idées. Son esprit était pénétré du même principe d'autorité que celui des constitutionnalistes. Mais, cette autorité, il ne voulait pas en concéder une fraction au Prince. Il répugnait à l'autocratie, mais ne se souciait pas davantage de reconnaître la suprématie populaire. Il n'avait pas en effet très grande confiance dans la maturité politique du paysan serbe, et il

¹ Voir l'article de Jovanović (Slob.) : *Nemačkari*, dans *Politika* du 12 avril 1936.

² Milošević (Michel B.), *Le Suffrage politique dans les Constitutions de Serbie*, Paris, 1928, p. 51.

³ Milošević (Michel B.), *op. cit.*, p. 51.

ne faut pas voir autre chose que la coutumière phraséologie ecclésiastique dans ses homélies sur « le passé héroïque de la nation » : thème propre à des développements faciles mais qui n'était point vivifié par cette foi mystique des libéraux dans les destinées du peuple serbe. A l'instar des *nemačkari* le Métropolitte Petar estimait qu'il fallait d'abord organiser l'Église, la discipliner ; après seulement on aurait le droit de songer à lui donner une certaine autonomie, mais sous le contrôle rigoureux du haut clergé.

Un autre point commun entre le Métropolitte et les *nemačkari* est le dégoût qu'ils professaient les uns et les autres pour la politique pure ¹. On connaît l'aversion de Petar pour le seul mot de politique et son incompréhension de tous les mouvements populaires. Les *nemačkari* de leur côté préféreront toujours aux incertitudes de la politique le prestige de la haute administration. Diriger la vie publique d'un bureau, à la manière de Vienne ou de Paris, c'était leur seule ambition ². Ils laissaient aux Serbes du cru le souci de faire de l'« agitation » parmi ces paysans illettrés et grossiers. Un Aleksa Simić, il est vrai, bien qu'originaire du Srem, sera successivement, de 1842 à 1858, Ministre de la Cour, de l'Intérieur, de la Justice et de l'Instruction publique. Mais c'était là une exception : les principaux hommes politiques du régime constitutionnaliste, Petronijević, Knićanin, Garašanin, et enfin Vučić, sont tous originaires de la Principauté. Les *nemačkari* au contraire étaient en prédominance dans l'administration, dans les tribunaux et dans les écoles. Quand la Skupština de la Saint-André, en 1858, voulut liquider le régime constitutionnaliste son premier geste fut de poursuivre les étrangers : trois *nemačkari* occupaient alors des postes de commande : le premier était adjoint au Ministre de l'Intérieur, le second adjoint au Ministre de la Justice, le troisième membre de la Cour de Cassation.

Si tout rapprochait le Métropolitte Petar des *nemačkari*, inversement beaucoup de traits le séparaient des constitutionnalistes purement serbes. Outre leur démagogie électorale qu'il ne pouvait souffrir, il se méfiait de leur tendance habituelle à intervenir dans les affaires ecclésiastiques. On se souvient de son différend avec Knićanin. Le Métropolitte s'était refusé à accorder l'autonomie à la communauté protestante de Belgrade et, comme Knićanin se déclarait ouvertement partisan de l'esprit de tolérance le plus large, le chef de l'Église avait brutalement invité le général à ne point s'occuper de questions ne relevant pas de sa spécialité.

Petar ne réussit pas davantage à s'entendre avec le principal pilier

¹ Voir p. 143.

² Jovanović (Slob.), *art. cité*.

du régime constitutionnaliste, l'homme qui avait forcé Miloš à abdiquer, et qui avait su soulever le peuple contre son fils, l'homme le plus populaire de la Serbie des années 40, Toma Vučić Perišić. On ne saisit guère ce que fut le rôle du clergé dans la politique intérieure au temps des constitutionnalistes si l'on ignore les rapports de Vučić et de Petar. Vučić était loin d'appartenir au petit clan des premiers libéraux, et l'impitoyable cruauté avec laquelle on l'avait vu étouffer émeutes et insurrections témoigne suffisamment que loin d'avoir « le culte de la liberté », il était très conservateur et plein de préjugés...¹ Par ailleurs ni sa naissance ni son tempérament ne le prédisposaient à être un ennemi de l'Église. Avant de parvenir aux plus hautes dignités, Vučić avait fait un peu tous les métiers, en particulier celui de palefrenier, d'abord auprès de l'évêque de Čačak, puis auprès de Miloš. Vučić était le cousin du Métropolite Melentije Pavlović, premier Métropolite serbe de Belgrade et le héros populaire de Ljubić². Or Melentije avait incarné la vieille Église orthodoxe serbe, ignorante mais patriote, plus riche en moines-haïdouques qu'en Docteurs de l'Église. Le tribun qui d'un mot pouvait soulever les paysans de Šumadija savait tout juste lire et signer son nom³. Il avait voué une haine farouche aux Serbes de Voïvodine. Lui qui avait acquis la réputation de ne point se servir de la plume pour combattre ses adversaires mais du bâton, ne tolérerait pas sans colères ces « parasites » qui s'étaient abattus sur la Serbie pour y faire une fructueuse moisson de privilèges et de postes lucratifs, ces étrangers avides de bouleversement, sans respect pour les traditions les plus vénérables de la Serbie. Parmi ces étrangers un de ceux qu'il exécrait le plus, sans toutefois le témoigner trop extérieurement, était le Métropolite Petar, qui avait pris entre ses mains l'Église serbe et s'efforçait de l'organiser à la manière autrichienne. Vučić n'aimait guère tous ces règlements ecclésiastiques qui constituaient autant d'entraves à son bon plaisir : déjà, le Knèze Miloš lui avait reproché de violer les lois de l'Église lorsqu'en 1827 il s'était mis en tête de chasser sa femme légitime pour — un mois

¹ Jovanović (Slob.), *art. cité*.

² Cf. p. 49.

³ Stranjaković (Drag.), *Vučičeva buna*, p. 100.

Un Consul de France à Belgrade (de Ségur) a laissé en 1851 un portrait saisissant du « Catilina Serbe » :

«... Cet ex-Voievode, vieillard éprouvé par les aventures d'une vie accidentée, continue à porter dans les calculs d'une politique égoïste la même ardeur qu'il portait jadis dans les combats ; l'esprit inculte, doué de toute la ruse d'un ancien capitaine d'heidouques, vindicatif et infatué de sa personnalité, il ne peut se résigner à une existence calme et honorée, juste récompense de ses anciens services... (Aff. Étr. fs. Belgrade, 22 août 1851).

plus tard — convoler avec une fort jolie Grecque qu'il avait arrachée à un jeune négociant, lequel l'avait lui-même enlevée au harem d'Ali Pacha ¹. Ces mœurs légères n'étaient point faites pour plaire au Métropolitain, mais les théories que professait ouvertement Vučić mirent le comble à son antipathie. Stranjaković conte à ce propos une anecdote caractéristique. Comme, en 1858, un jour « Sima Protić disait devant Vučić et les conseillers que le Knèze avait créé le pays » (la Serbie), Vučić s'écria avec humeur : « Qu'est-ce que tu racontes, je t'en prie Sima ! Qu'est-ce qu'il vient de dire : créé ce pays ? et qui (donc l'a créé) ² ? Personne d'autre n'a créé ce pays que Dieu et le peuple », et une autre fois : « Personne n'a pris à bail cette terre, chacun a contribué un peu à sa délivrance. » C'est un exemple tout à fait typique non seulement de l'éloquence plébéienne de Vučić, mais d'une conception primitive et populaire de la religion, commune à beaucoup de Serbes de son temps. Vučić est un de ceux qui a le mieux exprimé cette conception : foi mystique dans les destinées du peuple serbe, messianisme national, indifférent aux signes tangibles de la domination terrestre, État, administration, Knèze et clergé, et qui était contenu tout entier dans ces deux mots : *Bog i Narod* ! On connaît le célèbre discours de Vučić, un des plus beaux morceaux de l'éloquence serbe : « Je ne crains personne : ni Prince, ni Conseil, ni Ministre, ni Métropolitain, et personne ne doit craindre personne. Nous sommes tous égaux. Le Prince vaut un porcher ; un porcher est l'égal d'un Conseiller, le Conseiller est l'égal du tailleur, le tailleur l'égal du Juge, le Juge est la même chose que moi... Nous sommes tous égaux. Il ne faut pas qu'un seul se chauffe au soleil et que tous les autres restent à l'ombre. Il ne faut pas qu'un seul tienne la tête bien haut et que tous les autres aient les yeux baissés vers la terre, mais bien au contraire que tous nous élevions la tête bien haut et que tous nous nous chauffions au soleil... ³ ». Une autre tirade de Vučić traduit aussi clairement sa pensée :

« Le fonctionnaire, s'écria-t-il un jour dans un discours au peuple, défend le fonctionnaire, le pope défend le pope, mais il n'y a personne pour défendre le pauvre peuple ! » (*Činovnik brani činovnika, sveštenik sveštenika, a jadan narod nema ko da brani*) ⁴. Ainsi pour lui, qui se posait en défenseur et chef du peuple, l'Église n'était qu'une administration comme les autres, aussi oppressive, aussi imparfaite ⁵.

¹ Voir page 123.

² Stranjaković (Drag.), *Vučićeva buna*, p. 115.

³ Milošević (Michel B.), *Le suffrage politique dans les Constitutions de Serbie*, p. 58, n° 1.

⁴ Stranjaković (Drag.), *op. cit.*, p. 112.

⁵ On a prétendu qu'une des causes de la révolte de Vučić était le mécontente-

Là encore il apparaît comme un précurseur en jetant sur l'Église le discrédit qui était attaché, dans l'imagination populaire, aux organismes d'État considérés comme anationaux. Une telle mentalité était particulièrement odieuse au Métropolite Petar en un temps où ce dernier s'efforçait d'obtenir le concours du pouvoir civil afin de consolider l'autorité spirituelle de l'Église orthodoxe serbe. Notons enfin que le fait que Vučić appartenait à la loge maçonnique de Belgrade, encore qu'il n'y fût entré que dans des intentions purement politiques, n'était pas de nature à lui concilier les faveurs du Métropolite, quoique l'Église orthodoxe serbe n'ait pas été, au début, foncièrement hostile à la franc-maçonnerie. Toutes ces circonstances expliquent les heurts nombreux qui avaient eu lieu sous les règnes précédents entre les deux hommes : par exemple, lors de la révolte militaire en faveur de Miloš, le Métropolite, envoyé au-devant des insurgés et les ayant rencontrés à Trešnja, s'était efforcé d'employer la douceur à leur égard, tandis que Vučić s'était refusé à toute concession. Atanasije Djordjević cite un propos caractéristique de Vučić au sujet du Métropolite :

*Znaš šta je, ja poštujem Mitropolita zbog njegove pameti, učenosti i rodoljublja, i ne bi pristao da ga udavim, ali bi imao volju da ga metnem u čamac i da ga malo provozam, i to do obale samo, pa da ga vratim natrag i to zato što ne može da zaboravi Obrenovića čanak*¹.

LE MÉTROPOLITE PETAR

ET LE KNÈZE ALEKSANDAR KARADJORDJEVIĆ.

Le Métropolite ne craindra pas de faire face à l'hostilité déguisée des constitutionnalistes, ou à la haine manifeste de Vučić, car par une singulière inconscience il se croira toujours assuré de la faveur princière². Aleksandar Karadjordjević, parfaitement au courant, de l'attitude équivoque du chef de l'Église au moment du changement

ment provoqué chez ce dernier par l'intention manifestée par le Knèze Mihailo de donner à tout prêtre de la principauté un presbytère et la terre nécessaire à sa subsistance. Ce serait faire du vieux tribun un anticlérical forcené, ce qu'il n'a jamais été... (*Hrišćanski Vesnik*, juin-juillet 1888, p. 529). Vučić a aimé au contraire faire des libéralités aux églises serbes. Il a restauré le monastère de Drača (Milićević, *Manastiri u Srbiji*, Belgrade, 1867, p. 28).

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 381.

² Toutefois le caractère conciliant du Métropolite avait permis d'éviter des conflits trop apparents. Sous le premier règne du Prince Michel on avait même assisté à une intervention de Petar dans une contestation qui avait opposé Jevrem Obrenović et Vučić, et le tribun avait accepté la formule de conciliation du Métropolite. (Cf. sur cette affaire Stranjaković, *Vučićeva buna*, p. 17).

de dynastie, ne pouvait avoir en lui qu'une médiocre confiance mais le nouveau régime issu d'un mouvement révolutionnaire avait besoin d'une consécration religieuse. De son côté Petar semblait s'être sincèrement rallié. Dans tous ses prêches, dans toutes ses homélies, dans toutes ses lettres pastorales il s'efforçait de rendre hommage ou de renouveler un témoignage de sa fidélité au Knèze.

Le Consul de France à Belgrade, Codrika, estimait scandaleuse cette volte-face du Métropolitain, et il ne pouvait pas comprendre comment Petar avait osé donner « l'onction sacrée » au Knèze Alexandre dans une église fondée par Miloš (l'église cathédrale) :

« Il n'est peut-être pas indigne de remarquer que les fondations de cette église ont été jetées par le Prince Milosch sous le canon de la citadelle sur un terrain qui jadis servait de cimetière aux Turcs, et que le Métropolitain qui vient de consacrer le renversement de la famille princière est redevable de sa haute position et de sa fortune au chef de cette famille qui du rang le plus inférieur de la domesticité l'a par degrés élevé à la dignité qu'il occupe aujourd'hui... »¹.

Le Métropolitain Petar aimait assez, il est vrai, à faire sa cour au nouveau Knèze. Il savait, par une attention flatteuse, honorer la mémoire du « Chef Suprême (de la Dynastie), de l'immortel Karadjordje »². Ailleurs il déclarait aux fidèles : « Par la fidélité et l'attachement que vous montrez constamment au *Knjaz* vous fondez et vous fortifiez ce lien sacré entre le souverain et le peuple, qui est tellement utile au progrès de la patrie³ ». En 1855, à l'occasion de la consécration d'une nouvelle église à Smederevo, il s'efforçait, à la fin d'un long sermon, d'énumérer les devoirs des chrétiens envers Dieu et l'Église :

¹ Aff. Étr. fs. Belgrade, 13 novembre 1842.

Le successeur de Codrika, Durand de Saint-André, n'avait pas sur le Métropolitain une opinion plus favorable :

« Le Métropolitain, autrichien serbe d'origine, doit à sa position une grande influence sur ce peuple ignorant. Homme supérieur par son éducation à ceux qui l'entourent, d'une grande ambition, d'une corruption profonde de mœurs, je ne puis le croire susceptible d'aucune conviction sincère. Il a eu le talent de se maintenir dans ses dignités au milieu de toutes les révolutions qui se sont succédé. Le Gouvernement actuel semble faire fond sur lui ; je ne puis partager cette confiance qu'en tant que les intérêts du Primat se trouveront liés à ceux de l'État. C'est du reste le cas aujourd'hui, et les efforts tentés par le Consul général de Russie pour le renverser ont dû demeurer infructueux » (Aff. Étr. fs. Belgrade, 20 décembre 1844).

² En 1857, le Métropolitain Petar imaginait même d'organiser une souscription obligatoire dans son clergé pour contribuer à l'érection du monument de Karadjordje. C'est devant l'hostilité du Conseil alors en lutte avec le Knèze qu'il se verra dans l'obligation de renoncer à son projet. (Aff. Étr. fs. Belgrade, 10 avril 1857).

³ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 303.

« Respectez le chef de votre nation, notre Pieux Seigneur et Knèze Aleksandar. Vous respectez en lui le fils de l'immortel Karadjordje, qui a jeté les fondements de notre liberté. Vous honorez en lui l'Homme qu'avec le consentement universel vous avez élevé à l'éminente dignité de Knèze, celui qui veille à la tranquillité et au progrès de la nation, ne commet aucune violence, et élève bien son fils. Honorez-le pour ces raisons et aussi parce que votre qualité de chrétiens vous oblige à obéir à l'Oint de Dieu ; soyez-lui fidèles et attachés à sa Maison ¹ ».

Ces panégyriques ne sont pas dénués de tout intérêt documentaire, en dépit de fastidieuses répétitions, et de leur ton enflé. En un temps où la presse n'avait pas dépassé un stade de développement tout à fait rudimentaire (outre les officieuses *Novine Srbske*, le *Srbski Ulak* avait commencé à paraître en 1843, les *Novine Čitališta Beogradskog* en 1847) et où la censure veillait à empêcher toute critique du Gouvernement, la Chaire était la seule tribune où l'on pouvait se permettre une libre appréciation sur la politique serbe. Les sermons du Métropolitte Petar, toujours préparés avec le plus grand soin, sont remplis d'intéressantes notations sur l'idée que les contemporains se faisaient du pouvoir princier. Lorsqu'il parle d'Aleksandar Karadjordjević, le Métropolitte emprunte un tout autre ton que lorsqu'il s'adressait au Knèze Miloš. Ce dernier, selon lui, était « l'instrument » par lequel la grâce divine se manifestait au peuple serbe. Le Métropolitte n'avait pas besoin de recourir à une aussi flatteuse image pour parler d'Aleksandar. Le pouvoir du nouveau Knèze étant moins absolu que celui de ses prédécesseurs, le Métropolitte se croyait autorisé à convier la nation à collaborer avec le prince pour la consolidation du régime. Et il trouvait d'heureuses expressions pour définir le rôle du nouveau Souverain. Aleksandar n'était certes pas le souverain envoyé par Dieu au peuple serbe (celui que le peuple ne saurait renverser sans commettre un sacrilège), mais l'élu de la volonté populaire plutôt que l'Oint du Seigneur. Enfin le Métropolitte justifiait le respect que le peuple serbe devait nourrir envers le Knèze, ce qui est encore une innovation : « Aleksandar veille à la tranquillité et au progrès de la nation », mais avant tout « il ne commet aucune violence » (*nikakva nasilja ne čini*) : allusion évidente au despotisme des Obrenović.

En 1857, Petar s'adresse à nouveau au peuple, mais cette fois pour l'inviter à remercier le Seigneur d'avoir sauvé le Knèze de l'attentat d'octobre 1857. Prononcées dans l'église cathédrale de Belgrade, les

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 288.

paroles du Métropolitte se ressentent de l'événement encore tout proche. Il ouvre son allocution par les versets du Psaume 104 :

Ne prikasajtesja pomazanim mojim.

« A nouveau, en dépit d'une aussi terrible interdiction divine, il s'est trouvé des gens hostiles au Seigneur qui ont essayé de perpétrer un tel forfait : il s'est trouvé des hommes, et hélas ! dans notre patrie, pour transgresser la parole divine, des hommes qui ont conçu dans leur cœur un sentiment odieux au Seigneur, un sentiment de haine envers le Knèze et qui ont eu l'intention de faire passer cette idée dans les actes... » Heureusement « la droite du Seigneur a protégé le Knèze » (*no desnica božija sohranila je Knjaza*)¹.

Petar, pour accroître, en une telle solennité, l'amour du peuple envers le Knèze, lui rappelait le devoir de soumission aux autorités toujours recommandé par l'Église orthodoxe et fondé sur le passage célèbre de l'Épître aux Romains : « que toute personne soit soumise aux autorités supérieures : car il n'y a point d'autorité qui ne vienne de Dieu et les autorités qui existent sont instituées de Dieu » (Épître de Paul aux Romains, 13,1). Il affirmait à nouveau que les souverains étaient les Oints du Seigneur, sur lesquels reposait, comme sur ses élus et les fidèles protecteurs de sa loi, l'esprit divin, et il exhortait les Serbes à regarder « dans (leur) Knèze Aleksandar l'Oint du Seigneur, que Dieu leur avait donné pour maître, une personne consacrée, digne de leur respect ».

Même à cette heure émouvante où il importait d'implanter solidement dans le cœur de la nation le respect de son chef, le Métropolitte savait mesurer les expressions dont il se servait. Au lendemain de l'attentat, Alexandre Karadjordjević demeurait tout simplement l'élu du peuple consacré par l'Église. Le temps des princes de droit divin était bien fini en Serbie.

LA RÉFORME DE L'ÉGLISE SOUS LES « USTAVOBRANITELJI »².

Le règne d'Aleksandar Karadjordjević a vu la naissance d'une législation religieuse qui faisait jusque-là défaut. Cette période de stabilité politique relative permit en effet au Synode d'ébaucher les grandes lignes d'une réforme ecclésiastique : c'est en effet sous un gouvernement constitutionnaliste que fut d'abord élaboré en 1847

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 295.

² Cf. pour ce chapitre le *Zbornik pravila, uredaba i naredaba Arhijerejskog Sabora*, Belgrade, 1900.

le second statut de l'Église orthodoxe serbe. Le Métropolitte et le Synode se sont surtout efforcés de mettre au point une réglementation pratique du culte ainsi qu'un code disciplinaire, qui contribua à instaurer dans le clergé une tradition d'ordre et, de conscience professionnelle. Ils n'y réussirent qu'à moitié et si l'Église a su inaugurer certaines réformes d'un caractère social très marqué, il faut reconnaître que dans la législation du mariage elle a marqué le pas. Petar n'ajoutera pas grand'chose, sous le régime constitutionnaliste, à ce qui avait déjà été fait sous les Obrenović. En se modernisant, c'est-à-dire en se modelant sur des exemples étrangers, français, russes ou autrichiens, le statut matrimonial se compliquait et, perdant sa primitive simplicité, perdait en même temps un peu de sa patriarcale tolérance.

La réforme la plus urgente était le rétablissement des conditions normales de la vie ecclésiastique, de la discipline et de l'obéissance, chez un clergé qui n'avait pas seulement assisté, mais qui avait aussi participé aux séditions et aux batailles politiques. Tout le monde, en Serbie, s'accordait à reconnaître que le démon de la politique possédait dangereusement le clergé de la Principauté au détriment de ses devoirs pastoraux. En 1846, déjà un mandement métropolitain avouait amèrement l'ignorance lamentable dans laquelle végétait encore le clergé serbe, en dépit des efforts de la hiérarchie. « Parfois des personnes dépourvues de préparation théologique allaient chercher en Turquie, moyennant finances, le grade ecclésiastique désiré, puis revenaient en Serbie demander une cure ou un prieuré ¹ ». C'est ainsi que l'on s'efforçait d'échapper aux dispositions initiales instituées par le Synode qui exigeait pour chaque candidat à la prêtrise le passage par le Séminaire. Désormais ces procédés ne seraient plus admis et l'on conseillerait aux clercs déloyaux qui les emploieraient d'aller exercer la prêtrise dans le ressort qui les avait préconisés.

Un autre abus émanant cette fois du haut clergé avait sévèrement été blâmé en juin 1846 par le Synode. Il s'agissait du prélèvement de taxes illégales en échange de l'ordination, extorsion commise soit par l'évêque, soit par quelque personne de son entourage. Le plus plaisant est qu'un tel blâme ait pu être admis par le Synode épiscopal lui-même, qui n'était alors qu'un très petit comité où chacun connaissait fort bien celui qui était visé par cette mesure ².

S'étant ainsi, suivant le principe évangélique, corrigé le premier, le Synode épiscopal allait désormais entamer cette réforme disciplinaire du bas clergé dont Petar avait déjà depuis longtemps posé les

¹ *Zbornik pravila*, p. 41.

² *Zbornik pravila*, p. 42.

principes et signalé la nécessité. Toute une série de règlements promulgués à des années différentes, mais en relation les uns avec les autres, constituent une sorte de « Déclaration des Devoirs du Clergé », précieuse par les détails qu'elle contient et les renseignements qu'elle nous apporte sur la vie des prêtres serbes orthodoxes sous le règne d'Aleksandar Karadjordjević.

Le prêtre des villes doit être zélé, et ne pas négliger de célébrer l'office quand il est de service. Cet article du règlement synodal du 7 juin 1846 confirme ce que nous savions déjà sur la négligence croissante des prêtres, l'abandon des paroisses, même dans les villes ¹. En octobre 1854, le Synode insiste à nouveau sur l'obligation qui est imposée à tous les prêtres de célébrer avec exactitude le culte divin, sans chercher d'excuse pour leurs négligences, *ne izgovarajući se za nebreženije te dužnosti ni daljinom mesta, ni drugim neudobnostima, ni slabim posećivanjem crkve od strane naroda...* ².

Le clergé doit en outre veiller à instruire les fidèles dans la religion et la loi divine, l'invitant à obéir aux prescriptions de cette loi sainte. Le haut clergé insistait pour que les prêtres non seulement accoutument leurs fidèles à une pratique plus fréquente des sacrements (les plaintes sur l'indifférentisme des Serbes à ce sujet sont un leit motiv de toute réunion synodale), mais avant tout réussissent à obtenir de ceux-ci qu'ils visitent plus souvent les églises (*da ih pokušuju neprilježno posjećivanje hramova božjih...*) ³. Pour obtenir un tel résultat, le Synode exigeait du clergé qu'il donnât l'exemple, par une conduite irréprochable. Il fallait sans doute que quelques prêtres parvinssent à se dépouiller de mauvaises habitudes, *kao pušenje, posećivanje javnih za sveštenike nepriličnih mesta, kao kafana, mehana, kojekakvih zjelišta, igranje karti, upražnjavanje lova, nošenje oružja i tim podobnih nepriličnih dela...*

Cette liste suggestive peint avec réalisme le genre de vie affectonné par de nombreux prêtres des années 50 ⁴.

Les popes seraient enfin pourvus des livres de doctrine religieuse élémentaire, afin d'avoir la possibilité d'instruire leurs paroissiens. Le Métropolitte Petar s'était occupé de la question des manuels. d'enseignement utilisés au Séminaire et avait réussi à en faire éditer quelques-uns en Serbie et à importer les autres, soit de Russie, soit d'Autriche. Mais en 1855 encore, constatant le petit nombre de livres religieux employés, le Synode exprimait le désir de voir universellement répandus « un catéchisme court et précis, une histoire

¹ Zbornik pravila, p. 49.

² Zbornik pravila, p. 50.

³ Zbornik pravila, p. 50.

⁴ Zbornik pravila, p. 51.

de l'Ancien Testament et, si la chose était possible, les livres imprimés ici à l'usage de notre établissement d'enseignement (le Séminaire) » ¹. Un an plus tard, il recommandait une fois de plus aux prêtres de célébrer *tous* les offices de la journée, sans doute afin de familiariser les fidèles avec une liturgie qu'ils vénèrent, mais qu'ils ignorent profondément. Un autre règlement leur demandait d'être, en même temps que les guides naturels de la foi, des maîtres de morale. Le Synode constatait avec douleur que « depuis quelque temps » le peuple jurait de plus en plus et blasphémait ce qui, pour tout chrétien, devait être sacré et digne de respect, à savoir : la Foi, la Loi, la Croix, le Père et la Mère, etc... ² » Il rappelait les efforts pour extirper cette « habitude criminelle » déployés par le Gouvernement en 1846 et par les autorités ecclésiastiques le 15 mai de la même année (1846), demandant au clergé de verser à chaque occasion « dans le cœur de son troupeau la crainte de Dieu et le respect sincère de sa Loi et de tout ce qui se rapporte à Lui, *da bi se time ono bogomrsko psovanje iskorenilo*. » Mais toutes ces mesures s'étaient révélées impuissantes à arracher du peuple cette coutume funeste. Puisque les moyens coercitifs ne servaient à rien, le clergé n'avait qu'à se faire l'éducateur du peuple, l'habituer peu à peu au respect de son Créateur et éviter l'emploi inconsidéré ou blasphématoire de son Saint Nom.

Le Synode avait préparé un règlement à l'usage du clergé monastique. On avisait les prieurs des monastères et les moines qu'ils n'étaient pas autorisés à négliger l'assistance aux services religieux, qui devaient être célébrés intégralement les dimanches et les jours de fêtes. La conduite des moines devait être en tous points irréprochable. « Si un des moines commençait à donner des signes d'insubordination, on négligeait d'accomplir ses devoirs, en couchant hors du monastère, sans en avoir démontré la nécessité, en gardant ou en cachant un revenu, en distribuant à sa famille des boissons ou du grain du monastère, que le prieur, lors de sa première faute, se contente de le blâmer seulement et de lui conseiller fraternellement de se corriger. » A la troisième rechute, le coupable sera conduit devant le Consistoire. Il est d'ailleurs curieux de voir que, dans ce règlement d'avril 1855, le Synode admettait qu'un moine isolé, ou bien l'ensemble du couvent fussent autorisés à recourir aux autorités ecclésiastiques diocésaines, par une plainte écrite, s'ils estimaient que le prieur avait commis « une faute contre l'ordre ». Cette stipulation révèle seulement que le haut clergé avait toujours une oreille

¹ *Zbornik pravila*, p. 51.

² *Zbornik pravila*, p. 55.

attentive et pleine de sollicitude quand il s'agissait d'écouter les plaintes du bas clergé monastique. Le règlement adressé aux monastères est infiniment moins sévère que le règlement destiné aux séculiers. Ici encore nous retrouvons ce trait permanent de l'Église orthodoxe serbe qui est bien la prédominance du clergé monastique. Les maîtres de l'Église ne peuvent oublier leur origine...¹

La hiérarchie ecclésiastique aussi se compliquait : pour faciliter les rapports entre bas clergé et Episcopat, des intermédiaires existaient déjà : archiprêtres de district (*okružni protoprezviteri*) et vicaires d'arrondissement. Le mandement du 8 juin 1846 accrut encore leur importance. Désormais à côté des archiprêtres étaient institués les chapelains, disposant de la moitié d'une paroisse ordinaire. Ils étaient destinés à remplacer les archiprêtres dans la célébration quotidienne du service divin, que ceux-ci n'étaient plus tenus de célébrer que le dimanche seulement « afin que les paroissiens ne les jugent pas complètement indifférents à l'Église, à leurs fonctions. » Afin d'exercer la surveillance nécessaire et d'instruire leur troupeau, les archiprêtres seront obligés au moins une fois par an de visiter les plus petites paroisses, *da bi time na sebi pokazali dobar prīmer revnosnog pastira...*²

Pour relever dans le peuple les sentiments de respect à l'égard du clergé, le Synode épiscopal a prévu, en octobre 1854, les grandes lignes d'une titulature restée jusque-là très imprécise, comme nous l'avons vu dans la correspondance échangée entre Petar et le Knèze Miloš. L'influence russe se fit encore sentir : le Métropolitain avait droit au titre de *Visokopreosvjašćenješi*, l'évêque à celui de *Preosvjašćenješi* ; le prier de monastère : *Prepodobnjenješi* ; le moine : *Prepodobni* ; l'archiprêtre : *Prečestnjenješi* ; les vicaires et curés paroissiaux : *Čestnjenješi* ; les chapelains et les diacres : *Čestni*³.

Dans un autre domaine, le Synode s'efforça d'apporter une solu-

¹ Un règlement du 8 avril 1855 interdisait l'échange des terres appartenant au Monastère sur l'initiative personnelle du prier. Si ce dernier estime que l'échange de certaines terres de son monastère contre d'autres estimées meilleures est possible, il est tenu d'en aviser d'abord le Consistoire qui étudiera l'affaire, puis la soumettra au Ministère de la Justice qui sera chargé de demander au Gouvernement l'autorisation de procéder à l'échange (*Zbornik pravila*, p. 198).

Un autre règlement en date du 9 mai 1857 interdisait aux monastères possédant des capitaux, *premda za sad malo ima manastira u našem otačestvu, koji imaju ležće kapitala...*, de les laisser dormir, ils devaient les placer à intérêt au su et avec l'autorisation du Consistoire ! (Cf. *Zbornik pravila*, p. 198-199). C'était au prier que l'on confiait le soin de gérer le capital et d'augmenter les revenus, quoique le règlement du 9 avril 1855 eût attribué le contrôle des budgets monastiques à un moine investi par le prier et intitulé *namjesnik* du monastère.

² *Zbornik pravila*, p. 105.

³ Cf. *Zbornik pravila*, pp. 65-66.

tion pratique à un problème resté depuis longtemps en suspens dans l'Église orthodoxe serbe : celui du costume ecclésiastique. Les prêtres orthodoxes serbes avaient toujours éprouvé une certaine répulsion pour « l'uniforme » qu'on essayait de leur imposer.

Le règlement du 10 octobre 1854 décrivait dans son détail le costume adopté : les prêtres séculiers devaient porter un costume bleu foncé : le surtout assez long avec des manches longues sans broderies ni chamarrures à leur extrémité. Chez les diacres et les prêtres, le surtout (*džube*) était de couleur bleue « tout à fait foncée » — et la ceinture était de même teinte. Chez les vicaires, le surtout et la ceinture étaient « de couleur cerise » ; chez les archiprêtres, d'un rouge un peu clair. La coiffure restait la même qu'auparavant, en drap noir. Les moines portent un costume de drap noir, ou d'une autre étoffe de même couleur, avec une ceinture noire. Les igoumènes porteront une ceinture couleur cerise (comme les vicaires). Les protosyncelles et les archimandrites auront une ceinture rouge clair comme les archiprêtres, mais tous porteront la capuche (*kamilavka*)¹.

Il nous reste maintenant à examiner les règlements synodaux marqués d'un caractère social, politique ou national. Déjà sous le règne du Knèze Miloš, l'influence du clergé sur la vie sociale était notable, particulièrement en ce qui concernait son intervention dans la législation matrimoniale. Pendant le règne du Knèze Aleksandar Karadjordjević, cette législation du mariage ne subit pas de modifications considérables et l'on ne peut prétendre qu'il y ait eu un adoucissement quelconque du régime précédent ; au contraire, le Synode épiscopal, dans un règlement du 4 mai 1857, blâme avec sévérité les prêtres qui ne tiennent pas suffisamment compte des prescriptions concernant l'âge requis pour les candidats au mariage. Il rappelle que l'homme doit être âgé d'au moins 17 ans et la femme d'au moins 15 ans. Le règlement précédent de 1837, qui était l'œuvre personnelle du Métropolitte Petar, interdisait tout mariage entre des hommes de moins de 17 ans et des femmes de moins de 14 ans (*jer kako svjatost tako i cjelovi tajni iziskuju zreliji vozrast...*)².

Plus libérales apparaissent les initiatives prises par le Synode en faveur des familles indigentes des prêtres défunts. Une coutume voulait déjà que l'on procédât aux funérailles de ces prêtres sans exiger la moindre rétribution. Le règlement du 6 avril 1855 confirmait tous ces privilèges. Le même souci d'humanité transparaissait dans une mesure d'une toute autre nature concernant les condamnés. Les prêtres étaient priés d'inviter ceux-ci à se confesser et à com-

¹ *Zbornik pravila*, pp. 83-84.

² *Zbornik pravila*, p. 218.

munier. Le même souci était pris des condamnés à mort qui, même s'ils n'étaient pas dignes de la communion, vu la gravité de leurs crimes, pourraient cependant, quelques jours avant l'expiation, et s'ils exprimaient leur repentir, être admis à la recevoir *po primeru razbojnika na Krstu koji se pokajao te ga je zbog toga Spasitelj pomilovao* ¹ (juin 1846).

Ces « adoucissements » sont significatifs ; ils prouvent que, dans ce domaine du moins, l'Église conservait encore un peu de tolérance primitive. Douze ans plus tard, un nouveau règlement insistait encore une fois sur les devoirs des prêtres à l'égard des condamnés à l'emprisonnement ou à la peine de mort : « L'amour de l'Église du Christ envers les croyants ne s'affaiblit pas quand ceux-ci tombent dans le péché et commettent des transgressions de la loi, mais leur offre alors son secours en permettant et en accueillant leur repentir et en les invitant à s'arracher au péché » ².

Le Synode prévoyait même à ce sujet une collaboration des autorités religieuses avec les autorités civiles, chargeant ces dernières d'avertir l'Église dès que des prisonniers se trouveraient, par suite d'une maladie, en péril de mort, afin que l'on puisse procéder d'urgence à leur confession et à l'administration du sacrement eucharistique. Quant aux condamnés à mort, trois jours avant leur exécution, on leur envoyait un prêtre qui se chargeait de la confession et de la communion. L'Église ne s'opposait pas, si les condamnés à mort avaient fait preuve d'un sincère esprit de repentir, à ce que leurs familles ou leurs proches fissent célébrer des requiem, mais dans le silence, sans solennité (*da mu srodnici mogu činiti crkveni spomen u svakoj tihosti i bez spoljašnji toržestva...*) ³.

C'est ainsi que se nouaient discrètement — dans la pratique — les premiers liens entre l'administration civile et l'administration religieuse, liens d'autant plus importants que jusqu'ici les rapports entre l'Église et l'État s'étaient traduits uniquement par les rapports personnels du Métropolite et du Knèze, ce dernier se bornant d'ailleurs à approuver et à donner force de loi aux décisions du premier, quand il ne s'avisait pas de lui imposer sa propre volonté. Du jour où la religion orthodoxe serbe manifesterait son besoin d'un appui permanent de l'État, d'une collaboration des administrations civiles et religieuses, elle participerait elle-même au prestige (comme aux préventions) dont jouit, dans l'esprit des masses, tout « ce monde supérieur ». En d'autres termes, de religion nationale qu'elle était,

¹ *Zbornik pravila*, p. 149.

² Mai 1858. *Zbornik pravila*, p. 56.

³ *Zbornik pravila*, p. 57.

elle deviendra, par une lente, mais invincible transformation, religion d'État. Peu à peu, la religion orthodoxe serbe s'écartera de la foi primitive, ignorante mais ardente, et toujours prête à combattre contre le Turc et surtout le Phanariote, pour se rapprocher de l'idéal d'une foi moins brûlante et moins inquiète. Malgré tout, ce passage de la religion de la nation à la religion de l'État, au début duquel nous assistons des années 50 aux années 70, ne se fera pas sans difficultés. La masse du bas clergé restera toujours au fond passionnément attachée à l'idéal de la religion nationale, et à la croyance instinctive qu'une religion n'est véritablement nationale que lorsqu'elle est populaire. Au contraire, le haut clergé, qui connaissait très bien l'insubordination et l'indiscipline de ses prêtres, souhaitait une collaboration étroite avec l'État, afin de pouvoir maintenir le plus fermement possible l'autorité épiscopale. Naturellement l'État faisait payer cher ses bons services et parfois n'hésitait pas à utiliser l'Église comme un service de renseignements. Le règlement synodal du 4 avril 1855 est à cet égard des plus éloquents. Il proclamait le devoir de tout prêtre de remettre les « certificats de confession » des fonctionnaires aux supérieurs de ceux-ci. Le texte mérite d'être cité : *da svako nadležateljstvo radi uverenja o tom, jesu li svi pri njemu služeći činovnici, ovoj važnoj i svakom hrišćaninu neobhodimo nužnoj dužnosti ispovesti i svetog pričešća udovoljavili, iste izvestija o tom od ispovednika onoga mesta, gdi se ono nalazi, na koji konac se i duhovnicima u dužnost stavlja onakva izvestija nadležateljstvima izdavati* ¹. Ainsi s'instaurait un dangereux précédent. Poussée à l'extrême, cette collaboration de l'administration civile et ecclésiastique aurait pu aboutir à un véritable espionnage religieux, si la pratique des sacrements avait revêtu ce caractère de fréquence et de rigueur qu'elle a dans la religion catholique romaine, ou si plus tard ce même contrôle avait été exigé avec une arrière-pensée politique. Peut-être alors ce règlement de 1855 aurait pu donner lieu à une poussée anticléricale. S'il n'en a pas été ainsi, c'est qu'une telle mesure ne pouvait être interprétée par personne comme une brimade ou une atteinte à la liberté de conscience ².

¹ *Zbornik pravila*, pp. 51-52.

² Le Gouvernement constitutionnaliste s'est toujours montré plus libéral que l'Église et n'a jamais craint de défendre contre elle le droit de la pensée libre et ce qu'il considérait comme les prérogatives de la nation.

Vis-à-vis du Patriarcat de Constantinople, l'Église orthodoxe serbe, sous prétexte d'observer fidèlement le principe du contact doctrinal, ne savait pas toujours faire preuve d'une indépendance que semblait mieux défendre le Gouvernement. En 1842, le Patriarche, qui proscrivait en Vieille Serbie la plupart des livres religieux provenant de la Principauté ou de Voïvodine, avait interdit la propagation

Il est néanmoins un domaine dans lequel ces premiers essais de collaboration donnèrent d'excellents résultats, celui de l'hygiène sociale. Nous savons que le Knèze Miloš et même le Prince Michel ne craignirent pas d'utiliser le clergé afin de répandre, par son intermédiaire, dans le peuple, les notions d'hygiène élémentaire que les écoles encore rares ne suffisaient pas à propager (cf. p. 134).

En particulier lors des grandes épidémies de peste (1836), de variole (1838), l'intervention rapide et éclairée du bas clergé avait démontré son efficacité. Mais on avait pu dire qu'il fallait plutôt attribuer à Miloš cette heureuse intervention qu'au haut clergé. Ce Knèze énergique avait imposé ses volontés au Métropolite, qui s'était chargé seulement de les transmettre. Au contraire, sous le Gouvernement des *Ustavobranitelji*, le Métropolite et le Synode prennent eux-mêmes l'initiative non seulement d'appliquer les anciennes mesures de protection, mais encore d'obtenir de leur clergé, qu'il assume les décisions indispensables. Dès 1843, dans les villes, et 1844 dans les campagnes, les prêtres sont tenus de refuser de marier les personnes qui ne sont pas immunisées contre la variole. Le prêtre doit d'ailleurs donner le premier l'exemple en se soumettant volontairement à la vaccination. En 1846, le Métropolite Petar envoyait à tous les archiprêtres de district, les vicaires d'arrondissement et les prieurs des monastères l'ordonnance suivante : « Le Ministère de l'Instruction publique, par la lettre du 27 courant, n° 866, a informé le Consistoire que, cette année, au début du mois d'avril, on allait procéder, dans le peuple de toute notre patrie, à la vaccination anti-variologique (*pelcovanje kravljih boginja*) et qu'il demandait au clergé de préparer les populations à bien accueillir les médecins, afin que cette entreprise d'utilité générale puisse être menée à bonne fin ¹ ».

des œuvres de Dositej Obradović et émettait même la prétention d'obtenir de l'autorité religieuse serbe qu'elle exigeât la confiscation sur le territoire de la Principauté de l'ouvrage d'Obradović intitulé : *La Vie et les Aventures de Dositej Obradović (Život i priklučenija Dositeja Obradovića)*. Le Métropolite de Serbie Petar Jovanović communiqua, le 6 juin 1842, au Ministre de l'Instruction publique les représentations du Synode et le désir exprimé par le Patriarche qu'après avoir fait l'inventaire des livres suspects en circulation, on les retirât aussitôt de la circulation. Le Métropolite ajoutait qu'il partageait l'avis du Patriarche et qu'il demandait également que l'on mît fin à la propagation de cet ouvrage. Le Ministre Stevan Radičević, Serbe de Novi Sad, ancien collaborateur de Vuk Karadžić, estima sans doute qu'il était impossible de renier le souvenir du premier Ministre de l'Instruction publique serbe, et que la Principauté autonome de Serbie n'avait pas à accepter du Phanar une tutelle plus pesante que celle qui lui était imposée par les Turcs. Il refusa sèchement de donner suite à la demande du Patriarche. (Cf. sur cette affaire Vasiljević (Hadži), *Prosvetne i političke prilike u južnim srpskim oblastima u XIX v.* Belgrade, 1928, p. 28, n. 1.)

¹ Popović (Mih. I.), *Istorijska uloga Srpske Crkve*, pp. 289-290.

Les rapports rédigés par les archiprêtres, les vicaires et les prieurs témoignent tous en effet des excellents résultats de cette campagne de vaccination.

LE « NAČERTANIJE » DE GARAŠANIN : CONCEPTION NATIONALISTE
ET CONCEPTION PRAVOSLAVE DE L'UNION YOUGOSLAVE.

La croyance en une unité religieuse profonde, en dépit de la division et de la dispersion du monde serbe, s'était principalement maintenue dans les églises orthodoxes serbes dont le siège se trouvait hors de la principauté. La petite Église métropolitaine qui s'organisait grâce à l'inlassable dévouement de Petar avait à s'occuper de trop graves problèmes d'administration intérieure pour posséder un sens du prosélytisme et une ardeur conquérante suffisants pour rallier à elle les divers tronçons de l'Église orthodoxe serbe. Elle était elle-même bien faible et bien obscure pour rivaliser non seulement avec le Patriarcat œcuménique qui restait le souverain spirituel des populations orthodoxes serbes sous l'autorité musulmane, mais même avec la glorieuse Métropole de Sremski Karlovci. Surtout dans cette Serbie de 1848, la foi en une justice immanente, l'espoir ardent en une revanche, le « mythe de Kossovo » n'étaient pas au service de vaines rêveries religieuses mais concouraient à animer et vivifier une politique réaliste et nationale. L'intérêt de Miloš s'orientait naturellement vers la Bosnie et l'Herzégovine. Il protégeait et accueillait volontiers les émigrés bosniaques qui fuyaient les corvées turques. Ces gens lui servaient souvent d'émissaires, de courriers secrets, d'espions. Au début de 1838, les Bosniaques avaient demandé à Miloš de les protéger et celui-ci avait cherché — inutilement du reste — à obtenir de la Porte une amélioration de leur sort en sollicitant une intervention anglaise. Cependant Miloš était loin d'être le précurseur d'une idéologie grand-serbe et encore moins yougoslave. Ses idées restées étroites ne dépassaient guère le cadre de sa principauté, dont il entendait d'ailleurs maintenir l'intégralité. Le Prince Michel, qui n'avait que 17 ans lorsqu'il monta sur le trône pour la première fois, avait des conceptions infiniment plus larges que celles de son père : « Il sortait, dit Stranjaković, du cadre de l'étroit nationalisme serbe-choumadien. Avec lui le personnel politique et religieux dont disposait jusqu'alors la Serbie fut relégué au second plan ¹ ». Ce fut l'époque rêvée pour les étrangers de toutes provenances, *nemačkari* principalement, mais aussi beaucoup de réfugiés

¹ Stranjaković (Drag.), *Vlada Ustavobranitelja*, p. 266, note 6.

venant des districts de Niš, de Leskovac, de Pirot, dont certains étaient des ecclésiastiques. Tel ce Georgije Stanković qui avait signé avec de nombreux compatriotes la supplique de Kragujevac remise au Baron Liven en 1843. Un des prêtres attachés à la cour de Michel était un pope bosniaque, un des organisateurs du soulèvement de 1834, le pope Pavle Karanotvrtković.

Les constitutionnalistes, bien qu'ils aient amèrement reproché au Prince Michel cette « invasion » d'étrangers, étaient cependant bien loin de n'avoir de politique étrangère qu'à l'intérieur des frontières de la Principauté. Pourtant ils ne tentèrent rien avant la répression complète de la révolte des Hussards. C'est seulement à la fin de 1844 que Garašanin exposera les grandes lignes du célèbre *Načertanije*, ce projet de création d'un vaste Etat groupant la Serbie, le Monténégro et tous les pays chrétiens de la Turquie d'Europe¹. Sans doute ne s'agissait-il tout d'abord que d'un instrument de propagande, mais celui-ci, mis à l'épreuve, se révéla singulièrement fécond. Stranjaković constate que, si Garašanin a pu réussir à esquisser le *Načertanije*, c'est parce que mieux que n'importe quel autre, il était susceptible de comprendre le sentiment national et parce qu'il était persuadé qu'il était désormais indispensable « d'accorder le sentiment national avec les besoins de l'État² ».

Rien de plus juste, mais aussi rien de plus malaisé à obtenir d'un peuple chez qui le mot d'État n'avait jamais éveillé que des réflexes de défiance ou d'inimitié, peut-être parce qu'en dernière analyse ce mot recouvrait pour les uns des souvenirs encore frais de l'oppression étrangère et pour les autres la dure réalité d'un joug insupportable. Garašanin voyait évidemment fort loin lorsqu'il pensait que « l'Empire turc en Europe était destiné à se disloquer » et que dans ce cas ou bien il « serait partagé, ou bien il serait à nouveau bâti par ses habitants chrétiens³ ». A la base même du *Načertanije*, nous retrouv-

¹ Vučić n'avait pas même hésité à rendre aux autorités turques beaucoup des réfugiés qui étaient venus, sous le Prince Michel, chercher asile sur le sol serbe.

² Stranjaković (Drag.), *op. cit.*, p. 269.

³ En 1843, Cyprien Robert écrivait dans la *Revue des Deux Mondes* : « Plus asiatiques de mœurs et de caractère que les Hellènes, les Slaves heureusement ne partagent point leur aversion pour les Turcs ; moins ambitieux ils supportent avec plus de patience le vasselage auquel l'Europe les condamne. Quel que soit le pouvoir qui gouverne à Stamboul, ils sentent, nous le répétons, qu'il y a entre eux et lui une alliance nécessaire... », et il affirmait que cette politique était celle qui avait été adoptée par les maîtres de la Serbie : « Tel était, tel est encore le plan des hommes qui ont dirigé la révolution serbe de 1842, mais ces hommes éclairés et sincèrement dévoués à leur pays voulaient unir comme héritier futur un Orient nouveau et chrétien à l'Orient décrépît de Mahomet, dont les grandes puissances prétendent être les seules héritières... » (*Revue des Deux Mondes*, 15 juillet 1843, p. 275).

vons la notion de l'indépendance et de la prédominance des nations chrétiennes, mais de quel christianisme s'agit-il ? Le christianisme orthodoxe ? Mais l'État dont rêvait Garašanin devait être assez vaste pour comprendre la Croatie, la Slavonie, la Dalmatie, le Srem, le Banat et la Bačka, c'est-à-dire être ouvert aux yougoslaves catholiques. Il était donc indispensable, si l'on voulait atteindre d'heureux résultats dans ces provinces, *de faire passer au second plan le facteur orthodoxe* dans l'application du *Načertanije*. C'est ce que fit Garašanin qui commença par affirmer que dans le futur État yougoslave un des dogmes les plus sacrés serait le principe de la pleine liberté et égalité des cultes ¹. Pour lui, d'ailleurs, il ne pourrait y avoir de succès dans une telle entreprise (la réalisation d'un État yougoslave) que le jour où deux nations, l'une orthodoxe orientale et l'autre catholique-romaine, s'entendraient et s'accorderaient respectivement sur les questions de politique nationale. D'où la nécessité non seulement de ménager le catholicisme, mais encore d'obtenir sa précieuse collaboration : si elle voulait arracher les Slaves du Sud à l'influence autrichienne, la Serbie ne pouvait le faire que par l'intermédiaire de l'Église catholique. Garašanin avait très bien vu que le mur qui séparait les Serbes de la Principauté des Slaves du Sud de l'Empire d'Autriche n'était pas une frontière d'État, mais la frontière des confessions. Les modalités d'application du *Načertanije*, des plus intéressantes, s'efforçaient de mettre en œuvre ces principes. La propagande embrassait toute la Turquie d'Europe, que l'on divisait en deux grands secteurs, oriental et occidental, confiés chacun à un « chef » (*kolovodj*). Le *kolovodj* nommait des « agents » dont le rayon d'action s'étendait à plusieurs *nahije*. Les agents ne se connaissaient pas entre eux et chacun d'eux devait nommer des « préfets » pour chaque *nahija*, qui devaient eux-mêmes nommer des *kmets* chargés de répandre la Propagande dans les villages. Tous étaient payés avec les fonds de l'État serbe qui déboursait chaque année pour l'entretien de cette organisation la somme considérable pour l'époque de 5 à 6.000 thalers ². Sur les 52 agents, un assez grand nombre étaient catholiques-romains.

Toute cette organisation, par son caractère mystérieux et libéral, rappelle les sociétés secrètes d'Allemagne et d'Italie. Ce projet grandiose de délivrance et d'unification des chrétiens fut conçu en effet en dehors de l'Église orthodoxe serbe et sous l'influence directe des milieux de l'émigration polonaise avec lesquels les constitutionnalistes étaient depuis longtemps en rapports ³. Un seul repré-

¹ Stranjaković (Drag.), *Srbija od 1834 do 1858 godine*, p. 57.

² Stranjaković (Drag.), *Vlada Ustavobranitelja*, p. 274, n. 23.

³ Stranjaković (Drag.), *Srbija od 1834 do 1858 godine*, p. 57.

sentant de l'Orthodoxie collaborera vraiment activement au *Načertanije* : c'est l'évêque monténégrin Petar II Njegoš qui en comprendra admirablement l'esprit et travaillera énergiquement à l'œuvre de réconciliation des religions, en adressant au nom des Monténégrins une proclamation à ses « frères des deux Églises, habitants des Bouches de Kotor et de Dubrovnik » ¹.

Toutefois Garašanin chargera, fin mars 1848, l'homme de lettres ragusain Matija Ban d'entrer en rapports avec le patriarche serbe de Sremski Karlovci, Josip Rajačić en lui demandant d'insister auprès de lui sur « la nécessité d'un accord fraternel entre Croates et Serbes d'Autriche » ².

En Albanie du Nord, ce fut un prêtre catholique qui fut chargé par Garašanin de la propagande pour la Serbie, auprès des Albanais catholiques-latins. En Macédoine, c'est à Stevan Verković — qui poussa plus tard la passion des trouvailles archéologiques jusqu'à la mystification — un catholique lui aussi, que fut confié le soin de « travailler » la Macédoine. Pour la Bulgarie, Garašanin utilisait des papes du pays. Dans les régions catholiques, ce ministre exigeait toujours l'emploi d'agents catholiques et, quand la chose était possible, il faisait appel à des prêtres catholiques-romains ³. Partout on essayait de créer la mystique de l'État unique, d'un État yougoslave, en exaltant les idées de liberté et de tolérance religieuse. Svetozar Miletić, ancien élève du gymnase de Novi Sad, prêtait l'appui de son lyrisme révolutionnaire et de sa foi nationale à ces notions encore nébuleuses chez les masses : « Qui ne veut pas la liberté n'en est pas digne. Aujourd'hui le peuple fait la révolution, et il dit : Vous, Bosniaques, Serbes, Bulgares, il faut que vous deveniez un peuple qui crie : fraternité et liberté ! La différence des cultes, ni la différence des dialectes ne doivent vous diviser, car vous êtes frères, car vous êtes les fils d'une patrie commune ! *Ne smije vas cijepati vjerozakonska razlika, niti dijalektna razlika, jer ste braća, jer ste sinci jedne zajedničke domovine* » ⁴.

Le plan de Garašanin n'avait rien d'une utopie. Si son efficacité matérielle fut moindre qu'on ne l'avait espéré, son auteur n'en doit pas porter la responsabilité, pas plus que les « agents » du Système qui firent souvent preuve d'un admirable dévouement. On ne saurait

¹ Cf. *Cetinjska Škola*, article de Stranjaković : *Političke i kulturno-prosvetne prilike u Crnoj Gori*, p. 58, et du même auteur la brochure : *Politička propaganda Srbije u jugoslovenskim pokrajinama 1844-1858 godine*, Belgrade, 1936, p. 4.

² Stranjaković (Drag.), *La collaboration des Croates et des Serbes en 1848-1849, Monde Slave*, juin 1935, p. 395-396.

³ Stranjaković (Drag.), *Vlada Ustavobranitelja*, p. 279.

⁴ Stranjaković (Drag.), *Vlada Ustavobranitelja*, p. 279.

également incriminer les circonstances qui semblaient bien choisies pour une expérience de ce genre : les empires autrichien et ottoman traversaient une période de révolutions et d'insurrections et la réaction féroce de 1849-1850 contribuera elle-même à exaspérer le sentiment national. Mais le *Načertanije* portait en lui-même les germes de son insuccès. Les principes sur lesquels il se fonda n'avaient qu'un tort, celui d'être trop modernes, trop occidentaux pour la Serbie. Ce culte enflammé de la liberté, s'il avait trouvé quelques fidèles à la fameuse assemblée de Kragujevac, n'éveillait dans les masses paysannes qu'un enthousiasme médiocre¹. Garašanin, pénétré des idées libérales de l'Europe de son temps, doué d'un réel talent politique et d'une grande culture, n'a peut-être pas suffisamment compris tout le secours qu'il pouvait tirer de l'Orthodoxie serbe. Le thème séculaire de la revanche de Kossovo, cher aux popes de campagne, ne se serait peut-être pas usé aussi vite que ce trop vaste programme de libération politique et sociale auquel présidaient Ilija Garašanin et Jovan Marinović. Au contraire, on s'était efforcé de jeter un voile sur la question religieuse, comme si on en avait eu honte. On avait négligé de donner à l'idée nationale l'étonnant dynamisme d'une guerre pour la défense de l'Orthodoxie. Très vite les résultats de cette faute de tactique apparaîtront : l'Autriche fortifiera son influence en Bosnie non seulement par la création d'un consulat à Sarajevo en janvier 1850, mais avant tout en jouant avec franchise la carte catholique. Ce qui n'empêchera nullement des Serbes d'Autriche, — comme ce neveu de Knićanin, dont Stranjaković reproduit la lettre si caractéristique — de regarder l'Autriche comme le meilleur rempart contre les exactions turques et l'intolérance musulmane². Dans cette première période de leur activité, les agents autrichiens s'emploient surtout à lutter contre la domination turque et leurs initiatives les rapprochent des populations orthodoxes. Un autre exemple, plus frappant encore des dangers pour la Serbie d'une politique trop libérale et trop laïque, est l'histoire de l'inter-

¹ L'idéologie de Garašanin, pour différente qu'elle fût de l'idéologie orthodoxe, restait nationale. Mais en 1848 beaucoup d'intellectuels serbes, à l'intérieur et en dehors des frontières de la Principauté, sous l'influence des idées de Kollár, se faisaient les apôtres du Slavisme, qu'ils plaçaient au-dessus du Serbisme : *Srbima je « slavjanstvo » bilo isto tako, ako ne i više, drago nego samo « srpstvo », i oni su u prvom redu snivali jedno veliko « slavjansko carstvo »*. Cf. l'étude de Kovijanić (Rista) : *Sveslovenstvo Jana Kolara, Pravda* 7-VIII-1937. Le culte du Slavisme retrouva d'ailleurs une nouvelle vigueur dans les années 60 et 80. Ce furent les progressistes qui, au lendemain du Congrès de Berlin, attaquèrent les premiers, non sans brutalité, le nationalisme romantique des libéraux (cf. chapitre XIII p. 368 et suiv.).

² Aff. Étr. fs. Belgrade, 2 août 1852.

vention serbe en Voïvodine. On s'était aperçu bien vite à Belgrade que cette initiative généreuse, inspirée par le seul désir de venir en aide à des frères opprimés, n'avait réussi au fond qu'à apporter un concours gratuit à l'empereur François-Joseph. Trop tard les dirigeants serbes avaient compris leur erreur et les essais de négociation avec les Magyars n'avaient point réparé leur faute initiale. La Russie, par son intervention brutale, mettait les choses au point : cette grande puissance orthodoxe, en écrasant les Magyars, prétendait bien abattre l'idée de liberté, mais d'autre part elle venait en aide aux Serbes du Patriarche Rajačić. Partout ailleurs elle récoltait les fruits des inquiétudes et des premiers troubles qu'avaient fait naître les propagandistes du *Načertanije*. Les agents serbes qui opéraient en Bulgarie se rencontraient désormais avec les agents russes. Les prêtres bulgares qui arrivaient à Belgrade se rendaient tout droit chez le consul de Russie qui leur fournissait les livres liturgiques et les gratifiait de secours pécuniaires ¹. Belgrade était elle-même comme Bucarest un centre officiel de propagande russe en Bulgarie, et même en 1853 « le Gouvernement russe proposait que les livres d'Église que le Tsar de Russie donnait au peuple chrétien de Bulgarie, Serbie, Bosnie et Autriche fussent dorénavant imprimés à Belgrade ». Le Knèze Aleksandar fut, nous dit-on, enthousiasmé par cette proposition qui conférait un tel prestige à sa capitale, sans qu'il se doutât qu'il portait peut-être ainsi un coup mortel à la propagande serbe dans les régions irrédimées ².

Ainsi, malgré d'innombrables bonnes volontés, échouaient les tentatives d'application du *Načertanije*. Nous avons signalé la cause initiale de cet avortement : un libéralisme exagéré et la méconnaissance de la puissance que peut apporter une exploitation adroite du facteur religieux. Il est vrai que l'Église orthodoxe serbe de la Principauté était bien faible pour fournir cet appoint, et bien peu la considéraient comme l'héritière légitime de la Patriarchie de Peé.

¹ Aff. Étr. fs. Belgrade, 2 décembre 1852.

² Le Knèze Aleksandar s'était entretenu de ce projet avec le Consul de France, de Ségur, qui rapporta la chose à son Département : «..... Le Prince m'a ensuite parlé d'un projet qu'a conçu le Cabinet Russe, à savoir de faire imprimer à Belgrade les livres de liturgie que l'Empereur fait distribuer en Bulgarie, en Serbie, en Bosnie, et même en Autriche. Ces livres, quand ils sont imprimés en Russie, portent des invocations pour l'Empereur Nicolas, invocations que les Prêtres Grecs se croyent obligés de gratter ou de déchirer, ce qui, dit Mr. Fonton, est un outrage aux évangiles. En faisant (*sic*) imprimer ces livres à Belgrade, on supprimerait les dites invocations et la cause de l'outrage disparaîtrait. Le Prince a fort goûté ce projet qui ferait de la Capitale de la Principauté une sorte de centre de publications religieuses..... Reste maintenant à savoir pourquoi ces livres privés de l'invocation dont il s'agit ne pourraient pas être imprimés à Moscou ? Le Prince ne s'est pas expliqué là-dessus..... » (Aff. Étr. fs., Belgrade, 15 septembre 1853).

Son chef, d'autre part, le Métropolite Petar, ne se sentait nullement la vocation d'un « rassembleur de Chrétiens » et avait déjà suffisamment de peine à se faire obéir de son petit troupeau. Né dans le Srem, c'est-à-dire Serbe d'outre-Save, et habitué depuis sa jeunesse à accepter sans murmures les changements politiques et dynastiques, c'était plutôt un conciliateur et un arbitre qu'un révolutionnaire. Enfin la véritable explication de cette neutralité de l'Église orthodoxe serbe, et de l'indifférentisme des hommes politiques serbes envers cette même Église, en des heures où il semblait que leur collaboration dût s'imposer, réside dans l'opposition de deux conceptions de l'unité du monde serbe : une conception religieuse et une autre « laïque » ou si l'on veut strictement nationale. Ce qui intéressait avant tout le clergé orthodoxe, c'était la libération des chrétiens du joug musulman, la fin du pillage des monastères et des églises. Les prêtres voyaient très favorablement l'intervention de grandes puissances en faveur des chrétiens et saluaient les efforts déployés par la Russie et la pression qu'elle exerçait auprès de la Porte dans l'intérêt des populations orthodoxes. L'idée d'un grand État national était beaucoup plus lointaine et beaucoup plus obscure chez eux. Non pas que le clergé manquât de patriotisme, mais parce que l'exemple et l'histoire de son Église ne l'avaient guère habitué à la notion d'unité : dans les années 50, le Patriarcat de Sremski Karlovci, la Métropole du Monténégro, celle de Belgrade, enfin le Patriarcat œcuménique lui-même revendiquaient avec des arguments également probants la succession du Patriarcat de Peć. Tout au plus, et dans la plus audacieuse des hypothèses, l'Église de Serbie pouvait-elle espérer la réunion de tous les Serbes orthodoxes sous son autorité. Mais elle restait indifférente à la question des Slaves du Sud catholiques. Au contraire, pour Garašanin, la participation des Croates au grand État yougoslave était essentielle. Pour l'obtenir ainsi que celle des autres Slaves du Sud catholiques, il était prêt à toutes les concessions sur la question religieuse.

C'était sans doute lâcher la proie pour l'ombre. Peut-être avait-il été abusé par le caractère chaleureux des relations entre Jelačić et le Vojvode Knićanin, les manifestations de fraternité serbo-croate de l'Assemblée nationale de Sremski Karlovci, les témoignages enthousiastes de solidarité slave lors du séjour du patriarche Rajačić à Zagreb. Cette exaltation tomba assez vite ¹.

Le court séjour à Belgrade de Ljudevit Gaj, un fiasco complet (25-29 octobre 1852), fut l'occasion de manifestations populaires assez violentes, motivées par certains articles qu'il avait publiés dans

¹ Stranjaković (Drag.), *art. cit.*, *Monde Slave*, juin 1835, p. 402.

ses *Narodne Novine*. La froideur de cet accueil inclina Gaj à se rapprocher de Miloš Obrenović dont il gardait pourtant d'assez mauvais souvenirs ¹.

GARAŠANIN ET LES CATHOLIQUES.

Le régime des *Ustavobranitelji* avait toujours fait preuve de la plus large tolérance confessionnelle. Aussi Garašanin ne fit pas de difficultés pour discuter avec l'Autriche de la question de la construction à Belgrade d'une église catholique romaine. Il existait déjà une petite chapelle réservée au Consulat autrichien, mais elle était trop exiguë pour accueillir tous les catholiques belgradois. Au printemps de l'année 1844, le Père Philippe Pachalitz, secrétaire du Provincial des Franciscains de Bosnie, s'était rendu à Belgrade pour discuter avec le Gouvernement serbe de l'établissement d'une chapelle catholique desservie par un Franciscain bosniaque ². Les négociations traînèrent et n'aboutirent point. Le Gouvernement de Vienne aurait voulu que la Serbie fit à elle seule les frais de la construction. Garašanin n'était pas hostile à l'idée d'un Franciscain de Bosnie — les Frères étaient, selon lui, les propagateurs naturels de l'idée yougoslave et du *Načertanije* — mais il redoutait l'obédience à une autorité spirituelle étrangère, d'autant plus que, depuis 1851, le Gouvernement viennois avait obtenu que la Serbie fût détachée de l'évêché *in partibus* de Philippopoli dont le siège était Bucarest, pour être placée sous l'autorité de l'évêque de Djakovo, Strossmayer, nommé Vicaire apostolique de la Principauté de Serbie. Strossmayer, à en croire le consul de France, ne pouvait se contenter de la chapelle installée dans le consulat d'Autriche. Il voulait « une église ostensible avec clocher et cloches... » ³ et déployait la plus grande activité. En mai 1852, il se rendait à Belgrade pour donner la confirmation aux enfants catholiques ⁴. Cinq ans plus tard, en septembre 1857, il visitait officiellement les mines de Majdan-Pek où se trouvaient quelques catholiques ⁵. Par contre, ses rapports avec le consulat de France à Belgrade, qu'il soupçonnait à juste titre de

¹ Wenzelides (Ars.), *Ludevit Gaj. Réformateur de la littérature croate, 1809-1872, Les Balkans*, Athènes, novembre-décembre 1935, p. 336. Voir aussi l'article de Stranjaković, *Odnosi izmedju Zagreba i Beograda 1848 godine*, dans la *Pravda* du 23 avril 1938.

² Aff. Étr. fs. Belgrade, 24 février 1844.

³ Aff. Étr. fs. Belgrade, 22 décembre 1852.

⁴ Aff. Étr. fs. Belgrade, 24 mai 1852.

⁵ Aff. Étr. fs. Belgrade, 10 septembre 1857.

chercher à installer un prêtre catholique sous l'influence française, restaient assez froids ¹.

L'autorité dont jouissait Strossmayer en Serbie portait quelque peu ombrage aux Russes. Lorsque le premier secrétaire de la Légation de Russie en Autriche, Fonton, fut envoyé en mission extraordinaire à Belgrade, il parvint à convaincre les membres du Gouvernement russe (qui venait de signer en 1847 un concordat avec le Saint-Siège ²), de solliciter le consentement du Saint-Père à ce que seuls les prêtres sujets du Sultan puissent servir dans la nouvelle Église catholique.

Fonton avait aussi conseillé au Gouvernement serbe d'accorder toute liberté aux confessions non orthodoxes. Son avis fut écouté. Les communions catholiques et protestantes reçurent le droit d'élever une église à leurs frais. Au cours de l'année 1853, on discutait même l'éventualité d'un statut organique du clergé catholique ³. Adam Czartoryski, l'inspirateur du *Načertanije*, était intervenu auprès des chefs constitutionnalistes pour leur recommander la plus large tolérance confessionnelle. Pour une fois l'émigration polonaise se rencontrait, sans le savoir, avec le Gouvernement du Tsar ⁴.

SITUATION DU PRÊTRE SERBE VERS 1850.

La situation du prêtre serbe en 1850 reste encore très précaire. Ce qui est grave c'est que, bien que cette situation préoccupât évidemment le gouvernement serbe, on ne songeait pas à y mettre une fin en supprimant les redevances en nature (le plus souvent maïs), perçues dans les campagnes, pour les remplacer par un salaire fixe et « systématique ». Beaucoup de bons esprits, tel le correspondant à Vienne des *Srpske Novine*, Božidar Živanović, croyaient fermement que le jour où l'on paierait les popes ils deviendraient indifférents à leur service religieux. Comme on prétendait rester fidèle à la conception traditionnelle du prêtre intimement lié à la vie du peuple,

¹ Aff. Étr. fs. Belgrade, 2 août 1857. Après la chute du régime constitutionnaliste, le conflit s'envenima. Le consul de France (Tastu) avait obtenu, en novembre 1861, l'envoi d'un missionnaire français destiné à la colonie catholique des mines de Majdan. L'abbé Dalton — c'était le nom du prélat — prétendit, à son arrivée, que « les circonscriptions de Belgrade et de Semendria dépendaient depuis 1858 de l'évêque bulgare Mgr Soitch » et soutint qu'il s'était entendu avec « ce supérieur ecclésiastique..... résidant aux environs de Trieste... » Naturellement Strossmayer rappela à l'ordre l'imprudent. L'évêque de Djakovo ordonna à Dalton de lui soumettre ses pouvoirs, faute de quoi il serait interdit *a sacris*. (Aff. Étr. fs. Belgrade 30 novembre 1861 et 19 février 1862.)

² Boudou (Adrien), *Le Saint-Siège et la Russie*, Paris, 1922.

³ Stranjaković (Drag.), *Vlada Ustavobranitelja*, p. 319.

⁴ Ćorović (Vlad.), *Istorija Jugoslavije*, p. 481.

on estimait un peu cyniquement que la misère était le moyen le plus pratique de réaliser une telle solidarité ¹. On préférait du reste ne pas abandonner le terrain d'une discussion purement idéologique en se contentant de peindre idylliquement la vie des popes sous les Némanides. Nous possédons cependant quelques données précises, rassemblées par l'archimandrite Gavriilo et publiées dans les *Srpske Novine* de 1850. D'après elles, il est loisible de se faire une idée assez claire de la situation des popes de campagne qui formaient alors la grande majorité du clergé serbe. Gavriilo prend comme type une paroisse rurale moyenne comprenant 170 feux. Le pope ne dispose pas d'un budget supérieur à 1.650 groš. Les prêtres urbains disposaient d'un budget de 1.940 groš. Le « tarif » des cérémonies religieuses qui constituaient le principal gagne-pain du prêtre n'avait guère augmenté depuis le début du xix^e siècle. En 1816-1818, on payait pour un service funèbre 12 groš. En 1850, on ne paye encore guère plus de 18 groš. L'augmentation est moins sensible que dans les mariages où l'on ne payait en 1816 que 9 groš et où l'on doit en verser 18 en 1850, ainsi que dans les oraisons dont le prix monte rapidement de 60 paras en 1816 à 4 groš en 1850...

Malgré tout, ces taxes sont insuffisantes pour permettre au prêtre une vie décente. Le pope doit parfois exercer une profession auxiliaire, ce qui lui attire régulièrement les observations du haut clergé qui ne comprend pas qu'« on puisse servir deux maîtres à la fois ».

L'indigence du prêtre de Serbie est d'autant plus sensible que chacun sait en 1850 que, de l'autre côté de la Save, le clergé serbe vit dans une prospérité relative. Le Diocèse de Karlovci a su en effet apporter une solution satisfaisante au problème épineux du traitement ecclésiastique par l'institution de la commune religieuse qui participe aux frais du culte. C'est la solution que Božidar Živanović propose également pour la Serbie : la commune est obligée de salarier son prêtre. Dans la Principauté serbe des années 50 les popes des paroisses pauvres, pour gagner les quelques malheureux groš indispensables à leur subsistance, ont d'éternels procès et s'usent « en chicanes et en querelles... ² ».

L'AFFAIRE DU POPE OGNJAN.

L'histoire du pope Ognjan révèle le faible rôle que pouvait jouer sous les *Ustavobranitelji* le clergé paroissial. Il est impossible de parler d'une agitation quelconque, car les prêtres de village étaient encore à un niveau intellectuel trop bas pour se mêler de politique.

¹ *Srpske Novine*, 24 février 1850.

² Cf. article publié par Živanović (J.) dans le *Vesnik Srpske Crkve*, mars 1907.

Tout au plus pouvaient-ils suivre de très loin les événements et les commenter. Encore restaient-ils sur leurs gardes et veillaient-ils à ne pas se compromettre. Le pope Ognjan était un simple pope de campagne. Il fut arrêté un beau jour de l'année 1844, jeté en prison et accusé de haute trahison (*kao izdajnik otečestva*) sous prétexte qu'en présence de quelques amis, dont un tailleur nommé Milosavac et un épicier du nom de Tufegdžić, il s'était hasardé à raconter qu'un certain Jovan Poznanović de Belgrade lui avait dit que « les trois empereurs changeraient le Gouvernement en Serbie et que tous (les Serbes) devraient y consentir ». Notre pope avait également appris de la même source que les journaux de Pest annonçaient le retour en Serbie du Prince Michel, accompagné de 8.000 Russes...¹ Lors de l'instruction, on lui reprocha également d'avoir reçu du moine Siméon de Manasija de la poudre pour le cas où le Prince arriverait : *jer ko zna šta sve onda može biti*, se serait dit le pauvre pope. De toutes ces allégations puériles, il n'y avait absolument aucune preuve ; le seul témoin à charge était un domestique ignare du monastère de Manasija. Le malheureux ne sut pas se défendre, il reconnut avoir déjeuné avec Poznanović et avoua que celui-ci, « s'adressant à une dame », lui avait raconté ce qu'écrivaient les journaux étrangers sur la situation en Serbie. Il avait effectivement demandé une petite quantité de poudre aux moines, mais elle était destinée à son fils qui chassait.

Le verdict fut impitoyable. Le moine qui avait fourni la poudre fut condamné aux travaux forcés à perpétuité, les amis du pope, Milosavac et Tufegdžić, reçurent chacun 50 coups de bâton. Quant au pope Ognjan, il fut condamné à la peine de mort, en application de la loi de sûreté publique (*zakon o mironarušiteljima*) du 22 octobre 1843. Il fut fusillé à Čuprija le 5 décembre 1844².

L'ÉGLISE SERBE VUE PAR LES ÉTRANGERS.

Sur la situation religieuse de la Serbie pendant les années 50, il est difficile de se former une opinion, les témoignages étant souvent

¹ Le clergé des campagnes resté encore très primitif ne suivait que de très loin les changements politiques. Même dans des villes comme Čačak, en 1859, en présence de Miloš, le pope en arrivait à oublier le nom du nouveau Knèze et à appeler à haute voix la protection divine sur le Knèze Aleksandar Karadjordjević, ce dont le vieux Miloš ne s'offusquait pas outre mesure (anecdote citée d'après Milićević par la *Štampa* de Belgrade, 7-9-34.)

² On éleva, en août 1907, un petit monument à la mémoire du pope Ognjan. Nous avons puisé les détails de cette histoire peu connue dans un article de la *Politika*, 11 août 1907, consacré à cette inauguration.

contradictaires. L'évêque de Negotin affirmait au Synode épiscopal que, pendant le grand jeûne pascal de 1864, 41.000 fidèles s'étaient confessés et avaient communie dans son diocèse. Au contraire, l'évêque de Šabac se plaignait que le peuple ne se confessât que rarement et communie encore moins. Il signalait les dangers qui résultaient de la mésentente entre papes et kmets : ces derniers, petits fonctionnaires de province, jouaient aux esprits forts et prenaient un malin plaisir à faire « enrager » les prêtres en fixant les jours de délibération municipale aux fêtes et fêtes de l'Église, ce qui empêchait naturellement leurs administrés de remplir leurs devoirs religieux ¹. Par contre, des observateurs étrangers comme le Révérend Denton, prélat anglican qui visita la Serbie en 1861, soutenaient que les églises serbes étaient toujours pleines, et que les fêtes religieuses étaient fidèlement observées : *Sunday is better observed in Belgrade than in any other city which i have visited on the Continent* ².

C'est aussi l'opinion de Kanitz en 1867 qui ajoute que le dimanche est chômé joyeusement, *ohne Affektation eines mürrischen Wesens* ³ comme il est coutume en Angleterre. Denton nous montre le peuple des fidèles allant en foule, chaque dimanche, écouter un sermon au Monastère de Rakovica. Ce pieux devoir accompli, c'étaient d'innombrables pique-niques dans les bois... ⁴ Le Révérend s'étonne seulement du rite orthodoxe qui lui rappelle, on ne sait trop comment, les cérémonies des synagogues. *The whole ceremonial not only in its broader features, but down to the minuter details, appeared to me essentially Jewish* ⁵.

Denton s'était pris d'affection pour le clergé serbe qu'il comparait au clergé anglican. Il avait rapporté l'impression la plus favorable du clergé paroissial de la Principauté :

They (les papes) are much respected and their considerable influence in the whole social economy of the parish ⁶.

Mais il apparaît moins enchanté sur le chapitre des moines. Ceux-ci à l'entendre ne seraient que des « paysans en soutanes » (*peasants in cassocks*) ⁷. Denton est un des observateurs étrangers qui ait le mieux compris les problèmes intérieurs de l'Église orthodoxe serbe. Sa vocation l'appelait à s'intéresser, comme il le dit, à la condition ecclésiastique en Serbie. En particulier la brûlante

¹ *Zbornik pravila...*, p. 136-138.

² Denton (Rév. W.), *Servia and the Servians*, Londres, 1862, p. 94.

³ Kanitz (F.), *Serbien...*, p. 653.

⁴ Denton, *op. cit.*, p. 95.

⁵ Denton, *op. cit.*, p. 76.

⁶ Denton, *op. cit.*, p. 89.

⁷ Denton, *op. cit.*, p. 89.

question du second mariage des prêtres a attiré son attention. Il s'est indigné que le prêtre paroissial devenant veuf pût être contraint à renoncer à sa paroisse et à se retirer immédiatement dans un monastère, et il partageait pleinement les préventions du bas clergé séculier contre un Épiscopat tyrannique et incompréhensif — parce qu'issu du Monacat :

« Comment des hommes non mariés, s'écrie-t-il, et n'ayant pas eu de paroisse peuvent-ils comprendre les besoins du clergé paroissial ? ¹ »

Et il ajoutait :

It is impossible that the bishop should have had any experience in the government of a parish. In this case it is hard to see how they can be the advisers of those under their rule in the fine and difficult questions which a priest may sometimes desire to submit to the bishop... ².

Ses conceptions ne l'empêchèrent point d'entretenir d'excellents rapports avec la hiérarchie serbe. Il nous a laissé un portrait flatteur du chef de l'Église en 1861 :

He is still young for his present post, being apparently about five and forty years of age, with a countenance of great gentleness and intelligence. His manners are very refined and agreeable, and his whole deportment is one of the dignity befitting his position as the ruler of the Servian Church... ³.

Le Métropolitte Mihailo de son côté rappela au prêtre anglican « l'intérêt particulier » qu'il avait toujours porté à l'Église d'Angleterre et lui révéla sa connaissance parfaite des usages anglicans. Toutefois, bien qu'il fit chaque jour une prière pour l'Unité de l'Église, il avoua n'avoir jamais lu l'*English Book of Common Prayer* que Denton promit aussitôt de lui envoyer dès son retour ⁴. Après le Métropolitte, le voyageur eut ensuite un entretien avec l'évêque de Šabac (Gerasim Stojković) dont il fut également enthousiasmé : *The bishop has a fine, manly, and very intelligent countenance, and a remarkably quick and penetrating eye ⁵.*

Celui-ci aussi exprima toute sa sympathie pour l'Église d'Angleterre avec laquelle il était très familiarisé. Il parla avec Denton des *Lectures on the Eastern Church* du Prof. Stanley, posant même

¹ Un autre voyageur étranger, Anglais lui aussi, Herbert Vivian, qui a laissé un tableau pittoresque de la Serbie en 1897, soutient que Denton exagérait beaucoup quand il prétendait que le pope veuf était obligé d'entrer au Monastère. Une telle éventualité ne se présentait que si le prêtre commettait de graves scandales. (Herbert Vivian, *Servia, the poor man's paradise*, Londres, 1897, p. 72.)

² Denton, *op. cit.*, p. 91.

³ Denton, *op. cit.*, p. 79.

⁴ Denton, *op. cit.*, p. 80.

⁵ Denton, *op. cit.*, p. 228.

à son interlocuteur des questions insidieuses et ironiques sur quelques « bizarreries » de l'Église anglicane ¹. Cela n'empêcha pas le prêtre de la *City* de faire dès son retour un rapport extrêmement élogieux du haut clergé serbe à l'évêque de Londres. Peut-être alla-t-il même plus loin et fit-il allusion à des possibilités futures d'union entre l'Église anglicane et l'Église orthodoxe serbe, car l'évêque de Londres se dépêcha d'adresser à Mihailo une lettre chaleureuse de remerciements — en latin — se terminant par des vœux d'union mal déguisés ². Kanitz, qui connaissait mieux la Serbie que Denton, jugeait tout à fait ridicules les espérances du vicar de Saint-Bartholomew :

Man musste eben den Charakter des Serben, seine Sprache und die Sitten des Landes so wenig kennen wie Herr Denton, um nach einem kaum mehr als gewöhnlichen Compliment ertauscht mit dem Erzbischof und einigen anderen Geistlichen welches zudem dem englischen Schriftsteller als Geistlichen gegolten haben mochte, solche Erwartungen zu hegen und rege zu machen, wie dies Herr Denton gethan hat...³.

Kanitz racontait aussi la mésaventure de quatre prêtres anglicans venus en Serbie peu après Denton et sans doute attirés par les récits de celui-ci. Ces ecclésiastiques trouvèrent auprès des autorités religieuses serbes le même accueil favorable ; on les avait munis des mêmes recommandations et laissez-passer. Mais lorsqu'ils prétendirent exiger l'intercommunion, le Métropolitain refusa poliment quoique sans hésitation ⁴. La grande idée de Denton n'était pas encore mûre ⁵.

Trois ans après Denton, un autre voyageur en Serbie, Ubicini — Français celui-là — rapportait également d'intéressantes notes sur la vie religieuse serbe. Lui aussi s'était entretenu avec différents représentants du clergé serbe régulier et séculier. Il nous relate en particulier une visite qu'il fit à l'évêque de Karanovac (le futur Kraljevo), Janićije, en 1863 :

« Je trouvai un petit vieillard alerte, à l'œil vif, à la physionomie franche et ouverte qui portait gaillardement le poids de ses seize ou dix-sept lustres. »

¹ Denton, *op. cit.*, p. 229.

² Kanitz, *op. cit.*, p. 664.

³ Kanitz, *op. cit.*, p. 664.

⁴ Kanitz, *op. cit.*, p. 665.

⁵ Pourtant, en 1897, l'archimandrite de Manasija, Prokopije Vujičić, l'éloquent orateur de Banja, assurait à l'Anglais Herbert Vivian que Denton, visitant le monastère de Manasija, aurait officié dans la chapelle avec le clergé orthodoxe. Mais Denton ne fait pas mention dans son livre d'un événement qui était cependant de nature à confirmer ses espérances. (Herbert Vivian, *Servia, the poor man's paradise*, Londres, 1897.)

Le vieux prélat était entouré d'armes de tout calibre et les murs de la pièce où il recevait étaient ornés de panoplies :

« On eût dit la salle d'armes d'un baron du moyen âge plutôt que le salon d'un évêque. »

Janićje en avait profité pour lui rappeler que le pasteur serbe doit être le gardien vigilant de son troupeau non seulement dans le sens spirituel mais aussi dans le sens matériel de la formule évangélique ¹. Ubicini devait aussi faire la connaissance d'un ecclésiastique de grande valeur, l'igoumène du monastère de Ravanica. Ce prélat, d'un esprit très moderne, avait vivement déploré devant lui l'improductivité de l'économie monacale et avait émis le vœu que les monastères pussent un jour contribuer à la rénovation de la Serbie en construisant des écoles, des hôtelleries, des fermes modèles, etc... Il demanda aussi à son visiteur étranger, et peut-être avec quelque malice, de bien vouloir « lui expliquer les mots de *parti clérical, ultramontain*, etc... qui n'éveillaient pas de bien nettes idées dans son esprit... ² ».

¹ Ubicini, *Le pays serbe et la principauté de Serbie*, *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1864, p. 438-439.

² Ubicini, *art. cit.*, p. 441.

CHAPITRE VIII.

LE « RÈGNE » DU MÉTROPOLITE MIHAÏLO.

LA DISGRÂCE DU MÉTROPOLITE PETAR AU RETOUR DE MILOŠ.

« Les affaires politiques et les luttes des grands avec le Knèze Miloš entraînèrent le Métropolite Petar du côté des grands, ce dont le blâma beaucoup le Knèze Miloš qui, dès son retour, demanda que le Métropolite Petar ne reste plus à Belgrade, ni à la tête de l'Église serbe... »

C'est sous cette forme simpliste et partielle que le Métropolite Mihailo consigne en 1874 dans sa *Pravoslavna Srpska Crkva u Kraljevini Srbiji* le départ de son prédécesseur ¹. En fait, la plupart des historiens s'accordent à voir dans la disgrâce de Petar une répercussion imprévue des luttes politiques : le Métropolite se serait compromis aux yeux de Miloš en prenant le parti des constitutionnalistes et en se ralliant au Knèze Aleksandar Karadjordjević. C'est donner une bien grande importance au rôle du chef de l'Église serbe pendant le règne de ce prince : or, nous l'avons vu plutôt s'effacer et se borner à s'occuper de l'administration intérieure de son clergé, sans chercher à exercer une influence quelconque sur la politique extérieure de la Serbie ². En réalité les choses se sont passées autrement. Petar n'avait pas réussi, malgré son long séjour à la tête de l'Église, à se constituer ce petit groupe d'amis, cette « coterie » si nécessaire dans la Serbie de ce temps et qui seule permettait à un homme de traverser les changements politiques et dynastiques et de passer à travers les régimes les plus différents. St. M. Dimitrijević note très finement que, même chez les gens de sa province, Petar n'était pas parvenu à se faire de vrais amis ³.

¹ Reproduit dans l'édition de 1895 : *Pravoslavna Srpska Crkva u Kraljevini Srbiji*, p. 206.

² Voir ch. VII.

³ Dimitrijević (St. M.), *Mihailo*, p. 16.

N'est-ce pas précisément parce qu'on n'avait cessé de voir en lui un « étranger », un homme du Srem, un de ceux qui, aux beaux jours du régime constitutionnaliste, avaient accaparé les plus hautes fonctions administratives du pays ? Au temps de Miloš le reproche n'avait guère de valeur, car la Serbie ne disposait pas d'un haut clergé indigène et il avait bien fallu faire appel à l'étranger pour trouver l'homme cultivé et le théologien digne d'être Métropolie j serbe. Mais des générations nouvelles apparaissaient qui sortaient de ce Séminaire institué par Petar, ayant accompli de longues études en Russie, et toutes pleines encore d'une science fraîchement acquise. Pour elles le Métropolite était un « vieil homme » gênant et retardataire ¹. On ne se préoccupait guère de savoir s'il s'était montré loyaliste à l'égard du régime ou non. Tous étaient persuadés que Petar n'avait jamais eu d'opinions politiques très déterminées, et d'ailleurs les partisans des Obrenović se désintéressaient de la question ². Ils abandonnaient aux libéraux, aux jeunes générations de l'Église et au vieux Knèze, le Métropolite comme le bouc émissaire chargé des péchés politiques du passé et comme la première victime de vengeance depuis trop longtemps méditées. Par un paradoxe singulier de l'histoire, le Métropolite héritait, Vučić disparu, de l'impopularité de son farouche adversaire, et des haines qu'il avait suscitées. Nil Popov, dans son grand ouvrage *Rossija i Srbija*, a retracé, dans ses moindres détails, l'histoire des derniers jours de Petar à Belgrade. L'historien russe pense lui aussi que l'affaire de Trešnja (cf. p. 141) a beaucoup contribué à la chute du Métropolite et que Miloš ne lui avait jamais pardonné une intervention qu'il avait lui-même sollicitée. L'évêque de Šabac, Mihailo, ancien pupille de Petar, se serait efforcé, au moment du retour du vieux Knèze, d'intercéder en faveur de son protecteur. Il aurait

¹ *Zajedno s Nikolićem i njegovim drugovima trebao je da bude zbačen i mitropolit Petar takodje jedan Srbin iz Austrije, mrzak kako knezu Milošu, tako i mladim šumadinskim bogoslovima školovanim u Rusiji, koji se kupili oko šabačkog vladike Mihajla.* Jovanović (Slob.), *Druga vlada Miloša i Mihaila*, pp. 18-19.

² Le bas clergé serbe s'était cependant assez nettement prononcé pour le retour de Miloš. Des Essards, consul de France à Belgrade au moment de la Skupština de la Saint André, fut témoin de manifestations populaires en faveur des Obrenović, manifestations provoquées par les papes belgradois. La chose avait eu lieu le 25 décembre 1858 : « Vers les deux heures, une troupe de gamins et de gens armés conduits par des papes a parcouru la ville, portant en triomphe un grand portrait de Miloch. Arrivés devant les Consuls, le portrait était agité comme une sorte de drapeau, la musique militaire jouait, et la foule criait vivat vivat. Devant chez moi, comme personne n'apparaissait aux fenêtres, il y eut un mouvement d'hésitation et comme la pensée d'entrer à mon Consulat. Des papes intervinrent, et s'éloignèrent avec la foule... » (Aff. Étr. fs. Belgrade, 26 décembre 1858).

même chargé l'évêque d'Užice, Janićije, qui devait rencontrer le Knèze à Negotin en route pour Belgrade, d'apaiser la colère de ce dernier et de lui demander d'assurer la protection du prélat ¹.

L'archimandrite Gavriilo a laissé, dans ses souvenirs, un récit assez différent de ces événements et moins à l'avantage du futur Métropolite Mihailo. Le Prince Michel, selon Gavriilo, voulait assurément se débarrasser du Métropolite Petar mais espérait que la Skupština lui éviterait le souci d'intervenir par lui-même. Or celle-ci, qui avait le même goût de l'irresponsabilité, affecta de recueillir avec sollicitude les plaintes émanées du bas clergé contre le chef de l'Église. Les élèves du Séminaire déposèrent leurs doléances sur le bureau de la Skupština. Le prêtre Ruščuklić se vantait publiquement d'avoir rédigé un réquisitoire nourri contre le Métropolite. Le pope Vasa Molerović, député du district de Valjevo, était l'âme du complot. Il travaillait à exciter la colère des députés en s'efforçant de leur démontrer que Petar n'avait point fait preuve dans la gestion de l'Église d'une loyauté parfaite. L'évêque de Šabac, à en croire l'archimandrite Gavriilo, était en rapports étroits avec le pope Vasa. Il aurait tenu à ce dernier ces singuliers propos : « Père Vasa, la Skupština n'a pas encore fait ce qu'il fallait : elle a renversé Alexandre ; mais elle a laissé en paix un second Alexandre. Il faut en finir avec lui aussi » (*No i njemu treba dati puta*) ².

A Belgrade la situation du Métropolite Petar devenait de jour en jour plus critique. La Skupština de la Saint André lui était de plus en plus défavorable. Stevča Mihailović, Jevrem Grujić et Milovan Janković étaient les plus acharnés contre lui. Toutefois sans oser proposer une destitution pure et simple en raison de la haute dignité du Métropolite, ils eurent l'idée d'intimider le vieux prélat afin d'obtenir de lui une démission volontaire. La manœuvre réussit à merveille : le 13 janvier 1859 on envoyait trois prêtres auprès du Métropolite avec mission de lui confier « en secret » que la Skupština allait s'occuper de son cas et peut-être le mettre en accusation ³. Petar n'avait jamais eu un grand courage civique. On se souvient de ses hésitations et de ses crises de conscience en 1842 lorsque Michel s'était enfui devant Vučić. Cette fois il fut littéralement pris de panique. Il courut auprès de Stevča et de Grujić en leur demandant de retarder de quelques jours la discussion qui allait s'ouvrir à la Skupština sur son attitude en 1842. Grujić y parvint, mais le lendemain Petar, brisé par une nuit d'angoisses,

¹ Popov (Nil), *Serbija posle pariškago mira*, p. 159 (d'après la trad. serbe).

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 438.

³ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 386.

remettait sa démission entre les mains du Ministre de l'Instruction publique et des Cultes ¹. On confia l'administration provisoire de l'archidiocèse et de la Métropole au plus jeune des évêques, l'évêque de Šabac, Mihailo ².

La précipitation du pauvre Métropolite fut telle qu'il n'eut pas le temps de procéder aux démarches nécessaires pour obtenir l'assurance qu'il toucherait régulièrement sa pension. En soumettant au Ministre de l'Instruction publique la démission du Métropolite, avec la lettre qui l'accompagnait ³, Stevča Mihailović, représentant du Knèze et Ministre de l'Intérieur, ajoutait :

« En ce qui concerne les questions (abordées) dans la lettre ci-jointe ou dans l'acte de démission, comme par exemple la question de la pension, de la possibilité d'en jouir ici ou à l'étranger, on en décidera spécialement en accord avec le Conseil ⁴. » Spasić, Ministre de l'Instruction publique, en faisant connaître au Métropolite que sa démission était acceptée, reproduisait mot pour mot, dans sa réponse, la phrase évasive de Stevča Mihailović. La chose ne fut pas du goût de l'ex-Métropolite qui, le lendemain même, le 16 janvier 1859, répondit aussitôt au Ministre de l'Instruction publique :

« J'ai donné moi-même ma démission, à la condition qu'à l'occasion de son entérinement on me fixe une pension de retraite et que je puisse jouir de cette pension là où je le jugerais convenable d'après l'état de ma santé. Ma démission a été entérinée par la lettre de l'Honorable Ministre du 15 courant, mais la condition posée n'a pas été remplie, une décision spéciale devant être apportée — selon la lettre susdite — en accord avec le Conseil.

« Il reste seulement entendu que, sans cette satisfaction, ma démission elle-même n'a plus de valeur ; c'est pourquoi je demande

¹ Voici l'acte par lequel Petar signifiait sa volonté de démissionner : *Ne mogući zbog slabosti zdravlja odpravljati i dalje dužnost moga zvanja, našao sam se pobudjen odstupiti od Uprave Crkvene, s tim, da mi se prilikom uvažanja ove ostavke zakonom propisana penzija milostivo opredeli, i da mi bude slobodno živeti, gde po obstojaateljstvama moga zdravlja za shodno nadjem.*

² Mihailo entra immédiatement dans ses nouvelles fonctions : le 12 janvier, jour de la fête nationale de Saint Sava, il célébrait l'office dans la chapelle de la Métropole. Ce même jour, signe précurseur d'une nouvelle orientation politique de l'Église serbe, la Cathédrale de Belgrade exposait les « dons précieux » de la Russie : croix, évangélistes, icônes qui témoignaient de l'intérêt récent porté par le Grand Empire à la jeune Église dirigée désormais par un ancien boursier de Kiev (cf. Nil Popov, *op. cit.*, p. 160-161).

³ « Praštajući se ovim s celim duhovenstvom, svima vlastima i blagočestivim narodom otečestva, blagosiljam blagovernog Gospodara i Knjaza našeg Miloša, i sve predpomenute uopšte i prosim svima od Boga sva blaga, a Svetoj Crkvi našoj i Otečestvu mir, bezmolviye, svaku sreću i napredak. U Beogradu 13 januara 1859 » (cité par Ilić, *op. cit.*, p. 387).

⁴ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 388.

qu'avec le concours de l'Honorable Ministre on se hâte de satisfaire à cette principale condition de ma décision, afin de me permettre de pourvoir à mon entretien ¹ ».

Ces restrictions furent d'ailleurs vaines, et Petar se résolut le 15 janvier 1859 à quitter la capitale, le vieux Knèze de plus en plus irrité contre lui refusant à se laisser attendrir par son ancien secrétaire ². A. Ilić, qui au moment du départ du Métropolite était encore séminariste, a laissé un pittoresque récit de ces dernières heures. Il conte en particulier le mécontentement des paysans, l'affluence des prêtres venus pour faire leurs adieux à leur maître ³. Lorsque celui-ci arriva le soir à l'embarcadère de la Save, accompagné de son fidèle secrétaire Atanasije Djordjević, les rives du fleuve étaient « noires de monde ». Le Métropolite n'avait guère d'amis dans les milieux politiques et ecclésiastiques, et il n'était pas très populaire auprès des petites gens qui lui reprochaient sa versatilité et surtout son gros traitement. On était venu le voir partir un peu par curiosité comme une des premières victimes du changement de régime et de dynastie. Tout se passa cependant dans l'ordre le plus parfait : chacun se découvrit respectueusement au passage de l'ex-Métropolite et nul ne se permit la moindre manifestation. Petar s'embarqua sur un bateau recouvert de tapis et bénit, en s'éloignant, cette foule muette. A Zemun, nous dit Ilić, il fut accueilli très amicalement par les autorités locales, mais il resta longtemps à se promener sur la berge « regardant Belgrade et la Serbie qu'il avait été forcé d'abandonner après 30 ans d'un service consciencieux et dévoué ⁴ ». L'ex-Métropolite fut reçu fort cordialement par le Patriarche Rajačić, qui lui permit de s'installer provisoirement au monastère de Krušedol. Dans cette pieuse retraite, il put réfléchir à sa situation et, croyant toujours que le Knèze ne lui était pas personnellement hostile, décida de lui écrire pour se justifier.

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 389.

² Des Essards mentionne le refus de Miloš de prendre en considération les protestations de Petar : avant de se résigner à sa démission, le Métropolite avait écrit au Prince « et il avait imploré sa protection contre ses ennemis. Le Prince avait répondu qu'il n'avait pas encore pris la direction des affaires et que cela ne le regardait pas ». (Aff. Étr. Fs. Belgrade, 1^{er} février 1859.)

³ Des paysans de la région du Mont Avala se plaignaient à lui de ce que cette année-là le maïs s'était mis à sécher et à être attaqué par les vers, et voyaient dans ces calamités le signe d'une punition divine pour l'expulsion d'un « bon et juste » pasteur que tout le peuple aimait : *kako radimo*, disaient les paysans, *onako nam Bog i daje* (Ilić *op. cit.*, p. 390). Ce mouvement de sympathie a peut-être été un peu exagéré, Petar n'ayant jamais joui d'une grande popularité dans le peuple serbe.

⁴ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 391.

Deux lettres successives, l'une en date du 22 janvier, l'autre du 25 janvier, pleines d'« humbles prières » et de supplications, étant restées sans réponse, le pauvre exilé se résolut, un mois après avoir quitté Belgrade, à envoyer cette fois une longue missive où il s'efforçait de se disculper et de rejeter les chefs d'accusations portés contre lui :

« Je réaffirme, encore une fois, que je ne me suis rendu coupable ni envers Votre Altesse, ni envers le peuple, ni envers l'Église et que je ne mérite pas de souffrir ainsi et de rester sans ma métropole. Que je ne sois pas coupable envers Votre Altesse, ni envers Votre Famille, Votre Altesse le sait mieux que personne. Je n'ai fait à Trešnja que ce que vous m'avez ordonné.

« Tous les Serbes peuvent témoigner que je n'ai jamais conspiré contre le Prince Michel, que je n'ai jamais commis de faute contre l'Église ou la nation, que je me suis dévoué à l'administration ecclésiastique, à la formation du clergé, et à l'élaboration de ses statuts. En témoignent également ces différents règlements portant sur toutes les questions, mon souci infatigable de l'instruction populaire, enfin le respect et la cordialité dont ce peuple m'a en tout temps accueilli et accompagné ainsi que mon attitude et ma conduite qui sont toujours restés conformes à mon rang et à ma dignité.

« En comparant l'état (actuel de l'Église) avec celui qui existait avant moi, on ne pourra pas dire que j'ai perdu mon temps. Votre Altesse sait, mieux que personne, quelle était la situation de l'Église auparavant et elle décidera avec justice si elle l'a retrouvée améliorée. Si les envieux trouvent des sujets de blâme dans ma vie, les esprits impartiaux ne me condamneront pas, car ils savent que je n'ai pas (commis) de scandales. Pourtant, malgré tant de travaux accomplis pour le bien de l'Église et de la Nation, il y a des gens qui n'ont pas hésité à déformer mes actes, dans le passé, et à me diffamer, et aujourd'hui encore ils ne cessent pas de me calomnier auprès de Votre Altesse. S'il n'en était pas ainsi, je ne sais pas pourquoi après d'aussi nombreuses prières, au moment même où Votre Majesté instaure l'ordre dans le pays, je serais resté sans consolation, sans espoir, pour la honte de la dignité métropolitaine, (puisqu'on) donne ainsi l'occasion aux hétérodoxes de calomnier et d'abaisser (tout) ce qui est nôtre. S'il y a eu des exemples valables (de tels procédés) chez les autres nations appartenant à notre religion, il n'y en a jamais eu dans l'Église serbe du temps des Némánides. Pourquoi donc fait-on cela maintenant au moment où la race serbe a commencé à se développer et à progresser dans la vie politique et dans la vie religieuse ? Et on agit (de la sorte) envers celui qui, conformément aux vues de la Providence

divine, a commencé à rétablir l'ordre dans l'Église rénovée de la Patrie. On agit de la sorte avec moi après 25 ans d'activité pastorale, et après un tel zèle de ma part pour le clergé de notre pays, pour ce clergé qui compte bien peu de prêtres, dans l'archidiocèse, que je n'aie pas moi-même ordonnés, et qui, dans les autres diocèses, ne compte guère de prêtres qui ne se soient pas instruits et préparés à leur dignité sous ma direction... ¹ »

Dans cette longue lettre l'ex-Métropolite donnait enfin libre cours à un mécontentement longtemps refoulé. Il prétendait ne pas demander justice pour lui seul, mais dans l'intérêt même de l'État et de l'Église, afin que ne soit pas créé un aussi fâcheux précédent. La conclusion de cette épître était d'un ton plus humble et plus réaliste. Il espérait se voir accorder enfin cette pension à laquelle il avait droit et se recommandait au Knèze, lui demandant d'avoir pitié de son « secrétaire d'autrefois et Métropolite contrit de maintenant ». Cet appel touchant dans sa naïveté ne devait pas laisser le Knèze insensible. Dix jours après l'envoi de sa supplique, Miloš signa la décision du Conseil attribuant au Métropolite une pension de 2.500 thalers. Satisfaction pécuniaire insuffisante pour le vieux prélat, qui désormais ne cessera pas de chercher, de toutes les façons possibles, à obtenir une audience de Miloš. La chose n'était pas facile, car aux yeux de beaucoup de libéraux le retour du Métropolite dans la capitale — ne fût-ce qu'un jour — semblait tout-à-fait inopportun. Le Prince Michel intervint auprès de son père en faveur de son ancien précepteur et parvint à le fléchir, mais l'entrevue ne devait aboutir à rien, le *locum tenens* de la Métropolie, l'évêque Mihailo, refusant cette fois d'abandonner à son ancien maître une fraction même minime de son autorité ². Petar délaissé de tous n'avait plus qu'à s'en retourner en exil. Son second départ de Belgrade fut moins brillant que le premier : lui qui avait construit et aménagé la nouvelle métropolie, se vit réduit à emprunter 500 ducats avant de quitter le sol serbe.

CONSÉQUENCES PROCHES ET LOINTAINES DE LA DISGRACE DE PETAR

La disgrâce du Métropolite Petar et son remplacement par Mihailo terminaient un conflit qui, à première vue, ne semblait

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 393-96.

² C'est du moins la version de A. Ilić qui était un ennemi passionné du Métropolite Mihailo. St. M. Dimitrijević prétend au contraire que Mihailo et Petar se rendirent *ensemble* à l'audience de Miloš, et que le Knèze conseilla à l'ancien Métropolite de repartir et de servir le peuple et l'Église serbes en Autriche-Hongrie (cf. Ilić, *op. cit.*, p. 409 ; Dimitrijević, St. M., *op. cit.*, p. 17).

pas dépasser le cadre d'un antagonisme entre le Knèze et le chef de l'Église. Pourtant, aucun événement n'aura dans l'histoire de l'Église de plus lointaines répercussions. C'est une vue superficielle que de penser que la chute de Petar n'avait eu pour cause que son manque de loyalisme à l'égard de la dynastie des Obrenović. Hormis sa faiblesse ou peut-être son opportunisme un peu maladroite, on ne pouvait rien reprocher de précis à l'ancien Métropolite. D'ailleurs, le Knèze Michel qu'il « adorait »¹, et le vieux Miloš lui-même étaient beaucoup moins radicaux que certains membres de la Skupština de la Saint-André. Miloš sera le premier à donner des conseils de modération à quelques têtes chaudes. D'autre part, les partisans des Obrenović ne voulurent pas se mêler à cette querelle et restèrent à l'écart. Les vrais ennemis du Métropolite étaient donc bien les leaders du parti libéral, Jevrem Grujić et Milovan Janković, qui mirent à poursuivre le prélat un acharnement et une passion singuliers. Mais en intervenant dans une affaire qui aurait dû rester sur le plan purement religieux, le Conseil et le Gouvernement, qui eux-mêmes n'agissaient que sous la pression de la Skupština de la Saint-André, créaient le « mauvais exemple » dont parlait Petar, le précédent redoutable que les partis politiques ne devaient jamais plus oublier. Désormais le Métropolite ne sera plus ce personnage inaccessible et inamovible, arbitre des luttes partisans, gardien de la foi dynastique, tel qu'on se l'était représenté dans la Serbie patriarcale d'avant les années 50.

Il deviendra peu à peu un haut fonctionnaire comme les autres, plus respecté seulement en raison des souvenirs historiques qui auréolaient cette dignité, souvenirs évocateurs d'un passé glorieux. Dans l'histoire de la chute de Petar, les Gouvernements ont encore puisé un autre enseignement : c'est qu'ils n'ont désormais plus à redouter de trouver l'Église orthodoxe serbe dressée en un bloc homogène contre eux et capable d'une opposition soutenue et tenace. Cette homogénéité du clergé, cette solidarité du haut clergé et du bas clergé, ont-elles existé vraiment en Serbie ? Assurément pas sous les Phanariotes, mais peut-être au début du règne du Métropolite Petar, alors que les prêtres encore ignorants mais animés d'une commune bonne volonté se groupaient autour d'un Pasteur éclairé et autoritaire. Après 1858 une nouvelle génération, ambitieuse et point dépourvue de culture, s'efforcera d'obtenir une plus grande influence dans la vie de l'État. Mais, instruit par un exemple éclatant, l'épiscopat apprendra très vite à connaître le profit des appuis politiques, et la plus haute autorité de l'Église ne

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 381.

sera pas à l'abri des passions partisans. Du haut en bas de la classe ecclésiastique nous assistons à un phénomène de « politisation ». L'armée famélique et ardente des popes campagnards épousera les revendications les plus audacieuses des nouveaux partis, et il y aura là toute une clientèle dont les politiciens devront tenir compte et en faveur de laquelle ils modifieront ou adapteront leurs programmes électoraux. L'influence ancienne de l'Église (direction de conscience et conseil) s'effacera tandis que grandira l'influence nouvelle — purement électorale — du bas clergé entièrement captée par les différents partis. Le haut clergé subira la pression des Gouvernements auxquels il finira par céder servilement. Par une double évolution, l'Église deviendra moralement de plus en plus faible, politiquement de plus en plus forte.

La Skupština de la Saint-André verra apparaître pour la première fois en Serbie ces prêtres obscurs encore la veille, puis poussés au premier plan dans la fermentation générale des idées, politiciens bavards et démagogues, mais grands connaisseurs du peuple au milieu duquel ils vivaient, tandis que les chefs de file politiques avaient le désavantage d'avoir été élevés et formés souvent à l'étranger et d'être fort éloignés par la mentalité de cette classe paysanne qu'ils prétendaient représenter.

C'est du bas clergé, en effet, que, sous le règne du Prince Michel, sortirent les propositions de loi les plus audacieuses. Dès le 9 décembre 1858, à la Skupština de la Saint-André, l'archiprêtre de Loznica, Ignjat Vasić, demandera la liberté de la presse, « car c'est une garantie pour la liberté de la nation »¹. Le même Vasić devait, le 12 janvier 1859, obtenir de la Skupština qu'elle autorise l'inhumation en terre sainte des prêtres tombés au cours des différents soulèvements qui avaient eu lieu de 1842 à 1858². C'était en même temps rendre un hommage à de fidèles serviteurs de l'Église et à des partisans de la dynastie restaurée. Or Miloš, dont les 80 ans mettent une sourdine à des haines déjà vieilles, ne pense plus qu'à la réconciliation : il blâme la fureur xénophobe de quelques députés et même va jusqu'à déclarer que c'est grâce à « eux » (aux partisans des Obrenović) que « les hétérodoxes jouissent de la liberté et de droits gagnés par notre sang »³. Ainsi, cette première sortie du bas clergé sur la scène politique ne lui réussit guère. Après les conseils de modération du Prince, voici la Skupština elle-même qui s'intéresse de plus près à la question religieuse, et ses interventions ne sont pas toutes en faveur du clergé ; elle se voit obligée d'accueillir

¹ Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, t. I, p. 37.

² *Memoari Stefana-Stevče Mihailovića*, p. 344.

³ Živanović (Živ.), *op. cit.*, p. 51.

toute une série de plaintes portées contre les prêtres. Une circulaire du Synode épiscopal, en date du 9 février 1859, énumère, en les réprouvant, quelques-uns des griefs exposés à la tribune de la Skupština de la Saint-André : les prêtres sont trop portés sur la boisson, sur le jeu, et, hélas !... sur les femmes ¹.

Mais, sous le second règne de Miloš, l'atmosphère n'est ni aux réformes, ni aux innovations. Le vieux Knèze, sentant venir sa fin, n'a cure d'inaugurer cette ère nouvelle que les jeunes libéraux appellent de toutes leurs forces. Il aime à s'entourer d'amis éprouvés. Il ressent également le besoin de se retourner vers l'Église et ce n'est pas un spectacle ordinaire que de voir cet homme rude et borné traverser une crise finale de religiosité. Nous le voyons demander à Stevča Mihailović de bien vouloir l'accompagner à l'église pour communier avec lui ². Certaines heures de son passé semblent aussi l'inquiéter : quand dans l'été 1859 il voyage dans l'ouest de la Serbie, il semble attiré par les lieux qui furent témoins des exploits du Vojvode Karadjordje et des remords de conscience paraissent l'agiter : un soir, à Varvarin, il fait appeler le jeune Métropolitite Mihailo qui l'accompagnait partout et commence à lui raconter la bataille qui se déroula en 1810 dans cette localité et à laquelle il participait. Le vieux Knèze se rappelait tous les chefs serbes qui étaient venus au combat :

« Et il y avait aussi, Pope, le Gospodar Djordje, qui dirigeait la bataille. Ce n'était pas un homme mais un loup ; et voilà, pope, nous l'avons tué ! ³ »

C'est après cette confession, et dans l'espoir que Dieu lui pardonnerait, que Miloš fit une donation dans le but d'élever à Varvarin une église. A Arandjelovac également il ordonnait la construction d'une église à ses frais, demandant qu'elle célébrât sa fête annuelle le jour des Saints Archanges d'été qui était précisément le jour de la mort de Karadjordje. Dans ces derniers jours il sera de plus en plus sous la domination du prêtre attaché à sa personne, Hadži Dina ⁴. Ce paysan serbe, longtemps sans scrupules, connaissait à la fin de sa vie les remords d'une conscience tourmentée.

L'EXIL DE PETAR.

Après avoir quitté la Serbie, le Métropolitite Petar avait trouvé un accueil très cordial auprès du Patriarche de Sremski Karlovci,

¹ *Zbornik pravila, uredaba i naredaba Arhijerejskog Sabora*, p. 58.

² *Memoari Stefana-Stevče Mihailovića*, Belgrade, 1928, p. 219.

³ Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, t. I, p. 58.

⁴ Milićević (M.), *Hadži Dina dvorski prota (1806-1866)*, dans le *Kolo književni list*, Belgrade, 1902.

Rajačić. Quand, après sa visite infructueuse auprès du Knèze Miloš, il se fut aperçu qu'il ne pouvait plus songer à reconquérir son titre de Métropolitain serbe, il s'installa à Karlovci où il fut l'hôte du Patriarche. C'est sur les instances de celui-ci et après de longues tergiversations qu'il se détermina à accepter l'administration du diocèse de Karlovac (20 avril 1859). Il s'installait dans sa nouvelle résidence de Plaški à la Visitation, mais il était visible que, sentant venir sa fin, il avait perdu son ancienne énergie : il avouait à ses nouveaux fidèles qui l'accueillaient avec enthousiasme :

« N'attendez pas de moi un grand travail pour le progrès de l'Église, car je suis venu vers vous tardivement, fatigué et épuisé ¹... » Il ne se consolait pas d'être loin de sa « chère Serbie ». En mai 1861, il s'adressait au Knèze Mihailo, lui demandant de bien vouloir lui renouveler sa pension (qui lui avait été sans doute supprimée lors de sa nomination au siège de Karlovac), et lui permettre de séjourner en Serbie, ce que lui accorda très volontiers le Knèze. Petar, dès lors, ne s'occupait plus que de son départ. Il indiquait déjà, dans ses conversations avec son secrétaire, la maison qu'il entendait louer à Belgrade pour y finir paisiblement ses jours. Volonté que sa faiblesse grandissante ne lui permit pas de satisfaire, car il devait mourir le 22 septembre 1864 à Karlovci où il s'était rendu pour assister au Sabor serbe. Le Patriarche qui l'avait en affection tint à ce que ses funérailles eussent toute la pompe convenable à un ancien Métropolite. Tout le Synode y assista et le Prince Michel envoya une délégation composée de membres du clergé serbe, l'archimandrite Sava Jovšić, Nićifor Dučić et Novica Lazarević. La municipalité de Belgrade délégua également son président pour la représenter. Nikanor Grujić, évêque de Pakrac, un des orateurs de la célèbre Assemblée de mai en 1848 à Karlovci et du Congrès panslave de Prague, fut chargé de prononcer l'allocution funèbre. Il retraça, dans un long discours, l'œuvre de Petar, qu'il sut exalter et glorifier :

« Sur d'anciennes ruines, la nouvelle Métropolie serbe a été relevée... des lieux d'enseignement pour les sciences du Ciel et de la Terre ont été fondés, des tribunaux ont été installés, les pouvoirs d'Église définis, des églises construites, des monastères restaurés... des livres de lecture et de chant imprimés... les droits et les devoirs des prêtres rétablis... »

N'était-ce pas faire de Petar un second Saint Sava, puisqu'à l'instar de son illustre maître le Métropolite défunt avait « relevé l'Église et créé une nouvelle hiérarchie ? ² »

¹ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 407.

² *Hrišćanski Vesnik*, septembre 1888, p. 682-86.

LE MÉTROPOLITE MIHAÏLO
ET LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU PRINCE MICHEL.

Avec le Prince Michel, c'est à nouveau un souverain d'une forte personnalité qui monte sur le trône serbe. Non pas que Miloš ait souvent fait preuve de faiblesse, mais, à certaines heures de son règne, il apparaissait comme un homme courbé sous le poids de son destin. Le Prince Michel était « fils de Knèze » alors que son père n'était que « fils de paysan ». Cette spirituelle réflexion, faite un jour par Miloš sur son successeur, explique bien la morgue naturelle du nouveau souverain. On a dit aussi qu'il y a quelque chose en lui du gentilhomme magyar ¹ : esprit chevaleresque et vanité. Le Michel de 1858 mûri par l'exil ne ressemble plus guère en effet au « jeune homme de dix-neuf ans, grand, pâle, timide, dont la contenance trahissait à un très haut degré l'embarras et l'ennui ² » que Blanqui voyait en 1842 au *Konak* de Belgrade. C'est un homme sûr de lui, conscient de sa culture et très préoccupé de son autorité et de son prestige. Il ne se soucie point d'être ou non populaire et s'abstient volontiers des épanchements démagogiques de son père.

Michel, quand il se montre au peuple, ressemble à une Icone muette, devant laquelle il faut baisser la tête dans un silence solennel ³. On nous a décrit aussi l'attitude de Michel à l'église. Ce ne sont plus les impatiences de Miloš, ses jurons réprimés avec peine, ses incessantes boutades à haute voix. Le peuple doit observer res-

¹ Jovanović (Slob.), *Druga vlada Miloša i Mihaila*, p. 461.

² Blanqui, *Voyage en Bulgarie*, Paris 1843, p. 68.

³ Jovanović (Slob.), *op. cit.*, p. 242. Le portrait qu'a laissé de lui, en 1865, Botmiliau, Consul de France à Belgrade, qui a connu personnellement le Knèze, confirme certains traits classiques, en particulier la vanité du prince :

« C'est un homme grand, maigre, d'une santé délicate, très brun, au front bas, aux cheveux noirs, à la barbe épaisse qui lui couvre presque toute la figure. Il parle couramment le français et très bien l'allemand. Par ailleurs, son instruction est des plus bornées et son intelligence elle-même assez médiocre. Mais il a le caractère éminemment droit, loyal et il est profondément patriote. C'est cette qualité que tout le monde lui reconnaît qui le rend surtout cher au peuple serbe, bien qu'on lui reproche de vivre trop retiré dans son *Konak*, où il s'est fait à peu près inaccessible. On lui reproche également, et non sans raison, une certaine hauteur qu'il aurait rapportée de son séjour en Allemagne, et qui froisse d'autant plus qu'il n'y a pas un pays plus essentiellement démocratique que la Serbie... », et plus loin :

« Il n'invite jamais ses ministres à s'asseoir devant lui lorsqu'ils vont lui parler affaires au Palais, quelque temps que l'entretien puisse se prolonger... » (Aff. Étr. fs. Belgrade, 10 février 1865).

pectueusement tout un cérémonial. Il y a dans le Knèze quelque chose d'olympien. Michel diffère aussi de son père par un sens religieux plus affiné, une foi plus ardente, avec une pointe mystique qui étonne chez un Serbe et que l'on retrouvera, avec une exaspération malade, chez un Alexandre Obrenović. Lorsqu'il se prépare à ses dévotions ou lorsqu'il est « en retraite », toute la Cour sait qu'il est « inabordable »¹.

Or, Michel rencontrera dans le nouveau chef de l'Église orthodoxe serbe un homme qui a le même caractère que le sien : énergique, ambitieux, autoritaire. De sa jeunesse, il a peut-être gardé une certaine mélancolie et un goût prononcé pour la solitude. Le jeune évêque de Šabac, devenu Métropolite serbe, avait également conscience de sa valeur et de son importance dans l'État. Il avait une hypothèque sur la nouvelle dynastie, n'ayant pas tenté de grands efforts en faveur de son bienfaiteur et prédécesseur le Métropolite Petar, dont le sort s'était trouvé lié, par une série de maladresses plus que par une complicité réelle, au sort de la dynastie des Karadjordjević. Il avait en outre l'avantage, que n'avait point connu Petar, de disposer d'une influence politique assez étendue. Il était une des gloires du parti libéral qui ne se souvenait pas sans reconnaissance de sa vigoureuse intervention auprès du vieux Miloš l'été 1860, pour que l'on en finît avec la persécution des fonctionnaires libéraux².

Les « deux Mihaïlo » ont, certes, des traits communs : un goût exagéré pour la domination, un sens inné de l'absolutisme. Mais ce sont là choses qui divisent plus qu'elles ne rapprochent. De même, tous les deux, Knèze et Métropolite, ont le même idéalisme, parfois nébuleux et imprécis, alors que Petar et Miloš avaient toujours fait preuve du plus solide réalisme. Dans la façon d'agir, pourtant, un détail les sépare : Michel aime à procéder brusquement, à surprendre non sans brutalité quelquefois. Le Métropolite ne dédaigne pas l'intrigue et connaît à merveille le jeu de la politique. Ce sera l'homme d'Église qui saura découvrir le plus rapidement les solutions, tandis que le Knèze sera souvent la proie facile de ses rêves. Seule la brièveté du règne de Michel explique que les conflits entre le Prince et le Métropolite soient, en somme, peu nombreux. Le Knèze, d'ailleurs, était trop occupé par des problèmes de politique extérieure pour s'intéresser directement aux questions d'administration religieuse et, de son côté, le Métropolite n'avait nulle

¹ *Les origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, tome XV, Paris, 1924. Le Duc de Gramont, Ambassadeur à Vienne, au Marquis de Moustier, 25 mars 1867, page 161.

² Jovanović (Slob.), *op. cit.*, p. 67.

envie d'ergoter sur des points de droit ou de se quereller pour des règlements. Leur antagonisme sera dû presque exclusivement à des divergences personnelles, à une incompatibilité d'humeur qui ira s'exaspérant à la fin du règne de Michel. Ces deux âmes de conquérants s'opposaient même dans les domaines où d'indéniables affinités auraient dû leur permettre de s'entendre. L'un et l'autre, Knèze et Métropolite, nourrissaient le même « culte de l'étranger ». Le Knèze voulait occidentaliser sa principauté, Mihailo prétendait la russifier ou, tout au moins, la soumettre à l'influence spirituelle de Moscou.

Le Métropolite Mihailo ne peut pas encore être considéré, sous le second règne du Prince Michel, comme le représentant tout-puissant des volontés politiques de la Russie. C'est un homme qui doit tenir compte du bon plaisir du Knèze et qui ne peut, en conséquence, agir de son chef. En fait, bien que partisan convaincu de la Russie, il a trop le sens de l'universalité de l'Église pour ne pas s'intéresser vivement aux efforts de rapprochement entre l'Église anglicane et l'Église orthodoxe. Les circonstances s'y prêtaient : en 1862, l'écrivain et homme politique Vladimir Jovanović, directeur des *Srpske Novine*, avait été envoyé à Londres en mission semi-officielle pour y plaider la cause serbe et — au lendemain du bombardement de Belgrade — lutter contre la turcophilie qui régnait alors dans la société anglaise. Il avait eu l'occasion de s'entretenir avec des hommes d'État, en particulier avec Gladstone, mais aussi avec quelques représentants de l'Église anglicane : l'un d'eux, l'évêque Archibald, bien informé de la situation de l'Église orthodoxe serbe de la Principauté, avait même proposé au Métropolite Mihailo, par l'intermédiaire de Jovanović, de se rendre en Angleterre où on lui promettait un accueil chaleureux et où il pourrait prendre contact avec les prélats anglicans les plus éminents ¹. Ce n'était pas la première fois que l'on parlait d'engager des rapports entre l'Église anglicane et une Église orthodoxe. On restait encore à Londres, il est vrai, sur le mauvais souvenir de ce William Palmer qui, champion infatigable de l'intercommunion entre l'Église russe et l'Église anglicane, avait été réduit, après quinze ans d'efforts infructueux, à demander asile au « papisme romain » en 1855 ². Le Métropolite Mihailo était cependant tout disposé à accepter l'offre flatteuse qui lui était faite. Son esprit ambitieux découvrait dans cette collaboration des deux hauts clergés des appuis précieux pour la politique qu'il poursuivait dans les Balkans. Le Gouvernement serbe,

¹ Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, tome I, p. 98.

² Herbigny (Michel d'), *Anglicans et « Orthodoxes »*, *Études*, oct.-déc. 1920.

et avec lui le Knèze, pressentit le danger qu'il y avait de laisser prendre au Métropolite une part trop large dans les affaires de l'État. On lui fit savoir, discrètement, qu'il serait préférable, pour lui, de refuser l'invitation qui lui était transmise. Mihailo s'inclina, mais il ne devait pas oublier cette première déception ¹.

Le Prince Michel aspirait à devenir l'unique pilote de la Serbie. On sait avec quelle foi il travailla à faire de son peuple un Piémont slave, ce qui ne l'empêcha point un jour d'être accusé dans la *Zastava* libérale de Miletic de travailler davantage pour « Belgrade » que pour l'idéal yougoslave. Nul reproche n'est moins fondé. Michel a plutôt fait passer les intérêts de sa Principauté au second plan en servant une politique personnelle trop hasardeuse pour être féconde.

Si les conceptions politiques du Prince dénotaient un caractère assez ambitieux, la facilité avec laquelle il en changeait leur enlevait beaucoup de leur solidité. C'est un fait que la politique extérieure de Michel n'a jamais été à l'abri de ses sautes d'humeur. Son attitude à l'égard de l'Autriche en est la meilleure preuve. Au début de son règne, il se montrera hostile à l'influence du grand État voisin, mais non pas tant parce qu'Aleksandar Karadjordjevic avait recherché l'appui autrichien, qu'en raison de ses sympathies et de ses alliances magyares. On l'a déjà remarqué : la princesse Julie — une catholique — appartenait à la famille Hunyady. Plus tard, après Sadowa, lorsqu'il se tournera vers l'Autriche, ce sera encore par l'intermédiaire du premier ministre hongrois, le comte Gyula Andrassy ². C'est en 1867, un an avant le drame de Topčider, que se place la fameuse mission d'Edmond Zichy qui aurait été chargé de proposer au Knèze l'administration des provinces de Bosnie et d'Herzégovine au prix du sacrifice de sa politique de révolution nationale. Le Knèze se garda bien de renoncer à ses projets grandioses et continua à conclure des accords avec le Monténégro, la Roumanie et la Grèce en vue d'une action commune contre la Porte ³. Dans le même temps l'Autriche, sans se décourager, élevait

¹ Živanović (Živ.), *op. cit.*, p. 98.

² Ce qui n'empêchait point le Consul général de France à Belgrade, Engelhardt, d'écrire en 1867 au Marquis de Moustier : « ...A part la Turquie, dont on subit encore le joug, l'Autriche est regardée comme l'ennemi naturel et le plus dangereux de la Serbie révolutionnaire. On persiste généralement à croire que la Bosnie et l'Herzégovine restent l'objet plus ou moins lointain de la convoitise de ce voisin relativement puissant, et l'on reconnaît que s'il ne réussit pas dans ses projets d'absorption il s'opposera de toutes ses forces à l'annexion de ces provinces à la Principauté... »

(12 août 1867, *Les Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, tome XVIII, Paris, 1925, p. 158).

³ Cf. Piroćanac (M. S.), *Knez Mihailo i zajednička radnja balkanskih naroda*, Belgrade, 1895.

son consulat à Belgrade au rang d'agence diplomatique. Le premier titulaire du nouveau poste, Kallay — un Hongrois — eut, fin avril 1868, un entretien du plus haut intérêt avec le Knèze. Ce dernier lui déclarait, au cours de cette entrevue, que le Panslavisme n'était qu'un « fantôme inconsistent ». Comme l'agent autrichien lui répondait qu'à son opinion le danger panrusse lui semblait plus considérable, le Knèze déclara qu'« il avait la conviction qu'on ne trouverait pas un Serbe pour voir avec plaisir la Russie dominer son pays¹ ».

Cet état d'esprit du Prince l'éloignait sensiblement du Métropolite Michel, pour lequel la Russie devait à tout prix rester l'inspiratrice exclusive de la politique extérieure de la Serbie et sa conseillère en matière de politique intérieure. Même avant l'échec des négociations engagées avec l'Église anglicane, les rapports étaient peu amènes entre le Knèze et le Métropolite. On avait fort remarqué, lors de la Skupština de la Transfiguration (7 août 1861) qui se tint à Kragujevac, l'absence du Métropolite et du haut clergé². Les clercs rentreront sur la scène politique plus tard, à l'occasion de la *Mioljska Skupština* (septembre 1867). Le Métropolite sera alors l'âme de l'opposition libérale représentée par un petit groupe d'une trentaine de députés. Le plus ardent de ceux-ci devait être le futur évêque de Šabac, Jeronim, mais qui n'était alors que l'archiprêtre Jovan Jovanović. C'était un des obligés du Métropolite Michel qui avait été conquis par ce singulier personnage, pope paysan sans culture mais saisi, sur la trentaine, de la passion d'apprendre. Jovanović avait été envoyé en Russie à l'Académie spirituelle où il avait plutôt lu « Herzen et les autres écrivains d'opposition que des livres de théologie³ ». Milićević en a tracé un admirable portrait, nous le montrant à la *Mioljska Skupština* « d'une haute stature, d'une complexion vigoureuse, la voix claire, la parole facile et le

¹ Seton-Watson (R. W.), *Les relations de l'Autriche-Hongrie et de la Serbie entre 1868 et 1874*, *Monde Slave*, février 1926, pp. 211-230 ; cf. aussi le très intéressant appendice rédigé, après l'article ci-dessus, par Jovanović (Slob.), *Druga Vlada Miloša i Mihaila* pp. 471-481.

² Tastu, consul de France à Belgrade en 1861, signalait ce fait, se refusant à l'attribuer à la Princesse Julie :

« ... Je finirai en signalant à l'attention de Votre Excellence un détail qui a quelque signification. L'assemblée actuelle est la première qui se soit tenue sans participation du haut clergé. Ni le Métropolite, ni l'évêque Diocésain de Kragouievats n'y ont été admis. On peut craindre que l'opposition n'attribue à l'influence catholique de la Princesse Julie cette espèce d'ostracisme, du clergé orthodoxe, bien qu'elle n'exerce aucun prosélytisme, à ce qu'on m'assure. Du reste on peut constater en Serbie, plus qu'en aucun autre pays de race Slave, la diminution continue d'influence du clergé, et si je puis ainsi parler, un *indifférentisme* remarquable en fait de religion... » (Aff. Étr. fs. Belgrade, 23 août 1861).

³ Jovanović (Slob.), *op. cit.*, p. 211.

regard d'un soldat plutôt que d'un prêtre ¹ ». C'est le premier exemple que nous rencontrons du prêtre-tribun et politicien. L'ancien pope de Mišar devait provoquer un véritable scandale dans les milieux gouvernementaux par la violence de ses opinions : liberté de la presse, réformes constitutionnelles, amélioration du système pénitentiaire, introduction du jury, il touchait à tout et se complaisait à éclairer d'un jour sinistre la société serbe de son temps. La Skupština ne prit en considération aucune de ses propositions, mais l'impression n'en demeura pas moins très forte, même sur le Knèze qui, pourtant, était à ce moment absorbé par ses affaires de cœur ².

L'ÉGLISE ORTHODOXE CONTRE LE PRINCE.

L'Église orthodoxe serbe n'avait jamais été très propice à ses inclinations. La princesse Julie, née comtesse Hunyady, Hongroise et catholique, n'avait jamais joui d'une grande popularité auprès du clergé serbe ³. Pendant les derniers jours du règne de Miloš et alors qu'on envisageait déjà la succession du prince, des libéraux comme Stevča, Grujić et Janković se réunissaient la nuit chez le Métropolite et y discutaient la question du divorce de l'héritier du trône. Ce divorce, le Prince Michel se résolvait à en reconnaître la nécessité, mais pour de tout autres raisons que celles du Métropolite. Une lettre jugée « suspecte » adressée par Julie au prince Charles d'Arenberg fournissait, dès le début de l'année 1862, un prétexte valable mais dont il répugnait à se servir de peur de se déshonorer. En 1865,

¹ *Ibid.*, p. 211.

² Des députés de cette Skupština attaquèrent véhémentement les moines serbes. Certains exigèrent la suppression des paroisses monastiques, l'abolition des couvents qui ne disposaient pas des moyens nécessaires à leur entretien. Les effectifs monastiques étaient effectivement squelettiques. En 1867, il n'y avait que 121 moines répartis dans 41 cloîtres, tandis qu'en 1834 il y avait encore 800 moines pour 20 monastères; cf. Kanitz (F.), *Serbien, historisch-etnographische Reise*. Leipzig, 1868, p. 650, (voir plus loin, p. 225).

³ Dozon conte cependant que Julie, dès son arrivée à Belgrade, s'efforça de gagner le haut clergé par ses attentions et son respect extérieur pour la religion orthodoxe :

« ...La princesse Julie, lorsqu'elle mit le pied pour la première fois en Serbie, courut à la cathédrale y recevoir la bénédiction de l'archevêque orthodoxe. Depuis, elle a installé une petite chapelle catholique dans son palais; cependant, les jours de fête, on la voit à la cathédrale assister debout, en bas du siège de son époux et en tête des fonctionnaires, aux longs offices du rite oriental, épreuve qui lasse les forces d'hommes robustes. Il y a deux mois elle brodait de ses mains un vêtement sacerdotal pour le Métropolite et le lui faisait tenir avec une lettre, publiée ainsi que la réponse dans le journal officiel. Enfin le 13 juin, lors d'un dîner qui avait réuni le clergé au *Konak*, elle femme, par une exception bien singulière aux usages serbes, portait à ses hôtes un toast, le suivant : « Fasse Dieu

il signait et faisait signer à Julie un projet de divorce fondé sur le consentement mutuel ¹. Une passion tardive était venue entre temps donner une ardeur nouvelle à ses velléités de liberté.

Michel était en effet tombé éperdûment amoureux de sa cousine Katarina, âgée de 16 ans, fille d'Anka Constantinović, elle-même fille de Jevrem Obrenović. Désormais il ne songe à divorcer que pour pouvoir se remarier le plus rapidement possible. Or, le chef de l'Église orthodoxe serbe, le Métropolitte Mihailo n'admet ni l'un ni l'autre de ces projets. Lui, jadis si prompt à envisager l'hypothèse d'un divorce pour soustraire l'héritier du trône à l'influence du « papisme », se complait, en 1865, à paralyser toutes les démarches du Knèze ². Quand celui-ci lui confie que Julie a obtenu de Strossmayer la séparation de corps, le Métropolitte répond que cette décision ne concerne qu'elle, mais que lui, le Knèze, relève de l'Église orthodoxe et qu'il n'y a pas de divorce sans motif valable : Michel, peu soucieux de produire au grand jour la lettre à d'Arenberg, exhibe alors son « accord » avec Julie. Mais aussitôt son ministre de l'Instruction publique et des Cultes lui rétorque que le « divorce par consentement mutuel » est contraire au paragraphe 855 du Code civil ³. Pour ce qui était d'un nouveau mariage, les autorités spirituelles s'y opposaient de toutes leurs forces. On se trouvait en présence d'un des empêchements les plus classiques (parenté collatérale, 4^e degré) dont la transgression constituait un véritable scandale pour l'Église. Ce qui ajoutait peut-être à la fureur du Métropolitte, c'est qu'il connaissait fort bien l'austrophilie d'Anka et de son entourage. Il se souvenait du précédent de Petar et avait conscience que le même sort l'attendait si une telle union était contractée ⁴.

que par vos efforts, Pères Saints, le peuple serbe se fortifie dans la foi de ses ancêtres, afin qu'appuyé sur elle il puisse renouveler et accroître son antique gloire ». S'il s'agissait d'un sujet moins grave que la religion, on dirait qu'il y a là une espèce de coquetterie pieuse et de commande, dont l'impression n'est pas précisément agréable... » (Aff. Étr. fs. Belgrade, 23 juin 1861).

¹ Jovanović (Slob.), *op. cit.*, p. 412.

² En 1866 Botmiliau, consul de France à Belgrade, constatait que :

« Le Métropolitte n'avait pas toujours été hostile au divorce. Il aurait même, le premier, lors du retour du Prince Milosch en 1858, émis l'idée d'un divorce entre le Prince Michel et sa femme sous le prétexte que la future Princesse de Serbie ne pouvait pas appartenir à une autre religion que la religion orthodoxe ». Le Prince refusa. Le Métropolitte était partisan d'un mariage russe. C'était un homme « dévoué corps et âme à la Russie ». (Aff. Étr. fs. Belgrade, 5 février 1866).

³ Jovanović (Slob.), *op. cit.*, p. 412.

⁴ Le chef de l'Église accepte cependant de bénir le Prince serbe avant le départ de celui-ci pour Constantinople (1867), mettant en lui tous les espoirs d'une nation « tant de siècles opprimée », mais cette formule opportuniste ne trahit aucun rapprochement réel. (Dobroslov Ignjatović. *Die zweite Regierung des Fürsten Michael von Serbien*, Leipzig, 1888, p. 75).

Garašanin, président du Conseil des Ministres depuis 1861, partageait entièrement les vues du Métropolite. Il avait sollicité une audience privée du Prince pour lui faire librement part de ses craintes. Dans cette entrevue historique du 21 octobre 1865, il avait exprimé la douleur qu'il ressentait, avec tout le peuple serbe, à voir son maître contracter une union aussi indigne de lui, et il le conjurait avec émotion de renoncer à ses projets :

« ...Ne descendez pas, Seigneur... de ces hauteurs auxquelles vous êtes placé pour le bonheur de ce peuple. Soyez persuadé, Seigneur, qu'il n'y aurait pas un seul Serbe qui ne serait affligé s'il arrivait que vous vous mariiez avec votre cousine. Ce serait un événement inouï dans l'histoire du peuple serbe. Vous violeriez par là la loi de l'Église, la loi civile, les usages de la nation serbe ; en un mot, ce serait, aux yeux de notre peuple, l'événement le plus immoral qui soit... »

Et comme Michel lui répondait en alléguant l'impossibilité dans laquelle il se trouvait de mener une vie privée de toute satisfaction domestique (« C'est pis, en vérité, que d'être en enfer »), Garašanin lui répliquait que nul n'était opposé en Serbie à ce que le Prince contractât un nouveau mariage à condition que celui-ci fût conforme aux lois de l'Église :

« ...Mariez-vous, mais n'épousez point votre cousine. Ce serait la ruine de votre dynastie si elle devait se fonder sur les ruines de votre Église, de votre honneur et de votre nom. Seigneur, croyez-moi : vous ne trouverez point de tranquillité domestique dans ce dessein. Ce sera le début d'un grand malheur pour vous et votre nation, qui vous est fidèle et dévouée corps et âme. La seule Église libre et orthodoxe dans tout l'Orient, c'est l'Église serbe. Si elle est libre, c'est grâce à votre père qui l'a, pour ainsi dire, arrachée de l'esclavage : il vous l'a confiée comme un dépôt afin que vous en soyez le gardien. Est-il donc convenable que vous soyez le premier à l'offenser ? Comment les autres la respecteront-ils si vous leur donnez un tel exemple ? ¹ »

Le Knèze se contenta de formuler de vagues promesses qu'il ne tint du reste pas. Il était de plus en plus décidé à briser toutes les résistances, dût-il affronter les foudres de l'Église. En mars 1866 il remporta une première victoire en obtenant l'interdiction de mentionner dans la rubrique de toutes les églises de Serbie le nom de la Princesse Julie ². Ce fut le seul résultat qu'il put atteindre.

¹ Jakšić (Dr. Grgur), *Comment a agi le Prince Michel quand il s'est trouvé dans la même situation que le roi Édouard VIII*, dans la *Politika* du 7 février 1937.

² En 1860 c'était au contraire le Métropolite Mihailo qui avait prétendu refuser à Julie le droit d'être mentionnée dans la liturgie, mais il avait dû céder devant

Garašanin paya, il est vrai, de son portefeuille ministériel son opposition au mariage. Ristić fut contraint à se retirer pour avoir envisagé une « combinaison » politique grâce à laquelle il espérait obtenir le consentement tacite du Métropolite au prix d'une participation des libéraux, ses amis (et surtout de Stevča), au gouvernement ¹. Celui que la mort surprendra traîtreusement au détour d'un sentier de Košutnjak ne sera pas le souverain glorieux, le champion qui a survécu dans la mémoire populaire des nations chrétiennes des Balkans, mais un pauvre homme de plus en plus exaspéré par la résistance sourde des clercs, impopulaire, mal obéi de ses fonctionnaires. Dans le premier conflit qui l'opposait à un souverain temporel, l'Église serbe avait eu le dernier mot.

L'ORGANISATION INTÉRIEURE DE L'ÉGLISE SERBE SOUS LE PRINCE MICHEL.

Pendant que le Knèze et le Métropolite s'affrontaient dans une lutte sourde mais implacable, le Synode épiscopal et les bureaux du Ministère de l'Instruction publique et des Cultes accomplissaient un labeur fécond et procédaient silencieusement à la réorganisation de l'Église orthodoxe serbe. Ce n'est pas le moindre intérêt de cette réforme que le fait d'avoir été entreprise en dehors de toute ingérence du Knèze ou du chef de l'Église. On retrouve au reste dans cette législation les prescriptions coutumières ayant trait au maintien de la discipline dans le clergé serbe (Lois du 16 septembre 1864, du 27 septembre 1865, du 20 septembre 1867). Désormais, il était interdit aux moines de posséder des biens immobiliers.

Cette mesure avait été imposée au Synode épiscopal par le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, K. Cukić, qui espérait récupérer, par ce moyen, pour le fisc, de profitables revenus du jour où les monastères ne pourraient plus dissimuler leurs propriétés en les attribuant à leurs religieux ². Le Synode, de son côté, recommandait aux prieurs de veiller avec sévérité à la bonne tenue

les instances du Prince Michel. Dozon, consul de France, relate l'incident : « Cette personne (Julie) a été, depuis l'avènement de son mari, l'occasion d'un petit différend, presque plaisant, entre le gouvernement et le Métropolite. Comme elle appartient à la religion catholique, le prélat ne voulait point mentionner, dans les prières de l'Église, son nom à côté de celui du prince, qui y reçoit l'épithète de *pieux* (blagoverni). On imagina, pour tourner la difficulté, l'épithète d'*aimant le Christ* qui serait donnée à la princesse. Cela ne satisfaisait point encore l'orthodoxie de Mgr Michel, qui pourtant, à la fin, dut céder à des injonctions formelles... » (Aff. Étr. fs. Belgrade, 2 octobre 1860).

¹ Jovanović (Slob.), *op. cit.*, p. 425.

² *Zbornik pravila...* p. 195.

de la communauté. Les moines étaient tenus d'obéir à une règle rigoureuse : interdiction de sortir sans autorisation, de s'enivrer, de jouer aux cartes, de danser et même de fumer en public ¹.

La réforme de la législation matrimoniale était, depuis de longues années, à l'ordre du jour sans que l'on eût jamais fait de grands efforts pour moderniser l'état de choses un peu archaïque qui régnait dans ce domaine. L'expérience personnelle du Prince Michel donnait à la question une actualité nouvelle. Le Synode aussi bien que le Gouvernement entendait apporter une solution pratique à ce problème, mais tandis que le premier affirmait la nécessité de sauvegarder les intérêts de l'Église et maintenir le respect des traditions, le second se montrait beaucoup plus novateur et ambitionnait d'assouplir, dans les limites du possible, le vieux système : entre autres réformes jugées indispensables, il envisageait de confier à des tribunaux civils (et non plus aux *duhovni sudovi*) le jugement des cas de divorce. Telle était l'idée maîtresse d'un projet de loi élaboré en 1862 par le Gouvernement serbe. Son auteur était le Ministre de la Justice lui-même, Rajko Lešjanin. En fonctions depuis 1861, c'était un esprit distingué et hardi ; juriste ayant étudié à Heidelberg et à Paris, il prétendait travailler à la « modernisation » de la législation serbe. Il ne voulait toutefois pas porter atteinte aux privilèges traditionnels de l'Église orthodoxe : aussi ne songeait-il pas à supprimer les consistoires, mais seulement à soumettre leur activité au contrôle de la cour de Cassation. Il devait rencontrer la plus large compréhension chez le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, Kosta Cukić, esprit autoritaire mais novateur. Tous deux cependant ne voulurent pas soumettre leur projet à la Skupština sans prendre l'avis d'un conseiller impartial, Dimšić, qui était alors un des membres les plus influents du Grand Tribunal Spirituel. Celui-ci, répondant à la lettre personnelle de Lešjanin, se déclara formellement hostile à l'innovation juridique projetée. D'abord parce que, selon lui, le mariage était un sacrement et ne pouvait être annulé par une puissance laïque. Ensuite, parce qu'un tribunal civil ignorait forcément les lois et les canons de l'Église orthodoxe. Enfin, le projet en question serait contraire au principe de la séparation des pouvoirs ². Convaincu par ce faisceau de raisons et surtout désireux de ne point susciter de nouveaux conflits religieux, Lešjanin renonçait à un projet qui devait attendre désormais une vingtaine d'années pour revenir à l'ordre du jour — sans plus de succès d'ailleurs.

Le Synode s'était montré, de son côté, très soucieux de compléter

¹ *Zbornik pravila...* p. 185.

² *Hrišćanski Vesnik*, janvier 1888, p. 57-61.

la législation matrimoniale existante, mais dans un tout autre esprit. Dans ce redoublement de sévérité, on peut être autorisé à voir un signe de l'intervention directe du Métropolite qui entendait sans doute se créer des motifs canoniques d'opposition dans sa lutte avec le Knèze. C'est en effet le Consistoire du diocèse de Belgrade qui soumettra au Synode le projet de règlement promulgué le 7 octobre 1866, qui envisageait les mesures à prendre par les autorités ecclésiastiques et civiles contre les époux qui avaient abandonné, sans motifs légaux de divorce, la vie conjugale. Il est vrai que le règlement concernait principalement les femmes, mais la date même de sa parution indique bien la volonté du Métropolite de « faire un exemple » ¹.

L'Église orthodoxe serbe profitera plus qu'elle n'aura à souffrir de la rivalité entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel. Absorbés par leur controverse, Knèze et Métropolite laissèrent aux évêques une assez large liberté. Si le Prince Michel avait vécu plus longtemps, l'Église serbe eût sans doute évolué vers un régime épiscopaliste fort peu au goût du Métropolite. Le statut des évêques devint plus stable.

Les évêques ne purent plus désormais être suspendus de leurs fonctions qu'après un accord du Métropolite et du Knèze. Salariés par l'État, ils touchaient 1.000 ducats par an (le Métropolite jouissait d'un traitement double) ². Ils n'avaient point le droit d'exiger aucune taxe pour l'accomplissement de leur service pastoral, mais ils étaient autorisés à posséder une fortune personnelle. A leur mort, s'ils n'avaient pas fait de testament, le tiers de leurs biens revenait à leurs parents et s'ils n'avaient point de parents, à des œuvres pieuses ou culturelles.

Le clergé séculier — environ 703 prêtres de tout rang — jouissait de tous les droits civils. Après la mort de sa femme, toutefois, le pope ne pouvait pas se remarier. Les curés de paroisse étaient nommés par les évêques diocésains. Ils disposaient du *bir*, prélevé en nature dans les campagnes (12 *oka* de maïs par tête imposable).

Les 121 moines de Serbie vivaient dans 41 cloîtres sous l'autorité d'archimandrites ³. Ils constituaient des communautés économiques qui ressemblaient fort aux *zadruga*. Les moines serbes avaient parfois charge d'âmes et des paroisses à desservir. Cette prérogative soulevait depuis longtemps les plus vives protestations aussi bien chez le clergé séculier que chez les laïques. La *Mioljska Skupština* avait été l'occasion d'interpellations énergiques à ce sujet et des députés

¹ *Zbornik pravila, uredaba i naredaba arhijerejskog Sabora*, p. 237.

² Kanitz (F.), *Serbien : Historisch-ethnographische Reisestudien aus den Jahren 1859-1868*, Leipzig, 1868, p. 648.

³ Kanitz, *op. cit.*, p. 649.

avaient exigé que l'on rendît incompatible l'administration paroissiale et la vie monastique. Des voix s'étaient également élevées pour demander la suppression des monastères qui ne possédaient point les revenus suffisants pour leur entretien. L'opinion publique était hostile, en général, au monachisme : *In den intelligenten serbischen Kreisen scheint eine gereizte Stimmung gegen den Klosterclerus zu herrschen...* ¹.

Les moines, cependant, trouvaient un défenseur courageux en Milićević qui, dans ses « Lettres de voyage », vantait à la fois leur prospérité économique et leur rôle social. Il voyait en eux non point, comme beaucoup de ses contemporains, des organismes en décomposition, mais des foyers ardents de vie religieuse, les lieux de rendez-vous naturels des si profitables assemblées diocésaines ².

L'administration religieuse de la Serbie correspondait à l'administration civile. Chaque district était subdivisé en 3, 4, 5 ou 6 archiprêtres ou vicariats. Le nombre total de ces derniers s'élevait à 34 administrés par 18 archiprêtres et 16 vicaires. Tous les ans les évêques étaient tenus de faire une visite pastorale à travers leur diocèse.

L'Église serbe comptait, en 1867, 335 paroisses, 16 chapelles, 41 cloîtres, selon l'évaluation de Kanitz ³. La plus grande partie des prêtres recevaient désormais la formation du Séminaire. Ce

¹ Kanitz, *op. cit.*, p. 650.

Dozon, consul de France à Belgrade, qui visita en 1861 la plupart des monastères de Serbie, envoya à son Département un rapport assez pessimiste. A l'en croire, le monachisme serbe était en pleine régression :

« Les couvents (d'hommes uniquement) sont assez nombreux, quoique avec fort peu de moines, deux ou trois au plus, sauf celui de Stoudenitze où il y en a dix. J'ai visité les trois plus célèbres et les plus intéressants : ils possèdent des églises, et ce ne sont pas les seuls, bâties bien authentiquement par les anciens rois serbes, et comme, attendu la pénurie générale d'églises, ils sont fort visités par la population, on peut dire qu'ils servent à entretenir parmi elle le souvenir de son histoire anté-musulmane et partant le désir d'une émancipation complète. Ces établissements, qui possèdent tous des terres, pouvaient faire beaucoup pour l'éducation agricole du peuple, sinon pour son instruction. Mais les moines, qui ne sont d'ailleurs astreints à aucune règle intérieure, sont de l'ignorance la plus complète, aussi grossiers pour le moins que les autres paysans, dont ils partagent les travaux ; ainsi n'y a-t-il rien à attendre d'eux. J'ai vu chez tous les abbés le portrait de l'Empereur de Russie et, dans les églises, les dons faits par lui ou ses prédécesseurs ; celle de Ravanitza reçoit même une petite rente annuelle, que l'archimandrite a récemment réclamée, après avoir découvert dans de vieux titres qu'elle était payée à une époque fort ancienne. Il convient cependant de dire que déjà, dans ces asiles de l'orthodoxie, j'ai cru remarquer, comme ailleurs, plus de liberté dans les jugements sur l'ancienne puissance protectrice de la Russie... » (Aff. Étr. fs. Belgrade, 15 octobre 1861).

² Milićević (M. Dj.), *Putnička pisma*, Belgrade, 1868, p. 78-80.

³ Kanitz, *op. cit.*, p. 650.

dernier abritait 200 élèves dont quarante boursiers et une trentaine provenant de provinces serbes sous le joug turc. Six professeurs prodiguaient un enseignement encyclopédique. Les maîtres laïques étaient nommés par le Ministre des Cultes, tandis que le Métropolitte nommait les religieux. Il n'y avait pas que de jeunes étudiants qui passaient par le Séminaire. Une décision du Ministre des Cultes, qui datait de l'année 1862, enjoignait aux archimandrites de tous les monastères serbes d'envoyer au Séminaire de Belgrade ceux de leurs moines qu'ils jugeraient par trop ignorants ¹.

Dans leur ensemble, ces mesures témoignaient d'un certain libéralisme et d'un désir très net d'équilibrer les influences du gouvernement et de la hiérarchie sur l'Église orthodoxe serbe. Ce compromis put se maintenir près d'une vingtaine d'années jusqu'à ce que la destitution du Métropolitte Mihailo eût rendu à l'autorité de l'État cette prédominance à laquelle elle aspirait depuis les origines de l'autonomie ecclésiastique serbe.

LA LOI DU 30 SEPTEMBRE 1862 SUR LES AUTORITÉS ECCLÉSIASTIQUES.

Cette loi abolissait le règlement du 23 août 1847, ainsi que les dispositions du 18 décembre 1851. Elle introduisait dans l'Église des innovations dont il convient de souligner l'importance ².

La loi reconnaissait l'existence des organes suivants :

- 1^o les consistoires diocésains,
- 2^o le consistoire d'appel,
- 3^o le Synode épiscopal.

1^o Les consistoires diocésains (*eparhiske Konzistorije*) avaient un rôle judiciaire très restreint et soumis au contrôle étroit de l'évêque et du Ministre de l'Instruction publique et des Cultes (art. 2 et 3). Ils se composaient d'un président et de quatre membres dont deux d'honneur. Le consistoire diocésain du Métropolitte comprenait six membres appointés par l'État. L'article 7 de la loi stipulait que tous les membres, sauf un, du consistoire diocésain devaient être séculiers ³. Réforme qui devait être fort peu agréable au Métropolitte Mihailo.

Du point de vue de l'administration religieuse et de la surveillance du culte, les pouvoirs du Consistoire diocésain étaient plus étendus. Le Consistoire avait pour mission de poursuivre avec une extrême rigueur la superstition qui exerçait ses ravages en Serbie et déformait le sentiment religieux (art. 38) ⁴. Les autres tâches du Consistoire

¹ Kanitz, *op. cit.*, p. 187.

² Cf. *Zakon o crkvenim vlastima pravoslavne vjere*, Belgrade, 1861, p. 3.

³ *Ibid.*, p. 3.

⁴ *Ibid.*, p. 11.

étaient de rappeler le bas clergé au sentiment de son devoir, d'inviter les archiprêtres et les vicaires à accomplir de fréquentes visites dans leurs ressorts, de veiller à la conservation des biens des monastères et des églises (art. 43) ¹.

2° Le consistoire d'appel (*apelatorijska Konzistorija*) avait pour devoir d'examiner et de trancher en dernière instance les jugements prononcés par les consistoires diocésains (art. 48) ². Il était composé d'un président, d'un vice-président, de quatre membres ordinaires et de trois membres d'honneur. Le Président en devait être un évêque désigné pour une année par le Synode épiscopal. Le vice-président et les membres étaient désignés par le Métropolitain, approuvés par le Ministre des Cultes et nommés par le Knèze (art. 54) ³. C'était donner un grand pouvoir au Métropolitain, d'autant plus que la plus large compétence avait été attribuée au Consistoire d'appel (art. 71, 72, 73 et 74) ⁴. Aussi, à la *Miolska Skupština*, de nombreux députés s'étaient-ils attaqués avec violence à l'omnipotence des évêques et des Consistoires ; on avait demandé en particulier que les prêtres pussent en appeler, en cas de conflit avec leurs supérieurs diocésains, non plus au Consistoire d'appel, mais au Synode épiscopal ⁵.

3° Le Synode épiscopal (*arhierejskij Sabor*) était la plus haute institution religieuse de Serbie. Son président était l'archevêque de Belgrade, Métropolitain Serbe, et ses membres les évêques diocésains. Le Synode devait avant tout veiller à la pureté du dogme, à l'exact accomplissement dans toute la principauté des offices et services religieux, à la censure des livres d'enseignement religieux (art. 93) ⁶. Il nommait enfin aux hautes fonctions ecclésiastiques. Parce qu'elles avaient la portée de lois d'État, les décisions synodales devaient recevoir l'approbation du Gouvernement.

La loi du 30 septembre 1862 mettait également au point une procédure nouvelle en matière de divorce. Les conjoints en désaccord devaient tout d'abord soumettre leur différend au pope de leur paroisse qui devait s'efforcer de les réconcilier (art. 129) ⁷. S'il n'y parvenait pas, il devait les envoyer à l'archiprêtre du district, qui lui aussi

¹ *Ibid.*, p. 16.

² *Ibid.*, p. 23.

³ *Ibid.*, p. 24.

⁴ *Ibid.*, p. 28 et 29.

⁵ Kanitz, *op. cit.*, p. 650.

⁶ *Ibid.*, p. 33-34.

⁷ *Ibid.*, p. 48.

devait procéder à une tentative de conciliation (art. 131) ¹. En cas de nouvel insuccès, l'archiprêtre devait diriger les époux sur le Consistoire épiscopal de leur ressort. Devant le Consistoire, les parties étaient tenues d'exposer explicitement les motifs de leurs différends. Si la dernière tentative de conciliation échouait, le Consistoire prononçait la « dissolution de la communauté » matrimoniale (art. 148) ². Si une partie était mécontente, elle pouvait s'adresser au Consistoire d'appel (art. 159) ³.

La loi du 30 septembre 1862 a été très diversement jugée en Serbie. Pour un Aleksa Ilić, grâce à l'intervention personnelle du prince Michel et du Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, Cukić, l'Église orthodoxe serbe était désormais affranchie de la « tyrannie » du Métropolite. C'est peut-être un peu exagéré. En fait, si le Métropolite ne témoignait guère de satisfaction au sujet de la nouvelle loi, c'est surtout parce qu'il avait conservé contre le gouvernement du Knèze une certaine rancune, à propos de l'affaire Gavrillo qui venait à peine d'être réglée. Si les pouvoirs du Métropolite ont été quelque peu restreints par la loi de 1862, ce n'est pas en vertu d'une idée préconçue, ni d'un sectarisme gouvernemental, mais parce que la nouvelle organisation ecclésiastique plus compliquée, grâce à la hiérarchisation des Consistoires, ne permettait pas au chef de l'Église serbe de conserver la totalité de ses anciennes prérogatives dans le domaine de la juridiction religieuse ⁴.

LE MÉTROPOLITE MIHAÏLO ET L'AFFAIRE GAVRILLO.

Un des conflits les plus violents entre le Métropolite Mihailo et le gouvernement avait eu lieu en automne 1860, lorsqu'il s'était agi de nommer un titulaire au siège épiscopal de Šabac, vacant depuis l'accession de Mihailo, au trône Métropolitain. Le candidat gouvernemental était l'archimandrite Gavrillo, recteur du Séminaire. Le choix était heureux, Gavrillo vice-président du *Društvo Srbske slovesnosti*, premier vice-président du Consistoire, étant un des prélats les plus distingués de son époque. Mais il était aussi profondément antipathique au Métropolite Mihailo pour avoir été un des collaborateurs de Petar ⁵. Aussi le chef de l'Église serbe exerça-t-il une violente pression sur le Synode épiscopal pour qu'il choisît comme premier candidat l'archimandrite Vasilije, prieur du monastère de Blagoveš-

¹ *Ibid.*, p. 49.

² *Ibid.*, p. 53.

³ *Ibid.*, p. 55.

⁴ Ilić (A.), *Moji doživljaji*, Belgrade, 1931, p. 23.

⁵ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 23.

tenje, réputé pour son ignorance et son fanatisme. Ce choix fit scandale à Belgrade ¹. Le Prince Michel, irrité par la résistance du Synode, ordonna au Métropolite de procéder à la consécration immédiate de Gavriilo. Mihailo fut obligé d'obéir mais, dépité, attendit la première occasion pour se venger de son ennemi. Il la trouva bientôt, Gavriilo ayant commis l'imprudence d'accepter une donation en espèces à l'occasion de l'ordination d'un prêtre. Le haut prélat fut accusé de simonie et relégué dans le monastère de Ravanica (1866). Le traitement qui lui fut infligé dans cette retraite fut si inhumain qu'après de multiples interventions Gavriilo fut libéré sur l'ordre du prince Michel. Epuisé par cette épreuve, le malheureux devait revenir mourir à Belgrade, chez son parent l'archimandrite Mraović, le futur Métropolite Teodosije ² (1871).

L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE ET LA RÉGENCE.

La fin tragique du prince Michel ne clôt pas seulement une phase importante de l'histoire serbe. Dans la vie de l'Église orthodoxe serbe, elle a aussi une signification qui n'est point négligeable. Du Hatti-chérif à la catastrophe de Topçider, l'activité de l'Église est à peu près entièrement absorbée par un travail de réforme intérieure : en plus de l'ancien *Načertanije*, deux nouveaux statuts ont vu le jour en 1847 et 1862. Mais, accaparée par cette tâche accablante, l'Église ne songe guère à intervenir efficacement dans la vie politique de l'État. Si elle prétend exercer une influence, c'est seulement sur le Knèze, par l'intermédiaire de son chef le Métropolite. Or le Knèze — un illettré comme Miloš ou un « Européen » comme son fils — exige la même obéissance passive chez ses sujets et chez ses ministres. Le premier sait commander avec l'énergie brutale d'un paysan, le second avec la raideur d'un magnat hongrois : pour venir à bout de l'un ou de l'autre il faudra recourir à l'insurrection ou à l'assassinat. Miloš ne s'est vraiment entendu avec Petar que pendant son premier

¹ Le Consul de France (Dozon) relate le conflit : « Leur choix (aux évêques) t arrêté sur l'Igoumène d'un couvent de l'intérieur, homme qui n'a reçu ni instruction ni éducation. Aussitôt, une députation du clergé est venue supplier le Prince de ne point ratifier cette élection et de nommer un candidat plus digne, par son instruction religieuse et par son habitude du monde, de remplir un siège regardé, après Belgrade, comme le plus important. Son Altesse m'a paru pencher tout à fait dans le sens de la protestation qui lui est adressée et pénétrée de l'urgence de relever le clergé qui, en général, plongé dans une ignorance épaisse et dans un état voisin de l'indigence, est aussi loin d'être à la hauteur de sa mission que de jouir de la considération dont il devait être entouré... » (Aff. Étr. fs. Belgrade, 20 novembre 1860).

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 26.

règne : encore dans les dernières années n'avait-il plus guère confiance dans son Métropolitte qu'il soupçonnait de participer aux intrigues des constitutionnalistes. Plus tard, sous le règne du faible Aleksandar Karadjordjević, un prélat ambitieux et doué d'esprit politique n'aurait pas manqué de jouer un rôle de grande envergure : Petar, discrédité et d'ailleurs sans goût pour la vie publique, abandonnait à Garašanin l'admirable instrument de propagande qu'était le *Načertanije* de 1844. Enfin, comme nous l'avons vu, il est hors de doute que, si le prince Michel avait vécu plus longtemps, le conflit qui devait opposer, sous les progressistes, le Gouvernement à la Hiérarchie orthodoxe serbe aurait éclaté beaucoup plus tôt. L'attentat de Topčider semblait donc ouvrir au Métropolitte Mihailo les perspectives d'un affermissement de son autorité et d'une extension de son influence.

Mais les circonstances n'étaient plus les mêmes que par le passé dans l'Église comme dans l'État ¹. Les jeunes générations de prélats éclairés étaient parvenues désormais aux postes de commande : évêques, archimandrites, archiprêtres n'étaient plus tous disposés à obéir aveuglément aux ordres d'en haut. Dans la vie politique, un nouveau et puissant facteur était apparu : les partis... Aux anciens rapports du Knèze et du Métropolitte conditionnés par des faits d'ordre psychologique et personnels, rapports qui se poursuivront d'ailleurs comme par le passé, se superposeront désormais des coalitions ou des conflits plus larges qui n'affecteront plus seulement deux hommes, mais auxquels prendront part les formations politiques et le bas clergé jusqu'alors tenu à l'écart. Dès lors, l'histoire de l'Église orthodoxe serbe cesse d'être la biographie des Métropolittes et la chronique de leurs démêlés avec le pouvoir temporel, pour devenir l'étude des aspirations et de l'influence d'une classe si intimement mêlée à la vie du peuple serbe qu'on ne saurait comprendre l'histoire de l'un sans connaître l'histoire de l'autre.

Il fallut, dans le désarroi qui suivit l'assassinat du Knèze, une ferme décision chez le Gouvernement d'abord pour prévenir le plan des conjurés, puis pour triompher d'une opinion publique encore attachée à l'idée que la dignité princière n'était pas transmissible héréditairement et qu'il était nécessaire de procéder chaque fois à une nouvelle élection. Un des hommes qui travaillèrent avec le plus d'énergie en faveur de la dynastie des Obrenović fut le ministre de la guerre Blaznavac. Il trouvait un collaborateur précieux, au sein même de l'Église orthodoxe serbe, dans l'archimandrite Mojsej ².

¹ Maksimović (Milan), *Srbija za vreme Namesništva*, Belgrade, 1872, p. 29.

² Jovanović (Slob.), *Vlada Milana Obrenovića*, t. I, Belgrade, 1934, p. 156.

Ce moine singulier, sans barbe et sans moustaches, avait un passé chargé — il avait été chassé de son couvent pour malversations. Il devait gagner la faveur des Régents. Blaznavac, qui ne se contentait pas d'utiliser le prestige de l'armée pour appuyer sa politique, selon l'opinion commune, mais qui connaissait l'appui qu'un gouvernement fort trouverait dans l'Église, avait sans doute promis à son nouvel agent une protection efficace pour parvenir à l'épiscopat. Plus réservé, le Métropolite Mihailo se proposait de servir d'intermédiaire entre les Régents et l'ancienne opposition libérale. Quand, sur les désirs de la Skupština convoquée au lendemain de l'attentat, on s'avisa de procéder à la rédaction d'une nouvelle constitution, les Régents instituèrent une commission spéciale chargée d'établir un projet, et firent appel pour la composer à la « fleur » des fonctionnaires et de l'*intelligenciya* ¹ : une des premières personnalités dont on sollicita le concours fut le Métropolite Mihailo. Nul n'était mieux désigné pour essayer de réaliser cet accord entre l'esprit d'autorité et d'ordre cher aux Régents et le besoin de réformes que ressentaient si vivement les libéraux des années 70. Dans la rédaction du texte de la Constitution on retrouve, en même temps que l'écho de ces préoccupations, l'empreinte personnelle du Métropolite : on a dit que le libéralisme de cette époque était une tentative assez paradoxale de conciliation entre un sens national exacerbé, une croyance innée dans la supériorité morale du paysan serbe (lisons « orthodoxe »), et d'autre part un culte un peu livresque de la civilisation occidentale et de ses principes politiques ².

Les articles de la Constitution touchant la question religieuse offrent le meilleur exemple de cette mentalité : on était parvenu à maintenir l'équilibre entre le principe « occidental » de la liberté de conscience et le postulat de la prééminence spirituelle et de la prépondérance matérielle de l'Orthodoxie serbe.

L'ÉGLISE ET LA CONSTITUTION DE 1869 ³.

L'article 11 de la Constitution déclarait : « Le prince serbe doit être de religion orthodoxe. A son avènement il prête devant la première assemblée nationale le serment suivant :

« Accédant au Pouvoir, je jure devant Dieu Tout-Puissant et sur ce que j'ai de plus sacré et de plus cher au monde, sur la Sainte Croix et sur l'Évangile, de conserver intacte la constitution de l'État, de

¹ Jovanović (Slob.), *Vlada Milana Obrenovića*, t. II, p. 87.

² *Ibid.*, p. 37.

³ Textes publiés par Avril (Adolphe d') dans un article sur *La Serbie chrétienne*, *Revue de l'Orient Chrétien*, 1896, p. 35 et sqq.

gouverner conformément à cette constitution et conformément aux lois, et d'avoir constamment en vue dans toutes mes tendances et dans toutes mes actions le seul bien de la nation. En prêtant ce serment solennel devant Dieu et la nation, je prends à témoin Dieu, à qui je devrai rendre compte au jour du jugement, et j'atteste la sincérité de ce serment en baisant le Saint-Évangile et la Croix de notre Rédempteur J. C. et qu'ainsi Dieu me soit en aide ! Amen. »

Le Métropolitte était un des membres les plus influents de la commission constituante de la Saint-Nicolas. On pouvait reconnaître l'empreinte de sa pensée dans cette formule originale de serment qui s'efforçait d'accommoder des formes politiques avancées à un incontestable conservatisme social.

L'article 19 mettait à nouveau hors de discussion la question de la religion à laquelle devait appartenir le futur Knèze : « l'héritier du trône serbe doit être de religion orthodoxe ».

De même l'article 31 proclamait que « la religion dominante en Serbie est la religion orthodoxe » mais ajoutait aussitôt : « Tous les autres cultes reconnus sont libres. La célébration de leurs cérémonies est placée sous la protection de la loi. Nul ne peut arguer des prescriptions de la religion qu'il professe pour se soustraire à l'accomplissement de ses devoirs de citoyen (allusion au prosélytisme antimilitariste des sectes). Toute agitation qui porterait atteinte à la religion orthodoxe est interdite ».

Les religions reconnues en Serbie ou qui seront reconnues par une loi ont la faculté d'exercer publiquement leur culte (art. 119).

Le prince est le protecteur de toutes les religions reconnues en Serbie. Les organes spirituels de toutes les religions sont sous la surveillance du Ministre des Cultes (art. 120).

L'administration des affaires intérieures des cultes est réglée pour chaque Église conformément à ses canons. Pour l'Église orthodoxe, elle relève du conseil des évêques (Synode) et pour les autres églises des autorités spirituelles compétentes (art. 120).

La correspondance de l'autorité spirituelle de l'Église orthodoxe avec les autorités spirituelles ou les conciles au dehors est soumise à l'approbation du Ministre des Cultes. La correspondance des ministres des autres religions avec les autorités et les conciles au dehors doit être vue et approuvée par le Ministre des Cultes (art. 121).

Aucun acte émanant d'une autorité spirituelle ou d'un concile ecclésiastique au dehors ne peut être publié dans la Principauté sans l'autorisation du Ministre des Cultes.

Les plaintes portées contre les abus des autorités ecclésiastiques de l'un des cultes reconnus par l'État sont déferées au Ministre des Cultes (art. 122).

Les ministres du culte dans leurs rapports et leurs actes civils, comme en ce qui touche leurs biens, sont soumis aux lois communes de l'État (art. 123).

Toutes les écoles et établissements d'éducation sont placés sous la surveillance de l'État (art. 124).

D'Avril note justement que les articles 121 et 122, prévoyant l'intervention du Ministre des Cultes dans le cas d'« abus » des autorités ecclésiastiques ou instituant son contrôle sur les actes émanant d'autorités spirituelles du dehors, étaient de nature à gêner, sinon à entraver complètement « la constitution d'une hiérarchie régulière » catholique au moyen d'un concordat ¹.

La Régence a été le régime le plus favorable à l'Église orthodoxe qu'ait connu la Serbie. Non seulement tout conflit avec les autorités ecclésiastiques fut évité, mais le gouvernement tint à témoigner le plus grand respect au clergé en toute occasion. Aux élections complémentaires d'août 1870 pour la Skupština, l'évêque d'Užice, Janićije, celui de Negotin, Jevdjenije, celui de Šabac, Mojsej, ainsi que 3 archiprêtres furent désignés par le gouvernement ². Les solennités religieuses sont rigoureusement et officiellement observées. Partout en Serbie s'élèvent de nouvelles églises, tandis que l'on procède à la restauration des anciennes. De 1858 à 1867 on n'avait construit et restauré en Serbie que 60 églises. De 1862 à 1873 on en construisit et restaura 75, dont 19 pendant la seule année 1872 ³. Encouragé par la bienveillance dont il était entouré, le haut clergé ne craignait plus de manifester librement ses volontés et ses désirs. En octobre 1871 le Synode épiscopal demandait au gouvernement de combattre avec énergie le « mauvais esprit du temps » et lui soumettait un plan pratique de répression contre les blasphémateurs et les débauchés ⁴. La Hiérarchie ecclésiastique s'arrogeait même le

¹ D'Avril souligne que les catholiques de Serbie avaient relevé jusque vers 1848 du diocèse de Nicopolis ad Istrum. Puis ils furent placés sous la juridiction de l'Évêque de Djakovo en Slavonie. « On paraît désirer à Belgrade l'adjonction de la Serbie catholique au vicariat apostolique des Franciscains de Bosnie qui sont de race et langue serbe. »

Avril (A. d'), *art. cit.*, p. 35.

² Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, t. I, p. 247.

³ Chiffres établis d'après les statistiques dressées par le Métropolite Mihaïlo dans sa *Pravoslavna srpska crkva u Kraljevini Srbiji*, Belgrade, 1895.

⁴ Le Métropolite Mihaïlo avait lui-même reconnu, dans un mandement paru en ce même mois d'octobre 1871, le fléchissement continu de l'esprit religieux chez le peuple. Il dénonçait, lui aussi, le « *zao duh vremena* » qui contaminait de plus en plus les jeunes générations, atteignait toutes les classes et pénétrait même dans les écoles. Dans la vie familiale elle-même, la religion ne rencontrait plus le respect traditionnel dont on l'avait entourée tant de siècles durant. « Beaucoup trouvent glorieux d'ébranler chez des croyants au cœur simple les vérités

droit d'intervenir dans les débats de la Skupština et de relever vertement les paroles « inconsidérées et injurieuses » qui pourraient y avoir été prononcées. Le même mois où le Synode partait en guerre contre le blasphème, il protestait énergiquement auprès du gouvernement contre un discours tenu à la Skupština et jugé irrespectueux pour le clergé, tant séculier que régulier. Cette protestation mérite d'être citée en partie, non seulement pour sa violence, mais pour la conception que se faisaient les évêques de leur autorité :

« Le discours qui a été tenu dans l'Assemblée sur le clergé séculier et régulier, sur les monastères et les évêques, et les paroles prononcées par quelques députés à des séances publiques, paroles publiées dans les journaux, nous ont profondément désolés, violemment émus et peînés.

Le Synode est placé dans une situation très désagréable et très pénible, et craint les conséquences dangereuses d'un semblable esprit et d'une telle orientation. Il a reçu des informations qui signalent que le clergé des deux ordres est blessé, du fait que l'on ait permis que l'on jette de la boue sur lui, sous les yeux du gouvernement, en présence de Messieurs les Ministres. Devant cette offense il est prêt aux gestes extrêmes et à des mesures désagréables.

...Vous comprendrez, Messieurs, les conséquences d'un tel procédé et la situation dans laquelle se trouvent actuellement l'Église, la Foi et ses serviteurs. Vous pouvez apprécier l'importance des institutions religieuses pour l'avenir de notre peuple. Vous savez que ces institutions n'existent pas d'hier et qu'elles ne dépendent pas de la volonté d'une personne ou d'une autre. Vous vous souviendrez que vous nous avez, en de nombreuses occasions, déclaré à quel point vous estimez la Foi, l'Église et notre clergé. Vous avez solennellement déclaré que vous nous étiez très reconnaissants pour le maintien de

de la foi en tournant en dérision la religion, ses apparences extérieures et sa signification intrinsèque ». Le mal était grand : la société serbe minée par l'athéisme et le matérialisme ne pourrait plus résister à ses ennemis, car chacun savait que la religion orthodoxe formait l'ossature morale de la nation serbe. Il fallait agir vite si l'on voulait éviter une complète décomposition. Jusqu'alors on n'avait cherché à remédier à l'impiété qu'en exigeant du bas clergé un zèle plus grand dans l'accomplissement de son devoir : le Métropolite Petar recommandait la multiplication des prêches, l'assiduité aux offices, etc... Ce n'est qu'accessoirement qu'il songea à faire appel à l'autorité de l'État, personnifiée dans le Knèze Miloš. Le Métropolite Mihailo, au contraire, songe avant tout à obtenir de l'État les moyens coercitifs nécessaires, selon lui, pour arrêter le mal à ses débuts. Il demandait donc au Synode épiscopal de prier le gouvernement de préparer un projet de loi qui punisse sévèrement tous ceux qui dénigrent, attaquent ou rabaissent les objets de la foi : tous ceux qui jurent ou cherchent à ébranler chez d'autres leurs croyances religieuses ou bien mènent publiquement une vie scandaleuse contraire à la religion. (*Zbornik pravila...* etc., p. 139-40).

l'ordre dans le pays et la consolidation de la dynastie nationale. Et que voyons-nous maintenant ? On tolère la persécution du clergé, on le laisse déshonorer par des appellations qu'on ne donnerait à aucun citoyen serbe sans être poursuivi et condamné à une amende ; on jette publiquement de la boue sur notre face, sans que Messieurs les Ministres jugent opportun d'intervenir.

Jugez-en, Messieurs, avons-nous le droit d'être indifférents devant une situation aussi malheureuse ? Pouvons-nous tolérer une telle humiliation de la Religion, de l'Église et du clergé dans un pays dont le gouvernement est orthodoxe ?

Nous devons élever notre voix pour défendre la dignité de la religion et de l'Église, et outre la peine et la tristesse amères que nous exprimons, nous nous trouvons obligés de demander au Gouvernement de ce pays : Pouvons-nous espérer que la Foi, l'Église et le clergé, séculier et régulier, trouveront un appui auprès du Gouvernement ? Pouvons-nous avoir la conviction que les lois de l'Église garanties par les constitutions religieuses seront protégées ? Pouvons-nous avoir la certitude que nous ne serons pas forcés à des réformes en contradiction avec les canons de l'Église orthodoxe ?

Nous supplions humblement Messieurs les Régents de répondre à la question que nous posons : car nous voulons, et nous avons besoin de savoir quelle est notre position, après ces vexations et ces licences inouïes, qui tendent à détruire les constitutions ecclésiastiques...

...Nous voulons que l'on mette fin à ces abus, que l'on relève l'Église et qu'on lui donne une position florissante pour le bonheur et la gloire de la nation. Mais si l'incompétence veut s'imposer et détruire des constitutions qui existent depuis l'origine de l'Église, nous avons la mission de nous y opposer de toutes nos forces et d'arrêter le torrent auquel donne naissance l'esprit de licence, au détriment de toute l'Orthodoxie comme au préjudice de la morale¹ ».

Le Métropolite Mihailo rapporte dans sa *Kanonska odbrana pravoslavne crkve u Srbiji* que « les Régents et les Ministres déclarèrent en personne qu'ils regrettaient beaucoup que certains députés aient prononcé des paroles inconvenantes, non point sur le clergé séculier et régulier en général, mais sur certaines personnes appartenant à ces ordres² ». Le Gouvernement déplorait que le Synode eût pu croire un seul instant qu'il avait toléré une attaque contre l'Église. Cet incident dans l'histoire de l'Église orthodoxe serbe sous la Régence

¹ Métropolite Mihailo, *Kanonska odbrana pravoslavne crkve u Srbiji*, Belgrade, 1881, p. 12-15.

² *Ibid.*, p. 18-19.

révèle jusqu'à quel point le pouvoir temporel savait s'humilier devant les exigences de la haute prélature ¹.

PORTRAIT DU MÉTROPOLITE MIHAÏLO.

En 1859, lorsqu'il monte sur le siège métropolitain de Belgrade et qu'il prend la direction de l'Église serbe, Mihailo n'a pas plus de 33 ans. Petit, émacié, les yeux brûlants de fièvre et une faible voix douce qu'il tenait de sa mère, pauvre paysanne, fille de prêtre, c'est un peu le portrait d'un ermite (Sl. Jovanović) ². Mais sous d'aussi frêles apparences, dans ce corps chétif s'abrite l'âme passionnée et ardente d'un apôtre du nationalisme et d'un homme politique. Nul n'a mieux incarné les défauts comme les qualités du prélat serbe politicien : ceux qui l'ont approché et connu se souviennent de la volonté inflexible poussée jusqu'à l'entêtement, de l'extraordinaire énergie de ce « moinillon ». Ceux qui ont dû affronter les foudres du Métropolitain, s'ils ont pu être indifférents aux anathèmes, ont cependant été les victimes, finalement, des intrigues et des « machinations » d'un pasteur fort bien familiarisé avec le jeu politique ³.

Ce défenseur modèle de l'Église était un esprit très laïque. On pouvait le supposer après l'avoir vu résister respectueusement, mais fermement aux instances de son maître le Métropolitain Petar qui souhaitait une prompte ordination. Ce qui retenait Mihailo d'entrer dans l'Église, c'était la crainte de ne pas avoir les moyens de jouer le rôle qu'il ambitionnait : celui d'éveilleur de la nationalité serbe.

¹ En 1874 le Métropolitain Mihailo se trouvait en désaccord avec le gouvernement serbe à l'occasion de la nomination de l'évêque de Žiča. Le siège était vacant à la suite de la mort de Janićije, qui avait laissé à Kraljevo — ancienne résidence de l'évêque — le souvenir d'un prélat modèle de la vieille école de Petar. Le ministre Ristić proposait comme candidat l'archimandrite Jovšić, homme d'une très haute culture. Mihailo qui détestait les « moines-professeurs » s'opposa de toutes ses forces au candidat officiel. Cette attitude était d'autant plus intéressante que le Métropolitain était une des personnalités les plus représentatives du parti de Ristić. Ce n'est qu'après la démission de ce dernier et la constitution d'un cabinet Marinović-Čumić que la candidature Jovšić fut écartée et que le gouvernement et la hiérarchie tombèrent d'accord sur la nomination de l'archimandrite de Vračevnica, Vičentije, au siège de Žiča (cf. Ilić, *Moji doživljaji*, p. 43-45).

² Jovanović (Sl.), *Vlada Milana Obrenovića*, t. II, p. 417.

³ Le Métropolitain Mihailo, alors qu'il n'était encore qu'évêque de Šabac, avait écrit lui-même sa biographie à l'occasion de sa réception dans le *Društvo Srbske Slovesnosti* (17 juin 1857) : Né en 1826 dans le district d'Aleksinac, il avait fait ses premières études à Negotin, puis était venu à Belgrade en 1843 suivre pendant trois ans les cours du Séminaire. Il avait étudié en Russie de 1847 à 1853 et avait été nommé en 1854 professeur de Dogmatique au Séminaire de Belgrade. *Arch. Acad. Roy. Serbe*, n° 27.

La formation religieuse qu'il avait reçue en Russie l'incitait moins à voir dans l'Église de l'immense Empire la protectrice et la conseillère de la jeune Église de la Principauté, qu'à rechercher à travers elle l'appui politique de la Russie pour la Serbie.

Lui-même se montrait très libéral. On en a une preuve dans ses rapports avec Vuk Karadžić, qui furent toujours cordiaux. Sa correspondance avec le réformateur de l'orthographe serbe est particulièrement significative. Dans une lettre qu'il écrit à Vuk, le 5 juin 1862, le Métropolite déclare qu'il ne voit aucun inconvénient à ce qu'il y ait en Serbie deux traductions différentes de l'Évangile, au contraire de ce qui existe en Russie où une seule version est admise :

« Le temps décidera quelle est la meilleure traduction, l'important est de ne pas laisser le peuple sans les Saintes-Écritures ¹ ».

Mihaïlo n'a pas été un réformateur de l'Église orthodoxe serbe. Il reçut celle-ci comme la lui avait transmise son prédécesseur, et, à part la loi sur les autorités religieuses de 1862, à la rédaction de laquelle il présida, son nom ne s'attache pas, comme celui de Petar, à des réformes fondamentales de l'Église. Tout au plus rappellera-t-on l'innovation la plus notable : la séparation de l'administration religieuse et de la justice d'Église.

MIHAÏLO FONDATEUR DE LA LITTÉRATURE RELIGIEUSE SERBE.

Le Métropolite Mihaïlo est le fondateur de la littérature religieuse serbe ² : avant lui, le Métropolite Petar s'était borné à la rédaction d'ouvrages pédagogiques, de grammaires et même de manuels d'algèbre, mais Mihaïlo s'était assigné la tâche de fournir aux jeunes prêtres de l'Église serbe formés en Russie un matériel d'enseignement apologétique et théologique supérieur à celui qui était nécessaire aux pasteurs de la première Église. Il ne saurait être question de faire l'inventaire fastidieux de toutes ces œuvres dont certaines n'eurent qu'un but d'édification sans grand intérêt historique ³. Quelques-unes, toutefois, méritent une mention particulière, tel ce

¹ *Arch. Acad. Roy. Serbe*, n° 8307-3. Dans une autre lettre datée du 24 septembre 1862, Mihaïlo félicite Vuk d'une décoration conférée par la Russie et exalte les mérites de son œuvre (n° 8307-4).

Les deux traductions auxquelles fait allusion Mihaïlo, toutes deux de la Société biblique, sont celle de Stojković (dernière édition, 1834) et celle de Vuk Karadžić dont la 2^e édition a paru en 1857.

² Voir art. de Božić (N.), *Gradja za istoriju crkvenog besedništva u nas* dans le *Vesnik Pravoslavne Crkve*, 1900.

³ *Svetkovina 25-togodišnje arhijerejske službe Mitropolita srpskog Mihaila*, Belgrade, 1880, p. 181.

Regard sur l'histoire de l'Église serbe (Pogled na istoriju Srpske crkve), que Mihailo écrivit dans sa jeunesse alors qu'il était encore un des étudiants de l'Académie spirituelle de Kiev. Cette étude, qui parut en 1856, a pu être considérée à juste titre comme le premier essai d'histoire ecclésiastique serbe ¹. Après avoir rédigé plusieurs brochures d'édification religieuse comme le *Journal de l'âme*, en 1859, et signé des mandements adressés au clergé serbe, restés célèbres pour leur fermeté de ton et l'élévation de pensée, le Métropolitain s'était, dès 1860, voué à la polémique qui correspondait mieux à son tempérament combattif. Il s'était appliqué à réfuter un certain Tschorkljan qui, dans un livre paru à Vienne, avait violemment attaqué l'Orthodoxie. Il est curieux de constater que le livre de Tschorkljan était destiné à la « Nation serbe ». C'était une des premières passes d'armes de Mihailo avec « les hérauts de la propagande jésuite », comme il appelait les écrivains catholiques romains. Si le Métropolitain se révélait dès le début de sa carrière un ennemi farouche de cette propagande, il témoignait de plus d'esprit d'opportunité dans la question du rapprochement de l'Église orthodoxe et de l'Église anglicane. Nous avons déjà vu son attitude favorable à ce propos sous le règne du Prince Michel et nous savons que ce dernier s'était opposé, pour des motifs de politique intérieure, au voyage à Londres du chef de l'Église serbe ². Or, en 1863, le Métropolitain avait traduit en serbe la célèbre *Lettre du Patriarche de l'Église orthodoxe catholique orientale sur l'Église orthodoxe adressée aux Anglais*, destinée à exposer la doctrine de l'Orthodoxie en la confrontant avec la doctrine anglicane pour travailler ainsi au rapprochement futur des deux confessions ³. Outre ces ouvrages d'apologétique, Mihailo était l'auteur d'un très grand nombre de sermons, de discours, de mandements. On a conservé entre autres sa célèbre oraison funèbre des soldats tombés pendant le bombardement de Belgrade, qui a été considérée comme un des premiers modèles de la littérature religieuse patriotique. En 1865, Mihailo prononçait un grand discours à l'occasion du cinquantenaire de la libération de la Serbie, où il rappelait que « ce qui avait sauvé la Serbie et lui avait permis de passer par tant d'épreuves c'était sa foi inébranlable dans le Seigneur et son cœur héroïque qui lui avaient donné la force de briser les chaînes rouillées du bourreau asiatique ⁴ ». Cette éloquence patriotique resta

¹ *Ibid.*, p. 182.

² Voir plus haut, p. 217.

³ *Svetkovina 25-togodišnje arhijerejske službe Mitropolita srpskog Mihaila*, p. 186.

⁴ *Ibid.*, p. 187.

longtemps gravée dans les cœurs serbes. Elle était dans le ton du nationalisme sentimental et démagogique des anciens libéraux.

Avec son patriotisme, Mihailo tenait à proclamer solennellement son loyalisme et son attachement à la dynastie, attachement qui, dans la suite, devait singulièrement s'affaiblir.

Créateur de la littérature apologétique et dogmatique, le Métropolite inaugurait aussi en Serbie un genre nouveau, celui des ouvrages de morale et d'éducation sociale, ou comme nous dirions aujourd'hui, d'hygiène sociale : ouvrage de pédagogie infantile comme son *Enseignement aux Mères pour l'éducation du petit enfant*, ou précis à l'usage des adolescents, comme sa brochure sur la *Majorité des jeunes filles* ou son *Ami de la Jeunesse*, ouvrages qui jouirent d'une grande faveur auprès du public religieux de Serbie ¹.

Si l'on veut porter un jugement d'ensemble sur l'œuvre littéraire religieuse du Métropolite, il faut songer que ce n'était ni un Docteur de l'Église ni un réformateur : ses travaux sont presque tous inspirés soit par un esprit de polémique politique, soit par le désir de fournir aux fidèles serbes orthodoxes le matériel d'enseignement pédagogique et religieux qui leur manquait jusqu'alors.

Enfin, les parties de son œuvre² consacrées à la polémique révèlent un esprit mordant et des qualités d'ironie et d'âpreté qui le placent au premier rang des polémistes serbes et permettent à l'historien, mieux que toutes les homélies et tous les mandements, d'évoquer l'ardente personnalité du Métropolite.

Parmi d'autres œuvres d'actualité, il y a lieu de citer également une brochure assez curieuse qui contenait le récit de la consécration religieuse du Knèze Milan et conservait minutieusement les détails de la cérémonie : Prières effectuées par le clergé, serment prêté par le Prince, enfin onction du Knèze selon un rite que le Métropolite déterminait pour l'avenir (*Čin pomazanja sv. mirom Knjaza Srpskog Milana M. Obrenovića IV*, Belgrade, 1868) ². Ce rite « reconstitué » un peu artificiellement, et qui empruntait ses éléments au couronnement des rois serbes au moyen âge, n'avait pas seulement la valeur d'un retour aux traditions historiques, mais traduisait assez nettement l'intention de l'Église orthodoxe serbe et de son Pasteur, le Métropolite Mihailo, de maintenir le rôle essentiel de l'Église dans cette cérémonie du Sacre royal. Ainsi les libéraux, en même temps qu'ils s'efforçaient d'obtenir la reconnaissance des droits souverains de l'Assemblée Nationale dans laquelle ils voyaient l'expression suprême du « Peuple » et qu'ils persistaient à nommer le Prince l'Élu du Peuple, ne craignaient pas, par une singulière contradiction, de

¹ *Ibid.*, p. 188-189.

² *Ibid.*, p. 188.

donner une vigueur nouvelle à des rites médiévaux. Nous avons vu que l'on avait pu expliquer cette équivoque par le « romantisme » libéral, qui conciliait un occidentalisme politique parfois mal digéré et un culte naïf de la nation serbe jugée par tous les libéraux moralement supérieure aux autres peuples. Il est peut-être plus simple de supposer que le parti libéral avait tout intérêt à accepter le renforcement d'une Église qui était alors dans les mains d'un de ses partisans les plus actifs, le Métropolitte Mihailo.

LE SACRE DU SOUVERAIN SERBE.

Jusqu'à ce que Milan soit monté sur le trône serbe, les différents souverains qui s'étaient succédés fondaient leur autorité à la fois sur le consentement populaire et la reconnaissance officiellement exprimée de la Sublime Porte. On a vu que Petar lui-même se gardait bien de justifier les aspirations au pouvoir absolu du Prince. Un contrat, toujours révocable, liait le Souverain à son peuple qui, en quelque sorte, restait l'interprète sur la terre des volontés divines. Ce n'est qu'après l'assassinat du Prince Michel à Topčider que l'on éprouva le besoin de donner à la dignité suprême de la Principauté le prestige que pouvait seul lui conférer une consécration religieuse. C'était aussi un moyen de mettre un terme à l'anarchie que de rendre à la personnalité du souverain le caractère sacré qu'elle avait au moyen âge. Ces considérations expliquent que le Métropolitte Mihailo se soit efforcé de donner à la cérémonie de sacre princier toute l'ampleur et toute la majesté qu'il lui attribuait dans le passé. Le jeune Milan fut solennellement oint (*miropomazan*) dans l'église cathédrale de Belgrade par le Métropolitte Mihailo, le 23 juin 1868. Tout le haut clergé serbe assistait à cette cérémonie, que l'évêque de Žiča, Sava Dečanac, nous a décrite avec exactitude :

« Le Métropolitte, les évêques et le clergé attendaient le Knèze à la porte occidentale de l'église. Quand le souverain entra dans l'église, un des évêques l'encensa. Le Métropolitte lui présenta la croix à baiser, l'aspergea d'eau bénite, et lui tint l'homélie suivante :

« Les bras ouverts et le cœur plein de chaleur, Nous venons à Ta rencontre sur le seuil de la Maison de Dieu, dans laquelle Tu pénètres pour recevoir la consécration de l'Église à la dignité de Souverain serbe, à laquelle T'élèvent Dieu et l'amour de la nation... ¹ »

¹ Évêque Sava Dečanac, *Vladalac i narod (Krunisanje i Miropomazanje Vladaoca, dužnosti njegove i narodne)*, Belgrade, 1897, p. 197.

Ainsi, détail caractéristique, à l'origine du pouvoir du Knèze, le Métropolite Mihailo distingue trois éléments : le consentement populaire, le choix divin, et l'approbation de l'Église serbe. C'est dire qu'il ne peut nullement être question d'une « royauté sacerdotale », ni d'une « royauté de droit divin » comme l'envisageront, au moment du conflit de l'Église et de l'État, certains milieux progressistes. Mais poursuivons le récit du Sacre :

« Après (le discours du Métropolite) le clergé précéda le souverain jusqu'au milieu de l'église, puis il entonna le Psaume CI de David : « Je chanterai la bonté et la Justice : Éternel ! je Te psalmodierai. » Parvenu au centre de l'église le cortège s'immobilisa. Alors du haut de l'ambon le Métropolite annonça au Souverain qu'il allait lui demander une profession de foi publique. Milan lut le Symbole de la religion orthodoxe que deux évêques lui présentaient. Puis l'office liturgique commença par le triple chant du Tropaïre : *Spasi, Gospodi, ljudi tvoja...* ; se poursuivit par la lecture de l'Épître aux Romains : « Que toute personne soit soumise aux puissances supérieures : car il n'y a pas de puissance qui ne vienne de Dieu et les puissances qui subsisteront ont été établies par Dieu... » (Épître aux Romains, XIII,1). Enfin, après les dernières prières, le Métropolite procéda au rite de l'onction avec l'Huile Sainte, tandis que sonnaient toutes les cloches belgradoises et que retentissaient les canons de la forteresse. Une allocution du Métropolite conclut la cérémonie et Mihailo eut l'occasion de rappeler au Peuple l'interdiction divine qui protégeait les « Oints du Seigneur » : *Ne prikasajtesja pomazanim mojim* ¹. Le roi Alexandre devait être consacré avec le même cérémonial et les mêmes paroles devaient être prononcées pour lui, le 20 juin 1889, comme elles l'avaient été pour son père ; mais le sacre ne lui permit pas d'échapper à sa destinée...

MIHAÏLO ET LA RUSSIE.

Si le Métropolite jouissait en Serbie d'un prestige politique aussi exceptionnel, si l'on recherchait aussi avidement son appui tout comme l'on redoutait son inimitié, c'était moins à son tempérament de polémiste ou à sa position de premier plan au sein du parti libéral qu'il en était redevable, qu'aux solides attaches qu'il avait conservées en Russie. Le Métropolite Mihailo a été le premier Serbe profondément russophile : par sentiment et par politique ². On ne pou-

¹ Sava Dečanac, *op. cit.*, p. 203.

² En décembre 1859 l'agent de la France à Belgrade, de Vallat, notait déjà la russophilie du Métropolite : « Lorsque j'eus l'honneur de voir ce prélat à mon

vait concevoir un rapprochement serbo-russe sans son intervention. Quand Blaznavac, dans l'automne de 1868, avait voulu engager des négociations directes avec Gorčakov, c'était au Métropolite qu'il s'était adressé, en dépit du refroidissement qui régnait entre eux depuis qu'au lendemain de la catastrophe de Topčider le Métropolite avait été écarté du nombre des Régents, contrairement à la volonté expresse de la Russie ¹.

Sa popularité dans l'Empire allait en croissant sans cesse. En 1869, lorsqu'il se rendit en Russie pour assister au « cinquantenaire » de l'Académie Spirituelle de Kiev, son voyage fut un véritable triomphe. Il fut solennellement reçu par les Autorités religieuses et civiles à Moscou et à Pétersbourg ². Le 26 octobre 1869, il était accueilli par la *Société slave* qui tint en son honneur une assemblée générale de tous ses membres. Il fut salué par A. F. Hilferding et I. Filipov. St. M. Dimitrijević soutient que c'est à partir de ce voyage en Russie (où il fut accompagné par le célèbre archimandrite Nicéfor Dučić et l'igoumène Josip) que « Mihailo commence à devenir pour la Russie officielle, pour l'Église russe et pour la grande nation russe la personnalité la plus significative chez les Slaves non russes, dans le Midi orthodoxe et en général en Orient ³ ».

Si, pendant la guerre qu'elle dut soutenir avec la Turquie, la Serbie reçut de la Russie une aide morale et financière, bien que le gouvernement russe ne lui fût guère favorable, c'est au Métropolite Mihailo qu'elle en fut redevable : le prélat jouissait d'un énorme prestige auprès des comités slavophiles. Jamais, toutefois, la Russie n'avait mieux témoigné sa sollicitude pour Mihailo qu'à l'occasion du Jubilé qui, quelques jours avant que le Patriarche œcuménique proclamât l'autocéphalie de l'Église serbe, consacrait en 1879 ses vingt-cinq ans de vie pastorale. Le Métropolite de Moscou, Makarije, et le Comte Dmitrij Tolstoj envoyèrent leurs plus chaleureuses félicitations. La « Bibliothèque impériale » de Pétersbourg, dont le Métropolite était membre d'honneur, lui adressait un message enthousiaste, lui souhaitant de rester de longues années encore à la tête de l'Église serbe ⁴. Enfin, la « Société Slave » de Pétersbourg se montrait encore plus expansive :

arrivée à Belgrade, il me parla de Pétersbourg, d'où je venais alors, dans des termes qui m'ont donné à croire qu'il a rapporté de Kieff un attachement pour la Russie que je pourrais presque qualifier de dévouement absolu... » (Aff. Étr. fs. Belgrade, 19 décembre 1859).

¹ Jovanović (Slob.), *Vlada Milana Obrenovića*, t. I, p. 194, n° 2.

² Dimitrijević (Arch. St. M.), *Mihailo arhiepiskop beogradski i Mitropolit Srbije*, p. 25.

³ Dimitrijević (Arch. St. M.), *op. cit.*, p. 25.

⁴ *Svetkovina 25-togodišnje arhijerejske službe Mitropolita Srpskog Mihaila*, p. 100.

... « La Sainte foi orthodoxe, semée dans le champ slave, grâce à l'effort des Saints apôtres slaves Méthode et Cyrille, est le bien le plus précieux du monde slave, la barrière qui défend le plus solidement ses libertés raciales et spirituelles — c'est la protectrice et la gardienne de ses principes nationaux !... »

... Servir l'Orthodoxie c'est servir le slavisme. Mais ce service sur le plan religieux est bien plus pénible que dans le domaine politique...

... Votre parole pastorale a été entendue, non seulement au sein de votre troupeau, dans le peuple serbe, mais, ainsi qu'on a pu le voir en 1875, elle a retenti aussi dans le peuple russe quand vous avez lancé votre appel en faveur d'un secours aux Herzégoviniens qui luttaienent pour la foi orthodoxe...

... Vous avez béni le début de la lutte pour la liberté. Vous avez, par votre parole et par vos actes, soulagé les blessures et l'indigence des victimes et de tous ceux qui participaient à cette lutte. Les Russes qui, durant ces quatre dernières années, étaient en Serbie, vous sont presque tous obligés pour votre aide ou pour vos conseils. Chacun d'eux conserve respectueusement un souvenir reconnaissant de Vous. Plus tard votre activité vous a rapproché encore davantage de la société russe et du peuple russe... ¹ ».

La Russie, qui déjà ne tenait plus le Knèze Milan pour un allié très sûr, avait profité de l'occasion pour l'humilier en accordant au Métropolite un ordre plus élevé que celui dont elle avait gratifié le souverain ².

Ce jubilé révéla l'extraordinaire popularité de Mihailo non seulement dans les cercles ecclésiastiques de Belgrade et de Saint-Pétersbourg, mais aussi dans la haute société des deux pays. En Russie, en particulier, certains milieux croyaient à une mission « slave » du Métropolite.

« Plaise à Dieu, lui écrivait N. Durnovo, que le jubilé de vos vingt-cinq ans de service pastoral, célébré dans le même temps que le patriarche de Constantinople reconnaît l'indépendance de l'Église serbe, soit le signe précurseur que le moment n'est pas éloigné où Votre Éminence deviendra le chef suprême de la hiérarchie serbe unifiée, de même que le moment n'est pas éloigné où non seulement la Šumadija, mais aussi les hiérarques de Bosnie, de Vieille Serbie, du Monténégro, d'Herzégovine, du Srem, de la Bačka et du Banat, et des autres pays serbes, s'uniront en un tout politique et religieux... ³ »

¹ *Svetkovina 25-togodišnje arhijerejske službe Mitropolita Srpskog Mihaila*, p. 103-104.

² Jovanović (Slob.), *Vlada Milana Obrenovića*, t. II, p. 297.

³ *Svetkovina 25-togodišnje arhijerejske službe Mitropolita Srpskog Mihaila*, p. 108-109.

Effectivement, de tous les points du monde serbe des messages de respect ou d'affection témoignaient d'un même attachement au Métropolitain. De Bosnie parvenait cet appel : « Écoute aussi la voix de la triste Bosnie. Notre volonté a été trahie, notre idée a été troublée. Nous sommes un troupeau sans pasteur, dans la confusion, et nous ne savons ni ce que nous serons ni où nous irons. La terre est dure et le ciel est haut. Une affreuse injustice tue en nous tous sentiments humains. Et dans cette lourde peine et dans cette misère, c'est pour nous un allègement de l'âme et du cœur que de nous souvenir de ce que tu as fait pour nous, Pasteur bien-aimé, pour notre meilleur avenir, qu'une Puissance plus forte maintenant retarde et cherche à contrarier. Nos enfants, nos écoles, nos églises, nos pauvres ont toujours trouvé un secours et un enseignement pendant tout le temps de ton ministère, soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres personnes ¹ ».

RAISONS DE LA POPULARITÉ DE L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX RUSSE.

Si l'Église orthodoxe serbe, sous la direction de Mihailo, indiquait aussi délibérément au peuple serbe le chemin de la Russie, la raison n'en était pas seulement dans la russophilie politique de ses hiérarques. Avant de célébrer les vertus du régime étatique russe, le haut clergé vantait les bienfaits de l'organisation ecclésiastique de l'Empire. Et sans doute, à cette époque, l'éloge était-il fondé. Il est très vraisemblable que le niveau des études théologiques dans les « Académies spirituelles » de Russie était sensiblement plus élevé que dans les pays « occidentaux ». L'enseignement religieux donné à Cernăuți, par exemple, restait très inférieur à celui de Kiev. En matière de théologie on se montrait, en Russie, assez sévère pour la délivrance des diplômes. Des prélats célèbres dans tout l'Empire pour leur science dogmatique, comme les métropolitains Antonij Vatrovskij et Antonij Hrapovickij n'étaient docteurs en théologie qu'*honoris causa* et l'ancien patriarche de Moscou Tikhon, réputé lui aussi pour sa prodigieuse érudition, n'avait jamais dépassé le grade de « candidat en théologie » ². La plupart des anciens élèves serbes de ces Facultés de théologie russes, qu'ils fussent boursiers d'État ou étudiants libres, se sont plu à reconnaître « l'excellence » de l'enseignement qui y était prodigué. Un de ceux-ci, qui devint

¹ Dimitrijević (St. M.), *Mihailo arhiepiskop beogradski i Mitropolit Srbije (1859-1898)*, p. 33-34.

² Majevskij (Vl. A.), *Srpski Patrijarh Varnava i njegovo doba*, Osijek, 1933, p. 39.

plus tard un des plus célèbres professeurs belgradois, Lj. N. Rajić, avouait : « Je ne pécherai pas contre la vérité ni contre ma conscience en disant que les facultés de théologie orthodoxe d'Athènes et de Cernăuți ne peuvent être comparées avec celles de Russie... leur mérite ne résidait point dans leur statut organique d'*internats*, condition *sine qua non* du séminaire, mais dans l'esprit religieux élevé dominant, dans ces magnifiques conditions de travail, dans ces riches bibliothèques et ces professeurs et ces savants éminents, qui enrichirent par leurs travaux toute l'Église orthodoxe et la théologie. » Même en tenant compte d'une exagération assez naturelle chez ces disciples enthousiastes, il faut convenir que, seule, une supériorité réelle de l'enseignement a pu exercer sur les étudiants orthodoxes des Balkans une aussi puissante attraction. Pour Kiev et Moscou nul n'hésitait à renoncer aux centres d'enseignement pourtant plus accessibles de Karlovci et Cernăuți, ou d'Athènes.

MIHAÏLO ET STROSSMAYER.

La russophilie du Métropolite Mihailo était néanmoins plus politique que religieuse. Si, dans le domaine de la théologie, de la dogmatique et de la législation ecclésiastique, il ne craignait pas de s'inspirer franchement de l'exemple russe, il entendait conserver sa pleine indépendance dans l'administration intérieure de son Église et exercer directement son autorité sur le clergé serbe. En fait, sous son pontificat, la structure de l'Église orthodoxe serbe se différenciera très nettement de la structure de l'Église russe, comme nous le verrons à propos de l'Exarcat. Mihailo exerce sur son Église un pouvoir à peu près absolu. Il accepte que la politique extérieure de la Serbie puisse un jour s'inféoder à celle de la Russie, mais il entend dans son domaine conserver les mains libres. C'est bien un agent politique de la Russie et non un agent religieux.

Dans la conception qu'il s'est formée de l'Orthodoxie, il entre beaucoup d'éléments qui sembleraient à bon droit suspects à ses anciens maîtres de Kiev. La formule césaropapiste russe n'a jamais été de son goût et le sera encore moins quand il aura fait connaissance avec les persécutions gouvernementales. Bien au contraire, Mihailo éprouvait à l'égard de l'État des préventions assez naturelles quand on connaît la doctrine du parti libéral. Il n'admettait point qu'une autorité laïque — fût-ce celle du Knèze — pût être supérieure aux dignitaires de l'Église. Il voulait être le chef unique, incontestable de son Église. Mais aussi, en bon libéral, il n'avait

nullement l'intention d'assigner à cette Église les frontières de l'État. De même, il savait faire taire ses préventions religieuses quand il s'agissait de travailler à la grandeur de la nation serbe. Avec Mihailo c'est un chef d'Église qui prend l'initiative de briser les cadres étroits de l'État serbe, tandis qu'avec Garašanin ç'avait été le chef du gouvernement. Cette œuvre d'unification et de réconciliation nationales du Métropolitte Mihailo porta surtout ses fruits dans le domaine des rapports entre Serbes et Croates. Mihailo avait eu le bonheur de rencontrer un esprit qui sut le comprendre, montrer la même largeur d'esprit et faire également abstraction des préjugés confessionnels : l'illustre évêque de Djakovo, Strossmayer. Celui-ci, qui devait déclarer un jour que « la Religion qui serait capable de semer la dissension entre des frères ne serait pas de la religion mais de la superstition », avait compris depuis longtemps l'importance que revêtaient des contacts directs entretenus non seulement entre les personnalités politiques, mais aussi et surtout entre les chefs spirituels des deux « peuples frères ». Strossmayer, depuis 1851 administrateur apostolique des catholiques dans la Principauté de Serbie, ne perdait aucune occasion pour favoriser ces rapports de bon voisinage entre les Églises¹ : il avait été vivement ému par un message que lui avait envoyé le Métropolitte Mihailo en 1867 à l'occasion de l'inauguration de l'Académie Yougoslave. Celui-ci s'était joint au prélat catholique pour prier « le Seigneur Jésus-Christ, Notre Sauveur, d'accorder à notre peuple une meilleure fortune, de disposer le cœur des Puissants à lui reconnaître le droit à l'existence, ce qu'il a mérité par son héroïsme et

¹ Le jour même de son installation sur le siège épiscopal de Djakovo, il avait tenu à rendre un hommage personnel au chef de l'Orthodoxie serbe d'Autriche, Josip Rajačić, « patriarche de toute l'Illyrie », qui s'était fait représenter à la cérémonie religieuse. Il avait déclaré que « natif de Slavonie, il estimait et aimait comme sa propre âme, ses frères serbes qui avaient tellement souffert pour le maintien de leur nationalité et du trône impérial, et qu'il ne trouvait ni ne connaissait aucune différence entre Serbes, Croates, Slovènes et Dalmates, mais les considérait voués et destinés tous ensemble au même bonheur ou malheur, à la même liberté ou au même esclavage, au même mal ou au même bien, à la même gloire et grandeur, ou à la même risée et la même honte. Nous savons tous poursuivit-il, que ce n'est que par une concorde mutuelle et un accord réciproque que nous échapperons à notre ruine. Sans concorde et sans amour mutuels, tout étranger nous conduira par le collet (*Svaki će tudji vratom nam zakrenuti*). Dieu m'est témoin combien je voudrais embrasser ici le Patriarche et Lui prouver combien je Le respecte et je Le glorifie : mais étant donné que, comme Il me l'a fait dire (par Ses représentants), Sa faible santé ne Lui a pas permis de se rendre Lui-même ici, venez ici, Vous, Ses représentants, que je vous embrasse, en L'embrassant Lui en esprit et en m'inclinant devant Lui » (Viktor Novak, *Strossmayerovi pogledi i odnosi prema srpskoj crkvi i njenim predstavnicima*, dans *Politika*, 4 février 1935).

sa loyauté, d'aider par sa Grâce féconde les frères croates et serbes, spirituellement unis en vue d'un progrès vers lequel ils tendent consciemment. Dieu est du côté des justes et la justice triomphera et élèvera un peuple qui se bat pour elle ¹ ». Strossmayer le remercia chaleureusement de « ses pensées élevées et de ses nobles sentiments envers notre peuple ² ».

L'amitié entre l'évêque de Djakovo et le chef de l'Église serbe ne cessa pas de s'affirmer d'année en année. Strossmayer vint même à Belgrade les derniers jours du mois d'octobre 1868, mais n'obtint pas du représentant de l'Autriche l'autorisation de séjourner dans la capitale de la principauté. Il dut s'installer à Zemun, mais accepta toutefois un soir de se rendre à un dîner chez le Métropolite. La jeunesse des écoles, alertée à temps et sans doute avec l'approbation de Mihailo, résolut de se livrer, en l'honneur de l'évêque catholique, à une « grandiose » manifestation dont un professeur à la Grande École, Jovan Bošković, fut l'animateur. Bošković tint aux deux prélats qui, attirés par ces clameurs insolites, étaient apparus sur le balcon de la métropole, un discours enthousiaste dont la censure serbe alors austrophile interdit la publication :

« Voici que maintenant, devant nous, les pasteurs de deux Églises chrétiennes se révérent mutuellement et s'embrassent car ils sont les fils d'une même nation ! C'est l'affirmation que les Églises ne doivent pas séparer les fils d'une même nation ³ ».

Cette manifestation relativement peu connue, et qui eut cependant un grand retentissement dans la population orthodoxe de Belgrade, révèle l'extraordinaire habileté de Mihailo qui, tout en restant sur le plan de la plus stricte doctrine orthodoxe, avait réussi à populariser l'idée d'un rapprochement serbo-croate ⁴.

¹ Dimitrijević (Arch. St. M.), *op. cit.*, p. 28.

² Dimitrijević (Arch. St. M.), *op. cit.*, p. 28.

³ Novak (Viktor), *art. cit.*

⁴ *Ibid.*

Le Consul de France à Belgrade, d'Istrial, relate cette manifestation :

« Hier il a donné la confirmation et le soir il était invité à souper chez le Métropolitain. La jeunesse serbe a profité de l'occasion pour donner au prélat patriote une sérénade aux flambeaux. Une foule de deux à trois cents personnes s'est portée devant l'Archevêché où deux à trois hymnes nationaux ont été chantés par la Société philharmonique de Belgrade. Un des assistants a harangué sa Grandeur qui a répondu du balcon quelques mots de circonstance que la foule a vivement applaudis. L'on m'avait dit que le Gouvernement avait cherché mais en vain à empêcher cette manifestation et que la foule avait proféré quelques cris peu bienveillants pour la Hongrie, ce qui aurait pu être interprété comme une protestation contre l'accord croato-hongrois. Mais des informations sûres me permettent de croire que rien de pareil n'a eu lieu » (Aff. Étr. fs. Belgrade, 2 novembre 1868).

Cette grande amitié du Métropolite et de Strossmayer connu, il est vrai, certains nuages : en 1870 quelques déclarations de l'évêque de Djakovo, qui parurent dans des journaux anglais, peinérent ses amis serbes, moins par leur contenu même que par l'interprétation qui en fut ultérieurement donnée. Mihailo décida lui-même de demander à son « frère » en Christ des précisions afin de dissiper des préventions qu'il n'avait pu s'empêcher lui-même de partager. Or, au moment où le Métropolite allait envoyer sa lettre, à Rome commençait le Concile du Vatican (décembre 1869) présidé par Pie IX. Le 15 mai 1870, les Pères abordaient la discussion de la question de l'infailibilité pontificale ; le 18 juillet 1870, les évêques approuvaient le texte de la Constitution *De Ecclesia Christi* par 540 voix contre 2, mais une minorité d'évêques, hostile à l'infailibilité, s'était abstenue. Ces derniers, les « opportunistes » comme on les appelait, comptaient dans leurs rangs trois évêques allemands, trois évêques de France, trois évêques d'Autriche-Hongrie, dont Strossmayer. Le Métropolite Mihailo décida d'attendre, pour répondre à l'évêque de Djakovo, que le Concile se fût clos, afin de ne point compromettre un ami que son opposition mettait dans une position difficile auprès du Vatican. Lui-même s'expliquait avec franchise :

« Je n'aurais point volontiers fait de tort à un ami que j'estime, par une réponse qui vous serait parvenue par la poste, alors que des ennemis cherchent bruyamment des motifs d'ébranler votre position et la mienne, ce qui a induit beaucoup de gens en confusion. Maintenant, grâce à Messieurs Nos Régents, ayant attendu une occasion convenable, je réponds à votre chère lettre. De la politique de notre gouvernement je pense que vous êtes maintenant bien informé et je ne vous en parlerai pas beaucoup ; je formulerai seulement la prière que, par notre travail commun, nous aplanissions les difficultés qui apparaissent dans la réalisation des nobles désirs du gouvernement et de tous les patriotes. Car, à côté du cœur qui nous attire l'un vers l'autre, vers une communauté fraternelle, il y a aussi la raison qui exige que nous agissions ainsi, ne fût-ce que pour échapper à la ruine dont nous menacent nos ennemis.

En ce qui concerne les déclarations que vous avez faites dans les journaux anglais, je puis vous dire fraternellement qu'elles ont désolé tous vos admirateurs, non point que quelqu'un vous ait blâmé de conserver votre foi et votre Église, mais parce qu'on a remarqué que vous ne toléreriez pas à côté de vous des frères d'une autre religion tant qu'ils ne l'auraient pas reniée.

Nous avons pu apprécier la situation difficile dans laquelle vous étiez à Rome : mais d'autres ne sont pas parvenus à s'expliquer

ce besoin qui vous a poussé, vous, un patriote renommé et hautement estimé, à faire devant le peuple une telle déclaration. Votre nouvelle activité patriotique effacera, il est vrai, ce souvenir pénible. Une seule chose nous chagrine, c'est que votre santé soit ébranlée alors qu'il est nécessaire qu'elle soit solide pour permettre votre infatigable travail pour le bien de la nation ¹ ».

A cette lettre fraternelle, Strossmayer répondit avec une cordialité et une sincérité non moins émouvantes :

... « Je vous prie d'être persuadé que vous aurez en moi, tant que je serai vivant, un frère et un ami, qui recevra volontiers vos conseils, qui secondera volontiers vos desseins.

J'ai moi-même ressenti combien ma déclaration dans les journaux anglais devait défavorablement impressionner une partie de notre peuple. Cela m'a d'autant plus fâché que dans les circonstances actuelles une mise au point ne m'est plus possible. Il me faut donc laisser le peuple et la postérité me juger selon mes œuvres. La situation est telle que nous aussi, catholiques, avons le devoir de travailler à ce que notre autonomie ecclésiastique se renforce davantage et se fortifie contre une centralisation qui sape toutes les forces vitales. Puisque nous sommes en communion avec nos frères serbes, nous nous rapprocherons aussi, si Dieu le permet, aujourd'hui ou demain de nos frères dans le domaine de l'organisation religieuse. Soyez donc, frère et ami de notre nation, le symbole sacré de cette unité, qui seule peut la délivrer de ses ennemis. Je vous prie encore une fois de me considérer comme votre véritable frère, toujours prêt à vous tendre une main amicale dans toute entreprise, utile à la nation... ² »

Aux heures d'épreuve, la solidarité des deux hommes devait grandir davantage encore. Au début de l'insurrection d'Herzégovine, Mihailo écrivait à Strossmayer pour le remercier d'apporter son concours et une aide matérielle en faveur des insurgés :

« Je sais que vous compatissez sincèrement au malheur de notre peuple, et que votre cœur éprouve de la peine pour les souffrances de nos pauvres frères d'Herzégovine et de Bosnie. Aussi avez-vous donné une grande somme pour adoucir et alléger sa dure misère. C'est à cette fin que de braves gens, Serbes, Russes, Français, Anglais, Allemands et les frères Croates ont formé un comité. Ils m'ont choisi comme président. Mais je leur ai alors répondu que je voulais que vous fussiez président en même temps que moi et avec les mêmes prérogatives et M. Veselickij y a entièrement consenti.

¹ Popović (Mih. I.), *Istorijska uloga srpske crkve*, Belgrade, 1933, p. 204.

² Popović (Mih. I.), *op. cit.*, p. 205.

En vous considérant donc comme un frère et le président de notre Comité international, je vous prie de bien vouloir accepter la tâche de poursuivre les buts du Comité et d'agir sur vos relations en France, en Italie, en Allemagne, en Autriche, en Angleterre, en Amérique et en Suisse, soit pour rassembler des dons pour les malheureux en question, soit pour gagner l'opinion publique européenne à la cause de nos frères esclaves. C'est en effet, Éminence, un péché et une honte pour l'Europe chrétienne que de souffrir en son sein l'esclavage d'un peuple chrétien, alors qu'elle ne permet pas, en aucun lieu du monde, la traite des esclaves ¹...

Strossmayer, le 25 novembre 1875, remerciait Mihailo « de l'amicale confiance qu'il exprimait au Comité international » et il ajoutait :

« En ce qui me concerne (je vous suis reconnaissant) pour la décision par laquelle je suis honoré à côté de vous par un aussi grand nombre de sociétés de bienfaisance des premières nations d'Europe. Autant est triste la situation de nos frères qui souffrent et pleine de péché et de honte l'insensibilité de ces hommes qui dirigent aujourd'hui le destin des nations chrétiennes d'Europe, autant est-il consolant pour notre cœur de voir les nations les plus civilisées juger avec sévérité la captivité de notre peuple sous le joug inhumain des Musulmans, bénir son héroïsme... Le sang de nos frères sera la semence féconde d'un avenir meilleur et plus heureux ²... »

Tolérant envers ses « frères catholiques », le Métropolite Mihailo l'était à plus forte raison envers les protestants. Ceux-ci n'avaient guère eu à se louer du Métropolite Petar qui s'était toujours montré le rigoureux défenseur des privilèges de l'Orthodoxie. La Communauté protestante, aux années 50, devait s'abriter dans une pauvre maison turque de la rue des drapiers (*Abadžiski sokak*). Deux ans à peine après l'accession de Mihailo sur le siège métropolitain, le 16 avril 1860, les protestants de Belgrade obtenaient leur première chapelle ainsi qu'un petit presbytère ³.

Mihailo faisait preuve de la même mansuétude envers des confessions beaucoup plus faiblement représentées, du moment qu'il s'agissait d'aider des « frères slaves ». En 1869, il ouvrait aux

¹ Dimitrijević (Arch. St. M.), *Mihailo arhiepiskop Beogradski i Mitropolit Srbije*, p. 28-30.

² Dimitrijević (Arch. St. M.), *op. cit.*, p. 29-30.

³ Cette chapelle et ce presbytère étaient ceux qui avaient été accordés aux catholiques de la capitale, en décembre 1855, par le Knèze Aleksandar Karađordjević, mais que ceux-ci n'avaient pas voulu accepter (cf. *Encyclopédie*, art. *Protestantske Crkve*).

Tchèques de Belgrade les portes de l'église orthodoxe afin qu'ils pussent y commémorer le cinquième centenaire de la naissance de Jan Hus ¹.

La petite Communauté hussite lui en exprima toute sa reconnaissance dans une adresse du 26 août 1869 signée par quelques-uns de ses représentants les plus notoires, Šafarik, Njemec, Bajloni :

« Émus de ce que vous nous ayez ouvert le temple du Seigneur afin que nous puissions y commémorer le souvenir du martyr de la justice, de la vérité et de la foi, victime de l'orgueil mortel, de l'inhumanité de Rome, de la trahison de l'Empereur allemand Sigismond, nous ne pouvons que vous exprimer notre plus chaude reconnaissance. Alors qu'en Bohême les évêques interdisent la commémoration du plus grand homme de son temps, et la glorification du plus pur caractère de tous les siècles, vous avez, Éminence, répondu à nos désirs, et vous les avez prévenus en ouvrant un temple orthodoxe afin de célébrer le cinquième centenaire de la naissance de Maître Jan Hus, qui, le premier a commencé à prêcher, contre l'infamie romaine, le retour à la vieille et pure foi chrétienne sans ces préjugés qui se sont accumulés au cours des siècles à Rome... ² »

MIHAÏLO ET LES JUIFS DE BELGRADE.

Les Juifs comme les protestants avaient passé de 1830 à 1880 par des situations bien différentes. Ils n'avaient jamais été soumis à un régime ³ de persécution systématique, mais avaient dû subir parfois humiliations et brimades. Le Knèze Miloš leur avait toujours témoigné une grande bienveillance. Un de ses confidents, David Hajim, auquel on confiait les missions particulièrement délicates de livraisons d'armes, était juif et fils de l'ancien président de la commune juive de Belgrade, Izrael Hajim. Le tailleur du Knèze, Lazar Levenzon, était également juif. C'était encore un juif, Josef Šlezinger, qui avait longtemps dirigé la musique de la garde du Knèze. Ce Šlezinger s'était d'ailleurs rendu célèbre en

¹ Dimitrijević, *op. cit.*, p. 31.

² *Svetkovina 25-togodišnje arhijerejske službe Mitropolita Mihaila*, p. 84.

³ Les Juifs avaient bénéficié des dispositions libérales de la Constitution « turque » de 1838. Le Sultan avait exigé que tous les habitants de la Serbie « sujets de la Sublime Porte » fussent « protégés dans leurs biens, dans leur liberté, dans leur honneur » et il avait proclamé qu'« il serait contraire à (Sa) volonté expresse qu'un habitant de ce pays, quel qu'il fût, pût être privé de ses droits ou soumis à une peine quelconque sans jugement préalable... » (Loeb Isidor, *La situation des Israélites en Turquie, en Serbie et en Roumanie*, Paris, 1877, p. 21).

recherchant et en transcrivant les chansons nationales ¹. En 1835 la commune juive de Belgrade ne comptait pas moins de deux mille âmes. Après l'abdication de Miloš, les Juifs connurent des jours plus sombres, surtout sous le régime constitutionnaliste. L'agitation antisémite prit naissance dans les milieux de marchands serbes de Šabac et Smederevo, pour qui les Juifs étaient de dangereux concurrents. C'est sous l'influence des *trgovci* que fut rédigé le règlement du 30 octobre 1846 qui interdisait aux Juifs de séjourner à l'intérieur du pays. On assista alors à l'exode lamentable de près de 2.000 Juifs de Šabac, Smederevo et Požarevac dont beaucoup vinrent renforcer la communauté belgradoise. Le retour de Miloš, en 1859, adoucit le sort de ces malheureux. Le vieux Knèze sut, malgré de véhémentes protestations, témoigner assez d'énergie pour faire respecter l'égalité entre les races et les confessions. « La loi, avait-il proclamé dès son arrivée en Serbie, doit indiquer que tout habitant de ce pays, sans distinction de religion ou de nationalité, peut s'installer où il veut, et se livrer au métier ou au commerce qu'il veut... » Le Prince Michel n'obéit guère aux recommandations de son père. Il écouta plus volontiers les récriminations des marchands serbes. Sous son règne les brimades anti-juives recommencèrent : une ordonnance de février 1861 entraîna l'expulsion de Šabac de 60 familles juives ².

Dès lors et jusqu'aux années 70 la population juive de Serbie ira en diminuant régulièrement. De 450 familles en 1861, elle passera à 338 en 1865 (1.805 juifs) et 210 en 1869. C'est dire que dans l'espace de huit années elle avait déchu de moitié. Kanitz recensait en 1867 une vingtaine de familles juives à Šabac, 4 à Ub, 2 à Negotin et 2 à Kragujevac ³.

C'est en 1864, à la suite d'une série d'articles d'une tendance violemment antisémite parus dans le *Svetovid*, que les persécutions

¹ *Zapisi Jevrema Grujica*, Belgrade, tome II, 1923, p. 228.

² « S. A. le Prince de Serbie, d'accord avec le Sénat, a décidé : 1° que tous les juifs serbes qui, en vertu de l'Ukaz daté du 26 septembre 1859, depuis cette date jusqu'au 28 février de l'année courante, se sont établis dans l'intérieur de la Serbie et ont repris une profession libre, soient laissés libres à l'avenir, mais seulement dans la localité où ils se trouvent jouir de ce droit qui leur est conféré par l'Ukaz précité pour l'exercice de leurs occupations et de leur commerce.

2° Mais si quelques-uns de ces juifs sont établis dans l'intérieur de la Serbie et occupés au libre exercice d'un commerce portant sur des articles bruts et coloniaux, il ne doit pas leur être permis à l'avenir d'en ouvrir de pareils dans l'intérieur. De même, il ne sera pas permis aux autres juifs établis dans l'intérieur de la Serbie d'entreprendre une occupation commerciale autre que celle qu'ils ont jusqu'à présent librement exercée ». Loeb (Isidore), *La Situation des Israélites en Turquie, en Serbie et en Roumanie*, p. 22.

³ Kanitz, *Serbien, historisch-ethnographische Reisestudien*, p. 667.

contre les Juifs prirent un nouveau caractère de gravité. Le 16 janvier 1865 un Juif du nom de Alcalai était assassiné à Šabac¹. Un de ses coreligionnaires était jeté dans la Save. Enfin, le 17 juin 1865, toujours à Šabac qui semble avoir été un centre de propagande antijuive, une jeune fille israélite de 16 ans aurait été enlevée à sa mère pour être baptisée de force. La femme Bohora-Isaac-Michoulan se plaignit en effet aux autorités de Belgrade ; elle conta mélodramatiquement comment, le lendemain du rapt de son enfant, une grande fête avait eu lieu à Šabac pour célébrer cette nouvelle conversion.

« L'église de Šabac était comble de bonne heure ; une foule de soldats et de gendarmes formaient la haie devant l'église et veillaient partout à ce qu'aucun Juif ne s'en approchât et ne souillât, par sa présence, la cérémonie nationale². »

En 1863 déjà, un rapport de l'Alliance Israélite au Ministère des Affaires étrangères, rédigé par A. Crémieux, avait « attiré l'attention des Autorités » sur les « événements de Serbie ». Le Consul de France à Belgrade, de Botmiliau, consulté sur ces incidents, répondit que dans tous les domaines « les Juifs jouissaient des mêmes droits que les Serbes³ ». Il n'existait pas de ghetto à Belgrade.

« S'ils habitent tous le même quartier, situé près de celui qu'occupaient autrefois les Turcs, ils n'y sont nullement contraints ; mais ils y ont leurs maisons, leurs synagogues et il est naturel qu'aujourd'hui ils l'occupent de préférence⁴... » Toutefois de Botmiliau reconnaissait qu'« il y avait contre les Juifs, dans la population serbe, une répulsion prononcée dont le gouvernement doit tenir compte. Cette répulsion ne vient pas de la différence de religion : il n'y a pas de peuple plus tolérant sur ce point que le peuple serbe... Ce sont des étrangers (les Juifs) au milieu de la nation, qui se tiendront toujours en dehors d'elle, sur lesquels, si des jours difficiles venaient à naître, le pays ne pourrait jamais compter, parmi lesquels, peut-être, il trouverait plutôt des ennemis⁵... »

La Chambre des Communes anglaise, également alertée par l'Alliance Israélite, s'émut et Lord Stanley demanda au Consul

¹ *The Jewish Encyclopedia*, Londres, 1905. (Servia, p. 206 : *The Outrage of Šabats*).

² Loeb (Isid.), *op. cit.*, p. 64.

³ Aff. Étr. fs. Belgrade, 6 octobre 1863. A. Crémieux irrité de « l'indifférence » de Botmiliau envoya une petite note au Ministère dans laquelle il déclarait : « Les Consuls Français sont très mal disposés en Orient ; ils sont ennemis des Juifs et ont besoin de recevoir de Monsieur le Ministre des instructions nettes, énergiques ... » (Aff. Étr., note du 31 mai 1864).

⁴ Aff. Étr. fs. Belgrade, 26 juin 1864.

⁵ *Ibid.*

général d'Angleterre à Belgrade Longworth des compléments d'information sur « l'antisémitisme serbe ». L'agent diplomatique affirma qu'on avait beaucoup grossi les incidents de 1865 : « Examinée de près, cette accusation se réduit à deux meurtres commis dans l'espace de deux ans en tout, et si l'on tient compte du nombre des Juifs et de celui des Serbes, ainsi que de l'esprit d'illégalité qui règne encore dans ce pays, c'est un chiffre dont les premiers ne peuvent avoir aucune raison de se plaindre ». Ces explications ne satisfirent guère Lord Stanley qui, le 29 mars 1867, dut répondre à une violente interpellation de Sir Francis Goldsmid à la Chambre des Communes. L'orateur avait grossièrement attaqué la Serbie, prétendant que les Serbes ne persécutaient point les Juifs par fanatisme religieux mais par jalousie : « C'est donc l'égoïsme qui se couvre des dehors du fanatisme, genre d'hypocrisie plus méprisable que le fanatisme s'il n'était plus dangereux ¹ ». Lord Stanley demanda à son ambassadeur à Constantinople Lord Lyons de s'entremettre auprès du Prince Michel s'il se rendait, ainsi qu'il en avait l'intention, à Constantinople, en faveur des Juifs de Serbie et de lui exposer « l'impression pénible produite sur la Chambre des Communes » par les persécutions de 1865 ². A son tour l'Italie intervenait, le 15 septembre 1869, d'ailleurs sur un ton amical, pour demander à la Serbie de supprimer les restrictions de droit dont souffraient les israélites. Devant ces protestations étrangères, le gouvernement résolut de poser la question juive devant la Skupština qui se tint en 1869 à Kragujevac. L'article 23 de la Constitution nouvellement votée prévoyait « l'égalité de tous les citoyens sans distinction de culte ». Le Prince Michel n'était plus, mais ses préventions antisémites survivaient dans le gouvernement de la Régence qui réussit, malgré la majorité de la Skupština, à maintenir des dispositions défavorables aux Juifs ³. Après l'assassinat du Prince Michel, les Juifs avaient vite retrouvé leur prospérité économique. Pratiquement, ils jouissaient des droits municipaux et politiques. Un juif, Avram Ozerović, avait même été candidat du gouvernement pour la Skupština de 1877 et il avait été élu brillamment. Čumić avait été assez habile pour gagner au parti conservateur les voix juives. C'était une trouvaille heureuse de ce

¹ Loeb, *op. cit.*, p. 75.

² Loeb, *op. cit.*, p. 75.

³ Lévy (B.), *Die Judenfrage in den Donaufürstenthümern*, Berlin, 1872, p. 36.

Il y a lieu de noter que ce furent alors les juifs *sefardis* (Juifs espagnols assez nombreux à Belgrade) qui souffrirent le plus de ces brimades ; les *eškenazis*, restant en liaison étroite avec leurs coreligionnaires d'outre Save, eurent l'habileté de se mettre sous la protection de l'agent diplomatique de l'Autriche. Voir sur ce point Šlang (Ignjat), *Jevreji u Beogradu*, Belgrade, 1926.

politicien que de faire tenir au grand rabbin le rôle précieux d'agent électoral : le Bulletin de l'Alliance Israélite retrace comment « les Israélites se réunirent... dans le local du *Ticcoun Haçoth*. Après les prières accoutumées, le rabbin prononça une allocution où il pressait les assistants de ne pas s'abstenir (aux élections), attendu que la participation au vote était une condition nécessaire de l'obtention de leurs droits ¹. » Ces espoirs furent déçus. Pour obtenir leur émancipation totale, les Juifs devront attendre le Congrès de Berlin et « sa clause spéciale en faveur des Israélites » ². Clause d'ailleurs vivement combattue par le Prince Gorčakov qui pensait que la Serbie ne pouvait mieux faire qu'imiter la Russie ³. Milan n'avait point de préjugés antisémites. En aurait-il eu qu'il aurait dû apprendre à s'en libérer, car ses fréquents besoins d'argent l'obligèrent à multiplier ses appels à la finance juive. Comme Knèze, puis comme Roi, il sera entouré de nombreux israélites dont beaucoup seront ses amis personnels ou ses protégés, tels Avram Ozerović, Samuilo Davico ou Simon Bernfold ⁴.

LE CLERGÉ SERBE ET L'ANTISÉMITISME.

L'« antisémitisme clérical », tel qu'il sévissait en Roumanie à la même époque, a-t-il vraiment existé en Serbie ? Il ne faut pas se hâter de conclure d'après quelques cas isolés. Une constatation s'impose seulement : c'est qu'en dépit de certains rapports diplomatiques l'antisémitisme serbe n'a jamais eu une base religieuse.

¹ *Bulletin mensuel de l'Alliance Israélite*, 1877, p. 63.

² *Documents Diplomatiques Français (1871-1914)*, 1^{er} série, t. II, Paris, 1930, n° 322, p. 346.

Voici le texte de l'article XXXV du Traité de Berlin accepté par la Skupština, et promulgué par le Knèze le 14 juillet 1878 : « En Serbie, la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries dans quelque localité que ce soit.

La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes seront assurées à tous les ressortissants de la Serbie aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels ». Publié par Ristić, dans sa *Diplomatska istorija Srbije*, t. II, p. 256-257.

³ Sur les discussions qui eurent lieu au Congrès à propos des Juifs, consulter le livre de Kohler (Max) : *Jewish disabilities in the Balkan States* (Publications of the American Jewish Historical society, n. 24), Baltimore, 1916, pp. 62-65).

⁴ Šlang (Ignjat), *Jevreji u Beogradu*, p. 70 et 599, et aussi l'ouvrage plus ancien de Jovanović (Nikola), *O Jevrejskom pitanju u Srbiji*, Belgrade, 1879.

Cukić affirmait à Longworth que le paysan serbe n'était nullement hostile aux Juifs, mais que « l'opposition qu'on leur faisait venait des commerçants de Belgrade » qui souffraient de la concurrence israélite ¹. Mais le consul général d'Angleterre avait beau jeu de répondre que, ces mêmes négociants étant « étroitement liés avec la bureaucratie subalterne de Belgrade », leur haine se traduisait par des tracasseries administratives assez pénibles.

Les hommes d'État serbes à quelque parti qu'ils appartenissent s'étaient toujours énergiquement défendus contre l'accusation d'antisémitisme. Hristić prétendait ne traiter les Juifs que « comme des citoyens serbes qui appartiendraient à un autre rite chrétien que le rite orthodoxe ² », justification, il est vrai, assez spécieuse. D. Matić, que tous considéraient comme un Ministre de l'Instruction publique et des Cultes « très moderne », disait en 1869 à Longworth que le gouvernement serbe faisait pour les Juifs davantage que pour ses ressortissants de religion orthodoxe, car le clergé orthodoxe n'était pas rétribué par l'État, tandis que la subvention annuelle allouée au Rabbín était à la charge du Trésor Public ³, mais il déplorait les « tendances essentiellement exclusives ⁴ » de la population israélite et son caractère arriéré qui constituait le véritable obstacle à tout rapprochement avec les éléments chrétiens.

L'Église serbe jusqu'en 1870 a presque ignoré l'antisémitisme. Les incidents de Šabac sont la seule exception, et il est impossible de déterminer avec précision la part de responsabilité du bas clergé dans ces excès. Le haut clergé s'était toujours conduit assez libéralement. Ubicini nous montre en 1865 la communauté juive de Belgrade possédant une synagogue à Belgrade et jouissant pleinement de l'autonomie religieuse, « de la même manière sinon au même titre que les Églises chrétiennes » et, il soutenait que le gouvernement et l'Église officielle elle-même ne laissaient échapper aucune occasion de réagir, par leurs actes, contre les préjugés qui pesaient encore sur les Israélites en Serbie et dont des contrées beaucoup plus civilisées n'étaient pas exemptes. « C'est ainsi qu'il y a trois ans (1862) le prédécesseur du rabbin actuel étant décédé, le métropolitain de Belgrade délégua plusieurs dignitaires de son clergé pour assister aux funérailles, tandis que de son côté le Ministre des Cultes se faisait représenter à la cérémonie par un employé supérieur de son département ⁵. » Plus tard, en 1869, lors de la grande Skupština

¹ Loeb, *op. cit.*, p. 39.

² Loeb, *op. cit.*, p. 28.

³ Loeb, *op. cit.*, p. 403.

⁴ Loeb, *op. cit.*, p. 406.

⁵ Ubicini, *Les Serbes de Turquie*, Paris, 1865, p. 80.

de Kragujevac, Bernhard Levy prétend que « l'évêque de Semendria » aurait pris « chaleureusement le parti des Juifs » et eut ainsi « l'honneur de défendre jusqu'à la fin le principe de la liberté religieuse ¹ ». Quel pouvait être ce mystérieux évêque de Semendria (Smederevo), étant donné que depuis la fin du xvi^e siècle l'évêché de Smederevo s'était confondu avec l'évêché de Belgrade ? ² En ce qui concerne l'attitude personnelle du Métropolite Mihailo, on a pu penser que l'optimisme d'Ubicini n'avait pas de très solides fondements. Longworth, qui connaissait bien le prélat, le peint sous un tout autre jour dans un de ses rapports à Lord Stanley (mars 1867). Il rappelle entre autres le rôle qu'il avait joué au moment où le gouvernement du Prince Michel avait promulgué l'oukaze de 1861 si néfaste pour les Juifs :

« L'archevêque orthodoxe de Belgrade, dans une conversation qu'il eut avec M. Palotta, employé de la Société des Missions juives de Londres, déclara qu'on ne rapporterait jamais les lois d'exclusion qui frappaient les Juifs, parce qu'on savait qu'ils étaient les agents secrets et les espions des Turcs. »

Après avoir cité ces propos significatifs, Longworth ajoutait :

« Je ne crois pas non plus que l'archevêque ait de plus solides raisons pour ses soupçons que l'esprit de secte dont il est ouvertement animé contre les Juifs et qui, je le répète, n'est pas sans influence sur l'esprit de la généralité de ses concitoyens ³... »

C'est donc un préjugé national qui sépare le Métropolite Mihailo des Juifs, et « l'esprit de secte » signalé par le consul d'Angleterre n'est autre qu'un nationalisme inquiet, et nullement un fanatisme religieux tout à fait étranger au caractère du chef de l'Église serbe ⁴. Ce qui est plus vraisemblable, c'est que le rapprochement esquissé sous la Régence entre les milieux juifs et le parti conservateur a dû être violemment antipathique au libéral convaincu qu'était Mihailo. Ce sera la passion politique, toujours si vive en lui, qui constituera l'essence de son antisémitisme. Mais il avait trop le sens de la diplomatie, et le souci de ne se faire point trop d'ennemis, pour se prêter à une polémique qui ne répugnait pas

¹ Lévy (B.), *op. cit.*, p. 36.

² Cet ancien diocèse sera reconstitué en 1921 avec les circonscriptions archiepiscopales de la Morava et de Požarevac détachées du diocèse de Belgrade. (*Encyclopédie S. C. S.*, art. *Braničevska episkopija*.)

³ Loeb, *op. cit.*, p. 67.

⁴ A l'étranger on ignorait généralement la tolérance religieuse dont faisait preuve Mihailo. Dans ses relations internationales et dans son immense correspondance le Métropolite ne trouvait pas toujours la compréhension qu'il eût désirée. Il confiait lui-même en 1876, à un de ses collaborateurs du Comité International, quelques-unes de ses déceptions :

à tous ses amis du parti libéral. Même dans la société juive son nom sera prononcé avec respect, et nous n'avons guère de raisons pour suspecter la sincérité avec laquelle le délégué du Grand Rabbin et le directeur de l'École juive de Belgrade exprimaient, à l'occasion du jubilé du Métropolite (1879) les sentiments de reconnaissance et les vœux de toute la communauté juive de Serbie : « Le désir le plus modeste de nous tous est que le Seigneur entende nos prières et qu'il vous accorde de célébrer votre Jubilé de Cinquantenaire pour la plus grande fierté de notre plus grande Patrie ! ¹ »

UNE CONFESSION PRIVILÉGIÉE : L'ÉVANGÉLISME.

Tandis que les israélites sont soumis à une réglementation tracassière et que le Knèze songe guère à rien entreprendre pour mettre fin à leur situation d'infériorité, il est une confession qui semble jouir, à toutes les époques, de la plus grande liberté ainsi que de la faveur princière. Or, c'est précisément d'une religion avide de prosélytisme qu'il s'agit. Singulier paradoxe : des brimades pour une communion à laquelle la loi mosaïque interdit toute propagande, tandis qu'on laisse la porte ouverte à une confession « hérétique » et étrangère : l'Évangélisme.

C'est en 1839 que vingt familles de mineurs émigraient de Saxe pour venir s'établir en Serbie. Les débuts de la Communauté furent difficiles. Nous avons vu, sous le Knèze Aleksandar Karadjordjević, le Métropolite Petar s'opposer nettement à tout octroi de privilèges nouveaux à la communauté protestante ². En 1853 seulement, par application de la loi sur la liberté des cultes chré-

« Au début des massacres turcs en Herzégovine, je pensais qu'il était de mon devoir, comme évêque chrétien, d'en appeler à tous les évêques de la chrétienté ; si vous saviez quelles réponses j'ai reçues ! Deux évêques, l'un français (?), l'autre italien, me conseillèrent de profiter de cette leçon de la Divine Providence pour reconnaître la suprématie du Pape, après quoi toutes les nations catholiques nous assureraient liberté et prospérité... Un évêque anglais m'écrivit une fort longue lettre ; il me suppliait, en termes aimables d'ailleurs, d'enseigner à notre peuple la tolérance à l'égard des autres Églises, particulièrement de « l'Église juive ! ». Que dites-vous de cela ? Je n'ai jamais entendu mentionner cette Église. Nous avons en Serbie des Juifs qui parlent un bon espagnol, des Séphardiens : ils ne sont pas détestés et ne se plaignent de personne. Quel rapport existe-t-il entre ces Juifs et les massacres des Serbes chrétiens par les Turcs ? Comment ai-je mérité ce prêche ? » (Božidarović (G. de Weselickij), *Dix mois de ma vie, 1875-1876*, Paris 1929, p. 22).

¹ *Svetkovina 25-togodišnje arhijerejske službe mitropolita srpskog Mihaila*, Belgrade, 1879, p. 72.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 237.

tiens non pravoslaves (9/9/1853), cette dernière put se constituer de façon autonome. Son premier président fut le conseiller d'État Janko Šafarik. Le premier service religieux public eut lieu en 1854 : deux ans plus tard, la communauté était dotée d'une école dont le premier instituteur fut un Allemand du nom de Victor. Désormais, l'activité des Évangélistes connut un nouvel essor. Ils parviennent à obtenir du Knèze Aleksandar la cession d'une église qui avait été construite sur l'ordre du Prince pour les Catholiques, mais que ceux-ci avaient refusée : l'église de Lazare (*Lazarus Kirche*). Ce ne sera cependant que sous le second règne de Michel qu'ils verront la réalisation intégrale de leurs désirs. La nouvelle chapelle fut comblée de cadeaux, dont une cloche envoyée du Hanovre ; le Consul de Prusse Ritter Meroni veillait à ce qu'elle fût munie de tous les objets nécessaires au culte. Enfin, la Société Évangélique Gustave-Adolphe lui envoyait de nombreux dons ¹. Le Prince Michel s'intéressait vivement à cette communauté. Sur son intervention, le 1^{er} février 1862, le Gouvernement serbe décidait de salarier le prêtre évangéliste et à cette occasion le Prince, dans une courte allocution aux protestants, déclara : « Il M'est particulièrement agréable de recevoir la Communauté évangélique dans la fraternelle communauté des Serbes ; J'espère que vous ne regretterez jamais d'avoir fait ce pas. Pour moi, Je vous donne l'assurance que Je protégerai votre Communauté comme si vous apparteniez à Ma propre Église ²... » En 1863 de nouvelles ordonnances réglaient définitivement les rapports de la confession évangéliste avec l'État. Deux ans plus tard, l'ancien pasteur Von Coelln était remplacé par un prélat avisé et actif, Hugo Lackener, qui venait d'une colonie allemande évangéliste de Dobrudža. Lackener donna une nouvelle impulsion à la propagande protestante. La Bible était l'instrument de pénétration le plus employé ³. Or, en 1866, l'instituteur de la communauté, Victor, était nommé dépositaire à Belgrade de la *Société biblique anglaise et étrangère* (*British and Foreign Bible Society*). La Société répandit des Bibles et les Psaumes traduits par Daničić en 1869. En 1866, la Société en vendait 7.800 exemplaires et elle obtenait du Gouvernement l'autorisation de colporter en province. Elle ne rencontrait qu'une seule opposition, provenant non point du Métropolite mais des autorités ecclésiastiques provinciales et nullement à cause de l'hétérodoxie de l'Évangélisme, mais parce que les traductions — celle du Nouveau Testament par Vuk et celle de l'Ancien par Daničić — étaient en langue popu-

¹ Kanitz, *Serbien, historisch-ethnographische Reisestudien*, p. 659.

² Kanitz, *op. cit.*, p. 659.

³ Kanitz, *op. cit.*, p. 663.

laire, et non dans la langue liturgique de l'Église orthodoxe serbe.

En 1867, la communauté évangéliste allemande de Belgrade est en pleine prospérité : elle compte 414 fidèles parmi lesquels figurent 105 Prussiens, 87 Saxons, 71 Hongrois et 53 Serbes du Banat. Enfin, 139 évangélistes étaient sujets serbes. Dans le reste de la Serbie on dénombrait environ 200 évangélistes. La Communauté possédait une école primaire organisée sur le modèle des écoles prussiennes, fréquentée par 82 enfants dont 50 seulement appartenaient à la confession évangéliste ¹.

TOLÉRANCE DES GOUVERNEMENTS SERBES APRÈS L'ASSASSINAT DU PRINCE MICHEL.

A quelques exceptions près, l'attitude des différents gouvernements serbes, après 1868, devant le problème de la liberté de conscience, semble donc avoir été correcte, et l'on peut souscrire à la fière déclaration qu'avait faite Jovan Ristić au Président du Congrès de Berlin :

« Je puis affirmer et je ne crois point que quiconque puisse m'infliger un démenti, que, de tous les pays d'Orient, il n'en est pas un qui soit aussi tolérant que la Serbie dans les questions religieuses. Le libre exercice de toutes les confessions religieuses n'est pas seulement reconnu et garanti par la Constitution du pays (art. 119), mais facilité dans la limite du possible par le Gouvernement. Ainsi, bien que le nombre des Protestants soit très restreint, le Gouvernement a élevé un temple à Belgrade et entretient un pasteur aux frais de l'État. Une place spéciale a été réservée pour la construction de l'église catholique. Et, bien que dans la capitale de la Serbie il n'y ait point de population musulmane, le Gouvernement entretient une mosquée pour les seuls Musulmans qui, de passage, s'arrêtent à Belgrade. En ce qui touche les Juifs, je dois auparavant constater qu'il n'y en a pas plus de 1.200. Ils jouissent, dans le domaine religieux, d'une complète égalité avec tous leurs concitoyens d'une autre religion. Je puis même ajouter qu'ils sont en quelque sorte privilégiés puisque, tandis que les chrétiens orthodoxes doivent entretenir eux-mêmes leurs prêtres, jusqu'ici le rabbin israélite de Belgrade reçoit de l'État une subvention de 600 dinars. Leurs écoles sont entretenues par l'État comme ses autres écoles ²... »

¹ Kanitz, *op. cit.*, p. 662.

² Ristić (Jovan), *Diplomatska istorija Srbije*, p. 210-211.

Les représentants de la Serbie à Constantinople devaient faire la même profession de foi, le 16 février 1878, en réponse à la démarche de la Porte en faveur de la liberté des cultes en Serbie :

« En ce qui concerne le désir si généreux exprimé par la Porte de voir régner la tolérance confessionnelle en Serbie, les soussignés peuvent déclarer que la législation intérieure de la Serbie ne connaît point de régime d'exception, qu'il n'y a jamais eu d'Arméniens grégoriens ou catholiques en Serbie et que tous les citoyens de ce pays jouissent des mêmes droits civils et politiques, que les Juifs n'en sont pas davantage privés (sauf une limitation touchant leur installation à l'intérieur du pays) et qu'ils n'en seront pas privés à l'avenir pas plus que les citoyens serbes appartenant à un rite chrétien autre que l'orthodoxe. Les soussignés se félicitent d'être en mesure de démontrer que le grand principe de la liberté confessionnelle, lié avec l'orientation (politique) intérieure de la Principauté, a été de tous temps appliqué à tous les citoyens serbes sans distinction de religion ¹... »

¹ *Zapisi Jevrema Grujića*, tome III : *Druga vlada Obrenovića i Turski ratovi*, Belgrade, 1923, p. 288.

CHAPITRE IX.

L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE ET L'EXARCAT.

L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE ET L'ÉGLISE BULGARE DE 1830 A 1870.

L'autonomie religieuse de la Serbie avait découlé de son indépendance politique. Les Serbes avaient déjà un chef national à la tête de leur État tandis que sur le siège métropolitain de Belgrade des évêques phanariotes se succédaient encore. Chez le peuple bulgare, au contraire, l'organisation religieuse précédera l'organisation politique¹. Aussi la Serbie n'aura-t-elle longtemps aucune prévention envers le mouvement national bulgare qui ne lui apparaîtra que sous son aspect confessionnel. Sans doute les historiens serbes ont passablement exagéré l'aide apportée par leur pays au réveil de la nationalité bulgare. Il est néanmoins hors de doute que la principauté a rendu d'appréciables services à la cause bulgare, et dans un esprit entièrement désintéressé. Les premiers livres bulgares avaient été imprimés à Kragujevac et à Belgrade. Les écoles serbes avaient été libéralement ouvertes aux jeunes Bulgares. « La politique serbe, écrit Ristić, ne connaissait pas de différence entre les Serbes et les Bulgares opprimés... On ne peut pas reprocher à la Serbie de n'avoir pas, en sa qualité de sœur aînée et éveillée plus tôt, travaillé à éveiller la Bulgarie dans le domaine culturel²... » Un certain nombre de bourses d'études était toujours réservé aux frères slaves. Les Russes avaient contribué de leur côté à réveiller le sentiment national bulgare, inspirés par le sentiment de la solidarité slave et aussi par leur intérêt politique. C'est un Ukrainien, originaire de la « Russie hongroise », Jurij Ivanovič Venelin, qui avait fait connaître à l'Europe ce qu'étaient les Bulgares et révélé ces derniers à eux-mêmes en leur rappelant leur passé glorieux³. A côté des influences étrangères proprement dites, il

¹ Nikov (Petăr), *Vázraždanie na Bălgarskija narod, cърkovnonacionalni borbi i postiženija*, Sofia, 1929, p. 9.

² Ristić, *Diplomatska istorija Srbije*, t. I, p. 167-168.

³ Cf. art. de Nikola Filipov dans le recueil *Bălgarija 1000 godini*, I, Sofia, 1930, p. 572.

est juste de signaler l'action civilisatrice exercée par les colonies bulgares de l'étranger. Un riche marchand d'Odessa, Vasil Aprilov, avait permis, grâce à ses généreuses donations, l'ouverture de la première école bulgare à Gabrovo (1835) ¹. Le premier instituteur devait être cet ancien moine de Saint-Jean de Rila, Neofit, qui brûlait d'une passion d'apôtre pour sa patrie, figure d'ecclésiastique bien curieuse à comparer avec celle des prêtres serbes de la même époque. Neofit de Rila se refusait à partager l'opinion de ses contemporains qui pensaient devoir travailler à obtenir l'affranchissement de l'Église bulgare du joug phanariote. « Bâissez d'abord des écoles, et ensuite des églises et des couvents. Imprimez d'abord dans notre langue bulgare les livres indispensables aux écoles, et ensuite le Nouveau et l'Ancien Testament... parce que, au besoin, on peut prier Dieu aussi bien dans un champ, ou dans un désert, qu'à la maison ou en tout autre lieu, tandis que l'enseignement ne saurait être donné ni dans une forêt, ni dans un désert, mais seulement à l'école ² ». Un autre apôtre de l'idée bulgare, Jordan Djinnote, un laïque instituteur à Veles, traçait en 1851 un tableau enchanteur du « vrai » Bulgare : « Rien n'est plus beau que d'être bulgare. Le Bulgare travaille énormément : il pousse la charrue, ensemeence la terre, fait le commerce, guerroye ; il est fidèle, hospitalier, a peur de Dieu et respecte son Roi, tout cela dans la mesure légitime qui est due à Dieu et à César... » ³ Ainsi s'élaborait peu à peu une conception nationale nouvelle de l'orthodoxie, ainsi naissait un sentiment religieux plus violent, plus mystique assurément que celui qui animait les papes de la Šumadija. Constantin Miladinov versait des larmes devant la Volga où il croyait retrouver le berceau de son peuple et l'origine de son nom. « Ne riez pas si je vous dis que mes compagnons se lavèrent la tête dans la Volga et en emportèrent quelques pierres comme les pèlerins en emportent du fleuve Jourdain ⁴... » L'esprit religieux, plus mystique que chez les Serbes, était plus mobile et plus apte à être propagé. Il ne s'appuyait pas sur la tradition historique dont les ruines des monastères et des églises de la Vieille Serbie attestaient la survivance. Les Bulgares avaient de leur passé une idée encore très imprécise. Mais, alors que les Serbes avaient fait de leur État d'abord auto-

¹ *Ibid.*, p. 573.

² Cité et traduit par Radeff (S.), *La Macédoine et la Renaissance bulgare au XIX^e siècle*, Sofia, 1918, p. 67. Cf. aussi l'article de Petăr Nikov dans le recueil *Bălgarija 1000 godini : Văzraždanie crez crkvata*, p. 329 et l'ouvrage du même auteur : *Văzraždanie na Bălgarskija narod, cърkovnonacionalni borbi i postiženija*, p. 3 et 39.

³ *Ibid.*, p. 84.

⁴ *Ibid.*, p. 93.

nome, plus tard indépendant, la première armature de leur Église, les Bulgares, sujets de la Porte, avaient dû chercher ailleurs cette armature, et ils l'avaient trouvée dans le culte de leur langue. Ce qui était leur faiblesse devint leur force : l'absence d'un cadre politique leur ouvrait de plus larges horizons que ceux d'une minuscule principauté. Tandis que l'Église orthodoxe serbe sera obligée d'épouser le rythme de progression de l'État serbe ¹, les orthodoxes de Bulgarie ne se laissèrent pas arrêter par les frontières des circonscriptions administratives. En 1829, la ville de Skoplje se soulevait la première contre la tyrannie phanariote et exigeait — en vain — un pasteur comprenant la langue de ses ouailles. Après bien des tribulations, le dévoué Neofit réussit à ouvrir à Constantinople, en 1849, une « église bulgare » où l'on célébrait l'office en slavon. Il n'était pas étonnant que les Bulgares eussent combattu avec ardeur pour l'obtention de ce privilège puisqu'ils ne comptaient pas moins de 30.000 de leurs compatriotes dans la capitale de l'Empire turc. D'ailleurs, les Slaves appartenant aux autres nationalités virent dans cette victoire bulgare une victoire de tous les orthodoxes slaves : les Serbes, alors, ne faisaient pas de distinction entre eux et leurs « frères bulgares », et le dimanche et les jours de fêtes la petite église de Constantinople était fréquentée assidûment par les « Serbes du Sud ² ». Belgrade, qui était avec Bucarest un centre de propagande bulgare, appuyait toutes les démarches que tentèrent ces frères chrétiens en 1840 auprès du Patriarcat, en 1853 auprès de l'ambassade de Russie à Constantinople ³, en vue d'obtenir le remplacement de la langue grecque par la langue bulgare dans la célébration du culte. Les Bulgares recevaient enfin de la Porte en 1856 les gages d'un avenir moins sombre. Le *Hattı Hümayun* dû à la largeur d'esprit de Aali Pacha ordonnait « la revision des privilèges et immunités des communautés non musulmanes, sauf maintien de leurs immunités et privilèges spirituels ⁴ », ce qui signifiait l'intention chez le Gouvernement Ottoman de mettre un frein aux exactions des Grecs. Un *tezkere* envoyé, en 1857, au Patriarcat œcuménique suggérait à ce dernier toute une série de réformes souhaitées par la Porte. Une assemblée d'évêques et

¹ Jovanović (Al.), *Postanak Egzarhije i Turska, Rusija i Srbija*, Skoplje, 1936, p. 83. L'ouvrage d'Aleksa Jovanović est l'étude la plus lucide et la plus documentée qui ait paru sur l'Exarcat du côté serbe.

² Stranjaković, *Srbija Pijemont Južnih Slovena*, Belgrade, 1932, p. 55. « Belgrade, écrivait en 1853 le Consul de France de Ségur, est le centre politique, moral et presque religieux des pays slaves de la Turquie » (Aff. Étr. fs. Belgrade, 12 mars 1853).

³ Djordjević (T. R.), *La Macédoine*, Paris, 1919, p. 132-133.

⁴ Radeff, *op. cit.*, pp. 128-129.

de laïques se tint bien en octobre 1858, mais les Bulgares, mal représentés, ne parvinrent pas à y faire entendre leurs revendications. Le conflit entre le Phanar et les Bulgares orthodoxes s'élargissait de plus en plus, et passait parfois du plan de l'administration religieuse intérieure sur le plan d'une controverse philosophique. Le Phanar s'obstinait à voir dans les manœuvres des Bulgares pour obtenir l'autonomie ecclésiastique une attaque sournoise contre la Patriarchie et même contre l'Orthodoxie orientale dont il liait intimement le destin avec celui de l'Hellénisme. Il dénonçait la propagande russe qui s'efforçait de faire de Saint-Pétersbourg le centre vital de l'Orthodoxie et de supplanter le grec par le slavons¹.

A la fin de cette même année 1858, les Bulgares demandaient à nouveau au Patriarche le droit d'avoir des évêques nationaux dans les diocèses qu'ils considéraient comme bulgares. Ils n'obtinrent pas une réponse satisfaisante, et dès lors leur agitation prit un caractère nouveau de violence. Les extrémistes envisageaient deux solutions : soit obtenir une autonomie complète équivalant à une séparation d'avec le Phanar, soit se rallier à Rome ou aux Églises protestantes. La Macédoine offre le meilleur exemple de cette crise religieuse profonde : en 1857 les premières missions de Lazaristes s'étaient installées à Salonique, Bitolj², Constantinople. En 1860 déjà il y avait 60.000 Bulgares et Macédoniens passés à l'uniatisme. Le cas de Kukuš (distante de 30 kilomètres de Salonique) est particulièrement frappant. Kukuš possédait une population purement slave dépourvue de tout élément grec ou tsintsare : les prêtres du Phanar s'obstinaient cependant à y prêcher et à célébrer les offices en langue grecque. Afin d'avoir un clergé national, les habitants de Kukuš décidèrent de passer en bloc à l'uniatisme. Le 24 juillet 1859, ils demandaient à Pie IX de les recevoir dans sa communion à condition qu'on n'apportât aucune modification aux coutumes, solennités et liturgie de leur église, « afin de conserver, écrivaient-ils, notre foi

¹ *Ibid.*, p. 131.

² C'était un Lazariste français, le Père Faveyrial, qui avait le ressort religieux de la Macédoine centrale. (Ivan Ivanić, *Iz crkvene istorije Srba u Turskoj*, Belgrade, 1902, p. 40). Mais les Lazaristes, qui avaient leurs centres d'action à Constantinople, Salonique et Monastir, étaient aidés dans leur apostolat par les Résurrectionnistes polonais d'Andrinople, qui propageaient le rite en langue slavonne, et par les Pères Augustins Français de l'Assomption à Philippopoli. Cf. Avril (A. d'), *Revue de l'Orient Chrétien*, 1897, p. 175. La mission lazarisite de Monastir avait cependant eu des débuts pénibles. Le vice-consul de France à Monastir, Grimblot, s'étonnait que le Père lazarisite français de cette ville pût ignorer totalement les langues slaves et n'avoir du grec qu'une connaissance très imparfaite (Aff. Étr. fs. Monastir, 29 novembre 1858).

intégrale et intangible, telle que nous l'avons reçue de nos aïeux et afin de nous protéger contre le clergé grec dépravé et corrompu...¹ »

L'affaire de Kukuš eut un retentissement extraordinaire en Bulgarie, auprès du Phanar et en Russie². L'évêque Hilarion fut dépêché par le Patriarcat œcuménique pour tenter de ramener les schismatiques dans le chemin de l'Orthodoxie en les arrachant à l'uniatisme où s'efforçait de les maintenir le supérieur des Lazaristes français, Mgr Boré. Les fidèles de Kukuš n'acceptèrent de renoncer à l'obédience romaine qu'en obtenant la garantie qu'un évêque de nationalité bulgare leur serait envoyé de Constantinople. Le Phanar dut céder et désigna Partheni Zografski, un Macédonien qui avait reçu sa formation religieuse en Russie³. Les Russes avaient été très effrayés par les événements de Kukuš et les conversions massives à l'uniatisme. Il n'est pas douteux au moins que certains chefs politiques bulgares avaient réussi à attirer l'intérêt de la Russie en agitant le spectre d'une apostasie universelle. Tel était le sens de la conversion bruyante de Dragan Cankov⁴. Ce n'est qu'après avoir obtenu la certitude d'être appuyés par la Russie que les Bulgares se résolurent à réclamer avec encore plus d'énergie une hiérarchie autonome. Or, à la fin de l'année 1860, le Patriarche œcuménique, bien qu'alarmé par ces défections multipliées, ne semblait pas disposé à se montrer plus conciliant. « Le monde orthodoxe, écrivait-il dans une encyclique, est aujourd'hui témoin, nous le disons avec effroi et

¹ L'adresse à Pie IX, parue dans le journal bulgare catholique de Constantinople, *Bălgarija*, est reproduite par Jordan Ivanov, *Bălgarski starini iz Make-donija*, 1931, p. 201-202.

² Cf. Golubinskij (E.), *Kratkij očerk istorii pravoslav. cerkvej bolgarskoj, serbskoj, rumynskoj*, Moscou, 1874, p. 195 et p. 205-208.

³ Radeff, *op. cit.*, p. 136.

Le gouvernement russe conçut du reste une vive irritation contre les Uniates bulgares. Un de ses agents à Plovdiv, Gerov, soudoya un Bulgare de Trevna, Petko Slavejkov, adversaire de l'Union, pour attirer dans un guet-apens, en juin 1861, l'évêque Joseph Sokolskij, chef de la communauté uniate. Le malheureux vieillard fut transporté à Biuk-Déré sur l'avis de l'ambassade russe, puis interné dans un monastère de Kiev. Il y fut d'ailleurs assez convenablement traité. On lui interdisait d'officier, mais on se servit de lui pour ordonner des prêtres uniates ukrainiens qui comptaient alors près de dix millions de fidèles. (Cf. l'article de D. A. Samocovliev : *Les Uniates bulgares*, dans *La Bulgarie*, 26 décembre 1932.) La correspondance officielle de N. Gerov a été publiée dans le tome premier des *Dokumenti za bălgarskata istorija*, Sofia, 1931. Une intéressante étude sur l'activité de Sokolskij a paru, sous la plume de St. Stanimirov, dans les *Izvestija na istoričeskoto družestvo v Sofija*, t. VI, Sofia, 1924, p. 91-162.

⁴ Radeff reconnaît que « ce n'était nullement la passion religieuse qui avait rapproché Cankov des catholiques. Il est à supposer, au contraire, que le démocrate qu'il était ne pouvait nourrir que de l'antipathie pour l'esprit autoritaire de l'Église romaine... » (Radeff, *op. cit.*, p. 179).

avec une douleur amère, de la fin tragique et fatale d'une scène jouée par Satan, père du Mal, pour la perte de tant d'âmes si pieuses, si chrétiennes... ¹ » Mais il réaffirmait tout aussitôt la doctrine traditionnelle du Phanar : « L'Église est la mère de tous les orthodoxes. Le Grec, le Bulgare, l'Asiatique, l'Albanais, tout chrétien, quelle que soit son origine, est l'enfant de cette Église sans aucune différence, sans aucune distinction... », et il avertissait les sujets de son Église de fuir la « vaine ambition nationale ». On remarquera que, dans cette énumération des « enfants de la grande Église », le Patriarche ne mentionne nullement les Serbes. Il ne leur pardonnait pas de s'être opposés, dans le diocèse d'Ohrid, à l'évêque qu'il avait envoyé en 1859, ce Meletios qui, pendant près de 10 années, scandalisa ses ouailles par ses violences et ses débauches. Mais les Bulgares ne se montraient pas plus conciliants. « Personne n'ignore, répondaient-ils à l'encyclique patriarcale, que notre sainte foi est devenue le jouet et la fable des évêques grecs, qui ne s'occupent qu'à percevoir, sans pitié ni merci, au moyen des *zaptiès* (gens de police), de l'argent et toujours de l'argent, se livrant à des actions infâmes et abominables sans jamais prêcher la parole de Dieu, car ils en sont incapables... ² »

Au fond, la devise des orthodoxes bulgares non uniaticistes aurait pu être « ni papisme, ni Phanar ». Cette sortie intimida quelque peu le chef de la « Grande Église » qui essaya de composer en offrant, en 1861, aux Bulgares un projet en 15 points, approuvé par un firman. Ce projet fut repoussé, le Patriarche refusant d'étendre le ressort de la future Église bulgare au delà du territoire compris entre le Danube et le Balkan, et par conséquent en excluant la Roumélie et la Macédoine ³.

Un brusque changement sur le siège de Constantinople devait amener un nouveau patriarche : Sophronios. Bien que ce dernier fût plus conciliant que son prédécesseur, les rapports entre Grecs et Bulgares ne s'améliorèrent pas. A Rušuk des troubles graves éclatèrent à l'occasion de la levée de l'impôt dû à la Grande Église, et la Porte se vit obligée d'intervenir en exigeant la réunion d'un concile chargé de trancher le débat. Le concile accorda quelques concessions aux Bulgares (comme le droit de participer, proportionnellement à la grandeur de leur nation, à l'élection du Patriarche), mais le ressort du Patriarcat de Basilée restait divisé en 6 districts : le 5^e district était la Macédoine, le 6^e la Bulgarie-Bosnie ⁴, chacun de ces districts

¹ Avril (A. d'), *Revue de l'Orient chrétien*, 1897, p. 277.

² Avril (A. d'), *Revue de l'Orient chrétien*, 1897, p. 281.

³ Jovanović (Al.), *op. cit.*, p. 115.

⁴ Jovanović (Al.), *op. cit.*, p. 117.

Le même auteur fait remarquer que ce curieux assemblage de deux provinces

envoyant deux évêques pour composer le synode de Constantinople. Projet qui avorta comme les précédents (1863). La Porte se montra plus conciliante que le Phanar en permettant, en septembre 1864, à deux évêques bulgares, Hilarion et Avksenti, de Veles, de revenir de leur exil. Les relations entre les Phanariotes et la communauté bulgare de Constantinople n'en furent pas facilitées, Avksentije ayant refusé d'accepter le pardon de son patriarche parce qu'il « n'attendait que de Dieu son pardon et sa récompense »¹.

En 1867, Sophronios abandonnait à son tour le siège patriarcal et était remplacé par Grégorios VI. Celui-ci, fatigué de cette interminable controverse, mit sur pied, en février 1867, un nouveau projet en 18 points. Les plus importants prévoyaient la formation d'une Église autonome². « Les éparchies qui seront reconnues pour bulgares constitueront un district religieux distinct et spécial qui se nommera district religieux bulgare (exarcat) (art. 1) ». A la tête de ce district se tiendra le Métropolitel le plus âgé, en qualité de vicaire du Patriarche (exarque) ; dans les prières, à l'église, il serait fait mention de ce dernier. A côté de l'Exarque se tient le Synode exarchique (art. 2) composé des évêques du district bulgare ; le Synode élit et soumet à l'approbation du Patriarche des évêques pour les diocèses bulgares auxquels la Porte remet le bérat par l'intermédiaire du Patriarcat. Le Synode ouvrira un Séminaire bulgare, mais les Bulgares continueront à être acceptés au Séminaire du Patriarcat (art. 3). Le quatrième article est d'une extrême importance : il admet la possibilité d'élection d'un Métropolitel bulgare au rang de Patriarche...³

Ce projet poussait à ses extrêmes limites la complaisance du

aussi différentes ne trahit aucune intention politique de la part du Patriarche Sofronios, mais simplement la croyance — d'ailleurs répandue chez les Grecs à cette époque — que les Slaves ne constituaient qu'une seule et même race, qu'un seul et même peuple et que la question des circonscriptions administratives ou religieuses était, somme toute, secondaire. D'autre part, ayant surtout été en contact direct, au cours de l'histoire, avec les populations bulgares, il n'y avait rien d'étonnant qu'ils étendissent à tous les autres Slaves le nom de Bulgares (cf. Jovanović, *op. cit.*, p. 174). Au contraire, pour les Turcs, la distinction en groupes nationaux (*millet*) était essentielle, mais, ces groupes n'étant reconnus que lorsqu'ils jouissaient d'une représentation religieuse, il s'ensuivait que l'accession des Serbes à une autonomie nationale en Macédoine était théoriquement impossible, le Phanar n'acceptant pas de reconnaître une autonomie religieuse parce qu'il n'admettait pas de différenciation ethnique, et la Porte se refusant à conférer une autonomie politique là où il n'avait pas existé au préalable d'autonomie religieuse.

¹ Radeff, *op. cit.*, p. 209.

² Ivanić (Ivan), *op. cit.*, p. 71.

³ Jovanović (Al.), *op. cit.*, p. 119.

Patriarcat. Le Patriarche ne confiait-il pas au comte Ignatiev : « Je veux bâtir de mes mains un pont à l'indépendance politique des Bulgares ¹ » ? Et cependant les Bulgares ne furent pas satisfaits. On leur donnait un ressort ecclésiastique limité au Nord par le Danube, à l'Est par la Mer Noire, à l'Ouest par la Serbie, au Sud par les Balkans, mais les Grecs conservaient la Thrace et la Macédoine ². Le nombre des diocèses cédés aux Bulgares s'élevait à treize, parmi lesquels comptaient six diocèses serbes, dont ceux de Raška-Prizren, de Sarajevo, d'Herzégovine et du Zvornik. Mais les Bulgares souhaitaient un accroissement de leur Église seulement du côté macédonien. Ils demandèrent le rétablissement de l'archevêché d'Ohrid. La Porte se montrant sourde à leur prière, ils se décidèrent à envoyer une députation en Russie où celle-ci se borna à recevoir des conseils de modération.

AVEUGLEMENT DE LA SERBIE.

Les Serbes, cependant, restaient indifférents à une polémique qu'ils pensaient être seulement d'ordre théologique, alors que l'avenir religieux — et national — de la Macédoine allait en dépendre. Il semble que, par une fatalité historique singulière, leur attention se soit toujours trouvée détournée de la question religieuse bulgare, aux moments les plus critiques, par des crises inopinées de leur politique intérieure ³. De temps à autre, quelque observateur plus clairvoyant lançait un cri d'alarme, mais il n'était pas écouté ⁴. Au con-

¹ *Ibid.*, p. 120.

² Avril (A. d'), *Revue de l'Orient chrétien*, 1897, p. 417.

³ Peut-être aussi beaucoup de Serbes ne croyaient-ils pas en l'avenir d'une Bulgarie indépendante, ce qui leur enlevait toute appréhension. Même Garašanin, qui pourtant savait voir loin, écrivait en 1844 : « C'est la vérité que les Bulgares, tout en étant la branche la plus importante du peuple slave en Turquie, n'ont aucune foi dans leurs forces personnelles pour se lancer dans une lutte d'indépendance. Ils ne le font que sous l'influence de pressions extérieures et particulièrement celles qui viennent de Russie ». Et il concluait : « Si nous avons bien compris les dispositions de l'esprit national en Bulgarie (en 1844), et sans sous-estimer les ressources patriotiques de cet esprit, nous devons dire que la Bulgarie est encore éloignée de ces grands efforts qui seront nécessaires pour affranchir la Patrie du joug turc ». (Cf. l'article de Ferdo Šišić, *Knez Mihailo i Bugari*, dans la *Politika* du 8 août 1937).

⁴ L'un des « avertissements » les plus célèbres est celui qu'envoyait à Constantinople, en 1849, le *Kapuĉhaj* de la Serbie. Sa lettre empreinte d'un sombre pessimisme concernait l'avenir de l'influence serbe en Macédoine : « Toutes ces perspectives d'un meilleur avenir (des populations slaves), je crains bien qu'elles ne se réalisent sans nous et que nous ne restions dorénavant, comme jusqu'ici,

traire, la Bulgarie, en raison même de sa sujétion politique et de son absence de frontières d'État, était capable de consacrer toutes ses énergies à la tâche de son expansion linguistique et religieuse. Or, si le Phanar était également hostile à l'une et l'autre Église orthodoxe, la Porte favorisait les prétentions bulgares, tandis qu'elle se montrait vigoureusement hostile au clergé serbe en tant que celui-ci avait toujours lié intimement la cause de sa foi aux insurrections nationales.

L'année 1858, la Serbie était absorbée par les problèmes que lui posait un changement de dynastie. En décembre, la Skupština de la Saint-André proclamait la déchéance d'Aleksandar Karadjordjević et, en attendant le retour de Miloš, un violent mouvement xénophobe se déclenchait contre les « Serbes du dehors » qui avaient submergé la principauté en profitant du régime constitutionnaliste. On ne prêtait guère attention à la politique extérieure, moins encore aux affaires de Macédoine qui semblaient confuses et sans intérêt pour la nation. Même lorsque le Prince Michel aura pris la direction de la politique extérieure serbe, cet aveuglement étrange persistera. Ce dernier avait réussi, en avril 1867, à gagner à la Serbie les forteresses turques de Belgrade, Šabac et Smederevo. Ce grand succès diplomatique devait l'inciter à réaliser son rêve : l'union des nations chrétiennes des Balkans. L'heure de l'insurrection des peuples opprimés allait sonner.

une province turque perdue, payant tribut et qui n'est pourvue de privilèges et de libertés intérieures qu'à l'intérieur de ses étroites frontières. Je le crains parce que je constate que, depuis quelque temps, certains nouveaux patriotes bulgares, venant de Russie, agissent dans un sens égoïste et séparatiste, de loin et sournoisement, dans un esprit de séparatisme et de divorce d'avec les Serbes. C'est de cet esprit, il me semble, que s'inspirent les récents journaux bulgares à Constantinople et les entreprises et les principes de cette Église, et il appert que tout cela reçoit des directives et des instructions de haut lieu (Russie). Si donc les Bulgares grandissent avec une telle mentalité, et s'ils attendent ainsi le jour fixé d'un meilleur avenir civil en Turquie, alors notre importance et nos perspectives dans cet Empire en seraient proportionnellement très compromises et, selon moi, nous pourrions le prévoir et y parer d'une certaine manière ». Il concluait en signalant un fait récent : l'ingérence de l'émigration polonaise dans les affaires bulgares : « Je remarque ici depuis quelque temps une certaine propagande en Bulgarie qui travaille à inspirer aux Bulgares de l'antipathie contre nous autres Serbes et à les attirer dans l'espoir d'un avenir meilleur et supérieur au nôtre, (leur disant) que nous ne sommes rien et que nous resterons comme nous sommes maintenant. Au début, cette propagande pouvait être d'origine russe, mais il me semble que les Polonais la soutiennent maintenant plus vivement encore, dans l'intérêt turc, et qu'ils ont déjà quelques agents parmi les Bulgares eux-mêmes qui commencent aussi à papillonner autour de la Légation de France. Dieu sait quels mémoires, où ils nous mêlent, ils lui communiquent ! » (*Bog zna kakve memoare, mešajući i nas, predaju*) (textes cités par Hadži-Vasiljević dans son ouvrage, *Prosvetne i političke prilike u južnim srpskim oblastima u XIX v.* p. 40).

Le Comité Révolutionnaire bulgare (*Dobrodelatelná družina*) de Bucarest devait fomenter des soulèvements en Bulgarie, au Monténégro, en Bosnie, en Herzégovine et dans la Vieille Serbie. Les pourparlers de la Serbie avec le Comité de Bucarest commencèrent en janvier 1867, sous la bienveillante protection de l'agent de la Russie à Bucarest, le baron Hoffsberg. Dès le 14-26 janvier 1867, le jour de la Saint-Sava, l'accord était réalisé. Le résultat des négociations était la rédaction d'un « Programme des relations politiques des Serbo-Bulgares (Bulgaro-Serbes) ou Entente cordiale » qui prévoyait la formation d'un État serbo-bulgare, dont Michel serait le chef, et dont la religion devait être l'orthodoxie (art. 9). On prévoyait un « Patriarche » commun aux Serbes et aux Bulgares. Le Synode était mixte. Les diocèses devaient tenir compte des régimes dialectaux (art. 10). Le 5-19 avril 1867, un « protocole » en 12 points, signé à Bucarest par les représentants bulgares, complétait cette entente cordiale. Le septième point déclarait que la religion dominante était la religion orthodoxe, mais « toutes les confessions étaient permises ». Le huitième point confiait au Prince le soin de confirmer les élections du Métropolite, du « primat » et des évêques composant le Synode. « Les affaires ecclésiastiques seraient réglées par un Synode indépendant, formé de représentants des deux peuples. Ce Synode sera représenté par le Métropolite, le primat, ainsi que par les évêques qui, dans les diocèses, seront confirmés par le monarque en tenant compte des dialectes »¹. Le douzième point fixait la résidence du chef de l'Église dans la capitale de « l'Empire Yougoslave »².

Cet accord avait été salué avec enthousiasme par les milieux politiques serbes. Garašanin avait écrit, le 2 février 1867, au représentant de la Serbie à Bucarest : «... Je me suis fort réjoui quand j'ai vu les Bulgares entrer dans nos desseins, dans les desseins de tous les Chrétiens d'Orient. C'est un événement très heureux, mais, pour qu'il ne soit pas venu trop tard, un travail sérieux devra nous faire rattraper le temps perdu ... »³

¹ Voir la traduction française du programme du 14 janvier 1867 et du procès-verbal du 5 avril 1867 dans la brochure de Stranjaković : *L'œuvre accomplie dans le passé en faveur du rapprochement et de l'union des Serbes et des Bulgares*, Paris, 1930, p. 8-15.

Le « Programme » et le « Protocole » ont été également publiés et commentés par Ferdo Šišić dans l'article *Knez Mihailo i Bugari* paru dans la *Politika* du 9-VIII-1937. M. Šišić met en lumière le rôle joué dans ces négociations par le bulgare Rakovski qui avait organisé en 1862 la célèbre « Légion bulgare » de Belgrade.

² Jovanović (Al.), *Postanak Egzarnije*, p. 75-76.

³ Piroćanac M. G.), *Knez Mihailo i zajedničko radnja balkanskih naroda*, Belgrade, 1895, p. 36-39.

Plus tard les Bulgares devaient contester toute valeur officielle à cet accord qui, à les entendre, trahissait leurs véritables intérêts nationaux. Certains historiens allèrent même jusqu'à contester l'authenticité du traité signé à Bucarest par l'*Uprava* bulgare et le Gouvernement serbe ¹. De leur côté, des historiens serbes ont taxé de folie cet esprit de tolérance du Knèze et ses efforts de collaboration avec la nation bulgare. Il n'est pas moins vrai que, du simple point de vue des intérêts de l'orthodoxie serbe, cette initiative présentait un danger considérable : depuis 1861 des démarches multiples avaient été entreprises par les Bulgares, tant auprès de la Porte qu'auprès du Phanar, pour obtenir la reconnaissance de l'autonomie de leur Église. Au cours même de l'année 1867, des manifestations d'une extrême violence à Monastir et à Trnovo avaient révélé la gravité du mouvement. Or, en appuyant ces revendications, le gouvernement serbe semblait accorder aux Bulgares une liberté d'action dans cette Macédoine où précisément sa propre propagande avait été jusqu'alors à peu près inexistante. Ébloui par les promesses que Zichy faisait miroiter devant ses yeux, le Knèze oubliait la dernière conquête médiévale de l'État serbe. Étourdi par les succès diplomatiques qu'il remportait et tout à la poursuite de son rêve panbalkanique, il n'avait ni pressenti, ni empêché l'imminente réalisation de l'Exarcats ². Des hommes politiques, isolés, se montraient, il est vrai, parfois plus lucides, tel cet Ilija Garašanin qui envoya de sa propre initiative deux instituteurs à Prizren ³. Ce n'était qu'une exception. Alors que les Bulgares prétendaient ouvertement rattacher à leur future Église des diocèses relevant jadis du Patriarcat orthodoxe serbe de Peć, un Bulgare notoire, Luben Karavelov, était autorisé en 1866 à publier à Belgrade le journal *Svoboda*, soi-disant chargé de prêcher l'union spirituelle des Serbes et des Bulgares, mais formulant en réalité un programme d'extension territoriale singulièrement ambitieux : *Bulgarijata od Čarnoto, do Jadranskā si*

¹ Sur cette controverse, cf. du côté serbe les ouvrages précédemment cités ; du côté bulgare, Gešov (Iv. Ev.) : *Evlogi Georgiev : traits de sa vie et documents pris dans ses archives. Revue de la Société littéraire de Bulgarie*, LXI-I-1900, Sofia ; l'article de Strašimirov (Dr. Dim. T.) : *Komitetskoto desetiletie (epoha na komitite)*, 1866-1876, dans le recueil : *Bălgaria 1000 godini. 927-1927*, Sofia, 1930, pp. 843 et 877 ; l'article de Miljukov (P.), « Les relations serbo-bulgares dans la question macédonienne », dans la revue *Periodičeski Bălgarski Pregled*, V^e année, livraison 9-10, p. 266, et enfin la brochure de polémique de Minčev (Iv.), *La Serbie et le mouvement national bulgare*, Lausanne, 1917, p. 32-37.

² Vasiljević (Hadži), *Bugarska egzarhija i njen uticaj na balkanske Slovene* Belgrade, 1913, p. 7.

³ Vasiljević (Hadži), *op. cit.*, Belgrade, 1928, p. 23.

moreta ; *i od Bjeloto more do Pešta* ¹. On ne peut se défendre de s'étonner, avec Ivan Ivanić, que le gouvernement serbe ait non seulement laissé libre l'impression de cette feuille, mais même subventionné son rédacteur sur des fonds de propagande.

Ces habitudes d'insouciance et d'indifférence à l'égard de la Macédoine, qui seront longues à s'effacer, sont surtout imputables au régime constitutionnaliste, qui avait volontairement renoncé à se servir de l'Église orthodoxe serbe dans des buts de propagande nationale par excès de libéralisme et dans l'espoir de gagner les populations yougoslaves non orthodoxes. Mais l'esprit d'impérialisme panbalkanique du Prince Michel ne différerait guère, dans ses résultats politiques, du libéralisme révolutionnaire de Garašanin en ne tenant que médiocrement compte du facteur religieux ².

La Serbie, cependant, en 1868, commença — un peu tard — à ouvrir les yeux. Le Prince Michel assassiné, on avait enfermé dans sa tombe les grands projets de soulèvement et d'union balkanique qui l'avaient hanté tout le long de son règne. La Régence, malgré les difficultés de politique intérieure dans lesquelles elle se débattait, eut du moins le mérite de regarder plus attentivement ce qui se passait en Macédoine. Le « Comité d'Études », chargé d'établir une documentation sur les pays serbes sous le joug étranger, comité créé par le Prince Michel sur les conseils de Milojević, fut réorganisé, et la présidence effective en fut dévolue à l'archimandrite Nicéfor Dučić, très au courant de toutes les questions religieuses en Macédoine. Le Gouvernement lui-même se voyait obligé d'intervenir devant la « voracité » (*halaplivost*) religieuse des Bulgares. Le 11 mars 1869, le Ministère des Affaires Étrangères de Belgrade envoyait à son agent à Constantinople des instructions significatives ³ :

« Nous avons appris par vos relations et par d'autres sources

¹ Ivanić (Ivan), *op. cit.*, p. 73-74 ; cf. Iorga, *Histoire des États balkaniques*, Paris, 1925, p. 371, n. 1, et le recueil *Bălgarija 1000 godini*, I, p. 661 : de 1869 à 1872 la *Svoboda* de Luben Karavelov parut à Bucarest. Sur Luben Karavelov, et plus particulièrement sur son activité à Belgrade, il existe de nombreux ouvrages en bulgare. Après le livre déjà ancien de Bobčev (*L. Karavelov*, Plovdiv, 1881), citons les études plus récentes de Klinčarov, *Luben Karavelov*, Sofia, 1925, de Bojan Penev, *Luben Karavelov*, Sofia, 1936 (p. 104-115), de Georgi Constantinov, *Luben Karavelov, Život-tvorčestvo-idei*, 1837-1937, Sofia, 1936 (pp. 48-72).

² « A côté des grands projets du programme d'émancipation balkanique, la question religieuse et scolaire posée par les Bulgares dans ces régions était d'importance secondaire pour le Prince Michel. Celui-ci ne pensait venir à bout de l'Empire ottoman que par des moyens révolutionnaires, s'exprimant par des soulèvements et une insurrection de tous les chrétiens. » Vasiljević (Hadži), *op. cit.*, p. 317.

³ Sur les réserves serbes, voir l'opinion bulgare de Petăr Nikov, *op. cit.*, p. 226, 227.

qu'il y a de plus en plus de chances de voir l'Église bulgare se séparer du Patriarcat de Constantinople et obtenir une administration ecclésiastique autonome. Le Patriarcat, tout comme les chefs du mouvement religieux bulgare, connaissent le point de vue adopté dans cette question par le gouvernement serbe... En recommandant l'unité en tous temps aux chrétiens d'Orient, la Serbie la recommandait également dans cette éventualité. Il nous a toujours semblé que le partage de l'Église orientale en nationalités affaiblirait la puissance des peuples et ouvrirait le chemin à toutes sortes de propagandes occidentales qui souvent, sous des apparences religieuses, poursuivent des fins politiques. Vous comprendrez que notre désir de reconnaître l'unité ecclésiastique en Orient n'aille point jusqu'à nous empêcher de considérer de raisonnables revendications nationales. C'est pourquoi notre action a toujours une double direction. Tandis que nous conseillions à nos frères bulgares de ne pas fuir l'autorité de la Grande Église, nous nous efforcions d'amener la Patriarchie à ne pas refuser au peuple bulgare une administration ecclésiastique nationale. Nous pouvions d'autant mieux donner ces conseils aux Bulgares que nous avons pu nous-mêmes prêcher d'exemple en ne nous séparant pas de la Grande Église, bien que cela, en raison de notre situation politique, nous eût été plus facile qu'aux Bulgares. D'autre part, il ne nous a pas été difficile de démontrer aux Patriarches de Constantinople qui se sont assis sur le trône pontifical pendant ces 10 dernières années que, dans notre siècle, l'enseignement de la religion — comme les autres enseignements — doit être également accessible au simple peuple (l'on atteint ce but quand on s'adresse à lui dans la langue qu'il comprend et par l'intermédiaire d'hommes pris dans son milieu), que le désir de supériorité d'une nationalité sur une autre, non seulement provoque des discordes entre les peuples et affaiblit leur entente, mais encore n'a aucune chance de succès. Malheureusement, nous avons depuis longtemps renoncé à croire que l'on adopterait l'orientation que nous indiquions. Des raisons, ne dépendant ni de l'une ni de l'autre partie, ne permirent pas de parvenir à une réconciliation entre elles, bien que les représentants à Constantinople de la plus grande nation orthodoxe (la nation russe) aient travaillé dans le même esprit qui nous a inspirés dans cette question.

Si une réconciliation entre les Bulgares et les Grecs est donc impossible à obtenir d'après les principes que nous considérons avec les autres Slaves orthodoxes comme les plus avantageux, nous avons alors le devoir de veiller à ce que par la séparation de l'Église bulgare de la grecque il ne soit pas porté atteinte au droit religieux séculaire de cette nation sous la domination turque, à la tête de laquelle se

tient la Principauté de Serbie. Le devoir auquel nous n'avons jamais failli nous est dicté plus impérativement encore par suite des circulaires des chefs bulgares, adressées à des diocèses purement serbes en Bosnie, en Herzégovine et en Vieille Serbie, par lesquelles on invite notre peuple à adhérer à l'Église bulgare. Ces circulaires ne mentionnent même pas l'Église serbe, ni même la langue serbe, comme vous le verrez dans la copie ci-jointe d'un de ces appels.

Vous comprendrez vous-même, Monsieur, que le désir du gouvernement serbe de reconnaître les droits des Bulgares ne peut aller jusqu'au point d'abandonner nos propres droits nationaux. Vous savez qu'il y avait autrefois quatre Patriarcats dans la péninsule des Balkans, à savoir : le patriarcat de Constantinople pour les Grecs, celui de Peć pour les Serbes, celui de Trnovo pour les Bulgares et celui d'Ohrid qui, par droit de conquête, a été parfois sous l'autorité des Bulgares et parfois sous celle des Serbes, mais finalement — et ce fait mérite une attention spéciale — fut conquis par l'empire ottoman comme possession serbe. Les patriarcats de Peć et d'Ohrid ne furent pas complètement abrogés dans la dernière moitié du dernier siècle, mais ils sont reconnus jusqu'à ce jour, d'après les registres de Constantinople, comme étant simplement attachés au Patriarcat de Constantinople, qui paie maintenant en leur nom le tribut annuel au trésor impérial. La meilleure preuve en est le bérat rendu par son Éminence le Patriarche Cyrille en 1855, et vous pourrez y voir quels étaient les diocèses dépendant de Constantinople, quels diocèses d'Ohrid et quels diocèses du Patriarcat de Peć. On propose maintenant de détacher un de ces patriarcats, *appelé* le patriarcat bulgare, du patriarcat de Constantinople ; cela ne peut signifier autre chose que ce qui est déjà honnêtement admis, c'est-à-dire qu'il s'agit ici du patriarcat de Trnovo. Mais la cession de tout autre Patriarcat à l'Église bulgare soulèverait la question de savoir si une vieille possession serbe ne serait pas ainsi transférée sans tenir compte de l'histoire de l'Église, ni même des droits acquis de la nation serbe dans la péninsule des Balkans. Si l'on veut donc rétablir le droit ecclésiastique bulgare, on donne par là des raisons à la Serbie pour demander le rétablissement du même droit pour tout le peuple serbe, et il faudrait en conséquence que tous les diocèses qui se trouvent dans les anciennes provinces serbes entrent dans le ressort du chef de l'Église serbe déjà reconnue de la Principauté. Mais tant que ne pourra être réalisé ce droit impérissable de la Nation Serbe, il est à souhaiter que ses anciens diocèses restent encore dans le giron de la patriarchie de Constantinople. Dans ce cas Son Éminence agirait dans l'intérêt de l'Église de la nation en envoyant

dorénavant exclusivement des pasteurs d'origine serbe, qui se conformeraient à l'esprit et aux intérêts de l'Église... ¹ »

Ces réserves serbes, exprimées pourtant sur un ton modéré, éveillèrent la méfiance du Phanar tout aussi bien que celle du gouvernement ottoman ². Celui-ci était de plus en plus résolu à soutenir les exarchistes. Le Sultan témoigna à ces derniers une faveur insigne et inouïe dans l'histoire de l'Islam, en faisant don à l'Église bulgare de Saint-Étienne à Galata d'un splendide Évangile revêtu de ses armes. En octobre 1868, le grand Vizir soumettait au Patriarche un nouveau projet élaboré par la Porte. On concédait aux Bulgares le droit d'établir un métropolitain dans chaque vilayet et un évêque dans chaque sandjak. Ces évêques ne devaient pas résider dans les villes où il y aurait déjà des évêques grecs et « les Bulgares portaient le titre de leur résidence effective » ³. Le chef de l'Église bulgare était tenu de résider à Constantinople, ce à quoi les Bulgares s'opposèrent, ce qui est curieux, car la résidence de leur Exarque dans la capitale œcuménique aurait donné un caractère d'universalisme à leur Église. Il est vrai que de nombreux exarchistes pensaient installer leur centre religieux à Trnovo ou à Ohrid. Grégorios VI trouva inacceptable le projet musulman : le fractionnement ou la division des diocèses suivant le nombre et la race des habitants porterait atteinte à l'unité ecclésiastique, relâcherait la discipline des fidèles, perpétuerait les rivalités et les divisions. Les Turcs organisèrent enfin, le 11 avril 1869, une commission de conciliation comprenant 4 Bulgares et 3 Grecs, qui ne parvint à aucun résultat. La Porte, décidée alors à rompre les ponts entre le Patriarcat et les Bulgares, par une intervention directe, donnait raison à ces derniers en leur octroyant, le 27 février (11 mars) 1870, le firman célèbre qui instaurait l'Exarcat ⁴.

¹ Ristić (Jovan), *Spoljašnji odnošaji*, III, p. 298. Un fragment a été traduit par Djordjević (T. R.), *op. cit.*, p. 163-164.

² Al. Jovanović remarque très justement que la forme sous laquelle la Serbie présentait ses revendications était passablement maladroite et ne pouvait qu'éveiller la suspicion des Turcs. « La Régence, eu égard à la Turquie, posait inopportunément notre question religieuse. Elle demandait que le Métropolitain de Serbie eût autorité en Turquie — presque sans contrôle — avec l'aide de l'appareil spirituel le plus délicat : prêtres, instituteurs et professeurs, tous hommes qui contribuent essentiellement partout à la formation de l'opinion publique et nationale de leurs compatriotes. Il est vrai que de telles exigences étaient entièrement dans l'esprit de la politique menée par la Serbie, mais elles expliquèrent que les Turcs aient créé le mouvement bulgare : ils voulaient s'en servir pour paralyser des aspirations de ce genre... » Al. Jovanović, *op. cit.*, p. 128.

³ *Revue de l'Orient Chrétien*, 1897, p. 417.

⁴ Jovanović (Al.), *op. cit.*, p. 131.

**PROCLAMATION DE L'EXARCAT
ET CONDAMNATION DE L'ETHNOPHYLÉTISME.**

Le firman comblait les vœux des exarchistes les plus intransigeants. Sur les 15 diocèses qui composaient l'Exarcate un tiers relevait, dans le passé, du Patriarcat de Peć. Ce n'était pas tout : les frontières de l'Exarcate n'étaient pas fixées ; mais, en vertu de l'article 10, elles pouvaient enfermer tous les diocèses où plus des 2/3 de la population se prononcerait pour lui. Les Bulgares manifestèrent naturellement une grande joie de leur victoire. Le Comité envoya une circulaire où il exprimait sa reconnaissance envers le chef de l'Empire Musulman : « Au-dessus de l'Église qui nous opprime, un roi puissant nous couvre de son égide. Ce défenseur est notre magnanime Sultan... ¹ » C'est que le firman, non seulement accordait les plus larges concessions à l'Exarcate sur le plan religieux, mais donnait lieu, indirectement, à une véritable révolution du statut civil bulgare. En effet, l'Empire ottoman ne reconnaissait pas de nations mais seulement des communautés religieuses. En d'autres termes, il ne voyait de groupes civils qu'à travers des Églises organisées et pourvues de hiérarchies. Par exemple, en 1861, la Porte avait reconnu du point de vue civil une existence séparée à la communauté des Bulgares unis, tandis qu'elle continuait à la refuser aux Bulgares de la Patriarchie, ce qui avait d'ailleurs incité beaucoup de Bulgares à se rattacher à Rome dans l'unique intention d'obtenir un statut civil et une autonomie nationale.

Jusqu'en 1870 et depuis 1453, les Bulgares étaient considérés comme des sujets directs du Sultan (*raïas*). Orthodoxes, l'administration impériale les classait dans le groupe civil des Grecs avec lesquels ils se confondaient (*Rumi Milleti*). Le firman du 11 mars les détache de ce groupe. Ils deviennent le *Bulgari Milleti*, c'est-à-dire une communauté religieuse et ethnique à part. Nous saisissons dans cette transformation l'une des principales forces de l'Exarcate. Il offrait à ses adhérents non seulement l'avantage de célébrer le culte dans une langue slave au lieu du grec, mais encore le privilège d'accéder à un statut civil supérieur, en obtenant la reconnaissance par les autorités musulmanes d'une autonomie théorique qui n'était autre que le fameux « pont » construit par le Patriarche Grégorios VI et qui conduisait les Bulgares à « l'indépendance politique ».

La proclamation du firman fut cependant pour ce même Patriarcat un coup de tonnerre. Dès le 5 avril, Grégorios VI affirmait que

¹ *Revue de l'Orient Chrétien*, 1897, p. 424.

«... comme il s'agit d'une question purement ecclésiastique et comme les dispositions du firman sont manifestement anticanoniques et attentatoires aux droits et aux privilèges de notre Saint-Siège, le Patriarcat ne peut accepter l'ultimatum du Gouvernement de Sa Majesté...¹ » Quinze jours plus tard il répondait à Aali Pacha qui déclarait que le Gouvernement Ottoman se refusait désormais à mettre la force de l'État au service des prétentions de la Patriarchie : « Le *tezkéré* de Votre Altesse contient les mots Église bulgare... Si l'autorité civile reconnaît des nationalités et accorde à chacune des droits et des privilèges, l'Église n'a jamais reconnu des nationalités dans son sein : elle ne s'est jamais divisée en Église arabe, albanaise ou bulgare² ».

Le Patriarche, impuissant à obtenir de la Porte la revision du firman, démissionnait le 11 juin 1870, et le Grand Vizir continuant à soutenir les revendications bulgares approuvait en 1871 le Statut de la nouvelle Église ;

« A la tête de l'Église bulgare se tient un Exarque élu pour une période de 5 années.

Le Saint Synode est constitué par 5 Métropolités *présidés* par l'Exarque.

L'Exarque seul a le droit de communiquer directement avec la Porte.

L'assemblée des Métropolités et de deux représentants de chaque diocèse élit l'Exarque. L'élection se fait à Constantinople. Cette assemblée choisit des candidats à l'exarcat, qu'elle présente à l'approbation de la Porte : c'est d'entre les candidats approuvés que l'assemblée élit l'exarque, élection que *doit* confirmer la Porte.

Chaque diocèse choisit trois candidats à l'épiscopat entre lesquels le Synode élit un évêque pour le diocèse déterminé.

L'Exarque porte le titre d'« Exarque de toute la Bulgarie ».

Dans la Liturgie, l'Exarque rappelle le nom du Patriarche de Constantinople et le Synode Bulgare, les évêques et les prêtres mentionnent le nom de leur métropolitaine. »

Le 23 février 1872 un *buyuruldi* (ordonnance) de la Porte, répondant à un *mazbata* des Bulgares demandant l'autorisation d'élire un exarque, leur accordait le droit de fixer leur choix entre Anthime, Païssos et Hilarion¹. Anthime, élu, partit aussitôt pour Constantinople, mais il ne fut pas reçu par le Patriarche. C'était le présage d'une rupture proche entre la Grande Église et l'Exarcat. Les hosti-

¹ Jovanović (Al.), *op. cit.*, p. 137.

² *Revue de l'Orient Chrétien*, 1897, p. 427.

³ *Revue de l'Orient Chrétien*, 1897, p. 430.

lités ne tardèrent pas en effet à commencer. Le 22 mars 1872, le jour de la fête des Saints Cyrille et Méthode, l'Exarque célébrait le culte divin dans l'église bulgare de Galata sans mentionner dans la liturgie le nom du Patriarche ¹. Le Concile qui se tint en septembre 1872 (en 4 séances plénières qui eurent lieu les 10, 24, 26 et 28 septembre) ne pouvait se qualifier d'œcuménique car il ne comprenait ni les Serbes d'Autriche, ni les Roumains de Transylvanie et Bucovine, ni les Russes et les Grecs, ni les évêques du Monténégro, de Serbie et de Roumanie. Ce Concile, composé seulement de 32 patriarches et archevêques, n'était, comme on l'a défini, qu'une « commission judiciaire ». De nombreuses manifestations bulgarophobes à Constantinople et une incontestable « pression de la presse et de la rue » contribuèrent notablement à influencer la décision conciliaire qui, comme on le sait, retranchait l'Église bulgare de la communion orthodoxe, excommunication justifiée par des considérants qui méritent d'être rappelés ²:

Art. 1^{er}. « Nous blâmons, condamnons et déclarons contraire à l'enseignement de l'Évangile et aux canons sacrés des Bienheureux Pères l'*ethnophylétisme*, soit les distinctions de races et les distinctions nationales dans le sein de l'Église du Christ.

Art. 2. « Nous proclamons étrangers à l'Église une, sainte, catholique et apostolique, et foncièrement schismatiques, les adeptes de l'*ethnophylétisme*, qui ont eu l'audace de fonder sur un tel principe des conciliabules sans précédents... ³ »

Mais le Concile, bien qu'il excommuniât « Hilarion ex-évêque de Macariopolis, Panarète ex-métropolite de Philoppopolis, Anthime ex-métropolite de Sofia, Hilarion ex-évêque de Loftcha, Parthénien ex-métropolite de Nissava, Gennadius ex-métropolite de Velissa », conservait encore l'espoir que « le Dieu de Miséricorde daignerait accorder un jour la grâce du repentir à ceux qui sont détachés de l'Église et ont fondé leur conciliabule illicite sur le principe de l'*ethnophylétisme*, afin qu'un jour ils désavouent leurs actes et rentrent dans l'Église, une, catholique et apostolique ⁴ ».

Cet anathème n'impressionna guère les Bulgares qui éprouvèrent au contraire un sentiment de satisfaction en se voyant détachés du Patriarcat. D'autre part la Porte se refusa à exécuter les poursuites civiles qui découlaient de la décision conciliaire. La position de l'Église orthodoxe serbe à laquelle le Patriarche de Basilée fit part de la sentence d'excommunication est plus difficilement

¹ *Ibid.*, p. 432.

² *Ibid.*, p. 434.

³ *Ibid.*, p. 435.

⁴ *Ibid.*, p. 436.

compréhensible. Alors que le représentant du Gouvernement serbe à Constantinople travaillait à « obtenir la confirmation de la nomination en Vieille Serbie et en Macédoine d'évêques serbes qui pourraient endiguer le flot bulgare et contrecarrer l'influence que les Bulgares espéraient exercer en Turquie d'Europe ¹ », le Métropolite Mihailo, dans les deux épîtres adressées au Patriarche, le 10 mai 1869 et le 14 décembre 1870 ², se montrait beaucoup plus réservé et exprimait froidement ses regrets de la rupture qui était survenue. Par ailleurs il faisait remarquer que, si les Bulgares se servaient du principe des nationalités, les Grecs ne s'en servaient pas moins. « Les Serbes, ajoutait-il, liés avec les Bulgares par la parenté, la foi et le voisinage, ne peuvent rompre avec eux ces liens ³. »

Cette réponse négative du Métropolite pouvait à vrai dire surprendre quelque peu le Patriarche, car, en 1870 encore, Mihailo s'était trouvé aux côtés du Phanar pour déplorer l'ingérence de la Porte dans les affaires de la Grande Église, allant même jusqu'à affirmer que « par la décision de la Porte l'Église était grandement exposée à une action arbitraire, et son existence future serait rendue impossible dans un pays où les pensées, les actions et le respect sont exposés à changer et où sont minés les fondements de la sécurité ⁴. »

L'Église serbe, aveugle comme l'avait longtemps été le gouvernement de la Principauté, persistait à ne voir le péril que dans les interventions des autorités musulmanes et non pas dans les dangers d'extension de l'Exarcats ⁵.

Pourtant la situation était d'une singulière gravité. Après la proclamation de l'excommunication, la Sublime Porte, dans un esprit d'hostilité à l'égard du Phanar, avait notifié à l'Exarque qu'il était autorisé « à envoyer des évêques relevant de sa seule autorité dans les diocèses bulgares ou mixtes qui reconnaîtraient le nouvel Exarcats ». La « guerre des plébiscites » allait commencer officiellement, ardente et parfois sanglante, entre la Patriarchie et l'Exarcats, guerre à laquelle devait participer, anonymement, mais avec non moins de

¹ Djordjević (T. R.), *op. cit.*, p. 166.

² *Pravoslavlje* (Belgrade), janvier 1871, p. 137-138, et mars 1871, p. 235-236.

³ Jovanović (Al.), *op. cit.*, p. 145.

⁴ Djordjević, *op. cit.*, p. 165.

⁵ On a essayé d'expliquer l'attitude du Métropolite en déclarant que l'Exarcats, tel qu'il avait été conçu primitivement, « n'était bulgare que de nom, son caractère (étant) avant tout slave » et que ce n'était que vers 1880 que le caractère bulgare de l'Exarcats se révéla (cf. Stranjaković, *L'œuvre accomplie dans le passé en faveur du rapprochement et de l'union des Serbes et des Bulgares*, p. 18). Ce point de vue apparaît difficilement soutenable. Si le Métropolite ne s'est pas préoccupé de la propagande exarchiste, c'est que la question de Macédoine ne l'intéressait pas à l'époque où fut promulgué le firman.

passion, l'Église orthodoxe serbe. Mais une lutte sournoise s'était engagée depuis longtemps déjà et avant même la sentence d'excommunication.

Depuis les années 60, la propagande bulgare s'était attaquée avec acharnement au Métropolite grec de Niš, Kalinik, bien que ce dernier fût un modèle de dévouement et de tolérance. Cette campagne était soutenue par le grand Vizir qui s'efforçait d'ébranler le prestige du Patriarcat. En 1872, une partie de la population de Niš demanda à passer sous l'autorité exarchiste, et un évêque de l'Église bulgare, Viktor, vint siéger au mois d'août de la même année, à côté de l'évêque patriarchiste ¹.

Ce Viktor était une figure intéressante qui semble avoir utilisé la force de la nouvelle Église par ambition personnelle plus que par souci de répandre le bulgarisme, puisqu'il refusait d'introduire dans l'école serbe de Niš des livres bulgares ². D'ailleurs la tiédeur exarchiste de Viktor lui fut profitable puisqu'il resta à son siège épiscopal après le rattachement de Niš à la principauté de Serbie.

Skoplje offre l'exemple le plus curieux des efforts tentés par les patriarchistes pour essayer d'adapter la rigidité du système phanariote aux exigences d'une population slave qui, la première de Macédoine, avait en 1829 demandé au Phanar un évêque national. Les éléments hostiles au Patriarcat étaient dirigés, dans les années 40, par un instituteur bulgare, Pavel Pavlentije Harvat ³. En 1861, le Phanar cédait devant une émeute populaire qui rétablit par la force la liturgie en langue slave. La propagande bulgare commençait déjà à travailler Skoplje avec persévérance ; elle put se manifester au grand jour en 1868 à l'occasion de la mort du Métropolite Joachim. La même année le chef du mouvement bulgare Čomakov révélait le sens véritable de l'action entreprise pour détacher les slaves chrétiens du Patriarcat. Comme il n'y avait pas d'apparences que l'on parvînt à attirer un nombre suffisant de fidèles au sein de la nouvelle Église, les agents bulgares à Skoplje, dont les plus actifs étaient Stojan Kostov et Jordan Hadži Konstantinov, décidèrent d'attaquer à la tête, c'est-à-dire d'essayer de gagner à leur cause le Métropolite patriarchiste de Skoplje, Paissos, ce qui ne semblait pas difficile quand on connaissait la faiblesse morale de ce dernier, sa vanité et son goût du lucre ⁴. Stojan Kostov, secrétaire personnel

¹ Nikov (Petr.), *op. cit.*, p. 314.

² Vasiljević (Hadži), *Prosvetne i političke prilike u južnim srpskim oblastima u XIX v.*, p. 399.

³ Vasiljević, *op. cit.*, p. 103.

⁴ Cf. l'article de Grujić (Rad.), *Skopska Mitropolija, istorijski pregled*, dans la *Spomenica pravoslavnog Hrama Sv. Bogorodice u Skoplju*, Skoplje, 1935, p. 249.

de Païssos, était bien placé pour parvenir à ses fins. On réussit à persuader au prélat que dans la nouvelle Église il y avait une place pour lui, et on ne parlait de rien moins que de lui confier l'insigne dignité d'Exarque. Païssos décida de faire passer le clergé de Skoplje à l'Église bulgare, mais pour tromper le Patriarcat il recourut à un singulier artifice : il se nomma un vicaire, administrateur du diocèse, l'archimandrite Haralampija. Puis, ayant réuni tous ses prêtres, il leur expliqua la signification européenne de l'action exarchiste et leur ordonna d'écrire au Patriarche qu'ils ne reconnaissaient plus leur pasteur Païssos pour métropolite. Lui-même eut l'audace de prévenir le Phanar que « le peuple l'avait renversé et avait nommé à sa place l'archimandrite Haralampija, que tous se déclaraient Bulgares ; que le diocèse de Skoplje demandait à rentrer dans l'Exarcat et que lui — Païssos — ne savait quelle attitude prendre ¹ ». A ceux qui venaient lui rendre visite à la Métropole, Païssos déclarait qu'il était de Kukuš, d'origine bulgare, que son « kum » était bulgare, que sa mère enfin était bulgare, etc. Comme tous les convertis de fraîche date, Païssos ne réussissait pas à exhiber suffisamment de quartiers de bulgarisme. Des prêtres qui approchèrent d'assez près le Métropolite à cette époque prétendent que son « exarchisme » n'était qu'une « comédie » et qu'il joua les agents bulgares autant qu'il fut d'ailleurs joué par eux ². Quoi qu'il en soit, son attitude équivoque favorisa singulièrement la propagande exarchiste. Cette propagande s'exaspéra lorsqu'elle se vit refuser le diocèse de Skoplje par le firman du 27 février, et elle s'appliqua à arracher à la Porte l'autorisation de procéder à un plébiscite. Les résultats de celui-ci (fin 1872) furent — comme celui d'Ohrid — favorables, avec une très grosse majorité, à l'Exarcat ³. Le chef de l'Église bulgare désigna comme Métropolite à Skoplje Dorotej, qui ne put venir occuper son siège — et d'ailleurs pour peu de temps — qu'en 1874. La situation religieuse de Skoplje, malgré la prétendue unanimité du plébiscite, restait fort confuse. Les exarchistes possédaient les églises de la Vierge et de Saint-Dimitri ⁴. Ce fut grâce au dévouement et à l'énergie de quelques-uns de leurs prêtres que les Serbes conservèrent, sous l'obédience de la Patriarchie, l'église de Sveti Spas, où ils installèrent le Métropolite Païssos, revenu à de meilleurs sentiments et prétendant de plus belle qu'il n'avait jamais adhéré à l'Exarcat ⁵.

¹ Vasiljević (Hadži), *Skoplje i njegova okolina*, Belgrade, 1930, p. 530.

² Vasiljević (Hadži), *Prosvetne i političke prilike u južnim srpskim oblastima u XIX v.*, p. 372-373.

³ Radeff, *op. cit.*, p. 289.

⁴ Vasiljević (Hadži), *op. cit.*, p. 373.

⁵ Grujić (Rad.), *art. cité*, p. 249.

Il faut noter, d'autre part, que, bien que les fidèles serbes qui se groupaient autour de Paissos restassent en communion avec le Phanar, ils n'en hésitaient pas moins à introduire une liturgie exclusivement en langue slave. Ce ne fut que lorsque le premier métropolite exarchiste, Dorotej, vint à Skoplje, que les prêtres serbes de Sveti Spas décidèrent de lire les offices en grec et en slave conjointement, afin de témoigner ostensiblement leur attachement à l'Église de Constantinople ¹.

RÉACTION DES SERBES DE MACÉDOINE.

On s'est souvent demandé quelle pouvait être la réaction des populations chrétiennes devant ces luttes religieuses violentes que l'on se plaît couramment à interpréter comme des luttes nationales. Il est hors de doute que les évêques phanariotes en Macédoine étaient détestés et que le peuple accueillit avec un véritable soulagement la disparition de la langue grecque et son remplacement par le slavon dans la liturgie. Mais c'est là un phénomène qui dépasse la querelle du Phanar et de l'Exarchat. L'uniatisme avait aussi joué la carte linguistique, et c'est parce que, comme le proclamait l'inscription placée dans l'église de Kukuš, sa langue maternelle lui avait été rendue que la population de cette petite ville avait passé tout entière sous l'obédience du Saint-Siège en 1859 ². Des « chansons nationales serbes » citées par Ivan Ivanić révèlent que chez des paysans macédoniens serbisants ce grand conflit d'Églises se réduisait à un règlement de comptes balkanique dont les Serbes n'avaient qu'à souffrir :

*Kamo Srba da nas uče,
Srpskoj Veri,
Srpskoj Knjizi ?... ³*

Une autre chanson — toujours de source serbe — se plaint des « moines noirs » qui ont « vendu la religion pour de l'argent », des čorbadžis et des instituteurs qui sont devenus des domestiques bulgares. Elle conclut avec pessimisme :

*Čudo stanalo po sveto
Da se gonat vladici i Patrici. ⁴*

¹ Vasiljević (Hadži), *Skoplje i njegova okolina*, p. 527.

² Radeff, *op. cit.*, p. 134.

³ Ivanić (Ivan), *Iz crkvene istorije Srba u Turskoj u XVIII i XIX veku* p. 87.

⁴ *Ibid.*, p. 87.

Nous savons d'ailleurs comment se passaient ordinairement ces plébiscites. L'exemple de celui de Kumanovo est particulièrement significatif : l'agent de l'Exarcat demandait au paysan :

Grk li si ti bre ?

comme ce dernier, interloqué, répondait habituellement :

nesam Grk, Gospodar,

l'exarchiste se tournant vers le scribe ordonnait :

Pišite bulgar millet.

Beaucoup de ces braves gens ignoraient totalement le sens des expressions : Exarcat et Patriarcat et les déformaient risiblement. Les Turcs les questionnaient plaisamment : *po palamara li će ili po eksera ?* (pour la corde ou pour le clou ?) ¹.

La guerre serbo-turque de 1876 et la guerre russo-turque mirent fortement en danger le mythe de la solidarité religieuse des Serbes et des Bulgares. Les écoles et les églises serbes de Macédoine eurent beaucoup à souffrir. Un grand nombre d'entre elles furent détruites, les autres fermées, ce qui permit à la propagande exarchiste de prendre un nouvel essor en occupant immédiatement les positions évacuées par les Serbes. C'est ainsi qu'à Bitolj les exarchistes réussirent à conquérir une population que d'énergiques instituteurs serbes, anciens élèves de la Deuxième Section du Séminaire, avaient en partie retenue jusque-là dans le giron de l'Église patriarchiste ². On devait comprendre enfin à Belgrade que l'intérêt de l'Église serbe n'était pas à sens unique et que, si des liens solides et multiples rattachaient le clergé des provinces insurgées au clergé de la Principauté, les prêtres de Macédoine, en butte à la fois aux persécutions musulmanes et à la concurrence de l'Exarcat, méritaient d'être soutenus si l'on ne voulait pas être obligé d'évacuer des positions si péniblement conquises. L'igoumène du monastère de Saint-Georges près Temsko (district de Pirot), Ćesarije, qui vivait depuis 40 ans dans ce monastère dont il avait fait un centre de culture serbe, ayant été en 1876 suspecté d'entretenir des relations avec la Principauté, fut traîtreusement attaqué et massacré par les Albanais. Pour venir à bout de l'intrépidité religieuse des prêtres serbes, les Musulmans ne craignaient pas de recourir à tous les expédients. Les Albanais qui entouraient le monastère de Sveti Marko, dans le diocèse de Prizren, s'étaient, en 1876, mis en tête d'acheter l'abjuration du Prieur, le vénérable Petronije, en lui offrant la plus désirable

¹ Vasiljević (Hadži), *Prosvetne i političke prilike*, p. 360, n. 2.

² Vasiljević (Hadži), *op. cit.*, p. 413.

de leurs filles. Bien entendu le prélat sut repousser avec indignation une telle proposition ¹. La même année le pape Gerasim Popović de Budimlje était tué par les Turcs. En 1878 le pape Kosta Popović, accusé d'avoir soulevé le peuple, était assassiné par les Albanais et sa tête coupée était attachée à un arbre en plein marché de Vučitrn ².

Il est impossible de citer tous les noms des prêtres serbes qui ont péri dans ces luttes et dans ces soulèvements. Le rôle du clergé apparaîtra encore mieux si l'on observe que, dans l'insurrection serbe qui éclata dans la région de Kumanovo, entre la paix de San Stefano et le Congrès de Berlin, en 1878, insurrection qui avait pour but le rattachement à la Principauté, on peut relever les noms de onze prêtres. La plupart d'entre eux moururent en captivité dans d'atroces souffrances dans les geôles de Salonique, d'Asie Mineure et de Rhodes ³. Ainsi le clergé provincial mettait plus de courage et de volonté à affirmer son caractère serbe que n'en témoignait l'Église de la Principauté à revendiquer comme son héritage spirituel ces terres qui avaient vu naître et s'épanouir la première hiérarchie ecclésiastique serbe.

RÔLE DE LA « DEUXIÈME SECTION » DU SÉMINAIRE.

En 1873 — Stojan Novaković étant ministre des Cultes, — on adjoignait à l'ancien séminaire créé par le Métropolitte Petar une *Deuxième section* destinée aux jeunes Serbes qui venaient des pays serbes sous la domination étrangère, mais surtout de Macédoine et de Bosnie-Herzégovine. Cette nouvelle institution, appelée aussi le *Séminaire étranger*, avait pour objet de former des sujets susceptibles de servir la propagande serbe hors de la Principauté ¹. Il est en effet curieux de constater qu'en dépit de son appellation ce que l'on enseignait le moins dans ce Séminaire c'étaient les matières religieuses. Par contre, la langue et l'histoire serbes étaient à l'honneur. On y apprenait aussi aux élèves à se familiariser avec l'usage des armes. Au printemps de l'année 1876, à la veille d'événements décisifs pour

¹ Kostić (Petar), *Crkveni život pravoslavnih Srba u Prizrenu i njegovoj okolini u XIX veku*, Belgrade, 1928, p. 131.

² Sur les massacres des prêtres serbes en Vieille Serbie, cf. Popović (Mihailo I.), *Istorijska uloga Srpske Crkve*, Belgrade, 1933, p. 122.

³ Popović (Mih. I, *op. cit.*, p. 123.

⁴ La mission de cette école était, dit Hadži-Vasiljević, de « préparer l'enthousiasme des instituteurs et des prêtres pour les régions serbes non libérées et pour d'autres buts élevés. On veillait avant tout à ce que les élèves des diverses régions se connussent entre eux et connussent leurs pays respectifs... » (Vasiljević, *Prosvetne i političke prilike*, p. 382-383, n. 2).

tout le peuple serbe, on amenait dans la cour du Séminaire un petit canon dont on fit le démontage et la théorie. La *Deuxième Section* du Séminaire était dirigée par Miloje Milojević, un patriote ardent qui, l'un des premiers, avait révélé aux siens le caractère serbe de la Macédoine. Milojević assurait à lui seul l'essentiel de l'enseignement ; il occupait les chaires de « Syntaxe serbe », d'« Histoire serbe », des Chants Nationaux. Les questions religieuses étaient traitées par le futur Métropolite Inocentije, qui n'était alors que l'archiprêtre Jakov Pavlović. Le directeur de la *Deuxième Section* du Séminaire avait établi en 1875, en collaboration avec les élèves, un *Règlement* auquel ces derniers juraient de se soumettre aveuglément, non seulement pendant leur stage d'études, mais aussi leur vie durant. Ils étaient tenus à prêter serment sur la Croix et l'Évangile ¹.

Dans la lutte contre l'Exarcat, la *Deuxième Section* devait jouer un rôle prépondérant.

ASPECT DOCTRINAL DE LA QUERELLE EXARCHISTE.

La lutte que l'Église orthodoxe serbe va avoir à engager après 1876, elle l'engagera soit directement, par les prêtres et les instituteurs qu'elle enverra en Macédoine et qui se seront formés dans la principauté, soit indirectement — dans la majorité des cas — en soutenant officieusement les efforts du Patriarcat, ce qui n'en constituera pas moins une situation fausse puisqu'en appuyant le Phanar elle sera parfois obligée de tolérer l'emploi dans la liturgie de la langue grecque à côté de la langue slave.

Quelle que soit l'origine (serbe ou bulgare) des études innombrables qui ont paru sur la formation et le développement de l'Exarcat, on retrouve à peu près partout certains thèmes communs dont le plus répandu est assurément celui de la primauté de la question nationale sur la question purement religieuse : idée qui était admise des contemporains eux-mêmes. En mars 1878, Dostoevskij écrivait : « Le tout récent conflit de l'Église gréco-bulgare n'était, sous son aspect ecclésiastique, rien de moins, naturellement, que national, quelque chose comme une prophétie pour l'avenir ² ». On ne saurait taxer de partialité l'écrivain russe qui suivait alors très attentivement tous les mouvements nationaux slaves. D'autre part,

¹ Sur cette « Deuxième Section », voir aussi la *Spomenica Društva Svetoga Save (1886-1936)*, Belgrade, 1936, p. 62.

² *Polnoe sobranie sočinenii O. M. Dostoevskago*, t. VI, *Dnevnik pisatelja*, St. Petersbourg, 1886, p. 556 (cité d'après la traduction française de Chuzeville, *Journal d'un écrivain*, Paris, 1927, t. III, p. 117-118).

si l'on confronte les thèses qui s'opposent, on est surpris du fait que les points de vue serbe et bulgare ont ceci de commun qu'ils rejettent au second plan la signification religieuse de l'Exarcats. Les uns déclarent que, si l'Exarcats a connu une « vogue » aussi étonnamment rapide, la raison en était que les chrétiens slaves de Macédoine ne voulaient plus à aucun prix de la langue grecque et qu'ils étaient prêts plutôt à changer d'Église qu'à renoncer à ce signe de la nationalité qu'était le slavon d'église. Les autres affirment simplement que l'Exarcats, « Église de toute la Bulgarie », n'a fait que rassembler des Bulgares authentiques, et ils ajoutent que les fidèles de cette Église n'y avaient adhéré que pour conserver leur nationalité. Bulgares comme Serbes ne discutent même pas la possibilité d'une « conquête religieuse » et n'admettent point la coexistence d'une propagande nationale intéressée et d'un prosélytisme confessionnel partiellement désintéressé.

Il nous semble qu'on devrait observer que ce que l'on a pu nommer « l'offensive scolaire » de l'Exarcats — si l'on ne tient pas compte des écoles bulgares sporadiques qui existaient déjà dans certaines grandes villes de Macédoine comme Skoplje, Bitolj, Ohrid — n'a commencé qu'assez tard. Ce n'est qu'en 1880 — dix ans après le firman du 27 février — qu'a été créé par l'Exarque le célèbre *Office Scolaire*. De même ce n'est qu'après l'érection d'une Bulgarie autonome que le mouvement exarchiste pourra bénéficier de fonds qui lui permettront d'obtenir de ses « œuvres » culturelles et sociales un rendement satisfaisant ¹.

Dans la première décade qui suit la proclamation de l'Exarcats, l'Église bulgare ne disposait en effet que de moyens relativement restreints. D'autre part, constatation dont il n'apparaît guère que l'on ait tenu un compte suffisant, l'Église exarchiste offrait assurément aux Slaves orthodoxes le privilège d'employer la langue slavonne d'église, mais, d'eux-mêmes, les Serbes orthodoxes restés fidèles au Patriarcat réintroduisaient dans la liturgie le slave à côté du grec. L'exemple de Sveti Spas à Skoplje, que nous avons cité plus haut, est concluant. Les sermons qui, il est vrai, pouvaient être tenus en langue bulgare étaient trop rares pour exercer une influence quelconque sur des Slaves orthodoxes non bulgares, c'est-à-dire pour les attirer ou les éloigner de l'Exarcats. Il reste donc, pour nous mieux expliquer les succès de ce dernier, à étudier en quoi il différerait des églises autocéphales jusque-là admises par le

¹ Al. Jovanović a étudié les origines de l'« offensive » scolaire serbe en Vieille Serbie. Ce n'est qu'à partir des années 90 que la Serbie a commencé à soutenir ouvertement une action scolaire restée jusqu'alors secrète. (Cf. Al. Jovanović, *Srpske škole i četnički pokret u južnoj Srbiji pod Turcima*, Skoplje, 1937).

Phanar et pourquoi ce dernier le proclama schismatique. Les textes du firman instituant l'Exarcat, la sentence d'excommunication prononcée par le Patriarche et le Tomos qu'il délivra à l'Église serbe en 1879 seront nos éléments d'orientation dans cette analyse.

Le premier principe auquel se réfère le Patriarche dans toutes ses encycliques est celui de l'*œcuménicité* de l'Église orthodoxe. « Si l'autorité civile reconnaît des nationalités et accorde à chacun des droits et des privilèges, l'Église n'a jamais reconnu de nationalités dans son sein : elle ne s'est jamais divisée en Église arabe, albanaise ou bulgare ». Pourtant cette affirmation d'*œcuménicité* est abstraite : l'Église, en maintenant son unité spirituelle et doctrinale, est obligée d'admettre des communautés ecclésiastiques historiques qu'elle a reconnues dans le passé et qui jouissent d'une autonomie d'autant plus étendue que les États sur lesquels elles se trouvent jouissent d'un statut international plus indépendant. Cette exigence est tempérée par un second principe de l'Église orthodoxe, traduit par une formule très ancienne qui apparaît pour la première fois dans une lettre adressée en 1302 à Innocent III par un roi de Bulgarie :

Imperium sine patriarchâ non staret ¹.

Empire n'étant pris que dans un sens général, la formule signifie clairement que tout État indépendant doit posséder une Église indépendante. Ce principe a été reconnu et adopté au ^v^e siècle par le Concile de Chalcédoine, sous le nom de 28^e Canon. Or ce Canon, non reconnu par le pape Léon, retrouvait inopinément au ^{xix}^e siècle une faveur nouvelle dans la pratique orthodoxe. La « grande Église Mère » de Constantinople acceptait en effet de donner une administration religieuse autonome à des Églises qui se trouvaient sur des territoires civilement autonomes ou indépendants. Par contre, elle se refusait à reconnaître des Églises nationales, c'est-à-dire groupant tous les fidèles d'une même nation. Répugnance qui n'était point exclusivement dogmatique, mais qui se justifiait par le fait que le Synode patriarcal, presque entièrement composé de Grecs, craignait fort de perdre son autorité le jour où l'Église ne serait plus un agrégat de groupements religieux régis par une oligarchie épiscopale hellénique, mais se transformerait en une fédération d'Églises nationales, égales entre elles, dont le Patriarche ne serait que le Président d'honneur impuissant, une espèce de « président de république démocratique » ou de république fédéraliste ². Il faut remarquer toutefois

¹ Avril (A. d'), *Les Églises autonomes et autocéphales (451-1885)*, Paris, 1895, p. 4-5.

² Janin (P. Raymond), *Les Églises orientales et les rites orientaux*, Paris, 1922, p. 151.

que le Patriarcat était incapable d'enrayer ce mouvement centrifuge tendant à détacher peu à peu du sein de la Grande Église des unités ecclésiastiques qui substituaient aux rapports d'interdépendance du passé de simples contacts. Les nouvelles Églises auto-céphales et autonomes étaient égales entre elles (*isonomes*). Chacune de ces Églises était tenue simplement de rappeler dans sa liturgie le nom du Patriarche et d'entretenir avec l'Église de Constantinople les liens ténus du respect filial. L'autocéphalisme était pour le Phanar un moindre mal et même, sans qu'il l'eût d'ailleurs calculé, le seul moyen qui lui restât de prévenir le schisme en lui enlevant sa signification religieuse. Tout en étant acculé à ces concessions, le Patriarcat s'était toujours défendu de confondre autocéphalisme et phylétisme : la Grande Église connaissait des entités religieuses indépendantes ; elle n'en reconnaissait pas de nationales. Aussi ce fut un véritable scandale dans les milieux du Phanar lorsque les Bulgares, sans *imperium*, sans constituer un État indépendant ni même autonome, simples raïas, prétendirent comprendre dans les frontières de l'Exarcate tous les Bulgares vivant dans l'Empire ottoman. Refuser l'obédience au Siège de Constantinople, c'était non seulement préparer la voie à un schisme proche, mais aussi envisager une conception nouvelle de la structure organique de l'Église orthodoxe, différente de celle qui était universellement reconnue par tous les chrétiens orthodoxes : c'était se rendre coupable d'une véritable hérésie. Il y avait dans ce principe de l'ethnophylétisme une force explosive terrible : le Phanar pouvait désormais redouter que les Serbes, imitant ce fâcheux exemple, ne reconstituassent leur Église nationale, alors dispersée entre le Patriarcat de Karlovci, la Métropole de Belgrade et celle de Cetinje, Église riche des souvenirs d'une commune histoire qui avait précisément eu comme théâtre ces mêmes lieux où vivaient encore des Serbes orthodoxes, sujets du Patriarcat. Comment la « Grande Mère » aurait-elle la force de retenir au bercail ses derniers fidèles le jour où renaîtrait de ses cendres le Patriarcat de Péć ou un Exarcate serbe ? Mais, bien qu'on y songeât à Belgrade, il n'y eut ni Exarcate ni Patriarcat serbe, et l'Église de la Principauté en fut réduite à poursuivre un combat inégal avec l'Église Bulgare ; celle-ci bénéficiait seule de tout le dynamisme d'une Église neuve, qui puisait dans son excommunication l'insolente ferveur des mouvements hérétiques dans leur jeunesse. C'est cette « puissance du schisme »¹ que les historiens n'ont pas tous comprise.

¹ En 1894 une revue bulgare, *Duma*, soutiendra que « les Bulgares devraient laisser l'Orthodoxie aux Grecs de Constantinople et retourner au Bogomilisme ou Paulicianisme de leurs ancêtres » (cf. d'Avril, *Les Églises autonomes et auto-céphales*, p. 14).

Car ce schisme, comme beaucoup de ses antécédents dans l'histoire de l'Église d'Orient ¹, consistait dans la fusion intime de la nationalité et de la religion, par delà les frontières d'États ou de provinces qui prétendaient découper artificiellement de vivantes communautés spirituelles.

On retrouve au contraire, chez les Serbes, non plus cette impatience de conquête fondée sur un fanatisme racial ou linguistique, mais l'espoir persévérant dans la restauration d'un passé historique. Bercés par ces chants et cette « épopée populaire » dont parle Rozanov, ils savaient attendre. Mais cette affection pour leur histoire amenait les Serbes à chérir leur État qui leur rappelait modestement leur Empire perdu ². L'Église, il est vrai, transcendait l'État, mais elle savait témoigner d'un certain opportunisme et ne jamais susciter d'incidents internationaux. Au contraire, l'Exarcat n'avait pas à tenir compte des préjugés de frontière. Bien qu'il ait eu un fonds national indiscutable, il ne s'en présentait pas moins comme un mouvement religieux à l'état pur, désintéressé au premier abord puisqu'il semblait plutôt solliciter les conversions que préparer des conquêtes : quelles conquêtes peut-on accomplir au nom d'un État qui n'existe point ?

Ce qui, dans le passé, avait rapproché l'Église serbe de l'Église bulgare, c'était une mentalité commune : haine contre le Phanar, et envers l'Islam, sinon une opposition déclarée, du moins une grande réserve. Mais désormais l'Exarcat restait seul, officiellement, le grand ennemi du Phanar, et il s'adjudgeait le mérite du combat et

¹ D'Avril fait observer que « les grandes hérésies du ^v^e siècle se sont propagées par groupes nationaux ». Le Nestorisme était une forme du Chaldéisme et le Monophysisme un aspect du Syriacisme (*Revue de l'Orient chrétien*, 1897, p. 14).

² L'auteur de la brochure sur le « Patriarcat de Constantinople et l'orthodoxie dans la Turquie d'Europe », a bien vu les inconvénients graves qui devaient résulter plus tard — précisément au temps de l'Exarcat — de cette solidarité entre le destin de l'État et celui de l'Église : « ... Une chose, pourtant, échappa à l'esprit perspicace et politique sans rival du prince Miloche. Il ne vit pas qu'il valait mieux ne pas résoudre certaines questions de principe que de les résoudre partiellement à l'avantage d'une partie seulement de la nation et au détriment de toutes les autres parties. La création de l'Église autonome a été en effet à l'avantage de la Serbie, mais elle a beaucoup nui à la nation serbe. A la place de l'ancien Patriarcat de Peć, on obtenait l'Église autonome pour la Principauté de Serbie, mais les autres fractions de la nation serbe en Turquie restaient sans l'appui d'une Église nationale. L'impatience qu'on avait de régler le plus tôt possible les affaires de la Principauté a considérablement nui aux intérêts vitaux de la nation serbe en général.

On voit aujourd'hui que, pour l'émancipation de l'Église serbe, il aurait mieux valu agir à Constantinople qu'à Belgrade... » (Constandine, *Le Patriarcat de Constantinople et l'Orthodoxie dans la Turquie d'Europe*, Paris, 1895, p. 33).

les fruits de la victoire future. L'Empire Ottoman avait présidé avec sollicitude à sa naissance et approuvait aveuglément ses ambitions. C'était pour les Slaves orthodoxes une bien grande tentation que de se déclarer partisans d'une révolution religieuse et nationale « autorisée » à l'avance par les Ottomans. Au contraire, la situation de l'Église orthodoxe serbe était des plus ingrates : elle aussi avait une mission nationale révolutionnaire à remplir, mais, rejetée, sans qu'elle l'eût souhaité, dans le parti patriarchiste, elle apparaissait comme liée à celui-ci : révolutionnaire sur le plan national, elle devait paraître conservatrice sur le plan religieux. Cette équivoque paralysait à l'avance toute propagande.

Entre le Patriarcat de Constantinople et l'Église du Royaume de Serbie d'une part, et l'Église russe et l'Exarcat d'autre part, il n'y avait pas seulement une alliance passagère motivée par une communauté d'intérêts. Leur rapprochement s'explique en partie par une certaine affinité entre leurs statuts organiques, par l'identité de leurs situations dans leurs États respectifs, par une commune mentalité religieuse.

C'est surtout sous le rapport de l'épiscopat que l'Église bulgare se rapproche de l'Église russe. Chez l'une comme chez l'autre, on peut constater le « rôle amoindri de l'épiscopat »¹. En Russie comme en Bulgarie, l'autorité de l'évêque se limite à son diocèse. C'est véritablement un simple administrateur de province ecclésiastique. En Bulgarie les évêques ne sont que les « *primi inter pares* ». L'Église bulgare, toute « schismatique » qu'elle est, se flatte d'observer sur ce point les traditions immuables de l'Orthodoxie. Elle ne reconnaît comme chef suprême que Jésus-Christ. La question ne se pose pas pour elle d'un conflit idéologique à propos de la prééminence du chef de l'État ou du chef de l'Église. L'évêque de Varna, Siméon, aimait à déclarer que l'Église ne dépendait pas d'un homme². Qui était alors le représentant de Jésus-Christ ? Ce n'étaient point les évêques qui étaient seulement des porteurs de charisme, ni le souverain, simple chef temporel, ni même l'Exarque qui n'était que le premier des dignitaires ecclésiastiques. Seul, le Saint-Synode pouvait prétendre avec quelque raison être le « vicaire » du Christ dans l'Église bulgare. Dans le Patriarcat de Constantinople, au contraire, l'Évêque dispose d'un pouvoir beaucoup plus étendu³. « Il est le chef spirituel du clergé et du peuple, institue, juge et dépose les prêtres et les moines... ; dans le domaine spirituel il a un pouvoir

¹ Janin (P. R.), *Les Églises orientales et les rites orientaux*, p. 318.

² Zankow (Stefan), *Die Grundlagen der Verfassung der Bulgarischen Orthodoxen Kirche*, Zurich, 1918, pp. 113-114.

³ Janin (P. R.), *op. cit.*, p. 150.

absolu sur tous les ecclésiastiques de son domaine... » Il en est de même en Serbie, à en juger par les murmures qui se sont toujours élevés au sein du bas clergé : « Les évêques sont des tyrans, des oppresseurs, les dignes successeurs des Grecs... » C'est là un thème de plaintes banal. Herbert Vivian avait lui-même remarqué la grande influence des évêques diocésains en Serbie ¹. On conçoit mieux que, dans la querelle exarchiste, l'Église orthodoxe serbe soit restée si longtemps aux côtés du Phanar. Entre l'orgueilleuse oligarchie phanariote et l'épiscopat serbe il y avait de multiples affinités : ici et là on rencontre le même épiscopalisme intransigeant, voire même fanatique ².

Il est un autre trait qui éloigne l'Exarcat de l'Église serbe sans d'ailleurs le rapprocher de l'Église russe. C'est la grande place que tiennent dans la vie de l'Église bulgare les laïcs. On sait qu'en Serbie leur rôle est tout à fait limité et que la réforme de Novaković et la « laïcisation » du Sabor électoral firent scandale. Dès les origines de l'Exarcat on voit que, dans l'administration matérielle et spirituelle de l'Église, les laïcs ont une influence prépondérante. L'article 13 du firman consacrait au reste cette contribution des laïcs à la vie religieuse. Aussitôt que le firman de l'Exarcat eut été proclamé, les Bulgares qui vivaient à Constantinople élurent 10 notables qui furent chargés de constituer avec les évêques bulgares le premier « Conseil provisoire mixte de l'Exarcat ». En 1871, l'ascendant de l'élément laïque s'accrut encore. On admit la création d'un « Conseil suprême laïque de l'Exarcat », composé de six fidèles orthodoxes élus dans chaque diocèse par tous les paroissiens. Au-dessous de cet organisme supérieur, on formait, dans chaque diocèse, un « Conseil mixte du diocèse » comprenant 3 prêtres élus par les paroissiens diocésains et 6 laïcs également élus par eux ³. Ainsi à l'autorité des évêques diocésains se superposait celle des conseils diocésains laïques, à celle du Saint-Synode l'autorité du Conseil suprême laïque. Dans toutes les questions scolaires ou financières les ecclésiastiques voyaient leur droit d'intervention et de contrôle limité sinon réduit au strict minimum. C'est un point qu'il ne faut pas perdre de vue quand on songe aux débuts de la propagande nationale de l'Exarcat. Peu à peu d'ailleurs les autorités ecclésiastiques se sont efforcées de dimi-

¹ Vivian (Herbert), *Servia, The poor man's paradise*, p. 93.

² Si l'esprit épiscopaliste reste le même dans l'Église orthodoxe serbe et le Patriarcat œcuménique, la titulature diffère quelque peu : les Serbes appellent évêques (*vladike*) les chefs spirituels des éparchies et le Patriarcat les nomme Métropolitains. Hiérarchiquement les deux titres s'équivalent.

³ Zankow (Stefan), *Die Grundlagen der Verfassung der Bulgarischen Orthodoxen Kirche*, p. 121.

nuer les privilèges des laïcs qu'elles considéraient comme exorbitants. En 1883, les conseils laïques étaient tous supprimés, et une décision du Saint Synode bulgare alla même jusqu'à proclamer en 1890 (18 juin) que la participation des laïcs à l'administration de l'Église était superflue ¹. Il n'en reste pas moins que l'Église bulgare conservera toujours de ses origines un esprit fortement laïcisé qui fera totalement défaut à l'Église serbe ².

Mais il est une autre institution qui rapproche l'Exarcat de la Russie. L'Église russe est la terre bénie du monachisme. Le monachisme est un état supérieur de l'Église russe, un ordre qui, sans se distinguer du reste de l'Église, en est comme le couronnement. C'est dans la vie monastique que réside le secret de l'indépendance de l'Église vis-à-vis de l'État, puisque les réguliers, en menant une existence éloignée du monde, sont affranchis de toutes les contingences séculières. Pour un Khomjakov le fait que la hiérarchie provient exclusivement de l'ordre régulier caractérise hautement l'Église orthodoxe. La vie monastique n'a pas seulement une signification morale, mais aussi une portée politique, puisque c'est grâce à elle que l'Église est vraiment autonome, et, partant, peut exercer une influence bienfaisante dans l'État ³. Au contraire, dans le ressort du Patriarcat de Constantinople (l'Athos mis à part), les monastères sont peu nombreux et en pleine décadence. Or la vie monastique contribue singulièrement à déterminer le caractère d'une Église ⁴.

Les Serbes n'éprouvent pas d'attachement pour elle : Golubinskij pourra signaler en 1871 cette lente désaffection des Slaves du sud pour le monacat. Quelques chiffres soulignent plus éloquemment le contraste entre la vigueur du clergé régulier en Bulgarie et sa déchéance en Serbie. En 1905 l'Exarcat bulgare exerçait son autorité sur 74 monastères avec 180 moines et 13 couvents de femmes avec 318 moniales ⁵. Dans la même année la Serbie ne possède plus que 54 couvents et 107 moines. Il n'y a plus de religieuses depuis 1860 ⁶. En 1910 le nombre des moines tomba à 74. Dans le clergé serbe, ce sont les séculiers qui exercent une influence réelle sur la politique du pays. Ce sont gens à l'esprit plus large, plus compréhensif des besoins de la vie laïque, plus proches du peuple, moins sectaires,

¹ Zankow, *op. cit.*, p. 123.

² Un fait contribua à accentuer cette différence. Dans la lutte qu'il menait en Macédoine, l'Exarcat avait choisi comme terrain d'action les villes : Bitolj, Skoplje, Veles. L'Église patriarcale conservait son influence sur les campagnes.

³ Masaryk (T. G.), *Zur Russischen Geschichts und Religionsphilosophie soziologische Skizzen*, Iéna, 1913, Band, tome I, 230.

⁴ Milaš (Nik.), *Pravoslavno Crkveno Pravo*, Mostar, 1902, p. 727.

⁵ Janin (P. R.), *op. cit.*, p. 320.

⁶ Janin (P. R.), *op. cit.*, p. 288.

mais aussi plus politiciens et moins fanatiquement nationalistes que les moines de Bulgarie.

Église serbe et Église bulgare n'étaient pas seulement séparées par des questions de structure, mais aussi par une différence de conceptions. Les Serbes avaient toujours eu une conception historique de leur Église. Mais, si avide que cette dernière fût de rassembler tous les Serbes chrétiens, elle devait admettre qu'elle ne pouvait être la seule à brigner une aussi redoutable mission. L'Église de Karlovci possédait une charpente politique plus solide que la sienne ; l'Église de Cetinje avait l'incontestable privilège de l'âge : toutes les deux revendiquaient l'héritage de Peć avec autant de titres que la Métropole de Belgrade. D'autre part l'Église orthodoxe de Serbie ne songeait nullement à jouer un rôle yougoslave, puisqu'elle prétendait rester sur un plan strictement confessionnel. Il ne lui restait qu'à évoquer de lointains souvenirs historiques et à proposer comme idéal la reconstitution de l'Empire médiéval de Dušan. Les Bulgares, plus réalistes, s'étaient fait de leur Église une conception non pas historique, mais « raciale », désintéressée en surface, mais extrêmement pragmatique. Leurs frères slaves disaient aux populations de Macédoine : « Vous apparteniez jadis à l'Empire de Dušan ». Ils se contentaient, eux, de les regarder comme *actuellement* bulgares.

Au culte de l'État, au respect de la souveraineté politique, s'opposait brutalement chez eux l'idée de la race, d'une communauté nationale et religieuse, religieuse parce que nationale. Mais aussi à la conception statique de l'Église, qui était celle du Phanar, conception « épiscopaliste », l'Exarcate opposait l'attrait d'une Église singulièrement plus souple, plus mobile, d'une Église « ouverte » à tous les Bulgares sans distinction. Dans sa lutte contre une Église impopulaire et autoritaire, attachée égoïstement au principe de la Souveraineté, le phylétisme avait la partie belle. Rome, aux aguets depuis 1850, l'avait admirablement compris : c'est par le canal du phylétisme et sous l'étiquette de l'uniatisme que le Saint-Siège, soutenu par la France et l'Autriche, était parvenu à arracher à l'Église d'Orient un aussi grand nombre de ses enfants. Il avait accordé aux Bulgares unis ce que Constantinople refusait aux Bulgares restés dans l'obédience orthodoxe ¹.

Le prestige de l'Exarcate ne s'exerça pas seulement sur les Bulgares de la Bulgarie orientale, mais aussi sur les Slaves orthodoxes de Macédoine. Puisque l'Église orthodoxe serbe se renfermait égoïstement à l'intérieur des frontières de la principauté ², ces populations

¹ Nikov (Petăr), *op. cit.*, p. 122.

² En 1861, l'Autriche, déçue par l'insuccès de l'uniatisme, avait imaginé de proposer indirectement aux Bulgares de se placer sous l'autorité de l'Église de

slaves étaient tentées par le caractère religieux du mouvement exarchiste plus peut-être que par l'autonomie linguistique qu'il permettait.

Une question se pose à nous : cette conception originale, ou plutôt cette interprétation de l'orthodoxie est-elle vraiment nouvelle, et propre aux Bulgares ? Nous ne le croyons pas. Les Serbes, en 1878, lors du traité de San-Stefano qui consacrait l'éphémère création de la Grande Bulgarie, ont accusé les Russes, non sans raison, d'avoir singulièrement aidé à la réalisation des « revendications politiques » de l'Exarchat. Le comte Ignjatev se plaisait à dire : « Il ne *peut* pas être maintenant question de patriarche serbe ! On ne *peut* pas en parler maintenant ! »¹ Al. Jovanović prétend même que, si la Russie renonçait à se servir de l'Église orthodoxe serbe pour diriger tous ses efforts sur l'Église bulgare, c'était surtout dans un intérêt politique : la Bulgarie était sur la voie de Constantinople et la Serbie n'y était pas. Or les slavophiles voyaient dans Constantinople, non seulement une conquête politique essentielle pour la Russie, mais avant tout une position spirituelle mondiale². Les origines religieuses de l'Exarchat doivent être cherchées dans le mouvement slavophile russe, tel qu'il s'offre à nous à la veille de la guerre russo-turque³.

En face du Patriarcat œcuménique, impuissant à enrayer la fragmentation continue de l'Église, toute aux mains d'une caste byzantine et d'une oligarchie épiscopale hellénique, les slavophiles exaltaient la grandeur et la mission du peuple russe, de l'Église russe liée intimement à ce peuple, tout comme l'Exarchat était lié intimement à ce que l'on considérait comme le peuple bulgare⁴.

Nous avons vu que Dostoevskij avait compris le caractère national

Sremski Karlovci, mais cette tentative n'eut pas de résultats pratiques (cf. Nikov *op. cit.*, p. 133).

¹ Ivanić (Ivan), *op. cit.*, p. 89.

² Jovanović (Al.), *op. cit.*, p. 103.

³ Sur les rapports des Bulgares et des slavophiles russes, voir Radeff, *op. cit.*, p. 78-80.

⁴ Il est possible, il est vrai, de discuter sur la véritable nature du sentiment religieux des Russes. Alexandre Soltykov a pu déclarer, non sans arguments valables, que, « contrairement aux affirmations des Slavophiles, pour qui le peuple était par excellence *bogonosec* (« porteur de Dieu »), ces masses (russes) n'avaient eu aucune prédisposition naturelle particulière pour la vie religieuse ». Il a constaté également le même « manque de dispositions religieuses vraies » chez les sectaires qui, du point de vue doctrinal, s'en tenaient aux formes traditionnelles les plus archaïques, au ritualisme le plus étroit, cantonnant leurs velléités de rénovation dans le domaine politique et social : « De tout temps, l'âme russe ethnique, mauvaise chrétienne, s'est volontiers occupée de politique et a aspiré à la révolution sociale ». Cf. Alexandre Soltykov, « Le problème de la religiosité russe », *Monde slave*, octobre 1934, pp. 38-67.

du mouvement bulgare, mais il se montrait réservé sur la question de savoir s'il y avait ou non schisme, et certaine phrase nous laisse à deviner qu'il ne penchait point du côté du Phanar : « En blâmant l'insubordination des Bulgares et en excommuniant l'Exarque qu'ils avaient délibérément élu, le patriarche œcuménique a exposé qu'en matière de foi l'on ne pouvait sacrifier les commandements de l'Église et l'obéissance qu'on doit à l'Église au nouveau et funeste principe de nationalité. En attendant, lui-même étant Grec et prononçant cette excommunication contre les Bulgares, aura servi sans aucun doute le principe de nationalité, mais uniquement au profit des Grecs contre les Slaves »¹. Et il prévoyait que « l'homme malade » une fois mort, de nouveaux conflits religieux ne tarderaient pas à éclater. Or il n'y avait qu'un seul remède : que Constantinople devînt russe (solution politique) et que les Russes prissent désormais à la place des Grecs la direction spirituelle des Slaves chrétiens. « Nous sommes, nous les Russes, réellement nécessaires à tout l'Orient chrétien qui ne saurait se passer de nous, nécessaires à l'avenir de l'Orthodoxie, à son unité »². »

« C'est au nom de cette Orthodoxie que la Russie a le droit de réclamer Constantinople, car, depuis Pierre-le-Grand, elle est devenue réellement l'unique protection et de l'Orthodoxie et des peuples qui professent cette religion. Ce motif-là, son droit à l'antique Byzance, même les Slaves les plus jaloux de leur indépendance, même les Grecs pourraient le comprendre et ne point s'en offusquer »³. »

En effet la Russie est la « mère » de tous les Orthodoxes... et cette Mère devait remplacer la marâtre qu'était pour eux la Grande Église⁴. Dostoevskij voyait dans cette maîtrise de Constantinople

¹ *Polnoe sobranie sočinenii O. M. Dostoevskago*, t. VI, *Dnevnik pisatelja*, p. 556 (trad. Chuzeville, p. 118).

² *Ibid.*, p. 559 (trad. Chuzeville, t. III, p. 124).

³ *Ibid.*, p. 388 (trad. Chuzeville, t. II, p. 233).

⁴ On a pu se demander pourquoi la Russie n'a pas profité de la supériorité numérique, de la vitalité de son Église pour rompre toutes ses relations avec un Patriarcat aussi impopulaire et se mettre hardiment à la tête des orthodoxes chrétiens puisque la Grande Église n'avait pas su se maintenir à la hauteur de sa mission et était tombée aux mains d'une caste orgueilleuse et chauvine. C'est que l'Église russe avait elle-même perdu son ardeur militante au temps de l'Exarcat. Loin de chercher à combattre et à supplanter le Patriarcat de Constantinople, elle évitait à tout prix de se l'aliéner. Cette attitude timorée n'était point sans raison. L'Église russe était de plus en plus en proie au *raskol* : des évaluations pessimistes portaient à plusieurs millions le nombre des sectaires qui s'étaient séparés de l'Église officielle. Ceux-ci avaient leurs pasteurs, évêques, qu'avait ordonnés un Métropolitain grec enfui de Constantinople. Or ce dernier n'avait jamais été excommunié par le Patriarche qui avait ainsi implicitement reconnu

par les Russes non point une conquête politique, mais « l'authentique instauration de la Vérité du Christ qui s'est conservée en Orient, une nouvelle et véritable érection de la Croix du Christ, et ce sera la parole définitive de l'Orthodoxie à la tête de laquelle depuis longtemps déjà se tient la Russie ¹ ». Ainsi se heurtaient, selon Dostoïevskiï, deux conceptions orthodoxes ou plutôt deux révélations. Une Orthodoxie phanariote, vouée à des divisions byzantines et aux luttes nationales et au schisme, qui semblait atteinte et contaminée par « le pressentiment de la mort »... et la pourriture de « l'homme malade », et une Orthodoxie russe vivante pénétrée de sa mission régénératrice et unificatrice ². Dostoïevskiï prévoyait d'ailleurs que la collaboration de l'Église russe avec les nouvelles Églises nationales ne serait pas des plus faciles :

« Pendant ces quatre siècles de persécution et d'oppression, les représentants de l'Église d'Orient ont toujours écouté les conseils de la Russie ; mais qu'ils soient demain affranchis de la domination turque et qu'on leur laisse entrevoir la protection de l'Europe, ils seront aussitôt en de tout autres termes avec la Russie. Les représentants de l'Église orientale, c'est-à-dire les Grecs, pour peu que la Russie se rangeât du côté des Slaves, seraient sans doute heureux de lui déclarer qu'ils n'ont plus besoin d'elle ni de ses conseils. C'est pourquoi ils se hâtent de dire que, pendant quatre siècles, ils ont tendu les mains vers elle en implorant son secours. Quant à la Russie, sa position risque d'être la plus difficile de toutes. Ces mêmes Bulgares se récrieront aussitôt qu'un nouveau pape viendra s'installer à Constantinople... ³ »

la Hiérarchie des *raskol'nici*. C'était pour la Grande Église un moyen de pression rêvé sur le Saint-Synode, qui redoutait toujours de voir le Patriarcat de Constantinople conférer une existence légale à une secte qui deviendrait bien vite la rivale de l'Église officielle.

Djordjević (Vladan), *Srbija i Turska, 1894-1897*, Belgrade, 1928, p. 251.

¹ *Polnoe sobranie sočinenii O. M. Dostoïevskago*, t. VI, *Dnevnik pisatelja*, p. 388 (trad. Chuzeville, t. II, p. 235).

² L'antithèse entre une orthodoxie russe vivante et une orthodoxie byzantine « cadavérique » sera plus tard considérée comme un « cliché » littéraire. Vasili Rozanov confond ces deux formes de la religion orthodoxe et prétend que la religion russe a hérité du hiératisme et de l'esprit néfaste de Byzance. Ainsi dès le début de son histoire, « l'enfant-Russie prit l'aspect d'un petit vieillard ratatiné ». Cf. Rozanov (Vasili), *L'Église Russe*, Paris, 1912, p. 9.

³ *Polnoe sobranie sočinenii O. M. Dostoïevskago*, t. VI, *Dnevnik pisatelja*, p. 558 (trad. Chuzeville, t. III, p. 122). Iorga a saisi admirablement la différence entre ces deux types d'orthodoxie : « Il n'y a pas qu'un seul christianisme, et dans l'orthodoxie on distingue des nuances très tranchées. On ne pourrait pas confondre le christianisme grec, c'est-à-dire byzantin, dominé par le livre et par l'école, tout de tradition et régi par la stricte hiérarchie épiscopale, ni le christianisme russe, dans lequel il y a un mysticisme, un caprice inimitables avec la simplicité

Nous pensons donc être autorisés à répéter en concluant que, dans la querelle exarchiste, du moins dans la première décade de son histoire (1870-1880), il y avait autre chose qu'une simple propagande nationale camouflée. Bien qu'un Kallay ait écrit en 1878 que la Russie voulait profiter de l'équivoque entre une politique de protection des chrétiens et une politique slave et se servait de la religion orthodoxe dans des buts de propagande nationale¹, nous avons voulu étudier le « schisme » orthodoxe bulgare en tant que phénomène religieux. Nous croyons que si ce mouvement a connu un tel succès c'est en partie en raison de son caractère religieux, des principes spirituels originaux qui l'animaient et qui, l'opposant à la conception phanariote de l'Orthodoxie, le rapprochaient singulièrement de la conception russe. Et nous comprenons dès lors l'intérêt professé par les slavophiles pour cette Église. C'est à titre de mouvement spirituel (et non seulement national) que l'Exarcat exercera une influence profonde sur les Slaves de Macédoine et indirectement sur l'Église de Serbie.

rurale, paysanne du christianisme de prêtres des Roumains... » (Iorga, *La place des Roumains dans l'histoire universelle*, Bucarest, 1935, p. 40).

¹ Kallay (B. de), *Die Orientpolitik Russlands* (traduit du hongrois par J. H., Schwicker), Budapest, 1878, p. 110-11.

CHAPITRE X.

LA « CROISADE » DE 1875-1878.

A LA VEILLE DE LA GUERRE RUSSO-TURQUE : ESPRIT DE CROISADE ET ESPRIT DE RÉVOLTE.

La Russie n'éprouvait qu'une sympathie médiocre pour les réformes constitutionnelles introduites en Serbie au lendemain de la catastrophe de Topčider. Si la Régence avait obtenu aussitôt l'approbation autrichienne qui s'était exprimée par les félicitations d'Andrassy, le Prince Gorčakov avait conseillé à la Serbie de veiller au maintien de ses traditions. La Grande Assemblée de Kragujevac chargée d'examiner la nouvelle Constitution de 1869 comprenait quelques prêtres, entre autres cet archiprêtre qui avait fait scandale en 1867 par la violence de ses opinions : Jovan Jovanović. Personnellement Blaznavac n'était pas hostile à la Russie, encore qu'il inclinât plus volontiers du côté de l'Autriche. Mais il aimait à pratiquer cette politique de bascule qui l'amena souvent, selon l'expression de Slobodan Jovanović, à « s'asseoir sur deux chaises »¹. En automne 1868 déjà il avait essayé, par le truchement du Métropolite Mihailo, d'entrer en liaison plus étroite avec le Gouvernement russe². Ses démarches n'avaient pas eu le succès auquel il s'attendait. La Russie semblait de plus en plus se détourner de la Serbie. « C'était peut-être un hasard, écrit Slobodan Jovanović, mais il sautait aux yeux que l'intervention russe en faveur de l'exarcat bulgare, et d'un exarcat bulgare élargi au delà des frontières ethnographiques bulgares, s'était produite précisément au moment où la Russie était fâchée contre notre Gouvernement et qu'elle le menaçait de transporter

¹ Jovanović (Sl.), *Vlada Milana Obrenovića*, t. I., p. 194.

² Blaznavac aurait tenu à A. Ilić, qui s'était plaint à lui de l'attitude du Métropolite, les propos suivants :

« Le Métropolite Mihailo nous est nécessaire. Tu sais bien ce qu'il représente en Russie. Ce qu'il dit là-bas est immédiatement accepté. Or il nous est nécessaire d'être bien avec la Russie ; c'est pourquoi le Métropolite Mihailo nous est indispensable et nous devons satisfaire à chacun de ses désirs. » (Ilić *Moji doživljaji*, p. 40).

le centre de gravité du yougoslavisme de Serbie dans quelque autre pays ¹. »

La position des libéraux était donc de plus en plus délicate. Ils n'avaient même plus la supériorité de former un parti d'opposition et de représenter face à « l'oligarchie » conservatrice au pouvoir la volonté populaire. Ils étaient dépassés à leur gauche, comme nous dirions maintenant, par le nouveau parti de Svetozar Marković qui s'était déjà signalé en 1869 par une critique sévère de la Constitution des Régents, dans un article, paru dans la *Zastava* de Novi Sad, intitulé : « Nos illusions ». Marković s'efforçait d'exposer à nouveau ses idées en 1871 en lançant le premier journal socialiste : *Radnik*. Ces premiers radicaux se distinguaient en particulier par leur haine du tsarisme et de l'influence russe en Serbie. Pelagić, archimandrite défroqué, dénonçait la terreur cléricale en Russie et faisait le calcul des sommes énormes que le peuple russe avait dû déboursier depuis cent ans pour entretenir le clergé et le Tsar. A l'en croire l'humanité mettait la Russie au ban des nations civilisées ². Bien que Svetozar Marković s'exprimât au contraire avec une modération remarquable et affectât le plus souvent de se placer sur le plan économique plutôt que de recourir aux procédés habituels de polémique, les libéraux virent dans ce disciple spirituel de Černyševskij leur ennemi le plus redoutable.

L'insurrection herzégovinienne qui éclata en juillet 1875 fut pour les libéraux une occasion magnifique de retrouver leur popularité des années 50. Les conservateurs qui étaient au pouvoir depuis 1873 s'efforcèrent vainement de réduire au minimum d'importance les événements d'Herzégovine en affectant de les interpréter comme des émeutes localisées sans portée internationale. C'était là une détestable plateforme électorale. Aussi lorsqu'un mois après le début de l'insurrection, le 3 août 1875, la Serbie eut été appelée aux urnes, le Parti libéral triompha et Ristić fut chargé de former le nouveau cabinet.

Désormais il n'y avait plus d'obstacles intérieurs à une intervention de la Serbie, intervention à laquelle les libéraux avaient soigneusement préparé l'opinion publique. Il est vrai que la crise bosniaque n'intéressait plus seulement la Serbie, mais surtout l'Autriche et la Russie, qui étaient toutes deux plus désireuses de s'empêcher mutuellement d'obtenir de trop rapides extensions de leur zone d'influence que d'agir en personne. On se bornait à élaborer et à discuter des programmes de réformes, mais on évitait de parler d'interven-

¹ Jovanović (Sl.), *op. cit.*, p. 195.

² Cf. la brochure : *Ko su i šta su Srpski Radikali ?* Pančevo, 1900, p. 44.

tion. En attendant les Puissances s'efforçaient de calmer les esprits en Serbie. Ému par « les dispositions de la partie la plus remuante de la population serbe, qui, affectant de regarder comme une menace pour la Serbie le mouvement des troupes turques dans le voisinage des frontières de la Principauté, se livrait à des démonstrations de nature à susciter un¹ conflit », le Gouvernement autrichien avait pris l'initiative d'une proposition « tendant à ce que les Puissances signataires du Traité de Paris fissent conjointement savoir au Gouvernement serbe que, dans le cas où il provoquerait une rupture avec la Turquie, il perdrait le bénéfice de l'article 29 du Traité et qu'elles se verraient dans l'impossibilité de préserver la Serbie d'une occupation turque ¹ ». Si, en décembre 1875, Gorčakov témoignait encore des « dispositions les plus pacifiques » ², c'est qu'à la grande satisfaction de la Russie Kaljević avait remplacé Ristić. Pourtant les passions restaient aussi ardentes en Serbie. Le ministre Kaljević, s'il paraissait plus modéré dans sa politique étrangère que ne l'étaient les « cabinets d'action » formés jadis par Ristić, était néanmoins disposé à des réformes intérieures assez hardies : on vit l'archiprêtre Jovan Jovanović, que tous tenaient jusqu'alors pour un « extrémiste », promu professeur au Séminaire, puis nommé Recteur grâce à la protection du Ministre des Cultes Bošković. Ces concessions ne faisaient qu'encourager davantage les éléments radicaux avancés qui, depuis la mort de Svetožar Marković à Trieste, le 26 février 1875, s'étaient regroupés autour de son frère, Jevrem Marković. L'opinion serbe conservatrice était très émue par la recrudescence de l'agitation sociale et par les événements qui s'étaient déroulés en février 1876 à Kragujevac : un cortège de 500 personnes avait traversé toute la ville sous les plis du drapeau rouge et au chant d'une Carmagnole adaptée au goût du radicalisme paysan serbe :

*Protiv Boga i vladara,
Protiv popa i oltara,
Protiv Krune i skiptara
I trgovca kaišara,
Za radnika, za ratara,
Borimo se mi.* ³

Le Gouvernement serbe fut tellement effrayé par cette manifestation qu'il résolut de procéder à des arrestations en masse parmi les

¹ *Documents diplomatiques français (1871-1914)*, 1^{er} série, tome II, Paris, 1930 D. 9, pp. 11-12.

² *Ibid.*, D. 23, p. 31.

³ Jovanović (Slob.), *Vlada Milana Obrenovića*, t. I, p. 478.

promoteurs du « zbor » radical et les auteurs de désordre. Les rédacteurs du *Staro Oslobodjenje* furent emprisonnés, ainsi que de nombreux professeurs de l'école normale et du gymnase. Un prêtre, le pope Miloje Barjaktarević, chez lequel le drapeau rouge avait été amené en secret dans la nuit du 14 au 15 janvier, fut également arrêté¹. Seul parmi les organisateurs de la manifestation un jeune ingénieur en disponibilité du nom de Nikola Pašić parvint à éviter la prison.

Une des premières conséquences de ces « troubles », dont les contemporains s'exagérèrent la portée, fut de ramener la plupart des libéraux à des conceptions politiques plus conservatrices. Ils virent dans la guerre qui se préparait avec la Turquie et qu'ils souhaitaient sincèrement le seul moyen de rassembler dans une tâche d'intérêt national les énergies de la Serbie qui se seraient dispersées dans des revendications sociales et révolutionnaires. Cette guerre, que le retour du « ministère d'action » Stevča Mihailović-Ristić au printemps 1876 semblait rendre inévitable, devait éclater, selon eux, le plus tôt possible.

« Maintenant ou jamais » s'écriait le journal libéral *Istok*. Tous les libéraux élevés dans la croyance d'une mission historique nationale de la Serbie pensaient en effet que l'heure était venue. Le printemps 1876 vit la menace de déclaration de guerre au Monténégro par la Turquie qui provoqua une vive émotion en Russie, puis l'assassinat des Consuls à Salonique. Le même mois, à l'insurrection bosniaque s'ajoutait le soulèvement bulgare. Beaucoup de libéraux, aveugles devant la propagande exarchiste, persistaient à croire aux possibilités d'une lutte commune et fraternelle des Bulgares et des Serbes contre l'Empire Ottoman. Ristić rappelle avec tristesse la vanité de ces espérances : « Nous avons formé, au commencement de la guerre libératrice, deux bataillons volontaires bulgares de 500 à 800 hommes composés des réfugiés bulgares en Serbie. Nous les avons encadrés et bien armés de fusils belges et, en juin 1876, nous les avons envoyés dans la direction de Pirot et de Vidin pour soulever la population contre l'oppresseur séculaire ...² »

Beaucoup de Serbes étaient alors persuadés que leur pays, protégé par la Russie, serait assez fort pour déclencher cette grande croisade balkanique à laquelle ils aspiraient depuis si longtemps. Par ailleurs ils étaient à peu près tous convaincus de la faiblesse de la Turquie quoique, comme on l'a fort bien fait observer, « en puissance, l'Empire de 1875 est bien supérieur à celui de 1830 »³. On

¹ Cf. Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, tome II, p. 142, note 1.

² Ristić, *Diplomatska istorija Srbije za vreme srpskih ratova za oslobodjenje i nezavisnost 1875-1876*, Belgrade, tome I, p. 167-8.

³ Hauser (Henri), *Histoire diplomatique de l'Europe*, Paris, 1929, tome I, p. 120.

avait trop compté sur l'anarchie de son Gouvernement et sur l'incapacité de son armée. Lorsque la Serbie déclara, le 30 juin 1876, la guerre à la Turquie, elle était, sauf son alliance avec le Monténégro, à peu près complètement isolée. La Russie se bornait à des encouragements peu compromettants qui se traduisaient sous la forme de campagnes de presse ou d'envois de fonds. L'Europe assistait, inquiète mais fidèle au principe de non-intervention, à l'ouverture de cette croisade serbe. Mal préparée diplomatiquement et militairement, cette guerre n'eut pas les résultats foudroyants auxquels on s'attendait un peu trop naïvement à Belgrade. Pourtant, à la veille de la seconde guerre serbo-turque, à l'annonce de l'intervention russe et bien que Gorčakov ne manifestât pas un grand enthousiasme pour le concours serbe, un vibrant élan patriotique emporta à nouveau l'opinion publique. On put voir en pleine Skupština le pope Jovan Jovanović conquérir les suffrages par une belle envolée oratoire et arracher le vote du budget de 1877. Il montrait dans un style biblique comment la liberté et l'avenir de la nation dépendaient de l'énergie et du loyalisme de tous et adjurait les députés de faire preuve d'un esprit de patriotisme et de sacrifice. Ce vieux tribun des anciennes oppositions savait rallier une majorité aux heures de danger pour l'État ¹.

Mais son intervention éloquente a une signification plus large encore. Cette guerre mal préparée par les diplomates, mal menée par les militaires, est reprise par l'Église. Ce n'est plus la « petite guerre » du parti libéral, c'est la guerre de la communauté orthodoxe toute entière. Les généreux projets d'affranchissement des chrétiens, thèmes oratoires longtemps chers aux papes de campagne, vont enfin être réalisés. Surtout le clergé orthodoxe serbe va révéler sa combativité et montrer, une fois de plus, qu'il est plus fait pour les champs de bataille que pour les prêches. Ces guerres de libération sont bien des croisades.

LA « CROISADE » DE 1875-1878 : ROLE HUMANITAIRE DE L'ORTHODOXIE SERBE.

Mihailo I. Popović, qui a dépouillé ce qu'il restait de l'immense correspondance du Métropolite avec la Russie, est arrivé à conclure que le chef de l'Église serbe a été, dans son pays, le principal agent du *Slavjanski Komitet* pendant les « guerres de libération » de 1876-1878 ². Mihailo était en rapports constants avec Aksakov, Katkov,

¹ Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, tome I, p. 360.

² G. de Wesselickij Božidarević, noble russe, d'origine serbe, ancien officier de

Černaev, Pobjedonoscev, Nil Popov, Durnov et avec de nombreux dignitaires de l'Église russe. C'est par son intermédiaire qu'arrivaient en Serbie maints envois et secours en espèces ou en nature destinés aux insurgés. Popović évalue à plusieurs millions de dinars les sommes ainsi expédiées à la Métropole de Belgrade. Celle-ci transmettait les plus gros mandats au Ministère des Finances qui se chargeait de les répartir en secours aux Serbes émigrés de Bosnie et d'Herzégovine ¹ et en aide aux *ustaši* de Bosnie. Parfois cependant le Comité Slave chargeait nommément le Métropolite de procéder lui-même à la répartition : « Tout l'argent qu'on vous envoie, sans instructions déterminées relativement à sa répartition, doit être employé à des buts de bienfaisance et les besoins rentrant dans cette catégorie vous sont davantage et mieux connus qu'ils ne le sont ici par nous ² ». De même le Métropolite entretenait des relations directes avec les comités révolutionnaires bosniaques, comme en témoigne la correspondance échangée entre les chefs du *Comité central pour la libération en Bosnie*, Jovo Bilbija et Spasoje Babić. 40.000 insurgés s'étaient réfugiés sur le territoire autrichien à Stara Gradiška. Le Gouvernement autrichien les avait répartis par villages, mais ils n'avaient pas tardé à souffrir d'une profonde misère. Le Métropolite avait chargé un de ses prêtres, le célèbre Jovan Jovanović, d'enquêter sur la situation de ces malheureux que l'Église orthodoxe serbe, même avec les secours russes, était incapable d'aider. Le rapport du futur évêque de Šabac révéla à la Serbie la situation lamentable des émigrés. Il peignit le désespoir de ces

la Garde impériale, puis fonctionnaire au Ministère des Affaires étrangères et enfin correspondant à Londres de journaux russes, un des organisateurs du « Comité International de secours pour les femmes et les enfants de Bosnie-Herzégovine », raconte lui-même comment il songea au Métropolite Mihailo pour présider le Comité : « A la tête d'une œuvre charitable il serait préférable de mettre un prince de l'Église. Oh ! Mgr Michel, archevêque de Belgrade et Métropolite de Serbie serait le président idéal ! Lui qui m'engageait à coopérer aux plans du Prince Michel, ne serait-il pas encore disposé à me seconder ?... » Et en effet, selon le prince, le Métropolite aurait répondu au télégramme de Wesselickij de la façon la plus chaleureuse : « J'accepte la présidence du Comité et vous bénis pour votre initiative. Venez dans mes bras, mon cher fils, nous chercherons ensemble les moyens d'exécuter cette œuvre sainte et charitable... » G. de Wesselickij Božidarović, *Dix mois de ma vie 1875-1876*, Paris, 1929, p. 7-8.

¹ Les plus nombreux (environ 15.500) d'entre eux se trouvaient dans le district d'Užice (Popović (M. I.), *Istorijska uloga Srpske Crkve*, p. 227).

² Cf. la lettre du Comité Slave au Métropolite, signée par Nil Popov et en date du 17 sept. 1876 (Popović (M. I.), *op. cit.*, p. 227, et Ristić, *op. cit.*, p. 156-8).

Autres ouvrages consultés : Proroković (T. R.), *Buna 1874 i ustanak u Hercegovini 1875 godine*, Belgrade, 1902 ; Pavlović (S. I.), *Gradja za istoriju ustanka i ratova 1875-1878 godine*, Belgrade, 1911 ; Šobajić (M.), *Nevesinjski ustanak*, Nikšić, 1925.

familles serbes résolues à retourner dans leurs foyers, même au risque d'être massacrées par les Turcs, plutôt que de « crever de froid et de faim »¹.

De tous les côtés les réfugiés bosniaques se tournaient vers Mihailo comme vers leur protecteur naturel. Le Métropolite recevait des télégrammes de Split, de Sinj, de Knin, sollicitant des secours. Même au Monténégro, par l'intermédiaire du Métropolite Hilarion, il envoyait en décembre 1876 une somme de 60.000 groš. Au cours de l'année 1875 et de l'hiver 1875-1876, la Serbie, largement aidée au reste par le Comité Slave, avait dépensé près de 110.000 ducats pour les réfugiés de Bosnie et d'Herzégovine. C'est la somme fixée par le Ministre des Affaires étrangères Jovan Ristić, dans une lettre en date du 9 octobre 1876, adressée au Métropolite qu'il priait de transmettre ces chiffres au Comité Slave.

LE RÔLE DU CLERGÉ DANS LES OPÉRATIONS MILITAIRES.

Il ne nous appartient pas de décrire le rôle prépondérant du clergé dans les provinces soulevées contre l'autorité musulmane, encore qu'il faille signaler au passage qu'il est peu de comités insurrectionnels dont n'ait fait partie un ou plusieurs popes. En 1874, le jour de la Nativité de la Vierge, le premier coup de fusil de l'insurrection éclatait près de Nevesinje. Parmi les chefs de tribus qui s'étaient réunis devant l'église de Biograd on avait remarqué le pope Anto Glogovac. L'âme du complot était le Vojvode Petar Radović qui appartenait également à l'Église². Au cours même de l'insurrection des prêtres s'étaient toujours trouvés au premier rang des combattants : le pope Djoko Karan, la terreur des Turcs, le pope Joco Živković, un des meilleurs collaborateurs de Petar Mrkonjić, le pope Petar Petranović, un des promoteurs de la révolte à Crni Potok, en Bosnie, qui célébrait le culte divin dans le camp des insurgés, entre deux combats. Beaucoup de ces prêtres furent parfois réduits à chercher un asile et une protection sur le territoire serbe. L'archimandrite du

¹ Cf. sur cette question particulière le chapitre très documenté de l'ouvrage déjà cité de Popović (M. I.) : *Le Clergé (serbe), lien entre les peuples russe et serbe*, p. 217-231.

L'Église anglicane n'oublia pas en ces heures d'épreuves l'Église serbe. Tout le clergé d'Oxford, derrière son évêque, envoya au Métropolite Mihailo une adresse signée de 92 prélats dans laquelle il exprimait à la Métropole serbe « sa profonde sympathie », pour toutes les souffrances endurées par la nation. Cf. Ristić, *op. cit.*, p. 159.

² Cf. l'article de Anto Tomović : *Neke neobjavljene pojedinosti o ustanku, Pravda*, 23-7-1937.

monastère de Banja, Prokopije Bujšić, devait se retirer en Serbie en 1878.

Dans la principauté de Serbie, ces luttes, par le grand nombre des prêtres qui y participèrent et l'enthousiasme extraordinaire qu'elles soulevèrent dans le clergé, méritèrent d'être qualifiées de « croisade ». Les noms les plus respectés de l'Église serbe s'y couvrirent de gloire. Tel l'archimandrite Nicifor Dučić, natif d'Herzégovine, qui avait pris part aux luttes de 1861-1862, et qui fut en 1876 nommé Commandant du corps de volontaires de l'Armée de l'Ibar¹; blessé dans un des premiers engagements, il n'en prenait pas moins dans la guerre de 1877-78 le commandement de la troupe d'insurgés du corps du Javor. Cette troupe qui comptait 2.800 volontaires offrait un aspect singulier par le nombre et le rôle des prêtres qu'elle comprenait. Dučić avait réussi en effet à imposer à ses volontaires le commandement de ces « officiers d'Église » qui se hiérarchisaient suivant leurs rangs ecclésiastiques : deux archimandrites, deux archiprêtres, onze prêtres.

Un autre prélat, qui eut la mission d'organiser et de commander les volontaires du camp de Kruševo, fut l'archimandrite Sava Dečanac — futur évêque de Žiča —. Ces deux chefs religieux et militaires rendirent à la Serbie de précieux services. Ils lui apportaient en effet non seulement un concours matériel, mais surtout l'appui de leurs relations, de leurs connaissances des pays serbes hors de la principauté. L'archimandrite Nicifor Dučić avait beaucoup d'amis et de partisans en Bosnie et Herzégovine. Sava Dečanac, ancien moine de Dečani, puis instituteur à Peć et enfin recteur du Séminaire de Prizren, avait conservé de solides attaches avec la Macédoine.

Dans les rangs du bas clergé, ces guerres connurent une popularité singulière : 333 prêtres de la petite principauté de Serbie s'engagèrent dans les milices, ce qui est un chiffre énorme pour l'époque. Les prêtres qui ne partaient pas contribuèrent beaucoup à entretenir l'enthousiasme guerrier des populations en leur tenant, à l'issue des services religieux, de vibrantes harangues patriotiques². Mihailo I.

¹ L'archimandrite Nicifor Dučić a écrit une *Histoire du corps de volontaires de l'Armée de l'Ibar*. Cf. *Politika*, 28-7-1936.

Cf. aussi le livre de Djordjević (Vladan) : *Plemeniti profesor Nicifor Dučić* Belgrade, 1880.

² Nous possédons encore l'ardent appel aux armes de l'archimandrite de Banja (Bosnie), Prokopije Vujičić, qu'il lançait aux insurgés, le 15 août 1875, de son monastère. « Le moment était venu de venger K'ossovo. Le moment était venu de cesser d'être des raïas turcs ». Mais son élan restait purement patriotique. C'était à une guerre nationale qu'il conviait et non à une guerre de religion. « Toutes les religions, les dignités, les fortunes et les droits doivent être sacrés aux yeux de chacun de nous. » En Serbie, le clergé ne se bornait pas à cet effort oratoire.

Popović a dressé la liste des faits d'armes et actes d'héroïsme des membres du clergé, d'après laquelle il apparaît que la participation de celui-ci n'a pas été moins effective et moins féconde en 1876-1878 que lors des premières luttes libératrices de 1804 et 1813. C'est un prêtre d'Užice, Milan Djurić, parcourant en tous sens, avant l'ouverture des hostilités, le Sandjak de Novi Pazar, préparant ouvertement, et malgré les plus grands périls, l'insurrection et envoyant régulièrement des rapports sur son activité au Métropolite Mihailo. Le même Djurić savait être aussi brave soldat qu'agitateur habile, puisque dans la bataille du Javor il se faisait blesser en entraînant ses hommes qui l'appelaient « Pop Zmaj ». C'est le moine Genadije, du monastère de Drača, allant, au péril de sa vie, ramener les blessés et enterrant religieusement les morts. L'autorité militaire signalait elle-même son héroïsme au Métropolite Mihailo. Ce prêtre soldat eut l'honneur de pénétrer le premier dans Niš délivrée, ce qui, comme le dit l'évêque de Niš, Viktor, en 1878, « agit fort heureusement sur la population présente ».

Le « Séminaire des étrangers » fournit un corps incomparable de prêtres combattants. M. S. Milojević renonça à la chaire professorale pour s'engager dans les rangs des volontaires. Un de ses plus courageux élèves et officiers fut Grigorije Čemerikić, un Serbe de Prizren, futur prêtre de cette ville et qui avait achevé toutes ses études au Séminaire de Belgrade ¹.

LOYALISME DU CLERGÉ DES RÉGIONS LIBÉRÉES.

Le clergé des provinces libérées avait toujours témoigné un sincère loyalisme. Certains prêtres avaient même fait montre d'un réel courage. Le pope Petar Ikonomović, prêtre de la ville de Niš, avait, dans le mois de février 1874, préparé le soulèvement contre la domination turque avec une vingtaine de patriotes serbes. Découvert par la police, il s'était réfugié en Serbie et n'était rentré dans sa ville qu'avec les troupes libératrices ².

Nombreux étaient les popes du district de Vranje qui n'avaient pas craint en 1878 de prendre fait et cause pour leur patrie : Stojilović, Vasilije Popović et Stojiljko Popović ³. Leur dévouement avait précieusement contribué à obtenir du reste du clergé local une prompte soumission et à effacer les dernières traces de l'Exarchisme

¹ Kostić (Petar), *Crkveni život pravoslavnih Srba u Prizrenu i njegovoj okolini u XIX veku*, Belgrade, 1928, p. 35.

² Popović (Mih. I.), *op. cit.*, p. 210.

³ Popović (Mih. I.), *op. cit.*, p. 211.

peu puissant du reste dans ces régions. Le Métropolite Mihailo avait déployé une grande activité pour rallier les hésitants. Jamais on n'avait mieux été à même de constater ses qualités de pasteur et de propagandiste. Le Knèze Milan fut le premier à féliciter le chef de son Église et le clergé des nouvelles provinces par un vibrant message télégraphique adressé de Niš, le 1^{er} janvier 1878, à Mihailo :

« Le clergé du peuple serbe s'est toujours distingué par son nationalisme, pour avoir toujours donné l'exemple des vertus patriotiques et pour, aux jours d'épreuve et de souffrance, avoir partagé les destinées de la nation et l'avoir confortée par la plus grande consolatrice humaine, la Religion. Aux jours de bonheur et prospérité il dirigea ses pas dans le chemin de la morale et de la vérité. Je suis profondément ému par les sentiments de fidélité et de dévouement que Votre Éminence M'a exprimés aujourd'hui, au nom du clergé de notre patrie, et en vous priant de lui transmettre Ma reconnaissance princière, je Me recommande, ainsi que Ma Maison, Ma glorieuse armée et Mon cher peuple, aux prières de Votre Éminence ¹. »

Le Knèze répondait également à un message du clergé belgradois :

« La joie populaire pour l'héroïque et glorieuse prise de Niš vous a aussi enthousiasmés, vous nos maîtres de la religion ; deux diocèses des Némánides se sont libérés du lourd croissant (*Dve Nemanjinske eparhije oslobodiše se teškog meseca*) et l'étendard de la liberté humaine flotte sur Toplica et sur la vieille Remesiana, symbolisant l'amour du prochain. Notre armée héroïque, champion de la liberté et des droits de l'homme, en prières devant l'autel, s'écrit joyeusement : *Da vaskrsnet rod naš i da rastočatsja vrazi jego !* ² »

LE CLERGÉ ET LA « TOPOLSKA BUNA ».

Cependant, à l'heure même où tous se congratulaient sur le loyalisme et la fidélité du clergé orthodoxe serbe, une nouvelle occasion s'était offerte de mettre en doute son attachement à la dynastie des Obrenović. Si dans l'ardeur de la lutte contre l'infidèle les popes avaient fait taire momentanément leurs passions partisans, la question dynastique, loin d'être définitivement résolue, en août 1877, par la naissance d'un héritier de Milan, allait être à nouveau remise en discussion. Depuis les débuts de 1875, Pierre Karadjordjević était un des animateurs de l'insurrection en Bosnie où il guerroyait, comme chef de haïdouques, sous le nom de Petar Mrkonjić, héros

¹ *Ibid.*, p. 317.

² Popović (Mih. I.), *op. cit.*, p. 210.

C'est l'adaptation aux circonstances du début du célèbre chant pascal orthodoxe : *Da vaskrsnet Bog i rastočatsja vrazi jego !*

national dont les chants populaires conservaient le glorieux souvenir. Il conquiert très vite une grande popularité non seulement chez les combattants de Bosnie et Herzégovine mais surtout dans la Principauté de Serbie. Sa proximité plus que ses succès inquiétait le Knèze Milan et l'Autriche à un tel point qu'il fut contraint d'abandonner le commandement de ses bandes. Pendant son court séjour dans la Krajina bosniaque, il était parvenu à nouer des relations personnelles avec de nombreux prêtres de la région, chefs de bandes eux aussi, et en particulier avec le célèbre pope Karan. Il avait trouvé également une aide précieuse chez les popes Joca Živković, Aleksa Ostojić et Samuilo Ostojić qui furent ses compagnons de combat.

En Serbie un événement assez grave révéla les liens qui unissaient certains membres du clergé national à la dynastie déchue des Karadjordjević. A la veille de la seconde guerre serbo-turque de 1877, le 26 novembre, un des bataillons que l'on avait réunis près de Kragujevac pour la cérémonie traditionnelle de prestation de serment se rebella, se mit en marche dans le désordre le plus complet vers le « berceau des Karadjordjević », Topola, y parvint sans encombre et s'y retrancha en s'efforçant de soulever la population des environs. Rien de plus ordinaire que ce « putsch » militaire (Sl. Jovanović) qui sera d'ailleurs très facilement étouffé. Mais le plus intéressant, ce sont les complicités que l'on va découvrir aussitôt après la répression et au cours du procès auquel elle donnera lieu : un des chefs des insurgés, un sous-officier du nom de Milovan Živić, avait été poussé à la sédition par le pope de Topola, Panta, partisan ardent des Karadjordjević. Tous deux n'étaient d'ailleurs que des comparses. On arrêta comme instigateurs du complot le colonel Jevrem Marković, frère de Svetozar Marković, un des chefs du radicalisme serbe et, à l'autre extrémité de la scène politique, Acim Čumić, ancien président du Conseil. Ce dernier, un curieux personnage, dilettante cultivé et disert mais politicien passionné, avait toujours impitoyablement poursuivi ses ennemis, au premier rang desquels se trouvait le Métropolitain Mihailo qu'il traitait haineusement d'« espèce de moine » (« ona kaludjerština »...) Čumić échappera du moins à la peine capitale, tandis que Jevrem Marković et le Pope Panta, ainsi que les autres conjurés, seront fusillés à Arandjelovac en mai 1878¹. Cette sédition de Topola, militairement insignifiante, aura de grandes répercussions sur la vie politique intérieure de la Serbie. Ni les conservateurs ni les radicaux ne pardonneront de si tôt aux libéraux les

¹ Cf. sur cette affaire Jovanović (Slob.), *Vlada Milana Obrenovića*, tome II, pp. 159-179 ; Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, t. I, pp. 363-364, n. 3. *Encyclopédie S. C. S.* : art. *Topolska Buna*.

fusillades d'Arandjelovac. Et la cause des Obrenović, loin d'être affirmée par ces répressions brutales, perdra dans le peuple beaucoup de sa popularité.

LE « TOMOS » D'INDÉPENDANCE DE 1879¹.

Ristić en terminant l'exposé des deux guerres concluait :

« L'avenir prouvera que la Serbie n'a pas à se repentir, mais qu'au contraire elle a des raisons de se féliciter d'avoir en 1876 déployé le drapeau serbe et d'être entrée résolument en guerre². »

L'historien qui veut faire le bilan objectif de ces années décisives de la politique serbe ne partage pas entièrement cet optimisme. Surtout lorsqu'il se place au point de vue religieux. Le Serbe orthodoxe a vu s'évanouir plusieurs des « mythes » qui lui étaient chers : mythe de la faiblesse de la Turquie qui s'avérait faux ou tout au moins exagéré; mythe de la solidarité des populations chrétiennes opprimées et de la certitude d'un soulèvement général des Balkans à la première intervention militaire des Serbes; mythe de l'aide russe qui semblait assurée aux Serbes à tous les moments critiques qu'ils pourraient traverser. Or l'empire turc avait conservé encore assez de vitalité pour défendre six mois contre l'armée russe la place forte de Plevna. La confiance serbe dans les « frères bulgares » sortait fortement ébranlée de ces guerres. Pourtant, dans sa proclamation du 18/30 juin 1876, le Knèze Milan avait pu s'écrier :

« Nous aurons à nos côtés nos valeureux frères monténégrins, avec mon courageux frère Nicolas, leur chef. Les héros de l'Herzégovine sont aussi des nôtres, de même que les martyrs bosniaques. Nos frères bulgares nous attendent³. »

A vrai dire les « frères bulgares » n'avaient pas été d'un grand secours et San-Stefano avait refroidi singulièrement l'enthousiasme serbe à leur égard. Ristić pouvait écrire avec mélancolie :

« L'avenir jugera si notre gouvernement a agi sagement en identifiant dans ses préoccupations l'avenir du peuple bulgare avec le nôtre⁴... »

Enfin c'était la Russie qui avait provoqué les déceptions les plus

¹ Nous avons consulté pour une partie de la documentation de ce chapitre l'ouvrage paru à Belgrade en 1880 sous le titre : *Nezavisnost Srpske Crkve proglašena 1879*, ainsi que la thèse de Djordjević (Nikola), *Die Selbständigkeit der Serbischen Kirche*.

² Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, t. I, p. 384.

³ Stranjaković (Drag.), *L'œuvre accomplie dans le passé en faveur du rapprochement et de l'union des Serbes et des Bulgares*, p. 18.

⁴ Ristić (Jov.), *Diplomatska istorija Srbije*, t. I, p. 165.

amères. Cette « protectrice » traditionnelle de la Serbie ne semblait guère s'être souciee des intérêts de son pupille à San-Stefano. Par contre, la Russie s'était plu à créer dans la Bulgarie démesurément agrandie de la Roumélie orientale, de la Macédoine jusqu'au lac d'Ohrid et Salonique, de Vranje, Pirot et Trn, conquis par la Serbie en 1877, un État vassal qui lui ouvrirait, au premier ordre, la route de Constantinople. Le Congrès de Berlin, il est vrai, avait mis fin à la « Grande Bulgarie » et la Serbie avait réussi à obtenir Vranje, Niš et Pirot, mais uniquement grâce au soutien d'Andrassy et de l'Autriche. Pour les diplomates des Puissances, Autriche et Russie en particulier, il n'y avait là qu'un troc de territoires, qu'un échange de zones d'influence, Bulgarie pour la Russie, Bosnie-Herzégovine pour l'Autriche. Mais pour la Serbie et surtout pour son Église orthodoxe les agrandissements qui avaient été concédés par le Congrès de Berlin étaient d'une importance capitale. Désormais il ne fallait plus songer à la Bosnie pour laquelle le peuple serbe avait pris les armes en 1876. Or celle-ci « était le songe de toute une génération et sa perte (nous) abattait comme un nouveau Kossovo » (Sl. Jovanović). Par contre, la possession de Vranje, Niš et Pirot orientait le peuple serbe vers la Serbie du Sud et l'obligeait à tenir compte de régions qu'il avait jusqu'ici négligées et laissées à la propagande de l'Exarcate. Naturellement ce changement complet d'orientation ne se fera pas immédiatement, c'est au sein de l'Église orthodoxe que nous pourrons le mieux observer le trouble moral qu'il occasionnera.

Cette Église allait cependant bénéficier du changement intervenu dans le statut international de l'État serbe. L'article 34 du Traité de Berlin avait reconnu l'indépendance de la Serbie. L'Église de la principauté avait le droit, elle aussi, de prétendre à l'indépendance vis-à-vis du Patriarche œcuménique, c'est-à-dire à l'autocéphalie, en vertu de cet usage admis dans l'orthodoxie que les droits ecclésiastiques et principalement les délimitations changent avec les dominations politiques et les administrations... Ainsi s'achevait ce double cycle des luttes de libération de la Serbie, lutte contre la Porte et lutte contre le Phanar. De même que l'autonomie ecclésiastique avait suivi de peu le Hatti-chérif de 1830, de même l'autocéphalie religieuse était la conséquence directe de la proclamation de l'indépendance. A la veille de la seconde guerre serbo-turque, un député de la Skupština de 1877, Dim. Katić, avait proposé de supprimer le tribut annuel que l'on envoyait au Patriarche, « celui-ci ne le méritant pas » puisqu'il restait sujet de la Turquie. Ristić, dans un long discours, s'opposa à ce projet, affirmant qu'à l'heure où le Croissant luttait contre la Croix on ne saurait faire acte de sagesse en déchi-

rant et en séparant les chrétiens¹. Après la guerre la situation n'était plus la même : l'Église serbe, enrichie du nouveau diocèse de Niš, comprenait désormais cinq diocèses : l'archevêché de Belgrade, les évêchés de Šabac, Žiža, du Timok et de Niš. Le 11 février 1879 Ristić chargeait le représentant de la Serbie à Constantinople de demander au Patriarche œcuménique la reconnaissance de l'indépendance religieuse de la Serbie.

« La Serbie, écrivait le Ministre des Affaires étrangères, ne fait plus partie de l'Empire Ottoman et, en vertu d'un acte international, elle est entrée au rang des États indépendants. Avec l'État serbe, l'Église serbe elle aussi, a regagné son indépendance². »

Le Ministre ajoutait que l'état de droit et de fait qui régnait n'était soumis à aucune discussion, mais que le respect que nourrissait la Serbie à l'égard du Patriarcat la préservait d'une rupture brusque et la portait à une entente filiale avec le Phanar. Le Knèze Milan écrivait dans le même sens au Patriarche, l'assurant du désir qu'avait l'Église serbe de continuer à entretenir avec Constantinople les rapports les plus cordiaux. Enfin le Métropolite Mihailo s'adressa lui-même au Siège œcuménique, affirmant que cette demande d'indépendance n'était inspirée par aucun autre souci que celui d'adapter l'Église serbe au nouveau statut international du pays. Mihailo requérait d'autre part du Patriarche une bénédiction spéciale pour la nouvelle circonscription ecclésiastique de la Serbie, qu'administrait encore l'évêque Viktor, ancien membre de l'Église exarchiste, donc schismatique³.

Le Patriarche œcuménique, Joachim III, était un homme d'humeur débonnaire, entièrement dépourvu de ce fanatisme phanariote coutumier chez les Patriarches de Constantinople. Il accueillit favorablement ces revendications et, le 26 octobre 1876, le Ministre de Serbie à Constantinople pouvait transmettre à son Département le *Tomos* patriarcal consacrant l'autocéphalie de l'Église serbe⁴.

¹ Cf. Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, t. I, p. 360.

² Ristić (Jovan), *op. cit.*, t. II, p. 277-280.

³ Djordjević (Nikola), *op. cit.*, p. 46-47. Cf. également *Nezavisnost Srpske crkve proglašena 1879*.

⁴ Ristić (Jovan), *op. cit.*, t. II, p. 283-285.

CHAPITRE XI.

LE CONFLIT ENTRE L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE ET LE GOUVERNEMENT PROGRESSISTE. DESTITUTION DU MÉTROPOLITE MIHAÏLO.

CHUTE DU CABINET LIBÉRAL : MIHAÏLO MENACÉ.

Au lendemain du Congrès de Berlin, la position politique de Ristić et celle du parti libéral loin d'être renforcées par les acquisitions territoriales de la Principauté, paraissaient s'affaiblir¹. Bien que les libéraux eussent, aux élections d'octobre 1878, obtenu une appréciable majorité et que les députés des régions nouvellement rattachées fussent tous « gouvernementaux », l'opposition qui comptait 172 membres était encore puissante : les radicaux se groupaient autour de Nikola Pašić. Ils comptaient déjà dans leurs rangs un certain nombre de ces redoutables popes-paysans, « terreurs » de leurs évêques et des « amis de l'ordre ». Mais ces « petits politiciens de province », comme on les appelait méprisamment, inspiraient moins de craintes que le groupe plus restreint des néo-conservateurs qui, tout en manquant de racines profondes dans le peuple, avaient le privilège appréciable de posséder la seule « équipe » d'hommes d'État doués d'une haute formation intellectuelle : professeurs et juristes. Cependant, quelle que fût la valeur universitaire du jeune parti, il n'aurait point réussi à ébranler la situation parlementaire de Ristić s'il n'avait été soutenu dans son opposition par le Knèze Milan. La politique de celui-ci s'orientait de plus en plus dans un sens austrophile. Il avait réussi non sans peine à faire adopter par la Skupština l'accord ferroviaire austro-serbe², malgré les protestations indignées de l'opposition qui voyait déjà une atteinte à la dignité et à l'indépendance de la Serbie, dans la clause de la nation la plus favorisée que le Knèze

¹ Cf. Jovanović (Slobodan), *Vlada Milana Obrenovića*, Belgrade, 1934, t. II pp. 244-305.

² Arnautović (Drag.), *Histoire des chemins de fer yougoslaves, 1825-1937*, Paris, 1937, p. 67.

Milan prétendait faire introduire dans le nouvel accord austro-serbe de 1880. Ristić trouva pour refuser les paroles d'un homme d'État :

« Nous nous sommes demandé, Monseigneur, s'il y avait une possibilité que la Serbie, par la concession qu'on lui demande, pût satisfaire définitivement la Monarchie voisine La concession exigée serait l'origine de toute une série de concessions... L'expérience que nous avons acquise depuis le Congrès de Berlin est suffisante pour nous convaincre que l'appétit de la Monarchie voisine devant l'Orient grandit sans cesse et que nous ne pouvons pas, nous Orientaux, et particulièrement nous Serbes, obtenir son amitié... ¹. »

Le 17 octobre 1880 le ministère Ristić démissionnait ².

MÉTHODES POLITIQUES DES PROGRESSISTES.

Les libéraux rejetés provisoirement par le Knèze de la scène politique, il restait les radicaux et les conservateurs. Milan ne songea nullement à faire appel aux premiers, dont le nom seul à cette époque éveillait chez lui une répulsion physique. Quant aux conservateurs, ils étaient divisés en deux groupes distincts, les vieux conservateurs et les néo-conservateurs qui, dès le 10 janvier 1881, prenaient le nom de « progressistes ». C'est à ceux-ci, représentés par Piroćanac, Garašanin et Novaković, qu'il confia la mission de former le ministère. D'esprit beaucoup plus démocratique que les libéraux, les progressistes accordèrent aussitôt sans difficulté une liberté de presse et de réunion notablement plus étendue que celle qu'avait jamais connue la Serbie. Par ailleurs ils étaient beaucoup moins démagogiques que les libéraux qui affectaient un respect religieux pour les droits et l'indépendance de l'Assemblée nationale. Les progressistes gouverneront avec une « poigne de fer » non pas seulement, comme on l'a cru, parce que certains d'entre eux étaient « les hommes » du Knèze, mais parce que cet esprit d'autorité faisait partie de leurs conceptions politiques ³. Cette brutalité, qui a laissé dans la province serbe à la fois des souvenirs pénibles et d'heureuses réalisations, est la grande caractéristique [du régime progressiste.

¹ Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, t. II, p. 109.

² Notre Ambassadeur à Vienne écrivait dans une dépêche, en date du 1^{er} novembre 1880, à Barthélémy Saint-Hilaire : « J'ai déjà eu l'occasion de faire savoir au Département combien, tout en se louant de l'attitude sympathique et bienveillante du Prince de Serbie, le baron de Haymerlé était porté à se plaindre des sentiments et des procédés hostiles de M. Ristitch, le changement ministériel en Serbie n'a donc pu être accueilli qu'avec satisfaction en Autriche. » (*Documents diplomatiques français, 1871-1914*, 1^{re} série, 1871-1900, tome III, janvier 1880, mai 1881, Paris, 1931, D. n° 289, p. 252-254).

³ Jovanović (Slobodan), *op. cit.*, p. 309-310.

La Serbie, qui avait éprouvé déjà, sous les Régents, les rigueurs d'un régime despotique, fit connaissance sous les progressistes avec un système « d'épuration » politique de très grande envergure. Tandis que, pendant les quatre ans et demi des ministères libéraux (24 avr. 1876-19 oct. 1880) seulement 97 fonctionnaires avaient été déplacés, 8 mis à la retraite et 1 révoqué, pendant la première année du cabinet progressiste, 179 fonctionnaires furent déplacés, 55 mis à la retraite et 26 révoqués. Ces chiffres, cités par un historien favorable, il est vrai, aux libéraux (Živanović), sont suffisamment éloquents ¹.

MIHAÏLO ENNEMI DU ROI.

Cette statistique n'indique point quels furent les adversaires les plus redoutables pour les progressistes. Les radicaux ne représentaient pas pour eux un grand danger et ils n'hésitèrent pas, en dépit des divergences doctrinales, à constituer avec eux une coalition parlementaire. Les libéraux, au contraire, détenaient dans l'administration de solides positions. Le cabinet progressiste se vit dans l'obligation d'épurer successivement la justice, l'administration, la police. Le dernier bastion de la résistance libérale était l'Église orthodoxe serbe. L'ennemi le plus acharné du nouveau régime restait le Métropolite Mihailo. Mais il n'eût pas été aisé de s'en prendre au chef de l'Église si celui-ci n'avait commis la maladresse de s'attirer l'antipathie de Milan en s'opposant ouvertement à sa politique austrophile. Le Souverain ne pouvait plus tolérer un tel obstacle sur son chemin, depuis qu'il avait rencontré, à Budapest, dans la première semaine de juin 1881, l'Empereur François-Joseph. « La plupart des journaux austro-hongrois rattachèrent son voyage au projet d'érection de la Serbie en royaume ². » En échange de l'appui autrichien à sa politique, Milan s'était sans doute engagé à ne rien entreprendre contre la Monarchie voisine, particulièrement dans l'affaire de Bosnie-Herzégovine. C'était le principe de la « convention secrète ». Dès lors la plus grande entrave au nouveau cours de la politique était le Métropolite Mihailo, non pas tant en qualité de libéral que de représentant officieux de la politique russe en Serbie. Son activité d'agent slavophile était trop connue de l'Autriche pour ne pas l'inquiéter ³. Une des conditions de la bonne entente entre le Souve-

¹ Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, tome II, p. 188.

² *Documents Diplomatiques Français (1871-1914)*, 1^{re} série, tome IV, p. 28, n. 3.

³ « Les Autrichiens étaient informés que le Métropolite entretenait l'agitation en Bosnie par l'intermédiaire du clergé et ils exigèrent du Knèze qu'il mît fin à cette agitation. » Jovanović (Sl.), *Vlada Milana Obrenovića*, t. II, p. 408.

rain, le cabinet progressiste et Vienne était assurément l'éloignement de Mihailo de son siège métropolitain.

LE MÉTROPOLITE ET LA LOI SUR LES TAXES.

Pour cela il fallait attendre une occasion favorable. Elle ne fut pas longue à se présenter et ce fut l'irascible prélat qui lui-même l'offrit à ses ennemis. Le 3 avril 1881 le Knèze Milan avait signé une « loi sur les taxes » votée par le Parlement, qui inaugurait un système de taxes exigibles non seulement pour les cérémonies religieuses, mais aussi à l'occasion de toute ordination, intronisation ou préconisation. De même, pour certaines bénédictions épiscopales, une taxe spéciale était désormais perçue par l'État. En 1881, comme il l'avait fait en 1864, le chef de l'Église s'éleva contre ces innovations qu'il estimait inacceptables, mais alors que, sous Garašanin, il s'était contenté d'exposer avec modération les raisons qui justifiaient son veto, il eut, cette fois, la faiblesse de céder à sa colère. La lettre virulente que Mihailo adressait le 12 mai 1881 au Ministre de l'Instruction publique, plus qu'un blâme, était une véritable déclaration de guerre ¹.

La première accusation que le Métropolite lance à ses adversaires est celle de simonie. Les progressistes qui avaient au plus haut degré le respect de l'autorité de l'État estimèrent fort déplacée cette intervention du Métropolite. La violence de l'attaque à laquelle s'était livré celui-ci contre « l'injustice » et « l'illégalité » de la loi leur parut particulièrement choquante. Pourtant Novaković sut attendre jusqu'au 21 juillet pour répondre à Mihailo. Sa lettre est un chef-d'œuvre de logique et d'habileté où les qualités de critique du savant se joignent à un sens politique très ferme ². A la « fureur biblique » de l'archevêque de Belgrade, Novaković répond en affectant une surprise dédaigneuse qui dut faire l'effet d'une douche froide. Après avoir rappelé tout au long les griefs du prélat contre la nouvelle loi, le ministre conclut avec morgue :

« Je dois avouer sincèrement à Votre Éminence que, moi aussi, je n'ai pas tant été surpris par le ton de cette lettre, qui est tout à fait immotivée, que par le rappel des articles de la Constitution et de la loi sur les Autorités ecclésiastiques qui ont un sens tout à fait opposé à celui qui leur est attribué dans les citations de cette lettre. »

¹ Publiée *in extenso* dans la brochure : *Kanonska odbrana pravoslavne crkve u Srbiji*, pp. 26-36.

² Cf. la brochure publiée par l'évêque Mojsej : *Crkveno pitanje u Srbiji*, Belgrade, 1895, p. 8-10.

Novaković réfutait très brièvement les arguments de Mihailo, ne reconnaissant justifiée qu'une seule plainte, celle qui concernait l'énormité des taxes. Il les estimait lui-même disproportionnées, mais le ton sur lequel il consentait à s'expliquer n'était pas de nature à apaiser le trop susceptible pasteur :

« Quand la loi a été examinée au Corps législatif, le soussigné, comprenant le devoir qu'il avait en sa qualité de Ministre des Cultes, s'est efforcé d'amener les représentants du peuple à voter des taxes proportionnelles. Mais ses efforts, pas plus que ceux des quelques députés qui avaient commencé à parler dans ce sens, n'eurent aucun succès. C'est un fait lamentable mais indéniable qu'il faut chercher la raison de cet insuccès dans un affaiblissement, dans un quasi anéantissement du prestige de l'Église et de ses serviteurs auprès du peuple, dans ces conflits trop fréquents qui opposent le clergé avec le sens moral populaire, dans l'absence visible d'une forte discipline et d'une solide préparation à la vocation ecclésiastique ¹. »

La conclusion de Novaković laissait entrevoir des menaces que jamais aucun ministre n'avait jusque-là osé formuler, en s'adressant au chef de l'Église serbe :

« En même temps j'ai l'honneur de Vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté a le droit d'attendre de Votre Éminence qu'elle veuille bien observer dans sa correspondance, à l'égard de la législation du pays et à l'égard du Gouvernement de Sa Majesté, un ton qui soit plus en accord avec la situation du dignitaire le plus élevé de l'Église nationale ². »

Cette dernière flèche mit le Métropolite hors de lui. L'évêque Mojselj nous conte qu'après avoir reçu cette lettre Mihailo décida de ne plus tenter personnellement de démarches auprès du Gouvernement, mais de convoquer d'urgence le Synode épiscopal, afin de se retrancher derrière son autorité. Celui-ci se réunit le 21 septembre 1881 et Mihailo en transmettant sa décision au Ministre ne cachait plus sa jubilation :

« Le Synode épiscopal, en s'efforçant selon son devoir de maintenir l'Orthodoxie dans sa pureté, après avoir confronté les canons avec la dite loi sur les taxes, déclare que cette loi, dans les paragraphes instituant une taxe à l'occasion de la bénédiction épiscopale comme de l'attribution des dignités ecclésiastiques qui ne se transmettent que par la Grâce du Saint-Esprit, est contraire aux canons de la Sainte Église orthodoxe... ³ »

¹ *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 10.

² *Ibid.*, p. 10.

³ *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 12.

LA RÉVOLTE DE L'ÉPISCOPAT.

Cette décision eût été un triomphe complet pour le Métropolite, si le Synode avait continué à se montrer aussi résolu. Or, en réalité, à part Jeronim, évêque de Šabac, la majorité du Synode était hostile à Mihailo ¹. L'évêque de Niš, Viktor, ancien exarchiste, ne l'aimait guère. L'évêque de Negotin, Mojsej, encore moins. C'est lui qui le premier décida de tenter auprès du Ministre une démarche séparée à l'insu du Métropolite mais avec l'approbation du Synode ². Mojsej demanda à Novaković si le gouvernement était disposé à modifier la loi incriminée et le Ministre lui répondit affirmativement, ce qui semble confirmer que l'intention réelle des progressistes dans cette chicane théologique était bien de se débarrasser du Métropolite. Le Synode s'étant réuni à nouveau, mais sans le Métropolite, décida que de nombreux articles de la loi pouvaient être maintenus à condition que les taxes fussent « proportionnées » ; par contre, d'autres articles devaient être abolis. Puis il communiqua sa résolution au Métropolite. Telle est du moins la version de Mojsej. L'évêque de Negotin prétend également que c'est après avoir pris connaissance de cette résolution que le Métropolite conçut le projet d'envoyer au Ministre sa seconde lettre (10 octobre 1881) qui fut une des causes immédiates de sa révocation. Mihailo se bornait à rappeler la résolution du Consistoire en date du 22 septembre et n'évoquait plus les efforts de conciliation déployés postérieurement par Mojsej. Le ton restait aussi acerbe que celui de la première lettre :

« Ayant le devoir sacré de conserver l'Orthodoxie et par là notre communion avec les autres Églises orthodoxes qui ont béni récemment notre indépendance, nous sommes obligés, Monsieur le Ministre, de nous en tenir aux observations déjà exprimées relativement à la loi sur les taxes... »

Mihailo, sans chercher à se disculper d'avoir fait usage d'un « ton peu conforme à la dignité archiépiscopale », répétait simplement qu'il n'avait jamais dépassé les limites que s'étaient imposées ses prédécesseurs dans leurs rapports épistolaires avec les gouvernements. Affirmation gratuite quand on se souvient du style onctueux et conciliant du Métropolite Petar ³.

La veille (9 octobre 1881), le Synode épiscopal avait adressé au Knèze un bref mémoire qui éclairait son attitude dans toute cette

¹ Sur l'évêque Jeronim, de nature mystique et « idéaliste », voir l'intéressante étude de Tasa Urošević : *Na svojoj brazdi*, Niš, 1933, p. 57 et suiv.

² *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 13.

³ *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 14-16.

affaire ¹. Ce mémoire avait recueilli la signature des cinq évêques provisoirement réconciliés et c'était sans doute l'espoir d'être cette fois mieux soutenu qui avait donné au Métropolite le courage et la fermeté dont témoignait sa lettre du 10 octobre. Novaković, cependant, toujours très au courant des tendances diverses qui s'affrontaient au sein du Synode, savait que ce dernier était loin d'être homogène. Son antipathie personnelle pour le Métropolite grandit lorsqu'il reçut cette nouvelle épître, et il considéra qu'il était temps d'en finir avec cette affaire. Pour cela il eut encore recours à un procédé assez brutal, le premier, à vrai dire, dans toute cette querelle, qui fût effectivement en opposition avec les prescriptions canoniques orthodoxes. Il affecta de ne pas avoir confiance dans les déclarations du Métropolite lorsque celui-ci affirmait être l'interprète de l'opinion unanime du Synode ; dans sa réponse du 15 octobre 1881, Novaković avisait Mihailo qu'il allait procéder à l'interrogatoire *individuel* de tous les évêques sur la question suivante : *Ont-ils oui ou non décidé au Synode que la loi sur les taxes, dans son actuelle rédaction, ne serait pas acceptée dans leurs diocèses et pas appliquée* ² ?

Les réponses des évêques sont intéressantes, car elles dénotent assez bien leur caractère respectif. Viktor, évêque de Niš, répond par une dénégation pure et simple, c'est-à-dire par un démenti brutal infligé à son supérieur spirituel. L'évêque d'Užice, Vićentije, surenchérit encore en déclarant que « non seulement au Synode épiscopal il n'avait pas été décidé que la loi sur les taxes ne soit pas acceptée et pas exécutée, mais que bien au contraire on avait parlé de la nécessité de l'exécuter le plus rapidement possible... »

Mojsej, prudent comme à son ordinaire, affirma que le Synode avait décidé d'appliquer la loi en attendant qu'on changeât certains

¹ Le texte en est publié dans la *Kanonska odbrana*, p. 46-51 : « Les pasteurs de Serbie, en leur qualité de ministres spirituels du peuple, sont obligés dans leurs affaires spécialement ecclésiastiques de se servir des canons de l'Église orthodoxe qui sont de nature stable et interchangeable — c'est pourquoi nous sommes habitués à la stabilité et à la permanence dans les affaires que nous accomplissons —. C'est pourquoi aussi il n'est pas extraordinaire que quelquefois nous nous trouvions en désaccord avec les autorités civiles, qui se régissent selon l'esprit du temps, de nature changeante... » Mais ils ajoutaient qu'il y avait un remède à ce désaccord dans la sagesse de l'État et la patience chrétienne de l'Épiscopat. Le Synode certes a été peiné de la nouvelle loi et il n'a pas trouvé de raisons valables à ce que « l'État ait ignoré l'autorité ecclésiastique dans des questions qui touchent l'Église et ses serviteurs ». Le ton de ces plaintes, extrêmement modéré, contrastait avec celui des lettres du Métropolite. L'adresse concluait même mélancoliquement en affirmant que l'Épiscopat ne pouvait prévoir que « dans la Serbie libérée et indépendante ce serait d'aussi tristes doléances qu'il aurait à soumettre au premier souverain indépendant de Serbie... »

² *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 16.

articles dont on se proposait de demander le remaniement au gouvernement.

Seul, dans tout le Synode, l'évêque Jeronim restait fidèle à Mihailo : mais comme il ne pouvait soutenir que le Synode s'était refusé à appliquer la loi, il se tirait d'affaire en constatant que « de l'esprit de la décision du Synode et des discours tenus par les évêques on inférait que les prélats, s'ils appliquaient la loi sur les taxes, enfreindraient les canons de l'Église relatifs à la Simonie... ¹ » L'interrogatoire général des évêques avait eu lieu le 15 octobre. Abandonné par tous les évêques, sauf un, Mihailo, vigoureusement soutenu par ailleurs par le parti et la presse libérales, ne perdit pas courage. Il tenta une démarche désespérée auprès du chef du gouvernement, Milan Piroćanac, auquel il écrivait le 16 octobre :

« Hier à 4 heures de l'après-midi, le ministre Novaković est venu avec un secrétaire à la Métropole. Il a interrogé séparément, dans des chambres, les membres du Synode épiscopal, bien que le président du Synode fût sur place. Veuillez juger d'abord si ce procédé est conforme à la loi qui a pour but de maintenir l'ordre dans la Hiérarchie, et dire qui a autorité pour interpréter les termes de ma lettre avant que je ne me sois préalablement expliqué... En Serbie personne n'est condamné avant d'avoir été préalablement entendu. Or M. le Ministre Novaković a condamné le Métropolitain de ce pays sans qu'il ait été entendu. Et maintenant on extrait les phrases de ma lettre séparément du contexte pour en accabler le Métropolitain, à la honte de l'Église et de l'État... ² »

Novaković cette fois évita de poursuivre une polémique qui n'avait pas d'issue : le Métropolitain avait envoyé sa dernière lettre au Président du Conseil. Le Ministre des Cultes décida d'adresser celle qu'il avait définitivement préparée à une autorité encore plus haute, celle du Knèze. Il adoptait une nouvelle tactique. Au lieu de retracer devant le Souverain l'histoire du conflit, Novaković attaquait franchement Mihailo, lui reprochant de n'avoir pas voulu respecter les prescriptions des lois constitutionnelles. Aux anciens griefs il en ajoutait de nouveaux assez puérils mais destinés à lui concilier le bas clergé. Il reprochait, entre autres, au Métropolitain d'avoir élevé au rang d'igoumène le *sindjel* Teofilo et de l'avoir nommé au *Podvorje* serbe de Moscou sans en avoir avisé le Consistoire. Puis le Ministre évoquait encore la longue et confuse histoire d'une querelle de prêtres au sujet d'un partage litigieux de paroisses, affaire dans laquelle le Métropolitain serait arbitrairement intervenu,

¹ *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 18.

² *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 19-20.

empiétant ainsi sur les prérogatives du Consistoire, du Synode épiscopal et du Gouvernement.

Toute cette énumération de prétendus chefs d'accusation n'était évidemment qu'un préambule destiné à justifier la requête finale adressée au Knèze ¹ :

« Monseigneur, de tout ce qui vient d'être exposé, Votre Altesse a pu voir ce qu'a fait le Gouvernement, en s'en tenant sévèrement à la réglementation légale, pour maintenir le pouvoir ecclésiastique dans le cercle prescrit par la Constitution et les lois du pays, et ce qu'il a fait pour que les affaires soumises aux autorités ecclésiastiques soient traitées suivant la procédure prévue par les lois et la Constitution. Le Gouvernement de Votre Altesse a eu sans cesse devant les yeux son double devoir : conserver respectueusement à l'Église, dont nous sommes tous les fils, des droits consacrés par la tradition nationale et les lois du pays, mais veiller avec autant de sollicitude à ce que toutes les autorités sans différence se soumettent à ces lois.

« Le Gouvernement de Votre Altesse conscient de ce devoir n'a pas pu et ne peut pas permettre que, soit par un travail souterrain, soit par l'usage, quelqu'un puisse s'ériger en dehors de la Constitution et des lois du pays comme un troisième facteur du pouvoir législatif...

« ...Seule la conviction que la plus grande force de l'État est le respect de la loi, et que c'est précisément au sommet de la hiérarchie religieuse qu'un homme est indigne de se maintenir lorsqu'il viole ouvertement la loi, s'adjudge un pouvoir destiné par celle-ci à d'autres autorités, communique officiellement au Gouvernement une décision au nom de ses collègues que ceux-ci n'ont pas prise, refuse enfin de se soumettre aux lois, seule cette conviction a pu déterminer le Gouvernement de Votre Altesse à prier Votre Altesse de bien vouloir signer le décret par lequel Son Éminence le Métropolite Mihailo est destitué de l'administration de l'archevêché de Belgrade et de la Métropole de Serbie... » (18 octobre 1881) ².

Au bas du rapport de son Ministre, Milan inscrivit :

Le Knèze approuve : M. M. Obrenović

avec un empressement qui ne surprit aucun des contemporains ³. Deux décrets de Milan complétaient l'acte de destitution, et nom-

¹ *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 22-23.

² *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 25-26.

³ Živanović (Živ.), *op. cit.*, tome II, p. 185 ; *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 26-27 ; *Pravoslavna srpska crkva u Kraljevini Srbiji*, Belgrade, 1895, p. 208 ; Episkop Nikanor Ruzitschitsch, *Das Kirchlichreligiöse Leben bei den Serben*, p. 45 ; Jovanović (Slobodan), *Vlada Milana Obrenovića*, t. II, p. 410.

maient, à la place de l'ex-Métropolitain, un « administrateur » en la personne de l'évêque de Negotin Mojsej¹.

Mihailo qui s'attendait à cette mesure extrême se borna, lorsqu'il eut pris connaissance de ces deux décrets, à faire ses adieux à ses collègues, leur souhaitant « une entente fraternelle et un libre travail ». Les évêques, qui ne s'étaient pas privés d'intriguer contre Mihailo quand ils pensaient seulement mettre une borne à son ambition, furent cependant péniblement surpris par le caractère irrévocable de la décision princière. Dans la destitution de leur chef ils virent une menace future pour leur propre stabilité. Après 25 ans de services le Métropolitain de l'Église serbe était « remercié » sans façons, sans avoir droit à la retraite, sans une indemnité. Le Synode épiscopal décidait, en signe de protestation, de remettre au Ministre des Cultes un acte de démission collective :

« Qu'un évêque soit destitué et éloigné de son poste à la suite d'un jugement et d'une condamnation provenant du Tribunal compétent — le Synode épiscopal —, la chose est conforme aux canons de notre Église et aux lois de notre État.

« Qu'un évêque soit destitué et éloigné de l'administration (de son diocèse) après avoir été mis à la retraite avec la pension qui lui revient, calculée d'après les années de service, la chose est conforme aux lois de l'État régissant toutes les professions.

« Mais destituer un évêque sans décision du Tribunal compétent, et sans pension calculée d'après ses années de service, c'est changer la condition épiscopale en une condition privée de droits.

« Le Synode épiscopal voit avec un regret profond que la condition épiscopale perd toute stabilité et les évêques de la patrie estiment que, dans cette position humiliée et sans droits, il leur est impossible de remplir avec dignité leurs devoirs envers l'État et l'Église². »

C'était créer une situation très délicate pour le Gouvernement, puisque l'Église se trouvait du jour au lendemain sans pasteurs et que, le Métropolitain ayant été destitué, on ne pouvait songer à reconstituer précipitamment la hiérarchie. Novaković concéda dans sa lettre du 22 octobre 1881, envoyée à Mojsej, que la situation des dignitaires ecclésiastiques ne jouissait pas de la dignité et de la stabilité nécessaires, mais que le Gouvernement était entièrement décidé à la réglementer, dès la première session du corps législatif³.

Les évêques exploitèrent le recul du Gouvernement, et décidèrent de pousser à fond leur avantage :

¹ *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 27.

² *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 28.

³ *Ibid.*, p. 31.

« Le Synode épiscopal, considérant que ses droits, ainsi que ceux des évêques, droits consacrés par les institutions ecclésiastiques et les lois de l'État, sont lésés ;

« Qu'en conséquence toute activité ultérieure des évêques et du Synode, ne jouissant pas de la sécurité indispensable, serait contraire à la Mission que l'Église, dans la personne de Jésus-Christ et des Saints Apôtres et par les Constitutions des conciles de Basilée, leur a confiée et à laquelle ils se sont consacrés par serment ;

« Qu'enfin une activité se déployant dans de semblables conditions ne s'accorderait ni avec l'esprit ni avec les dispositions des lois de l'État, et qu'en conséquence elle ne servirait ni à l'Église ni à l'État serbe...

... « Le Synode décide de mettre un terme à toute activité ultérieure de ses membres, évêques de la Patrie...¹ »

C'était une véritable « grève » du haut clergé que le Synode proclamait froidement. Pour éviter l'effet déplorable qu'elle produirait sur une population encore attachée à son Église, le cabinet progressiste exigea une intervention personnelle du Knèze Milan. Celui-ci comprit la nécessité de mettre fin le plus rapidement possible à cette rébellion des hauts prélats. Il imagina une mise en scène fort habile : le 24 octobre 1881, chaque évêque reçut une convocation du Ministre de l'Intérieur l'invitant à se rendre à l'instant à la séance du Conseil des Ministres afin d'y avoir un entretien avec le Souverain. Milan tint à chacun des évêques une allocution très adroite, à la fois ferme et souple, et conclut en leur disant :

« Je vous prie de reprendre votre démission et de poursuivre votre tâche dans l'Église. Pour ce qui est de la situation équivoque qui règne actuellement dans notre Église, Moi et Mon Gouvernement nous y mettrons ordre bientôt. Croyez-vous en Obrenović IV ? »

« Ce à quoi, avoue naïvement l'évêque Mojsej, nous ne pouvions naturellement que répondre oui². » C'est ainsi que furent réduites à l'impuissance les velléités d'indépendance du Synode.

¹ *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 32-33.

² Mojsej prétend également que le Knèze aurait reproché au Synode ses tendances partisans (c'est-à-dire libérales) et que lui seul — Mojsej — se serait élevé, au milieu du silence de ses collègues, pour protester contre le procédé « inique » employé à l'égard du chef de l'Église. Cette intervention, quand on connaît le caractère de l'évêque de Negotin, semble bien peu vraisemblable. Le journal libéral *Srpska Nezavisnost*, dans son numéro du 23 octobre 1881, relate ces événements quelque peu différemment : la protestation des évêques du 23 octobre avait été envoyée à l'Instruction publique à 10 h. 1/2. Une heure plus tard Garašanin se rendait personnellement à la Métropole. A 12 h. 1/4 il emmenait tous les évêques avec

Mojsej continua donc à remplir les fonctions d'administrateur de l'Archevêché de Belgrade et de la Métropole de Serbie et les évêques retournèrent dans leurs diocèses respectifs, les uns et les autres attendant les « changements » promis par le Ministre des Cultes. Fin novembre, Novaković envoyait à Mojsej une nouvelle lettre qui, loin de mentionner les réformes sollicitées par le haut clergé et solennellement promises par le Knèze, se bornait à énumérer les divers paragraphes du projet de loi de 1880 sur l'abolition des consistoires diocésains et sur *le transfert des procès de divorce qui relevaient jusqu'alors de leur autorité à des tribunaux civils*, réforme à laquelle Mihailo s'était toujours opposé avec acharnement. Le Ministre avisait le Synode épiscopal qu'une commission mixte, ecclésiastique et laïque, avait déjà rédigé la rédaction de ce projet de loi ainsi que celui d'un règlement nouveau des communes religieuses, des domaines monastiques, d'un fond ecclésiastique, etc.¹.

Le Synode se trouvait ainsi en face d'un fait accompli : non seulement les réformes promises n'avaient point été mises à exécution, mais le Gouvernement aggravait encore le projet initial contre lequel le Métropolitte Mihailo s'était le premier élevé. Les évêques recommencèrent à pousser les hauts cris. On eut vite fait de démontrer au Ministre, à l'aide d'un faisceau imposant d'arguments dogmatiques, théologiques et historiques empruntés aux divers Conciles œcuméniques, à la Tradition de l'Église serbe et au *Tomos* patriarcal accordé récemment en 1879, que tous ces projets de lois auraient dû être préalablement soumis au Synode épiscopal. Or il n'y avait pas de réunion du Synode possible sans la présidence du Métropolitte. C'était lier la discussion des projets gouvernementaux et leur succès à l'élection d'un nouveau Métropolitte². Cette fois Novaković se fâcha tout de bon : la Hiérarchie, écrivait-il le 31 janvier 1882, faisait preuve d'« inconséquence » et de « partialité ». Les évêques avaient-ils oublié que, même canoniquement, un Métropolitte peut toujours avoir un remplaçant ? (en l'occurrence Mojsej)³. Le Gouvernement ne se laissa pas émouvoir par de nouvelles protestations épiscopales : le 31 décembre 1882 la fameuse loi sur les « changements et les additions à la loi sur les autorités religieuses de la confession orthodoxe du 30 septembre 1862 » était enfin promulguée. Le paragraphe 94 de l'ancienne loi, qui concernait

lui aux Affaires Étrangères, d'où les évêques ne sortaient qu'à 2 h. de l'après-midi. « Que s'est-il passé ? » concluait l'article de la *Srpska Nezavisnost*, dont l'auteur, visiblement, ignorait l'épisode conté par Mojsej.

¹ *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 37-38.

² *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 41.

³ *Ibid.*, p. 44.

l'élection du Métropolite, était modifié de façon à donner, dans le corps électoral spécial qui était créé, la prépondérance numérique à l'élément laïque : en plus des quatre évêques du Synode, avaient droit de prendre part à l'élection le président du Conseil des Ministres, le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, le président du Conseil d'État, le président de la Cour de cassation et cinq membres de la Skupština, soit neuf laïques. Ce n'était plus un Synode, mais une sous-commission de la Skupština... Jeronim fut le premier des évêques à protester : dès le 15 janvier 1883 il s'adressait à Novaković, affirmant que cette loi sur les autorités religieuses était « contraire tant par sa forme que par son contenu » à l'Église.

« D'après cette loi l'Église est devenue une institution d'État... elle est à l'intérieur comme à l'extérieur dans les mains des puissances temporelles : ceci est contraire aux Saintes Écritures et à la Tradition. L'Église orthodoxe chez le peuple serbe, aux temps les plus difficiles, avait conservé son caractère, et voici que ce caractère apostolique est maintenant effacé... »

Suivaient des plaintes sur le sort de l'Église serbe, humiliée, affaiblie, de cette Église qui,

« pendant des siècles, avait servi les intérêts nationaux, qui avait partagé avec le peuple serbe, à travers toutes les vicissitudes, le bon et le mauvais, entretenu soigneusement l'idée nationale dans les temps difficiles, conservé les caractéristiques nationales... ¹ » L'évêque de Šabac se refusait absolument à soutenir des réformes aussi néfastes et « élevait sa voix » pour protester « contre une loi d'État qui enlevait à l'Église l'autorité qui lui revenait légitimement ». Le 29 janvier une protestation similaire était signée par Mojsej :

« ...C'est mon devoir de vous informer, Monsieur le Ministre, qu'en tant que citoyen de ce pays je respecte profondément les lois de l'État, mais qu'en tant qu'évêque je ne puis exécuter ces ordonnances provisoires qui s'opposent aux principes permanents et éternels de la Sainte Église... ² »

Novaković répondit assez sèchement à Mojsej, faisant ironiquement allusion aux craintes de l'administrateur de l'Archevêché de Belgrade :

« Il est difficile d'entrer en discussion avec vous sur ce qui n'est pas arrivé ou ce qui peut être à l'avenir ou ne pas être, d'autant plus que notre expérience personnelle comme les garanties consti-

¹ *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 58.

² *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 53.

tutionnelles et légales nous donnent la certitude qu'une telle éventualité est plus impossible qu'elle n'est possible ¹. »

A l'égard de Jeronim le ton est sensiblement plus cassant. Le Ministre estime que les frayeurs de l'évêque de Šabac sont vaines et le blâme nettement de ses « excès de langage », en lui rappelant, « que personne dans l'État n'est autorisé à porter de tels jugements sur les lois de l'État... », et il ajoutait : « Comme tout citoyen, Votre Éminence a le devoir de se soumettre aux lois... ² » Une longue lettre de Jeronim, renouvelant et appuyant par de nouveaux arguments son refus d'accepter la loi litigieuse, n'eut aucun résultat. On était en mars 1883 : depuis dix-huit mois l'Église serbe était sans chef. Novaković prit le parti de trancher le nœud gordien en procédant inopinément à l'élection du Métropolitite. Mojsej, avisé de l'intention du Ministre des Cultes, le prévenait immédiatement qu'il ne participerait pas à cette élection puisqu'il n'avait pas reconnu les modifications de la loi de 1862 ³. Peine perdue : le roi Milan, dans un décret du 11 mars 1883, fixait au 20 mars 1883 la réunion du corps électoral destiné à nommer un successeur à Mihailo. Muni désormais du décret royal, Novaković s'empressait aussitôt de convoquer pour la date prévue chacun des évêques du Synode : c'était obliger brutalement ceux-ci à prendre leurs responsabilités et placer les prélats devant la cruelle alternative de se soumettre ou de se démettre ⁴. Jeronim répondit que « dans un Synode anticanonique » il n'y avait pas de place pour lui. L'évêque de Niš, Viktor, pria le Ministre de lui épargner à l'avenir ces « demandes anticanoniques » afin de préserver sa vieillesse d'émotions qu'elle n'était pas en état de supporter ⁵. Mojsej refusa également. Novaković, malgré une telle opposition, ne se découragea pas : il crut qu'en redoublant d'énergie il viendrait à bout des évêques. Il les convoqua pour le 19 mars à une « réunion préalable » afin qu'ils se concertassent sur les modalités de l'élection projetée. Cette fois encore Mojsej refusa « pour raison de santé et d'autres circonstances qui l'empêchaient » ; Viktor répondit négativement. Quant à l'évêque de Šabac il ne releva même pas l'offre qui lui était faite. Pour la troisième et dernière fois, le Ministre des Cultes s'adressa à Mojsej pour le convier à participer à la cérémonie du 20 mars. La réplique du « représentant du Métropolitite », comme on pouvait s'y attendre, était aussi défavorable :

¹ *Ibid.*, p. 55.

² *Ibid.*, p. 62.

³ *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 72.

⁴ *Ibid.*, p. 72.

⁵ *Ibid.*, p. 74.

« Une règle du sixième concile de Sardique détermine avec précision le mode selon lequel est élu le Métropolitain, et ce mode encore aujourd'hui en vigueur est en pratique dans l'Église orthodoxe de Constantinople : ce n'est qu'en Serbie que l'on s'écarte de cette règle ecclésiastique, quand on projette d'élire le Métropolitain comme vous avez l'intention de le faire, Monsieur... ¹. »

C'est en l'absence de tous les évêques, c'est-à-dire du Synode épiscopal, que se déroula, le 20 mars 1883, l'élection du Métropolitain. Le Protocole qui en conserve le souvenir ne mentionne comme clercs que les archimandrites Teodosije, Nestor, les archiprêtres Stevan Jakovljević, Ilija Novaković, Ljubinko Popović, Mladen Popović et Stevan Veličković, soit sept ecclésiastiques en face de neuf laïques... ².

DESTITUTION DE L'ANCIENNE HIÉRARCHIE.

Les actes suivirent de près les menaces : les évêques Mojsej, Viktor et Jeronim avaient d'abord été condamnés à une amende de 500 dinars pour n'avoir pas voulu participer à l'élection du Métropolitain serbe. Une seconde amende — de 2.000 dinars cette fois — s'abattit sur eux lorsqu'ils eurent refusé de se rendre à la première session du Synode épiscopal. Immédiatement après, sur la demande du Ministre des Cultes, le Roi Milan prononça la destitution des trois évêques. Décret qui fut exécuté avec une rare brutalité : Mojsej, qui s'était pourvu devant le Conseil d'État — dont le secrétaire était alors A. Grujić —, fut débouté ³. Jeronim fut en butte aux persécutions policières. Le malheureux évêque voulait quitter la Serbie afin de se soustraire aux attaques dont il était quotidiennement victime dans la presse progressiste, qui lui en voulait d'être resté fidèle plus que tout autre au Métropolitain Mihailo. On faillit lui retirer son passeport ⁴. Quant à l'évêque de Niš, Viktor, « qui avait tant souffert sous les Turcs », gémit la *Srpska Nezavisnost*, il devait faire connaissance avec une autre forme de l'intolérance politique : on lui refusa même l'autorisation de se rendre à Niš pour ses affaires privées et on lui intima l'ordre de se retirer aussitôt au Monastère de Petkovica ⁵.

¹ *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 76.

² *Ibid.*, p. 77.

³ *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 92.

⁴ *Srpska Nezavisnost*, 12 avril 1883.

⁵ *Ibid.*, 12 avril 1883.

SOUSSION DE L'ÉGLISE DE SERBIE
AU PATRIARCAT DE KARLOVCI.

L'ancienne hiérarchie écartée, il s'était agi pour le gouvernement de Piroćanac de trouver un candidat à la dignité métropolitaine qui accepterait de reprendre la pénible succession de Mihailo. Le vieil archimandrite Teodosije Mraović avait été appelé à une réunion du Conseil des Ministres et le Roi lui avait offert de prendre la direction de l'Église serbe. Mraović avait fait quelques difficultés, alléguant son grand âge et son infirmité, puis avait fini par fléchir, à condition que l'on nommât Aleksa Ilić président du Tribunal Spirituel, car cet archiprêtre était son plus fidèle conseiller. Le Souverain ayant accepté, l'archimandrite avait consenti à se laisser porter candidat ¹.

L'élection du nouveau Métropolitite avait été assurée, ainsi qu'on l'a vu, par des voix laïques acquises au Gouvernement. Novaković comprit immédiatement la nécessité qu'il y avait de trouver pour l'élu la consécration d'une haute autorité ecclésiastique, et c'est tout naturellement qu'il se tourna du côté du Patriarche de Sremski Karlovci, German, lui demandant d'investir le Métropolitite de Belgrade, natif, comme la majorité de ses collègues, de la même province que lui. Sa lettre, écrite le 22 mars 1883 et qui déchaîna une tempête de colère et de réprobation dans la presse serbe libérale, mérite d'être intégralement citée. Novaković s'efforce d'abord de justifier son attitude en rejetant toute responsabilité sur l'ancienne Hiérarchie. Mais il y expose aussi ses vues personnelles sur l'histoire de l'Église orthodoxe serbe du Royaume et sur ses rapports avec le Patriarcat de Sremski Karlovci. Les libéraux s'empareront avec joie de ce texte et dans le procès moral qu'ils intenteront au Ministre ils s'en serviront comme de pièce à conviction prouvant que l'homme d'État, en humiliant l'Église, a abaissé et trahi la nation serbe ² :

« Après la destitution du Métropolitite Mihailo, acceptée par le Synode épiscopal, reconnue par le Métropolitite Mihailo lui-même, destitution rendue publique dans toute l'Église orthodoxe du Royaume de Serbie par l'absence dans la liturgie de mention du Métropolitite Mihailo, et à la suite de l'attitude équivoque et inconséquente des évêques serbes, un tel désordre s'est installé dans la Hiérarchie de l'Église orthodoxe du Royaume de Serbie

¹ Ilić (A.), *Moji doživljaji*, p. 76.

² *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 79-81.

qu'il est devenu impossible de soustraire celle-ci au regard des autorités de l'État dans l'intérêt, non seulement de l'État, mais aussi de l'Église.

Le Synode épiscopal, autorité suprême dans l'Église, ne pouvait plus être réuni. Deux évêques, celui de Šabac et celui de Niš, reniant par leurs actes la décision synodale, qui portait cependant leur propre signature, avaient abandonné le chef intérimaire de l'Église, institué selon les prescriptions des lois du pays et reconnu par le Synode épiscopal.

Le chef intérimaire de l'Église, représentant de l'Archevêque et du Métropolite, n'a pas été capable de rétablir l'ordre dans la Hiérarchie avec les moyens ecclésiastiques, bien que l'ordre n'ait pas cessé de régner jusqu'à maintenant au sein du clergé.

Afin de mettre fin à cette désorganisation de la Hiérarchie, le Gouvernement de Sa Majesté s'est servi des droits que lui donnaient la constitution du pays et la loi sur les autorités religieuses. Il a préparé un projet de modification de la loi sur les autorités religieuses, à l'aide duquel il s'est efforcé de mettre fin à la situation désordonnée qui régnait dans l'Église et de couper court à ces conflits désolants et injustifiés des hauts prélats avec les lois d'État, qui ont entraîné la destitution du Métropolite Mihaïlo.

Quand ces projets de loi ont été sanctionnés, Messieurs les évêques se sont à nouveau opposés aux modifications qui avaient été apportées, avec le désir évident d'obliger, par leur insoumission, le Gouvernement à abandonner ses positions ou tout au moins d'empêcher l'application de la loi en question, bien que l'on sache qu'empêcher l'application d'une loi dans un pays constitutionnel, sans une intervention déterminée du pouvoir législatif, est chose impossible. En plus de tout ceci, le désaccord réciproque entre les évêques n'a pas encore disparu pas plus qu'un seul des motifs qui justifiaient la nouvelle loi. Bien plus les motifs se sont multipliés. Les intérêts de l'Église et de la religion ont complètement disparu devant les intrigues d'une opposition partisane. Le Gouvernement de Sa Majesté, quoiqu'il n'ait point épargné sa peine, n'a pas réussi à détourner Messieurs les évêques, ni de leur désobéissance à la loi, ni du reniement de leur signature et leur serment, ni de leurs dissensions intérieures !

Messieurs les évêques se sont refusés à se rendre à la réunion fixée du Corps électoral pour l'élection du Métropolite, à laquelle ils avaient été invités deux ou trois fois et n'ont persévéré qu'avec l'intention évidente de refuser ainsi encore une fois d'obéir à la loi.

Le Corps électoral a donc procédé à l'élection en l'absence des

évêques, auxquels l'accès de l'Assemblée, présidée par le plus vieil ecclésiastique, avait été laissé libre jusqu'au dernier moment. C'est ainsi qu'a été élu à l'unanimité, le dimanche 20 mars 1883, conformément aux prescriptions de la loi du 31 décembre 1882, pour Archevêque de Belgrade et Métropolitain serbe, un serviteur de l'autel divin chargé d'années, l'archimandrite Teodosije, professeur du Séminaire à la retraite. Ainsi qu'en témoigne le double du protocole électoral ci-joint, Sa Majesté le Roi a daigné le même jour approuver ce choix.

Puisque, pour les motifs énoncés plus haut, la consécration de l'élu ne peut être effectuée en Serbie et puisque la seule issue de la crise actuelle est le rétablissement d'un chef religieux, le soussigné a l'honneur de prier Votre Sainteté, de la part du Gouvernement serbe, de procéder à la consécration du Métropolitain Teodosije nouvellement élu, afin d'aider ainsi l'Église orthodoxe du Royaume de Serbie à sortir de querelles inutiles et injustifiées et à retrouver son chef permanent et le droit chemin.

Le soussigné se permet de penser que, dans une telle éventualité, le plus pressé est de s'adresser à la Métropole Serbe de Karlovci, héritière directe de cette même Église qu'a fondée Saint Sava, Église voisine la plus proche et la plus apparentée et que tant de souvenirs historiques et nationaux relient à l'Église orthodoxe du Royaume de Serbie. Cette pensée donne au soussigné la certitude que cette prière peut compter sur la complaisance du Patriarche de cette Église dont la racine est le Patriarcat de Peć, ancien siège du Royaume de Serbie¹...

La réponse du Patriarche German — cinq jours seulement plus tard — bien que favorable à Novaković, est beaucoup plus réservée que la lettre du Ministre. Il exprime sa compassion pour l'Église sœur qui passe par de telles épreuves et il informe le Gouvernement Serbe qu'il a obtenu de « Sa Majesté Impériale et Apostolico-Royale » l'autorisation de procéder à la consécration demandée².

Pour beaucoup d'orthodoxes — et non pas seulement des libéraux — la démarche du Ministre des Cultes serbe avait paru véritablement « inouïe ». On ne pouvait comprendre qu'on fit appel à une autorité étrangère au Royaume et suspectée d'obéir aux ordres de Vienne. Mojsej, lui-même, estimait qu'une telle intervention était anticanonique, les canons ecclésiastiques interdisant aux évêques

¹ ... Potpisani je slobodan misliti, da je u ovome najpreče obratiti se na srpsku Mitropoliju Karlovačku, neposrednu naslednicu ove crkve, koju je još Sv. Sava ustanovio, najbližu i najsirođniju susednu crkvu, koju tolike istorijske i narodne uspomene skopčavaju za pravoslavnu crkvu Kraljevine Srbije... (Crkveno pitanje u Srbiji, p. 80).

² Crkveno pitanje u Srbiji, p. 82.

des Églises autocéphales toute influence et toute ingérence sur les territoires d'autres Églises autocéphales ¹, à plus forte raison quand les évêques de ces dernières étaient vivants et sains de corps et d'esprit.

Les libéraux dénoncèrent vite la « manœuvre » progressiste qui consistait à étayer, à l'aide de l'Autriche, leur « hiérarchie croulante » :

« Ces pygmées en livrées noir-jaune, ne pouvant atteindre la hauteur sublime des considérations supérieures (*sic*), se meuvent dans les bas-fonds de leurs passions et de leurs calculs personnels ². »

Dans le déplacement du Métropolite Mihaïlo la presse libérale avait vu l'exécution d'un ordre autrichien ; de même la démarche de Novaković sera interprétée par elle comme une preuve de la toute-puissance de la « camarilla viennoise » sur la politique intérieure du Royaume. Il faut avouer que la lettre de Novaković pouvait paraître à certains assez inopportune. Elle arrivait juste au moment où paraissait, dans le Srem, une brochure d'un certain moine Emilijan Radić, tendant à prouver que l'évêque de Karlovci était le successeur naturel des anciens patriarches de Peć ³. En tant qu'héritière de Peć, la Métropole de Karlovci aurait eu le droit d'exercer sur l'Église du Royaume serbe une certaine autorité ⁴. En encourageant les visées ambitieuses des clercs d'outre-Save, Novaković commettait, selon les libéraux, une trahison historique. Certes dans le passé serbe il y avait déjà eu bien des exemples de trahison : celles de Vukašin, de Branković... », mais la « trahison » de Novaković passait les bornes. Il livrait à German Andjeljić l'Église de Serbie, pieds et poings liés.

Un intéressant compte rendu nous a conservé le souvenir de la cérémonie de Sremski Karlovci ⁵. La consécration de Teodosije fut solennellement célébrée par le Patriarche et le haut clergé de toute la Métropole. Les presses progressiste et libérale reproduisirent, avec des commentaires divers, le récit détaillé de l'office. On remarqua en particulier la hiérarchie adoptée, dans les prières, pour rappeler les Supérieurs temporels. La rubrique mentionna tout d'abord Sa Majesté Apostolique, puis le Roi Milan, puis les quatre Patriarches orientaux, enfin le Patriarche Serbe de Sremski Karlovci et en tout dernier lieu le Métropolite de Belgrade. Les progressistes furent enchantés de l'importance qu'on avait conférée

¹ *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 83.

² *Srpska Nezavisnost*, 29 mars 1883.

³ *Srpska Nezavisnost*, 29 mars 1883.

⁴ *Ibid.*, 14 juil. 1883.

⁵ *Hrišćanski Vesnik*, avril 1883.

à leur Monarque tandis que les libéraux, toujours soucieux de la dignité de l'Église serbe, s'émurent de la place déshonorante où l'on avait relégué son chef. Déjà ils voyaient leur petite Église tomber sous la coupe du Patriarcat, leur Métropolitte dépendant désormais de la hiérarchie de Karlovci. En fait aucune intervention directe ne se produisit et, bien que tous les nouveaux évêques fussent sincèrement austrophiles, on ne peut guère prétendre que Vienne ait retiré un grand profit de la chute de Mihailo. La tutelle du Patriarcat de Sremski Karlovci resta toujours extrêmement discrète et distante. A un seul moment cependant les craintes exprimées par les libéraux que l'Église serbe ne tombât à la discrétion du Patriarcat de Sremski Karlovci parurent près de se vérifier : lorsque, en août 1884, le Patriarche German se rendit en visite officielle à Belgrade, il y fut reçu par les autorités civiles et religieuses avec tous les honneurs habituellement réservés à un chef d'État. Une députation composée de personnalités ecclésiastiques fut dépêchée à Zemun afin d'y accueillir le Patriarche. Au débarcadère le roi Milan avait envoyé son propre carrosse pour conduire le haut Prélat au Palais. Les libéraux affectèrent de voir dans les conversations que le Patriarche entretenait avec les chefs de l'Église de Serbie un précédent des plus dangereux qui risquait de créer au profit de l'Église de Voïvodine une situation privilégiée, consacrant son droit de surveillance sur l'Église du Royaume de Serbie ¹.

LA NOUVELLE HIÉRARCHIE.

La nouvelle hiérarchie devait toujours souffrir d'une équivoque sur ses origines. Le peuple la considérait assez naïvement comme un instrument du Gouvernement. En réalité jamais l'État ne témoigna une telle indifférence à l'égard de l'administration ecclésiastique. Deux diocèses importants furent supprimés. L'autorité du Métropolitte fut réduite au néant. Le Gouvernement se réserva un droit de contrôle sévère sur le Séminaire. Sur les quatre anciens évêques serbes, trois furent destitués, le Métropolitte non compris, Mojsej, Jeronim et Viktor. L'évêque de Žiĉa, Viĉentije, mourut en plein conflit, le 15 mars 1882. Il avait légué tous ses biens à l'État pour qu'il les consacrat à de pieuses fondations. Le diocèse de Žiĉa fut ensuite attribué à un moine du Srem, Kornelije, que le nouveau Synode épiscopal dut mettre à la retraite en 1886, d'innombrables protestations s'étant élevées contre ce prélat sans grande culture

¹ *Hrišćanski Vesnik*, août 1884, p. 490-493.

et de fâcheuse réputation. L'évêque Nikanor Ružičić fut désigné pour succéder à Kornelije.

Le diocèse du Timok avait été confié en 1880 à l'évêque Mojsej. Lorsque celui-ci, après la destitution du Métropolite Mihailo, dut exercer les fonctions d'administrateur du diocèse de Belgrade, il continua à s'occuper de son ancien diocèse. Quand il eut été lui-même destitué, le diocèse demeuré sans pasteur fut rattaché aux diocèses de Niš et Belgrade. Puis en 1886, sous des prétextes d'économie, on le supprima. Il ne fut rétabli qu'en 1891 au profit de l'évêque Melentije ¹.

Le diocèse de Šabac était administré par l'évêque Jeronim. Celui-ci, destitué le 1^{er} avril 1883, fut remplacé le 6 mai 1884 par l'évêque Samuilo. Ce dernier, Serbe du Srem, avait jusqu'alors relevé du Patriarcat de Sremski Karlovci. Il ne devait pas occuper longtemps son nouveau siège. Lorsqu'il mourut le 25 mars 1886 le diocèse de Šabac fut supprimé. Les biens épiscopaux furent adjugés à l'État.

Pour remplacer l'évêque de Niš, l'ancien évêque exarchiste Viktor, l'archimandrite Nestor (natif de Serbie) avait été choisi. Il ne devait pas non plus survivre de beaucoup à sa nouvelle élévation et mourut au cours de son voyage de Niš à Negotin, à Zaječar le 19 mars 1884 ². Ce fut un prélat veuf, ancien professeur au Séminaire et de forte culture, qui lui succéda : Dimitrije. Ce dernier devait à la fin de sa vie connaître l'honneur d'être le premier Patriarche de l'Église orthodoxe serbe unifiée.

¹ *Pravoslavna srpska crkva*, p. 209-216, et *Zbornik pravila, uredaba i naredaba Arhijerejskog Sabora*, Belgrade, 1900, p. XL.

² *Pravoslavna srpska crkva*, p. 216-234, et *Zbornik pravila*, p. XLI à XLIII.

CHAPITRE XII.

RÉPERCUSSIONS POLITIQUES DE LA DESTITUTION DU MÉTROPOLITE MIHAÏLO.

LE MÉCONTENTEMENT RUSSE.

De toutes les nations orthodoxes ce furent les Russes qui manifestèrent à l'égard de Novaković le plus d'animosité. En fort peu de temps le Ministre de l'Instruction Publique put se flatter d'être devenu « le Serbe le plus impopulaire chez les Russes »¹. Fin octobre 1881, les *Sanktpeterburgskija Vedomosti* écrivaient que les « violences » exercées sur le Métropolite Mihailo avaient eu un douloureux retentissement en Russie « qui ressentait vivement l'offense qui lui avait été faite à Belgrade »². Un mois plus tard les *Moskovskija Vedomosti* publiaient sur l'ex-métropolite un article des plus élogieux : « Il avait aidé tout Serbe qui était venu à lui ; il avait soutenu en Bosnie et en Herzégovine la conscience nationale serbe, consolé les malheureux qui gémissaient alors sous le joug turc comme ils souffrent aujourd'hui de la brutalité autrichienne, en leur rappelant le grand empire septentrional qui avait toujours secouru le peuple serbe »³. Le mécontentement russe se trahit avec plus d'évidence dans un incident qui faillit provoquer entre le Gouvernement serbe et le Gouvernement du Tsar la rupture des relations diplomatiques. Au mois de mai 1883, le *Videlo* apprenait à ses lecteurs que le Métropolite de Moscou avait interdit au recteur de la chapelle serbe à Moscou de mentionner dans le *Memento des Vivants* le nom de Teodosije. La *Srpska Nezavisnost* contesta d'abord vigoureusement l'authenticité de cette information et prétendit que c'était une fable inventée par *Mraša* pour discréditer le « grand frère russe ». Mais il fallut bientôt se rendre à l'évidence et c'est avec stupeur qu'on apprit à Belgrade

¹ *Spomenica St. Novakovića (Srpska književna zadruga)*, n° 157, Belgrade, 1921, p. 94.

² *Moskovskija Vedomosti*, art. cité sans date par la *Srpska Nezavisnost*, 26 nov. 1881.

³ Cité par la *Srpska Nezavisnost*, 22 mai 1883.

qu'en dépit des instructions qu'il avait reçues de son gouvernement, et qui lui prescrivaient de mentionner dans la liturgie le nouveau Métropolite, le chapelain serbe avait été obligé de désobéir sous peine d'excommunication de la part du Saint Synode russe. Les *Sovremennyya Izvēstija* informaient en effet leurs lecteurs que le « recteur de la chapelle serbe de Moscou » avait été suspendu par l'autorité diocésaine (de Moscou), et que l'administration religieuse de la chapelle avait été confiée à un moine du Monastère de l'Épiphanie¹. Tandis que les progressistes s'indignaient de voir les Russes intervenir de la sorte dans les affaires intérieures serbes en interdisant la mention du Métropolite dont le roi serbe avait approuvé l'élection, les libéraux, dans leur haine contre les *Videlovci*, applaudissaient à cette intervention et estimaient indécent l'ordre envoyé par le Gouvernement Serbe à son ministre à Pétersbourg de se rendre immédiatement à Moscou pour établir, sur place, si le chapelain se conformait bien aux instructions de Belgrade et non à celles d'un supérieur hiérarchique russe. La *Srpska Nezavisnost* attaquait personnellement le diplomate serbe, le général Djura Horvatović, natif de Slavonie auquel, malgré sa conduite héroïque en 1876, les libéraux reprochaient de ne pas être orthodoxe : « C'était par calcul », pensait la *Srpska Nezavisnost*, et pour « provoquer » les Russes « que l'on avait nommé un hétérodoxe ministre d'un pays qui n'avait qu'une seule religion² ».

OPINION DE LA GRÈCE.

La Grèce n'approuvait pas davantage la chute du Métropolite Mihailo. Le journal d'Athènes *Thriskeftiki Phoni*, édité par le professeur du Séminaire Athénien Moscadis, s'élevait violemment contre la « loi inouïe votée par la Skupština serbe, loi qui légalisait la Simonie³ ». La revue du Séminaire d'Athènes, de son côté, apportait le 15 janvier 1882, sous la plume d'un professeur de l'Université de cette ville une critique sévère des méthodes progressistes :

« Malheureusement la situation de l'Église serbe reste illégale... la majorité du peuple serbe ne reconnaît pas comme représentant légal du Métropolite Mihailo l'évêque qui a été chargé de l'administration intérimaire (Mojsej), et avec de justes raisons. M. Mihailo est un homme sage, connu comme un écrivain très aimé et un ouvrier de la grandeur et de la gloire serbes... » L'ex-métropolite, concluait

¹ *Sovremennyya Izvēstija*, 17 juil. 1883.

² *Srpska Nezavisnost*, 2 août 1883.

³ *Thriskeftiki Phoni*, 15 nov. 1881.

le journal grec, ne pouvait pas accepter une loi « qui aurait institué et légalisé la plus honteuse simonie ¹ ».

RÉACTIONS D'OUTRE-SAVE.

Enfin la déposition de Mihailo eut un vif retentissement chez les Serbes orthodoxes de Hongrie. Un des arguments des libéraux qui combattaient la loi de Novaković avait été que l'on allait fournir aux autres pays le terrible précédent de la destitution d'un chef spirituel ². Sur ce point, leurs appréhensions se vérifièrent complètement, et le Gouvernement de Belgrade ne fut guère récompensé de son austrophilie. Le *Srpski Narod*, organe des *madjaroni* de Novi Sad, publia une série d'études sur la loi, où il se refusait à soutenir Novaković : « Jamais les Némanides n'avaient agi à l'égard de l'Église comme l'avaient fait les progressistes. » La forte voix des « opportunistes » rappelait que partout ailleurs qu'en Serbie les privilèges de l'Église orthodoxe avaient été respectés : par les Turcs eux-mêmes, mais surtout par l'Autriche qui avait reconnu, en 1690, ses privilèges. Désormais dans la principauté voisine « tous les habitants ayant les mêmes droits, il n'était pas exclu qu'un non serbe et un non orthodoxe, un juif, un protestant, un musulman, par exemple, pût en qualité de membre de la Skupština ou de président de la Cour de Cassation ou de Ministre nommer les métropolitains et les évêques serbes ³ ».

L'OFFENSIVE LIBÉRALE.

Les libéraux n'acceptèrent pas le coup qui leur était directement porté sans murmurer : c'est dans leur presse et dans la *Srpska Nezavisnost* en particulier que l'on retrouve l'écho de leurs véhémentes protestations. La campagne de presse qui se développa à la suite de la destitution du Métropolitain contribua beaucoup à grossir l'importance de cet événement. Les libéraux y virent un admirable prétexte d'agitation contre les progressistes. Dès le lendemain de la chute de Mihailo, ils eurent l'habileté d'interpréter l'acte d'arbitraire du Gouvernement non seulement comme une violation des canons de l'Église, ce qui n'aurait que modérément ému l'opinion serbe, mais avant tout comme un abandon des traditions nationales, un reniement du passé.

¹ Cité par la *Srpska Nezavisnost*, 29 janv. 1882.

² *Srpska Nezavisnost*, 22 oct. 1881.

³ Cité par la *Srpska Nezavisnost*, 18 nov. 1882.

C'est le 20 septembre seulement que la *Srpska Nezavisnost* consacre son premier article à ce « nouveau Kossovo », comme certains libéraux appelaient la destitution de Mihailo. Le journal rappelait que ce n'était pas la première fois que le Métropolitte Mihailo protestait contre les ingérences gouvernementales dans le domaine réservé à l'Église. Mais la plupart du temps, grâce à la largeur d'esprit et à la tolérance des divers hommes d'État, un accord était vite intervenu :

« Le Gouvernement de Piroćanac vient de créer un précédent qui va introduire dans notre administration religieuse l'instabilité telle que nous la connaissons dans le Patriarcat de Constantinople, où les intérêts permanents de l'Église sont subordonnés aux vues changeantes de l'État. Le Gouvernement a sacrifié un homme qui a créé notre littérature religieuse. Il a humilié un grand patriote dont la renommée dépasse les frontières étroites de la Serbie et dont la voix est célèbre au loin comme la voix d'un bon prélat et d'un remarquable homme d'Église ¹. »

Ne fallait-il pas songer en outre aux fâcheuses répercussions que cette destitution ne manquerait pas d'avoir en Russie ? Le Métropolitte était le Serbe dans lequel les Russes avaient le plus de confiance.

L'organe libéral estimait le renvoi de Mihailo d'autant plus inopportun qu'il avait eu lieu peu de temps avant le Sabor qui devait élire, chez les Serbes de Hongrie, le nouveau Patriarche. Or, le Gouvernement hongrois avait destitué le précédent patriarche Ivačković, et il ne manquait pas de Serbes en Hongrie pour soutenir que cette destitution était contraire aux canons. Le Gouvernement hongrois aura désormais beau jeu : il n'aura qu'à rappeler un précédent (en Serbie, cette « Terre de l'orthodoxie ». « Notre Gouvernement, ajoutait la *Srpska Nezavisnost*, peut être persuadé que les Serbes de Hongrie ne nous pardonneront jamais un procédé par lequel nous avons affaibli leur position. » Il n'était d'ailleurs pas difficile, concluait l'article, d'apercevoir les influences hongroises qui avaient présidé à la disgrâce de Mihailo : chacun savait fort bien que l'Autriche-Hongrie avait voué une haine implacable au chef de l'Église serbe, et ce n'était pas par une pure coïncidence si le jour même de la destitution du Métropolitte — le 18 octobre 1881 — un long article lui était consacré dans le *Pester Lloyd* ².

Deux jours après cette violente attaque, le journal libéral publiait une adresse de plusieurs prêtres au Métropolitte Mihailo. Ils repre-

¹ *Srpska Nezavisnost*, 20 sept. 1881.

² *Srpska Nezavisnost*, 20 oct. 1881.

naient contre la loi incriminée les arguments déjà employés par celui-ci : les taxes prévues étaient exagérées : un colonel jouissant d'une solde de 50 ducats par mois payait 100 dinars de taxe à l'État « mais un moine qui n'avait pas un gros revenu était obligé de payer également 100 dinars. On n'agissait de la sorte envers le clergé ni en Autriche-Hongrie, ni en Turquie ¹. »

Un « docteur en théologie, d'un Séminaire du Srem » auquel l'organe libéral s'était adressé, soutenait le même raisonnement :

« La situation de votre Église est bien triste, car le Gouvernement serbe a fait ce que jamais jusqu'ici n'ont osé faire ni les Sultans à Constantinople, ni les Hongrois chez nous en Voïvodine...

... L'Histoire de l'Église chrétienne pourra inscrire le nom de Stojan Novaković après les noms du furieux Néron et de l'horrible Caligula... » De tels procédés, concluait le théologien, ne conduisaient qu'à l'anarchie religieuse ou au « schisme » ².

Dans un éditorial du 25 octobre 1881 et sous le titre suggestif : « L'Église libre dans l'État libre », la *Srpska Nezavisnost* développait le même thème, dans un bel élan lyrique :

« Ce qu'aucun vizir ne s'est jamais hasardé à proposer au Sultan turc, ce que le furieux Calvin hongrois, Koloman Tisza, n'a pas osé proposer à l'Empereur catholique et Roi apostolique François-Joseph I^{er}, ce que les Tsars russes, chefs de l'Église russe, n'ont jamais accompli avec un tel manque d'égards et une telle brutalité, le Ministre de l'Instruction Publique et des Cultes a eu l'audace de le proposer... ³. »

C'est à nouveau sur le plan international qu'en novembre 1881 la *Srpska Nezavisnost* situait le problème : la chute de Mihailo n'était qu'un moyen, entre beaucoup d'autres, auquel avait recouru la politique impérialiste de l'Empire voisin ; il était évident que l'Autriche-Hongrie cherchait à s'étendre. Elle avait d'abord mis la main sur la Bosnie-Herzégovine ; maintenant, elle regardait du côté de Salonique : mais dans sa marche vers le Sud, une grande barrière l'arrêtait : celle de l'Orthodoxie dont le représentant le plus actif, le plus éminent était Mihailo. Le Métropolite serbe était le principal obstacle aux visées ambitieuses de la politique impériale en Orient. On comprend que la diplomatie de Vienne se soit attaquée à lui avec la dernière violence ; on comprend moins que des hommes d'État serbes se soient prêtés à un jeu funeste pour l'Église et pour la Serbie tout entière. « Voilà, s'écriait en terminant le rédacteur de l'organe libéral, voilà la situation déplorable où nous ont amenés nos *videlovci*.

¹ *Ibid.*, 22 oct. 1881.

² *Srpska Nezavisnost*, 24 oct. 1881.

³ *Ibid.*, 25 oct. 1881.

Alors que dans tout le monde orthodoxe, « de la cabane du moujik au palais du Tsar », chacun était attristé par la chute de Mihailo, les progressistes s'efforçaient de « salir par d'infâmes allégations le chef de l'Église ». Leur journal n'avait-il pas reproché à Mihailo son absolutisme et son « mercantilisme » : le Métropolitain s'était-il montré « partisan » quand il avait bien voulu accorder au progressiste bien connu qu'était l'archiprêtre Aleksa Ilić une paroisse à Gradište et Ćuprija, puis sa grasse prébende de Topčider ? Que signifiait enfin l'autre accusation : le Métropolitain aurait procédé à la vente de livres religieux et de manuels pédagogiques : mais n'était-ce pas parce qu'il n'en existait presque pas avant son avènement ? D'ailleurs beaucoup de ces livres venaient de la Russie qui les avait offerts à l'Église serbe. D'autres reproches étaient simplement grotesques : pourquoi mettre sur le compte du Métropolitain l'histoire du détournement de ces 1.700.000 florins, inventée de toutes pièces ? Il en était de même de la fable qui voulait que Mihailo ait emporté avec lui, dans son exil, tous ses habits pontificaux ¹.

CRITIQUE MÉTHODIQUE DU PROJET DE LOI PROGRESSISTE.

En février 1882, la *Srpska Nezavisnost* publiait une première analyse de la nouvelle proposition de loi sur les autorités religieuses. Elle en donnait le compte rendu détaillé, naturellement accompagné de multiples critiques. D'après ce projet « hérétique », tous les pouvoirs d'Église se ramenaient à trois :

- 1^o le synode ecclésiastique qui était la plus haute instance ;
- 2^o les évêques et les autres autorités spirituelles qui leur étaient soumises ;
- 3^o les tribunaux diocésains disciplinaires.

Le synode ecclésiastique était composé par les évêques de chaque diocèse et aussi d'archiprêtres pris dans chaque diocèse. Ainsi le synode comprenait six membres : trois évêques et trois archiprêtres. Ces derniers étaient nommés par le Knèze, sur proposition du Ministre de l'Instruction Publique et des Cultes, pour une durée de trois ans.

Les évêques en fonctions perdaient automatiquement, par le vote de la loi, leurs prérogatives. Ceux-là seulement que le Knèze maintenait par décret restaient en fonctions. (De telle sorte qu'au grand dépit du journal libéral le premier synode ecclésiastique, la plus haute autorité religieuse, serait aux ordres de Stojan Novaković et du Club progressiste !) Les nouveaux évêques étaient élus par un

¹ *Srpska Nezavisnost*, 31 déc. 1881.

corps électoral spécial dans lequel entraient, à côté des membres ordinaires du synode ecclésiastique, le Président du Conseil des Ministres, le Ministre de l'Instruction Publique et des Cultes, le président de la Cour de Cassation, le président de la Cour d'appel et trois membres de la Skupština. Cinq ecclésiastiques seulement participaient à l'élection épiscopale contre sept laïques. Mais la *Srpska Nezavisnost* observait que cette disproportion s'accroîtrait dès qu'il y aurait des sièges épiscopaux vacants. L'élection des évêques s'effectuait sous la présidence du Métropolitain, et celle du Métropolitain sous celle du Président du Conseil.

— Les prêtres diocésains soumis à la juridiction des évêques étaient les archiprêtres, les vicaires des archiprêtres (*protojerejski namesnici*), les igoumènes et les prieurs. L'évêque conservait le privilège de les choisir, mais le Ministre des Cultes devait donner son approbation et avait le droit de mettre son veto au choix épiscopal.

— Les membres du tribunal disciplinaire diocésain étaient l'évêque, l'archiprêtre de la ville, siège du tribunal de district, le président de ce tribunal, et quatre prêtres du diocèse. Tous ces membres — sauf l'évêque — étaient élus et nommés par le Knèze pour une période de deux ans, sur une liste de dix candidats que lui soumettait l'évêque diocésain, par l'intermédiaire du Ministre de l'Instruction publique et des Cultes. Ainsi le Gouvernement conservait, plus qu'un simple droit de surveillance, un pouvoir effectif sur le principal organe de l'administration religieuse diocésaine. A plus forte raison veillait-il jalousement à maintenir son contrôle sur la plus haute instance, le synode. Par l'article 8 du projet de loi, toute élection du Synode devait être soumise au Ministre de l'Instruction publique et des Cultes. Le Synode, du reste, ne se réunissait ou n'était clôturé qu'à la suite d'un décret du Knèze ¹.

L'article 15 du projet transformait complètement la situation de l'évêque dans l'État en faisant de lui un fonctionnaire comme les autres.

Les libéraux attaquèrent furieusement des nouveautés « aussi contraires à l'esprit des canons ». Pour eux, Novaković, qui ignorait tout de l'Orthodoxie, avait commis une monstruosité. « Ne suffit-il pas au Ministre de l'Instruction publique de brimer les instituteurs : qu'a-t-il besoin d'un millier de papes ? » Avec un projet semblable, on « tuait sûrement l'orthodoxie et l'on séparait l'Église serbe du monde orthodoxe ² ».

¹ *Srpska Nezavisnost*, 25 fév. 1882.

² *Ibid.*, 28 fév. 1882.

LE DÉBAT A LA SKUPŠTINA.

Les 27 et 28 décembre 1882, la Skupština examinait les différents projets de lois qui lui étaient soumis (projet de loi sur la réglementation de la condition ecclésiastique, sur l'établissement d'un fond ecclésiastique et sur les changements et compléments à apporter à la loi de 1862). C'était la première fois depuis 1871 que le Gouvernement soumettait à la Chambre d'aussi nombreux projets concernant le clergé. Aleksa Ilić s'ingéniait à mettre en lumière les avantages de la nouvelle législation : désormais le prêtre recevrait une paroisse de 300 à 400 maisons qui lui permettrait de mener une vie en accord avec son rang social. D'autre part les dîmes en nature, si humiliantes pour le prêtre et si impopulaires chez les paroissiens, étaient abolies. Le prêtre avait le droit de percevoir pour sa subsistance, sur chaque tête imposable, deux dinars par an ¹. Une autre réforme, qui devait avoir une répercussion sur les rapports entre le clergé régulier et le clergé séculier, était l'abolition progressive des paroisses desservies par les monastères. Ces paroisses devaient servir à grossir les *nurijs* des prêtres séculiers disposant de moins de 300 maisons. La proposition de loi sur la réglementation de la condition ecclésiastique n'était pas moins favorable au clergé : l'article premier décidait que toute paroisse de prêtre ne devait pas comprendre moins de 300 maisons ni plus de 400. Une chapellenie d'archiprêtre pouvait cependant se maintenir entre 200 et 250 maisons. Dans les cas particuliers seulement où il était impossible d'exécuter cette prescription, on laissait les prêtres avec un nombre de maisons inférieur à celui qui était prévu ; mais « ces exceptions étaient destinées à disparaître dès que la chose serait possible ². »

La discussion de ces projets à la Skupština donna lieu à un intéressant échange de vues au sein de ce petit groupe de députés considérés comme des « spécialistes » de la question religieuse et parmi lesquels Aleksa Ilić occupait une place éminente. Milan Milićević profita de l'occasion pour rendre hommage au clergé : « Pauvres ou riches, petits ou grands, nous ne saurions vivre sans la bénédiction du prêtre, et nous n'aimons pas à vivre sans elle... Même si notre assemblée était composée de ces gens qui se nomment *libres penseurs*, qui ne se soucient que de la terre et laissent à d'autres le ciel, nous pourrions dire cependant : « que celui qui a besoin d'une église la construise, que celui qui a besoin d'un pape le paye » ; si nous étions

¹ *Hrišćanski Vesnik*, janv. 1883, p. 49.

² *Hrišćanski Vesnik*, janv. 1883, p. 50.

ces gens-là, dis-je, nous n'en accepterions que plus aisément ces propositions dont le but est de donner un statut légal à la condition ecclésiastique et de la mener à un état qui convienne à la fois à nos sentiments et au rôle rempli par les prêtres ».

Milićević adjurait la Skupština de régler définitivement une question depuis tant de temps en suspens :

« Si aujourd'hui, Messieurs, après trente années, car cela fait trente ans que la législation de ce pays n'a rien fait pour le clergé, si aujourd'hui nous demeurions inattentifs devant un tel problème, nous pourrions dire que, malgré les grandes affaires que nous avons conduites depuis trois ans, nous avons manqué à notre devoir national, et cela, aucun de vous ne le veut, aucun de vous ne le désire... ¹ » Aleksa Ilić arrivait à la rescousse : il approuvait les « 300 maisons ». Puis il signalait l'importance du projet déposé devant la Chambre : il rappelait les progrès effrayants de l'incrédulité dans les masses populaires. « Vous savez bien que les églises sont tout à fait vides alors que les cabarets sont pleins. Vous savez également qu'il n'y a plus chez nous cet amour du prochain, cette charité chrétienne qui brûlait chez nos pères. Quelle en est la cause ? L'abandon de notre foi... ² »

Les séances de la Skupština ne furent pas toujours occupées par ces joutes oratoires. Quand le projet de Garašanin, qui prévoyait le remplacement du *bir* par un traitement fixe, vint à l'ordre du jour, de vives résistances se manifestèrent. En particulier, les députés des régions nouvellement libérées protestèrent violemment et quittèrent la salle en criant : *jok ! jok !* (non ! non ! en turc). C'est grâce à l'habileté parlementaire d'Ilić que le projet fut finalement accepté par la Skupština ³.

Quand la discussion porta sur la question de l'élection du Métropolitain, elle s'anima davantage encore : Milićević avait craint de se montrer « plus pope qu'un pope » ; le pope Pera Stevanović, député ne craignit pas de se montrer « plus laïque que les laïcs ». Non seulement il défendit le texte du gouvernement progressiste tendant à instituer un corps électoral spécial mixte, mais il poussa jusqu'à l'extrême cette conception :

« Jusqu'ici, l'élection du Métropolitain était effectuée par un corps électoral, moins étendu que celui qui existe maintenant. *On conçoit que plus il y a de gens pour élire un homme, meilleur sera cet homme ;* toutefois, une aussi grande assemblée nous coûtera beaucoup

¹ *Hrišćanski Vesnik*, fév. 1883, p. 56.

² Ilić (A.), *Moji doživljaji*, p. 84.

³ Ilić (A.), *Moji doživljaji*, p. 99.

d'argent à cause des indemnités (interruptions : *mais il n'y aura pas une élection chaque année !*) Certes, il n'y aura pas d'élection chaque année, mais il peut arriver qu'il y ait de fréquentes élections et cela nous coûtera cher. En ce qui concerne le discours de M. Krupčević, je ne saurais m'accorder avec lui, car même s'il en était comme il dit, si le Métropolitite était élu comme le voulait le Gouvernement, je n'y trouverais que des motifs de satisfaction, car je désirerais que soit Métropolitite celui-là précisément que les députés de la Skupština, les présidents des Tribunaux¹ suprêmes ont choisi et non pas celui que désirent trois ou quatre moines...¹ »

Du point de vue strictement dogmatique, la déclaration du pape Stevanović était profondément hérétique. Son amour pour le parlementarisme occidental lui avait fait complètement oublier le principe de la Tradition apostolique. Aleksa Ilić, lui-même, qui ne se souciait point pourtant de susciter des difficultés à Novaković, reconnut que la mesure était dépassée :

« En ma qualité de prêtre, je considère que le Synode épiscopal, d'après l'esprit de l'Église, doit être composé seulement de membres du clergé, parmi lesquels les réguliers auront la majorité puisque c'est à eux qu'appartient la direction de la plupart des affaires dans l'Église — donc l'élection du Métropolitite² ».

DÉSINTÉRESSEMENT DU PARTI RADICAL.

En principe, le conflit qui opposait les progressistes au Métropolitite n'intéressait pas les radicaux. Ceux-ci ne cherchaient point à prendre part dans une discussion théologique qui restait étrangère à leurs intérêts : s'ils n'éprouvaient guère de sympathie pour le Métropolitite, ce n'était point par anticléricisme, mais parce que ce dernier leur était odieux pour son autoritarisme et son esprit politique ; c'était surtout la petite presse satirique radicale qui criblait de flèches le prélat. *Čosa*, journal humoristique de N. Pašić, dirigeait le combat :

« Notre Métropolitite n'est pas infallible comme le pape...³ » écrivait-il, et il se complaisait quelques jours plus tard à une amusante satire contre les moines. L'anticléricisme s'était toujours manifesté en Serbie sous la forme d'un *antimonachisme*, s'il est permis de s'exprimer ainsi, tendance d'ailleurs violemment encou-

¹ *Hrišćanski Vesnik*, fév. 1883, p.109.

² *Ibid.*, p. 110.

³ *Čosa*, 10 juil. 1881.

ragée par le clergé séculier. Le *Ćosa* publie trois lettres qu'il attribue à des moines, où l'on voit ces saints personnages se jeter naturellement à la tête tous les péchés, et il conclut philosophiquement :

« Combien sont mystérieuses ces cellules monastiques ! de vrais labyrinthes ! qu'est-ce qu'il n'y a pas chez elles ! à côté du chapelet, on y trouve des boucles d'oreilles, des parfums, des miroirs, de petits savons... ¹ » On voit quel est le ton de ces charges. De tout temps, le monacat a été impopulaire en Serbie : les paysans ont toujours regardé les moines comme des inutiles et des parasites. Or, Mihailo, grand protecteur des réguliers, était pour cette simple raison exposé aux sarcasmes des radicaux.

Mais les radicaux avaient aussi un grief politique contre le Métropolitite : ils lui reprochaient d'avoir oublié que « les sympathies russes du peuple serbe allaient toujours au peuple russe et non à l'Église russe ». N'avait-il pas également, à en croire la *Samouprava*, « abusé de l'amour du peuple russe à l'égard des Serbes, ainsi que de l'autorité que lui avait donnée son rang dans l'Église serbe, en mettant l'un et l'autre au service de son parti politique ? D'ailleurs, concluait le journal radical, « les temps ne sont plus où le peuple serbe attendait de ses chefs religieux la protection de ses droits politiques, car la Constitution de notre pays a confié cette mission à quelqu'un d'autre ² ».

Quoiqu'il se défendît d'intervenir dans le conflit dogmatique qui opposait les progressistes aux libéraux, le parti radical ne pouvait toutefois se désintéresser complètement de la question : d'abord en raison de sa clientèle de popes qui exigeait, en même temps que les autres réformes sociales, une prompte amélioration de la situation du bas clergé. D'autre part, la figure du Métropolitite Mihailo était antipathique aux radicaux : « Soyons sincères : il a toujours été un homme de parti », écrivait la *Samouprava* ³. Beaucoup d'entre eux n'avaient pas oublié que lorsque Adam Bogosavljević était mort — empoisonné, comme certains pensaient — dans la prison où il avait été enfermé après la sédition avortée de Topola, le Métropolitite avait refusé l'autorisation de célébrer son *parastos* ⁴.

Pourtant, dans le cas de la loi religieuse nouvelle, les radicaux refusèrent de soutenir le Gouvernement. La *Samouprava* n'hésitait pas à reconnaître que les modifications proposées par Novaković n'étaient pas valables, non pas tant à cause de leur contenu que parce qu'elles avaient été votées anticonstitutionnellement ⁵ ; il

¹ *Ćosa*, 20 juil. 1881.

² *Samouprava*, 3 nov. 1881.

³ *Samouprava*, 3 nov. 1881.

⁴ Milošević (Raša), *Timočka Buna*, Belgrade, 1923, p. 9-10.

⁵ *Samouprava*, 17 mars 1883.

n'y avait plus en effet dans la Chambre des députés le *quorum* exigé par l'article 82 de la Constitution, puisque l'opposition s'était retirée à ce moment. La loi était donc inapplicable.

En ce qui regardait la matière même du conflit, et malgré l'allure de dispute doctrinale et presque théologique qu'on tentait de lui donner, les radicaux soutenaient qu'il n'y avait là qu'une lutte d'influence, purement politique, entre progressistes et libéraux : « Ce conflit n'aurait jamais éclaté si on n'avait pas voulu qu'il éclatât ¹ ». Un peu plus de tolérance de la part de Mihailo, de compréhension de la part de Novaković auraient évité « tout ce bruit ». La loi de 1862 avait assurément bien des défauts, mais on eût pu la corriger sans alarmer à ce point les esprits religieux. La *Samouprava* ne craignait pas au reste de reconnaître que l'article 8 de la loi complétant et réformant la loi de 1862 « plaçait les prêtres dans une complète dépendance des pouvoirs temporels, c'est-à-dire du Ministère de l'Instruction publique » et que « l'addition au paragraphe 97 de la loi sur les Autorités ecclésiastiques, en vertu de laquelle le Ministère de l'Instruction publique s'attribuait la plus grande part dans la nomination aux postes d'administration et de direction religieuses et dans la répartition de ces postes, soulignait davantage encore la soumission des prêtres aux autorités d'État ». C'est pourquoi les radicaux, sans recourir à une argumentation canonique, et au nom seulement du principe de la séparation de l'Église et de l'État, s'élevaient contre les changements apportés à la loi du 30 septembre 1862 : « Nous ne pouvons nullement consentir à ce qu'au sein du conseil épiscopal entrent des archiprêtres et des archimandrites nommés (par le Gouvernement) et encore moins à ce que le pouvoir exécutif participe à l'élection du Métropolitain ² ».

Le Gouvernement avait commis une lourde faute :

« Voyant que la loi sur les autorités ecclésiastiques de 1862 comportait des illogismes et des obscurités qui menaçaient de donner naissance à des conflits entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel, le Gouvernement s'était décidé à changer cette loi. Mais, comme à l'ordinaire, il a commis une grave erreur. Les changements et les additions ont été conçus d'une telle façon qu'ils ne correspondent ni aux lois sur l'organisation intérieure de l'Église, ni à la constitution et aux lois de l'État ³. »

La *Samouprava* ne voyait du reste dans toutes ces modifications

¹ *Samouprava*, 17 mars 1883.

² *Ibid.*, 17 mars 1883.

³ *Samouprava*, 17 mars 1883.

qu'une tentative du gouvernement progressiste pour mettre la main sur l'Église. Cette liberté de ton et ces jugements peu amènes de l'organe radical n'étaient point faits pour lui attirer la bienveillance du Gouvernement. L'attitude de la *Samouprava* dans la crise religieuse mécontentera fort les *Videlovci* et, comme ils n'étaient point gens à tolérer longtemps une opposition même sourde, ils n'hésiterent pas à faire appel à la censure. Dans l'année 1883, le nombre des articles radicaux supprimés ou mutilés ira sans cesse croissant.

LE POINT DE VUE SOCIALISTE.

Le premier journal socialiste en Serbie — mais aussi dans la Péninsule balkanique — avait été, en 1871, le *Radnik* de Svetozar Marković. Comme la censure restait très sévère, la nouvelle feuille était obligée de se montrer très prudente et n'abordait que rarement l'étude de la doctrine socialiste. Toutefois, bien qu'elle ait trouvé dans le public serbe un grand écho —, le *Radnik* ne comptait pas moins de 1,500 abonnés — le Gouvernement des Régents, après l'avoir soumise à d'incessantes tracasseries policières, l'interdit définitivement en mai 1872 ¹. Il faut dès lors attendre près de dix ans — en 1881 — pour retrouver un journal socialiste serbe, le *Radnik*, d'ailleurs d'existence éphémère et qui ne franchit pas l'année qui l'avait vu naître. Le *Radnik* prit nettement position contre le Métropolitain Mihailo, se réjouit de sa chute et profita de l'occasion pour se livrer à une diatribe contre les « frères russes » qui passa à travers les filets de la censure gouvernementale :

« On a agi tout à fait correctement avec le Métropolitain. Si tu tires tes droits et tes canons de la Russie et non du peuple serbe, tu n'as qu'à prendre tes canons sous le bras et t'en aller en Russie. Qu'ils te proclament Saint. Chez nous, c'est le chou au lard qui est saint ! Si tu es dans ton droit, tu peux demander justice auprès de notre peuple et non point appeler au secours le diable lui-même... ² »

Le *Radnik* fut remplacé par la *Borba* en 1882 ³. La *Borba*, bien

¹ Skerlić (Jovan), *Istorijski pregled srpske štampe, 1791-1811*, Belgrade, 1911 p. 63-4.

² *Radnik*, 1881, n° 156 :

« S Mitropolitom je sasvim korektno postupljeno : Kad ti nosiš tvoje pravo od Rusije i kanona, a ne od naroda srpskog, onda kanone pod mišku pa hajd u Rusiju, neka te proglase za sveca, a kod nas je sveti kupus sa slaninom ! Ako si u pravu, to pravo svoje smeš tražiti kod naroda našeg, a ne zapomagati i samog djavola samo da se pomogneš... »

³ Skerlić (Jovan), *op. cit.*, p. 69.

qu'elle restât encore relativement très modérée, était singulièrement plus audacieuse que son aînée. Les éditoriaux, rédigés sous une forme volontairement doctrinale, n'en attaquaient que plus dangereusement certains mythes chers aux politiciens serbes des années 80. Devant la querelle qui mettait aux prises progressistes et libéraux, les rédacteurs de la *Borba* témoignaient d'une indifférence encore plus sincère que celle des radicaux de la *Samouprava*.

Les socialistes tournaient en ridicule les « pleurs » des libéraux sur le départ de Mihailo ¹. La personnalité du Métropolitain ne pouvait être sympathique aux héritiers des idées de Marković. D'abord comme russophile : les socialistes n'étaient ni russophiles, ni austro-philés :

« Si nous cherchons notre véritable ami parmi les États étrangers, nous ne le trouverons pas là où on le cherche habituellement. Nous ne savons pas, il est vrai, s'il existe des États qui aient une parenté avec nous et qui ressentent envers nous un amour de parents... Seuls des intérêts communs peuvent lier entre elles deux ou plusieurs nations... En vertu de ce principe, quel est celui qui possède des intérêts communs avec nous ? Pas la Russie ni l'Autriche assurément, car leur intérêt consiste à nous effacer de la carte et à venir à notre place. Ce sont deux États de proie. Leurs gouvernements pillent et rien de plus... ² »

C'était renier aussi bien la politique progressiste que la russo-philie du Métropolitain Mihailo. Les vraies amies de la Serbie, pour la *Borba*, étaient les nations opprimées qui souffraient comme elle, c'est-à-dire les nations slaves. Puis aussitôt après, en premier lieu (« na prvom mestu ») l'Italie... Hostiles à la politique étrangère telle que la concevait Mihailo, les socialistes l'étaient également à son autoritarisme. Dans leur haine contre le principe d'autorité, ils s'en prenaient d'abord à l'armée. La *Borba* racontait comment des officiers à Topčider voulaient tailler en morceaux « comme des cornichons » des malheureux qui s'avisait de parler politique ³. Ils dénonçaient aussi cet esprit despotique dans l'Église. L'organe socialiste, un des premiers, engageait une campagne violente contre la direction du Séminaire : c'était surtout au recteur Nikanor qu'il s'en prenait ainsi qu'au « Père Mita », de fâcheuse réputation. (Ce dernier n'était autre que Mita Pavlović, le futur Métropolitain Inocentije). Les séminaires avaient fondé une association *Bratstvo*, dans le but de développer leur culture générale et d'édu-

¹ *Borba*, 4 juil. 1882.

² *Ibid.*, 27 janv. 1882.

³ *Borba*, 21 mars 1882.

dier les problèmes religieux contemporains. Cette association, vite devenue suspecte auprès des autorités religieuses, avait été supprimée et on avait tout juste autorisé les séminaristes à ouvrir une bibliothèque. Le « Père Mita » était l'auteur de cette politique de répression et de surveillance. « Pourtant, se lamentait la *Borba*, le Père Mita avait passé par la *Velika Škola*, ce qui paraissait être une garantie de libéralisme ». Que pouvaient être les autres qui avaient été élevés « chez la Matuska » à Moscou ou dans « Kiev l'Orthodoxe ? ¹ »

Jusqu'ici, nous ne rencontrons pas dans le journal socialiste d'anticléricalisme marqué, sous la forme habituelle chez les nations occidentales. En mars 1882, pour la première fois, la *Borba* quitte le plan des exposés doctrinaux pour faire prophétiquement allusion à la Révolution future. Elle ne craint pas de se servir de la phraséologie de l'Église :

« Il se rapproche ce jour, il se rapproche où un peuple conscient exigera le compte des martyrs tombés pour son salut et alors — malheur aux Puissants ! — La résurrection de la conscience nationale sera le Vendredi-Saint pour les oppresseurs et les sangsues du peuple... ² »

LE CLERGÉ ET L'ATTENTAT D'ILKA.

L'état de division dans lequel se trouvaient les esprits en Serbie apparut manifestement lors de l'attentat d'Ilka.

De retour de sa visite au Prince Alexandre Battenberg à Ruščuk (par laquelle il rendait la visite que lui avait faite ce dernier en octobre 1880), le roi Milan débarquait, le 11 octobre 1882, au port de Belgrade. Il se rendait immédiatement à la cathédrale pour « y remercier le Seigneur de lui avoir accordé un heureux voyage ³ ». Au moment même où il pénétrait dans l'Église, un coup de feu éclata : une balle siffla très près de la tête royale. L'auteur de l'attentat était une femme, la veuve de Jevrem Marković, ancien commandant de la légion bulgare ⁴, le héros de Bela Palanka et de Pirot

¹ *Ibid.*, 21 mars 1882 (*Iz Bogoslovije*).

² *Borba*, 28 mars 1882.

³ Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, t. II, p. 217.

⁴ Cette légion bulgare que commandait Jevrem Marković à la veille de l'assassinat du Prince Michel était surtout composée par les étudiants bulgares du Séminaire Étranger et de la *Velika Škola*. Raša Milošević raconte dans ses souvenirs que, lors des funérailles du Knèze assassiné, cette légion suivait immédiatement la dépouille mortelle, précédée seulement du Régent Milivoj Blaznavac. « D'un mot de Jevrem Marković dépendait la vie de Milivoj Blaznavac et de beaucoup d'autres dignitaires ». Cf. Milošević (Raša), *Timočka Buna*, p. 53.

en 1877. Malheureusement pour lui, en même temps qu'un grand chef militaire, Jevrem était le frère de l'apôtre du radicalisme, Svetozar Marković, et les membres du parti le considéraient comme son successeur spirituel. Après avoir vainement essayé de le déshonorer, le Gouvernement avait trouvé le moyen de le compromettre dans l'affaire de la sédition de Topola et, après une intervention personnelle de Milan, il avait été condamné à mort. Sa veuve, malgré les conseils et les objurgations de ses amis, s'était retranchée derrière une solitude farouche et, toute à sa haine, avait préparé avec soin le jour de la vengeance. Elle s'était installée dans une chambre misérable, si basse que « la fenêtre qui donnait sur la rue était presque au niveau du pavé ¹ ». Du moins, de ce taudis abject, Ilka avait la possibilité de surveiller durant de longues heures l'église cathédrale où elle préméditait déjà d'accomplir son crime. Ilka était une nature mystique. Tous les jours, elle se rendait à l'église, assistant à chaque office, restant à prier après Vêpres et Complies. Les prêtres connaissaient bien et avaient en grande estime cette femme en deuil, si pieuse, qui chaque jour, après avoir embrassé l'Icone et allumé un cierge, allait regagner sa place habituelle et se plonger dans les oraisons. Le jour de l'attentat Ilka était entrée dans la cathédrale de grand matin, avant les prêtres et le sacristain. Elle savait que le Roi devait revenir et elle était prête à l'attendre tout le jour. Dès qu'il avait pénétré à l'intérieur de l'église, elle avait tiré, mais la balle manquant son but était allée se loger dans l'Icone.

Cette affaire eut, sur la politique intérieure de la Serbie, des répercussions considérables : bien qu'Ilka ait préparé toute seule l'attentat et qu'elle n'ait point eu de complices, on rejeta la responsabilité de l'affaire sur le parti radical que l'on regarda comme l'instigateur d'un crime dont Ilka n'était que l'instrument. La presse progressiste, surtout le *Videlo*, mena contre l'organe radical *Samouprava* une campagne d'une extrême violence ². Les radicaux furent injurieusement baptisés *Markovićevci* (« les gens de Marković ») ³. Le Roi lui-même était arrivé à un tel degré d'excitation qu'il était incapable de prononcer avec sang-froid le simple mot de « radical » ⁴. Les libéraux, plus modérés, demeuraient toutefois nettement hostiles aux radicaux.

Ils s'efforcèrent donc de présenter l'attentat contre le roi Milan comme une conséquence naturelle de l'affaiblissement de la piété chez le peuple et des ravages causés à la religion par le radicalisme.

¹ Milošević (Raša), *Timočka Buna*, p. 57.

² Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, t. II, p. 218.

³ Živanović, *op. cit.*, p. 218.

⁴ Milošević (Raša), *Timočka Buna*, p. 9-10.

La *Srpska Nezavisnost* fit un sombre portrait du mari de la criminelle, Jevrem Marković, auquel, à côté de beaucoup d'autres « crimes », elle reprocha d'avoir lutté dans les rangs polonais contre l'orthodoxe Russie. On essaya de le transformer en un ennemi de l'Église, sans foi ni loi :

« Il aurait eu dix têtes qu'il les aurait perdues toutes. »

Les libéraux poursuivirent de leur haine la mémoire de Jevrem en qui ils voyaient le symbole de toutes « les forces mauvaises » qui menaçaient le peuple serbe ¹.

Le plus curieux est que la colère libérale ne fut nullement partagée par la puissante protectrice du Parti : la Russie. Vladan Djordjević, dans sa brochure : *Die Serbische Frage*, nous apprend que les milieux slavophiles russes interprétèrent tout différemment l'attentat. Un des leaders du slavophilisme, A. Majkov, Conseiller Impérial et « visiteur quotidien de Gačina », osa, sous sa signature, publier un article dont ce passage donne l'esprit :

« Ilka Marković peut être mise en parallèle avec de grandes patriotes, la Judith de l'Ancien Testament et la Charlotte Corday de la Révolution française : cette dernière, par le meurtre de Marat, a sauvé sa patrie des terroristes sanguinaires. Ilka a voulu tuer le roi Milan, parce que, femme cultivée, elle était capable d'avoir une libre opinion sur la situation politique et économique de la Serbie, et qu'elle était parvenue à la conviction que le roi Milan ruinait la Serbie... »

Malheureusement Djordjević ne nous dit pas quel est le journal où parurent ces lignes. Quoi qu'il en soit, il est significatif de souligner en cette affaire les divergences entre l'interprétation de l'attentat d'Ilka par les milieux slavophiles russes et la réaction des libéraux orthodoxes de Serbie ².

¹ *Srpska Nezavisnost*, 31 oct. 1882.

² Djordjević (Vladan), *Die Serbische Frage*, Stuttgart et Leipzig, 1909, p. 62.

CHAPITRE XIII.

LA CRISE DE LA CONSCIENCE RELIGIEUSE SERBE : DOCTRINES ET SPÉCULATIONS.

La destitution du Métropolite Mihailo n'a pas été seulement un prétexte à des polémiques passionnées entre les partis politiques. La chute du chef spirituel de la Serbie a frappé beaucoup d'esprits, et les a amenés à étudier, avec plus d'attention, un certain nombre de problèmes que l'opinion publique serbe avait jusqu'alors passablement négligés. On ne saurait dire que l'antisémitisme libéral ou l'« anticléricalisme » progressiste datent du 18 octobre 1881. Mais un événement aussi remarquable, dans une Serbie demeurée encore patriarcale, est à l'origine non seulement de mouvements passionnels, mais aussi de controverses idéologiques qu'on ne saurait négliger dans une étude de l'évolution des idées religieuses en Serbie.

LES LIBÉRAUX ET LES JUIFS.

Les premières manifestations d'une tendance antisémite au sein du parti libéral apparaissent au moment précis où l'on apprend en Serbie que les « frères russes » chassent de leur pays un bon nombre de juifs. Mais l'antisémitisme serbe n'est ni un antisémitisme racial, ni un antisémitisme policier : c'est un thème de polémique électorale qui arrive fort opportunément au cours de la lutte acharnée que mènent les libéraux contre les progressistes austrophiles. C'est leur façon à eux de réagir contre l'« occidentalisme » des maîtres du pouvoir. Juiverie, Progressisme, Austrophilie, voilà des notions qu'ils aiment à confondre dans un mépris désapprouvateur...¹

« Nous savons que les *Videlovci* ne feront nulle difficulté pour recevoir des hôtes aussi répugnants, surtout quand « l'amie » autrichienne les protège...¹ »

Pour la première fois, oubliant les leçons de tolérance religieuse

¹ *Srpska Nezavisnost*, 27 juil. 1882.

que leur avait toujours données Mihailo, les libéraux prononçaient le mot d'antisémitisme :

« C'est aux citoyens de chercher en eux-mêmes le secours et à former une société antisémite qui travaillera de toutes ses forces à empêcher le plus tôt possible l'entrée de ces sauterelles dans notre pays... ¹ »

Ce qui exaspérait l'organe des libéraux, c'était le fait que la police progressiste, au lieu d'aider à la formation de ces mouvements, à l'instar de la Russie, s'y opposait énergiquement et prenait franchement le parti des « sauterelles ». Les progressistes étaient restés fidèles à leurs promesses d'égalité entre toutes les confessions et ils n'étaient pas fâchés d'humilier les « cléricaux » en se montrant plus libéraux et plus « occidentaux » qu'eux.

Les libéraux ripostaient que leurs adversaires se laissaient aveugler : ils tournaient en ridicule la déclaration de la commune juive de Belgrade qui s'efforçait, disaient-ils, de « jeter de la poudre aux yeux » (*Jevreji hoće da zamažu oči svetu...*), lorsqu'elle prétendait que le Talmud n'était nullement pernicieux et que les principes juifs n'étaient point différents des principes chrétiens. Allégations ridicules, répliquait la *Srpska Nezavisnost*. Et elle dénonçait l'invasion d'émigrants juifs qui se préparait en Serbie. Déjà un comité juif d'accueil venait de se constituer à Belgrade : « Fermons les portes de notre pays à ces Juifs corrompus qui se préparent à être nos hôtes. » A l'appui de ses accusations contre les Juifs, la *Srpska Nezavisnost* se faisait l'écho complaisant d'une invraisemblable histoire de crime rituel, alors très en faveur en Hongrie, et racontait avec force détails le rocambolesque récit de la disparition d'une femme chrétienne, retrouvée peu de jours après assassinée dans une synagogue hongroise. C'était la première fois qu'un journal serbe entretenait sérieusement son public d'un meurtre rituel ².

LES RADICAUX ET LES JUIFS.

Il est non moins notable que les radicaux n'aient pas été les derniers à attaquer les Juifs, bien qu'ils aient été les premiers à dénoncer les horreurs des pogroms dans leur organe officiel la *Samouprava* ³ ; ils ne se piquaient point de logique et semblaient fort peu soucieux d'héberger en Serbie les victimes du régime autocratique russe. Le *Cosa* s'en prit violemment aux Juifs sous le prétexte qu'ils avaient

¹ *Ibid.*

² *Srpska Nezavisnost*, 27 juil. 1882.

³ *Samouprava*, 16 mai 1881.

voulu former une société de chant et une société féminine, indépendantes des sociétés serbes¹. Ils reprochaient également aux constructeurs du chemin de fer d'employer un trop grand nombre de Juifs².

La *Samouprava* ne se montrait pas moins agressive. Les radicaux se défendaient d'être antisémites et, à propos des pogroms russes, soulignaient bien le rapport entre ceux-ci et l'agitation terroriste (*Nihiliste biju velikaše, narod goni Jevreje*³). Mais les Juifs expulsés de Russie leur étaient antipathiques simplement parce qu'ils croyaient que leurs ennemis politiques, les progressistes, pourraient retirer de leur hébergement des gains électoraux :

« Que le club progressiste achète, s'il le veut, le royaume de Jérusalem, s'écriait la *Samouprava*, dans un article qui était significativement intitulé *Necemo Jevreje* ; nous avons pitié des Juifs chassés de Russie, mais nous sommes trop petits et trop faibles pour les recevoir !⁴ »

La *Borba*, bien que socialisante, n'est guère plus favorable aux Juifs. A vrai dire, elle ne s'en prend pas directement à eux comme fidèles de la religion mosaïque, mais elle trouve des biais pour flageller les « valets stipendiés des Juifs de Vienne et de Budapest⁵ ». Elle essaie bien de faire des distinctions, mais un peu trop subtiles :

« Voilà où en est aujourd'hui le mouvement antisémite. En tant que traduisant une protestation nationale, sociale, économique contre une forme actuelle de la production capitaliste, il est pleinement justifié ; mais si, par la suite, il dégénère en lutte contre un groupe d'hommes d'une certaine confession, il est nuisible et réactionnaire...⁶ ». Au fond, la plupart du temps, la *Borba* confondait les notions de juif et d'exploiteur. A l'hostilité religieuse du libéral contre le Juif, à la méfiance politique du progressiste, elle substituait une antipathie d'ordre économique et social.

NUANCES DE L'ANTICLÉRICALISME SERBE.

Les polémiques soulevées autour de la destitution du Métropolitain Mihailo révèlent qu'il n'y a jamais eu, en Serbie, une forme d'anticléricalisme telle qu'elle s'est développée et manifestée en Occident, dans les pays catholiques romains⁷.

¹ *Čosa*, 10 août 1881.

² *Ibid.*

³ *Samouprava*, 29 juin 1882.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Borba*, 30 mai 1882.

⁶ *Ibid.*, 28 mai 1882.

⁷ L'anticléricalisme a toujours été, pour la Serbie, un article d'importation.

Il ne manquait point de bons esprits, dans le clergé orthodoxe, pour penser que l'anticléricalisme était lui aussi une importation de l'Occident. Ils justifiaient cet anticléricalisme qu'ils n'interprétaient que comme une réaction toute naturelle contre l'intolérance et le fanatisme de l'Église catholique romaine. Il y avait des prêtres orthodoxes pour penser que l'anticléricalisme était non seulement excusable, mais encore obligatoire chez l'intellectuel occidental. Au contraire, l'*inteligencija* de Serbie se devait d'être orthodoxe, puisque l'Église orthodoxe était la source de toute liberté et de tout progrès ¹.

Il est effectivement paradoxal que le combat le plus impitoyable qui ait été mené contre l'Église ait été engagé par un parti politique qui s'inspirait des idées d'ordre, d'autorité et de conservation sociale. Les critiques les plus acerbes qui ont jamais été formulées contre le clergé l'ont été en effet par les progressistes. Il est vrai qu'elles visaient moins le dogme religieux qu'une hiérarchie impopulaire et moins cette hiérarchie que son chef particulièrement odieux aux progressistes, le Métropolite Mihailo. Encore n'était-ce pas tant le Métropolite que l'on cherchait à abattre qu'une des principales « colonnes » du parti libéral. Les radicaux de leur côté avaient une clientèle trop ecclésiastique pour se permettre de suivre les intempérances verbales du *Staro Oslobođenje*. Ils se bornèrent au début à offrir simplement la publicité de leur tribune aux revendications les plus anodines du bas clergé. Leur presse qui commençant à paraître librement abritait dans ses colonnes les récriminations des popes contre l'intransigeance épiscopale... ²

Le premier grand voyageur serbe en Occident, Dositej Obradović, premier « ministre de l'instruction publique » de Serbie (1811) et fondateur de la *Velika Škola*, tout en proclamant la grandeur et l'utilité du Christianisme, s'avouait l'ennemi des prêtres : « Autrefois martyrs, représentants du vrai Christianisme, ils se sont changés en bourreaux qui, sous le masque de la religion, torturent et trompent les hommes. » Adversaire du cléricalisme, il propose, en philanthrope, que les monastères soient transformés en hôpitaux, en écoles, en orphelinats... (Atanasijević (Ksenija), *Penseurs Yougoslaves*, Belgrade, 1937, p. 94). Cette attitude d'un des premiers « philosophes » serbes contemporains est d'autant plus intéressante qu'il vivait à l'époque où le clergé combattait confondu dans les rangs du peuple pour la cause nationale. Sur le *Joséphinisme* d'Obradović, voir Skerlić, *Istorija nove srpske književnosti*, Belgrade, 1914, pp. 89 et sq.

¹ *Hrišćanski Vesnik*, fév. 1894, p. 325.

² Dans les années 80 la presse d'opinion serbe connaît un prodigieux essor : en 1880 les progressistes lancent leur nouvel organe, le *Videlo* ; l'année suivante, c'est au tour des libéraux avec la *Srpska Nezavisnost*, des radicaux avec la *Samouprava*, des socialistes avec le *Radnik* auquel succèdera, en 1882, la *Borba*. Cf. Skerlić, *Istoriski pregled srpske štampe 1791-1911*, et aussi, parue plus récemment, l'excellente petite *Histoire de la Presse yougoslave*, de Šumarević (Svetislav), éditée à Belgrade, en 1937, par les soins du *Bureau Central de Presse*.

Elle se montrait peu respectueuse, parfois, pour les dogmes de l'Église, mais évitait les attaques directes. La discussion restait toujours sur le plan théorique, alimentée par les arguments d'un Pelagić ou d'un Svetozar Marković¹. Le *Radnik* était plus brutal dans ses polémiques, mais par un détour habile affectait de s'en prendre principalement au clergé de Russie. En passant, il lançait quelques sarcasmes aux prêtres serbes :

« La Russie est le seul pays en Europe qui se distingue par un régime véritablement asiatique. Chez elle gémissent sous le knout et dans les geôles tous ceux qui ne peuvent pas supporter les insolences du despotisme contemporain. Elle tient en esclavage son propre peuple et s'en va gémir sur des tombes étrangères au nom de la liberté des nations slaves (*ona drži u ropstvu narod svoj a kuka na tudjem groblju za slobodom Slovenskih naroda...*) En outre, non seulement la presse, ces messieurs slavophiles et la bureaucratie ne tolèrent chez eux aucune remarque sur rien de ce qui touche à leur système, mais encore ils louent l'attitude du nouveau Pape (l'ex-métropolitain Mihailo) qui veut, comme ses prédécesseurs, qu'il y ait dans notre pays une autorité pour laquelle ne seront pas en vigueur des lois auxquelles sont soumis les autres citoyens, tout en prétendant préserver les intérêts du pauvre clergé. Oui, les prêtres, et particu-

Il ne faut pas oublier non plus que c'est en 1879 qu'Aleksa Ilić lançait, malgré l'opposition du Métropolitain Mihailo, le *Hrišćanski Vesnik*, revue ecclésiastique hebdomadaire, violemment progressiste, qui devait avoir, dès les origines, les plus brillants collaborateurs : Novaković, Milićević, Mijatović (sur les origines de cette publication, voir Ilić, *Moji doživljaji*, p. 54).

¹ Pelagić était un des partisans les plus résolus de la lutte antireligieuse. En sa qualité d'archimandrite défroqué, il insufflait à son anticléricalisme l'esprit de révolte des apostats. Il prétendait saper la religion à sa base :

« Là où commence la foi en un Dieu dogmatique, en des diables et des anges, un paradis et un enfer, cessent la raison et la vérité. La Religion divise, abrutit et ruine matériellement les peuples et les hommes. N'est-ce pas une terrible stupidité que le monde paye et respecte ces papes et ces patriarches, ces évêques et ces prélats qui l'abrutissent par leurs prières, l'humilient par leurs bénédictions ?... » Et plus loin, il osait comparer le métier du prêtre à celui de la prostituée : «... Regarde comme le pape et le moine, avec leurs chefs, vendent les prières, les bénédictions et le corps du Christ... La prostituée qui vit de la vente de ses baisers et de son... n'est ni plus méprisable ni plus malhonnête que celui qui vend le corps du Christ et une bénédiction vide ». Pelagić s'en prenait aussi violemment aux « Saintes Écritures », un tissu de mensonges inventé par les prêtres, afin de mieux assurer l'asservissement économique et politique du peuple. « La religion était l'œuvre des charlatans, et si l'on voulait assurer le progrès de l'humanité, il fallait commencer par effacer des habitudes populaires le nom de Dieu ainsi que toute foi et tout respect en lui... » Alors « seulement, quand sera détruite la foi dans le Dieu des papes, seulement alors, on respectera l'autorité humaine et la majesté de son cerveau et de ses droits... » (Texte cité dans la brochure *Ko su i šta su srpski Radikali*, parue à Pančevo, en 1900, p. 29-30).

lièrement ceux qui vivent dans Belgrade et dans les monastères, sont vraiment de pauvres gens. Une chose est seulement étonnante : c'est qu'il n'y en ait pas qui meurent d'autre chose que d'apoplexie. Les popes russes sont aussi de pauvres gens, eux qui ont du mal à porter leur ventre... Certains d'entre eux sont déjà vice-empereurs en Russie, et, au nom des « idées chrétiennes », ils recommandent la pendaïson et la persécution des hérétiques, qui a déjà été entreprise dans toutes les provinces de la vaste Russie ¹. »

Nous avons vu qu'en 1882 la *Borba* remplaçait le *Radnik*. Le nouveau journal s'était d'abord montré assez réservé sur le terrain religieux, se contentant de mener une violente campagne contre la Russie. En avril 1882, la *Borba* se décidait cependant à attaquer les croyances religieuses, en ayant d'ailleurs recours à une argumentation anticléricale sans grande originalité : la *Borba* déplorait que « sauf quelques hommes isolés, le peuple prit pour de l'argent comptant toutes les phrases des popes et toutes leurs balivernes... » La gelée ayant détruit en province de nombreuses récoltes, ce journal en profitait pour se livrer à quelques sarcasmes : « Si les orthodoxes-orientaux, les orthodoxes-romains, les orthodoxes-musulmans, obtiennent de Dieu qu'il revivifie les fruits perdus par le gel et nous accorde de bonnes récoltes cette année et les suivantes, alors nous passerons dans leur camp et nous croirons dans les forces surnaturelles et mystérieuses... ² »

Cet article provoqua un véritable scandale : jamais en Serbie on n'avait encore osé ridiculiser à ce point les croyances religieuses. Ce furent surtout les libéraux qui furent les plus indignés ; un de leurs journaux, le *Narodno Oslobodjenje*, rédigea une réponse virulente et protesta énergiquement contre des manifestations aussi insolentes de l'athéisme. Il concluait son réquisitoire en demandant instamment aux socialistes de ne point toucher à la notion de Dieu : « Laissons Dieu en paix » (*Ostavimo Boga na miru*) ³.

La *Borba*, poursuivant sa campagne, s'empara de cette formule, qu'il fit sienne : « Nous ne demandons rien d'autre, dans le domaine religieux, que ceci : laisser Dieu en paix. C'est le second point de notre programme. Car dès que nous aurons laissé Dieu en paix, il ne sera plus besoin de construire et de réparer les églises et les mosquées, les synagogues et les monastères : c'est ainsi que la Serbie indigente pourra économiser des milliers et des milliers de ducats et les utiliser à la construction de fontaines artésiennes et de puits qui sont utiles

¹ *Radnik*, 1881, n° 161.

² *Borba*, 9 avril 1882.

³ *Ibid.*, 23 avril 1882.

dans les villages et les villes et le long des chemins où passent les gens et les troupeaux... » La *Borba* reprenait aussi complaisamment le vieil argument anticlérical : « mieux vaut avoir des instituteurs pour nos écoles que des prêtres pour nos Églises ».

« ... Si nous laissons Dieu en paix, nous n'aurons plus besoin de Séminaire ni de Métropolitain, ni de moines, ni de papes ni de leurs livres, et ainsi nous disposerons de plus de moyens pour régulariser et canaliser les marais, ce qui nous servira grandement du point de vue économique et sanitaire... ¹ »

Il est nécessaire de constater que, lorsque la *Borba* attaquait non plus seulement les idées religieuses, mais l'organisation ecclésiastique même, c'était plutôt à l'Église romaine qu'elle s'en prenait : ce qu'elle entend vraiment par « cléricalisme », c'est bien le papisme plutôt que l'Orthodoxie ². Quand elle se plaît à rechercher des histoires scandaleuses de prêtres, elle puise de préférence dans l'Église catholique plutôt que dans l'Église nationale. *Popovska posla...* : sous ce titre méprisant ce sont des pamphlets contre des curés italiens ou suisses que l'on nous offre et non pas contre des papes serbes. Au fond, la peau du vieil orthodoxe est difficile à faire tomber, et il reste toujours un fond plus ou moins sensible de rancœur contre le *mantijaš* catholique ³. Le journal socialiste sait se montrer plus orthodoxe que les autres quand il proteste contre la décision prise par le Gouvernement serbe de laisser quêter à Belgrade des religieuses catholiques, en faveur des « pauvres Bosniaques » ⁴.

La *Borba* devait redoubler d'audace quand ses rédacteurs eurent constaté que la censure gouvernementale épargnait leurs articles les plus violents ⁵.

En septembre 1882, un autre éditorial de la *Borba* avait soulevé, pour la seconde fois, l'indignation des « bien pensants » libéraux. Dans un parallèle sacrilège, elle osait comparer « la fatale impuissance » de ses adversaires politiques à celle du Christ :

« Imaginez de noirs desseins, mais ne vous étonnez pas si le monde commence à se moquer de vous et à vous cracher dessus. Le Christ a eu le même sort. Les idées qu'il prêchait n'étaient pas compré-

¹ *Borba*, 23 avril 1882.

² *Borba*, 20 août, 25 août, 29 août 1882.

³ *Ibid.*, 11 juil. 1882.

⁴ *Ibid.*, 21 avril 1882.

⁵ Le Roi lui-même n'était pas à l'abri des sarcasmes de la feuille socialiste : voici, en exemple, cette information qui échappa, on ne sait trop comment, aux ciseaux du censeur : « Le roi de Serbie Milan, avec la générosité qui lui fit récemment accorder au fonds des étudiants pauvres la somme de dix ducats, a daigné donner au théâtre allemand de Vienne 1.000 florins... » (*Borba*, 1^{er} oct. 1882).

hensibles à tout le monde ; le monde le méprisait, se moquait de lui et le crucifia.

L'humanité en a fini une fois pour toutes avec les idéaux pour lesquels vous combattez, car il n'est pas étonnant que le monde méprise des idéaux qui n'ont pas de fondements dans la nature humaine... ¹ »

L'ANTICLÉRICALISME DE SVETOZAR MARKOVIĆ.

Svetozar Marković s'est montré particulièrement impitoyable pour la religion qu'à l'instar de Karl Marx il considérait comme « l'opium du peuple ». L'Église, selon lui, n'était pas seulement l'instrument servile de la classe bourgeoise, mais constituait une classe spéciale, une aristocratie cléricale, égoïste et cupide qui vivait parasitairement en marge du peuple :

« Toutes les religions sont accessibles à l'homme grâce à la révélation divine, c'est-à-dire qu'elles ne communiquent leurs secrets que par le truchement de leurs élus. C'est ce qu'enseignent les prêtres de toutes les religions chez toutes les nations civilisées...

Ainsi s'est constituée une classe d'hommes dont le devoir essentiel est de jouer le rôle d'intermédiaires entre le commun des pécheurs et les hautes puissances divines...

Même si la religion prêche l'égalité des hommes devant Dieu, elle n'en contient pas moins en elle-même un germe d'inégalité sociale. Si certains hommes, en effet, ont des rapports avec la divinité, s'ils ont le pouvoir d'interpréter aux autres mortels les révélations divines, c'est-à-dire de leur prescrire ce qu'ils ont à penser sur eux-mêmes et sur le reste, en leur donnant des règles déterminées de vie basées sur les « commandements de Dieu », on peut déclarer qu'une inégalité de fait règne entre les hommes... C'est en ceci que réside la raison principale pour laquelle cette classe d'hommes, dans tous les pays, au sein de toutes les religions, a combattu avec une haine aussi fanatique la science, le développement de l'homme, la liberté... ² »

Svetozar Marković est le premier penseur serbe qui ait osé émettre l'opinion que l'Église orthodoxe n'a pas conservé et protégé la nation serbe. Il prétend que, dans la vie du peuple, qu'il s'agisse de la famille ou de la commune, on « voit très peu, ou pas du tout l'influence de la religion chrétienne ». Le peuple serbe a conservé fidèlement un fonds

¹ *Borba*, 5 sept. 1882.

² *Celokupna dela Svetozara Markovića*, t. V, Belgrade, 1893, p. 14. Voir plus particulièrement *Realni pravac u nauci i životu* (édit. 1892).

de croyances et d'habitudes vieux-slave, païen, « préchrétien ». Bien que les chansons nationales célèbrent la lutte *za krst časni i za veru hrišćansku*, les soulèvements contre les Turcs n'ont jamais eu, selon lui, un caractère religieux, mais exclusivement politique. Enfin, si l'Église a jadis été derrière le peuple, il n'en était plus de même depuis longtemps : en Autriche-Hongrie et en Turquie, l'Église (orthodoxe) était aux côtés des oppresseurs de la nation serbe.

« L'Église a montré qu'elle a d'autres intérêts que ceux de la nation ; elle l'a montré en Turquie et en Autriche et elle le montre aussi aujourd'hui. Le peuple serbe a défendu l'Église orthodoxe, comme chaque nation défend ce qu'elle vénère, comme une chose sacrée ; mais les rapports entre l'Église et la nation n'ont jamais été que les rapports de maîtres et de sujets... ¹ »

Svetozar Marković pourtant, en dépit de son anticléricalisme de principe, ne s'est jamais attaqué au bas clergé, qu'il se refuse à considérer comme une classe (selon lui, seule la Hiérarchie — qu'il appelait l'Église — constituait une classe) :

« Notre clergé, en tant que *classe*, n'a aucune puissance, aucune force. Il est composé d'hommes qui ne valent qu'en tant qu'ils appartiennent à tel ou tel parti ; mais par eux-mêmes ils ne forment aucun parti. »

C'est pourquoi l'anticléricalisme uniquement dirigé contre le bas clergé n'aurait aucune signification :

« S'il apparaît qu'il soit nécessaire de frapper le clergé, il faut le frapper comme étant l'auxiliaire d'une autre classe sans laquelle la *curailerie* (*popovština*) ne vaudrait rien ² ».

En 1871 déjà, année où précisément le Synode épiscopal constate les progrès effrayants du « mauvais esprit » dans la société serbe, Marković a à peu près totalement renoncé à son anticléricalisme idéologique pour se consacrer à une action plus immédiate et plus réaliste, la lutte contre l'absolutisme et la « bureaucratie ». Dans le programme primitif du parti, on ne mentionne même plus la séparation de l'Église et de l'État. C'est à peine si un journal de Marković, *Oslobodjenje*, ose réclamer une diminution des traitements épiscopaux et le transfert des procès matrimoniaux à des tribunaux civils ³.

¹ Skerlić (Jovan), *Svetozar Marković, njegov život, rad i ideje*, Belgrade, 1922, p. 213.

² Skerlić (Jovan), *op. cit.*, p. 214.

³ Skerlić a reproché à Svetozar Marković d'avoir « sous-estimé le danger qui venait de l'Église », et il conclut : « L'expérience de la démocratie en Europe, ces trente dernières années, l'expérience de la démocratie serbe en Voïvodine, à toutes les époques, et en Serbie, ces dernières années, le mal profond et permanent dont

ANTICLÉRICALISME ET ANTIMONACHISME.

L'anticléricalisme radical (et plus généralement serbe) ne s'attaque pas au bas clergé qui se confond avec la nation et qui fournira les premiers militants des nouveaux partis. Au contraire, il semble épouser les préventions et les haines de ce bas clergé contre la tyrannie des évêques. C'est là un trait très ancien chez le Serbe : la poésie populaire révèle ce que le peuple a toujours pensé de son Église : le haut clergé y est corrompu, débauché et simoniaque, car il a conservé l'empreinte phanariote ; mais le bas clergé reste profondément honnête et religieux¹. C'est moins un anticléricalisme qu'un antiépiscopalisme clérical. Sans doute pouvait-il parfois revêtir une forme provocante : en novembre 1875, une pétition signée par 50 députés de l'opposition exigeait que l'on dépouillât les monastères de leurs biens fonciers et qu'on les répartît

souffre notre nation par suite de sa soumission confessionnelle, ont prouvé que Marković n'a pas mesuré le péril éternel du dogmatisme confessionnel ». (Skerlić, *op. cit.*, p. 215).

¹ Rien ne traduit mieux cet état d'esprit des masses qu'une poésie populaire célèbre et reproduite dans le *Videlo* du 25 juillet 1882 : *Dušan hoće sestru da uzme*, où se manifeste, sous le couvert d'une vieille légende, une violente satire contre le haut clergé :

Pa prokleta prosipaše mito

Da mu dadu sestru za ljubovcu.

Kaludjeri mito privatiše

I privati dvanaest vladika

I četiri srpska patrijarha,

No ne hoće djakone Jovane

I njegove djece trista ljude

(Vuk Karadžić, *Srpske narodne pjesme*, II, n° 27)

Et de prodiguer de maudits pots de vin

Afin qu'on lui permît de prendre sa sœur pour maîtresse

Les moines acceptèrent les pots de vin,

Et les douze évêques les acceptèrent aussi

Et aussi les quatre patriarches serbes,

Mais le diacre Jovan les refusa

Ainsi que les trois cents personnes, ses enfants...

La conclusion de cette poésie naïve est aussi significative : dans une épreuve par le feu, les évêques et les Patriarches brûlent, tandis que le simple diacre traverse les flammes avec les siens sans en souffrir le moins du monde.

Ce simple diacre, cet élu du Seigneur, est en quelque sorte le représentant du peuple, du bas clergé qui se confond avec le peuple et sait mieux être l'interprète de la foi que les princes de l'Église (cf. le très intéressant article de Aleksandar Banović : *Hrišćanski elementi u narodnoj poeziji*, dans le n° d'avril 1937 du *Hrišćansko Delo* de Skoplje, n° 121). — Sur le personnage même du diacre Jovan, cf. J. Karanović, *Revue des Études slaves*, XII, p. 74 et sqq.

entre des écoles d'agriculture et d'artisanat. La même pétition demandait que l'on groupât tous les moines en six monastères sans leur accorder de paroisses. Cette pétition avait été signée entre autres par Jevrem Marković et Adam Bogosavljević, et aussi par un prêtre qui se distinguera bien des fois dans la mêlée politique par son esprit partisan : Nikola Krupežević. Mais ces mesures réformatrices étaient réclamées par le clergé avec plus de passion, peut-être, que par les laïques.

Vingt jours avant la motion Marković-Bogosavljević, un violent article avait paru dans le *Staro Oslobodjenje*, dont le titre exprimait éloquemment le contenu : « Il faut abolir notre Séminaire ». Ce pamphlet s'achevait sur la déclaration suivante :

« Il n'est pas utile de réformer maintenant notre Séminaire, nous avons des affaires plus urgentes. Il faut le fermer aussitôt. »

Tandis que l'*Istok* libéral relevait vertement ces écarts dans un article intitulé : « Les Nazaréens autour du *Staro Oslobodjenje* », l'*Omladina Bogoslovijske* découvrait une cinquantaine d'élèves du Séminaire pour défendre un journal qui proposait l'abolition de leur Maison¹.

L'anticléricalisme radical était donc assez proche de l'anticléricalisme progressiste. Les radicaux sont ennemis de l'Épiscopat parce que celui-ci est un maître tyrannique pour le bas clergé. Les progressistes combattent également cet épiscopat mais surtout en raison de son indiscipline et de sa désobéissance envers le Gouvernement. Le jour où ils auront réussi à installer sur les sièges diocésains de Serbie des hommes dociles, des « fonctionnaires » ecclésiastiques, il leur importera peu que les papes soient maltraités ou non. L'anticléricalisme progressiste est un anticléricalisme de Gouvernement. Celui des radicaux est un anticléricalisme électoral assez théorique. L'un et l'autre sont vides de tout contenu affectif. Par contre, si l'on ne saurait trouver aucun ressentiment sérieux contre le clergé séculier, il n'en est pas de même quand il s'agit de l'ordre monastique. Les disciples de Pelagić et de Marković partageaient sur ce point les conceptions de Novaković.

Les progressistes inclinaient à considérer l'ordre monastique comme un ordre fainéant, replié sur lui-même, détaché de la nation, incapable d'administrer les biens qu'il détenait en surnombre. Leur « antimonachisme » n'avait cependant pas les mêmes nuances que

¹ Živanović (Živ.), *Politička istorija*, t. II, p. 132-3.

Dès les origines de son mouvement, Svetozar Marković avait trouvé des collaborateurs fervents dans l'Église. Le pape Marinko Ivković — qui devait disparaître tragiquement dans la *Timočka Buna* en 1883 — se trouvait à ses côtés depuis 1872. De même, le pape Miloje Barjaktarović depuis 1873, le diacre Arsenijević de Paraćin depuis 1875, et beaucoup de séminaristes.

celui des radicaux. Ceux-ci ne s'opposaient aux moines que parce qu'un facteur important de leur force électorale était constitué par le bas clergé de province qui n'aimait guère l'esprit de domination des réguliers et ne leur pardonnait pas de détenir le monopole de l'épiscopat. Les libéraux entreprirent de défendre les monastiques. Un article, paru le 15 août 1882 dans la *Srpska Nezavisnost* (son auteur pour conserver l'anonymat signait « un moine »), exprimait, non sans éloquence, l'amertume de l'ordre monastique serbe devant la campagne de diffamation menée contre lui par les radicaux et les progressistes. L'article était intitulé : « Tout pour le peuple » et « le Moine »¹. Ce plaidoyer imaginaire fit sensation et fut à l'origine de multiples discussions tant dans la presse qu'à la Skupština sur les possibilités et les modalités d'une réforme de la « condition monastique » :

« Je suis Serbe, écrivait le « Moine » à la rédaction du journal libéral. Mon père, mon grand-père, mon arrière-grand-père, etc... étaient tous de vrais et de purs Serbes. Tous mes ancêtres, hommes du peuple, ont vécu dans le peuple et ont partagé avec lui les malheurs et les joies, le bon et le mauvais... C'est ainsi que leur sang a coulé à Čačak, à Ljubić, à Mišar, que leurs os sont dispersés sur tous les champs de bataille où s'est fondée la liberté serbe, la principauté et puis le Royaume de Serbie, pour lequel j'ai moi-même combattu en 1876 et 1878. Je suis donc un vrai Serbe, par l'âme comme par le corps. Serbe je suis aujourd'hui et Serbe je resterai jusqu'à la fin de ma vie. Je vis au sein du peuple que je sers avec fidélité et cela presque sans gagner un sou. Et j'aime ma nation, il me semble, beaucoup plus et plus sincèrement que bien d'autres qui se nomment « patriotes » et qui vont criant partout : « pour la nation ! pour la nation ! » et qui, au fond, ne travaillent que pour leurs intérêts...² »

Un réquisitoire violent contre les progressistes accompagnait cette profession de foi : pourquoi ces soi-disant « patriotes » repré-

¹ *Srpska Nezavisnost*, 15 août 1882. On s'efforçait ainsi de ridiculiser une formule électorale chère aux progressistes : « Tout pour le peuple ».

² *Ja sam Srbin. Moj otac, ded, praded itd., svi su bili pravi i čisti Srbi. Svi moji stari, kao ljudi iz naroda, živeli su u narodu, i delili s njime svaku sreću i nesreću, svako dobro i zlo... I tako, krvi mojih predaka ima prolivene i na Čačku, i na Ljubiću, i na Mišaru, i njihovih kostiju ima rasturenih po svima bojištima, na kojima se stvarala srpska sloboda, srpska kneževina pa i srpska kraljevina, za koju sam i ja bio u redu boraca 1876 i 1878. Ja sam dakle pravi Srbin, i dušom i telom, pa kao takav i danas živim a Srbin ću ostati do kraja života. Ja i sada živim u narodu koga verno služim i to skoro bez pare i dinara. Ja i sada moj narod volim pa, čini mi se, mnogo, mnogo više i iskrenije nego mnogi drugi koji se zovu « patriote » i koji svuda i na svakom mestu viču : « za narod, za narod », a u samoj stvari, za njih same i njihovo gospodstvo...*

sentaient-ils toujours les moines comme des « étrangers » au peuple (venus d'Arabie) ¹, et ses ennemis irréconciliables ?

« Que l'on prenne garde toutefois ! » concluait le « Moine » anonyme : le moine, quoique à un moindre degré que le prêtre, n'est pas un isolé en Serbie, auquel on pourrait s'en prendre impunément. A défaut de femme, il a des parents, un *kum*, des oncles tous prêts à se dresser pour sa défense. » C'était prévoir un appel à une sorte de « démagogie cléricale » qui n'était pas impossible dans un pays patriarcal comme la Serbie de cette époque.

Les monastères, poursuivait le défenseur du clergé régulier, n'étaient autre chose que des « hôtels populaires ». En les supprimant on léserait le peuple. Le plaidoyer s'achevait par un tableau romantique de la vie monastique : on décrivait la rude existence du moine, partageant le labeur du paysan, au service du peuple, pour le risible salaire de 100 groš par mois. Il était de toute nécessité de procéder aux réformes indispensables : d'abord étendre et approfondir la culture des ecclésiastiques, malheureusement encore insuffisante, et pour cela il fallait conserver et augmenter les bourses d'études en Russie et ailleurs. Une autre réforme qui s'imposait était l'augmentation des traitements : les protestations du Métropolite Mihailo à l'occasion de la loi sur les taxes avaient révélé à la Serbie les salaires de famine attribués à son clergé. Enfin, il fallait rendre aux moines la plénitude de leurs droits civiques, tant au sein de la Skupština que dans l'administration municipale. La condition de paria à laquelle on les avait relégués n'était pas de nature à relever la considération à laquelle ils avaient le droit de prétendre.

CONTROVERSE IDÉOLOGIQUE SUR L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE.

I. — *Le problème du Souverain.*

Les partis politiques serbes s'étaient emparés avec empressement de l'occasion que leur avait offerte le Métropolite Mihailo pour se livrer un combat acharné. Du malentendu originel entre un Ministre et un Métropolite ils avaient voulu faire une querelle doctrinale, et ils y avaient réussi. Une affaire qui, en d'autres temps, n'aurait point franchi les portes de la Métropole, avait été transportée à grand fracas sur l'arène politique, comme une source inépuisable de polémiques entre progressistes et libéraux. Dans la violente cam-

¹ L'« Arabie » — nom qui a alimenté tant de polémiques — désigne — vaguement — l'Asie mineure et l'Égypte, et aussi le Sinai des Pères du Désert.

pagne de presse qui avait suivi, l'autorité morale de l'Église, jusqu'à considérée comme inattaquable, n'avait pas été épargnée, et elle avait essuyé le feu de la satire. C'était là un phénomène nouveau dans l'histoire religieuse de la Serbie.

Ce n'était assurément pas la première fois que se posait la question des rapports de l'Église et de l'État, et les problèmes d'administration ecclésiastique avaient toujours bénéficié de la sollicitude du Knèze et de la bienveillante attention de la Skupština. Mais, en 1883, ce n'était plus le rôle politique ni même la mission nationale de l'Église que l'on osait discuter, mais sa signification spirituelle.

On ne pouvait point comparer la disgrâce du Métropolite Petar à la destitution de Mihailo. L'un avait dû sa déchéance à ce qu'on l'avait tenu, à tort ou à raison, pour l'adversaire de la dynastie. L'autre avait été traité en « ennemi des lois ». Il y a là une évolution sur laquelle il convient d'insister. Le peuple serbe n'avait eu jusqu'alors ni le temps, ni le goût de s'intéresser aux problèmes de droit constitutionnel.

Quel était le pouvoir suprême, celui du Knèze ou celui du peuple exprimé par les grandes Skupštine ? On peut dire que les constitutions serbes, loin de s'inspirer du droit coutumier, représentaient un compromis, un armistice toujours provisoire entre les prérogatives princières et les libertés populaires. De même, la position de l'Église dans l'État n'avait jamais été nettement définie, précisément parce que la forme du Gouvernement, à défaut de la forme de l'État, n'avait jamais été juridiquement déterminée. L'Église transmettait-elle le pouvoir au chef de l'État ou le conférait-elle directement au peuple ? Autant de questions laissées en suspens et qui, pour la première fois, allaient être publiquement discutées. Tant que les désaccords surgis entre les administrations ecclésiastiques et civiles avaient été réglés à l'amiable entre le Métropolite et le Knèze, nul n'avait souffert de cette absence de système.

Mais après 1883 la situation n'était plus la même : l'Église avait perdu beaucoup de son prestige depuis que deux hiérarchies rivales se disputaient avec une égale âpreté le privilège de la légalité et de la canonicité. En fait, sinon en droit, il y avait en Serbie deux chefs de l'Église qui se concurrençaient et le farouche Mihailo, du fond de son exil, semble avoir gardé un pouvoir plus effectif que l'indolent Teodosije.

Le pouvoir temporel, au contraire, a gagné singulièrement en autorité. La Principauté est devenue Royaume en 1882 et l'ancien Knèze s'est élevé au rang des Monarques ; le peuple aime à voir en lui l'héritier des Némanides, et cette glorieuse succession le couronne

comme d'une auréole mystique¹. Les partis politiques, surtout ceux alors considérés comme dynastiques (c'est exclure les radicaux), s'empressent d'exploiter ce déséquilibre nouveau des puissances spirituelles et temporelles. Les progressistes sont les premiers à voir dans le Roi Serbe plus qu'un simple enfant de l'Église orthodoxe : le *Videlo*, le 15 août 1882, intitulait son éditorial sur la question religieuse : *Le chef oint est le chef de l'Église* ; en d'autres termes, le Roi, consacré par l'Église, héritier des souverains médiévaux serbes, doit être considéré non seulement comme un chef temporel, mais aussi comme un *chef spirituel*. Les progressistes recherchaient d'anciens textes par lesquels ils s'efforçaient de démontrer que les premiers souverains serbes avaient aussi été des chefs religieux. Ils utilisaient en particulier un privilège d'Alexis Comnène, en 1181, qui semblait établir que ce prince réunissait en ses mains les pouvoirs temporel et spirituel. L'Église serbe, « qui avait reçu de l'Église grecque l'Orthodoxie » (?), pouvait suivre le même exemple.

« D'ailleurs n'était-il pas évident », poursuivait le *Videlo*, « que, dans toutes les églises orthodoxes, le souverain du pays était en même temps chef de l'Église ? Il en était ainsi en Russie, en Grèce, en Roumanie et dans tous les pays... Les « supérieurs » des Églises nationales, ou évêques, n'obtenaient leurs situations que du chef d'État ». Si donc le « Primat de l'Église Nationale » ne jouissait plus de l'approbation du Souverain, *il pouvait être révoqué sans qu'il y eût pour cela conflit entre l'Église et l'État*².

Les libéraux estimaient scandaleuse cette « falsification » des textes anciens. Ils ne pouvaient pas admettre non plus que les *Videlovci* osassent « compromettre le Roi dans cette mêlée³ ». Ils se refusaient enfin à reconnaître une continuité historique entre le prétendu césaro-papisme byzantin, l'ancien Empire serbe et la Royauté renouvelée. Même dans la Serbie du Moyen-Age, le Souverain n'était pas le maître absolu de l'Église.

« L'empereur Stefan Dušan n'a pas songé à réglementer l'Église. Elle était régie par ses lois et ses canons... Il a simplement confirmé, de la part de l'État, son autonomie et son indépendance... Le Code de Dušan était un acte constitutionnel de l'empereur qui confirmait et protégeait les lois ecclésiastiques contre tous les abus présents ou futurs...⁴ »

Cette mise au point n'en était que plus savoureuse quand on

¹ Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, t. II, p. 200.

² *Videlo*, 27 juin 1882.

³ *Srpska Nezavisnost*, 19 août 1882.

⁴ Novaković (Stojan), *Matije Vlastara Sintagmat*, Belgrade, 1907, p. 26-28 ; texte cité par Trojicki (S.), *Problem crkvenog zakonodavstva*, Niš, 1925, p. 11.

savait qu'elle provenait de Novaković, « l'ennemi des libertés de l'Église », que les libéraux faisaient ainsi concourir, bien malgré lui, à la consolidation de leur thèse...

Il est curieux de remarquer que cette conception « progressiste » de l'Église se rapproche par certains côtés de la conception russe de l'Orthodoxie, bien que les amis politiques du Ministre des cultes de Serbie se fussent toujours signalés par leur austrophilie ¹. C'est que, pour Novaković, le mode d'administration ecclésiastique (monarchie métropolitaine ou épiscopalisme) de l'Église orthodoxe est secondaire : le seul chef spirituel de l'Orthodoxie, c'est le Christ. Les églises nationales se distinguent par les systèmes hiérarchiques les plus divers ; ici c'est un Synode qui administre les affaires ecclésiastiques, là un Métropolitain, ailleurs un Patriarche ou un Exarque. Mais ce ne sont, partout, que des modes provisoires, *intérimaires*. Par ailleurs, l'autorité religieuse de l'Empereur de Russie, comme l'autorité religieuse que les progressistes souhaitaient conférer à Milan, n'était pas le césaropapisme des pays catholiques. La place éminente que l'Empereur occupait dans l'Église n'était pas due à sa dignité monarchique, mais au fait qu'étant l'« Oint du Seigneur » (*Pomazanik*) et « Porteur de Charisme », il était autorisé, en tant que représentant du peuple (et non pas en tant que chef de l'État), à jouer le rôle constantinien d'évêque du dehors. En somme, son caractère de *pomazanik* lui sert autant vis-à-vis de l'Église que de la nation ². L'idée que les libéraux se faisaient de cette transmission divine du pouvoir n'était pas tellement éloignée de la conception progressiste et seules les rivalités politiques ultérieures contribuèrent à élargir le fossé qui les séparait :

« L'Oint du Seigneur, déclare la *Srpska Nezavisnost*, est du point de vue temporel le chef consacré de la nation ; du point de vue ecclésiastique, il est l'ouvrier du Seigneur qui veille, avec les autres serviteurs ecclésiastiques, à ce que sa volonté céleste soit faite sur la Terre... ³ »

Ainsi, pour les libéraux, le Souverain n'avait autorité d'origine

¹ Paradoxe qui s'explique lorsqu'on songe que la « russophobie » de Novaković était exclusivement d'ordre politique. Sa formation intellectuelle devait beaucoup à la Russie et l'amenait — peut-être inconsciemment — à envisager pour l'Église un régime ayant des affinités avec le régime russe.

² La formule d'Évêque du dehors n'est pas prise dans le sens que lui donne M. Piganiol à propos de Constantin : « Il (l'Empereur) réclamait seulement — à la place de ce grand pontificat, qui aurait dû faire de lui l'ordonnateur suprême de tous les rites — le titre modeste d'évêque de ceux qui sont au dehors, c'est-à-dire de ces païens qu'il s'est donné pour tâche de conduire vers le vrai Dieu. » Piganiol, *L'Empereur Constantin*, Paris, 1932, p. 223.

³ *Srpska Nezavisnost*, 6 mars 1883.

divine qu'à l'intérieur de l'Église et parce que lui-même appartenait à cette Église au même titre que les autres hauts dignitaires religieux. Mais ils se refusaient à laisser transformer la monarchie en un système de droit divin qui justifierait l'absolutisme. Le caractère religieux du Souverain, selon eux, loin d'en faire un autocrate, limitait au contraire ses prérogatives en lui conférant des devoirs spéciaux, et au premier rang le respect de l'Église.

Au sein de l'Église, il ne manquait point de hauts prélats qui contestaient presque ouvertement le « caractère religieux » du Souverain et ne voyaient dans le sacre qu'une manœuvre politique ¹.

Les progressistes, au contraire, tout en se défendant de l'accusation de césaro-papisme, prétendaient que l'action du Souverain, Puissance temporelle et religieuse, s'exerçait sur l'Église *du dehors*, ce qui lui évitait de participer aux vicissitudes des querelles hiérarchiques, et lui conférait une sorte d'immunité contre l'hérésie.

II. — *Le problème de la mission de l'Église.*

Libéraux et progressistes ne s'affrontaient pas seulement sur la question du rôle du Souverain dans l'Église, mais aussi sur la conception même de cette Église. Pour les libéraux — et pour leur représentant ecclésiastique le plus autorisé, le Métropolitte Mihailo, ce qu'on devait entendre par « Église serbe » ce n'était point l'Église du royaume de Serbie, *mais tout le peuple orthodoxe serbe* ²; et par cette formule ils entendaient moins le peuple du royaume que celui qui restait irrédimé — hors du royaume. Les libéraux s'étaient difficilement et incomplètement accoutumés au concept d'État. Ce mot évoquait pour eux les douloureux souvenirs de l'oppression musul-

¹ Un incident assez grave avait éclaté lors de la proclamation du Royaume. L'évêque de Šabac, Jeronim, avait refusé de célébrer un *Te Deum* en l'honneur du nouveau roi. Puis, ayant été obligé de se soumettre, il avait marqué sa désapprobation en n'assistant pas au service célébré dans l'église cathédrale de son diocèse. Naturellement, les progressistes s'indignèrent fort de cette rébellion. Le *Videlo* désignait à la réprobation du public l'évêque coupable : « Nous avons estimé qu'une telle attitude de l'évêque était déloyale à l'égard du souverain, antipatriotique à l'égard du pays, et condamnable du point de vue de ses devoirs (épiscopaux). Il ne faut pas admettre cette opposition larvée, souterraine qui ne peut pas être le fait d'hommes d'Église, mais seulement de Pharisiens. L'excuse de l'évêque est tout à fait insuffisante : Jeronim, prétend-il, n'a pas reconnu l'œuvre accomplie par nos mains (c'est-à-dire par les mains des progressistes) dans l'Église serbe ; il ne peut continuer de servir... » Ce ne sont point là raisons valables pour le *Videlo* qui condamnait à la fois le « pharisaïsme » et le « cléricalisme » de Jeronim (*Videlo*, 14 mars 1882).

² *Srpska Nezavisnost*, 13 janv. 1883.

mane mais aussi, plus proches, les mauvais jours du règne du Prince Michel. Leur conception de la vie politique était restée très patriarcale. Mais surtout leurs yeux ouverts sur le vaste monde serbe ne se résignaient pas à se contenter des pauvres horizons du petit royaume. A force de souhaiter de faire de la Serbie un « Piémont Yougoslave », ils en arrivaient à maudire ces frontières trop rapprochées, qui entravaient les communications avec les autres parties du monde serbe. Les progressistes au contraire affectaient de mener une politique réaliste en ne se laissant pas guider par « d'irréalisables » ambitions, par une « mégalomanie funeste » et, sacrifiant l'ombre pour la proie, ils se contentaient de ce petit État grandi avec peine à travers les souffrances et les guerres et s'appliquaient à le consolider. Ayant conscience de la faiblesse de la Serbie bloquée entre de puissants voisins, ils redoutaient le moindre incident, sachant que rien ne provoque plus aisément des incidents qu'un prosélytisme inopportun et qu'une propagande maladroite. C'est pourquoi l'esprit de croisade du Métropolite Mihailo leur était profondément odieux. A quoi bon inutilement gaspiller les forces vives de l'État serbe quand celui-ci avait tant besoin de se concentrer et de se réformer lui-même ? Le *Videlo* fulminait contre ces libéraux impénitents, ces hauts prélats ambitieux qui ne craignaient pas d'entraîner l'État serbe dans la pire des catastrophes sous prétexte de soutenir les « frères orthodoxes serbes ». Cette politique de « littérateurs » avait fait son temps ¹, proclamait le journal progressiste. Il était nécessaire de briser une hiérarchie insolente et politicienne qui menaçait de compromettre l'unité et l'indépendance de l'État au profit d'une « coterie clérico-libérale ² ». Et dans leur haine contre les « nouveaux jésuites », les progressistes ne craignaient pas de recourir à une phraséologie anticléricale : les libéraux exaspérés leur ayant demandé si véritablement ils faisaient une distinction entre l'Église orthodoxe et l'Église catholique, le *Videlo* répondit que la grande différence entre le pape et les Patriarches orientaux était que le Pape n'avait pas de moustaches, tandis que les Patriarches portaient moustache et barbe... ³. De tels raisonnements étaient bien faits pour mettre hors d'eux-mêmes les libéraux restés profondément attachés à leur Église. Les éditoriaux de la *Srpska Nezavisnost* répondant à ceux du *Videlo* usaient, malgré le caractère sacré du sujet, d'un ton de basse polémique. On faisait même appel à une actualité riche en scandales pour déconsidérer l'œuvre religieuse des

¹ Cité par *Srpska Nezavisnost*, 13 janv. 1883.

² *Videlo*, 24 janv. 1888.

³ *Ibid.*

progressistes et on alla parfois, du côté libéral, jusqu'à poser l'alternative : Mihailo ou Bontoux...¹ Ce ne sont là pourtant qu'intempérances de langage et de plume demeurées relativement rares. Dans son ensemble, la discussion s'est maintenue sur le plan doctrinal. L'un et l'autre parti ont puisé abondamment dans l'histoire serbe, espérant en exhumer des documents qui appuieraient leurs thèses respectives : on vit une vieille querelle d'érudits retrouver une faveur nouvelle et passer des Séminaires de Théologie serbes aux salles de rédaction et aux couloirs de la Skupština. Il s'agissait de la « brûlante » question de la « succession du Patriarcat de Peć » qui avait toujours été l'éternel brandon de discorde entre les Églises sœurs de Karlovci, de Cetinje et de Belgrade². Les libéraux avaient été scandalisés de la « trahison » de Novaković osant déclarer la métropole de Sremski Karlovci « l'héritière directe de l'Église fondée par Saint Sava ». Pour la *Srpska Nezavisnost*, une telle affirmation était tout simplement impudente : Le Patriarche n'avait pas emporté avec lui de Vieille Serbie en Autriche les droits du Patriarcat de Peć. Car ces droits étaient le bien de toute la nation serbe et non pas seulement d'un petit groupe d'hommes. En d'autres termes, *l'Église n'émigrerait jamais*. le Patriarcat de Peć aboli en dépit des canons et de la légalité continuait à exister virtuellement dans les

¹ *Srpska Nezavisnost*, 13 janv. 1883.

² La question de savoir qui a hérité du Patriarcat de Peć passionnera longtemps les apologistes et les historiens de l'Église du Patriarcat de Karlovci. Dans une très intéressante brochure, parue à Novi Sad en 1904 et intitulée *Da li se srpska Pećska patrijaršija god. 1776 kanonički ukinula i konačno ugasila i ko joj je crkvenopravni nasleđnik ?* l'historien Djura Vukičević ouvrait à nouveau la polémique inaugurée en 1885 par Dimitrije Ruvarac. Le futur bibliothécaire de la Bibliothèque patriarcale s'était alors efforcé de démontrer que la métropole orthodoxe serbe de Karlovci ne devait pas être considérée canoniquement comme l'héritière du patriarcat serbe de Peć, et que le titre de patriarche n'appartenait pas de droit à l'archevêque serbe de Karlovci. Il établissait que, par le firman du Sultan Mustafa III, de l'année 1766, le patriarcat de Peć s'était canoniquement éteint, et que les archevêques du Royaume de Serbie étaient seuls admis à prétendre à son héritage. Djura Vukičević s'élève avec force contre une telle conception. Selon lui, « la Métropole serbe n'est pas l'enfant du Patriarcat de Peć, mais celui du Patriarcat de Constantinople qui, en vertu d'un accord avec le prince Miloš en 1833 et selon la Lettre du Patriarche de Constantinople de 1879, l'éleva au rang d'Église autocéphale. Maintenant, et c'est ici le point intéressant du raisonnement de Djura Vukičević, il n'est nullement prouvé que le patriarcat de Peć ait pu s'éteindre canoniquement par le seul fait du firman du Sultan Mustafa III en l'année 1766. Au contraire cette flamme vive et jamais éteinte de l'autocéphalisme religieux serbe de Saint-Sava a toujours couvé et couve encore aujourd'hui à Cetinje, « au sein de l'Église Monténégrine, toujours indépendante et qui n'a jamais perdu contact avec ses origines ». Selon le polémiste, la métropole de Cetinje était donc la seule héritière légitime du Patriarcat de Peć.

pays qui avaient connu sa splendeur. Si quelque Église était autorisée à parler en son nom et à se considérer, non comme son héritière, mais comme sa représentante, ce ne pouvait être que la métropole de Belgrade qui avait toujours fait partie du Patriarcat de Peć. Les libéraux comptaient utiliser au profit de la nation cet instrument d'unité et de liberté que constituait selon eux cet « héritage de Peć ». Certains d'entre eux parlaient parfois de rétablir cet « auguste Patriarcat », mais dans l'intérêt général du peuple serbe, tandis que selon eux le « patriarcat serbe » de Karlovci était une machine de guerre autrichienne. Alors que les progressistes entendaient limiter aux frontières de l'État la sphère d'action de leur Église¹ et se souciaient fort peu du célèbre principe d'Innocent III : *Imperium sine patriarchâ non staret*, les libéraux voyaient dans l'œcuménicité de l'Église orthodoxe, dans le caractère supra-étatique de l'Église orthodoxe serbe en particulier, un lien puissant qui réunissait les divers tronçons du peuple serbe. Ils apercevaient dans toute extension de l'influence religieuse serbe une extension de l'influence politique du Royaume, et dans cette fraternité des Églises orthodoxes serbes comme la préfiguration de l'État futur. Progressistes et libéraux voulaient les uns et les autres « servir le peuple ». « Tout pour le peuple », disait le *Videlo*. Mais les libéraux entendaient réaliser cet idéal au moyen de l'Église, les *Vidlovci* au moyen de l'État. Au fond la mentalité libérale était assez proche de la mentalité exarchiste : travailler d'abord à une unité spirituelle, l'unité politique devant en découler. Aussi l'Église orthodoxe serbe, surtout sous le règne de son Métropolitel libéral Mihailo, loin d'être hostile aux prétentions exarchistes, ne craignit pas de les encourager. Obsédée par la Bosnie et l'Herzégovine et par « les frères d'outre-Save », elle livrait, dans son inconscience, la Macédoine aux Bulgares. Et les progressistes avaient beau jeu pour dénoncer ce nationalisme nébuleux, cette religiosité fumeuse qui sacrifiait à un avenir incertain les destins immédiats de l'État serbe.

¹ C'est dans le même esprit que les progressistes proposaient le transfert définitif de la capitale serbe tout près de la frontière méridionale à l'instar des Bulgares qui avaient su faire de Sofia un centre d'attraction. C'est ainsi que « les enfants serbes de Pirot allaient à l'école dans la ville bulgare de Caribrod pour y être élevés dans un esprit qui assurément n'était point serbe ». Il fallait laisser les intérêts économiques du pays à Belgrade et transporter à Niš la capitale politique du Royaume. Ainsi, dans le cadre de l'État serbe, la nouvelle capitale représenterait un centre de propagande qui lutterait avec efficacité contre l'Exarcat (cf. *Videlo*, 11 mai 1888).

III. — *Le problème du statut de l'Église.*

Enfin, les libéraux et progressistes s'opposaient encore sur la question du statut organique de l'Église. Non point que les libéraux fussent les partisans d'une indépendance absolue de l'Église, mais ils lui conféraient une large autonomie. Au contraire, les progressistes exigeaient un contrôle sévère de l'État dans les affaires ecclésiastiques. Tout comme dans la dispute sur « le rôle de l'Oint du Seigneur », les libéraux recouraient à d'anciens documents médiévaux qui, selon eux, jetaient une vive lumière sur l'autonomie ecclésiastique du passé. Mais les progressistes désormais affichaient un dédain superbe pour ces « vieilleries ». Au grand scandale de la « coterie clérico-libérale », le *Videlo* déclarait brutalement qu'« il sert mal l'Église celui qui se fourre dans ces livres poussiéreux du Moyen-Age pour y dénicher ce que quelque Père y a écrit, Dieu sait à quelle occasion, et il y a mille ans... ¹ » Le journal progressiste n'allait pas chercher si loin ses exemples. Il espérait réduire au silence l'opposition libérale en lui rappelant que, chez les « chers frères orthodoxes russes », l'État avait presque transformé l'Église en un « département administratif ». Le Procureur du Saint-Synode, ce « laïque » dont le rôle consistait à être, selon le mot de Pierre-le-Grand, « l'Œil du Tsar » ², exerçait sur l'Église russe un contrôle infiniment plus rigoureux que celui que prétendait imposer à l'Église serbe le Ministre des Cultes. Les *Videlovci* se plaisaient également à constater que les règlements religieux russe et grec avaient été promulgués le premier par Pierre-le-Grand, le second par l'Allemand Maurer pendant la minorité d'Othon. Ni l'un ni l'autre n'étaient des autorités en droit canonique et ils auraient pu — avec beaucoup plus de raison que Novaković — être couchés par les libéraux sur la liste des ennemis de la Foi, après Néron et Dioclétien.

Les libéraux répliquaient en contestant l'exemple russe : le Synode russe était composé de métropolitains, d'archevêques et d'évêques qui, seuls, avaient une voix délibérative ; de deux archiprêtres qui n'avaient qu'une voix consultative et de l'*Ober-prokuror* qui n'avait pas de voix du tout. Les progressistes croyaient à tort que ce Procureur dirigeait le Synode. Il n'était, selon les libéraux, qu'un intermédiaire entre le Synode et le Tsar ³. Les progressistes n'avaient donc pas le droit de comparer l'Église serbe à l'Église russe.

¹ *Srpska Nezavisnost*, 3 fév. 1883.

² Janin (P. Raymond), *Les Églises orientales et les rites orientaux*, Paris, 1922. p. 239.

³ *Srpska Nezavisnost*, 3 fév. 1883.

Ces arguties recouvraient un conflit beaucoup plus profond, mais sur lequel la presse serbe était muette, soit par tactique, soit par ignorance. Les libéraux, en affectant de prendre le parti de l'Église, étaient surtout les champions du haut clergé. Le seul régime qu'ils croyaient possible pour l'Église était le régime épiscopaliste. Avec un tempérament autoritaire comme l'avait été celui du Métropolitte Mihailo, l'Église avait fini par être régie par une oligarchie épiscopale assez tyrannique. Les progressistes, après avoir essayé — et réussi partiellement — à brouiller les évêques entre eux, avaient décidé de jouer la carte du bas clergé. Cette décision avait été inspirée par des motifs de politique pure, car le parti progressiste n'avait pas comme le parti radical une grande clientèle de popes. La misère et le dénuement du bas clergé, opposés à l'opulence du haut clergé, deviendront dès lors un thème électoral rebattu. En fait, les progressistes ne se priveront pas de souligner le contraste entre l'ardeur des évêques à défendre contre l'État les privilèges de l'Église et leur indifférence devant les plaintes du bas clergé. Ces prérogatives, pour lesquelles ils se battent avec tant de flamme, sont-elles bien les prérogatives de l'Église ou ne seraient-elles pas plutôt les prérogatives épiscopales ? On comprend que ces haines soigneusement entretenues par les progressistes aient pu parfois prendre un caractère aigu, et que quelques esprits conservateurs aient pu taxer de luthéranisme les croyances d'un des plus célèbres d'entre les prélats progressistes, Aleksa Ilić, lorsqu'il apostrophait avec véhémence en 1890 les évêques serbes, les adjurant de songer à améliorer la situation du clergé avant de prétendre résoudre l'épineuse question doctrinale des rapports de l'Église et de l'État :

« Si, Messieurs les Évêques, vous ne pouvez, ni ne voulez, ni n'osez faire cela (donner satisfaction au bas clergé), sachez donc qu'entre nous les popes et vous les évêques il n'y aura plus rien de commun. Les Phanariotes en effet étaient un corps étranger, auquel on aurait eu mauvais gré de reprocher son attitude ; mais que dirait-on de vous — nos frères et nos camarades aînés au service du Seigneur ¹ ? »

Certains progressistes, dans le feu de la polémique, inclinèrent effectivement, vers une sorte de luthéranisme : soucieux de réformer et de « moderniser » l'État serbe, ils étaient prêts à agir de même envers l'Église et, pour montrer que dans leur lutte contre le byzantinisme ecclésiastique loin d'être hérétiques, ils étaient au contraire fidèles à une pure tradition serbe, ils rappelaient les vers patriotiques célèbres :

¹ *Hrišćanski Vesnik*, février-mars 1890 : adresse attribuée à des prêtres du district de Kruševac, p. 164.

*Mjesto crkve i hramova sjajnih
Što su Srbi Bogu podizali,
Studen kamen u pećini hladnoj
Bješe oltar srpskim molitvama*¹.

Bien que ce soit précisément ce reproche de luthéranisme que plus tard le Synode ait adressé au *Hrišćanski Vesnik*, l'Église orthodoxe serbe n'a guère été soumise pendant ces années de crise, de 1883 à 1889, qu'à deux grandes influences *dogmatiques* venant de l'extérieur : l'une de ces influences a été purement spirituelle, c'est celle de l'Anglicanisme, l'autre — celle de l'Église russe — s'est révélée moins désintéressée.

RECRUDESCENCE DE LA RUSSOPHOBIE PROGRESSISTE.

La presse cléricale russe redoubla ses attaques contre la « hiérarchie schismatique » et ses défenseurs. Le *Videlo* citait avec amertume, le 24 avril 1883, un article significatif de l'organe officieux du Saint-Synode, le *Russkij palomnik*, qui accusait les progressistes d'avoir livré leur patrie aux mains autrichiennes, chassé leurs Pasteurs et ouvert un chemin aux missionnaires papistes : « A côté de chaque église orthodoxe commence à s'élever une église catholique !... En commençant par Belgrade, les Jésuites pénètrent de plus en plus profondément à l'intérieur de la Serbie ». Les Jésuites, le papisme, ce sont là des spectres familiers dans la phraséologie politique de 1889, et on les retrouve également dans la presse progressiste, libérale et radicale. Le *Videlo*, aux accusations russes, sut répondre avec virulence. Faisant allusion à l'accord parlementaire des libéraux et des radicaux, il s'écriait : « N'est-ce pas du « jésuitisme » quand des gens s'accrochent au cou un programme sur lequel d'un côté on parle de libéralisme (c'est-à-dire d'aspiration à la liberté) et de l'autre au radicalisme (c'est-à-dire d'aspiration au changement) ? N'est-ce pas encore du « jésuitisme » lorsque, sous prétexte de religion, on entretient des préventions dans le peuple à l'égard des Allemands qui mènent chez eux un Kulturkampf contre les évêques, à l'égard des Anglais qui détruisent chez eux le Catholicisme et enfin à l'égard des Italiens accusés d'emprisonner le pape ?...² »

En juin 1888 le *Videlo* commente l'information selon laquelle les Russes fêteront, le 15 juillet de la même année, le 9^e centenaire de

¹ *Hrišćanski Vesnik*, nov.-déc. 1883, p. 688.

² *Videlo*, 24 avril 1888.

leur conversion au Christianisme. Il constate avec ironie que les sujets qui seront à l'ordre du jour des sessions du Concile convoqué à l'occasion de cette solennité se ramènent à quatre : le raskol russe, l'Église éthiopienne, la question bulgare, et « l'affaire Mihailo ». Les progressistes sont très blessés de cette ingérence russe. Les Russes n'ont pas, selon eux, à s'occuper du changement de hiérarchie en Serbie puisque le Patriarche de Constantinople a reconnu lui-même la légitimité et la canonicité de la destitution du Métropolitte Mihailo. Tel est bien « l'égoïsme religieux des Russes » : que reste-t-il donc pour eux de la Communauté orthodoxe, s'ils estiment que les Serbes sont privés d'une hiérarchie canonique, si les Bulgares sont schismatiques et s'ils accusent le Patriarche Andjelić, en Autriche, d'être « uniate » ¹ ?

LES PROGRESSISTES CONTRE LE « MYTHE DE L'IDÉE SLAVE ».

Jamais l'opposition fondamentale entre l'idéologie progressiste et l'idéologie libérale n'est mieux apparue que dans la série d'articles publiés en janvier 1888 par le *Videlo*. A la fin de 1887, le colonel Sava Grujić venait de former le premier gouvernement radical. Grujić, qui avait fait en Russie ses études militaires, était considéré comme un représentant déclaré du panslavisme : « Après Ristić et le Métropolitte Mihailo, c'était le Serbe dans lequel les Russes avaient le plus de confiance ² ». Il avait d'ailleurs l'énergie de Mihailo comme son entêtement. On comprend mieux pourquoi les progressistes s'attaquaient à lui avec autant d'acrimonie que s'il se fût agi d'un libéral bon teint. Avant de combattre les doctrines libérales en matière de politique extérieure, le *Videlo* s'en prenait aux alliés du parti et à ses amis slaves, avant tout aux Tchèques. Hostilité d'autant plus significative que la sympathie que les milieux libéraux nourrissaient à l'égard des Tchèques n'avait des fondements ni politiques, ni religieux. Ce que le journal progressiste tournait particulièrement en ridicule, c'était le « sentimentalisme » vague qui poussait les orateurs du parti libéral à célébrer la fidélité des frères slaves, « ces frères tchèques qui ne manquent pas une occasion de tonner contre la Serbie sous le prétexte qu'elle ne s'égorge pas avec l'Autriche, mais qui, en même temps, ne négligent pas de faire leur cour à cette dernière, et de dénoncer la Serbie qui, selon eux, est un danger de mort pour l'Autriche... ³ » D'après le *Videlo*, la Serbie n'avait

¹ *Ibid.*, 17 juin 1888.

² Jovanović (Slob.), *Vlada Milana Obrenovića*, t. III, p. 140.

³ *Videlo*, 17 janv. 1888.

joint à jouer le rôle d'un Don Quichotte, défenseur des opprimés : avant de songer à une nébuleuse solidarité des nations slaves, il fallait veiller à défendre les intérêts immédiats de l'État serbe. C'était prêcher l'égoïsme sacré : la Serbie avait pour devoir de se fortifier intérieurement et non pas de se mettre à la disposition d'idées irréalisables. Or, la plus dangereuse de toutes ces chimères n'était-ce pas, pour le *Videlo*, cette fumeuse « Idée Slave » ? Qu'était-ce donc que ce grand mot toujours dans la bouche des songe-creux du libéralisme ?

« Demandez à n'importe lequel de ses défenseurs (de l'Idée Slave) ce qu'elle signifie ; chacun d'entre eux vous répondra différemment ; aucun ne répondra clairement ou complètement. Nous avons étudié avec attention les écrits des champions de l'idée slave en Russie, et chez les autres nations slaves. Il y a dans ces écrits beaucoup de phrases sur la « liberté » et « l'unité » des peuples slaves. Et parmi nous, des gens se sont trouvés qui, dans l'inexpérience de la jeunesse et dans l'enthousiasme de la poésie, ont cru que la fraternité slave était un temple commun où chacun de nos peuples avait l'autel de sa liberté... La chose serait peu grave si l'idée slave n'était qu'une chimère ; mais, en réalité, elle est aussi l'instrument inattendu qui permet à un État slave puissant d'opprimer « ses frères »... »

L'ironie du *Videlo*, qui évoque la violence de la campagne russo-phobe menée par les journaux radicaux en 1881 ¹, fait place ici à une allusion très précise à la Russie, patronne des libéraux et de l'idée panslave. Allusion qui s'éclaire, quand il déclare que les peuples qui exploitent machiavéliquement aujourd'hui le panslavisme ne s'en souciaient guère dans le passé :

« Il est très significatif que lorsque le père de l'Idée slave, Juraj Križanić, se rendit du joupanat de Zagreb en Russie en 1658, les Russes avaient des notions si claires du reste du monde slave qu'ils emprisonnèrent et exilèrent comme dangereux pour l'État ce premier champion de l'idée slave. Et maintenant encore on ne sait quelle fut sa fin ². »

La satire du *Videlo* se fait plus mordante : poursuivant sa démonstration, il prouve que l'idée slave a trouvé son terrain le plus propice chez les peuples dépourvus d'une « ossature » d'État, par exemple

¹ *Ko su i šta su srpski Radikali ?* p. 44-49.

² Affirmation d'ailleurs erronée : Juraj Križanić, qui se rendit à Moscou, en octobre 1659, fut en effet exilé deux ans plus tard à Tobolsk où il devait rester quinze ans. Grâcié en 1676, il quittait Moscou l'année suivante, prenait à Vilno l'habit dominicain, sous le nom de Père Augustin. Lorsque, le 12 septembre 1683, Sobieski eut dégagé Vienne, on apprit que le Père Augustin était au nombre des morts. *Encyclopédie S. C. S.*

chez les Slovaques, les plus faibles et les plus oubliés de tous les Slaves, mais qui ont donné naissance au plus grand chantre du monde slave Kollár. C'est que l'idée slave est avant tout une idée poétique, un mythe sans puissance créatrice. Elle se développe surtout chez les peuples esclaves : c'est un rêve de prisonnier. On peut donc la laisser cultiver par les Slovaques, les Slovènes, les Croates ; mais les Serbes ont un État, et cette existence étatique (*državna bitnost Srbije*), ils ne la sacrifieront certes pas à l'idée slave :

« Cette existence en tant qu'État, dont notre peuple serbe a rêvé 400 ans durant, sans connaître l'idée slave, pour laquelle il s'est battu, sans connaître le moins du monde l'idée slave, qu'il a fait progresser, qu'il a fortifiée, qu'il a élevée — sans l'idée slave » ¹...

SCHISME DANS LA DOCTRINE PROGRESSISTE.

En 1890, la russophobie du *Videlo* n'avait plus d'écho en Serbie. La querelle des Hiérarchies était en voie de règlement. Mihailo jouissait d'une autorité et d'un prestige grandis par l'exil. Les radicaux les premiers, grâce à l'intercession du Métropolite, étaient devenus les partisans les plus convaincus de l'alliance russe et beaucoup de progressistes, dans l'enthousiasme religieux soulevé par le sacre solennel du jeune Roi dans l'église de Žiža (20 juin 1889), avaient su mettre une sourdine à leurs anciennes rancunes. On ne tarda pas à en avoir des preuves. Il advint qu'un des membres les plus en vue de la colonie tchèque de Belgrade, Franj Fišek, directeur de l'École Commerciale, se mit en tête, en 1890, de passer à l'Orthodoxie avec sa nombreuse famille composée de sa femme, de ses deux fils et de ses cinq filles. Cette conversion massive fit grand bruit dans la capitale, et le *Hrišćanski Vesnik* consacra un long article aux néophytes que le Métropolite avait tenu à recevoir en personne et en grande pompe, le 23 septembre, dans l'église Saint-Marc ². La revue tirait de cet événement des conclusions qui semblaient fort en désaccord avec les anciennes idées progressistes :

« Notre Salut est dans l'Orthodoxie, écrivait l'organe d'Aleksa Ilić. Le monde slave ne se laisse pas concevoir sans l'Orthodoxie. »

C'était là une idéologie singulièrement proche de celle des libéraux. Tandis que le *Videlo*, à peine quelques années auparavant, traitait les Tchèques de « faux frères », le *Hrišćanski Vesnik* liait le sort des peuples slaves au sort de l'Orthodoxie :

¹ *Videlo*, 2 janv. 1888, *Slavenska i srpska misao* (éditorial).

² *Hrišćanski Vesnik*, sept.-oct. 1890, p. 627-628.

« Nous félicitons M. Fišek de son rattachement à l'Orthodoxie. Que Dieu veuille que nos autres frères tchèques fassent ce qu'il fait ! »

Mais qui pouvait mieux préparer et soutenir ce ralliement des peuples slaves à l'Orthodoxie que la Grande Russie ? De même que les radicaux, une fraction des progressistes serbes trouvait tardivement le chemin de Moscou en attendant que le gros des troupes vînt la rejoindre...

CHANSONNIERS ET CARICATURISTES
CONTRE LA HIÉRARCHIE DE TEODOSIJE.

En Serbie, l'opposition politique a souvent aimé à s'exprimer par des chansons. De la veine inépuisable de l'imagination populaire ne sont pas sortis seulement les innombrables poèmes perpétuant un cycle héroïque encore proche, mais aussi quantité de couplets satiriques qui ont pu parvenir jusqu'à nous en échappant aux ciseaux du censeur. La *Srpska Nezavisnost* nous en cite de fort caractéristiques, dans lesquels l'auteur — anonyme — se lamente sur le sort de l'Église serbe (sous la Hiérarchie de Teodosije) :

Depuis qu'ils (les progressistes) sont au faite
nous avons vu trois cents merveilles !
(Comme s'ils avaient juré
de tout faire sans réfléchir ¹)

Ils ont suivi un étrange chemin
qu'ils parcoururent en gémissant.
Tous les matins quelque chose de nouveau :
De quoi se signer de la main gauche !

O État serbe, ô Église serbe
et prétendu gouvernement serbe —
Pour comble de malheur
ils se sont disputés avec l'Église.

Peut-il être pire honte ?
Ils font pleurer l'Église serbe autocéphale
Ils la conduisent — devant qui ? — devant German ! ²

¹ Od kako su na vrh seli — počini se trista čuda — (K'o da su se zakleli — Sve činiti bez rasuda —).

² *Srpska Nezavisnost*, 29 mars 1883 :

Ce sera alors le journal satirique (libéral) *Brka* qui mènera la plus violente campagne contre le gouvernement progressiste, bien que la défense de l'Église se prête difficilement à des développements humoristiques et que l'on ne manque point de sujets d'actualité pour attaquer le Ministre de l'Instruction publique (les incidents lors de la représentation de *Rabagas* ont permis de caricaturer Novaković sous les traits du « Geôlier du Théâtre National »). On s'amuse à affubler le « Nouveau Néron » du sobriquet de *Rušierkva*. Voici une de ces caricatures représentant le ministre *Rušierkva* coiffé d'un fez et s'adressant à deux sœurs catholiques venues à Belgrade pour quêter en faveur des Bosniaques et des Herzégoviniens :

« Nous avons, c'est vrai, cessé de nous occuper de la Bosnie et de l'Herzégovine et c'est pourquoi nous avons interdit de recueillir des offrandes pour les insurgés blessés de là-bas. Mais il y aura une exception pour vous, car vous voulez répandre la véritable Église en Bosnie et Herzégovine et la Serbie sera toujours au service de la religion de Salut du Pape ¹... » Les libéraux avaient réussi en effet à accrédi ter dans certains milieux le bruit qui courait et selon lequel non seulement Novaković travaillerait dans l'intérêt du Saint-Siège, mais se serait même secrètement converti au Catholicisme. Une autre gravure de même esprit représentait les membres du gouvernement Garašanin, déguisés en pèlerins et en route vers Rome (« Le premier pas vers le Catholicisme »). Une légende commentait cette image :

*Pozdravi nam tamo Papu,
Gledaj da mu omilimo,
Gledaj verni da se s njime
Što skorije sjedinimo ².*

L'Union avec Rome, c'était le reniement et l'abandon de l'Église orthodoxe serbe : un dessin représente le Ministre des Cultes apposant les scellés sur les portes de l'Église ³.

Suspecté d'être favorable au Vatican ⁴, le cabinet progressiste, pour comble de malheur, était aussi accusé d'être trop tolérant envers les Juifs : « Que la main droite ignore ce que donne la gauche »

« — Zagaziše čudne pute — pa po njima trče hukom — Svako jutro nešto novo — da se krstiš levom rukom —

— Srpska Zemlja, srpska crkva — i tokorše srpska vlada — Na kraj svega drugog jada — s crkvom došli do inata — Srpsku crkvu samostalnu — (Može l' biti gora srama) — Ucviliše, pa je vode — oh pred koga ? pred Germana ! — »

¹ *Brka*, 2 mai 1882 (Première année, n° 1).

² *Ibid.*, 16 janv. 1883.

³ *Ibid.*, 30 janv. 1883.

⁴ Dans une formule un peu sommaire *Brka* disait « Progressisme Papisme » (⁴ *Naprednjaštvo — papišanstvo*). *Brka*, 19 sept. 1882.

disait la légende d'un dessin représentant Garašanin refusant de donner une aumône aux invalides bosniaques et herzégoviniens, mais appelant sous sa protection un Juif, en caftan et haut de forme, chassé par un Russe armé d'un knout¹; et lui tenant le petit discours suivant :

« Viens ici mon frère juif, plus vite, plus vite ! Nous t'aiderons car tu es poursuivi par ce Russe barbare qui ne te laisse pas piller son peuple. Mais moi, je ne donne rien à cet insurgé blessé qui s'est soulevé contre notre bienfaitrice. Viens ici Baruch, reçois mon offrande et va t'installer sur la terre de cet insurgé !² » Une autre charge contait avec humour le « voyage des sauterelles juives dans la Terre Promise ». On pouvait voir une foule burlesque de Juifs chevauchant, dans le plus parfait désordre, un train que remorquait une locomotive à laquelle on avait donné les traits du président du Conseil de Serbie³.

Tandis que la censure n'épargnait guère les éditoriaux de la presse d'opposition, elle semblait presque indifférente aux audaces de cette petite presse satirique, singulièrement plus dangereuse cependant que la casuistique de la *Srpska Nezavisnost*, ou les froids raisonnements de la *Samouprava*. *Brka* ne laissera échapper aucune occasion de ridiculiser les ministres progressistes et surtout Novaković. Le nouveau Synode épiscopal excita, entre autres, sa verve. Un dessin représentait l'assemblée telle que l'avait conçue le « Ministre-Philologue » : autour d'une table ronde étaient réunis des personnages cocasses parmi lesquels on pouvait reconnaître le président du Conseil, le Ministre des Cultes, un curé catholique, voire même un individu de type sémite prononcé, mais pas un évêque ni un prêtre orthodoxes⁴.

La démarche de Novaković à Sremski Karlovci pour obtenir du Patriarche la consécration du nouveau Métropolite serbe était elle-même un sujet de railleries abondantes, et le crayon féroce de *Brka* croquait la silhouette grotesque de *Klimenta Dugoušić* (autre sobriquet de Novaković) allant troquer à Karlovci la bénédiction de German, « le nouveau Derviche », contre espèces sonnantes⁵.

L'austrophilie des progressistes n'était pas moins épargnée : on représentait Novaković bâtissant de ses propres mains l'Église catholique de Serbie sous l'œil inquisiteur de Sa Majesté Apostolique...⁶

¹ *Brka*, 9 mai 1882.

² *Ibid.*, 9 mai 1882.

³ *Ibid.*, 4 juill. 1882.

⁴ *Ibid.*, 28 nov. 1882.

⁵ *Ibid.*, 13 mars 1883.

⁶ *Ibid.*, 8 mai 1883.

Contre un gouvernement qui se laissait qualifier, sans réagir, de « juif », « autrichien » et « papiste », *Brka* pouvait encore, sans être inquiété des censeurs, hausser le ton. Ici, le Gouvernement serbe est figuré par une bande de Juifs perpétrant un crime rituel sur une femme symbolisant la « malheureuse Serbie » ¹. Ailleurs, la Serbie est personnifiée par un paysan mis en croix. Au pied de la croix se tenaient, d'un côté un officier autrichien, et de l'autre un cardinal ricanant féroce. Une légende menaçante rédigée en langue d'église accompagnait ce dessin : *Raspjato go zezani pri Videlovačkom Pilatje i stradavša ali još nepogrebena... I voskresago treće godine popisanijem...* ²

Une caricature de *Brka* avait représenté Stojan Novaković apportant sur son dos l'Église serbe pour venir la déposer aux pieds du pape. Des vers — qui ne méritent guère d'être traduits — éclairaient suffisamment ce dessin vengeur :

*Al pričekaj još koj časak
Dok ne dodje zet mi Stoja
Veruj, oče svetu crkvu
Doneće na ledja svoja.*

*Jer uprava, sveta crkva
U njegovoj ruci stoje
A ko veran tebi sluga
Baciće je pred noge tvoje.*

*Dok u zboru oni behu
Al' eto ti ide Stoja
A srbinsku svetu crkvu
Pon'o je na ledja svoja.*

*Pa pred papom saže glavu
Pa mu zbori : « Oče sveti,
Ovaj ovdi obećo je
Svetu crkvu teb' doneti.*

*Evo Crkve, ja je nosim
Nek pred noge padne tvoje
A u njenom svetom hramu
Nek se vaše pesme poje.*

¹ *Ibid.*, 3 juill. 1883.

² *Brka*, 24 juill. 1883.

*Tri godina ja je rušim
 Krijući se da sam Šokac ;
 Sad me teši da je samnom
 Zadovoljan papa — otac*

.
*Za uslugu dar ne tražim
 Jer je meni prava dika
 Kad od Srba pravoslavnog
 Mogu stvorit katolika. ¹*

Cette imagerie puérile, ces vers naïfs mais par là même plus accessibles aux masses serbes, ont pesé plus lourd dans la querelle des hiérarchies que les subtilités de la *Srpska Nezavisnost* ou les trop savants éditoriaux du *Videlo*...

¹ *Ibid.*, 22 janvier 1883.

CHAPITRE XIV.

SIX ANNÉES D'ÉGLISE PROGRESSISTE 1883-1889.

PORTRAIT DU MÉTROPOLITE TEODOSIJE.

La haine des libéraux contre le nouveau Métropolitte se traduisit tout d'abord par de violentes campagnes de presse. La *Srpska Nezavisnost* ne craignait pas de le traiter de « valet de l'Empereur » (d'Autriche) : *ćesarev sluga*. La véhémence des attaques était telle que des journalistes libéraux durent être souvent poursuivis devant les tribunaux. C'est ainsi que fut condamné à un mois de prison pour diffamation un rédacteur de la *Srpska Nezavisnost* qui s'était montré d'une particulière férocité envers le *Hrišćanski Vesnik* et la nouvelle Hiérarchie. C'est à travers les polémiques et les pamphlets que l'on distingue assez précisément la physionomie du Métropolitte Teodosije.

Todor Mraović (ses ennemis le surnommeront familièrement *Mraša*), était né le 30 janvier 1815 à Baja. Il fit sa philosophie à Pecs, son droit à Pest et acheva ses études de Théologie à Sremski Karlovci. Il vint en Serbie en 1843 et aida le Métropolitte Petar à réorganiser l'Église du Royaume. La même année, il entra dans les ordres et était nommé professeur au Séminaire où il enseigna pendant 31 ans ¹. Slobodan Jovanović a admirablement campé le prélat au moment où il monte sur le siège métropolitain de Belgrade :

« Le nouveau Métropolitte Teodosije portait sur son petit corps une grosse tête pourvue du nez aquilin et rouge d'un querelleur et d'un entêté : il marchait dans l'église avec une dignité théâtrale et avait conservé en ses vieux jours un peu de cette science du chant dans laquelle il avait brillé dans sa jeunesse. Mais en dehors des solennités religieuses, c'était un homme insignifiant, considérant sa situation comme une sinécure : « Aimer, boire, et chatner » et avec cela jouer aux cartes, c'était le principal de sa vie. On ne pouvait

¹ *Pravoslavna Srpska Crkva u Kraljevini Srbiji*, Belgrade, 1895, p. 231.

imaginer homme plus différent de son prédécesseur, le Métropolite Mihailo. Petit et menu avec de faibles mouvements et une voix mourante, Mihailo avait l'air d'un pèlerin et d'un ermite, alors qu'en réalité c'était un révolutionnaire nationaliste et un partisan. Par ses bons côtés, il rappelait nos moines de l'époque turque — et par ses mauvais, nos popes politiques ¹ ».

Six ans plus tard, un voyageur français tracera un amusant portrait du même Teodosije, alors supplanté par Mihailo :

« Précisément à cette époque la maison (la métropole) changeait de locataire : le Métropolite Téodose avait dû céder la place au Métropolite Mihailo, qu'il avait lui-même expulsé cinq ou six ans plus tôt. Ces déménagements dont les chancelleries s'émeuvent paraissent ici fort ordinaires et font à peine tourner la tête aux passants. Je revis alors dans ma mémoire la figure joviale de l'excellent Téodose et ce petit œil juvénile qui faisait un si piquant contraste avec sa belle barbe d'argent ... »

Et plus loin :

« Je le vis à l'église, majestueux et décoratif, dans la carapace dorée de ses habits sacerdotaux ; puis le soir prenant le frais sur sa porte, causant familièrement avec tout le monde ; ou bien gai convive, un jour de noce, et buvant à la santé des époux. Quel charmant prélat ! c'était un évêque selon le cœur de Béranger, le représentant sur la terre du Dieu des bonnes gens ²... »

A. Ilić, qui n'éprouva pas toujours une vive sympathie pour le Métropolite Teodosije (nous verrons qu'à la fin de son pontificat il renoncera à le soutenir), a fait de lui cependant un très bel éloge funèbre dans lequel il rend un hommage ému à ses vertus. Le plus intéressant est qu'Ilić s'est efforcé de faire de Teodosije un disciple, et pour ainsi dire l'héritier spirituel du Métropolite Petar. Dans cette conception, il y avait une part de vérité. Quand il avait voulu entreprendre son œuvre de réforme disciplinaire, Petar avait tout d'abord créé le Séminaire. La première équipe de professeurs chargés de diriger cette future pépinière du clergé serbe était composée de Gavriilo, de Jovšić, de Simonović et enfin de Mraović. Si, par son souci de culture et une certaine finesse, Teodosije se rapprochait plutôt de Petar que de Mihailo, il en différait essentiellement par le caractère. Petar était de tempérament plutôt compassé, avec des accès de tristesse. Au contraire, Mraović est le type du prélat bon vivant. S'il s'était fait beaucoup d'amis à Sremski Karlovci, c'était en raison de sa bonne humeur et de sa gaieté. Il n'avait jamais eu

¹ Jovanović (Slob.), *Vlada Milana Obrenovića*, t. II, p. 417-418.

² XXX, *Revue des Deux Mondes*, 15 janv. 1890, p. 343.

d'ambition, se contentant, comme il le répétait souvent lui-même, de situations modestes. C'est qu'il avait connu dans sa jeunesse, sinon la misère, du moins la gêne. Quand ses parents l'avaient envoyé étudier à l'Université de Pest, ils lui avaient remis comme viatique cinq florins. Simplicité, douceur, sens artistique assez développé, ce sont les bons côtés du Métropolitel : il y en a d'autres sur lesquels les ennemis du « bon vieillard » s'étendront à plaisir. On faisait allusion à son goût exagéré pour les femmes et la boisson. Sans être orgueilleux, il ne manquait point de vanité et aimait à s'entendre complimenter sur la beauté de sa voix et la majesté de sa prestance.

IDÉES DU NOUVEAU MÉTROPOLITE.

Le discours par lequel le nouveau Métropolitel inaugurait solennellement son pontificat fut comme une sorte de programme : Mraović avait pu, immédiatement après son élection, se rendre compte des difficultés qu'il aurait à surmonter et de l'opposition qu'il rencontrerait dans le haut clergé. Mojsej que, dès le 29 mars, il avait pressenti pour savoir s'il consentirait à assister à la première réunion du Synode épiscopal, lui avait répondu par un refus grossier. Après une seconde invitation, l'évêque de Negotin lui avait déclaré qu'il n'y avait plus de Synode épiscopal « puisque l'élection du Métropolitel, chef naturel du Synode, s'était faite d'une façon contraire à l'esprit des canons ¹ ». Aussi Mraović s'efforça-t-il, dans son discours prononcé à l'église cathédrale, de se concilier les esprits en promettant une rapide pacification de l'Église. Il sut d'ailleurs proférer à l'intention de ses adversaires quelques menaces dissimulées sous les fleurs d'une rhétorique ecclésiastique :

«... Je m'efforcerai, avec mes modestes moyens, jour et nuit, de rétablir dans l'Église de notre patrie la paix si désirée et l'ordre, afin que la piété puisse se renforcer chez notre bon peuple et que notre clergé soit davantage enflammé et enthousiasmé par la sainteté de sa tâche, et afin que nos prêtres soient les gardiens et les prédicateurs de la vérité, de la légalité et de l'ordre, qu'ils sèment et entretiennent chez notre peuple ces belles vertus chrétiennes qui fleurissaient jadis dans notre magnifique patrie ². »

Le mandement que le nouveau Métropolitel adressera à son clergé sera encore plus caractéristique ; les libéraux y relèveront avec fiel des formules équivoques et de consonance romaine : le Roi Milan était appelé le « premier fils et protecteur de la Sainte Mère l'Église ».

¹ *Crkveno pitanje u Srbiji*, p. 84-87.

² *Hrišćanski Vesnik*, avril 1883.

Mraović retraçait sa carrière : « J'ai servi l'Église trente ans comme professeur, et 40 ans comme prêtre ; après de tels services la Patrie m'a témoigné sa reconnaissance en me donnant la pension à laquelle j'avais droit... » Il définissait à nouveau la mission future du clergé qui était de pacifier les esprits mais il ne cachait pas que « particulièrement dans ces derniers temps, beaucoup de prêtres, sans doute dans le désir de faire du bien à leur peuple, s'étaient trompés de chemin ; ils avaient oublié leur devoir dans lequel personne ne pouvait les remplacer ¹ ».

LE CLERGÉ SERBE SOUS LA HIÉRARCHIE DE TEODOSIJE.

Les métropolites serbes se distinguent surtout les uns des autres par le souci plus ou moins grand qu'ils ont de maintenir la discipline intérieure de l'Église. Le Métropolite Petar avait fait œuvre d'organisateur et de réformateur. Quand on parcourt le recueil des règlements, des statuts et des ordonnances rendus par le Synode épiscopal, on peut constater que les bases fondamentales des constitutions organiques de l'Église serbe ont véritablement été conçues par Petar. Le Métropolite Mihailo n'a jamais prétendu laisser derrière lui une œuvre aussi considérable. Ce n'était pas une nature religieuse, quoi qu'on ait dit, mais un esprit politique préoccupé surtout de l'influence extérieure de l'Église, de son ascendant sur la vie intérieure de l'État comme sur sa politique étrangère. Intransigeant sur la question de son autorité personnelle, il se montrait beaucoup plus tolérant dans le domaine purement religieux ². Nous avons vu que, dans le conflit qui l'opposa au Gouvernement serbe, ce furent des mobiles personnels qui l'inspirèrent plus qu'un réel souci de préserver contre toute atteinte les prérogatives ecclésiastiques. En fait, à l'avènement de Teodosije, on assiste à un certain relâchement du clergé. Nous pouvons en juger d'une façon indirecte par la multiplication des

¹ *Hrišćanski Vesnik*, avril 1883, p. 242-246.

² C'est précisément ce que lui reprochait le *Videlo* : l'organe progressiste soutenait que la politique de Mihailo et son administration ecclésiastique ne s'étaient jamais conformées à celles de l'État. En servant les intérêts russes dans les Balkans, il avait négligé l'éducation religieuse du peuple. Quand il prétendait s'en occuper, c'était dans une direction contraire aux traditions religieuses serbes. Les progressistes reprochaient à la hiérarchie de Mihailo de n'avoir pas compris l'exemple donné par d'illustres prédécesseurs « qui entraînaient le peuple, la croix à la main, vers les luttes de libération et d'unification politique ». Et ils rejetaient sur Mihailo l'accusation de « papisme » que les libéraux, les premiers, avaient inventée dans leur polémique avec Novaković : « Ils (les évêques de la hiérarchie de Mihailo) ont commencé à prendre modèle sur le clergé catholique en introduisant dans le peuple, par leurs écrits, la superstition religieuse et une morale jésuitique ». (*Videlo*, 14 avril 1889.)

mesures prises par le Synode épiscopal et d'une façon beaucoup plus vivante par la presse contemporaine. Ce sont d'abord des plaintes peu graves : le clergé semble avoir perdu le sentiment de sa dignité ; on voit dans les campagnes des popes, voire même des archiprêtres, se joindre aux Kolos paysans ¹. Mais il y a des faits plus importants : le Synode sera obligé en 1884 de s'occuper de la « baisse continue » du niveau de la moralité publique. Le Métropolite Teodosije en vient à cette conclusion que le clergé porte une lourde part de responsabilité. On constate que dans les « régions mêlées » de la Serbie orientale (habitées par des populations serbes et roumaines) l'Église est impuissante à faire respecter les règles de la moralité la plus élémentaire. C'est un fait courant que la femme quitte, sans aucun divorce, son mari pour aller vivre avec un autre homme ². La visite canonique accomplie par le Métropolite dans ces régions lui a révélé le peu de respect inspiré par le clergé. Ce n'est pas que le peuple se détache de l'Église, précise le Métropolite, il conserve toujours une vénération extérieure envers les choses saintes, sinon envers les prêtres. Dans le district de Požarevac, de Smederevo, Jagodina, Kragujevac, le peuple a réservé à son chef spirituel un accueil enthousiaste. A Kragujevac, le Métropolite a été reçu au son du canon, et l'on a organisé en son honneur de grandes réjouissances populaires ³. Malgré tout, Teodosije a pu constater par lui-même que le clergé est peu aimé ; on lui reproche sa paresse, sa cupidité, son ignorance, mais surtout son immoralité ⁴. Ce sont là défauts bien fâcheux pour un clergé dont on voudrait faire un gardien austère de la vertu. (Une décision du Synode n'a-t-elle pas enjoint à tout prêtre de signaler aux autorités policières de sa localité ceux de ses paroissiens vivant en concubinage ! ⁵) Le peuple qui n'est point athée devient foncièrement anticlérical. Dans certains villages où le pope s'est signalé par son inconduite, cette haine peut être poussée au paroxysme. Dans le village de Bunar (district de Jagodina) l'église paroissiale est fermée six mois à la suite de l'assassinat du pope au cours d'une vendetta ⁶. Le Métropolite déplore qu'à cause

¹ *Zbornik pravila, uredaba i naredaba arhijerejskog Sabora*, Belgrade, 1900, p. 73.

² L'accroissement progressif du nombre des divorces en Serbie était interprété comme un signe du relâchement des mœurs. L'*Istina* de Zadar donnait pour la seule année 1886 le chiffre impressionnant de 416 divorces (*Istina*, 15 juin 1887).

³ *Hrišćanski Vesnik*, oct. 1884, p. 788.

⁴ La « querelle des hiérarchies » a eu un retentissement dans le bas clergé : il semble qu'au cours de sa visite canonique de 1885 le Métropolite Teodosije ait été assez grossièrement insulté par un prêtre. Nous ne savons d'ailleurs que fort peu de choses sur cette affaire, si ce n'est que le pope coupable finit par être destitué (*Hrišćanski Vesnik*, juil. 1885).

⁵ *Hrišćanski Vesnik*, nov. 1884.

⁶ *Ibid.*, oct. 1884.

de quelques brebis galeuses le discrédit soit jeté sur tout le corps ecclésiastique. Mais n'y a-t-il pas un proverbe serbe qui dit : « à cause du voisin Nicolas on déteste Saint-Nicolas ? » (*Zbog komšije Nikole omrzao sam i na Sv. Nikolu*). Si la pope trop souvent n'a pas une grande valeur morale, que dire de sa famille ? Non pas des femmes de popes, ces *popadije* dont l'honneur n'est guère atteint par les petites dénonciations venimeuses envoyées du fond de lointaines campagnes aux rédactions de Belgrade : mais les fils de popes sont particulièrement exécrés : débauchés et joueurs, bref des mauvais sujets accomplis. Surtout quand ils ont le malheur de perdre tôt leur mère. Aussi discute-t-on toujours, en principe, la question du second mariage des popes ¹.

Pourtant, le « chancre » qui ronge le clergé serbe n'est pas tant l'immoralité que l'esprit partisan. Il n'est guère de popes qui, à l'instar de leurs évêques, ne s'occupent de politique. Les débats de la Skupština les intéressent infiniment plus que les affaires de leur paroisse et les partis encouragent une telle mentalité en faisant sans cesse appel aux popes, au cours de leurs campagnes électorales. Dans la Serbie de 1880 à 1890, le pope est le Grand Électeur. Toujours prêt d'ailleurs à tourner avec le vent ; tel le célèbre pope Krupežević, renégat radical passé dans les rangs du parti progressiste qui, s'il faut en croire la *Srpska Nezavisnost*, l'avait « acheté » pour la somme de 4.000 ducats ². Le même, n'ayant pas réussi à être élu député sous le gouvernement Piroćanac, était revenu à Belgrade donner sa démission du parti progressiste, puis reparti à Jasenica pour de nouvelles élections, à l'occasion desquelles il jurait « sur la tête de ses enfants » qu'il avait toujours été radical « d'esprit » ³. D'autres prêtres finissaient par considérer leurs paroissiens plutôt comme une clientèle politique que comme leurs ouailles. Le pope Miloje Barjaktarović remerciait, en 1887, ses fidèles de l'avoir recueilli et réconforté lorsque, trois ans auparavant, il fuyait la persécution politique ⁴. Ces popes politiciens ne se souciaient guère de leur mission religieuse. La *Srpska Nezavisnost* citait l'exemple d'un pope progressiste de Petrovac qui avait chassé sa femme, s'était endetté au jeu, et même avait été compromis dans une affaire assez louche d'escroquerie, mais avait été maintenu à sa paroisse en raison de son utilité comme agent électoral ⁵. L'organe radical *Samouprava* nous trace le portrait peu séduisant d'un pope de Markovac (district de

¹ *Hrišćanski Vesnik*, janv. 1885.

² *Srpska Nezavisnost*, 8 juin 1883.

³ *Samouprava*, 15 sept. 1883.

⁴ *Samouprava*, 30 juil. 1881.

⁵ *Srpska Nezavisnost*, 28 août 1883.

Smederevo), « chicaneur et progressiste » et qui n'allait à l'église que pour les cérémonies où on le payait ; avec cela trop porté sur les femmes pour un homme d'Église, mais bénéficiant de solides protections politiques. Des prêtres de ce genre « ne respectaient ni Dieu ni diable », ou, pour parler plus clairement, ni les autorités ecclésiastiques, ni les autorités temporelles. Un pope Josip Popović injuriait copieusement, à la grande joie de la *Srpska Nezavisnost*, l'évêque d'Užice, Kornelije, osant comparer la hiérarchie nouvelle à l'usurpation phanariote ¹. Le *Videlo* contait avec indignation l'histoire du pope Novak Milošević qui, lors d'un voyage du roi Milan, s'était déguisé en mendiant et avait défilé devant le souverain à la tête d'une bande de loqueteux qu'il s'était lui-même avisé de réunir pour mieux extérioriser la misère du peuple ².

Le pope Milan Djurić est un exemple particulièrement caractéristique du rôle que pouvait jouer le clergé serbe dans la vie politique. C'était une nature ardente et passionnée qui ne s'accommodait point de la vie silencieuse d'un prêtre de campagne. Né en 1844 à Zaovine (district d'Užice), il se battait en 1862 contre les Turcs à la tête d'une compagnie d'étudiants. En 1875, il était président du Comité insurrectionnel de Bosnie-Herzégovine, mais il prenait aux hostilités une part active en gagnant de glorieuses blessures comme aumônier militaire en 1876. En 1878, il était nommé député et devait être constamment réélu. Dès lors commencera pour lui une période d'épreuves et de persécutions : en 1886, il sera accusé de complicité dans l'affaire du meurtre du député progressiste Veljko Jakovljević ³. Emprisonné, il sera relâché trois mois après, puis jeté à nouveau en prison. Il devra s'enfuir au Monténégro, puis à Constantinople. Revenu en Serbie et compromis avec Ranko Tajsic dans la « conspiration » de l'industriel Čebinac, de Valjevo, il sera, faute de preuves, laissé en liberté (1888). Djurić fut moins heureux après l'attentat de l'Ivandan, le 24 juin 1899. Arrêté comme complice, il fut soumis à un régime rigoureux, jeté dans une prison ignoble, livré aux tortures de la faim. Il fut condamné à vingt ans de travaux forcés ⁴. D'autres prêtres avaient eu une carrière politique aussi mouvementée, mais moins probe. Un type curieux de pope arriviste est celui du diacre Milenković. Avant de fonder en 1882 une revue

¹ *Srpska Nezavisnost*, 16 juin 1883.

² *Videlo*, 14 mai 1882.

³ Jovanović (Slob.), *Vlada Milana Obrenovića*, t. III, p. 186.

⁴ Gracié après le mariage du Roi Alexandre (11-9-1900), il restera désormais une des « lumières » du Parti libéral, estimé pour son patriotisme, sa fermeté et son goût inné pour la douceur, en dépit de tous les déboires de sa vie publique. Il mourut à Rome en 1917 (cf. *Encyclopédie S. C. S.*).

religieuse « pour la défense de l'Orthodoxie », *Glas pravoslavlja*, il avait connu une vie plutôt turbulente. Chassé du Séminaire pour une affaire de mœurs (affirme le *Videlo*), le Métropolitte Mihailo l'avait réintégré, mais, vite fatigué de ses écarts, l'avait éloigné à nouveau. En province, où il exerçait les fonctions d'instituteur, il avait continué ses intrigues, et le Ministre de l'Instruction publique avait été obligé de le suspendre. Milenković s'était enfin réfugié auprès de l'évêque de Šabac, Jeronim ¹.

Il faut d'ailleurs opérer un tri dans ce flot journalier de délations, d'accusations anonymes dont beaucoup proviennent sans doute de séminaristes mécontents ou de popes aigris. Le haut clergé n'est guère épargné. Jeronim, destitué en 1883, fut l'évêque le plus attaqué par les progressistes comme par les radicaux. On le tourne en ridicule quand il demande « plus de tolérance » et plus de largeur d'esprit pour l'opposition ecclésiastique :

« C'est une plaisanterie, répond le *Videlo*. Toute une foule de nos radicaux d'aujourd'hui s'est vue réduite à s'enfuir à travers le monde pour y crever de faim grâce à la grande « tolérance » des amis de l'évêque quand ils étaient au pouvoir ². »

De Jeronim on raconte pis que pendre : qu'il maltraite ses prêtres, qu'il ne respecte pas les jeûnes (des séminaristes ont vu apporter un succulent rôti dans sa cellule, pendant la période la plus rigoureuse du Carême !) qu'il se montre indifférent aux prescriptions du culte et ne craint pas de les tourner en ridicule. A Kragujevac, voyant passer des forçats, n'a-t-il pas le mauvais goût de s'écrier devant tous ses confrères : « Savez-vous quelle est la différence entre ces gens-là et nous ? C'est que leurs chaînes sont en fer et les nôtres en or ! » Kornelije — évêque de Žiža — était d'humeur moins badine. Il avait pris l'initiative d'établir pour les prêtres de son diocèse des « fiches » qui lui permettaient de connaître aussitôt le parti auquel ils appartenaient. On lui reprochait également de rudoyer son clergé et de se servir davantage de la police que de ses mandements pour faire respecter son autorité. Des prêtres furent sévèrement punis pour ne pas s'être découverts en passant devant son palais épiscopal. D'autres poursuivis pour des peccadilles par les tribunaux d'Église se virent, sans défense, privés de leurs paroisses et parfois emprisonnés ³.

¹ *Videlo*, 2 avril 1882.

² *Videlo*, 28 mars 1882.

³ *Videlo*, 2 avril 1882.

LE CLERGÉ ET L'INSURRECTION DU TIMOK (*Timočka Buna*)¹.

L'insurrection du Timok n'est point de celles qui peuvent s'expliquer exclusivement par des considérations économiques. Si appauvries qu'elles aient été par les guerres contre la Turquie, les provinces orientales de la Serbie étaient loin d'être parmi les plus déshéritées. Par ailleurs, bien que Milan ne jouît pas d'une grande popularité parmi ces populations paysannes à la fois ardemment radicales et profondément patriotes, nul ne songeait à recourir à une rébellion ouverte.

Les raisons de l'insurrection doivent être cherchées ailleurs : d'abord dans l'enthousiasme délirant soulevé chez les masses paysannes par l'écrasante victoire du parti radical aux élections de septembre 1883². Beaucoup d'âmes simples croyaient fermement qu'avec son accession au pouvoir, ils allaient assister à l'avènement de l'âge d'or, c'est-à-dire à la suppression de l'impôt, à l'abolition définitive de la « tyrannie des fonctionnaires », peut-être même à la destruction de toute hiérarchie et de toute discipline et à l'instauration de ce fédéralisme communaliste pour lequel le parti radical, en dépit de ses efforts de centralisation, conservait une tendresse secrète héritée de ses origines³. On ne tarda pas à voir ce qu'il y avait de chimérique dans ces espérances : le roi Milan se souciait beaucoup moins des volontés d'une « petite Skupština campagnarde » que des témoignages d'amitié et de confiance qu'il avait reçus de l'Empereur François-Joseph et de l'Empereur Guillaume au cours d'un de ses derniers voyages⁴. Aussi lorsque, au lendemain des élections de septembre 1883, le cabinet progressiste remit sa démission, le souverain ne s'avisait nullement de confier la formation du nouveau ministère à un des représentants de la majorité radicale. Ce fut à un « vieux policier expérimenté », Nikola Hristić, que fut confiée

¹ Sources manuscrites : circulaire de Pašić, Nikolajević, Milenković, Pop Luka Djurović, Lazarević, sur la révolte, rédigée à Sofia le 15 juillet 1883. *Arch. Acad. Roy. Serbe*, n° 7885 /1 ; et surtout le rapport de Pašić sur le soulèvement, en date, du 1^{er} décembre 1883. Ce rapport assez long (34 pages) est rempli de faits peu connus. *Arch. Acad. Roy. Serbe*, n° 7885 /2.

² Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, tome II, p. 230.

³ C'est ce qu'a très bien vu le comte Sforza dans son livre si vivant sur Pašić : « Par une contradiction heureuse pour la force de son parti, Pašić, qui avait prêché la décentralisation administrative comme conforme aux traditions et aux attitudes de son peuple, imposa au parti une centralisation qui centupla la force de son comité directeur. » (Comte Sforza, *Pachitch et l'union des Yougoslaves*, Paris, 1938, p. 37.)

⁴ Jovanović (Slob.), *Vlada Milana Obrenovića*, t. III, p. 113.

la dure mission de dompter le monstre populaire. La chose fut vite faite : en deux oukazes, la session de la Skupština était ouverte, puis fermée. Ce coup d'état déguisé n'eut pas un grand retentissement dans le peuple. Par contre, une mesure maladroite du gouvernement mit le feu aux poudres. Sous le prétexte d'exécuter une décision du Ministère de la Guerre ordonnant de pourvoir l'armée de nouveaux modèles de fusils, le gouvernement voulut retirer à « l'armée nationale », c'est-à-dire aux milices, les vieux fusils : il n'est pas un paysan qui n'ait cru immédiatement qu'on voulait le désarmer pour mieux le mettre à la merci du Roi et de ses ministres. Le parti radical se sentit le premier visé et Nikola Pašić, auteur d'un article dans la *Samouprava* où il disait entre autres que, « sans fusils et sans armes, il n'y a pas de liberté » et « qu'il vaut mieux se séparer de sa tête et de son âme que de son arme », put non sans quelque raison être considéré comme un inspirateur moral de l'insurrection ¹.

La première commission chargée du désarmement des paysans opérait en octobre 1883 à Boljevac, dans le Timok. Devant le refus universel de livrer les fusils, les délégués avaient décidé de « faire un exemple », de choisir le village le plus récalcitrant (on tomba d'accord sur Krivi Vir) et de le désarmer sous la protection d'un escadron de cavalerie. Les gens de Krivi Vir refusèrent et, avec l'aide des villages voisins alertés, mirent en fuite le détachement militaire et la commission ². C'est ici que commence à intervenir un singulier personnage, un pope qui fut l'âme de l'insurrection dans le Timok : Marinko Ivković, plus connu sous le nom de « Pope Marinko ». C'était un député radical, un de ces nombreux prêtres de campagne, tribuns de villages, démagogues, et apportant dans les luttes de parti ce fanatisme et cette flamme qui avaient distingué leurs pères dans les luttes contre les Turcs. Le pope Marinko semble néanmoins avoir été dépassé par les événements de Krivi Vir. Ce n'était point qu'il répugnât à un soulèvement, mais peut-être l'estimait-il prématuré. Quoi qu'il en fût, il se trouva vite à la tête d'une troupe paysanne de plusieurs milliers d'hommes. Le pope Marinko n'eut point de peine à découvrir des auxiliaires dans le clergé de la province, d'abord son beau-père Miloje Petrović, lui aussi prêtre de Boljevac, puis Lazar Milenković, ancien député et prêtre de Trnjane. Les autres chefs étaient des instituteurs, des kmets, des capitaines de milice ou des commerçants. La jacquerie s'étendait : un des émules du

¹ Jovanović (Slob.), *Vlada Milana Obrenovića*, t. III, p. 118.

² Jovanović (Slob.), *Vlada Milana Obrenovića*, t. III, p. 123, n° 1. D'intéressants détails sur les origines de cette insurrection sont donnés dans un article de T. J. Marinković, qui joua un rôle actif dans ces événements. L'article a paru dans le journal belgradois *Politika* du 10 avril 1927.

pope Marinko, le député radical Ljubomir Didić, s'emparait de Banja, sans grande difficulté. Knjaževac, le 27 octobre 1883, chassait les fonctionnaires gouvernementaux et confiait le pouvoir à un comité exécutif radical. Le chef suprême des insurgés était Aca Stanojević. C'était le seul des meneurs qui eût vraiment le sens de l'organisation. Il essaya vainement d'instaurer chez les insurgés cette discipline qui leur aurait permis de tenir tête aux troupes gouvernementales. En fait ces dernières, mieux armées, mieux conduites, n'eurent pas de peine à mettre en fuite à Čestobrodica les bandes anarchiques du pope Marinko et à s'emparer de celui-ci. Knjaževac fut aisément prise, Aca Stanojević s'étant réfugié en Bulgarie. La répression ne se fit pas attendre. Déjà, dès le 25 octobre, tous les membres du Comité directeur du Parti Radical avaient été arrêtés et jetés en prison : seul, Nikola Pašić avait réussi à s'échapper, traversant la Save dans une barque ¹. Il fut condamné à mort par contumace. Pera Todorović, Raša Milošević furent condamnés à mort, puis leur peine fut commuée en celle de 10 ans de travaux forcés. Quant aux chefs des insurgés, 21 d'entre eux furent fusillés et parmi ceux-ci le pope Marinko et les popes Miloje Petrović et Lazar Milenković ².

En outre, dans toute la Serbie, six prêtres furent arrêtés et traduits devant des tribunaux militaires qui les condamnèrent aux travaux forcés à temps. Le Gouvernement s'était également adressé aux autorités ecclésiastiques pour leur demander de prononcer la destitution des prêtres coupables, mais le Métropolit, soutenu par le Synode, s'était refusé à déférer à la demande du pouvoir temporel. Plus tard les prêtres condamnés seront réintégrés dans leur fonction, et monteront même en grade ³.

¹ Il s'est longtemps agi de savoir si Nikola Pašić avait eu un rôle plus actif que ses collègues dans la préparation de l'insurrection. On a même soutenu qu'il aurait eu un entretien secret à Boljevac avec le pope Marinko. Raša Milošević a démontré dans ses souvenirs que la chose était impossible. Sa fuite précipitée en est une preuve et par ailleurs, si Pašić avait voulu participer personnellement à l'insurrection, il s'en serait ouvert à ses amis du Comité parmi lesquels se trouvaient des personnalités aussi et même plus capables que le pope Marinko (cf. Raša Milošević, *Timočka Buna 1883 godine*, Belgrade, 1923, p. 191-203).

² Sur la mort héroïque du pope Marinko, voir le rapport manuscrit de Pašić. *Arch. Acad. Roy. Serbe*, n° 7885/2.

³ La haute hiérarchie ne témoignera pas la même énergie, au lendemain de l'attentat de l'Ivandan (24 juin 1899). Des prêtres d'une innocence notoire, comme, par exemple, l'archiprêtre Milan Djurić, furent alors traduits en Conseil de guerre et destitués de leur dignité ecclésiastique sur la demande expresse du Gouvernement ; mais comme on n'avait pu réussir à découvrir aucune preuve contre eux, on fut obligé de les gracier. En fait, ils ne furent jamais réintégrés dans leurs fonctions primitives en dépit du précédent de la *Timočka Buna*. (*Hrišćanski Vesnik*, janv. 1901, p. 87.)

Les contemporains ont été surpris de cette participation du clergé à un soulèvement dans lequel les dirigeants politiques radicaux n'avaient eu, dès ses débuts, aucune confiance. Le Métropolitte Mraović vit d'un fort mauvais œil cette complicité des membres de son clergé. Il crut et peut-être n'eût-il pas tout à fait tort que, dans cette révolte du Timok, on pouvait constater les premières manifestations d'une activité souterraine de la Hiérarchie destituée. Le député radical Ljubomir Didić qui partagea avec le pape Marinko le commandement des insurgés appartenait à une vieille famille de Soko Banja, celle des Kašmerac à laquelle était également apparentée la mère du Métropolitte Mihailo. C'est dire qu'entre les insurgés du Timok et le chef de l'ancienne hiérarchie il pouvait bien y avoir d'autres liens que ceux de la sympathie ¹. Aussi Teodosije pensa opportun de donner à son clergé, et en particulier au clergé du Timok, un sévère avertissement :

« Jamais les évêques de notre patrie ne se sont trouvés dans un embarras semblable à celui qui leur a été créé par quelques prêtres déraisonnables à l'occasion de la révolte des provinces orientales. Par leur travail malfaisant contre la Patrie, la Sainte Église et le Roi, certains prêtres ont déshonoré et humilié leurs évêques et leurs autres frères... ² »

« Pour la première fois », à en croire le Métropolitte, le clergé serbe s'était mis au service d'une révolte : affirmation purement gratuite. Les traditions de l'indiscipline et de rébellion étaient anciennes dans le bas clergé de Serbie. Aussi ne faut-il pas trop accorder créance aux lamentations du Métropolitte, qui terminait son mandement par un véritable appel à la délation en demandant qu'on lui signalât « les prêtres qui ne voudraient pas se soumettre ³. » C'était en effet une vue superficielle que de croire que le clergé avait perdu son sens de la discipline parce qu'il était rongé par l'esprit politique : bien au contraire, son ardeur combattive ne datait pas de la formation des partis, et on pouvait même dire que c'était le clergé, surtout le bas clergé, qui avait infusé aux luttes partisans une es-pèce de fanatisme ⁴.

¹ Dimitrijević (Arch. St. M.), *Mihailo*, p. 45, n° 1.

² *Hrišćanski Vesnik*, fév. 1884.

³ *Hrišćanski Vesnik*, fév. 1884.

⁴ Matériellement, le clergé serbe souffrit beaucoup de la révolte du Timok. Dans les provinces orientales où avait éclaté l'insurrection, le clergé fut traité avec méfiance par les autorités civiles. Le siège épiscopal de Negotin resta deux ans sans pasteur.

TENTATIVES DE RÉFORME ECCLÉSIASTIQUE.

Du strict point de vue de la législation ecclésiastique, l'œuvre de la seconde Hiérarchie est extrêmement réduite. Quand on la compare à celle des deux Métropolités qui précédèrent Teodosije, on est surpris, même en tenant compte de la longueur de leurs règnes, de l'indigence législative de cette époque. Il est bien évident que Teodosije n'a jamais posé au pasteur zélé. Sa peur malade des initiatives, son souci naturel de ménager le pouvoir l'empêchèrent de procéder aux grandes réformes auxquelles aspirait depuis tant d'années le clergé de Serbie. Du moins sut-il éviter le renouvellement des douloureux conflits qui déchirèrent l'Église du Royaume avant son arrivée et mériter ainsi la légitime appellation d'ami de la paix. La Hiérarchie « anti-canonique » ne se montra jamais bien tendre vis-à-vis des monastiques, qui avaient joui au contraire de la bienveillance du Métropolitain Mihailo. On décida d'en finir avec certains désordres qui semblaient avoir tout particulièrement élu domicile dans le clergé régulier. Le Métropolitain Teodosije et le Synode épiscopal interdirent, entre autres, aux moines de résider hors de leur monastère sans raisons valables, ainsi qu'avaient coutume de le faire certains indisciplinés.

Sur l'initiative de l'évêque de Niš, Dimitrije, le Synode épiscopal décidait en 1886 de sévir contre les moines qui, peu de temps après leur entrée au monastère, jetaient le froc aux orties et s'en allaient vagabonder à travers la Serbie, au grand scandale des âmes pieuses. Dimitrije eût même voulu qu'on ramenât *manu militari* les coupables à leur couvent ¹.

L'animosité de l'ordre monastique contre les séculiers ne tarda pas à se manifester au grand jour en 1889, lorsque l'igoumène Teofilo provoqua une véritable sécession en réunissant les moines venus à l'assemblée ecclésiastique de Niš et en leur proposant de créer un Fonds pour les moines pauvres, séparé de celui des séculiers. Le Métropolitain approuva d'ailleurs cette initiative, s'attirant ainsi le blâme du *Hrišćanski Vesnik* qui voyait une injustice dans toute faveur accordée au clergé régulier, alors que les prêtres paroissiaux continuaient à mener « une vie pénible, ingrate et sans avenir ². »

Pour le clergé séculier, Teodosije n'a jamais envisagé une législation répressive méthodique, mais il se contenta de mesures provisoires et sans grand effet. Il est néanmoins paradoxal que ce soit précisément Teodosije, dont la vie privée n'avait assurément point

¹ *Zbornik pravila, uredaba i naredaba arhijerejskog Sabora*, p. 183.

² *Hrišćanski Vesnik*, nov. 1889, p. 768-71.

été un modèle d'austérité, qui ait pris l'initiative de décider le Synode épiscopal à recourir à des mesures énergiques contre les fidèles orthodoxes qui vivaient en concubinage... Il fallait vraiment qu'une intervention des autorités ecclésiastiques fût urgente, pour que le doux Métropolitte sortît enfin de son indifférentisme habituel :

« A la suite de notre visite canonique, déclara-t-il au Synode, nous avons acquis la conviction que la moralité de notre peuple est fortement compromise depuis quelque temps par le fait que beaucoup de gens vivent en concubinage et donnent scandaleusement naissance à des enfants illégitimes. La majorité des femmes qui ont abandonné leurs maris légitimes, ou des hommes qui ont chassé leurs épouses trouvent occasion de vivre en concubinage... ¹ »

Désormais, tout pape avait l'obligation de signaler aux autorités policières ceux de ses paroissiens qui vivaient en état de concubinage. Le Synode était d'ailleurs prêt à intervenir auprès du Ministre de l'Intérieur, afin que celui-ci édictât à l'usage de la police un règlement plus sévère dans l'intérêt des bonnes mœurs. L'ingérence de l'Église dans la vie intime des particuliers prenait parfois l'allure d'un véritable espionnage. Chaque année les prêtres paroissiaux devaient transmettre aux archiprêtres et aux vicaires diocésains la liste des ménages irréguliers, avec mention de leurs interventions successives en faveur d'une « régularisation ». Si aucune de ces interventions n'avait eu de résultat, l'autorité ecclésiastique supérieure se réservait la faculté de mettre fin, avec le concours de la police, à une situation qu'elle considérait comme scandaleuse ².

D'autres décisions du Métropolitte Teodosije ne révélèrent pas moins éloquentement le relâchement de la discipline dans le bas clergé. Malgré de multiples interdictions, ce dernier continuait à fréquenter avec assiduité les cabarets, les auberges et à « s'y mélanger avec la populace », n'hésitant pas à discuter et à boire avec elle. Teodosije qui, en ce qui le concernait, n'éprouvait point à l'égard de la boisson une répugnance particulière, était toutefois choqué par cet avilissement de la condition ecclésiastique. Personne ne respectait plus le clergé séculier. Il était indispensable de procéder plus brutalement qu'on ne l'avait fait jusqu'alors : désormais, une amende de 50 dinars frappa tout prêtre qui, sans nécessité urgente, fréquenterait un cabaret. En cas de récidive, des peines sévères allant jusqu'à la destitution punissaient le prêtre coupable. Un règlement animé du

¹ *Zbornik pravila...*, p. 231. Voir plus haut, p. 387.

² *Zbornik pravila...*, p. 231-233.

même esprit devait interdire sévèrement aux prêtres de participer aux danses villageoises et d'entrer dans les *Kolo* ¹.

Après avoir combattu la démoralisation du clergé, il fallait combattre cet esprit politicien qui le dégradait aux yeux des fidèles. Mais les papes n'étaient pas seulement de grands électeurs ; leurs revendications entraient dans la plupart des programmes des partis. Leur misère était un des thèmes d'« agitation » les plus rebattus. Cela n'avait pas été sans porter une sérieuse atteinte au prestige de l'Église. Le Synode et Teodosije en avaient assurément conscience, mais il était bien tard pour réagir. Cependant le Synode n'hésita pas à interdire avec la dernière sévérité à tout pope d'être membre d'un parti politique ou de participer à une réunion politique :

« Depuis quelque temps, certains de nos prêtres se sont montrés infidèles à leur mission... Au lieu d'enseigner à leurs ouailles à rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu, [et à prier Dieu pour le Roi et tous ceux qui sont au pouvoir, pour que nous menions une vie possible et calme dans la piété et l'honnêteté, ils les détournent de leurs devoirs et leur enseignent la désobéissance et le désordre... ² » Les archiprêtres et les vicaires devaient veiller à ce que les papes s'abstinssent dorénavant de toute activité politique. Il est inutile d'ajouter que cette interdiction, comme tant d'autres qui l'avaient précédée, n'eut aucun effet. Le clergé avait depuis trop longtemps pris l'habitude de participer à la vie politique pour se retirer du jour au lendemain dans l'ombre de ses presbytères. D'ailleurs, comme le faisait ironiquement remarquer Aleksa Ilić, on renvoyait ordinairement le clergé à ses autels quand on n'en avait plus besoin. Pourtant l'existence même de la seconde hiérarchie était liée aux luttes politiques les plus passionnées : Teodosije aurait-il jamais succédé à Mihailo sans ce « funeste esprit de désobéissance » qui régnait désormais dans l'Église serbe ? Née de la division du clergé et des querelles intestines de l'Église, sa Hiérarchie était mal indiquée pour sévir contre les « éléments de désordre », ses alliés d'hier.

Le Métropolite se considérait cependant comme une « victime de la politique » et s'était vainement efforcé d'interdire à son clergé toute activité partisane. Un an avant de se démettre de ses fonctions, il tentait un dernier effort. Le *Comité constituant* de 1888 traitant précisément, sous l'active direction du roi Milan, de la question de l'incompatibilité électorale, le Métropolite se résolut à intervenir personnellement en demandant au Comité de proclamer l'incompa-

¹ *Zbornik pravila...*, p. 72-73.

² *Zbornik pravila...*, p. 70-71.

tibilité de la prêtrise ou du monacat avec le mandat de député ¹. Selon lui, il fallait bannir de la société serbe « l'espèce scandaleuse des prêtres politiciens ». Ce prêtre, « esclave de ses passions, trahit sa mission essentielle et fait la guerre à ses paroissiens, jusque devant l'autel de Dieu. Si l'on estime utile la présence des prêtres à la Skupština, laissons au Roi le droit de nommer députés les hommes les plus dignes parmi les ecclésiastiques d'un diocèse ². »

C'était une proposition impopulaire. Les popes de campagne, cheville ouvrière du parti radical, ses premiers avocats et son support dans le pays, ne se laisseraient pas si aisément éliminer de la scène politique. Le *Comité Constituant* qui comptait dans son sein de nombreux prêtres radicaux (entre autres les popes Marko Petrović et Danilo Andjelković) rejeta aussitôt la demande du Métropolitite et accorda éligibilité et électorat au clergé séculier et régulier ³.

LA RÉFORME DU SÉMINAIRE.

Le rêve du Métropolitite Petar ne s'était jamais réalisé : le Séminaire de Belgrade n'était point devenu cette « pépinière » d'un clergé plus éclairé et plus conscient de ses devoirs. Si l'ignorance complète du temps de Miloš avait du moins disparu, la culture générale de l'ensemble des popes restait très rudimentaire. En réalité, le grand mérite du Séminaire de Belgrade n'avait pas tant été de contribuer au relèvement du niveau intellectuel ecclésiastique que de constituer, même aux époques de tracasseries administratives et policières, un îlot de pensée libre. Le Séminaire serbe, comme beaucoup de séminaires russes, était largement ouvert à l'esprit du siècle et souvent plus propice aux querelles politiques qu'aux débats théologiques. Dans la grosse bourgade qu'était Belgrade en 1880, il représentait l'institution la plus indépendante. Sinon intellectuellement, du moins administrativement, il jouit de plus de franchises que la *Velika Škola* en dépit des réformes accomplies par Novaković en faveur de cette dernière ⁴.

¹ Milošević (Raša), *Timočka Buna*, p. 284.

² Milošević (Michel B.), *Le suffrage politique dans les Constitutions de Serbie*, p. 120.

³ Milošević (Raša), *op. cit.*, p. 284.

⁴ Le Séminaire, qui ne comptait en 1845 que 4 maîtres et 103 élèves, compte, en 1875, 19 maîtres et 250 élèves. Pourtant les dépenses inscrites au budget sous le titre de l'Église n'ont pas sensiblement augmenté. Même en ce qui concerne l'administration ecclésiastique proprement dite, elles ont diminué : en 1867 on y consacra une somme de 132.476 dinars. En 1875, on n'y affecte plus que 27.662 dinars, en 1877, 95.020 dinars. Il est vrai que dans les années qui suivent les crédits sont notablement relevés (Cf. *Glasnik Srpskog učenog društva*, t. 52, p. 85).

Les séminaristes avaient toujours activement participé à la vie politique et il apparaissait à beaucoup que la maison de Petar servirait plus à former des députés à la Skupština que des prêtres de paroisses. Bien que cet état de choses régnât depuis assez longtemps, l'opposition libérale en profita pour reprocher amèrement au Gouvernement progressiste la « désorganisation » de cette institution. Les radicaux ouvrirent le feu de leur côté, en décembre 1881, en attaquant la direction du Séminaire. Le Père Nikanor, recteur, était, disaient-ils, tout à fait au-dessous de sa tâche : « Avec lui c'était le Moyen-Age qui était revenu pour les malheureux séminaristes ». C'était, selon eux, un excentrique dangereux qui ne pouvait tolérer les classes de chant religieux sous le prétexte « qu'il n'aimait pas le bruit »¹. Un autre « tyran » était — à en croire les libéraux — le pope Dimitrije Pavlović (le futur Patriarche de l'Église unifiée), professeur depuis 1878. C'était un progressiste « enragé » et la *Srpska Nezavisnost* l'accusait d'enseigner à ses élèves que « le Gouvernement était la source de toutes les richesses »². Décrivant la situation du Séminaire en 1881, l'organe libéral montrait les séminaristes blêmes, affaiblis, affamés, « ignorants comme des commis ». Quant à la maison même, elle ressemblait plus à une « auberge mal tenue » qu'à un établissement religieux³.

Ce fut Novaković, le « nouveau Néron » comme l'appelaient les libéraux, qui se chargea de mettre de l'ordre dans cette pépinière de prêtres. Ce n'était pas la première fois d'ailleurs qu'il avait eu à s'en occuper. En 1873, alors qu'il était déjà Ministre des Cultes, il avait organisé la célèbre *Deuxième section du Séminaire* qui, plus connue dans le peuple sous le nom de *Séminaire Milojević*, s'était assigné la mission de former des instituteurs et des prêtres nationaux pour les pays serbes sous la domination ottomane. En 1881, Novaković se contenta de rédiger un *Règlement* extrêmement détaillé qui précisait les devoirs des maîtres et des élèves de cette institution. Il transforma complètement l'enseignement en lui donnant une orientation pédagogique beaucoup plus nette, afin que le Séminaire ne préparât plus seulement des prêtres, mais aussi et surtout des instituteurs⁴.

¹ *Samouprava*, 19 déc. 1881.

² *Srpska Nezavisnost*, 23 mai 1882.

³ *Ibid.*, 10 sept. 1882.

⁴ Protić (Ljub. M.), *Spomenica St. Novakovića*, Belgrade, 1921, p. 147-148.

LES INSTITUTEURS ET L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX.

Les instituteurs laïques étaient en effet de plus en plus suspects à l'Église. De la disparition progressive de l'esprit religieux en Serbie, ils seront les premiers accusés. On leur reproche de ne plus attribuer aux choses de l'Église toute l'importance qu'elles méritent, de faire passer au second plan l'enseignement de l'Histoire Sainte, de négliger presque totalement le chant d'Église ¹. Il existait pourtant des instructions du Ministre de l'Instruction publique, en date du 27 février 1884, sur l'obligation de la fréquentation des églises par le corps enseignant, mais elles étaient restées sans effet. Les prêtres se plaignent du peu de zèle que mettent les instituteurs à accomplir leurs devoirs religieux : lorsqu'ils ont à conduire leurs classes à l'office divin, ils arrivent en retard, troublent le culte par leur turbulence, chantent mal ou ne chantent pas du tout, laissent faire du bruit à leurs élèves, etc...². Un instituteur de Ćuprija, Jovan Jovanović, avait osé écrire que « la pédagogie contemporaine n'admettait plus que le but de l'école fût d'apprendre aux enfants à prier Dieu. Le concept de Dieu était trop abstrait pour les élèves qui n'y pouvaient rien comprendre ». Le *Hrišćanski Vesnik* voyait dans cette mentalité « néfaste » des nouveaux maîtres de la jeunesse serbe la conséquence de l'influence pédagogique allemande ³. Le *Prosvetni Glasnik*, organe du Ministre de l'Instruction publique, avouait lui-même que « les gens intelligents » faisaient parfois peu de cas de la religion, ce dont il fallait chercher une des causes dans l'absence d'un enseignement religieux sérieux à l'école ⁴.

¹ *Hrišćanski Vesnik*, oct. 1888, p. 765-770.

Il faut bien croire que la réforme du chant d'Église par Teodosije, dont le seul titre de gloire était d'être un novateur dans ce domaine, n'a pas frappé beaucoup les observateurs étrangers. Un voyageur français qui conte, en 1890, dans la *Revue des Deux Mondes* les impressions emportées au cours d'un périple balkanique, se plaint précisément de la médiocrité du chant liturgique serbe. Il écrivait, non sans humeur : « Je ne vous engage pas moins, si vous avez l'esprit large et l'oreille complaisante, à visiter un jour de fête la cathédrale de Belgrade. Vous y verrez les popes rangés en cercle, immobiles comme des statues dans leurs beaux habits sacerdotaux, et nasillant à l'envi les louanges du Seigneur... » (XXX., *Du Danube à l'Adriatique, Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1890, p. 314).

² *Hrišćanski Vesnik*, juin-juil. 1888, p. 524.

³ *Ibid.*, janv. 1888, p. 62.

⁴ *Prosvetni Glasnik*, 1887, p. 776.

LES PROJETS DE SUPPRESSION DES CONSISTOIRES EN 1888.

Le Métropolitte devait faire face à d'autres difficultés qui résultaient elles aussi de son mode d'accession au pouvoir ecclésiastique suprême. Elevé sur son siège, ainsi que ses collègues, par la faveur progressiste, il se sentait incapable d'intervenir contre les empiètements du pouvoir temporel. Celui-ci se faisait de plus en plus arrogant, transformant peu à peu l'Église en une administration d'État. A vrai dire, les gouvernements serbes se préoccupaient moins de porter atteinte aux privilèges de l'Église orthodoxe serbe que de lui enlever certains de ses revenus les plus fructueux. Parmi ceux-ci, l'un des plus lucratifs était assurément la procédure de divorce et d'annulation des mariages.

Ce n'était pas la première fois qu'un Gouvernement serbe essayait d'enlever à l'Église le « privilège des divorces » : en 1862, nous l'avons vu (cf. p. 224), le Ministre de la Justice Rajko Lešjanin, juriste de talent, avait mis à l'étude un projet tendant, non pas à supprimer « les tribunaux spirituels », mais à soumettre leurs décisions à l'examen de la Cour de Cassation. A l'instance religieuse, on superposait une instance civile. C'est sur l'avis autorisé d'un membre du Grand Tribunal spirituel qui avait été consulté, Dimšić, que ce projet resta lettre morte. En 1883, au moment où le conflit entre le gouvernement et la Hiérarchie offrait son maximum d'acuité, Novaković, alors ministre de l'Instruction publique et des Cultes, avait examiné un projet encore plus radical qui consistait à enlever la compétence en matière de divorce aux tribunaux d'Église pour la conférer à des tribunaux civils. Mais ce projet, qui alla jusqu'à la commission de législation de la Skupština, se heurta à une opposition farouche et fut abandonné. Le cabinet radical Sava Grujić tentait à nouveau de déposséder l'Église d'un de ses privilèges qui, d'après les estimations des libéraux, n'était point aussi lucratif qu'on se plaisait à l'affirmer dans la presse gouvernementale. Le transfert des procès de divorce aux tribunaux civils et l'abolition des Consistoires n'auraient pas rapporté, en définitive, plus de 20.000 dinars à l'État¹.

C'était peu, pour un bouleversement aussi profond de l'Église serbe : car en supprimant les consistoires, on ne mettait pas seulement fin à un organisme judiciaire qui datait de 1822, mais on détruisait par là même des corps administratifs qui contrôlaient l'activité des évêques. Le bas clergé eût été de la sorte livré au bon vouloir de ces derniers. Pourtant, il se trouvait des prêtres pour soutenir

¹ *Hrišćanski Vesnik*, janv. 1888, p. 51.

le projet gouvernemental. C'est que la réforme envisagée par Grujić était extrêmement populaire. Aussi, beaucoup de prêtres radicaux, qui pensaient beaucoup plus à leur réélection qu'au caractère immuable des institutions ecclésiastiques, n'hésitaient-ils pas à se prononcer en faveur de l'abolition des Consistoires : tel le célèbre pope radical Tasa Spasić, qui ne se lassait de réclamer à cor et à cri la suppression de la « tyrannie consistoriale ». Le *Hrišćanski Vesnik* rappelait à ces têtes chaudes que les consistoires, loin d'avoir été des citadelles de l'arbitraire, avaient été des refuges contre les excès d'autorité des différents gouvernements. Le pouvoir le plus absolu qu'avait connu la Serbie, celui des Régents au lendemain de la catastrophe de Topčider, s'était brisé contre la ténacité du Consistoire qui avait refusé de « livrer » à Nikola Hristić et Kosta Cukić deux prêtres coupables seulement d'opposition politique au Ministère ¹ :

« Que les popes radicaux et les députés radicaux se gravent ceci dans la tête : quand le pouvoir sera concentré entre les mains de l'évêque seul, alors il n'y aura plus chez les popes ni radicaux, ni progressistes, ni même peut-être de libéraux. Les popes seront du parti auquel appartiendra l'évêque ². »

Ce sont ces considérations, plus que la crainte de voir s'effacer le caractère sacré du mariage, qui poussèrent la plus grande partie du clergé serbe à se ranger du côté du *Hrišćanski Vesnik*, et à faire échec au projet gouvernemental. Du moins, après cette chaude alerte, l'Église orthodoxe serbe n'avait-elle pas abdiqué sa liberté.

LE PROBLÈME DE LA LANGUE D'ÉGLISE.

La mentalité pragmatiste du gouvernement progressiste, qui le portait à mettre l'accent sur le rôle pédagogique des popes, à voir en eux moins les vicaires du Seigneur que les apôtres de l'idée nationale, l'inclinait également à rechercher un instrument de propagande accessible à tous dans la langue liturgique. La vieille langue d'Église serbe avait le défaut d'être trop hermétique et surtout trop peu nationale pour être cet instrument. Le plus intéressant, c'est que, dans une question linguistique, nul ne songe à se placer sur un plan scientifique ³.

Ce qui intéresse l'immense majorité des Serbes de l'époque, c'est

¹ *Hrišćanski Vesnik*, janv. 1888, p. 53.

² *Ibid.*, p. 54.

³ *Istina* de Zadar, 15 juin 1887.

l'aspect politique du problème. A part des esprits éminents (comme Novaković) l'aspect linguistique n'intéresse personne. Soutenir le slavons-russe, c'est soutenir la Russie, les libéraux, le Métropolitte Mihailo. Prendre parti pour le slavons-serbe, c'est opiner en faveur des progressistes, de la politique austrophile, du Métropolitte Teodosije. Dans le mois de septembre 1888, un article virulent du *Branik* de Novi Sad ouvre le feu ; la camarilla jésuitique de Vienne aurait décidé, par les intermédiaires de ses âmes-damnées, de porter un coup mortel à l'orthodoxie du Royaume de Serbie, en suggérant la traduction en slavons-serbe des textes liturgiques rédigés en slavons russe ¹. Tel est le leit-motiv de l'accusation, et il est assez piquant de noter que l'on considèrerait — outre Save — l'abandon de la langue liturgique russe comme une atteinte aux traditions nationales ². En Serbie, ce sont surtout les progressistes — les premiers intéressés — qui répondront avec le plus d'acharnement à cette campagne menée contre eux. Ils posséderont l'incalculable avantage d'avoir, pour soutenir et appuyer leur argumentation, le secours d'un grammairien éminent, en même temps qu'un des hommes politiques les plus influents de son époque. Pourtant, dans ce conflit, Stojan Novaković n'interviendra pas immédiatement. Il laissera l'avant-garde de l'Église progressiste participer avec Ilić aux premières escarmouches. Mais bientôt, le rédacteur du *Hrišćanski Vesnik* faisait appel à un « spécialiste », d'outre-Save lui aussi, et qui n'était autre que Dimitrije Ruvarac. Ce dernier replaçait la question sur le plan historique. Il rappelait tout d'abord que, deux ans auparavant, le 29 mai 1887, le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, Milan Kujundžić, avait déjà proposé au Métropolitte Mraović que « tous les livres liturgiques de l'Église orthodoxe fussent rétablis en langue slavons de rédaction serbe ³ », et que le Ministre avait même suggéré au Synode épiscopal de désigner une commission de spécialistes mi-laïque, mi-ecclésiastique, chargée de ce travail. L'argumentation de Kujundžić, quelques lieux communs d'histoire mis à part, reposait avant tout sur la solidarité fonctionnelle entre le

¹ C'était l'opinion de Kopitar en 1822 : Es versteht sich, dass die Mönche und der hohe griechische Clerus mit dieser Absonderung und Isolierung ihrer Schäflein von dem Katholischen Illyrien sehr zufrieden sind und daher bei jedem Anschein erleichterter Kommunikation in Furcht gerathen (Ivić (Aleksa), *Arhivska gradja o srpskim književnim i kulturnim radnicima (1840-1880)*, Belgrade, 1926, p. 204).

² Cf. l'étude déjà citée de M. Boris Unbegaun, *Les débuts de la langue littéraire chez les Serbes* : « L'orientation des Serbes de Hongrie vers l'Occident et les liens à peine amorcés avec les compatriotes des autres pays « yougoslaves » cèdent la place (au temps d'Obradović) à une croissance rapide de l'influence politique russe, suivie d'un particularisme serbe plus étroit » (p. 73).

³ *Hrišćanski Vesnik*, p. 758.

développement politique de l'État et celui de l'Église. En aidant l'Église à devenir plus indépendante, plus nationale, on contribuait à l'émancipation de la nation serbe et à l'affranchissement politique de l'État. Dimitrije Ruvarac ne se contentait pas de cette « phraséologie de Skupština ». Il préférait remonter dans l'histoire jusqu'à l'époque médiévale pour y puiser de convaincants exemples. Son adversaire du *Branik* évoquait-il le souvenir de ces *Srbulje* qui étaient apparus et « disparus dans l'histoire de l'Église serbe comme des météores », Ruvarac jetait feu et flamme pour démontrer qu'au contraire les *Srbulje* étaient les témoins définitifs de toute une littérature d'Église ¹. Et citant une liste imposante de livres liturgiques en slavons serbe, depuis le *Vukanovo jevandjelje* du début du XIII^e siècle, jusqu'aux psautiers et aux évangélistes imprimés du XVI^e et du XVII^e siècle, il concluait triomphalement :

« Non seulement donc au temps de sa plus grande gloire, mais au temps des plus grandes misères et souffrances de notre peuple, c'est la langue slavonne-serbe qui régnait dans l'Église ... ² »

Et donnant libre cours à sa russophobie :

« Savez-vous quand les Russes commencèrent à imprimer leurs livres d'Église ? Je sais que vous ne le savez pas, aussi écoutez : le premier livre d'Église russe fut imprimé à Moscou en 1564. Or, le premier psautier serbe imprimé à Cetinje date de 1495. Donc, les Serbes commencèrent à imprimer leurs livres d'Église 69 ans avant les Russes. Le premier Sacramentaire (*Služebnik*) russe est imprimé en 1602, le serbe en 1519 ³. Le slavons russe liturgique n'a même pas pour lui un droit de priorité historique. » ³

C'était donc un devoir patriotique que d'introduire dans l'Église la transcription serbe. Le Synode épiscopal, à la veille du retour de Mihailo, n'avait guère la quiétude nécessaire pour discuter librement d'une question compliquée et envenimée par les haines partisans. Aussi ne trouve-t-on pas grand chose à ce sujet dans la presse d'opinion pendant l'année 1888. En février 1889, Stojan Novaković interviendra en communiquant au *Hrišćanski Vesnik* des souvenirs de jeunesse qui révèlent que le souci d'introduire la langue slavonne-serbe n'avait absolument rien de révolutionnaire, puisque bien auparavant on avait déjà songé dans l'Église à la traduction de la liturgie en *serbe moderne*.

« Il y aura de cela vingt-cinq ans que feu l'évêque Gavriilo m'avait parlé à Šabac de son idée de traduire en serbe les livres religieux.

¹ Vuk écrivait en 1857 dans ses *Primeri srpsko-slovenskog jezika* : « *Srbuljama se zovu i pisane i štampane knjige u kojima je jezik srpsko-slovenski* » (p. 24).

² *Hrišćanski Vesnik*, oct. 1888, p. 758.

³ *Ibid.*, p. 759.

Bien que je fusse jeune homme et enthousiaste pour des problèmes de ce genre, la nouveauté et l'audace de cette idée me surprirent, surtout exprimée par un aussi haut dignitaire ecclésiastique... En ce temps-là, ce qui était une innovation, l'évêque Gavrilko ordonna que l'Évangile de Pâques fût lu dans l'église de Šabac dans la traduction de Vuk, et, si j'ai bonne mémoire, ce fut l'évêque en personne qui en fit la lecture ¹. »

Novaković, toujours bien informé, déclarait enfin qu'à sa connaissance il ne pensait pas que le Synode épiscopal eût pris une décision quelconque à ce sujet.

Il était en effet infiniment plus aisé de décider la réimpression des livres d'Église serbes des xvi-xvii^e siècles, au lieu de l'impression à Belgrade des livres russes, que d'adopter le *serbe moderne*, réforme qui eût paru teintée de protestantisme. Ce qui explique que l'évêque de Šabac n'ait pas eu d'imitateurs. En fait, sous la hiérarchie « anticanonique », le problème de la langue d'Église ne devait pas recevoir de solution.

LE MÉTROPOLITE TEODOSIJE ET LE DIVORCE DU ROI MILAN.

L'affaiblissement de l'autorité du haut clergé, et la désorganisation du bas clergé ne se traduiront pas seulement par la multiplication des cas d'indiscipline individuels, ou même de désobéissance collective, mais par l'humiliation de l'autorité ecclésiastique suprême. Au cours de la révolte du Timok, le clergé avait révélé ses divisions et son insubordination. Dans l'affaire du divorce du roi Milan, le chef de l'Église se verra bafoué et vilipendé, et avec lui l'orthodoxie serbe.

Le Métropolite Teodosije était un prélat éminemment soucieux de sa tranquillité personnelle et peu désireux, au contraire de son prédécesseur, de s'immiscer dans les querelles de politique intérieure. Par une ironie du sort il devait être arbitre involontaire dans une des affaires les plus graves et les plus scandaleuses qu'ait connues la Serbie : grave, car elle intéressait au premier chef l'orientation de la

¹ *Hrišćanski Vesnik*, fév. 1889, p. 84-100.

C'est une doctrine semblable que défendait à la même époque, en 1868, dans une publication religieuse *Beseda*, paraissant à Novi Sad, le futur archiprêtre de Zemun, Jevđa Vukadinović : « Puisqu'on a commencé chez nous, ces derniers temps, à imprimer à nouveau les livres d'Église, je tiens qu'il les faudrait imprimer en slavon-serbe, et cela principalement pour deux raisons : d'abord, parce que cette langue est plus naturelle et plus intelligible pour le Serbe, et aussi parce qu'elle est plus près de la vieille langue slavonne que l'actuel slavon-russe » (*Beseda*, 1868, n° 15).

politique extérieure et intérieure du Royaume ; scandaleuse, d'autre part, puisqu'elle étalait aux yeux de tous la vie privée du chef de l'État, et que « le linge sale » n'était point lavé en famille, mais sous les yeux amusés de l'Europe entière.

Déjà, avant que n'éclatât la guerre serbo-bulgare, les rapports conjugaux du roi Milan et de la reine Nathalie avaient commencé à être orageux. Nul n'ignorait plus les graves dissentiments qui menaçaient de compromettre une union née pourtant sous le signe de l'amour. Incompatibilité de caractères, inconduite du Souverain qui imposait ses maîtresses à la Cour, les raisons ne manquaient pas pour justifier les scènes de ménage qui se renouvelaient périodiquement entre les deux époux. La veille de Pâques 1887, le sourd conflit qui divisait le couple royal se révéla à tous par un scandale public : la Reine refusait de tendre la main à une dame du corps diplomatique qu'elle soupçonnait (d'ailleurs à tort) d'être la maîtresse de son mari. Cette maladresse mit hors de lui le roi Milan ¹. Pour satisfaire le Souverain, on ne put imaginer d'autre solution que d'écarter la Reine en lui confiant la mission d'accompagner en Crimée le Prince-Héritier. Le roi Milan put se considérer comme libéré. Désormais, il ne craignit plus d'afficher devant tout Belgrade ses relations avec la belle Arthémise. Il ne tarda pas à s'apercevoir néanmoins qu'en éloignant Nathalie il avait commis une faute irréparable. La Reine avait emmené avec elle le Prince-Héritier, c'est-à-dire, aux yeux de Milan et de ses partisans, un otage. Milan, auquel la popularité dont jouissait sa femme auprès du peuple serbe avait toujours été odieuse, conçut cette fois les craintes les plus sérieuses. Dès lors, et bien que ces années 1887-1888 soient des années cruciales pour la politique européenne, le roi serbe semble se désintéresser complètement de ce qui se passe autour de lui. Il n'a plus en tête que deux pensées qui deviennent des idées fixes : arracher le Prince-Héritier des mains de Nathalie, et divorcer.

Il renverra d'abord le Cabinet conservateur de Garašanin ², et acceptera, pour le remplacer, une coalition libérale-radical sous la direction de Ristić, qu'il estimait plus favorable à ses desseins. Mais une des premières conditions que l'homme d'État libéral prétendait imposer au Roi était le retour immédiat du Métropolitte Mihailo. Aussi, dès le mois de décembre 1887, Sava Grujić était-il chargé de constituer un cabinet exclusivement radical. On se plaisait à dire, à Belgrade, que « Grujić était le Métropolitte en uniforme et

¹ Jovanović (Slob.), *Vlada Milana Obrenovića*, t. III, Belgrade, 1934, p. 369. Sur cet incident, voir Djuvara (T. G.), *Mes missions diplomatiques (1887-1925)*, Paris, 1930, p. 4.

² Garašanin (M.), *Zarad istine i pravde*, Belgrade, 1890, p. 26.

le Métropolitte Grujić en soutane » (le nouveau président du Conseil, officier de carrière, avait été ministre de la Guerre en 1876) ¹.

C'était une raison suffisante pour que Milan se méfiât de lui. Mais Sava Grujić était aussi l'ami de la Reine. Or, Milan qui venait en mars 1888 de recevoir une lettre de Nathalie, lui annonçant son retour à Belgrade, redoutait précisément que sa femme, profitant de sa popularité, ne l'écartât du trône, et n'acceptât de présider un Conseil de Régence ². Aussi s'empresse-t-il, le 14 avril 1888, d'écrire à Nathalie, lui demandant « d'ajourner son arrivée » ³. Grujić, refusant d'associer le Cabinet au veto du Roi, dut démissionner, cédant sa place à un « homme à poigne », Nikola Hristić, qui constitua un cabinet de fonctionnaires, prêt, selon les mots de la Reine, à « accepter toutes les besognes » ⁴. Mais Nathalie avait déjà quitté l'Italie et s'était mise en route pour Belgrade. Arrivée à Vienne, elle trouvait une lettre écrite par Čedomilj Mijatović, au nom du nouveau gouvernement. Cette missive cherchait à effrayer la Reine, en lui peignant les désordres qui pourraient éclater en Serbie au lendemain de son retour ⁵. Nathalie se montra très sceptique sur les « raisons d'État » invoquées :

« J'attends avec impatience pour voir quelle nouvelle catastrophe vous avez en prévision pour m'empêcher de revenir, et juger par là si vous avez l'imagination inventive ⁶. »

Et elle laissait entendre qu'elle saurait bien revenir un jour dans son pays, qu'on l'autorisât ou non. En attendant, elle partait avec le Prince-Héritier pour Wiesbaden. De cette ville, le 4 juin 1888, elle annonçait au Roi son départ pour Belgrade ⁷. Milan, affolé par cette nouvelle, répondait le 11 juin 1888 que « l'aversion mutuelle » qui régnait entre eux « nécessitait une dissolution définitive du mariage », et qu'il s'adressait à sa « Sainte Église Nationale » pour obtenir le divorce ⁸. En même temps, il faisait prier le gouvernement allemand dans la personne du Chancelier d'Empire, Prince de Bismarck, de bien vouloir consentir à exercer une surveillance policière sur sa femme. Bismarck, excédé par ces querelles de ménage balkaniques, conseilla au souverain d'employer la manière forte

¹ Jovanović (Slob.), *Vlada Kralja Milana*, t. III, Belgrade, 1934, p. 411.

² *Mémoires* (sic) de Nathalie, *Reine de Serbie*, Paris, 1891, p. 34.

³ *Ibid.*, p. 41.

⁴ *Mémoires* (sic) de Nathalie, *Reine de Serbie*, Paris, 1891, p. 6.

⁵ *Ibid.*, p. 46.

⁶ *Ibid.*, p. 57.

⁷ *Ibid.*, p. 58.

⁸ *Ibid.*, p. 60.

et d'envoyer à Wiesbaden un homme de confiance qui ramènerait le jeune Prince Alexandre ¹.

On sait comment la chose se passa. Ce fut avec l'aide de la police allemande que le général Protić, envoyé spécialement de Belgrade, enleva de Wiesbaden Alexandre, tandis que Nathalie, en dépit de toutes ses protestations, était expulsée d'Allemagne *manu militari* ². Ce scandale nuisit beaucoup au prestige de Milan. Radicaux et progressistes conseillèrent unanimement au Roi de ne pas pousser les choses à l'extrême ³. Le Saint-Synode, auquel le Métropolitain avait soumis la demande de divorce royal, répondit, le 14 juillet 1888, qu'il n'était pas qualifié pour juger le litige entre leurs Majestés le Roi et la Reine, et que les tribunaux spirituels étaient seuls compétents ⁴. Milan estimait qu'en sa qualité d'Oint du Seigneur, il avait le privilège de jouir de la juridiction du Saint-Synode. Ce dernier, flatté par la préférence du Roi, décida de remettre tous les actes du procès au Consistoire de Belgrade ⁵. C'était faciliter la tâche au Roi, puisque celui-ci pouvait plus facilement exercer une pression sur cette assemblée que sur le Synode.

Aleksa Ilić, qui avait longtemps été président du Consistoire, avait été mis à la retraite dès l'arrivée d'un gouvernement libéral. Rakić, Ministre des Finances dans le Cabinet de Hristić, fit appeler, dès la formation du Ministère, l'infatigable champion de la dynastie anticanonique et lui annonça confidentiellement que le Roi Milan avait l'intention de le réintégrer dans ses anciennes fonctions. Ilić saisit immédiatement le rapport entre ce retour en grâce et le divorce royal. Peu après, en effet, l'oukaze qui le nommait président du Consistoire, le Métropolitain Teodosije lui communiquait la demande en divorce de Milan ⁶. En bon progressiste, Ilić décidait qu'étant donnée la haute situation du Souverain dans l'Église (*Vladalac, kao miropomazanik Božji i najviši neodgovorni činilac u državi, ima takav isti izuzetan položaj i u crkvi* ⁷), le Consistoire ne pouvait s'occuper du litige matrimonial et que « le Saint-Synode, comme constituant la plus haute autorité ecclésiastique, et par suite la plus rapprochée de la haute situation de leurs Majestés (était)

¹ Jovanović (Slob.), *op. cit.*, p. 434.

² *Ibid.*, et aussi Büttner (Heinrich), *Aus dem Tagebuch der Königin Natalie*, Berlin, 1892, p. 69.

³ *Mémoires* (sic) de Nathalie, p. 78, et Garašanin (M.), *op. cit.*, p. 37.

⁴ *Ibid.*, p. 85-86.

⁵ *Ibid.*, p. 88.

⁶ Toute l'histoire est savoureusement contée par Ilić lui-même dans ses souvenirs (Ilić, *Moji doživljaji*, p. 91-92).

⁷ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 94.

par conséquent tout indiqué... (pour se prononcer sur le litige) ¹ ». Toutefois, le président du Consistoire conseillait au Roi de consulter sur cette question délicate le Patriarche de Sremski Karlovci, idée à laquelle Milan se rallia immédiatement, chargeant précisément A. Ilić de cette mission de confiance. C'était reconnaître implicitement la prééminence de l'Église d'outre-Save, idée que les libéraux avaient toujours furieusement combattue. Ilić a laissé un récit très intéressant de son entrevue avec le Patriarche. Ce dernier approuva complètement l'attitude du Consistoire belgradois. Le souverain serbe, selon lui, avait une situation exceptionnelle dans l'Église comme dans l'État et ne pouvait être jugé que par le Synode épiscopal ; le Patriarche citait l'exemple de la Russie, où le Synode avait le privilège de juger les procès matrimoniaux non seulement de l'Empereur, mais aussi de la Famille Impériale ². Fort de la décision patriarcale, Ilić s'en revenait à Belgrade faire directement son rapport au Roi. Celui-ci sonda à nouveau le Synode épiscopal pour savoir s'il consentirait à prendre en mains son divorce. Le Synode ne refusa pas, mais mit comme condition qu'une nouvelle tentative de conciliation serait faite entre les deux époux. C'est ainsi qu'au mois de juin 1888 l'évêque de Niš, Dimitrije, fut envoyé à Wiesbaden pour amener la Reine à se réconcilier avec Milan ³. Mais, après plusieurs démarches infructueuses, il dut revenir en Serbie sans avoir été reçu par Nathalie ⁴. Vexé, le Synode transférait l'affaire à un Tribunal spirituel. Aleksa Ilić qui continuait à soutenir que seul le Synode était compétent, bien que le gouvernement lui eût offert 100.000 dinars « s'il trouvait une solution » ⁵, fut nommé président du Tribunal spirituel à Čačak ⁶, sans que le Métropolitite « vieilli et impuissant » ait esquissé le moindre geste pour défendre son partisan le plus acharné ⁷. Désormais, Milan était libre. Lassé des réserves du Synode, irrité par la résistance du Consistoire et aussi par les arguties de Piroćanac, avocat de la Reine qui s'efforçait de gagner du temps, il décidait de retirer au Tribunal Spirituel l'étude des pièces du divorce et de la confier au Métropolitite, bien que la chose ait été jugée illégale et anticanonique par tous les évêques ⁸. Le 11 octobre 1888, il envoyait une lettre au chef de l'Église serbe, dans laquelle il lui reconnaissait officiellement une

¹ *Mémoires de Nathalie*, p. 93.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 98.

³ *Ibid.*, p. 101.

⁴ *Mémoires de Nathalie*, p. 179-189.

⁵ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 102.

⁶ *Mémoires de Nathalie*, p. 166.

⁷ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 110.

⁸ *Mémoires de Nathalie*, p. 162.

prééminence dans la juridiction religieuse, prééminence que jusqu'alors aucun Métropolitain serbe n'avait pu faire admettre par les autres évêques :

« L'archevêque de Belgrade n'est pas seulement le titulaire d'un trône épiscopal, il est le métropolitain de toute la Serbie, l'aîné parmi les princes épiscopaux du Royaume, le chef de toute la hiérarchie de dignitaires de l'Église autocéphale et orthodoxe de notre royaume, et, conformément aux canons de l'Église orthodoxe, juge spirituel plus élevé que les autres évêques... ¹ »

C'est à ce juge extraordinaire que le Roi s'adressait pour lui demander « la dissolution d'une union désormais impossible ². »

Ainsi, selon les paroles de Nathalie, « on » avait trouvé « un malheureux vieillard qui consentit à prendre le péché sur son âme... ³ »

Teodosije fut atterré de cette mise en demeure royale. Sa conscience, comme le respect des canons de l'Église, lui dictaient évidemment d'opposer un refus formel, mais le vieux prélat n'avait point la vocation d'un martyr. Un voyageur français qui le vit précisément à cette époque nous décrit l'affolement de « ce digne petit vieillard » qu'il dépeint avec humour :

« Vainement conciliateur impuissant, il en perdait le boire et le manger. Théodose n'avait ni la taille, ni le ton qu'il faut pour fulminer des interdits ⁴ ». Aussi, comme s'y attendait le Roi, il céda. Le jour même où il avait reçu la lettre royale, le Métropolitain annonçait que « le mariage, conclu suivant les rites de l'Église orthodoxe, le 5 octobre 1875, dans l'église cathédrale de Belgrade, entre le roi Milan I^{er} et Nathalie, née Keško, n'existait plus ». Il ne se donnait même pas la peine de justifier canoniquement sa sentence, se contentant seulement de rappeler la parole évangélique :

« Tout ce que vous lierez sur la terre sera lié dans le Ciel, et tout ce que vous délierez sur la terre sera délié dans le Ciel ⁵. » L'opinion publique serbe tout entière fut révoltée par cet acte d'arbitraire : Nathalie connut une popularité encore plus grande, le prestige du Roi, déjà bien compromis, reçut une nouvelle atteinte ⁶ ; mais c'est à l'Église orthodoxe serbe que l'affaire du divorce porta le coup le plus sensible. Le chef suprême de l'Église, pas plus que les évêques, n'avaient eu le courage de résister efficacement au caprice

¹ *Srbske Novine*, 12 oct. 1888, n° 223.

² *Srbske Novine*, 12 oct. 1888, n° 223.

³ *Ibid.*

⁴ XXX, *Du Danube à l'Adriatique*, *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1890, p. 343.

⁵ *Mémoires de Nathalie*, p. 77.

⁶ Milan abdiquait le 22 février (6 mars) 1889, en faveur de son fils Alexandre.

du Souverain. C'est dans le bas clergé qu'on avait rencontré les caractères les plus énergiques. Ces popes misérables avaient sauvé l'honneur de l'Église, en refusant de se laisser corrompre :

« Les pauvres prêtres, avec un modeste traitement, ont donné en ces journées un bel exemple à la Serbie, un exemple digne de leur condition de prêtres ; et ce fait prouve que, si l'honnêteté est assez rare, elle n'a pas tout à fait disparu, puisqu'on la trouve dans une classe aussi humble ¹. » Il n'en restait pas moins qu'une femme malheureuse et innocente, qui avait mis toute sa confiance dans l'Église, n'avait pu trouver en celle-ci sa protectrice naturelle. Jamais on ne s'était mieux rendu compte en Serbie, comme dans les pays orthodoxes serbes hors du Royaume, que, devant le pouvoir absolu du Roi, le lourd appareil administratif de l'Église comptait presque pour rien ². Si le Métropolitte Mihailo avait quelques années auparavant réussi à résister à l'arbitraire ministériel, ce n'avait pas été en s'appuyant sur l'Église elle-même, mais en faisant appel soit à une aide étrangère à l'Église — celle du parti libéral — soit à une aide étrangère à la nation — celle de la Russie. Réduit à ses propres moyens et d'un naturel pusillanime, le Métropolitte Teodosije s'était fait l'exécuteur du bon plaisir du Prince. Mais eût-il prétendu jouer les Thomas Becket, qu'il aurait encore eu à affronter l'opposition du Synode. Dans l'affaire de divorce du roi Milan, l'Église orthodoxe serbe a révélé son incapacité à s'opposer aux débordements du pouvoir temporel. La confiance traditionnelle que le peuple serbe portait à son clergé en sortira singulièrement ébranlée. La reine Nathalie, tirant la leçon de son expérience personnelle, entrera quelques années plus tard dans le sein de l'Église catholique romaine.

LA CRISE NAZARÉISTE.

Le Nazaréisme se fonde avant tout sur les Saintes Écritures et plus particulièrement sur le Nouveau-Testament. Certains des sectaires étaient parvenus à savoir par cœur tous les Évangiles. Par contre, ils se refusaient à adorer la Croix et ne reconnaissaient point la tradition de l'Église. Ils croyaient en un seul Dieu, dans la Triple Personne du Père, du Fils et du Saint-Esprit. Leur croyance christologique et leurs notions sur la rédemption étaient purement ortho-

¹ Cf. *Poslednjih šest godina naše novije istorije*, Belgrade, 1892, p. 36.

² Un des articles les plus révélateurs de cet état d'esprit parut dans une revue ecclésiastique orthodoxe de Zadar : l'*Istina* regrettait profondément l'acte du Métropolitte et prévoyait les conséquences funestes qu'il pouvait avoir pour l'Église du Royaume (*Istina*, 1888, année III, n° 10, p. 475).

doxes. Ils n'admettaient cependant que deux sacrements : le baptême et l'eucharistie, ce qui pouvait être interprété comme une simplification de la doctrine orthodoxe. Leur baptême s'opérait secrètement et généralement pendant la nuit, avec de l'eau pure qui symbolisait le sang du Christ. Les Nazaréens se refusaient à baptiser les enfants au-dessous de sept ans. Leur conception du mariage était assez rudimentaire : seuls étaient exigibles le consentement mutuel des futurs, et certaines garanties de moralité qu'avaient à apprécier les « frères » et les « sœurs » des conjoints. Ils n'admettaient pas, en effet, l'autorité cléricale et avaient adopté une hiérarchie élémentaire qui comprenait les fidèles initiés complètement, appelés « frères » et « sœurs », ou « chrétiens parfaits », et les « amis » qui n'étaient encore qu'au premier stade de l'initiation ¹. Au fond, toutes ces croyances, qui restaient sur le plan de la dogmatique et de l'éthique, inquiétèrent beaucoup moins le haut clergé orthodoxe que les attaques répétées contre la liturgie de l'Orthodoxie et certains de ses rites : par leur souci de simplicité et d'austérité calviniste, les Nazaréens en vinrent même à saper les coutumes les plus traditionnelles et les plus populaires, ce qui fit un tort considérable à leur propagande. Par exemple, ils exigeaient des leurs qu'ils s'abstinssent, à l'occasion des noces, de se livrer à d'interminables banquets et beuveries (ils ne buvaient ni ne fumaient). Les obsèques s'accomplissaient dans la plus grande simplicité, et les chants et lamentations funèbres (*kukanje*) étaient sévèrement proscrits chez eux. Les Nazaréens refusaient aussi de prêter serment, même à l'armée ². Ils ne respectaient pas les icones, qu'ils considéraient comme des moyens grossiers de représentation de la Divinité.

Le *Hrišćanski Vesnik* signalait les ravages grandissants de la secte au cœur même de la capitale :

« Au milieu de Belgrade, sous les yeux des princes de l'Église, le Nazaréisme se répand rapidement. Des temples s'élèvent : les sectateurs font publiquement du prosélytisme, et les chefs de l'Église restent assis, les bras croisés, en regardant avec indifférence ce scandale. Ce n'est que lorsque l'opinion publique et la presse se soulèvent contre un tel état de fait que le chef de l'Église se réveille enfin de sa bienheureuse torpeur, et se décide à écrire une lettre au Ministre afin que le Gouvernement empêche la propagation du Nazaréisme. De lui-même, il n'entreprend rien et ne donne aucune

¹ Dimić (Pavle), *O Nazarenima*, Velika Kikinda, 1881, pp. 3-23.

² Hergenröther (Joseph Cardinal) et Kaulen (Dr Franz), *Wetzer und Weltes Kirchenlexikon*, Freiburg im Breisgau, 1903, t. IX, p. 66 : *Nazarener* ; et *Encyclopédie. art. Nazarenstvo*, de Grujić.

instruction au clergé afin que celui-ci veille à ce que les fidèles ne soient pas contaminés par l'extension de cette secte ; mais il laisse à la police le soin de tout accomplir. Avec cette paperasserie adressée au Ministre, il croit avoir fait plus qu'il n'était tenu et que la postérité, avec reconnaissance, lui tiendra compte de sa peine¹. »

En février 1890, la police de Belgrade découvrait à Palilula un centre de Nazaréisme fréquenté par une dizaine de sectateurs. Ceux-ci se rendaient secrètement dans une maison sise près du Cimetière juif pour se livrer à leurs prières². Tous (il y avait parmi eux trois femmes) furent condamnés à dix jours de prison. La plupart de ces Nazaréens venaient d'Autriche-Hongrie³.

On est curieux de savoir quel était le milieu social auquel appartenaient ces Nazaréistes, et surtout quelle pouvait être leur mentalité ; ce qui n'est d'ailleurs point facile, car les débats se déroulaient habituellement à huis-clos. Le procès qui s'ouvrit dans le mois de mars 1890, à Kragujevac, contre une dizaine de sectateurs, nous apporte exceptionnellement quelques éléments d'informations. Il semble que ce sont de petites gens, pauvres, sans grande culture. Leur « chef » est un nommé Kosta Ristić, rentier. Il réunissait chez lui les « croyants » afin de lire la Bible en serbe et chanter quelques psaumes. A l'audience, les prévenus se succédèrent, tous également convaincus, mystiques, fanatiquement persuadés de la justice de leur cause. Ils refusèrent de prêter serment, méprisant publiquement les accessoires extérieurs du culte, cierges et icones. Les journaux qui relatent les débats mentionnent ce sourire de confiance et de bonheur qui flotte sur les visages de tous les accusés. Visiblement, ces pauvres gens ne comprennent pas pourquoi on les poursuit. Ce sera leur « chef », Kosta Ristić, le plus riche d'eux tous qui finalement les abandonnera. Il se déclarera bon orthodoxe, se disculpera de toute accusation d'hérésie, en rejetant sur ses malheureux coaccusés la responsabilité de toute l'affaire. A l'entendre, comment peut-on lui reprocher d'avoir suivi de tels errements, lui qui, au su de tous, possède un jugement aussi juste et qui a été assez avisé pour confondre un jour, dans un procès qu'il menait, vingt avocats de Vienne ? Tout indique, non pas le mouvement organisé que redoutent les autorités ecclésiastiques, mais des manifestations purement locales, des poussées de mysticisme où quelques individus vaniteux et exaltés espèrent gagner facilement un ascendant facile sur des âmes simples⁴.

¹ *Hrišćanski Vesnik*, janv. 1889, p. 13.

² *Dnevni List*, 26 fév. 1890.

³ *Hrišćanski Vesnik*, janv. 1889, p. 13.

⁴ *Srpska Nezavisnost*, 20 mars 1890.

Quel était donc le remède à cette contagion du Nazaréisme ? Beaucoup d'écrivains orthodoxes serbes estimaient que l'intervention de l'État était devenue indispensable. Čeda Mijatović pensait qu'il était criminel de tolérer la persistance d'un schisme qui finirait par devenir fatal à l'indépendance spirituelle et politique de la Serbie ; et pourtant, il ne méprisait point les Nazaréens, qu'il considérait comme le seul élément mystique de Serbie. Il n'hésitait pas à rendre hommage à leur sens moral (*They are absolutely honest and truth-loving people* ¹).

D'autres croyaient qu'il était impossible de venir à bout du Nazaréisme et de l'indifférentisme religieux avec les moyens primitifs de coercition et de propagande dont disposait l'Église serbe. Il n'y avait, pour se convaincre de cette vérité, que de constater l'insuccès, dans les pays occidentaux, de religions douées pourtant d'une organisation supérieure à celle de l'Orthodoxie. Tandis que Čeda Mijatović se lamentait sur la « décomposition » de la vie spirituelle serbe, le publiciste Šapčanin, poète, mais aussi spécialiste des questions ecclésiastiques, réagissait vigoureusement contre une telle manière de voir : à l'entendre, le peuple était resté fidèlement attaché à ses traditions et à la religion de ses ancêtres. Ce n'était point la faute du clergé si les idées occidentales s'étaient peu à peu infiltrées dans les masses. « Dieu sait combien les pasteurs de Berlin sont instruits, et combien les prêtres catholiques de Paris sont cultivés, disciplinés et zélés... » Ce qui n'empêchait pas que « Paris était le théâtre quotidien de la malfaisance et de la bestialité humaines ² ». Quant aux sectes qui semblaient menacer l'unité dogmatique de l'Église, il ne fallait pas en chercher les racines en Serbie. « Le Nazaréisme, affirmait Šapčanin, n'est pas le produit de nos erreurs religieuses, de la faiblesse de notre foi ; il est né dans un tout autre terrain et chez d'autres nations. C'est l'œuvre « des camelots magyars, de petits marchands et de personnages insignifiants... » Ce schisme a trouvé un climat bien plus favorable en Angleterre « qu'à Palilula ou à Dorćol » ³.

Les Anglais, à en croire la revue d'Ilić, étaient les protecteurs traditionnels des hérétiques ; ces mêmes Anglais qui envoyaient aux ennemis des Serbes des canons et des officiers expérimentés et qui, en même temps, expédiaient aux Serbes blessés dans d'inégaux combats des Bibles et des Évangiles. Le *Hrišćanski Vesnik* concluait énergiquement : « pas de « liberté de conscience » pour les

¹ Mijatović (Čed.), *Servia and the Servians*, Londres, 1908, p. 53.

² *Hrišćanski Vesnik*, sept.-oct., pp. 629-635.

³ *Ibid.*

Nazaréens qui n'étaient point « persécutés », mais menaçaient au contraire l'unité de notre peuple »¹.

LE DÉCLIN DE L'ÉGLISE PROGRESSISTE :
PERSÉCUTION DU *Hrišćanski Vesnik*.

En mars 1889 déjà, la barque du *Hrišćanski Vesnik* prenait eau. Deux des principaux collaborateurs, sentant sans doute le vent tourner, annoncèrent bruyamment leur démission en proclamant que la popularité d'Aleksa Ilić était « épuisée ». Ce dernier sut répondre à ses ennemis avec sa vivacité coutumière :

« Aurions-nous vraiment épuisé notre popularité et celle du *Hrišćanski Vesnik*, ainsi que vous l'affirmez, que nous y attachions peu d'importance. Car nous l'aurions épuisée, non pas à un service indigne et vil, mais en qualité de soldat du Christ, fermement et constamment attaché à garder et à défendre les intérêts sacrés de la nation et ceux du clergé pendant vingt-six années, comme prêtre, membre du Tribunal spirituel, rédacteur d'un organe de l'Église serbe, et enfin comme simple citoyen... »

Aleksa Ilić évoquait les persécutions et les mauvais traitements dont il avait été victime au cours de sa carrière politique et journalistique. Il n'hésitait pas à mettre dans son « tableau d'honneur » ses deux destitutions, ses mises à la retraite successives, les blâmes injustifiés qui lui avaient été infligés. Et il répétait en concluant qu'il « ne regrettait pas d'avoir épuisé sa popularité au service de l'Église et de sa Patrie »².

Le premier son de cloche défavorable, présage pour Aleksa Ilić d'une prochaine disgrâce gouvernementale, fut une lettre adressée par le Ministre de l'Instruction Publique et des Cultes au Métropolitain Teodosije. Ce document, assez confus, alourdi par de multiples citations bibliques et apostoliques, rappelait au chef de l'Église qu'il avait à veiller à ce que son clergé ne transgressât pas les lois établies³. La lettre de Vladan Djordjević déclencha une campagne de diffamation contre le clergé progressiste, campagne qui dépassa très vite les frontières du royaume, puisque, dès le mois de mai, l'*Istina*, périodique ecclésiastique de Zadar très lu à l'époque, s'en prenait violemment au clergé serbe et prétendait tirer ses arguments de la lettre ministérielle⁴. Aleksa Ilić n'attendit

¹ *Ibid.*, *Vera i srpski Narod*, sept.-oct. 1889, p. 629-635.

² *Videlo*, 3 mars 1889.

³ *Hrišćanski Vesnik*, mai 1888, p. 392-397.

⁴ *Ibid.*, juin-juil. 1888, p. 534.

pas longtemps pour répondre à cette offensive de grand style. Il commença d'abord, dans sa revue, par tourner en ridicule l'érudition sacrée de Djordjević et ses citations de « parade », profondément inutiles, au reste, les membres du Consistoire étant supposés mieux connaître les Textes Saints que le Ministre de l'Instruction Publique. Très finement, le rédacteur du *Hrišćanski Vesnik* s'efforçait, lui aussi, d'expliquer l'impopularité actuelle du clergé serbe : le peuple reprochait aux papes d'avoir « fait de la politique », mais aucun parti ne s'était avisé de proposer de leur interdire la Skupština, car on connaissait trop l'utilité électorale du clergé paroissial :

« Tant que les partis sont dans l'opposition, ils demandent au clergé de les aider à écraser le Gouvernement et le parti au pouvoir, mais dès que la chose est faite et qu'ils disposent eux-mêmes de l'autorité, leur premier souci est de prendre congé de leurs alliés d'hier, surtout si ces derniers ne les suivent pas aveuglément. Ils se mettent aussitôt à renvoyer les papes à leurs autels et à leur recommander de lire leur Missel... ¹ »

Le Ministre se sentit davantage blessé par le persiflage d'Aleksa Ilić que par la réponse ferme, mais modérée du Métropolite. Le 1^{er} octobre 1888, une décision ministérielle supprimait l'allocation annuelle de 1200 dinars dont bénéficiait jusqu'alors le *Hrišćanski Vesnik* ². La rédaction se plaignit également de mesures inquisitoriales employées à son égard, comme de la violation du secret de la poste ³. Soumis à ce qu'il considérait comme une persécution imméritée, Aleksa Ilić enfla le ton. Il ne se prit plus seulement aux autorités civiles, mais osa critiquer, Savonarole serbe, la Hiérarchie épiscopale. Au début de l'année 1889, la bête noire du *Hrišćanski Vesnik* était l'évêque de Žiža, Nikanor. Ce dernier travaillait en effet, au sein du Consistoire, à obtenir la mise à l'index de la revue dirigée par son grand ennemi. Infatigablement, Aleksa Ilić amassait les preuves de l'indignité de Nikanor en ouvrant libéralement les colonnes de son organe à toutes les plaintes et même à toutes les dénonciations du bas clergé diocésain de Žiža. Si l'on en croit la revue progressiste, c'était un singulier pasteur que ce Nikanor, emporté et brutal, traitant ses prêtres de « voleurs et recéleurs », ne craignant pas de lever la main sur de vénérables prieurs de monastères, souhaitant publiquement la mort des papes dont la figure ne lui revenait pas, ayant toujours quelque grossièreté ou quelque indécence à la bouche. Et pourtant il avait réussi assez habilement à s'allier une fraction de son clergé diocésain qui témoignait bruyam-

¹ *Hrišćanski Vesnik*, juin-juil. 1888, p. 536.

² *Ibid.*, sept. 1888, p. 715.

³ *Ibid.*, avril 1889 (couverture, p. 3).

ment en sa faveur et protestait avec indignation contre les « scandaleuses » imputations d'Ilić¹. Aussi les attaques personnelles du *Hrišćanski Vesnik* contre Nikanor, et ce qu'Ilić appelait plaisamment le *Nikanorstvo*, échouèrent-elles piteusement. Tout au plus réussirent-elles à dresser contre la minorité progressiste de l'Église la plus grande partie du clergé serbe.

Combattu par la presse libérale, en butte désormais à l'hostilité gouvernementale et de plus abandonné par le bas clergé, le *Hrišćanski Vesnik* devait connaître des assauts encore plus dangereux. Après avoir été l'organe officieux de l'Église progressiste et de la « seconde Hiérarchie » de « Mraša », la revue d'Aleksa Ilić, mise à l'index, éprouvait à son tour les foudres de ses anciens maîtres... Au mois de mars 1889, une note perfide du Consistoire adressée circulairement au clergé du Royaume accusait le *Hrišćanski Vesnik* d'« abuser » le clergé serbe, de le « partager en deux camps, de l'exciter à la désobéissance et de l'indisposer à l'égard des autorités ecclésiastiques ». Des accusations plus graves encore étaient formulées : on reprochait à Aleksa Ilić de s'écarter de la doctrine de l'Église. En accordant à chaque pape le droit de discuter les dogmes, Ilić ébranlait à sa base le système épiscopaliste qui régissait depuis des siècles la communauté orthodoxe et semblait travailler ainsi à la formation d'une Église « presbytérienne ou luthérienne ». Sous la forme sous laquelle elle se présente, l'accusation est absurde : jamais le pape de Topčider n'avait songé à devenir le chef d'une nouvelle Église, encore moins à faire œuvre de renégat ou de transfuge. Mais il est indéniable que, par sa liberté d'expression et surtout l'extraordinaire ascendant qu'il avait exercé durant de nombreuses années sur le bas clergé, il avait compromis une autorité épiscopale longtemps restée en Serbie aussi absolue et indiscutée en principe qu'elle l'était du temps des Phanariotes. Le Consistoire avait assez bien pressenti le danger : on ne cherchait plus à reprocher à Aleksa Ilić d'avoir finalement délaissé le parti de la seconde Hiérarchie (il s'était en effet sérieusement refroidi à son sujet dans les derniers temps) et Mraović savait mieux que quiconque à quels excès peut entraîner la passion de la politique. Mais soulever démagogiquement contre « ces Messieurs les Évêques » tout le prolétariat clérical de la Serbie, lancer cette horde de popes méprisés et mal payés à l'assaut des autorités supérieures de l'Église, c'était préparer une révolution qui menaçait de briser les cadres étroits de l'Église nationale, et cela, aucun membre du Consistoire, qu'il fût partisan de Mihailo ou de Teodosije, ne pouvait le tolérer.

¹ *Hrišćanski Vesnik*, avril 1889, pp. 296-312.

Aussi la main de l'Église ne tarde-t-elle pas à s'appesantir sur Aleksa Ilić. Le 13 mars 1889, une décision spéciale du Consistoire interdit à tous les vicaires paroissiaux comme à tous les prieurs de monastères de Serbie de s'abonner au *Hrišćanski Vesnik*, sous le prétexte que cette publication « minait » la discipline et l'ordre ecclésiastique : « La rédaction de cette revue oublie le principe des Pères suivant lequel il n'y a pas d'Église sans évêque ; que là où est un évêque se trouve l'Église, et qu'en séparant le clergé de l'autorité épiscopale, on tombe dans l'hérésie...¹ »

Cette condamnation réjouit d'autant plus les ennemis d'Aleksa Ilić que ceux-ci se souvenaient fort bien que quelques années auparavant, en 1882, la revue de l'irascible pope avait, de par la volonté du gouvernement progressiste, un caractère semi-officiel et que sa lecture était obligatoire dans beaucoup de paroisses. En ce temps, les libéraux avaient énergiquement protesté contre le système d'abonnements « forcés » pratiqué plus ou moins ouvertement. Le 16 janvier 1882, la *Srpska Nezavisnost* avait signalé que l'archiprêtre du district de Kruševac, Aksentije Protić, avait ordonné à l'Église de Vrbnica de s'abonner à la revue en question. « Sur la base d'une décision *sabornale* et sur la recommandation du Consistoire, toutes les églises et monastères » devaient envoyer les 12 dinars nécessaires pour recevoir la bonne parole progressiste. Le plus caractéristique est que beaucoup d'églises avaient alors refusé de s'incliner, prétextant précisément le caractère politique de la revue. « Cet organe, avait répondu l'église de Vrbnica, ne peut être d'aucune utilité ni pour l'Église, ni pour le Clergé². »

Ainsi le *Hrišćanski Vesnik*, à quelques années d'intervalle, connaissait d'étranges vicissitudes. Après avoir été l'organe officieux de l'Église serbe, dont la lecture avait été imposée par le Consistoire lui-même, il se voyait proscrire sévèrement : églises et monastères étaient tenus de renvoyer immédiatement à la rédaction les exemplaires qui se trouvaient en leur possession³.

Aleksa Ilić, avec sa nature emportée et son tempérament de tribun, n'allait pas s'incliner du premier coup devant les volontés consistoriales. Sa polémique redoubla, et par là même justifia les appréhensions des évêques et du Métropolitain. Tandis que jusqu'alors il s'était borné à des attaques personnelles, exerçant sa verve sur quelques adversaires politiques, il mettait à nouveau en cause tout l'épiscopat et le Métropolitain lui-même.

¹ *Hrišćanski Vesnik*, avril 1889.

² *Srpska Nezavisnost*, 16 janvier 1882 : *Širenje Hrišćanskog Vesnika putem naredaba i vlasti*.

³ *Hrišćanski Vesnik*, fév.-mars 1890, p. 115.

LA DÉFECTION DU *Hrišćanski Vesnik*.

Depuis quelques mois en effet il avait abandonné ce dernier après avoir été son plus fidèle serviteur. Déjà en 1889, Aleksa Ilić ne craignait pas de reconnaître que les espérances qu'il avait placées dans la seconde Hiérarchie avaient été en majorité déçues. Ce n'était pas la peine, il l'avouait, d'avoir changé de Métropolit. Dans la bouche de celui qui avait été l'adversaire passionné de Mihailo, ce jugement porté sur son successeur, le Métropolit Teodosije, a la sévérité d'un réquisitoire :

« Si, grâce à son tempérament, où l'on peut observer un indifférentisme d'une espèce inconnue, il a contribué à ramener la paix dans l'Église, il a par contre doublement nui aux intérêts vitaux de celle-ci et de son clergé par son insouciance à l'égard de l'Église et de ses droits, et il a agi de telle sorte que tous les droits du Métropolit et toute l'autorité administrative ecclésiastique sont passés dans des mains séculières ¹ ».

Pour celui que, six ans auparavant, il défendait avec tant d'ardeur, Aleksa Ilić ne trouve plus qu'une appellation irrévérencieuse : c'est un « bon vieillard » (*dobar starac*) faible et impuissant. Il n'a jamais su s'opposer à l'arbitraire ministériel : désormais, aucun prêtre, aucun prieur ne peut être nommé sans l'approbation du Ministre, alors même que tout le Synode épiscopal émettrait un avis favorable. Le Métropolit, d'autre part, a laissé s'accomplir au détriment de l'Église de désastreuses « économies ». Deux diocèses, et des plus importants, ont été supprimés : ceux de Šabac et de Negotin.

« Si la Serbie veut être le Piémont serbe, si elle veut maintenir la dignité de son Église, si elle veut tenir tant soit peu compte des grands intérêts de la Nation et de l'Église, il lui faut ménager cette dernière et laisser en paix ses institutions. »

Qu'est devenu le Métropolit dans la Serbie de 1889 ? Un directeur irresponsable de séminaire, le président honoraire d'une société ecclésiastique. Tout le pouvoir est concentré dans le fameux département ecclésiastique (*Crkveno odeljenje*) du Ministre de l'Instruction Publique et des Cultes ².

Ilić, qui était bon observateur et qui vivait près du peuple, avait aussi une autre raison d'inquiétude : la désaffection des masses populaires envers l'Église. L'abandon des églises est un thème

¹ *Hrišćanski Vesnik*, janv. 1889, p. 5.

² *Hrišćanski Vesnik*, janv. 1889, p. 6.

souvent traité dans le *Hrišćanski Vesnik*, mais jamais la question ne se pose avec autant d'acuité qu'au début de 1890 :

« Pourquoi nos églises sont-elles de plus en plus vides, tandis que nos cabarets ne désespèrent pas ? »

Il faisait également allusion à l'indifférentisme religieux du peuple, et non pas celui des villes, mais aussi celui des campagnes. Des proverbes illustraient suggestivement cette absence totale de sentiment mystique : *Pop vezan mirno selo*, ou bien : *Vinograd neće molitvu nego motiku...*¹

Le vieux lutteur reconnaissait enfin la conséquence funeste du schisme et des dissensions intestines qui avaient déchiré le clergé :

« Quand les bergers se battent entre eux, qui veille sur les brebis ?² »

Cette franchise, loin de lui attirer l'estime de ses adversaires, lui aliéna le peu qui lui restait d'amis dans l'Église. En octobre 1890, l'offensive contre le *Hrišćanski Vesnik* redoubla. Aleksa Ilić se débattait comme un beau diable contre ses ennemis qu'il traitait pittoresquement de « phylloxéras ». On utilisait, il est vrai, contre le prélat progressiste de singuliers procédés : de prétendus « amis » du *Hrišćanski Vesnik* parcouraient les campagnes pour y recueillir des abonnements qui naturellement ne parvenaient jamais à la rédaction. A bout de ressources, Ilić suppliait ses lecteurs de se méfier et de lui envoyer directement le montant de leurs souscriptions. En septembre 1890, le Tribunal de Belgrade avait saisi son traitement pour régler la note de l'imprimeur³. N'osant plus s'attaquer directement à Mihailo, Aleksa Ilić prétendait que le vieux Métropolitain était devenu un jouet impuissant dans les mains de « mauvais conseillers » et en particulier d'un « Triumvirat d'archiprêtres »⁴ dont il signalait la funeste influence : Živojin Jovičić, Milutin Stokić, Jakov Pavlović. Stokić était président du Consistoire belgradois et Jovičić avait une grosse influence au Séminaire où il enseignait. Désormais, les évêques pouvaient en toute tranquillité pressurer le bas clergé, le *Hrišćanski Vesnik* ne le défendrait plus.

APOLOGIE DE LA HIÉRARCHIE DE TEODOSIJE.

Ce pessimisme était loin d'être partagé par tous les progressistes. Même à la veille du retour de Mihailo, le Métropolitain Teodosije.

¹ *Hrišćanski Vesnik*, fév.-mars 1890, p. 136.

² *Hrišćanski Vesnik*, sept.-oct. 1889, p. 637.

³ *Hrišćanski Vesnik*, sept.-oct. 1890, p. 631.

⁴ *Hrišćanski Vesnik*, nov.-déc. 1890, p. 692.

s'il était abandonné par la plupart de ses confrères et de ses subordonnés, conservait de nombreux amis politiques ¹. En juin 1889, au lendemain de l'arrivée de Mihailo, le *Videlo* consacrait un long et courageux éditorial à la défense du prélat déchu et de sa hiérarchie. S'adressant au peuple serbe, le journal progressiste lui demandait s'il était vrai, comme se plaisaient à le proclamer libéraux et radicaux, que le désordre et l'anarchie aient régné dans l'Église depuis le départ du Métropolitte Mihailo. Pourquoi, s'il en était ainsi, avait-on mis tant de temps à s'en apercevoir ? Pourtant les lois sur lesquelles l'ordre et la paix (ecclésiastiques) reposaient avaient été reconnues par tous les gouvernements : par le cabinet de coalition radicale-libérale, le cabinet radical de 1887-88, et l'actuel cabinet radical de la Régence. Quels étaient donc les hommes qui avaient intérêt à diviser de la sorte les consciences, en sapant les fondements d'une Hiérarchie que tous les esprits autorisés considéraient comme légitime ? « Quelques partisans personnels du Métropolitte Mihailo et de l'évêque Jeronim, quelques popes veufs qui voudraient épouser des crosses épiscopales, ont pensé que le désordre et l'inquiétude étaient dans l'Église, alors qu'ils n'étaient que dans leur cœur ». Les inspireurs de cette campagne n'étaient pas difficiles à trouver : « Nos frères russes, concluait amèrement le *Videlo*, ont estimé que l'Église serbe, sans le Métropolitte Mihailo, n'était pas dans une situation normale, car ils voyaient toujours dans celui-ci non seulement le chaînon qui reliait l'Église serbe à la russe, mais encore le câble par lequel pouvait être attaché le bateau politique de l'État serbe au bateau politique de la Russie... ² » Le

¹ Le temps semblait cependant travailler pour la Hiérarchie de Teodosije. Assurément Mihailo, par son long exil, avait pris figure de martyr, et surtout le rapprochement et l'alliance électorale des radicaux et des libéraux lui permettaient de disposer d'une clientèle politique singulièrement plus vaste, puisqu'il pouvait désormais prétendre à l'appui du bas clergé. Toutefois, peu à peu, le fossé qui séparait les partisans des deux hiérarchies se comblait. Ne voyait-on pas, au début de l'année 1889, un des plus farouches et des plus infatigables ennemis de la Hiérarchie « schismatique », le célèbre Nikanor Ružičić, accepter de collaborer aux côtés de Teodosije et recevoir en récompense de sa soumission le diocèse de Žiča ? La nouvelle de cette défection est bien faite pour agiter la bile d'Aleksa Ilić qui voit peu à peu fondre les cadres de ses effectifs. Pourtant, comme il a encore bonne mémoire — malheureusement pour ses ennemis — il se plaît à évoquer quelques souvenirs d'un passé proche qui ne doivent pas être très agréables au nouvel évêque. Il s'agit d'un petit livre rédigé par Nikanor en 1883, sous le couvert de l'anonymat, où il s'efforçait de prouver, avec la plus riche argumentation, que la nouvelle Hiérarchie était illégale et anticanonique ; « par une singulière prescience », il tenait à prévenir charitablement ceux qui ambitionneraient une mitre d'évêque de la nullité des ordinations accomplies par le successeur de Mihailo... (*Hrišćanski Vesnik*, mai-juin 1890, p. 369-72).

² *Videlo*, 4 juin 1889.

Videlo ne partageait pas la déception d'Aleksa Ilić au sujet du Métropolitte Teodosije, et faisait de lui un éloge sincère, le félicitant de son amour pour l'Église et la Nation...

Sans souscrire à cette opinion intéressée, il est juste de reconnaître que la hiérarchie de Mraović sut franchir avec assez d'habileté les nombreux obstacles qui s'offrirent à elle. En dépit de son origine étrangère, elle se conciliait de larges masses du peuple orthodoxe serbe. Enfin, et c'est peut-être là l'essentiel, la « Hiérarchie anticanonique » laissa derrière elle une œuvre durable : la « Société de Saint Sava », fondée en 1886, et destinée à propager la culture serbe à l'intérieur et en dehors des frontières du Royaume, reçut de la part des autorités ecclésiastiques serbes les plus larges privilèges. Le Métropolitte Teodosije fut un des protecteurs les plus chaleureux de la nouvelle association, dont il installa les bureaux dans la Métropole. Il eut d'autant plus de mérite que la « Société de Saint Sava » avait dû, dès son apparition, affronter de violentes attaques de la part des radicaux de la *Samouprava* ¹.

¹ *Spomenica Društva Svetoga Save (1886-1936)*, Belgrade, 1936, p. 3-5.

Ces attaques radicales visaient surtout l'animateur de la Société de Saint Sava, Svetomir Nikolajević, « renégat » du parti. « Dans l'idée des radicaux, le régime du roi Milan ne pouvait être renversé que par le fanatisme du parti radical. Éteindre la flamme de ce fanatisme sous les nobles prétextes du patriotisme et de l'humanisme, c'était sauver le roi Milan... » (Slob. Jovanović, *Vlada Aleksandra Obrenovića*, t. II, Belgrade, 1935, p. 470-71, *Prilózi*).

CHAPITRE XV.

LES DERNIÈRES ANNÉES DU MÉTROPOLITE MIHAÏLO.

L'EXIL DU MÉTROPOLITE MIHAÏLO.

Les apologistes du Métropolitte Mihailo se plaisent à rappeler que celui-ci avait eu, dans son exil, un illustre prédécesseur. Saint Sava, en effet, s'était, lui aussi, volontairement éloigné de Serbie et retiré en Palestine après la mort de son frère Stevan en 1227 ; bien que la Russie eût toujours été sa seconde patrie, le Métropolitte Mihailo ne s'était pas immédiatement décidé à y vivre. Il avait une conscience encore trop haute de sa puissance et de sa mission pour se déterminer à abandonner ces Balkans où il avait servi si longtemps la cause des nationalités et de l'Orthodoxie. Ayant quitté Belgrade dans une atmosphère de sympathie et de tristesse, il allait rencontrer dans les milieux bulgares et roumains la plus large audience. Sa descente du Danube, de Belgrade à Ruščuk, qui se prolongea du lundi 11 avril 1882 au jeudi 14 de la Semaine Sainte, fut véritablement triomphale.

De Ruščuk, où il fut reçu solennellement par le Métropolitte et chaleureusement acclamé ¹, il gagna Varna où un bateau russe l'attendait pour le mener à Constantinople. Il fut accueilli dans cette ville par le Patriarche et tout son Synode, mais aussi par le Ministre de Russie. Ce fut aux côtés de Joachim III que l'exilé célébra les fêtes de Pâques, entouré de la vénération de cette colonie serbe de Constantinople qui l'avait toujours beaucoup aimé ². Il devait conserver un souvenir ému de cette hospitalité et peut-être même fonder sur elle des espérances démesurées. Il ne lui fut cependant pas permis de séjourner longtemps à Constantinople : le gouvernement serbe qui surveillait chacun de ses pas lui fit donner le conseil de s'éloigner, ce qu'il fit le 21 avril, prenant le chemin de

¹ *Srpska Nezavisnost*, 24 avril 1883.

² La colonie serbe de Constantinople avait en 1874 choisi le Métropolitte Mihailo comme membre d'honneur de la société scolaire serbe de l'endroit. Cf. sur ce point Dimitrijević (Arch. St. M.), *Mihailo*, Belgrade, 1933, p. 36.

Jérusalem. Il y fut l'objet des mêmes témoignages de sympathie qu'à Constantinople : le Patriarche, le Synode, le chef de la mission religieuse russe, l'archimandrite Antoine, le reçurent amicalement. Mihailo accomplit quelques pèlerinages aux Lieux Saints puis, retournant en Europe, il se rendit à l'Athos « sur les traces de Saint Sava ». Il séjourna près de deux mois dans le monastère de Hilendar. Il eut le loisir d'y mettre au point trois de ses ouvrages les plus célèbres : *Reliques chrétiennes en Orient*, *La Sainte Montagne de l'Athos*, *Vie de la Sainte Vierge*¹. Après ce séjour d'études l'ex-Métropolitite avait décidé de revenir à Constantinople et de s'y installer définitivement pour se consacrer à ses travaux. Une fois de plus le gouvernement serbe ne le lui permit pas. Il se rendit à nouveau à Varna. Mais il ne put y séjourner longtemps, car un ordre impératif de Belgrade l'obligea d'abandonner sa résidence. Sa triste odyssée n'était pas proche de sa fin. Poursuivi par un cruel ostracisme, il quittait bientôt Varna pour Ruščuk : il crut trouver quelque répit dans cette ville où il avait l'avantage de jouir de la société d'un de ses anciens disciples, le Métropolitite Grigorije qui avait terminé ses études théologiques au Séminaire de Belgrade. Espoir vite déçu, car le gouvernement serbe accomplit une démarche auprès de Battenberg afin que l'on refusât d'accorder l'hospitalité à l'ex-Métropolitite. Le prince bulgare transmit cette demande au gouvernement bulgare qui répondit : qu'en vertu de la constitution il n'avait pas le droit d'y consentir, étant donné que le Métropolitite Mihailo ne causait aucun embarras².

A Ruščuk le Métropolitite Mihailo reçut les premiers secours du gouvernement russe. Une dépêche du directeur du Département asiatique au consul général de cette ville demandait que l'on versât au prélat serbe la somme de 10.000 francs sur les fonds de réserve du consulat³. Il semble que ce soit à ce moment (mars 1884) que

¹ Ces trois livres furent imprimés à Novi Sad en 1886.

² Dimitrijević (Arch. St. M.), *op. cit.*, p. 37.

³ Cf. Leonoff (R.), *Documents secrets de la politique russe en Orient, 1881-1890*. (D'après le livre russe paru à Sofia sous le titre « Les fonds d'occupation »), Berlin, 1893. Une autre communication du directeur du même Département invite le Consul de Russie à se mettre à la disposition du Métropolitite. « Le Métropolitite va se fixer en Bulgarie, en raison de son désaccord avec le roi Milan. C'est uniquement par sa dévotion à l'Empereur et à la Russie que le Métropolitite s'est attiré les persécutions des autorités serbes. A la tête d'un parti politique, il s'est efforcé continuellement de consolider notre influence en Serbie et en même temps de réveiller dans le peuple des sympathies pour la dynastie à nous acquise du Prince Karadjordjević. Les autorités serbes ne se sont pas bornées à poursuivre le Métropolitite Mihailo à l'intérieur des frontières du Royaume, mais à plusieurs reprises elles ont exprimé au Gouvernement Bulgare leur mécontentement de ce que le Métropolitite

Mihailo ait nourri le projet de se retirer en Russie. Une communication « secrète » du Directeur du Département Asiatique au Consul général russe, à Ruščuk, en date du 4 mai 1884, fait allusion à une demande adressée par le Métropolite à l'*Ober-prokuror* du Saint-Synode afin qu'on l'autorise à « séjourner quelque temps à l'intérieur des frontières de l'Empire ». Le conseiller privé actuel Pobjedonoscev était d'avis que « rien ne s'opposait à ce que l'on accordât cette demande » qui fut transmise au Ministère de l'Intérieur. Ce dernier, « considérant la position politique du Métropolite Mihailo », crut prudent de prendre l'avis du Ministère des Affaires Étrangères. Le Comte Tolstoï se montra très réservé. Il « fit remarquer qu'il était avant tout de l'intérêt de l'État d'assigner au Métropolite un lieu de séjour dans l'Empire et que, d'après des renseignements pris par la police de l'État, quelques nationaux serbes appartenant au soi-disant parti radical étaient en relations avec des émigrés russes qui s'étaient enfuis à la suite de délits politiques ». C'est pourquoi le directeur du Département Asiatique croyait pouvoir déclarer qu'« il serait très désirable pour divers motifs politiques que le Métropolite renonçât à son intention de venir en Russie ¹ ». Renoncer à s'établir dans le grand Empire, Mihailo n'y consentirait jamais. Comme l'annonçait le Consul de Russie à Ruščuk au chef du Département Asiatique, il « persistait inébranlablement » dans son intention². Mais il eût la sagesse d'attendre que tout le bruit qui se faisait autour de son nom se fût apaisé, et en attendant décidait lui-même d'abandonner sa retraite bulgare et de gagner Bucarest.

Après un premier voyage dans la capitale roumaine, il y élut un domicile, puis revint à Ruščuk pour y procéder à un premier déménagement. C'est à ce moment que le Consul de Roumanie l'avertit — assez brutalement — que sa présence ne serait pas tolérée à Bucarest ni dans aucune ville de Roumanie. Force fut au malheureux prélat de rester à Ruščuk et d'y passer un hiver particulièrement

et les membres du parti populaire qui lui sont dévoués séjournent non loin de la frontière serbe. Dépouillé des moyens nécessaires à son entretien, s'occupant en outre du sort d'autres émigrés serbes qui vivent n'importe où en Bulgarie, le Métropolite s'est adressé par l'entremise de notre Agence diplomatique à Sofia au Gouvernement impérial, priant celui-ci de le prendre sous sa protection.

Sur le rapport du conseiller d'État actuel Yonine et grâce à l'entremise du Procureur supérieur du Saint-Synode, le secrétaire d'État Giers a fait ordonner qu'on paye au Métropolite sur les fonds secrets du Ministère des affaires étrangères, en une fois, un secours de 10.000 francs. En outre qu'on engage nos représentants en Bulgarie à protéger autant que possible le Métropolite ... », 10 avril 1884, Leonoff, *op. cit.*, p. 69, n° 60.

¹ Leonoff, *op. cit.*, p. 70, n° 61.

² *Ibid.*, p. 71, n° 62.

rigoureux, qui fut néfaste pour sa santé. Il projetait d'aller se rétablir de ses fatigues dans quelque station thermale autrichienne, mais ayant demandé un permis de séjour au Consul de la Double-Monarchie à Ruščuk, il se vit refuser cette faveur en termes grossiers ¹.

Un événement devait changer sa vie : l'Université de Kiev célébrait en 1884 son jubilé du Cinquantenaire : le Métropolite y fut invité. Il résida quelque temps dans un monastère de Kiev « entouré de l'affection et du respect de tous ». C'est là qu'il apprit que le *Podvorje* serbe de Moscou, par suite de la lamentable gestion de l'igoumène Teofilo, était complètement ruiné. Teofilo, qui s'était montré passablement maladroit dans ses rapports avec son Gouvernement, avait été destitué, et était revenu en Serbie « dans l'espoir, dit Dimitrijević, de pêcher en eau trouble, en dépit de ses tares morales, une mitre épiscopale ² ». Mihailo décida de sauver le *Podvorje*, ce à quoi il parvint grâce à son intelligente administration : les dettes et les hypothèques qui le grevaient disparurent et cette Fondation, sous la direction de l'ancien Métropolite, en retrouvant son ancienne prospérité reprit sa véritable signification : celle de lien spirituel entre les deux nations orthodoxes ³.

L'ex-Métropolite Mihailo était très aimé dans la haute société religieuse russe. On ne le considérait point comme un étranger, mais comme un homme dévoué corps et âme aux intérêts de l'Orthodoxie russe, *Alma Mater* de la petite Église serbe. Bien que la pratique orthodoxe fût assez rigoureuse sur la question des prérogatives épiscopales, la haute prélature russe considérait Mihailo presque comme faisant partie de la hiérarchie religieuse russe : on put voir souvent l'ancien archevêque de Belgrade remplacer dans sa cathédrale le Métropolite de Kiev, Platon, que sa vieillesse rendait de plus en plus inactif ⁴.

Son exil en Russie conféra au Métropolite Mihailo un ascendant et un crédit considérables dans le monde slave des années 90, dont il deviendra une des figures les plus marquantes.

Auréolé par la persécution politique qui le poursuivait, grandi par un ostracisme qui à tout prendre se réduisait à de petites tracasseries fort courantes, considéré par tous comme le défenseur des Slaves

¹ Dimitrijević (St. M.) ajoute : le consul s'attira un blâme énergique de son Département pour avoir entretenu des rapports avec l'ex-Métropolite (*op. cit.*, p. 17).

² Dimitrijević (St. M.), *op. cit.*, p. 37.

³ L'étroite dépendance dans laquelle se trouvait le *Podvorje* vis-à-vis de la Hiérarchie russe explique comment, en dépit du Gouvernement serbe, un poste de cette importance a pu être confié à un proscrit.

⁴ Majevskij, *Srpski Patrijarh Varnava i njegovo doba*, Sremski Karlovci, 1933, p. 39-40.

opprimés et l'ennemi de la Double-Monarchie, il était tout désigné pour se faire auprès de la Grande Russie l'avocat des Slaves des Balkans. Il ne pouvait en effet se présenter et avoir l'autorité nécessaire sur les milieux slavophiles en se donnant pour le représentant de la seule Serbie. Un apologiste du Métropolite, qui a retracé l'histoire de sa vie avec la piété d'un hagiographe, évoque ses efforts pour faire régner un état d'esprit « plus juste et plus méthodique » chez ces slavophiles et en général chez ces gens importants « qui se partageaient les sphères d'influence dans les Balkans, assis autour d'une table verte, sans réflexion et en comptant sur une propagande factice et sur des amitiés qui n'existaient que sur le papier ¹ ».

Comme preuve de son ardent patriotisme serbe, St. M. Dimitrijević dépeint la douleur que Mihailo éprouva, lors de la guerre serbo-bulgare, en voyant son pays humilié et accablé par la défaite. Le prélat exilé fit taire ses ressentiments politiques et intervint auprès du Procureur du Saint Synode, Constantin Pobjedonoscev, par une lettre, en date du 19 janvier 1885, dans laquelle il suppliait l'homme d'État de plaider auprès de l'Empereur la cause de la malheureuse nation serbe :

« Je vous prie humblement d'intervenir afin que cesse cette guerre et de prier l'Empereur de sauver l'infortunée Serbie. Soyez miséricordieux et ne permettez pas que la race serbe périsse. Celle-ci met tous ses espoirs en Dieu et dans la Russie ... ² »

Ainsi se répétait, à dix ans d'intervalle, le geste pacificateur de Mihailo. Après Slivnica comme après la chute de Djunis, l'Église serbe se contentait, pour tout remède comme pour tout secours, d'indiquer le chemin de la Russie.

Mihailo a-t-il fait davantage que de conseiller un changement d'orientation de la politique extérieure serbe et a-t-il tenté d'exercer une action plus directe sur la politique intérieure de son pays ? Il le semble bien. St. M. Dimitrijević le reconnaît lui-même et fait allusion aux relations qu'entretenaient dans l'émigration le Métropolite Mihailo et le chef proscrit des radicaux, Nikola Pašić. Le vénérable archiprêtre voit même dans le Métropolite l'homme qui a ramené dans le bon chemin orthodoxe un politicien jusqu'alors égaré par les « leçons d'un Bakunin » ³.

L'histoire impartiale se doit toutefois d'apporter des nuances à

¹ Dimitrijević (St. M.), *op. cit.*, p. 38.

² *Ibid.*, p. 39.

³ Cf. les *Souvenirs* de Mih. I. Popović (manuscrit). Des extraits ont été publiés par l'archiprêtre Dimitrijević, *op. cit.*, p. 38.

cette affirmation : il semble bien en effet que la morale n'ait pas eu grand'chose à faire dans les tractations singulières de Ruščuk.

À Sofia où il s'était réfugié, fin novembre 1883, Pašić, accompagné de son inséparable Velimir Milojević, rédacteur de *Čosa*, se préparait à fomenter un nouveau soulèvement en Serbie. Ayant consulté à ce sujet l'agent diplomatique de la Russie, Ionin, ce dernier lui avait répondu « que la Russie ne voulait rien savoir d'une révolution ». Exactement quatre jours après cette déclaration, le même Ionin faisait savoir à Pašić et Milojević, par l'intermédiaire de Suknarov, chef des radicaux bulgares, qu'il leur serait profitable de se rendre incontinent à Ruščuk pour y visiter le Métropolite Mihailo. C'est ce que firent aussitôt Pašić et Milojević, tandis que le bruit se répandait à Sofia qu'ils revenaient à Vidin et que les représentants de la Serbie et de l'Autriche-Hongrie, Simić et le baron Biegeleben, s'empres-
saient de confirmer la nouvelle à leurs départements respectifs.

À Ruščuk, Pašić proposait tout simplement au Métropolite Mihailo « de travailler en commun à écarter par la force le roi Milan du trône » et de le remplacer, soit par le Knèze Nikola de Monténégro, soit par le gendre de celui-ci, Petar Karadjordjević. Sur cette question de remplacement, Mihailo ne s'entendit pas immédiatement avec Pašić. Il aurait voulu conserver la couronne dans la famille des Obrenović, ne consentant pas à renier sur le tard une dynastie qui l'avait comblé d'honneurs dans sa jeunesse. Enfin le vieux Métropolite et le chef radical parvinrent à un compromis : Mihailo acceptait que l'on renversât Milan « mort ou vif », ce qui dénote bien la haine violente qu'il lui portait, mais à condition que son fils Alexandre lui succédât. En attendant sa majorité un Conseil de Régence aurait le pouvoir : dans le cas seulement où cette Régence ne donnerait pas satisfaction le Métropolite consentait à ce qu'on appelât sur le trône serbe Nikola de Monténégro ou Petar Karadjordjević. Le 5 janvier 1884, Pašić revenait secrètement à Sofia¹. Le 16 juin de la même année, il écrivait à son ami Svilokosić à Paris :

« J'ai vu dans les journaux que le Métropolite Mihailo était ici (en Bulgarie). Maintenant il est revenu à Ruščuk et dans quelque temps il partira en Russie. J'ai longuement parlé avec lui de tout et nous nous entendons complètement sur ce qu'il faut faire » (*S njim sam opširno i o svemu govorio i potpuno se slažemo šta treba raditi* ²).

En 1885 deux autres lettres à Svilokosić, malheureusement non

¹ *Spomenica Nikole Pašića*, Belgrade, 1926, art. de Aleksa Ivić : *Nikola Pašić u emigraciji 1884 godine (po dokumentima državne arhive u Beču)*, p. 78.

² *Arch. Acad. Roy. Serbe*, n° 7885/7.

datées, mentionnent les rapports épistolaires de Pašić et Mihailo. Dans la seconde de ces lettres, le chef radical constate avec impatience le peu de résultat des tractations de l'ex-Métropolite en Russie :

« Le Métropolite est parti depuis longtemps en Russie. J'ai reçu jusqu'ici deux lettres de lui. Il y a assez d'assurances mais encore aucun résultat, du moins pas comme je l'espère » (*Uveravanja ima dosta, ali još nikakvog rezultata, bar ne kakvog ja očekujem*¹).

Quel était donc ce « résultat » souhaité par Pašić ? Il semble bien qu'il s'agissait d'un soutien matériel et efficace qui devait être apporté par la Russie à l'action révolutionnaire de Pašić. En 1885 ce dernier était résolu à fomentier une nouvelle insurrection en Serbie ; il espérait obtenir le concours du Comité Slave².

Celui-ci fournissait en armes et en munitions les émigrés, afin de leur permettre de former les bandes qui, à l'heure voulue, pénétreraient en Serbie orientale. Entre le Comité Slave et Pašić l'intermédiaire naturel était le Métropolite Mihailo, principal agent de la propagande panslaviste dans les Balkans. C'est par le truchement de Mihailo que l'émigration serbe maintenait ses liens avec la Russie³. Ainsi le rôle de Mihailo pendant ces années d'exil avait pris une ampleur et une signification qu'il n'avait jamais eues⁴. Ce n'est

¹ Arch. Acad. Roy. Serbe, n° 7885/15.

² Cf. articles d'Ivić (Aleksa) : *Akcija srpskih emigranata u Bugarskoj i Rumuniji 1885 godine, prema dokumentima državnog arhiva u Beču*, dans le *Vreme* des 8 et 10 juin 1926.

³ Les chancelleries allemandes et austro-hongroises étaient au courant des « intrigues » de Mihailo dans lequel elles voyaient un agent de l'influence « russe ». « En ce qui concerne la Serbie, écrivait à son Département le Conseiller référendaire Bucher, le cabinet de Vienne attribue les intrigues incessantes des révolutionnaires à des machinations d'agents russes qui, selon lui, agiraient de connivence avec le représentant officiel de la Russie à Belgrade. L'agitateur serbe Pachitch a eu, selon les sources autrichiennes, de multiples entrevues avec Ionin et a été mis par lui en relation avec l'ex-Métropolite Michael qui est hostile au Gouvernement serbe... En Roumanie l'agitation à laquelle se livre le personnel de la Légation de Russie suscite depuis longtemps non seulement du mécontentement dans les milieux officiels de Bucarest, mais encore de la méfiance dans le Gouvernement autrichien. La Légation de Russie est le point de ralliement des éléments hostiles au Gouvernement du pays et elle entretient des relations suivies avec l'ex-Métropolite Michael qui est hostile à l'Autriche... » (*La Politique extérieure de l'Allemagne 1870-1914. Documents officiels publiés par le Ministère allemand des Affaires étrangères*, tome IV, 1^{er} novembre 1883-30 septembre 1886. Paris, 1928. Mémoire du Conseiller référendaire aux Affaires étrangères, Bucher, Berlin, 5 septembre 1884, n° 727, p. 112).

⁴ Ilić (A.) prétend au contraire, dans ses souvenirs, que le Métropolite Mihailo a fini assez rapidement par être délaissé et « oublié » en Russie et que ce sont ces années de solitude forcée qui ont ruiné physiquement et moralement cet homme habitué à une vie active (Ilić, *Moji doživljaji*, p. 97).

plus un évêque autoritaire en conflit sur des questions d'administration ecclésiastique avec les autorités séculières. Ce n'est plus le libéral poursuivant les progressistes de sa haine. Hors de Serbie, il a appris à connaître de plus près les milieux de l'émigration radicale et ses chefs. Or les radicaux serbes, par conviction politique, étaient hostiles au Tsarisme qui ne s'accordait point avec leur culte de la liberté. Devant la nécessité de subsister et de poursuivre la lutte à mort qu'ils avaient engagée contre Milan, il leur fallait néanmoins l'appui de la Russie ¹. Ils n'auraient assurément pu obtenir d'eux-mêmes les contacts indispensables, car le bakouninisme de Pašić était aussi suspect aux slavophiles que l'autocratie impériale était antipathique aux radicaux serbes. Le truchement fut Mihailo, le Serbe qui était le plus sympathique aux Russes par son ardente russophilie, son libéralisme conservateur, son panslavisme balkanique. Pour les radicaux qui s'étaient toujours tenus à l'écart de la bataille libéralo-progressiste de l'année 1883 et qui se souciaient peu d'ergoter sur la canonicité des Hiérarchies ², Mihailo était l'homme désigné, précieux à la fois pour sa connaissance de la Russie, par la popularité dont il jouissait là-bas, mais aussi — et c'est un point sur lequel il semble que l'on n'ait pas suffisamment insisté — sympathique pour les persécutions qu'il avait endurées, par le fait qu'il était le compagnon d'exil des radicaux, et que son caractère même — celui d'un vieil et infatigable *comitadji* au service du panslavisme et de l'Orthodoxie — était bien fait pour plaire à Pašić. Venus de rives extrêmement éloignées, les deux hommes allaient désormais coopérer à une même œuvre. Grâce au terrible « petit moinillon », comme Mihailo était appelé par ses ennemis, après bien des hésitations et des oscillations, la politique étrangère de la Serbie devait finalement s'orienter vers la Russie ³.

¹ Le Président du Comité de la Société de Bienfaisance slave de Saint-Petersbourg écrivait, le 3 décembre 1885, au Consul général de Russie à Ruščuk : « D'après la communication du Directeur du Département Asiatique, j'ai l'honneur d'envoyer ci-inclus à Votre Honneur 6.000 roubles, en vous priant de remettre ceux-ci, — par l'entremise de la veuve Nathalie Karaveloff, habitant Ruščuk — à l'émigré serbe Nicolas Pašić ». Le Gouvernement du Tsar, sans oser intervenir directement, préférerait utiliser le Comité de Bienfaisance slave pour secourir les radicaux serbes, alliés de trop fraîche date et encore un peu compromettants. (Leonoff, *op. cit.*, p. 97).

² Jovanović (Slob.), *Vlada Milana Obrenovića*, t. III, Belgrade, 1934, p. 540-41.

³ Plus tard, en 1892, le *Videlo* citera des articles du journal bulgare *Svoboda* assez accablants pour le Métropolitte exilé et tendant à prouver que celui-ci lors de son séjour en Bulgarie, était devenu l'âme de l'agitation politique contre le Gouvernement du roi Milan. La défense du Métropolitte Mihailo fut assez faible : il prétendait d'abord n'avoir pas quitté la Serbie *avant* la révolte du Timok, mais la question était de peu d'importance puisqu'il était même impossible de prouver

MIHAÏLO ET LE « RENIEMENT » DU PHANAR.

En 1885, Mihailo essaya d'obtenir du Patriarche de Constantinople la déclaration formelle de reconnaissance que l'astucieux prélat avait fait miroiter à ses yeux quand il avait quitté la Serbie. Mais la situation avait changé. Le Patriarche ne se souciait pas de s'aliéner, non seulement le Gouvernement progressiste, mais encore l'opinion publique qui conservait un mauvais souvenir des Phanariotes en reconnaissant pour légitime un hiérarque chassé de Serbie. Miha, lo, violent et passionné, mais qui n'était point versatile, ne comprenait rien à la « mauvaise foi grecque » : il ne s'expliquait pas comment des préoccupations politiques avaient eu la prédominance sur ce qu'ils estimait être un devoir religieux. Aussi, lorsque le Patriarche, loin de remplir sa promesse, reconnut, le 13 novembre 1884, le Métropolite Mraović¹, protesta-t-il vigoureusement :

« Votre Sainteté sait que lorsque l'année dernière le Gouvernement serbe La sollicita de permettre à Teodosije de se rendre à Constantinople afin de se présenter au Patriarche et au Synode, cette prière ne fut pas exaucée, car la Grande Église ne reconnaissait pas Teodosije comme un évêque régulier, légal et canonique ... »

Quelle était donc la signification de la contradiction à laquelle on assistait et pourquoi le Patriarche était-il si rapidement revenu sur sa décision ?

« Je me suis moi-même, ajoutait Mihailo, présenté en 1883 à la Grande Église qui, à cette époque comme plus tard, n'avait pas cessé de déclarer qu'elle me reconnaissait comme un chef spirituel serbe légal et canonique. »

Bien plus, Mihailo déclarait avoir en sa possession des lettres que lui avait adressées Joachim à Smyrne et Jérusalem, dans lesquelles

que les dirigeants du parti radical eussent préparé ouvertement l'insurrection. Plus confuses étaient ses explications en ce qui touchait son rôle politique dans l'émigration. Il niait énergiquement avoir travaillé contre la dynastie des Obrenović, mais le *Videlo* pouvait alors lui demander quelle était la destination des 10.000 francs que lui avait remis le Consul de Russie à Ruščuk. (*Videlo*, 9 août 1892).

¹ En 1884 le Patriarche de Constantinople Joachim consultait le Métropolite Teodosije sur un événement qui intéressait toute l'Église orthodoxe : il s'agissait de discuter de la réponse qu'on allait faire à un docteur en théologie anglais, Overbeck, qui avait demandé le rétablissement en Angleterre de l'Église orthodoxe occidentale. La première demande d'Overbeck datait de 1867. L'affaire en elle-même n'avait guère qu'une importance théorique, mais la Hiérarchie « anticanonique » de Teodosije vit dans la consultation patriarcale une reconnaissance implicite de sa légitimité (*Hrišćanski Vesnik*, mars 1884, p. 212.)

le Patriarche le reconnaissait à plusieurs reprises comme le seul chef légitime de l'Église serbe :

« Les déclarations de la Grande Église étaient également connues de la Serbie qui aujourd'hui s'étonne d'une telle versatilité. »

Mihailo essayait finalement d'attendrir Joachim en lui dépeignant la triste situation dans laquelle l'avait mis le « fanatisme politique » de ses adversaires, quand il avait été réduit à quitter sa patrie.

« Je ne savais alors où m'abriter, car le Gouvernement serbe de ce temps, arbitrairement et illégalement, ne me tolérait pas en Serbie. Ils ne m'ont pas laissé en paix à Constantinople. Ils m'ont interdit de vivre en Roumanie. En Bulgarie, après le conflit avec la Serbie, on s'est dressé contre moi et j'ai dû m'en aller. »

C'est à Kiev que Mihailo avait appris le revirement du Patriarche et, ne pouvant croire à une telle légèreté chez un homme qui lui avait, si peu d'années auparavant, témoigné tant de marques d'amitié, il s'était empressé de demander des éclaircissements. Il ne tarda pas à en recevoir sous la forme d'une sèche missive de Joachim, l'avisant qu'il reconnaissait définitivement le Métropolite régnant en Serbie, Teodosije, et qu'il ne saurait s'ingérer dans une affaire de politique intérieure ¹.

LE RETOUR EN SERBIE DU MÉTROPOLITE MIHAÏLO.

Des jours meilleurs approchaient cependant pour le vieux prélat. Son bannissement allait prendre fin avec le changement des conditions politiques en Serbie : déjà sa situation matérielle s'était un peu améliorée, en 1887, lorsque le Cabinet de coalition libérale-radical présidé par Ristić avait demandé au roi Milan de signer la proposition présentée le 1^{er} novembre 1887 par Al. Vasiljević, Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, qui rendait au Métropolite sa pension de 10.000 dinars. Les autres évêques de l'ancienne hiérarchie : Viktor, Mojsej et Jeronim, recevaient également leur pension supprimée en 1881, qui s'élevait à 5.000 dinars. Le Métropolite commençait à envisager son retour, d'autant plus qu'en dehors des cercles slavophiles il ne rencontrait plus auprès des milieux gouvernementaux russes cet appui sans réserve sur lequel il avait pu compter lors de son arrivée en Russie. Le rapprochement entre l'Autriche-Hongrie et la Russie esquissé à Skierniewice, en septembre 1884, s'était affirmé, en août 1885, par le voyage du Tsar à Kremsier auprès de François-Joseph. Désormais la « lutte d'influence » des deux Em-

¹ *Hrišćanski Vesnik*, juin 1885, p. 706-709.

pires dans les Balkans avait pris, selon l'expression d'un diplomate français, « un caractère adouci et presque amical ... ¹ »

A Belgrade, la situation politique avait singulièrement évolué : tandis que Mihaïlo et Pašić avaient scellé, dans l'exil, une entente toute personnelle, on pouvait assister à un autre rapprochement, celui des radicaux et des libéraux belgradois. Par un paradoxe singulier, les mobiles d'une telle entente étaient opposés à ceux qui avaient réuni le Métropolitte et le tribun. Ces derniers étaient liés entre eux par un pacte subversif : le renversement de la dynastie des Obrenović et le changement de la politique extérieure. Au contraire l'auteur indirect de l'accord libérale-radical de 1886 est précisément le roi Milan dont Mihaïlo et Pašić complotaient la ruine. L'habile souverain qui connaissait bien la popularité des radicaux tout en les exécrant, rêvait d'une combinaison ministérielle qui eût bénéficié auprès de la nation d'une plus large audience que celle que pouvait espérer n'importe quel cabinet progressiste. En « neutralisant » l'esprit « révolutionnaire » des radicaux par le traditionnalisme libéral, Milan se flattait de venir à bout de « l'esprit de désordre ». Il pensait que les radicaux ne disposaient pas du personnel politique nécessaire pour se maintenir au gouvernement mais il espérait qu'ils mettraient leur clientèle électorale au service d'une équipe libérale. Les radicaux belgradois n'acceptèrent ce compromis que parce que, privés de leurs chefs exilés, eux-mêmes traqués par la police, leur position était trop précaire pour refuser la trêve qui leur était accordée. Ils n'avaient point de préférences personnelles pour les libéraux, étant eux-mêmes d'anciens alliés parlementaires des progressistes.

¹ *Documents diplomatiques français (1871-1914)*, 1^{re} série, 1871-1900, tome VI, 8 avril 1885-30 décembre 1887, Paris, 1934.

M. de Montmarin, chargé d'affaires de France à Vienne, à M. de Freycinet, Ministre des Affaires Étrangères, n° 57, p. 78.

En septembre 1886, M. de Giers, Ministre des Affaires étrangères de Russie, déclarait au chargé d'affaires allemand à Saint-Petersbourg, Bernard von Bülow, que la Russie n'avait pas l'intention de soutenir le parti russe en Serbie. Il savait qu'il « y avait là-bas (à Belgrade) un fort parti russe : M. Ristitch était en correspondance avec plus d'un personnage influent de Moscou et de Saint-Petersbourg ; le Métropolitte Michael, qui était toujours influent en Serbie, vivait en Russie, où son sort suscitait une sympathie générale ; même le roi et la reine avaient fait différentes tentatives pour rentrer en grâce ici, en alléguant qu'il n'avait servi de rien à la maison d'Obrenovitch de s'appuyer sur l'Autriche et qu'elle essaierait volontiers maintenant de prendre appui sur la Russie. Nous avons fermé l'oreille à tous ces appels, déclara le Ministre. J'ai dit dans cette salle au Métropolitte Michael que nous ne pouvions pas nous brouiller avec l'Autriche à cause de lui, ni d'une manière générale à cause de la Serbie. J'ai dit au général Dournof (président du Comité Slave) : qu'avant tout il faudrait que son Comité Slave ne nous préparât pas de désagréments en Serbie, étant donné que la Serbie, appartenait à la sphère des intérêts autrichiens... » (*La Politique extérieure de l'Allemagne*, op. cit., p. 112).

Du point de vue doctrinal, il y avait même des affinités entre les idées des radicaux et celles des *videlovci*. Un membre du Comité radical, Pera Todorović, opina pour l'entente avec les progressistes. Tous les autres votèrent pour l'accord avec les libéraux (Pâques 1886). C'est sur la base de cet accord que fut constitué, le 1^{er} juin 1887, le cabinet libéralo-radical Jovan Ristić ¹.

Le nouveau ministère ne put rien faire d'autre en faveur de la hiérarchie de Mihaïlo que d'accepter de soumettre au roi la proposition Vasiljević. L'opinion publique commençait à se désintéresser d'une polémique qui l'avait passionnée en son temps. Le clergé serbe se montrait remarquablement opportuniste. Le seul adversaire convaincu du retour de Mihaïlo en Serbie était le roi Milan. Il fallut attendre son abdication avant de rien entreprendre à ce sujet.

Le 28 mai 1889, un oukaze des Régents rétablissait sur leurs anciens sièges épiscopaux le Métropolitite et les autres représentants de la Hiérarchie destituée en 1883 ². La veille, le 27 mai, le Métropolitite Teodosije, Nikanor et Dimitrije avaient remis au Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, Sv. Milosavljević, une lettre de démission d'une humilité et d'une douceur évangéliques :

«... En considération pour les raisons que vous avez bien voulu Nous faire savoir et d'après lesquelles, dans l'intérêt de l'État, il était nécessaire que Nous cédions Nos Sièges aux Évêques qui Nous précédèrent et qui sont revenus dans la Patrie ; pour la paix et la dignité de Notre Sainte Église que Nous devons servir avec un amour sans limite ; considérant enfin que non seulement la fraternité mais encore la justice Nous demandent de céder Nos Sièges à des Évêques, Nos aînés non seulement par l'âge de la consécration mais encore par l'expérience et les services rendus à l'Église, Nous soussignés, acceptons de bon gré votre proposition et Nous plaçons Nos Sièges épiscopaux à la disposition de Son Éminence le Métropolitite Mihaïlo et de ses confrères ³ ».

¹ Milošević (Raša), *Timočka Buna 1883 godine*, p. 240-243.

² Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, Belgrade, 1924, tome II, p. 329, n° 1. Voir aussi *Srpska Nezavisnost*, 28 mai 1889.

³ *Srpska Nezavisnost* 1^{er} juin 1889. Le Métropolitite Mihaïlo ne connaissait point la loi chrétienne du pardon. Le *Videlo*, le 6 mars 1890, publia une lettre « touchante » que le Métropolitite Teodosije avait adressée à son successeur en donnant sa démission :

« Je vous cède mon siège métropolitain. Je n'y suis pas monté parce que j'étais assoiffé de pouvoir et de gloire, mais seulement parce que l'Église restait sans pasteur et qu'il fallait apaiser les passions et rendre la paix à l'Église. Vous-même savez que je n'ai jamais ambitionné cette haute dignité mais que j'ai toujours été heureux et satisfait avec de modestes situations. En revenant dans ma retraite je vous affirme à nouveau que vous aurez toujours en moi un compagnon sincère

Teodosije faisait preuve d'un remarquable esprit de componction par son empressement et son zèle à céder sa place. Le découragement n'avait cessé de grandir en lui ces dernières années et l'avait amené à un indifférentisme que lui reprochaient même ses amis d'autrefois. Le Métropolitte Mihaïlo eut un retour qui prit l'allure d'une apothéose : les libéraux manifestèrent bruyamment leur joie de ce « juste retour des choses » : le parti libéral qui avait « toujours défendu la nationalité serbe des influences étrangères, qui avait protégé l'Église serbe contre une agression brutale, était le premier à se réjouir du retour de l'ancienne Hiérarchie... ¹ » Le 18 avril 1889 un Comité se formait pour préparer une réception grandiose au Métropolitte. Bientôt on apprenait à Belgrade les manifestations émouvantes d'adieu qui s'étaient déroulées en Russie : collecte de paysans russes pour offrir à Mihaïlo une précieuse Panagia ; don « magnifique » de 16.000 roubles par les Marchands de Moscou pour la réparation du *Podvorje* serbe à Moscou ².

Le 9 mai 1889 Mihaïlo faisait ses adieux à Pétersbourg ³. Le 16 mai, il était reçu à Kiev par la tante de l'Empereur, la grande-duchesse Aleksandra Petrovna ⁴. Le « Comité d'accueil » de Belgrade accélérât ses préparatifs, mais n'espérait pas le Métropolitte avant une vingtaine de jours. Les organisateurs furent tout penauds lorsque, le 28 mai 1889, ils le virent débarquer sur les berges de la Save. Quelques fidèles seulement avaient été prévenus, entre autres l'archimandrite Dučić qui tint une petite allocution de bienvenue :

« Le clergé serbe exprime sa vive reconnaissance à l'Empereur Tout-Puissant, Tsar orthodoxe de Russie, Alexandre III pour

et un frère et que je serai toujours prêt à vous aider dans votre tâche. Mais je suis, comme vous le voyez, un vieil homme ayant pour ainsi dire un pied dans la tombe et à chaque instant je peux mourir. Afin de ne pas rester sans consolations spirituelles, sans lesquelles notre foi nous enseigne qu'aucune âme chrétienne ne peut quitter ce monde, je vous demande fraternellement de bien vouloir approuver et ordonner que — au moins une fois par an — dans une église quelconque que vous déterminerez (et au besoin dans une chapelle) je puisse célébrer le service divin et recevoir la sainte communion. C'est tout ce que je demande de vous. »

Le Métropolitte Mihaïlo ne se laissa pas attendrir par cette humble supplique : il ne daigna même pas répondre par une lettre à la prière du vieux prélat, et lui fit savoir sèchement qu'il « en jugerait plus tard ». Trois ans plus tard Mraović faisait la même demande et se heurtait au même refus. A. Ilić, qui a assisté à ses derniers moments, écrivit que l'ancien chef de la « Hiérarchie schismatique » ne se releva jamais du coup qui lui avait été porté. Maintenu inhumainement au ban de l'Église, le « bon vieillard » avait perdu toute raison de vivre (*Videlo*, 6 mars 1892).

¹ *Srpska Nezavisnost*, 13 avril 1889.

² *Ibid.*, 27 avril 1889.

³ *Ibid.*, 9 mai 1889.

⁴ *Ibid.*, 16 mai 1889.

T'avoir, aux jours d'épreuve et de souffrance pour l'Église orthodoxe serbe, comblé et consolé de son impériale estime... ¹ »

Ainsi les premières paroles adressées au nouveau chef de l'Église étaient un acte d'hommage à la Russie. Le « jour funeste » (*kobni dan*), comme la *Srpska Nezavisnost* appelait le 18 octobre 1881, était désormais racheté ², mais il n'était pas oublié : dans l'Église une nouvelle ère de répressions et de persécutions allait commencer.

[LES DERNIÈRES ANNÉES DU MÉTROPOLITE MIHAÏLO
(1889-1899).

Le Mihailo qui revenait à la tête de l'Église serbe en 1889 n'était pas celui qui était parti en exil : il avait certainement conservé sa foi immense dans la Russie, mais il avait eu l'occasion de modifier sensiblement ses conceptions politiques. Un commun exil avait rapproché l'ancien « pilier » du parti libéral et le chef des radicaux Nikola Pašić et, entre eux, s'était très vite établie une coopération qui eût paru monstrueuse dans les années 80. D'autre part, russophile ardent, le Métropolite Mihailo n'était plus le seul russophile ni même le chef du parti russophile en Serbie. Parmi ses ennemis beaucoup d'anciens austrophiles (parmi eux Novaković) s'étaient transformés en des partisans convaincus de l'alliance russe.

Depuis le retour de Mihailo en Serbie, la Russie se montrait de plus en plus favorable au Royaume. Le cinquième centenaire de la bataille de Kossovo avait été célébré à Saint-Pétersbourg « par un service religieux à la cathédrale de Kazan, suivi de prières pour le repos de l'âme des héros slaves tombés sur ce champ de bataille, et des volontaires russes tués en Serbie ». La Société slave avait envoyé, à cette occasion, un télégramme de félicitations au Métropolite Mihailo ³.

Malgré ces démonstrations amicales celui-ci avait dû renoncer à beaucoup de ses anciens rêves d'unité du monde orthodoxe. Le temps du Prince Michel était loin et la Serbie guérie de l'idéalisme libéral de sa jeunesse.

De douloureux événements prouvèrent à l'opinion serbe qu'il ne fallait plus songer à cultiver l'amitié bulgare. Fin octobre 1890, ce fut une grande émotion à Belgrade lorsqu'on apprit l'assassinat du

¹ *Srpska Nezavisnost*, 28 mai 1889.

² *Ibid.*, 28 mai 1889.

³ *Documents diplomatiques français (1871-1914)*, 1^{re} série (1871-1900), tome VII (1^{er} janvier 1888-19 mars 1890), Paris, 1937. Dépêche de M. de Laboulaye, p. 446, n° 412-13.

pope Stojan Krstić (Deli-Papaz), un des héros de la lutte contre l'Exarcate en Serbie du Sud ¹.

En 1890, comme dans les années 80, c'étaient les progressistes qui sonnaient les premiers la cloche d'alarme à propos des affaires de Macédoine. Le Métropolitain Mihailo était assurément revenu de ses illusions sur les « frères Bulgares », mais il s'était trop compromis jadis en leur faveur pour abandonner aussi rapidement ses anciennes positions. Au contraire, un des thèmes les plus courants de la politique extérieure progressiste, une de ses formules les plus chères avaient été que l'avenir de la Serbie était en Macédoine et qu'il fallait se défier d'un certain esprit chimérique et nébuleux qui sacrifiait les intérêts véritables de la nation serbe au profit d'on ne sait quelle politique slavophile. On s'était trop longtemps mépris sur le véritable caractère des Bulgares. Le *Videlo* se chargeait de les montrer sous un jour plus cru :

« Les Bulgares, élevés dans les Phanars grecs où ils ont emprunté le jésuitisme et le « phanariotisme » des Grecs, ont aussitôt commencé à intriguer contre les Serbes. Ces derniers, éternellement naïfs et dépourvus d'esprit politique, loin de travailler pour eux-mêmes, soit seuls, soit en compagnie avec les Bulgares, ont toujours aidé ceux-ci ² ». Le *Videlo* ne craignait pas de rendre responsable le Métropolitain serbe des récents avantages que venait d'obtenir l'Exarcate. C'était vraiment, selon lui, une singulière coïncidence que « les Bulgares obtinssent en Macédoine des positions jadis occupées par les Serbes et cela au moment précis où le Métropolitain Mihailo remontait sur son siège archiepiscopal, duquel il avait été chassé six ans aupa-

¹ Le *Videlo* en retraça un portrait magnifique, celui d'un des champions les plus énergiques de la cause serbe en Macédoine. Le pope Stojan avait exercé surtout son activité dans le district d'Ohrid. Il s'était rencontré avec la résistance acharnée de l'évêque exarchiste bulgare Sinesii qui prétendait avoir un droit de regard et de contrôle sur les églises serbes de son diocèse. Stojan, voulant barrer la route aux prétentions épiscopales, avait recouru à la protection des autorités turques. Le vali de Bitolj lui avait donné raison, mais l'évêque bulgare Sinesii, furieux, aurait déclaré au pope Stojan : « Si tu ne veux pas me reconnaître tu pourras t'en repentir ». Ce à quoi Stojan répondit fièrement : « Je ne te reconnais pas et je ne peux pas te reconnaître, car tu es un prêtre bulgare et je suis un prêtre serbe ». Le *Videlo* lança l'idée d'une collecte afin d'élever à la mémoire de l'héroïque pope un petit monument qui conserverait ainsi le souvenir d'un humble combattant de la cause serbe en Macédoine. Peut-être aussi était-ce une excellente occasion de mettre une fois de plus en évidence la coupable négligence du Métropolitain Mihailo qui, en refusant, à la veille de l'Exarcate, de défendre les revendications serbes et en soutenant au contraire les prétentions bulgares, était indirectement responsable du sang serbe qui devait être tardivement versé pour la conservation des intérêts nationaux en Macédoine (*Videlo*, 28 octobre 1890).

² *Videlo*, 22 juil. 1890.

ravant comme l'adversaire des lois, de la paix et de l'ordre dans le pays et dans l'Église... ¹ »

On n'avait pas oublié au *Videlo* la lettre que le Métropolitte avait envoyée en 1869 au Patriarche de Constantinople quand ce dernier l'avait consulté sur l'affaire bulgare, et des esprits rancuniers chez les progressistes aimaient à reproduire *in extenso*, dans les colonnes du *Videlo*, ce document accablant ². Un passage était particulièrement compromettant :

« Nous sommes partisans, répondait en mai 1869 (un an avant le firman d'Exarcate) Mihaïlo au Patriarche, du maintien de la vigueur de l'Église orthodoxe, qui ne peut être obtenu que si l'on fait régner entre les nations orthodoxes l'amour et l'unité. En ce qui concerne les questions d'administration ecclésiastique, nous sommes d'avis que l'on peut permettre aux nations qui le veulent d'avoir leurs propres pasteurs qui, fils du peuple, contribueraient plus activement à l'instruction dans sa langue... »

Le Métropolitte Mihaïlo, poursuivait haineusement le *Videlo*, n'avait jamais respecté la décision synodale qui proclamait les Bulgares schismatiques. On avait pu le voir en 1878, officiant à Niš avec, à ses côtés, l'évêque de Niš, Viktor, et l'évêque de Pirot, Evtatije, tous les deux schismatiques notoires puisqu'ils sortaient des cadres de l'Exarcate. Pourtant de grands « patriotes » comme Miloš Milojević n'hésitaient pas en ce temps-là à demander la pendaison des deux prélats en question en les accusant d'avoir trahi la cause serbe. Sans doute, en soutenant l'Exarcate bulgare, le Métropolitte avait-il pensé « faire de la grande politique », mais il avait pu s'apercevoir par lui-même combien il s'était cruellement trompé. Au lieu de s'en tenir au robuste bon sens serbe le prélat avait voulu finasser et le résultat n'avait pas été brillant. « Mieux vaut un Serbe ignorant avec des idées serbes, qu'un Serbe cultivé mais s'inspirant du jésuitisme et des coutumes étrangères... » Singulier retour des choses ! La presse libérale avait autrefois attribué la chute du Métropolitte Mihaïlo à d'obscures influences papistes et voici qu'en 1890 les progressistes reprochaient à Mihaïlo d'être un suppôt du Jésuitisme. Les progressistes voyaient d'un très mauvais œil la conjonction du cléricalisme d'un Mihaïlo avec le radicalisme d'un Pašić... « Il est fou celui qui pourrait se flatter que l'association d'un Métropolitte et d'un Pašić mène à autre chose qu'à la réalisation progressive du Traité de San-Stefano dans toutes ses conséquences, c'est-à-dire une Grande Bulgarie et une plus grande Russie ³ ! »

¹ *Ibid.*, 3 août 1890.

² *Videlo*, 3 août 1890.

³ *Videlo*, 10 août 1890.

Ces attaques cesseront d'ailleurs le jour où l'on s'apercevra qu'il ne reste plus grand'chose, chez le Métropolitte Mihailo, de son ancienne bulgarophilie. Malgré les apparences, la position du Métropolitte, dans les affaires de Macédoine, sera désormais celle de Stojan Novaković. Pour racheter son long aveuglement, il manifestait même une violence que ne partageait pas toujours le Gouvernement serbe. En janvier 1898 il écrivait personnellement à Stojan Novaković afin que celui-ci intervînt auprès du Patriarcat œcuménique pour conserver le couvent d'Hilendar à la Serbie. Il est urgent déclarait-il, « que les Bulgares ne nous enlèvent pas Hilendar, et que Cobourg n'y entre pas, car ce serait un affront public pour notre Roi et notre peuple serbe »¹. Le temps idyllique de la bulgarophilie et de la « fraternité des Églises » était bien passé...

Du moins resta-t-il toujours fidèle à son ancien idéal de collaboration avec les Croates qui s'était tant de fois exprimé, avant son exil, dans son amicale correspondance avec Strossmayer. Aussi lorsque, deux ans avant sa mort, le 28 novembre 1896, les représentants de la Jeunesse Universitaire serbe et croate à Zagreb, Dušan Manger, Mazzura, Lorković, Svetozar Pribićević et Milan Budisavljević, lui demandèrent de prendre position dans le conflit idéologique qui opposait Serbes et Croates, le Métropolitte s'empressa-t-il de leur répondre. Il se félicitait « de voir attacher une plus grande importance, dans la jeunesse serbe et croate, à l'idée saine, patriotique et chrétienne de l'entente et de l'amour... » Et il ajoutait ses vœux personnels :

« Je prie le Seigneur Dieu, notre Sauveur, qu'il vous éclaire tous par Sa sagesse, vous Serbes et Croates, auxquels Il a ordonné de vivre ensemble. Votre entente, votre amour fraternel, consolera tous nos frères qui vivent hors de nos patries. Elle nous consolera, nous vieillards, qui voyons en vous le soutien de notre peuple. C'est une grâce pour nous de vous voir fraterniser. Cela nous donne la certitude que notre nation restera éternellement unie et qu'aucune force ne parviendra à la dénationaliser »².

Ce message enthousiaste fut accueilli avec joie par les représentants de la Jeunesse serbe et croate qui manifesta aussitôt sa gratitude : « Nos espérances ne nous ont pas trompés. Votre Éminence a salué par de chaudes paroles l'idée de l'union nationale des Serbes et des Croates. Ces paroles ont été droit à notre cœur. Jamais nous ne les oublierons non plus que votre sympathique salut : votre béné-

¹ *Arch. Acad. Roy. Serbe*, n° 8751 (8 janvier 1898).

² Popović (Mihailo I.), *Istorijska uloga Srpske Crkve u čuvanju narodnosti i stvaranju države*, p. 209.

diction pastorale vivifiera notre foi ¹. » Mais le concours que prêtait le vieux Métropolitte à la réalisation de l'idée yougoslave ne se bornait pas seulement à des encouragements verbaux. Lorsque Stjepan Radić se vit chassé de la sixième classe du Gymnase de Zagreb, après les manifestations contre le Ban Khuen, et qu'il conçut le projet de se rendre en Russie, Strossmayer l'envoya auprès de Mihailo et ce fut muni de lettres de recommandation du Métropolitte serbe que le futur homme politique croate parvint à Kiev ².

En dépit de ces initiatives diverses l'influence personnelle de Mihailo ira plutôt en diminuant. Le Métropolitte, en raison de son âge, prendra une part moins active aux polémiques qui lui étaient si chères dans le passé. Il deviendra un conseiller, un guide spirituel, le « Patriarche » du peuple serbe, comme de bonnes âmes aiment à se le représenter.

Déjà le Métropolitte entre dans la légende, processus si familier dans l'histoire serbe. On oublie son fanatisme, son orgueil, son esprit partisan. Des anecdotes édifiantes, colportées avec zèle par ses partisans, le peignent sous les traits d'un vieillard ami de la concorde et de la paix. L'histoire se fera l'écho complaisant de cette légende.

M. Michel Milošević nous conte qu'un jour « le prélat » appela chez lui deux prêtres, députés radicaux, et leur recommanda de modérer leur zèle politique :

« Car, leur dit-il, je serais obligé, en dépit de l'estime que j'ai pour vous, de vous voir destituer de votre sacerdoce si le Roi l'exigeait ... ³ »

Nous ne reconnaissons guère l'impétueux prélat dans cette imagerie. *Quantum mutatus ab illo...* si l'anecdote est véridique.

La *Srpska Nezavisnost* nous montre le Métropolitte Mihailo à la fin de sa vie, respecté de tous, aimé des humbles et redouté des puissants. Dans une description idyllique elle nous le représente se

¹ *Ibid.*, p. 209.

² Le jeune Radić, qui n'avait que 17 ans, avait d'abord demandé à Strossmayer une recommandation pour la Russie. Mais l'évêque de Djakovo lui avait fait observer que « sa recommandation lui nuirait plus qu'elle ne lui servirait » et il l'avait envoyé à Belgrade auprès du Métropolitte Mihailo. Celui-ci accueillit chaleureusement le jeune lycéen et lui donna une lettre d'introduction auprès de Rakhmaninov, président de la Société de Bienfaisance Slave, et, — comme viatique — 10 dinars prélevés sur les fonds des pauvres de l'Église orthodoxe serbe. Dans sa lettre de recommandation le Métropolitte écrivait à Rakhmaninov : « Le jeune Croate Radić brûle d'apprendre le russe. Je vous le recommande comme un jeune homme doué, intrépide et très expérimenté pour son âge... » Cf. Marjanović (Milan), *Stjepan Radić*, Belgrade, 1937, p. 18 et 19.

³ Milošević (Mih. B.), *op. cit.*, p. 120.

promenant tout seul dans les allées du Kalemegdan, « et salué par tous, sauf par le rédacteur du *Dnevni List* et les Juifs... », ce qui est assurément un trait inexact lorsqu'on se rappelle les relations correctes qu'entretenait toujours le Métropolite avec la communauté israélite belgradoise ¹.

Il est vrai que les anciens ennemis de Mihailo ne désarmaient point, mais le ton de leurs attaques s'adoucissait de plus en plus et ils se contentaient de lui lancer quelques brocards. On aimait à laisser entendre que le chef de l'Église serbe ne jouissait plus de toutes ses facultés, qu'il devenait de plus en plus « sauvage », etc., etc. Le bruit ne courait-il pas que Mihailo avait un tel mépris du Roi que, lors de la réception de Nouvel An au Palais, en 1890, au lieu d'aller porter ses vœux revêtu de ses vêtements pontificaux, il était arrivé coiffé de sa *šubara* ? Histoire que la *Srpska Nezavisnost* qualifiait de « répugnante calomnie »... ²

MIHAÏLO ET L'ACTION SOCIALE DE L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE.

Ce vieillard adulé par les uns, vilipendé par les autres, trouve cependant encore l'énergie, au soir de sa vie, d'accorder sa protection à des projets hardis, sur lesquels la presse serbe des années 90 se tait presque unanimement, tant est grande son indifférence pour tout ce qui n'est pas exclusivement politique. Pourtant, lorsqu'au printemps 1890, l'Académie des Sciences réclamera à la Skupština la promulgation d'une loi assurant la conservation et la protection des monuments historiques, elle trouvera à ses côtés de nombreux ecclésiastiques et toute la Hiérarchie. C'est l'honneur de l'Église serbe de s'être vigoureusement opposée à la vente privée et au déplacement des iconostases, des icônes et de tous les objets du culte

¹ *Srpska Nezavisnost*, 11 juil. 1891.

² *Ibid.*, 13 janv. 1890.

Pašić conserva toujours son amitié à son ancien compagnon d'exil. Lorsque dans la grande assemblée cléricale de Kragujevac (1892) une importante fraction des prêtres, sous la direction d'Aleksa Ilić, engagea une lutte violente contre le chef de l'Église, celui-ci s'en vint trouver le leader radical qui était alors Président du Conseil des Ministres et lui demanda de l'aider à venir à bout de ses adversaires. A en croire Ilić, Pašić aurait fait quelques réprimandes au Métropolite (« Avec le départ des évêques grecs le despotisme est parti de l'Église. Il faut compter maintenant avec l'esprit du temps et avec le développement de la conscience nationale dans le peuple et à plus forte raison dans le clergé. Vous avez essayé de réintroduire l'absolutisme dans l'Église... ») En fait Nikola Pašić intervint auprès des prêtres radicaux de l'Assemblée et en particulier auprès de l'archiprêtre Miloje Barjaktarović, pour qu'ils s'abstinssent d'attaquer le Métropolite (Ilić, *Moji doživljaji*, p. 144).

possédant une valeur historique. Ce souci de protéger le domaine artistique de la nation semble avoir été un monopole des milieux ecclésiastiques cultivés ¹.

L'Église orthodoxe serbe remportait une autre victoire aussi importante et également passée sous silence dans l'ensemble de la presse en obtenant la fermeture légale des boutiques le dimanche et les jours de fêtes religieuses. Bien des fois le projet était venu en étude à la Skupština, mais il n'avait jamais été adopté. Grâce à une vigoureuse intervention de la Hiérarchie, et à la brillante action personnelle du député de Svilajnac, Dimitrije Katić, la nouvelle loi pouvait entrer en vigueur le jour de Pâques de l'année 1890. Il est intéressant de noter que cette loi, soutenue par des ecclésiastiques pour des fins religieuses, fut interprétée par la Skupština dans un sens laïque : nulle part on ne mentionnait la nécessité d'encourager l'assistance aux offices religieux. Mais on espérait seulement que cette réforme « permettrait à la jeunesse des affaires de se cultiver davantage » ² et de prendre le repos physique indispensable.

LE MÉTROPOLITE MIHAÏLO ET LA PROPAGANDE PAPISTE.

Si le « vieil homme » ne prétendait plus imposer à la politique extérieure de la Serbie une nouvelle orientation, du moins réussissait-il à lui imposer certaines de ses préventions.

Lorsqu'en novembre 1892 la presse serbe parle des premiers pourparlers engagés par le Gouvernement serbe en vue d'un concordat avec le Saint-Siège, on apprendra que la note pontificale transmise par le nonce du Pape à Vienne, Mgr Galimberti, sera soumise à l'examen du Métropolite serbe. Le Saint Père demandant l'autorisation pour les missionnaires catholiques de pénétrer en Serbie, le Métropolite Mihailo fera rejeter par le Gouvernement cette prétention sous le prétexte qu'il n'y a personne à convertir en Serbie, les 7 à 8.000 juifs et les quelques Turcs qui vivent dans le pays jouissant de la plus large liberté confessionnelle ³.

Jusqu'à son dernier souffle le Métropolite dénoncera le « péril noir », la menaçante invasion des papistes dont il finissait par avoir l'obsession :

« Combien il est difficile de lutter avec la Papauté, écrivait-il le 25 janvier 1897 à un de ses amis de Bosnie, cette Papauté puis-

¹ *Hrišćanski Vesnik*, fév.-mars 1890, p. 195.

² *Hrišćanski Vesnik*, mai-juin 1890, p. 413.

³ *Videlo*, 18 nov. 1892.

sante par l'argent, par la ruse et aussi par le soutien des puissances temporelles... ¹ »

L'année même de sa mort, en dépit de sa faiblesse, Mihailo avait rassemblé ses dernières forces pour s'opposer vigoureusement au projet de Concordat avec le Vatican, bien que le Cabinet de Vladan Djordjević y fût nettement incliné. Le Métropolite redoutait toujours pour la Serbie les dangers de la propagande papiste. Peu de temps avant sa mort il déplorait la faiblesse des gouvernements à ce sujet auprès de son archidiacre, Nikola Božić :

« Si j'étais mort en Russie, je serais resté illustre et immaculé. Maintenant le schisme s'attaque à mon honneur. On me demande de consentir au concordat avec Rome qui transformerait la Serbie orthodoxe en terrain de colonisation pour la propagande catholique et l'expansion religieuse des uniates et des catholiques autrichiens. Ainsi on ferait de notre pays une colonie de la propagande romaine, comme on l'a fait de la Bosnie. Mais tant que je vivrai je ne consentirai jamais à ce massacre spirituel de notre pays... ² »

Il semble que dans ses dernières années le Métropolite ait été envahi par une phobie de la propagande « jésuitique ». Partout il voyait la main des émissaires de Rome. En particulier il était persuadé, avec la plupart des prêtres orthodoxes de son temps d'ailleurs, que le Nazaréisme était un produit d'importation vaticane par le transit de l'Autriche-Hongrie. L'extirpation de cette redoutable hérésie se confondait avec la lutte contre l'Église de Rome ³.

Comme en témoigne la circulaire qu'il adressait le 10 août 1890 à son clergé, il apparaît bien que, dans son esprit, c'était la propagande papiste qui était directement responsable de tout le mal dont avait souffert l'Église du Royaume. Doit-on taxer d'exagération les craintes du prélat et nier toute action du « papisme » en Serbie ? Mihailo cite des preuves précises du contraire : beaucoup d'habitudes catholiques s'étaient peu à peu infiltrées dans la pratique religieuse orthodoxe et même, ce qui était infiniment plus grave, dans la liturgie : par exemple, à l'imitation des prêtres romains, beaucoup de popes ne s'étaient-ils pas avisés d'introduire dans le service divin de nombreuses sonneries ? Le Métropolite rappelait que le prêtre n'était tenu de sonner qu'au moment le plus solennel de la messe, quand le prêtre, sur l'ordre du Seigneur, renouvelle la dernière Cène et, opérant le grand miracle, change le pain et le vin en Corps et Sang de Jésus-Christ. Alors retentit la

¹ Dimitrijević (Arch. St. M.), *op. cit.*, p. 42.

² Dimitrijević (St. M.), *op. cit.*, p. 44.

³ Nestorović (C.), *Srbija i Vatikan* (*Glasnik Pravoslavne Crkve*, 1902).

grande prière de l'Orthodoxie, suivie bientôt du Canon, et des oraisons préparatoires à la Communion.

C'est le seul moment de la liturgie orthodoxe où le prêtre soit obligé de sonner : toutes les autres sonneries sont répréhensibles et empruntées au catholicisme ¹. L'autorité ecclésiastique tint également à signaler aux fidèles les précautions qu'ils devaient prendre en achetant leurs icones : on avait, en effet, constaté l'intrusion de nombreuses « images papistes » qui pénétraient subrepticement en Serbie. De même beaucoup de paroissiens avaient contracté la fâcheuse habitude d'apporter des couronnes de fleurs aux obsèques, habitude contraire aux usages orthodoxes.

MIHAÏLO ET LE DIVORCE DU ROI MILAN.

Le vieux Métropolitte revenait de son exil épuisé et passablement dégoûté des luttes politiques. Même ses ennemis furent frappés du changement qui s'était opéré en lui :

« A un homme alerte, frais et robuste, quoique déjà âgé, avait succédé un cadavre blême, ridé et desséché — bien différent de l'autre Métropolitte Mihailo ². »

L'affaire du divorce du roi Milan devait être pour ce vieillard une cruelle épreuve. Mihailo était partagé entre des sentiments divers : sa haine envers la Hiérarchie « anti-canonique » qui le portait à considérer comme nulles et non avenues les décisions de son prédécesseur Teodosije, sa peur du roi Milan qu'il n'osait plus combattre comme par le passé, sa pitié envers Nathalie que renforçait sa russophilie. Aussi jamais sa conduite n'a-t-elle été plus indécise et plus difficile à suivre.

La reine Nathalie qui avait en Mihailo une immense confiance crut sincèrement que celui-ci s'emploierait de toutes ses forces à la défendre auprès du Roi et, le 11 juin 1890, elle s'adressa au Saint Synode lui demandant « comment il considérerait » la lettre de divorce du Métropolitte Teodosije ³. Deux jours après l'envoi de cette lettre, Jeronim, évêque de Niš, venait trouver Nathalie et lui expliquer les difficultés dans lesquelles se trouvait le Saint-Synode pour lui donner satisfaction sans mécontenter le Roi ⁴. Devant l'insistance de Nathalie le Synode consentait cependant, le 16 juin 1890 ⁵, à déclarer que

¹ *Hrišćanski Vesnik*, janv. 1890, p. 78.

² Ilić (A.), *Moji doživljaji*, p. 128.

³ *Mémoires de Nathalie*, p. 316.

⁴ J., *Poslednjih šest godina naše novije istorije*, p. 68-72.

⁵ *Mémoires de Nathalie*, p. 320.

« la lettre de Mgr Teodosije Mraović, Métropolitte d'alors, au sujet du divorce de Leurs Majestés le roi Milan et la reine Nathalie (était) illégale et irrégulière, comme contraire aux lois existantes et rédigée sans aucune base légale... » Lorsque le roi Milan apprit la chose, il entra dans la plus vive fureur, se rendit chez le Métropolitte et sut si habilement l'effrayer que le malheureux prélat délivra aussitôt au Souverain un « certificat » suivant lequel « le Synode épiscopal ne se mêlerait plus désormais de discuter une chose jugée ¹ ». En d'autres termes Mihailo reconnaissait officiellement la décision de Teodosije. Peu après cette concession à la volonté royale, le 11 juillet 1890, il envoyait une lettre à Nathalie lui affirmant que seule la décision qui avait été prise sur sa demande était en vigueur, « tout le reste était sans valeur ² ». C'est ce que les ennemis de Mihailo ont considéré comme un acte de duplicité et de mauvaise foi caractérisé ³. L'attitude du Métropolitte était d'autant plus difficilement justifiable que Nathalie avait pour lui le plus grand respect, s'inquiétant de sa santé et craignant d'être la cause de son affaiblissement (11 juillet 1890) ⁴.

Les contradictions du chef de l'Église serbe irritèrent du reste le roi Milan lui-même qui fit demander, le 15 octobre 1890, à Mihailo, par l'intermédiaire d'Andra Nikolić, comment il pouvait accorder les deux décisions prises par le Synode, à la demande du Roi et de Nathalie ⁵. Le Métropolitte répondit assez jésuitiquement que, dans l'acte délivré à la reine Nathalie, le Synode n'avait fait qu'exprimer son sentiment (*mišljenje*) sur une décision de la Hiérarchie précédente, tandis que par l'acte délivré au roi Milan le Synode avait pris une décision (*rešenje*) ⁶.

Quand la reine Nathalie apprit cette nouvelle palinodie elle perdit toutes ses illusions dans le Métropolitte et préféra s'adresser à l'évêque de Niš, lui demandant comment un acte du Synode pouvait tantôt être interprété comme une décision, tantôt comme une simple consultation (20 octobre 1890) ⁷. Jeronim répondit à la Reine, le 22 octobre, que nul n'avait été autorisé par le Synode à prendre une décision en son nom, modifiant ou contredisant la décision synodale remise à Nathalie ⁸. C'était infliger un démenti au Métropolitte Mihailo. Forte de ce témoignage, Nathalie envoyait à celui-ci, le 24 octobre,

¹ J., *Poslednjih šest godina naše novije istorije*, p. 74.

² *Ibid.*, p. 75.

³ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 139-40.

⁴ J., *Poslednjih šest godina naše novije istorije*, p. 76.

⁵ *Ibid.*, p. 82.

⁶ *Ibid.*, p. 83.

⁷ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 141.

⁸ J., *Poslednjih šest godina...*, p. 86.

une lettre violente le sommant de se justifier et le menaçant de livrer à l'opinion publique serbe les pièces de l'affaire ¹. Mihaïlo promit vaguement à la Reine que le Synode s'occuperait d'étudier à nouveau le dossier du divorce à sa première session ², mais, le 1^{er} avril 1891, il écrivait au roi Milan, lui affirmant une seconde fois que la « Hiérarchie canonique considérait le conflit matrimonial terminé et qu'elle ne le placerait plus jamais à l'ordre du jour... ³ »

Désormais l'Église demeurera muette dans la question du divorce. Il n'en restait pas moins qu'aux yeux des contemporains dépourvus de passion politique, l'attitude du Métropolite Mihaïlo fut critiquée plus sévèrement que celle du Métropolite Teodosije. Ce dernier avait jugé contre les canons et contre la justice, mais il avait au moins eu le courage de prendre une décision nette. Mihaïlo a fait preuve de lâcheté en louvoyant, en s'efforçant de cacher aux intéressés les décisions respectives qu'il était obligé de rendre sous l'empire de la peur ⁴. Le divorce du roi Milan nuira peut-être plus à la Hiérarchie canonique qu'il n'avait nui à la Hiérarchie de *Mraša*. L'Église orthodoxe serbe sera la première victime de la faiblesse et de l'inconstance de ses chefs.

L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE ET LA FRANC-MAÇONNERIE.

La Franc-Maçonnerie a des racines anciennes en Serbie. Dès la fin du XVIII^e siècle une loge existait à Belgrade. Tandis que le peuple serbe gémissait sous le joug des Janissaires, la société secrète préparait silencieusement les soulèvements futurs. Pourtant on comptait au nombre des membres de la loge belgradoise les plus grands noms de l'époque : le vizir de Belgrade Mustaj Pacha, le Métropolite de Belgrade Metodije, les vojvodes Janko Katić, Petar Ičko et

¹ *Ibid.*, p. 88.

² *Ibid.*, p. 89.

³ *Ibid.*, p. 90.

⁴ *Ibid.*, p. 89.

Le journal progressiste *Videlo* attaqua Mihaïlo avec la dernière violence : « A peine trois mois ont été nécessaires pour que cet homme trouve le moyen, dans un aussi bref laps de temps, de fabriquer un faux (*jedan falsifikat*), de tromper la reine Nathalie, le roi Milan, un Régent royal, un ministre d'État. Il publie au nom du Synode épiscopal une décision que le Synode ignore et qu'un membre du Synode récuse par une lettre autographe en la dénonçant comme un abus du nom du Synode. Tandis que par une de ses lettres il affirme à la reine Nathalie que « la lettre qu'elle a reçue est seule valable » et que tout le reste est « sans aucune valeur », le précautionneux bigot se dépêche de persuader le roi Milan que c'est la décision qui lui a été remise qui « représente le véritable état de choses ». (*Videlo*, 12 avril 1892).

même des étrangers comme le patriote grec Rhigas de Phères, qui devait périr pour la liberté de son peuple sur les murs de Belgrade en 1799¹. La réunion, dans une même loge, de Rhigas de Phères et de la « Mère des Serbes », Mustaj-Pacha, révèle la largeur de vues des milieux francs-maçons de l'époque. Les « grands esprits » de la péninsule, de la fin du XVIII^e au début du XIX^e siècle, y appartinrent, notamment Dositej Obradović et Sima Milutinović. L'Église était loin d'être hostile à la nouvelle société. L'évêque de Novi Sad, Josip Jovanović Sakabenda, qui devait faire don à Karadjordje de deux canons, faisait partie de la loge d'Osijek, *Vigilantia*, fondée en 1773. (La première loge croate fut créée vers 1768 à Glina dans le joupanat de Zagreb sous le nom de *L'Amitié de Guerre*. On n'y parlait que la langue française²). Stratimirović lui-même ne craignit pas d'appartenir à la Franc-Maçonnerie. Parce qu'elle groupait en elle les éléments les plus sains et les plus énergiques de la Renaissance nationale, la Franc-Maçonnerie devint rapidement une redoutable puissance politique. Jusqu'en 1848 il y avait, dans la forteresse de Belgrade, une loge turque appelée *Alikoš* qui joua un rôle très important en essayant en 1848 d'intervenir auprès des chefs de la Révolution hongroise afin de mettre un terme à la lutte sanglante des Serbes et des Magyars. Après 1848 la loge s'installa dans la ville³. Vers 1851, la loge de Belgrade ne comptait pas moins de 204 membres ; c'est d'elle que dépendaient les loges affiliées de Vidin, Svištov, Ruščuk, Varna et Niš. Le maître de la loge était un Turc, Mehmed Said Ismail⁴. Il y avait deux secrétaires : un Turc et un Chrétien. Un des membres les plus influents de la loge était Toma Vučić Perišić. Le Tribun ne s'était fait affilier à cette organisation que dans des intentions purement politiques et nullement pour servir un idéal mystique. Sous le règne du Knèze Aleksandar Karadjordjević, il avait essayé d'utiliser la société dans la lutte qu'il menait contre le souverain et son gouvernement⁵. Les Obrenović avaient compris eux aussi l'importance d'un tel appoint. Le Prince Michel aurait même confié à un adepte de la Franc-maçonnerie, qu'il protégeait, la mission d'intervenir auprès de Garibaldi afin de le décider à soutenir l'insurrection générale que le Prince serbe préparait dans les Balkans, pour l'année 1863 :

¹ *Slobodno Zidarstvo, njegov cilj i principi. Njegova prošlost i sadašnjost*, Belgrade, 1925, p. 160-161.

² *Slobodno Zidarstvo, njegov cilj i principi. Njegova prošlost i sadašnjost*, p. 155.

³ *Slobodno Zidarstvo...*, p. 163.

⁴ Stranjaković (Drag.), *Vučičeva buna*, p. 123.

⁵ Stranjaković, *op. cit.*, p. 124.

«... Le Prince Michel avec 80.000 hommes de l'armée nationale pénétrerait en Bosnie et en Vieille Serbie : les chefs bosniaques seraient gagnés, le Monténégro serait prêt et tout serait organisé en Macédoine pour l'insurrection. On attendait seulement qu'Othon déclarât la guerre à la Porte... Garibaldi débarquerait alors avec 30.000 hommes à Antivari et réunirait son armée à celle du Monténégro et elles opéreraient en commun contre les Turcs...¹ »

Tel est le plan ambitieux qui sommeille dans les archives de la Grande Loge Belgradoise. On sait que la chute d'Othon empêcha sa réalisation. Dès lors la Franc-maçonnerie traverse une période d'assoupissement. Elle ne recommence à se manifester dans les pays serbes que vers les années 70. La guerre serbo-turque contribua beaucoup à son réveil. C'est en effet en 1875 que fut fondée à Belgrade la première Loge purement serbe, *Luce dei Balkani* (Svetlost Balkana), bien que son véritable père ait été le Consul d'Italie, Joannini, et que ses travaux se soient accomplis sous la protection de l'Italie. Ses progrès furent rapides. Elle comprenait 46 membres parmi lesquels on pouvait noter des membres de la *Velika Škola* comme le professeur Mih. Valtrović qui en fut le chef longtemps, et les professeurs Nikolajević, Jošimović qui avait été recteur de la *Velika Škola*, Milutinović, Milovanović, etc., ainsi qu'un certain nombre d'hommes politiques, tel ce S. R. Popović, qui fut Ministre de l'Instruction publique en 1884-1885 dans le ministère Garašanin. Le rôle humanitaire de la Loge de Belgrade pendant les guerres avec la Turquie est comparable au rôle joué par le Métropolitain Mihaïlo. Aussi, devant la faveur qu'ils rencontrèrent, les francs-maçons belgradois se virent dans l'obligation d'ouvrir en 1881 une seconde Loge, *Srpska Zadruga*, puis une troisième, en 1883, *Sloga, Rad i Dostojanstvo* qui réunit le plus grand nombre d'adhérents et continua à être placée sous la protection italienne. En 1890 une nouvelle loge fut créée : *Pobratim*, mais celle-ci au lieu de chercher protection à Rome préféra demander l'affiliation à la grande Loge hongroise qui l'accorda aussitôt². *Pobratim* comptait parmi ses membres les plus autorisés le Gouverneur de la Banque nationale, Djordje Vajfert, et surtout le Ministre de l'Instruction publique Andra Djordjević. Elle eut une grande influence à l'intérieur de la Serbie, où elle créa une loge affiliée à Niš en 1892, la loge *Nemanja*³.

Dans la première décade du xx^e siècle trois nouvelles loges se fondèrent successivement en Serbie, *Šumadija* qui dépendait de Ham-

¹ *Slobodno Zidarstvo, njegov cilj i principi. Njegova prošlost i sadašnjost*, p. 165-66.

² *Slobodno Zidarstvo...*, p. 168-69.

³ *Ibid.*, p. 170.

bourg, *Ujedinjenje* sous la protection de la Maçonnerie française et *Kosovo* qui fut installée à Skoplje. En 1908, après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, la loge *Pobratim* se sépara de Budapest et proclama son autonomie. Le Conseil Suprême de la Franc-Maçonnerie serbe fut constitué le 9 mai 1912 et nomma comme commandeur Djordje Vajfert ¹.

L'opinion publique serbe avait toujours accueilli avec la plus grande bienveillance les progrès de la Franc-Maçonnerie qu'elle considérait comme une société patriotique. Les progressistes les premiers s'en déclarèrent partisans convaincus. Le *Videlo* avait rappelé en 1893 les grands noms serbes qui n'avaient pas craint d'en faire partie. Dans un monde serbe divisé par trois confessions ennemies, la Franc-Maçonnerie représentait un élément idéal d'unité ². Les radicaux ne se montraient pas moins enthousiastes. Comme dans la Skupština tenue à Niš en 1899 un député s'attaquait violemment à la Franc-Maçonnerie, le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, Andra Djordjević, se proclamant lui-même franc-maçon, défendit avec éloquence cette « institution humanitaire, culturelle et patriotique » ³. L'attitude des libéraux de l'Église officielle varia davantage. Jusqu'en 1893 l'Église orthodoxe serbe était plutôt favorable à la Franc-Maçonnerie. L'une et l'autre collaboraient à des œuvres patriotiques communes. La Société de Saint Sava — dont un des fondateurs, Nikolajević, avait été franc-maçon — bénéficiait de cette intelligente coopération, et les souscriptions des loges contribuaient à entretenir les Monastères de la Vieille Serbie et à perpétuer la flamme de l'Orthodoxie. En 1893 parut le livre *Slobodno Zidarstvo, njegov cilj i principi, njegova sadašnjost i prošlost*, qui fut fort défavorablement accueilli dans les milieux religieux. Le 12 décembre 1893, le professeur Stevan Veselinović avait tenu au Séminaire une longue conférence : « La Franc-Maçonnerie devant l'Évangile », où il exposait les dangers que pouvaient avoir pour l'Église les progrès de la Société secrète ⁴. Le *Vesnik Srpske Crkve* avait, en mai 1894, consacré un article fort documenté sur les origines de la Franc-Maçonnerie. Mais il avait l'habileté d'insinuer que c'était sous des influences étrangères que les Francs-Maçons avaient fondé leurs premières loges, en ayant soin de restreindre leur caractère national. Toutefois l'auteur, qui dissimulait sa personnalité sous le pseudonyme de « Budimir », reconnaissait que « jusqu'ici les Francs-Maçons s'étaient montrés favorables à l'Église serbe dont ils avaient

¹ *Ibid.*, p. 176.

² *Videlo*, 25 déc. 1893.

³ *Slobodno Zidarstvo, njegov cilj i principi. Njegova sadašnjost i prošlost*, p. 170.

⁴ *Videlo*, 25 déc. 1893.

compris la signification pour le peuple...¹ » Ces lignes, qui témoignaient cependant d'une rare impartialité, déplurent à certains lecteurs qui exprimèrent au rédacteur de la revue ecclésiastique leur mécontentement de voir une personnalité religieuse mettre si peu de haine à parler de la Franc-Maçonnerie. Il fut nécessaire que le *Vesnik Srpske Crkve* publiât le mois suivant une rectification déclarant que l'on ne pouvait nullement soupçonner l'auteur de l'article d'amitié pour la Franc-Maçonnerie. Ce « Budimir », qui était un professeur au Séminaire de Belgrade, était un de ceux qui voulaient au contraire détruire la Franc-Maçonnerie².

Plus tard le *Hrišćanski Vesnik*, malgré sa tendance progressiste, montrera la même réserve. Il n'aimait point les manifestations des Maçons. Le jour de l'Ivandan, comme on inaugurerait à Požarevac un monument au Knèze Miloš, un maçon était venu déposer une couronne. Ce petit événement avait permis au *Hrišćanski Vesnik* de se livrer à quelques réflexions désabusées. Certes, « il considérait comme un devoir d'être fidèle à la vérité et de dire que jusqu'alors elle (la Franc-Maçonnerie) n'avait causé aucun mal à l'Église. Mais ce qui n'était pas aujourd'hui pouvait être demain (*Ali ono što nije danas može sutra*) ». Et c'est avec cette circonspection toute ecclésiastique que l'organe d'A. Ilić invitait les fidèles à se tenir sur leurs gardes³.

L'Église orthodoxe serbe n'a toutefois jamais nourri à l'égard de la Franc-Maçonnerie une hostilité constante et systématique. Elle n'a jamais connu en tout cas cette haine farouche d'une partie du clergé catholique de Croatie contre une société qu'elle qualifiait de « satanique »⁴. Tout au plus la Hiérarchie serbe a-t-elle vu avec une certaine méfiance une concurrente dangereuse et qui pouvait l'affaiblir par une surenchère nationaliste. Du point de vue dogmatique, à part quelques professeurs au Séminaire, nul n'a vu le danger que pouvait présenter la Franc-Maçonnerie pour les doctrines de l'Église. Quant au bas clergé, il s'est toujours désintéressé de la question.

DERNIÈRES POLÉMIQUES.

Un dernier conflit allait passagèrement opposer l'un à l'autre le Gouvernement et la Hiérarchie, à propos d'une question d'investiture:

¹ *Vesnik Srpske Crkve*, avril 1894, p. 331-348.

² *Vesnik Srpske Crkve*, mai 1894, p. 445.

³ *Hrišćanski Vesnik*, janv.-fév. 1899, p. 41.

⁴ *Masonerija u Hrvatskoj*, Zagreb, 1934.

il s'agissait du siège épiscopal du Timok qui se trouvait vacant en juillet 1890. Le gouvernement serbe avait son candidat, Dimitrije, homme d'une haute culture et de caractère loyal, mais auquel on reprochait d'avoir reconnu la « Hiérarchie anticanonique ». Les anciens évêques et le Métropolite Mihailo à leur tête se refusèrent à ouvrir leur rang au nouveau venu, à moins qu'il ne reniât son passé et ne déclarât publiquement que la Hiérarchie à laquelle il avait appartenu était illégale. Dimitrije refusa courageusement ¹. Il trouva d'ailleurs un appui vigoureux auprès du Ministre de l'Instruction publique. En octobre 1890 le siège du Timok était toujours vacant. Mihailo opposait à Dimitrije un autre candidat, l'archiprêtre Stokić, président du Consistoire. Fatigué par ces discussions, Dimitrije avait quitté la Serbie pour poursuivre des études à Paris. Rappelé à Belgrade par le Gouvernement, il refusa à nouveau de renier la Hiérarchie de *Mraša*. Le Ministre de l'Instruction publique intervint alors et, pour se venger de la sourde opposition de Mihailo, destitua Stokić de ses fonctions de président du Consistoire. Le conflit se poursuivit encore quelque temps, surtout sensible dans la presse religieuse, car il n'éveilla jamais un vif intérêt chez le grand public ni dans la presse d'opinion. Le siège du Timok resta vacant jusqu'en novembre 1891, où il fut attribué à Melentije ².

L'ÉCHEC DU PROJET DE 1889.

Le nouveau projet reconnaissait la religion orthodoxe serbe comme religion d'État (art. 1). Il divisait l'Église en diocèses, archipresbytérats, vicariats et paroisses (art. 3). Les diocèses étaient ceux de Belgrade, de Niš, de Šabac et de Negotin, mais en plus on créait des sièges épiscopaux à Kragujevac (évêque de Šumadija et de Takovo), à Pirot (évêque de Nišava), à Studenica (évêque de Raška, « gardien du Saint Roi »), à Vranje (évêque de Vieille Serbie) et à Loznica (art. 4). Le chef suprême de l'Église serbe recevait le titre d'Archevêque-Métropolite de Belgrade et *Exarque* de toute la Serbie (art. 5). Le projet de Constitution établissait une différence entre les quatre évêques principaux et les autres : les premiers jouissaient au Synode d'une voix délibérative, les seconds n'avaient qu'une voix consultative (art. 11). L'Exarque de Serbie était élu par un Sabor composé par tous les évêques des deux catégories, le grand Économe et tous les économes diocésains, les archiprêtres professeurs et les archiprêtres de district — enfin tous les archi-

¹ Videlo, 8 juil. 1890.

² *Hrišćanski Vesnik*, sept.-oct. 1890, p. 620-627.

mandrites (art. 20). Les postes d'« économ » étaient créés par le Projet : chaque économ veillait à la conservation des domaines du diocèse et restait en rapport avec la Chambre des Comptes. Le Grand Économe jouait le même rôle dans le diocèse du Métropolit-Exarque (art. 40).

Cette première rédaction du projet de loi, œuvre de l'impopulaire « triumvirat d'archiprêtres » Jovičić-Stokić-Pavlović ¹, était très mal vue dans le clergé. Aussi le projet ne rencontra-t-il qu'un accueil très réservé, d'autant plus que l'on savait que l'évêque Nikanor était lui aussi intervenu pour imposer quelques-unes de ses conceptions. Or Nikanor restait la « bête noire » du bas clergé, l'ennemi juré des popes de campagne ². On ne pouvait donc avoir confiance dans un projet où apparaissait sa griffe et qui, s'il était transformé en loi, serait pire pour le clergé que celui qui existait avant la loi actuelle, « c'est-à-dire une loi datant du temps du plus brutal absolutisme en Serbie ³ ». Les reproches adressés au nouveau texte étaient multiples. Une des plus grandes objections était l'emploi du nom d'*Exarque* pour le chef de l'Église orthodoxe serbe : objection d'autant plus caractéristique qu'elle n'est nullement motivée par le fait que l'Exarque est le chef d'une Église ennemie, encore moins par le fait qu'il est à la tête d'une Hiérarchie « hérétique ». On estimait seulement dans les milieux ecclésiastiques serbes que le titre d'exarque ne représentait dans la titulature orthodoxe qu'un degré hiérarchique relativement inférieur, indigne du chef spirituel du Royaume. Il était bien plus avantageux de « rétablir » le Patriarcat (en affectant de considérer que le Patriarcat de Peć n'avait pas encore eu de successeur). Position d'autant plus avantageuse que ni la Russie, ni la Grèce, ni la Roumanie n'avaient de patriarches ⁴. L'archimandrite Dučić proposait même de fixer la restauration du Patriarcat au jour de la majorité du roi Alexandre ⁵. Il semble aussi que l'opinion publique ait été vivement choquée par la dureté des châtimens prévus par le Projet pour les popes coupables de fautes disciplinaires. L'*epitimijs* était bien plus lourde que toutes celles qui avaient été prévues par les Constitutions antérieures : les prêtres punis étaient soumis à un régime rigoureux de réclusion dans un monastère sous l'étroite surveillance de l'igoumène (art. 143). Que trahissait cet article, s'écriait le *Hrišćanski Vesnik*, si ce n'est l'évidente volonté de la Hiérarchie

¹ Voir plus haut, p. 420.

² *Hrišćanski Vesnik*, sept.-oct. 1889, p. 699.

³ *Ibid.*, p. 699.

⁴ *Hrišćanski Vesnik*, décembre 1889, p. 933.

⁵ *Ibid.*, décembre 1889, p. 933.

d'humilier le bas clergé et de contribuer à l'éloigner davantage encore de l'Épiscopat ? Peut-être aussi exprimait-il plus clairement le désir d'humilier le clergé séculier sous les yeux du clergé régulier si cher au cœur de Mihailo ¹. Autre objection non moins grave : on reprochait au « Triumvirat d'archiprêtres » d'avoir exclu du Synode épiscopal tous les représentants du bas clergé. Même les archimandrites n'y pouvaient participer.

L'article 29 avait soulevé, lui aussi, une tempête de protestations : il interdisait les fonctions épiscopales à quiconque n'était pas citoyen serbe de naissance. Ainsi le « Piémont serbe » refusait d'accepter dans le sein de son Église ceux de ses enfants qui n'avaient pu naître dans l'intérieur des frontières du Royaume. Une mesure aussi mesquine est incompréhensible, s'écriait le *Hrišćanski Vesnik*, « après les leçons amères que nos frères bulgares ne cessent de nous donner en Macédoine... ² »

Le Métropolite serbe Petar, qui s'était acquis de tels mérites en réorganisant l'Église et en créant tant d'institutions aussi utiles à la vie de la foi, avait-il été un « ressortissant serbe » ? D'ailleurs il suffisait de jeter un regard sur les autres Églises orthodoxes pour se convaincre que nulle part n'existait une condition aussi absurde. Un Métropolite de Moscou, le Métropolite Cyprien, avait été d'origine serbe. Au Monténégro, ni le Métropolite Mitrofan, ni son prédécesseur n'étaient d'origine monténégrine. Ce n'était certes pas un moyen de faire de la propagande pour l'idée d'unification politique que d'introduire un semblable égoïsme dans une Église qui devait être ouverte à tous les hommes de bonne volonté à condition qu'ils fussent Serbes et orthodoxes.

Une autre critique visait l'article 32, interdisant à tous les évêques de prendre une initiative grave sans en référer et en discuter préalablement avec l'Exarque. Nombreux étaient les prélats qui voyaient dans cet article l'affirmation du « pouvoir absolu » de l'Exarque et on n'était pas loin d'attribuer à Mihailo le dessein de ssacrifier à son despotisme les « antiques libertés » de l'Église orthodoxe : il est vrai que ces libertés n'avaient jamais existé que dans les imaginations de ceux qui faisaient leur éloge. En fait Mihailo s'efforçait de substituer peu à peu dans son Église à l'oligarchie épiscopale un régime monarchique : pour le bas clergé séculier monastique il n'y avait pas grand changement ³.

¹ On disait couramment du Métropolite « qu'il préférerait un moine à vingt popes ». (Ilić, *Moji doživljaji*, p. 72).

² *Hrišćanski Vesnik*, sept.-oct. 1889, p. 703.

³ *Hrišćanski Vesnik*, sept.-oct. 1889, p. 703.

Par un singulier paradoxe, en 1889, c'est le *Hrišćanski Vesnik* qui défend l'Église contre les entreprises du Gouvernement. Or ce dernier s'inspire désormais de l'exemple russe. A l'instar du Procureur du Saint-Synode il veut créer en Serbie les fonctions de « Commissaire Royal » auprès du Synode (art. 15). L'archimandrite Dučić avait beau jeu pour prouver que ce Commissaire deviendrait fatalement l'interprète des volontés gouvernementales et que ses interventions constitueraient d'intolérables violations de l'autonomie synodale ¹. Il récusait l'exemple de la Russie invoqué par les rédacteurs du Projet : l'*Oberprokuror* russe ne pouvait absolument pas être comparé au Commissaire Royal envisagé. Il jouait simplement le rôle d'intermédiaire entre l'Empereur et le Saint-Synode. Même, étant donné qu'il n'existait pas en Russie de Ministre des Cultes, on pouvait dire qu'il le remplaçait. Il était de même tout à fait déplacé, ajoutait Dučić, d'alléguer l'exemple du Commissaire Impérial Austro-Hongrois qui, s'il procédait à l'inauguration et à la conclusion des débats synodaux, n'avait pas le droit d'intervenir ni même d'assister aux séances ².

Un autre article fit scandale : l'article 28 déclarant que « pouvait être évêque... tout ecclésiastique des deux ordres jouissant de l'estime générale par sa haute préparation théologique, son zèle et sa vie modèle... » C'était contrevenir à la règle la plus vénérable de l'Église orthodoxe, consacrée par la plupart des Conciles : non pas, contrairement à ce qu'on pense généralement, qu'il fût impossible à un prêtre séculier de devenir évêque s'il remplissait toutes les conditions exigées : on le nommait d'abord archimandrite et on lui conférait ensuite l'épiscopat, mais on exigeait alors du prêtre qu'il ne fût pas marié ou bien qu'il fût veuf. Or le nouvel article ne tenait nullement compte de ces conditions. Si on persistait à le maintenir on pouvait fort bien voir dans l'Église de Saint Sava des évêques mariés et pères de famille. Bien qu'on ne vît point si cette innovation schismatique était le résultat d'une erreur involontaire ou avait été introduite sciemment, une vive indignation s'éleva contre une « monstruosité » qui risquait de compromettre la dignité de l'Église ³.

¹ Dučić (Nićifor), *Primjedbe na projekat zakona o crkvenim vlastima pravoslavne crkve u Kraljevini Srbiji*, Belgrade, 1889.

² *Hrišćanski Vesnik*, déc. 1889, p. 938-939.

³ *Hrišćanski Vesnik*, déc. 1889, p. 938-939.

LE PROJET DE LOI DE 1890 SUR LES AUTORITÉS ECCLÉSIASTIQUES.

Le projet de Constitution religieuse de 1890 représente le fruit de transactions nombreuses entre le Gouvernement et le haut clergé, et offre le caractère d'un compromis entre l'Épiscopat soutenu par le Ministre de l'Instruction publique et le bas clergé qui disposait d'un certain crédit au sein de la Skupština. Nous nous bornerons à analyser brièvement le contenu du projet ¹. Et tout d'abord il faut noter l'innovation essentielle : le rétablissement du diocèse qui avait été supprimé en 1883, le diocèse du Timok. Le siège en était fixé à Negotin (art. 6).

Les villes de Belgrade et de Niš recevaient des archiprêtres spéciaux, distincts des archiprêtres de district (art. 7). Cette mesure donnait satisfaction aux clergés des deux plus grandes villes serbes, clergés qui avaient toujours témoigné de leur vitalité et de leur esprit de combat dans les différents *zbor* qui s'étaient tenus depuis 1889. Le Synode épiscopal, toujours présidé par le Métropolitain, voyait cette fois ses attributions nettement définies (art. 20). A tous les degrés de la Hiérarchie, une certaine autonomie des pouvoirs avait été prévue : les vicaires de district par exemple étaient élus par le clergé du district (art. 36), avec l'approbation de l'évêque diocésain. Pour la première fois apparaissait la « commune religieuse » qui devait connaître dans l'orthodoxie serbe un aussi prodigieux développement. Désormais c'était la commune religieuse qui était chargée de gérer les biens mobiliers et immobiliers des églises. La commune religieuse était représentée par un « conseil paroissial » composé de 8 membres de la paroisse (art. 45). Ce conseil responsable du budget paroissial devait en cas de malversation supporter les poursuites judiciaires à la place du pape.

Les tribunaux spirituels passaient par une transformation analogue. Ils devenaient réellement les organismes supérieurs de l'Église chargés de résoudre les conflits entre clercs. Un Grand Tribunal Spirituel recevait les appels et tranchait en dernière instance. Il était constitué par un président et quatre membres ordinaires : un archimandrite et 4 réguliers (art. 81). Le Président n'était autre que le Métropolitain de Serbie. Les autres juges étaient nommés pour trois ans par un décret royal sur proposition du Ministre de l'Instruction publique (art. 82 et 84). Il faut dire que le Ministre était tenu de consulter au préalable l'opinion du Synode épiscopal

¹ Un excellent aperçu en est donné dans le numéro d'avril 1890 du *Hrišćanski Vesnik*, p. 284-308.

sur la liste de candidats qu'il soumettrait au choix du Roi, mais il n'était pas moins vrai que le Grand Tribunal Spirituel, qui ne se réunissait d'ailleurs que deux fois par an, restait sous l'influence ministérielle. Au contraire, les tribunaux spirituels diocésains conservaient une relative autonomie : leurs présidents étaient parfois des archiprêtres âgés de plus de 35 ans (art. 101) ; leurs membres étaient en grande majorité des prêtres séculiers. Les uns et les autres dépendaient directement de l'évêque diocésain qui soumettait les listes de candidats au Ministre de l'Instruction Publique (art. 105) ¹.

Même après ces premières modifications, le projet de loi ne trouvait auprès du clergé, du bas clergé surtout, qu'un accueil assez réservé. Le *Hrišćanski Vesnik* se faisait l'écho, non seulement du clergé progressiste, mais aussi d'un grand nombre de papes de province qui s'estimaient lésés par les nouvelles dispositions du projet de loi ². Au sein même de la Skupština, tandis qu'un petit groupe de députés ministériels se ralliait au projet gouvernemental (c'est à ce groupe qu'appartenait d'ailleurs le président de la Chambre et le rapporteur de la loi, Dučić), il y avait une majorité de députés pour réclamer l'apport de nombreuses modifications au texte initial. Les principaux leaders de ce groupe « réformiste » étaient l'archiprêtre Miloje Barjaktarović, Mihailo Popović, Dj. Andjelković, Luka Lazarević, Dimitrije Katić. Que voulaient au juste ces « amis du clergé », comme ils s'intitulaient ? D'abord, point essentiel de leur programme, conférer au bas clergé le droit d'élire les juges des tribunaux spirituels ainsi que les présidents des tribunaux diocésains. Réforme extrêmement importante si elle était adoptée, puisqu'elle consistait à transférer le pouvoir de juridiction religieuse des mains de l'épiscopat dans celles du bas clergé. Idée qui trouvait un climat favorable dans une Chambre à majorité radicale mais qui toutefois avait pris naissance dans les milieux progressistes au temps du conflit entre l'État et l'Église. Une autre objection faite au nouveau projet de loi était qu'il n'accordait pas assez de libertés aux prêtres : on ne prenait guère au sérieux l'interdiction — renouvelée périodiquement — d'exercer une activité politique. Plus grave était l'article qui refusait aux prêtres le droit « d'exercer une fonction civile qui ne s'accorderait pas avec leur

¹ Les tribunaux spirituels jusqu'en 1862 avaient été présidés par les évêques. Le Prince Michel avait mis fin à l'autorité de ces derniers. Or la loi de 1890 plaçait à nouveau les tribunaux spirituels sous l'influence des évêques. (Slob. Jovanović, *Vlada Aleksandra Obrenovića*, t. I, Belgrade, 1934, p. 62).

² *Hrišćanski Vesnik*, mai-juin 1890, pp. 402-412.

dignité religieuse » : tel était ce terrible paragraphe IX de l'article 38 qui risquait, s'il était appliqué avec rigueur, de chasser définitivement les prêtres de la vie publique. Il était bien certain qu'une telle mesure ne pouvait recevoir une force légale en Serbie, mais elle constituait une sérieuse menace et la réplique, pour le bas clergé, de ce qu'avaient été, pour l'épiscopat, les mesures de Stojan Novaković.

Aussi le *Hrišćanski Vesnik* put-il manifester une joie exubérante lorsque ce projet fut, après une deuxième lecture à la Commission des Affaires religieuses de la Chambre, profondément modifié¹. La Skupština avait voté un projet tout à fait favorable au bas clergé. Progressistes et radicaux exaltaient d'un commun accord la nouvelle Constitution ecclésiastique, mais leur optimisme devait être de courte durée. Un coup de théâtre se produisit au dernier moment, à la veille de la clôture de la législature et alors que les députés se préparaient déjà, pour les vacances pascuales, à regagner leurs provinces respectives. Le *Hrišćanski Vesnik* conte mystérieusement comment la chose se passa :

« Au dernier moment, comme la Skupština voulait voter la loi et qu'il semblait que, grâce à cette loi, l'Église retrouverait une paix complète et que nos affaires religieuses recevraient un règlement définitif, le secrétaire d'une « grande légation »² se rendit en toute hâte à la Skupština, suivi bientôt du président du Consistoire, l'archiprêtre Milutin... »

C'était sans doute une intervention de la légation de Russie, provoquée par une demande du Métropolite Mihailo, qui ne pouvait tolérer que l'on portât atteinte aux prérogatives épiscopales. Il faut croire que les représentations exprimées au nom du Gouvernement Impérial eurent quelque effet car, « un quart d'heure plus tard », la Skupština ne craignait pas de se contredire en modifiant *in extremis* les dispositions adoptées et en confiant désormais au Métropolite et aux évêques le privilège de « compléter » tous les tribunaux spirituels. La Skupština radicale sacrifiait les intérêts du clergé plutôt que de risquer de mécontenter la Russie.

Devant cette débandade générale des « amis du clergé », ce fut encore une fois l'infatigable Aleksa Ilić qui sauva la situation. Aussitôt après les vacances de Pâques il s'avisa de réunir chez lui tous les prêtres députés, les exhortant à exercer une pression sur leurs confrères pour arracher une révision de la loi incriminée. Le Métropolite Mihailo eut vent de l'affaire et fit appeler à la Métropolie

¹ *Hrišćanski Vesnik*, mai-juin 1890, p. 403.

² Entre guillemets dans le texte.

tous les « conspirateurs ». Après une longue discussion sur laquelle nous ne possédons pas de témoignage, il semble que le vieux prélat, qui était pourtant un ardent joueur, ait pris peur.

Il céda enfin sur le point qui intéressait le plus les représentants du bas clergé, celui des tribunaux spirituels. Mihailo consentant, et la Russie ne se souciant plus d'intervenir puisqu'on ne faisait plus appel à elle, on s'entendit finalement sur un texte transactionnel. Le *Hrišćanski Vesnik* présentait la chose idylliquement : la « chambre paysanne serbe assurait enfin l'indépendance des tribunaux spirituels », qui ne seraient pas transformés en « convents » épiscopaux comme le voulait le haut clergé. N'était-ce pas un paradoxe que de voir les intérêts de ce même bas clergé menacés par l'Épiscopat serbe, soutenus par l'Orthodoxie russe, négligés par une Skupština radicale, mais sauvés à la dernière heure par un petit clan de prêtres progressistes, derniers héritiers politiques de ces hommes que les prophètes apocalyptiques du libéralisme se plaisaient à dénoncer comme de modernes Antéchrists et les « ennemis perfides de l'Église ¹ » ?

LES LIBÉRAUX ET LA NOUVELLE LOI.

Bien que les libéraux n'aimassent guère le nouveau Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, Andra Nikolić, dans lequel ils se plaisaient à voir l'émule radical de Stojan Novaković, leur impression générale sur la nouvelle loi — à laquelle « Andrica » avait d'ailleurs peu collaboré — était assez favorable. Ils étaient particulièrement heureux de la disparition définitive de la loi de 1862 dont aucun règlement, ni aucune loi additive ou complémentaire n'étaient parvenus à combler les lacunes. Le nouveau texte représentait un progrès notable. Désormais la ligne de démarcation entre les autorités ecclésiastiques et les autorités laïques était bien tracée. L'indépendance des tribunaux spirituels était assurée. Les premiers paragraphes de la loi innovaient heureusement en traitant de la « Religion d'état » en Serbie, de l'autocéphalie de l'Église serbe, de sa communion dogmatique avec l'Église de Constantinople. L'article 16, enfin, consacrait un des changements les plus importants du point de vue libéral. Il déclarait que « toutes les décisions du Synode épiscopal de caractère canonico-ecclésiastique étaient exécutoires ». C'était affirmer clairement l'indépendance de l'Église vis-à-vis du pouvoir temporel. La grande diffé-

¹ *Hrišćanski Vesnik*, mai-juin 1890, p. 407.

rence entre l'ancien état de choses et la situation nouvelle créée par cet article 16 s'éclaire lorsqu'on songe que l'article 77 de l'ancienne loi de 1862, non modifié par la loi « anticanonique » de 1882, exigeait du Synode épiscopal qu'il reçût aveuglément « tout ce que le Gouvernement décrétait et instituait pour l'Église et le clergé ». L'article 93 de la même loi soumettait toutes les décisions du Synode à l'approbation du Ministre de l'Instruction publique et des Cultes. L'Église était désormais affranchie de cet assujettissement ¹. Les libéraux n'en demandaient pas davantage.

¹ *Srpska Nezavisnost*, 12 mai 1890.

CHAPITRE XVI.

LE DILEMME : CRÉATION D'UN EXARCAT SERBE OU RÉTABLISSEMENT DU PATRIARCAT DE PEĆ.

LE DILEMME : EXARCAT SERBE OU PATRIARCAT.

Par un curieux retour des choses, mais qui s'explique lorsqu'on connaît l'intérêt porté en tout temps par Novaković aux affaires de Macédoine, ce fut l'ancien rival du Métropolitte Mihailo qui sut, le premier, regrouper les forces serbes afin de résister en Vieille Serbie à la poussée exarchiste. Jusqu'alors tous les efforts qui avaient été tentés étaient trop dispersés. Le Ministère de l'Instruction publique, le Ministère des Affaires étrangères, la Société Saint-Sava, chacun de leur côté, menaient une politique personnelle. Une première tentative de fusion fut esquissée, au début de 1891, sous le ministère Pašić. Le *Prosvetni Odbor*, qui comprenait à la fois des personnalités et des spécialistes comme l'archimandrite Dučić, Srećković, Kovačević et le consul Karić, exprima le vœu que fût créé, auprès du Ministère de l'Intérieur, un département spécial de Propagande ¹. Novaković, qui était encore ministre de Serbie à Constantinople, était l'homme désigné pour diriger l'application de ce plan. C'était un des rares hommes d'État qui comprît tout le profit que la Serbie pouvait retirer d'une collaboration complète et franche avec l'Église orthodoxe : un des premiers il avait conseillé d'utiliser ce magnifique Séminaire de Prizren qui était devenu, grâce au dévouement de ses maîtres, une pépinière de prêtres et d'instituteurs serbes ².

Novaković pensait cependant que si l'on voulait lutter avec efficacité il fallait obtenir la protection du Patriarche œcuménique. C'était là une illusion assez ancienne chez les gouvernements serbes. Le Phanar ne recherchait à vrai dire ces accords avec les popula-

¹ *Spomenica St. Novakovića*, Belgrade, 1921, p. 177, et Al. Jovanović, *Srpske škole i četnički pokret*, Skoplje, 1937, p. 260 sqq.

² Hadži-Vasiljević, *Prosvetne i političke prilike u južnim srpskim oblastima u XIX v.*, p. 387.

tions slaves que pour mieux asseoir sur elles sa domination et non point pour leur concéder des privilèges linguistiques et administratifs plus étendus. Les Serbes ne pouvaient pas davantage arriver à une entente de principe avec le Gouvernement grec. La Grèce reconnaissait à la Serbie le droit de poursuivre sa propagande dans les diocèses de Skoplje et d'Ohrid, mais se refusait absolument à admettre son ingérence dans les diocèses de Bitolj et de Salonique. La Russie, découragée par l'« ingratitude » bulgare, consentait à appuyer les revendications serbes, mais à la condition qu'elles n'apparussent pas comme une déclaration de guerre à la Bulgarie. Ainsi, dûment limitées et adoucies, ces revendications n'aboutirent-elles à aucun résultat précis. Quand, au printemps 1892, Novaković quitta Constantinople, les Grecs se montraient aussi intransigeants et se refusaient à reconnaître les évêques serbes à Prizren et Skoplje ¹.

De 1892 à 1895, jusqu'à l'année où il formera un cabinet progressiste, Novaković sera le principal inspirateur de la politique serbe en Macédoine. Président du Conseil d'État, son influence sera grande sur les ministres des Affaires étrangères serbes qui se succéderont à un rythme rapide de 1892 à 1895 : Djordjević, Pašić, Avakumović, Franasović, Grujić, Simić, Lozanić, Bogičević. Son idée dominante était toujours la même : utiliser le sentiment religieux afin de maintenir la nationalité des Serbes de Macédoine :

« Nous serons satisfaits, écrivait Novaković à cette époque, si dans les territoires de la Turquie d'Europe on permet dans les églises le service en slave là où le désire la majorité de la population ; si on rétablit le nombre nécessaire d'étudiants serbes dans le Séminaire de Chalki ; si l'on consacre au moins pour deux diocèses serbes des évêques de nationalité serbe ². »

La visite du roi Alexandre à Constantinople (juin 1894) semblait présager des temps meilleurs pour les Serbes de Macédoine. Non seulement le Souverain serbe avait pu constater les bonnes intentions que la Porte nourrissait à son égard, mais il avait pu espérer un certain temps que le Phanar consentirait à se départir de son traditionnel égoïsme pour accorder enfin à ses fidèles serbes les légitimes privilèges qu'ils revendiquaient depuis déjà plusieurs décades. Le Phanar n'avait-il pas déclaré qu'il ne saurait en aucun cas être accusé de n'avoir pas accordé sa protection dans un esprit d'égalité complète ? L'entrevue du roi de Serbie et du Patriarche fut effectivement très cordiale. Alexandre se déclara le fils dévoué

¹ *Spomenica St. Novakovića*, p. 182.

² *Spomenica St. Novakovića*, p. 184.

de l'Église. Le Patriarche assura le Souverain des bonnes dispositions de son Église envers le peuple serbe. Le Patriarche promit-il, comme on l'a affirmé plus tard, « de donner enfin satisfaction aux droits et de prendre en considération les réclamations fondées des Serbes orthodoxes de la Turquie quant à leur désir de voir la direction de leurs diocèses confiée à des prélats de nationalité serbe qui apporteraient plus de zèle et de bonne volonté à relever l'instruction et la religion, complètement négligées, des Serbes en Turquie ? »¹ Il ne semble pas qu'il y ait lieu de le croire, si l'on peut en juger par les supplications répétées de Djordjević de ne point admettre le principe d'un voyage royal sans être sûr à l'avance d'une contrepartie. Or il est à peu près certain que la Porte ne s'était point engagée à l'avance. Le Patriarche non plus². Que pouvait, au reste, le Chef spirituel de la Grande Église, maître impuissant aux mains d'un Synode autocrate et haineux ? Anthime VII plaidait la non-responsabilité. Plus tard, comme il renouvelait ses lamentations auprès du nouveau représentant de la Serbie à Constantinople, Vladan Djordjević, celui-ci — crédule — lui avait conseillé de fuir cette « tyrannie » de la Porte et du Phanar en se réfugiant en quelque État orthodoxe. Le Patriarche avait répondu qu'il le ferait bien volontiers si la chose ne dépendait que de lui, mais le Synode n'y consentirait jamais. Ce n'était d'ailleurs qu'une même comédie qui se poursuivait depuis des années. En dépit de leurs intérêts divergents, la Porte, l'Exarcat et le Phanar et, au sein de celui-ci, le Synode et le Patriarche savaient toujours se réconcilier lorsqu'il s'agissait de barrer la route aux revendications serbes. Djordjević devait finir par le comprendre ; aussi ne répondit-il qu'évasivement aux suggestions du chef de son Département lorsque celui-ci lui recommanda d'utiliser contre le Phanar l'aide de la Turquie, bénévolement offerte par le Sultan au Gouvernement de Belgrade.

Une occasion inespérée s'offrait aux Serbes de revendiquer leurs

¹ A Belgrade d'étranges bruits circulaient sur la signification de la visite du roi Alexandre à Constantinople. On racontait que le Roi était chargé par son père de supplier le Sultan de le protéger contre Arthémise. Cette belle Grecque, ancienne maîtresse de Milan, détenait des lettres de son amant dans lesquelles celui-ci reconnaissait son fils Georges. Elle élevait ce dernier comme prétendant. Abdul Hamid fit enlever cette correspondance compromettante des mains d'Arthémise et la remit à Milan. Ce n'était pas le premier service qu'il lui rendait : un an auparavant, en 1893, il lui avait déjà payé une partie de ses dettes. Ainsi les obligations personnelles d'ordre intime de l'ex-roi de Serbie envers le Sultan rendaient-elles illusoire toute pression du Gouvernement Serbe sur la Porte. Cf. Jovanović (Slob.), *Vlada Aleksandra Obrenovića*, t. II, Belgrade, 1935, p. 40, et Djordjević (Vlad.), *Srbija i Turska*, Belgrade, 1928, pp. 25-26 et 34-36.

² Constandine, *Le Patriarcat de Constantinople et l'Orthodoxie dans la Turquie d'Europe*, p. 6.

droits. Le 17 novembre 1895, le métropolite grec de Skoplje, Methodios, mourait ¹. Methodios s'était rendu célèbre par sa haine contre la population serbe de Skoplje, qui avait juste obtenu, à la fin de son pontificat, le droit d'entendre *une fois par mois* l'office en slave ².

Le Gouvernement serbe, confiant dans les promesses faites au roi Alexandre à la fois par la Porte et le Phanar, s'empressa de demander que l'administration provisoire de la Métropole fût confiée à l'archimandrite Nicéfor. Le Patriarche y consentit, mais, par un acte de duplicité qui lui était familier, nomma quelques jours plus tard au siège métropolitain le Grec Ambrosios connu pour son hostilité à l'égard des Slaves. Ainsi commençait, dans le diocèse de Skoplje, un long conflit qui se traduira par d'innombrables manifestations et parfois aussi par des épisodes sanglants. La Russie, que le Ministre de Serbie avait sondée par l'intermédiaire de son chargé d'affaires, Zadovskij, ne semblait nullement disposée à intervenir dans les querelles de ces peuples slaves « qui tiraient chacun de leur côté ³ ». Elle préférait laisser prendre au Gouvernement du roi Alexandre toutes ses responsabilités. Ce dernier n'hésita point à le faire. Le ministre des Affaires étrangères de Serbie télégraphiait, le 20 novembre 1896, à son représentant à Constantinople « d'empêcher par tous les moyens ⁴ » le premier service d'Ambrosios à Skoplje. La tactique était déjà ancienne. Elle réussissait toujours en raison de l'incapacité de la gendarmerie ottomane et de la vieille impopularité des Phanariotes. De bruyants soulève-

¹ Jovanović (Slob.), *op. cit.*, p. 128.

² Art. cité de Grujić (Rad.) : *Skopska Mitropolija, istorijski pregled*, dans la *Spomenica pravoslavnog hrama Sv. Bogorodice u Skoplju*, p. 250.

³ Djordjević, *op. cit.*, p. 141.

La Russie qui se considérait comme l'unique champion de l'orthodoxie ne jugeait pas opportun de soutenir les revendications serbes en Macédoine qui, selon elle, nuisaient plus qu'elles ne servaient à l'orthodoxie. Zadovskij n'avait-il pas dit un jour au représentant de la Serbie à Constantinople : « Pour nous (Russes) l'orthodoxie est une chose sacrée, mais pour vous Serbes, Grecs et Roumains, ce n'est rien d'autre qu'un instrument de lutte politique » (Djordjević, *op. cit.*, p. 158). Le plus suggestif est que le chargé d'affaires russes ne mentionnait pas les Bulgares. Pour lui, comme pour la plupart des Russes, l'orthodoxie bulgare était la plus acceptable en tant que la plus proche de l'orthodoxie russe. Au reste la Russie reconnaissait, en s'en effrayant quelque peu, les étonnants résultats obtenus par la propagande serbe en Macédoine, en fort peu de temps : « Depuis 5 ou 6 ans à peine vous travaillez, disait à Djordjević Manzurov, conseiller de l'ambassade russe pour les affaires religieuses ; avant on ne pouvait pas, même avec une chandelle, trouver un seul Serbe en Macédoine, et aujourd'hui le peuple se soulève à Skoplje et ne permet pas à un métropolite grec d'entrer dans la Métropole » (Djordjević, *op. cit.*, p. 157).

⁴ Djordjević, *op. cit.*, p. 146.

ments populaires furent habilement fomentés à Skoplje. Un des agents les plus actifs de la propagande serbe était l'archimandrite Hilarion Vesić, un Serbe de Serbie, qui savait admirablement grouper toutes les résistances contre le Phanar ¹.

De tous les coins du diocèse un flot de dépêches, de missives de protestation, de pétitions enflammées vint s'abattre sur le Patriarche. Ambrosios n'avait pu entrer dans l'église et, devant la colère des Serbes orthodoxes, s'était vu réduit à se réfugier à l'intérieur de l'École grecque ².

Ces tumultes apaisés, le Phanar resta sur ses positions. Le Patriarche joua à nouveau auprès de Djordjević la comédie de l'irresponsabilité. A l'entendre, si la chose avait seulement dépendu de lui, Ambrosios n'aurait jamais été nommé. Mais que pouvait-il, lui, vieillard faible et impuissant, devant la volonté du Synode ? Anthime VII allait encore plus loin et, par une incroyable hypocrisie, faisait mine d'encourager les prétentions serbes et de conseiller à Djordjević la politique à suivre pour forcer la main du Phanar.

Pour détourner les soupçons de toute complicité entre le chef de la Grande Église et le gouvernement serbe, il recommandait au Ministre de « se plaindre ouvertement de lui, de dire qu'il ne tenait point ses promesses, qu'il était le dernier des hommes ».

Djordjević appréciait à leur juste valeur ces misérables procédés, d'autant plus qu'en Serbie l'indignation contre le Patriarcat de Constantinople grandissait sans cesse. Une dépêche du Ministre des Affaires étrangères serbes, Novaković, à Djordjević, avertissait celui-ci « qu'en Serbie l'opinion publique était pour la séparation d'avec la Patriarchie ³ ».

Lorsque le Métropolite de Grevena était mort en décembre 1896, le Patriarche avait imaginé d'envoyer Ambrosios à Grevena et, le siège épiscopal étant ainsi libéré, de le donner à Apostolos, un des rares Grecs qui parlât serbe et russe. Mais l'opinion serbe était alors montée à un tel point contre le Patriarcat qu'elle n'aurait pas voulu d'un Grec, « même s'il savait le serbe comme Vuk Karadžić ⁴ ».

A la Skupština, deux députés, au nom de 70 de leurs confrères, interpellèrent Novaković sur les événements de Skoplje. Dans les couloirs on parlait déjà ouvertement du rétablissement du Patriarcat de Peć. Novaković ne voulait cependant rien brusquer. Il alléguait

¹ Jovanović (Slob.), *op. cit.*, p. 130.

² Djordjević, *op. cit.*, p. 202.

³ Djordjević, *op. cit.*, p. 165.

⁴ Djordjević, *op. cit.*, p. 167.

la nécessité de maintenir « le principe de l'unité de l'orthodoxie ». Il donnait, il est vrai, vaguement satisfaction à l'opinion publique en annonçant que la Serbie saurait courageusement défendre ses intérêts, mais se refusait à sortir de ces déclarations un peu générales. Il concluait en rendant un hommage à l'énergie du Métropolite Mihailo qui avait demandé avec raison que « notre race, notre langue et notre foi fussent conservées chez nos nombreux compatriotes et reçussent une légitime satisfaction »¹. De la bouche d'un ancien adversaire l'éloge avait de la saveur.

Dans une dépêche envoyée à Djordjević il avouait qu'il était encore prématuré de demander le rétablissement du Patriarcat de Peć². Tout au plus pouvait-on y faire allusion, après en avoir conféré au préalable avec le représentant de la Russie. Bien que l'idée de ce rétablissement fût extrêmement désagréable aux milieux dirigeants de l'Empire, il y avait néanmoins une partie de la presse qui semblait s'être ralliée à une solution aussi audacieuse. Les *Novosti* de Saint-Petersbourg, à la fin de l'année 1896, reconnaissaient que le Patriarcat de Constantinople ne s'était servi des fonds de l'Église que dans des buts de propagande nationale. Les Serbes n'avaient guère été récompensés de leur fidélité à la « Grande Mère ». Une politique aussi malhabile du Patriarcat menaçait de pousser les Serbes soit à fonder un Exarcat semblable à celui des Bulgares, soit à rétablir le Patriarcat de Peć³.

Bien que la presse russe fût persuadée que le Gouvernement serbe estimait urgent d'intervenir dans le conflit, le 28 février 1897, le Président du Conseil des ministres de Serbie annonçait, assez plaisamment, au ministre de Serbie à Constantinople que la « question du rétablissement du Patriarcat de Peć se trouvait encore dans une phase d'étude »⁴. C'est dire qu'il ne l'envisageait encore que comme un moyen de pression sur le Patriarcat pour l'amener à nommer un nouveau métropolite à Skoplje, en remplacement d'Ambrosios⁵.

Simić prétendait étudier « dans ses moindres détails » les côtés canoniques de la question macédonienne. Il démontrait tout d'abord que, si la Serbie rétablissait le Patriarcat de Peć, elle ne saurait en aucune façon être accusée de « schisme ».

¹ *Videlo*, 5 déc. 1895.

² Djordjević, *op. cit.*, p. 184.

³ *Videlo*, 4 déc. 1896.

⁴ Djordjević, *op. cit.*, p. 260.

⁵ A la fin de 1896, Simić avait remplacé Novaković. Les dix mois qu'il restera à la présidence du Conseil seront décisifs dans la question du rétablissement du Patriarcat serbe ou celle de la création d'un Exarcat. Entre la nonchalance voulue d'un Simić et l'inactivité verbeuse d'un Djordjević, la diplomatie serbe n'enregistrera guère que des échecs (*Spomenica St. Novakovića*, p. 189).

L'Église nationale serbe avait été réunie au XVIII^e siècle au Patriarcat de Constantinople par un firman du Sultan. Puisque ce dernier était désormais en guerre avec les Grecs, ne pouvait-il pas séparer l'Église serbe de la grecque ? ¹.

La Grande Église avait jadis reconnu et consacré l'existence du Patriarcat de Peć. Le Ministre avait d'ailleurs admis que, si le Patriarcat de Peć était rétabli, son ressort spirituel « ne dépasserait pas les frontières du vilayet de Kossovo ² ». Il laisserait donc hors de sa juridiction « toute la partie de la Macédoine qui constituait la région litigieuse entre les Serbes, les Bulgares et les Grecs ³ ». Il était donc dangereux, si l'on voulait que le rétablissement du Patriarcat servît dans une certaine mesure à la cause nationale, de lui donner une base exclusivement historique. Ne pouvait-on pas imiter les Bulgares qui, lorsque l'Exarcat avait été fondé, ne lui avaient nullement assigné pour frontières celles de l'ancien Patriarcat de Trnovo, mais avaient, au contraire, prétendu y faire entrer tous les Bulgares ? La reconstitution d'un Patriarcat de Peć « historique » serait un fatal « anachronisme ⁴ ». L'Église serbe qu'il fallait créer devait « être liée au peuple et non au sol ⁵ ». Simić terminait en reconnaissant qu'entre le rétablissement du Patriarcat de Peć et la création d'un Exarcat serbe « le Gouvernement serbe n'avait pas fait encore son choix ⁶ ».

Djordjević répondit à son chef, le 17 mars 1897, en déclarant que ce qui lui paraissait le plus avantageux pour le moment était le rétablissement du Patriarcat de Peć, mais avec les frontières extensibles d'un Exarcat ⁷.

A vrai dire, c'était surtout sur la question de la méthode à employer que s'opposaient Simić et Djordjević. Le Président du Conseil pensait que l'on ne devait pas lancer l'idée d'un Patriarcat ou d'un Exarcat serbes sans être sûr du concours russe. Djordjević, qui rêvait d'une entente religieuse avec les Bulgares, proposait des moyens à la fois plus expéditifs et plus incertains, par exemple la mobilisation serbe ⁸. Il négligeait le facteur russe. Aussi Nelidov,

¹ Jovanović (Slob.), *op. cit.*, p. 193.

² Djordjević, *op. cit.*, p. 261, et Jovanović (Slob.), *op. cit.*, p. 194.

³ Djordjević, *op. cit.*, p. 261.

⁴ Djordjević, *op. cit.*, p. 262.

⁵ Djordjević, *op. cit.*, p. 262.

⁶ Djordjević, *op. cit.*, p. 263.

(Dans l'opinion publique serbe l'unanimité était loin d'être faite sur l'opportunité de créer un Exarcat serbe. Certains radicaux y étaient fermement opposés, si l'on en croit du moins la *Srpska Zastava* du 13 avril 1897.)

⁷ Djordjević, *op. cit.*, p. 267.

⁸ Jovanović (Slob.), *op. cit.*, p. 477.

ministre de Russie à Constantinople, se montrait-il très froid lorsque l'envoyé serbe lui exposait les projets de son gouvernement. A en croire Nelidov, les Églises autocéphales orthodoxes n'étaient point constituées d'après le principe des nationalités, « mais d'après les territoires géographiques et topographiques ¹ ». Quand le ministre serbe lui opposait l'aide portée par la Russie à l'exarcat bulgare, Nelidov répondait que la proclamation du schisme était due à l'entêtement et à la mauvaise foi du Patriarcat. Au contraire le projet d'un exarcat serbe relevait du plus funeste « phylétisme », qui risquait de compromettre à tout jamais la bonne entente des Serbes et des Bulgares, vœu ardent de la Russie ². Cette dernière n'était prête à soutenir la Serbie que si celle-ci se contentait de rétablir le Patriarcat de Peć dans ses anciennes frontières, celles qu'il avait conservées jusqu'au XVIII^e siècle.

Djordjević put se convaincre d'autre part par lui-même que, s'il voulait obtenir l'appui loyal de la Bulgarie, il ne fallait pas donner l'impression que les prétentions serbes pussent contrarier en quoi que ce soit les prétentions exarchistes. Le ministre serbe avait précisément eu, le 31 mars 1897, une conversation du plus haut intérêt avec l'Exarque Joseph. Ce dernier avait prétendu qu'il n'était pour rien dans toutes les persécutions auxquelles étaient soumises les écoles et églises serbes dans le ressort spirituel de l'exarcat. Joseph lui avait également déclaré que le chef de son gouvernement, Markov, lui avait donné l'ordre d'appuyer la Serbie dans la question du rétablissement du Patriarcat de Peć ³. Comme toutefois l'Exarque faisait remarquer au ministre qu'il était vraisemblable, si cette éventualité se réalisait, que le Patriarcat de Constantinople proclamerait les Serbes schismatiques, Djordjević émit l'idée toute « personnelle » que, dans ce cas, il ne resterait plus à la Serbie qu'à demander l'investiture des évêques serbes en Macédoine et Vieille Serbie par l'Exarque lui-même (*Pošto Grci i nas Srbe silom guraju u Shizmu, dajte nam Vi Blaženstvo srpske vladike za Makedoniju i Staru Srbiju* ⁴). C'était, sous une forme déguisée, réunir l'Église serbe à l'Exarcat bulgare, en confiant à l'Exarque le soin de nommer dans les diocèses reconnus serbes des évêques de nationalité serbe (rapport du 27 mars 1897). Mais une telle idée, bien que qualifiée de « géniale » par l'Exarque, était inapplicable pour deux raisons : l'Exarcat, loin de se rapprocher de l'Église serbe, développait son effort de propagande pour gagner des terri-

¹ Djordjević, *op. cit.*, p. 267.

² Djordjević, *op. cit.*, p. 267.

³ Djordjević, *op. cit.*, p. 271.

⁴ Djordjević, *op. cit.*, p. 272.

toires spirituels auxquels prétendaient les Serbes. A Salonique se fondait une « Société contre les Serbes ». Des troubles sanglants éclataient à Bitolj entre Serbes et *Bugaraši* à l'occasion de l'ouverture de nouvelles écoles serbes ¹. Dès lors s'ouvrira une longue série d'attentats, d'émeutes, de brimades dont les deux partis se rejeteront mutuellement la responsabilité ². Jamais les rapports serbo-bulgares n'auront été plus mauvais que pendant la période qui s'étend de la fin de l'année 1897 au début de l'année 1899 ³.

Sous ces peu favorables auspices eut lieu le remplacement du Patriarche de Constantinople. Ce fut le métropolite d'Éphèse, Constantin, qui monta sur le trône de Constantinople. Anthime VII avait, au moins pendant quelque temps, éveillé en Serbie l'espoir qu'il parviendrait à vaincre « l'esprit étroit et exclusif des conseillers phanariotes » ⁴. Il avait même consenti à faire ce que n'avait jamais voulu faire son prédécesseur Néophyte VIII : nommer un Serbe au siège de Rascie-Prizren ⁵.

Constantin V, dont l'étroitesse d'esprit était tristement célèbre, n'avait guère d'amis dans le royaume. Il ne tarda pas à manifester son intransigeance en se refusant à rappeler le métropolite de Skoplje, Ambrosios. Djordjević, en rapportant à son Gouvernement l'échec de toutes les tentatives de conciliation, concluait qu'il ne voyait plus d'autre solution que le rétablissement du Patriarcat de Peć, la création d'un Exarcat serbe, ou encore l'union de l'Église serbe en Turquie avec l'Église bulgare ⁶. La Porte, sans donner le moindre signe extérieur d'approbation, resterait dans une neutralité bienveillante. Son antipathie naturelle à l'égard du Patriarcat s'était accrue depuis la déclaration de la guerre avec la Grèce (6 avril 1897). C'était le moment rêvé pour déclencher une offensive contre le Patriarcat. Les Bulgares saisissaient l'occasion pour demander au Phanar cinq nouveaux évêques, à Kukuš, Melnik, Strumica, Bitolj, Debar. Il est vrai que les Russes intervinrent pour les faire renoncer à ces deux derniers sièges ⁷. La

¹ Ivanić (Ivan), *Iz crkvene istorije Srba u Turskoj u XVIII i XIX veku*, p. 112.

² Tandis que, de 1890 à 1896, seulement quatre prêtres serbes périssaient de mort violente, assassinés par les Turcs, les Albanais ou les comitats bulgares, de 1896 à 1902 leur nombre s'élevait à quinze. De 1902 à 1908 à trente-et-un. Le martyrologe allait s'allongeant sans cesse, à un rythme effrayant. Cf. Popović (Mih. I.), *Istorijska uloga Srpske Crkve*, p. 124-127.

³ Jovanović (Slob.), *op. cit.*, p. 358.

⁴ Djordjević, *op. cit.*, p. 274.

⁵ Djordjević, *op. cit.*, p. 282.

⁶ Constandine, *Le Patriarcat de Constantinople et l'Orthodoxie dans la Turquie d'Europe*, p. 46.

⁷ Jovanović (Slob.), *op. cit.*, p. 201.

Serbie, elle aussi, semblait ne pas vouloir demeurer passive. Le jour même de l'ouverture des hostilités, après que le *Protosynelle* du Patriarche lui eut annoncé que le Saint-Synode s'était, une fois de plus, refusé à rappeler Ambrosios, le ministre de Serbie annonçait qu'il « suspendait toutes relations avec le Patriarcat de Constantinople ¹ ». Le Gouvernement de Belgrade, cependant, ne semblait pas partager l'esprit de décision de son représentant à Constantinople. Il voulait éviter à tout prix les solutions de violence ². Grâce à l'intervention personnelle de Djordjević, le Sultan ordonnait enfin, le 11 avril 1897, le rappel d'Ambrosios ³. Cette concession semblait suffisante à Simić pour qu'il n'eût point besoin de recourir aux moyens suggérés par son Ministre. Bien plus, tandis que le représentant de la Bulgarie, Markov, travaillait de plus en plus à s'affranchir de la tutelle russe, Simić, au lieu d'approuver et d'adopter cette politique d'entente balkanique affranchie de toute emprise étrangère, telle que la préconisait Djordjević, ordonnait à ce dernier de ne point se rendre, à l'occasion de la fête de Pâques, ni dans la Patriarchie, ni dans l'église bulgare, mais dans la chapelle russe ⁴.

Une nouvelle surprise attendait le ministre de Serbie : le 13 avril 1897, il apprenait, par une dépêche du consul de Skoplje, qu'Ambrosios n'avait point quitté Skoplje. De nouvelles démarches furent nécessaires auprès de la Porte : « Est-ce que Sa Majesté Impériale croit pouvoir se moquer d'un État ⁵ ? » fit dire Djordjević à Tahsin Bey qui fut lui-même « stupéfait » d'apprendre que les ordres du Sultan n'avaient point été exécutés. Mais la Porte réconfortée par la nouvelle de la prise de Larissa n'avait plus à ménager le Phanar. A la suite d'ordres plus précis et plus rigoureux du Sultan, Ambrosios, dans la nuit du 15 avril 1897, était « enlevé » *manu militari* et emmené à Veles ⁶. Cette tragi-comédie semblait se terminer enfin.

Elle ne faisait que recommencer. En effet, le Saint-Synode du

¹ *Le Patriarcat œcuménique et la question de l'Église serbe*, Paris, 1898.

² Les Bulgares, cependant, ont largement profité de la guerre gréco-turque. Les comitadjis ont redoublé d'activité, ne craignant plus désormais de s'aliéner les autorités turques. L'Exarque avait demandé à la Porte des bérats pour les évêques de Kukuš, Melnik, Strumica, Bitolj et Debar. Mais la Russie, principale inspiratrice du Sultan à ce moment, s'abstenait de mécontenter la Serbie qui était alors gouvernée par le cabinet russophile Simić. Quand ce dernier eut été remplacé par Vladan Djordjević, hostile à la Russie (octobre 1897), la Porte put délivrer aux Bulgares des bérats pour Strumica, Bitolj et Debar. Cf. Jovanović (Al.), *Postanak Egzarhije i Turska, Rusija i Srbija*, p. 162.

³ Jovanović (Slob.), *op. cit.*, p. 191.

⁴ Djordjević, *op. cit.*, p. 302.

⁵ Djordjević, *op. cit.*, p. 303 (en français dans le texte).

⁶ Djordjević, *op. cit.*, p. 309.

Patriarcat de Constantinople se trouvait devant la nécessité de procéder au remplacement d'Ambrosios. Le gouvernement serbe avait vainement demandé la nomination de l'archimandrite Nićifor, mais le Patriarcat s'était toujours opposé à cette candidature. Ce n'est que le 30 août 1897 que l'archimandrite Firmilien fut nommé administrateur du diocèse de Skoplje ¹. Le prélat était né à Šabac en 1852. L'évêque de Šabac, Mojsej, s'était occupé de son éducation religieuse, qui s'était faite au Séminaire de Belgrade, mais aussi à Chalki et à Athènes ². Firmilien, au reste, était un nationaliste convaincu et avait participé aux guerres de 1876 à 1878. Après la destitution de Mihailo, on avait songé à lui comme Métropolitite de Serbie, mais il avait refusé cette dignité ainsi que celle d'évêque de Žiča qu'on lui avait proposée. Le Métropolitite Mraović le nomma à la dignité d'archimandrite, où il put se consacrer à ses travaux ainsi qu'à la direction du *Vesnik Srpske Crkve* ³. D'aussi nombreux titres à la reconnaissance serbe le rendaient suspect à la Porte. Aussi, bien que dès le début il eût proclamé son loyalisme envers le Sultan ⁴, rencontra-t-il dans son administration d'innombrables difficultés. Il fut en butte aux démonstrations hostiles des Tsintsares et des *Bugaraši* ⁵. En novembre 1899 seulement, il fut promu Métropolitite, mais il dut attendre le 15 juin 1902 pour être officiellement consacré ⁶. L'opinion publique serbe recommençait à s'irriter contre le Phanar. Le Métropolitite Mihailo avait déjà, le 25 novembre 1896, adressé au Patriarche Anthime VII, alors encore au pouvoir, une longue lettre protestant contre le traitement infligé aux Serbes de Macédoine par les autorités ecclésiastiques. Anthime ayant démissionné, ce fut Constantin V qui répondit par une lettre que tous, en Serbie, jugèrent « agressive » ⁷. Décidément cette « Grande Mère » était une marâtre ⁸. Le Patriarche de Constantinople n'avait-il pas reproché à Mihailo « d'intervenir dans les affaires d'un diocèse étranger ? » Une brochure officieuse serbe publiée pour éclairer l'opinion européenne sur la question religieuse en Macédoine ne craignait pas de reprendre la menace du schisme :

« Le Patriarcat de Constantinople se trouve présentement devant cette alternative : ou accorder aux Serbes relevant de sa compé-

¹ Ivanić (Ivan), *op. cit.*, p. 122.

² Grujić (Rad.), *art. cit.*, p. 251.

³ Vasiljević (Hadži), *Skoplje i njegova okolina*, 1930, p. 493

⁴ *Vesnik Srpske Crkve*, nov. 1897, p. 1018.

⁵ Ivanić, *op. cit.*, p. 122.

⁶ Vasiljević, *op. cit.*, p. 493.

⁷ *Le Patriarcat œcuménique et la question de l'Église serbe*, p. 2.

⁸ *Ibid.*, p. 16.

tence des chefs religieux de leur nationalité, ou bien les voir sortir de la communauté et échapper à son autorité spirituelle ¹. »

Mais le mot de « schisme » était lui-même impropre. L'excommunication dont le Patriarche de Constantinople, Kaleste, avait jadis frappé le Patriarche de Peć, Janićije, était sans valeur du point de vue canonique. Le Patriarcat de Peć, à en croire le plaidoyer serbe, n'avait point été aboli par une sentence synodale, mais seulement « à la suite d'une mesure arbitraire prise par l'autorité musulmane ² ». Il en résultait donc qu'il pouvait, à chaque instant, être rétabli sans qu'aucun obstacle canonique pût s'y opposer. En ce qui concernait la création d'un Exarcat serbe, il apparaît bien que nul n'y songeait plus. Cette création eût été « inutile et superflue » puisque, en droit, le Patriarcat de Peć existait toujours. L'Exarcat, d'après l'auteur du « Patriarcat œcuménique... », était une institution « nouvelle et nuisible » ³ parce qu'elle entraînait « un démembrement de plus » de l'Église orthodoxe serbe, déjà si divisée, et parce qu'en outre l'Exarcat était une institution hiérarchiquement inférieure à celle du Patriarcat. Cette dernière affirmation n'est pas rigoureusement exacte, canoniquement. L'appellation de Patriarche, dans la religion orthodoxe, est surtout honorifique. Un patriarche est une sorte de primat ⁴ et, quel que soit le rang qu'elles occupent dans la hiérarchie et la titulature de l'Église orthodoxe universelle, les églises autocéphales restent autonomes et *isonomes*. Un Exarcat serbe n'eût donc en rien été inférieur à un Patriarcat. Mais il est plus vraisemblable que l'organisation d'un Exarcat, tout aussi bien que le rétablissement du Patriarcat de Peć, proposés successivement à la Skupština ou dans la presse d'opinion, n'auraient pu tenter que médiocrement les autorités ecclésiastiques du Royaume de Serbie. L'une comme l'autre de ces grandes réformes eût supposé une modification complète de la structure de l'Église serbe qui eût assurément nui au maintien de la discipline religieuse, en un temps où le bas clergé ne se montrait pas particulièrement docile. Nous avons vu effectivement que la structure de l'Exarcat était beaucoup plus démocratique que celle de l'Église de la Métropole serbe. Créer un Exarcat, c'eût été accorder — tôt ou tard — au bas clergé des libertés et des prérogatives, ce à quoi l'épiscopat du Royaume ne songeait nullement.

Un autre obstacle à la création d'un Exarcat serbe était le respect, inné chez le Métropolite Mihailo, de l'unité de l'Église. Se séparer du

¹ *Ibid.*, p. 20.

² *Le Patriarcat œcuménique et la question de l'Église Serbe*, p. 36.

³ *Ibid.*, p. 38.

⁴ Avril (A. d'), *Les Églises autonomes et autocéphales*, p. 5.

Patriarcat de Constantinople équivalait pour lui à une véritable révolte. Or il n'aimait les révolutions que dans la vie politique et non point dans l'Église ¹. Au reste, même s'il avait consenti à admettre l'Exarcat, ou à rétablir le Patriarcat, la Serbie n'aurait jamais pu constituer *immédiatement*, dans cette fin de siècle, une Église indépendante. Car il lui manquait le personnel ecclésiastique nécessaire. Pour se détacher de la Patriarchie de Constantinople et constituer une Église autonome il fallait au moins trois évêques, nécessité canonique reconnue de tout temps dans l'Église orthodoxe. Or la Serbie n'en possédait qu'un seul, Dionisije, métropolite de Rascie-Prizren. Faute de hiérarques, la question de l'Exarcat, comme celle du Patriarcat de Peć, devait toujours, selon le mot fameux de Simić, rester dans « une phase d'étude ... ² »

¹ Peut-être aussi, comme on l'a supposé, le vieux prélat, épuisé, n'éprouvait nullement l'envie d'aller résider à Peć, à la merci des Albanais dont les bandes terrorisaient alors les environs. Or, le Patriarcat rénové n'aurait pu avoir d'autre siège.

² Jovanović (Slob.), *op. cit.*, p. 196.

CHAPITRE XVII.

UN PONTIFICAT ORAGEUX : LE MÉTROPOLITE INOCÉNTIJE.

ÉLECTION D'UN NOUVEAU MÉTROPOLITE.

Lorsque le 5 février 1898 on apprendra en Serbie la mort du Métropolitte Mihailo, l'unanimité se fera dans toute la presse pour célébrer les vertus et les mérites du défunt. Les querelles du passé seront définitivement oubliées. Tous les partis seront d'accord pour faire du Métropolitte disparu l'incarnation du patriotisme le plus farouche. Même dans les pays où il avait rencontré les adversaires les plus irréciliables, chacun se fera un devoir de trouver pour l'ancien chef spirituel du peuple serbe une parole d'éloge ou d'admiration. La presse russe sera naturellement la plus élogieuse. Le *Budapesti Hir-lap*, lui-même, consacrera au Métropolitte Mihailo un long article dans lequel le pasteur sera glorifié comme « le Pape de l'Orient »¹.

Pour l'historien, le Métropolitte Mihailo est la figure la plus marquante et la plus représentative de l'histoire de l'Église serbe. Il a servi celle-ci sous tous les Obrenović : Miloš, Michel, Milan et Alexandre. Il a été aussi « le collaborateur, l'ami et le compagnon des leaders du parti libéral : Ristić, Grujić, Milojković, Tucaković et tous les autres... »² Par son énergie, son influence, l'éclat de sa disgrâce, le Métropolitte Mihailo était, de l'avis même des contemporains, non seulement un homme d'Église, mais un des hommes politiques les plus éminents de son époque.

Trouver un successeur à un tel homme n'était point chose facile, d'autant plus que le Gouvernement eût voulu qu'on en finît une fois pour toutes avec l'épuisante querelle des « deux hiérarchies ». C'est ce qui fit écarter la possibilité d'une élection de Dimitrije, qui avait déjà soulevé autour de son nom trop de passions, bien que ce fût un prélat distingué, intelligent et érudit. Il fallait trouver un homme

¹ *Vesnik Srpske Crkve*, fév. 1898, p. 117.

² Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, t. IV, p. 33.

dont le caractère fût assez souple pour éviter le retour des tragiques conflits des années 80 et qui, d'autre part, eût une poigne assez ferme pour ramener à l'obéissance un clergé encore trop turbulent. Le Sabor électoral crut discerner ces qualités dans la personne de l'évêque de Niš, Inoćentije. Celui-ci obtint au scrutin 25 voix contre 6 à Melentije, 3 à Dimitrije et 2 à Sava ¹.

Inoćentije était né le 1^{er} août 1840 à Šabac ; c'était donc un pur Serbe. Il était le fils d'un archiprêtre de Šabac, Jovan Pavlović, qui avait eu son temps de célébrité, lors de la Skupština de la Saint-André, en qualité de député, détail qui devait valoir au futur Métropolitaine une présomption assez avantageuse de loyalisme dynastique. Le jeune Jakov Pavlović avait fait ses études au Séminaire de Belgrade où il suivit deux classes. Puis, comme il s'avérait un élève remarquable, il fut envoyé, en 1856, en Russie, où il fut reçu d'abord au Séminaire, puis à l'Académie spirituelle de Kiev. Il y acheva définitivement ses études théologiques en 1863. Aleksa Ratarac, qui s'efforça plus tard d'incarner en Inoćentije le type du mauvais élève, soutint qu'il ne restait aucune trace des études d'Inoćentije en Russie et que sur les 40 boursiers serbes qui suivaient les cours des Académies spirituelles, Jakov Pavlović avait été le seul qui se fût révélé incapable de conquérir aucun diplôme, « si ce n'est le titre sans valeur de *Ljubitelj duhovnog prosvješćenja* ² ».

Après ses études, le futur Métropolitaine se maria avec la fille d'un archiprêtre russe, Ksenija, femme pieuse et très cultivée qui eut sur son mari une grosse influence. Dès son retour en Serbie il entra dans les ordres, puis fut nommé professeur au Gymnase de Kragujevac le 1^{er} décembre 1864. De 1864 à 1870 il remplira également les fonctions d'aumônier militaire de la garnison de Kragujevac et de prêtre de la prison de la ville, où il sera à même d'acquérir une riche expérience humaine. En 1870 il était nommé professeur au Séminaire de Belgrade. Quatre ans plus tard il était appelé à la direction de cette institution. En 1877 il était nommé professeur d'Histoire Sainte à l'école supérieure religieuse. De 1880 à 1886 il occupa un poste très important au Ministère de l'Instruction publique et des Cultes, celui de directeur du Département religieux. Ainsi il eut à s'occuper des rapports de l'Église et de l'État pendant la période la plus troublée de leur histoire, celle de la Hiérarchie « anticanonique ». En 1886 il dut abandonner son poste qui fut alors supprimé et il redevint Recteur du Séminaire de Belgrade, jusqu'en 1893, année à laquelle il fut mis à la retraite. L'année précédente il avait

¹ *Vesnik Srpske Crkve*, fév. 1898, p. 118.

² Ratarac (Aleksa), *Mitropolit Inokentije pred sudom javnosti i svetoga Sabora arhijerejskog*, Belgrade, 1904, p. 2-3, et Ilić (A.), *Moji doživljaji*, p. 180.

perdu sa femme. Il en conçut une vive douleur et dès lors résolut de passer dans le clergé régulier, ce qu'il fit le 24 novembre 1892 où il entra dans l'ordre monastique sous le nom d'Inoćentije. Son ascension désormais fut rapide. Il parvint d'abord à la dignité d'archimandrite, puis le 2 août 1894 fut consacré évêque du diocèse de Niš. Lorsque le siège métropolitain fut vacant, en 1899, Inoćentije fut le seul candidat « possible » en dépit des haines dont il était déjà entouré. Nikanor était en effet trop compromis par ses écarts et Sava peu aimé ¹.

INOĆENTIJE ET LA « PACIFICATION DES ESPRITS ».

Le nouvel élu avait une lourde succession : le Métropolite Mihailo s'était toujours refusé à recevoir dans sa hiérarchie les représentants de la hiérarchie « anticanonique ». Or, à la mort de Mihailo, ceux-ci restaient au nombre de deux, à savoir, Dimitrije et Nikanor. Au contraire les membres de la hiérarchie canonique étaient rapidement disparus les uns après les autres : le dernier confrère de Mihailo, Jeronim, s'éteindra à Salzbourg en 1894 ². A sa mort, Inoćentije le remplacera sur le siège diocésain de Niš. En 1891, Melentije était devenu évêque du Timok ; en 1890, Sava Dećanac évêque de Žiča. A eux trois ils pouvaient être regardés comme les légitimes successeurs de la hiérarchie canonique désormais disparue. Mais Inoćentije n'avait nullement l'intention d'épouser les haines de son prédécesseur. Le gouvernement serbe n'avait approuvé son élection que parce qu'il voyait en lui un prélat capable de mettre enfin un terme au douloureux conflit qui déchirait l'Église. Or ce conflit parut se rouvrir lorsqu'il fallut nommer un titulaire au siège de Niš laissé vacant par l'élection d'Inoćentije à la Métropole. Il y avait deux candidats, tous deux anciens évêques, Dimitrije et Nikanor, mais appartenant l'un et l'autre à la hiérarchie « anticanonique ». La réconciliation entre les prélats de l'ancien et du nouveau régime était un des désirs les plus chers du roi Alexandre. Elle était chose possible le jour où Mraović et Mihailo ne seraient plus. En fait, le 19 février 1898, c'est-à-dire quatre jours après qu'Inoćentije eut été élu Métropolite de Serbie, les représentants de la hiérarchie « anticanonique » et les héritiers de la « canonique » signaient un armistice que consacrait un oukaze royal décorant, « sans distinction », Inoćentije, Sava, Melentije, Dimitrije et Nikanor, ainsi que le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, Andra Djordjević

¹ Ilić (A.), *Moji doživljaji*, p. 182.

² Urošević (Tasa), *Na svojoj brazdi*, p. 59.

qui avait travaillé inlassablement au rétablissement de la concorde ecclésiastique ¹.

Cet accord porta rapidement ses fruits : un mois plus tard, le 17 mars 1898, le Synode épiscopal nommait Nikanor évêque de Niš. Son collègue, Dimitrije, devait monter à son tour, le 12 novembre de la même année, sur le siège du Timok, rétabli après qu'eurent été modifiés, le 29 juillet, les paragraphes de la loi sur les autorités ecclésiastiques qui l'avaient supprimé.

On a pu se demander si cette réconciliation était sincère, et quelques historiens ont voulu voir dans les violentes attaques dont le Métropolite Inoćentije fut, dans la suite, l'objet les restes d'une division profonde et ancienne du clergé. Nous ne le croyons pas. Que le bas clergé ait perdu, dans ces vaines querelles, le sens de la discipline et le respect de la hiérarchie, la chose paraît assurée, mais n'a rien à voir avec la guerre des hiérarchies à laquelle ce même bas clergé ne prit qu'une part relativement restreinte. En fait, ce qui avait surtout opposé les uns aux autres les partisans de Mihailo et ceux de Mraović, c'était leur origine : les premiers Serbes de Serbie, les seconds Serbes de Srem. Mais après la disparition progressive des prélats qui avaient été les champions les plus ardents de cette rivalité, la dispute était devenue peu à peu affaire de théologiens et ne dépassait plus les murs du Séminaire et ceux de la Métropole. Les polémiques qui se déchaîneront désormais autour d'Inoćentije ne porteront plus la marque des inimitiés du passé. Les attaques dont il sera l'objet seront d'ordre personnel. Chacun rendra grâce à son esprit pacificateur et se plaira à saluer en lui un homme cultivé, un esprit accommodant, doué d'un tact délicat, enfin un pédagogue habile. Il est vrai que l'on soulignera en même temps son absence totale de valeur morale. Son grand malheur était d'avoir une famille (il ne s'était fait moine qu'après son veuvage), et en particulier un fils et une fille dont il s'occupait un peu plus qu'il ne convenait à un prince de l'Église ².

LE MARIAGE DU ROI ALEXANDRE.

Le « scandale » n'éclata pas immédiatement, bien que, dès la fin de l'année 1901, A. Ilić, éternel opposant, ait poussé le premier « cri d'alarme » dans son *Hrišćanski Vesnik*.

Le Métropolite s'efforça d'étouffer cette voix hostile en enlevant au rédacteur le droit d'officier. Il aurait cependant dû savoir, par

¹ Živanović (Živ.), *Politička istorija Srbije*, t. IV, p. 34.

² Ilić (A.), *op. cit.*, p. 182.

l'expérience de ses prédécesseurs, qu'il n'était point aisé de venir à bout d'un A. Ilić. L'affaire n'eut pourtant pas d'autre publicité (il nous est difficile de savoir ce qui s'était passé étant donné le mutisme général de la presse. A en juger par les éclats postérieurs dont les journaux parleront plus explicitement, il semble bien que le Métropolitite ait été pour la première fois victime de l'inconduite des siens)¹. Sa position ne fut cependant pas compromise car une haute protection le mettra à l'abri de toutes poursuites. Le roi Alexandre ne pouvait oublier en effet que c'était grâce à la faiblesse du Métropolitite Inoćentije qu'il avait obtenu de l'Église orthodoxe serbe l'autorisation d'épouser Draga Mašin. Dispense qui, à vrai dire, avait été arrachée au chef de l'Église. Le 7 juillet 1900, le Roi avait annoncé son mariage au Métropolitite en lui demandant la bénédiction de l'Église. Après une « longue » réflexion, et bien qu'il désapprouvât intérieurement la décision royale, Inoćentije avait envoyé au Roi, le 9 juillet 1900, la lettre suivante :

« Quand Votre Majesté, le 7 de ce mois, a bien voulu me faire part de son intention d'épouser Madame Draga Mašin — née Lunjevica —, je lui ai déclaré que la Sainte Église considérait comme un mariage déraisonnable le mariage dans lequel le mari est beaucoup plus jeune que la femme. A cette occasion je me devais également à moi-même de déclarer comment le peuple serbe envisageait le mariage d'un homme se mariant pour la première fois avec une femme convolant en secondes noces. Outre ces considérations, j'avais évoqué les raisons d'État dont il fallait tenir compte lorsqu'un Souverain se mariait. Enfin, j'ai prié Votre Majesté de ne rien entreprendre en cette affaire avant d'avoir pris conseil de Ses plus naturels et plus grands amis — Vos Parents, par l'intermédiaire desquels le Seigneur miséricordieux Vous a fait don de la vie. Outre ces amis que je ne saurais oublier en aucun cas, j'ai prié Votre Majesté d'écouter les conseils et l'avis de personnes qui vous sont sincèrement dévouées et qui vous diront seulement en leur âme et conscience ce qu'elles doivent vous dire.

« Enfin, bien que j'aie de la sorte accompli intégralement mon devoir de chef spirituel et de citoyen envers le Trône de la Patrie, j'ai moi-même, hier soir, prié à nouveau Votre Majesté de remettre la décision de cette question jusqu'à ce qu'Elle ait entendu les conseils et l'avis de ces personnes qui ont donné à Votre Majesté des preuves de la meilleure volonté.

« Mais, quand Votre Majesté a bien voulu me dire qu'Elle avait déjà fait part de Ses intentions à Son Haut Parrain — Sa Majesté l'Em-

¹ *Hriščanski Vesnik*, nov.-déc. 1901, p. 47.

pereur de Russie, et à Ses Nobles Parents ; et quand Elle m'a dit qu'Elle avait déjà fait une démarche publique — les fiançailles — et qu'Elle avait signifié Ses intentions au peuple serbe par une proclamation, alors en déclarant qu'il n'y avait plus d'autre issue que l'abdication ou la bénédiction de la Sainte Église que Vous avez demandée par Votre lettre d'hier, et qu'une telle situation commandait ma décision, je me suis trouvé dans l'obligation de ne rien faire de mon côté qui puisse être contraire à la dignité du Trône. C'est pourquoi, en vertu des pouvoirs qui m'ont été conférés par le Seigneur, je donne à Votre Majesté la bénédiction pastorale pour le mariage qu'Elle projette.

« Que la grâce divine protège Votre Majesté et la Serbie, et que dorénavant seulement le bonheur, le bien et le progrès descendent du Trône sur le peuple serbe...¹ »

LE « SCANDALE ».

En tolérant et en béussant un mariage aussi contraire aux canons de l'Église, Inoćentije avait lié sa destinée à celle de la dynastie des Obrenović. Peut-être ne l'avait-il pas compris lui-même. Lorsque deux ans après, dans la nuit tragique du 28 au 29 mai 1903, Alexandre et Draga eurent disparu, au lieu de se retirer aussitôt de son siège métropolitain il eut l'impudence de bénir au nom de l'Église orthodoxe serbe la conjuration militaire qui avait coûté la vie aux deux souverains. Le lendemain même de l'assassinat il célébrait du haut de l'autel l'intervention « chrétienne » de l'armée qui « avait sauvé la Serbie d'un nouveau Néron² ». L'opinion publique serbe, bien

¹ Texte publié par Jovanović (Aleksa S.) dans sa brochure : *Ministarstvo Alekse S. Jovanovića*, Belgrade, 1906, p. 152-53 ; voir aussi Ilić (A.), *Moji doživljaji*, p. 220.

Le plus intéressant dans l'affaire est que le Roi ne crut jamais avoir enfreint par son mariage les commandements de l'Église orthodoxe. Au contraire de son père, Alexandre Obrenović était une nature foncièrement religieuse. Il aimait beaucoup aller à l'église et faisait preuve d'un grand recueillement. Dans sa jeunesse il avait même été accessible à un certain mysticisme. Il réclamait de ses précepteurs que ceux-ci lui content des histoires « effrayantes » « les plus effrayantes possibles, suppliait-il, terribles comme Dieu ». Dušan S. Nikolajević a tracé d'Alexandre le portrait d'un souverain hamletique. Cf. l'article : *Pred prvi april 1893* dans le journal belgradois *Pravda* du 5 juin 1928 ; voir aussi E. Haumant, *La formation de la Yougoslavie*, Paris, 1930, p. 390.

² Ilić (A.), *Moji doživljaji*, p. 210.

L'Église serbe orthodoxe fut cependant obligée de participer aux obsèques nocturnes et hâtives du Roi et de la Reine. Le service funèbre fut célébré par l'archiprêtre Nikola Božić. Cf. Vasić (Dragiša), *Devetsto treća (Majski prevrat)*, Belgrade, 1925, p. 125.

qu'elle fût à peu près entièrement hostile aux Obrenović, fut révoltée de voir apporter une consécration religieuse à un règlement de compte qui ne regardait en rien l'Église. Inoćentije devint pour le peuple « l'homme à tout faire », « l'homme à tout bénir », qu'il s'agisse d'un mariage anticanonique ou d'un assassinat¹. Le nouveau monarque, le roi Pierre, ne pouvait éprouver de sympathie envers un prélat qui avait témoigné une telle lâcheté et une telle faiblesse de caractère, bien qu'Inoćentije eût eu l'idée adroite, pour tenter de se réhabiliter, d'organiser pompeusement le couronnement du Roi à Žiĉa, renouvelant par là une pratique interrompue depuis Uroš V Nemanjić².

Aussi les critiques qu'une censure sévère avaient jusqu'ici réprimées purent-elles se donner libre cours sous le régime libéral des Karadjordjević. Dès le mois de mai 1904 les premières manifestations hostiles apparaissent. La Skupština elle-même s'inquiète des bruits qui courent sur la conduite du chef de l'Église. 36 députés signèrent une pétition exigeant la mise en accusation devant le Synode épiscopal du Métropolitain Inoćentije. Cette pétition fut rendue publique par le *Dnevni List*. Devant l'émotion qu'elle provoqua dans l'opinion publique les évêques demandèrent au Métropolitain, soit qu'il attaquât devant les tribunaux la rédaction du *Dnevni List*, soit qu'il confiât toute l'affaire au Synode. Inoćentije préféra porter plainte devant le tribunal de première instance de la ville de Belgrade. Par cette seule décision il se perdait, car la plupart des témoins à charge firent la preuve devant le tribunal de ce qu'ils avançaient, et le procès du *Dnevni List* devint celui du chef de l'Église³. Le peuple qui nourrissait envers celui-ci une hostilité sourde faite de méfiance, d'antipathie et d'envie plus que de haine recevait sans critique les racontars du premier venu et les calomnies les plus monstrueuses. On accusait Inoćentije de favoriser la propagande papiste⁴. N'était-ce pas l'éternel soupçon qui, sauf Petar, n'avait épargné aucun Métropolitain serbe ? On lui reprochait également de désertir son poste et de passer la plus grande partie de son temps dans des villes d'eaux étrangères. La presse libérale elle-même, habituellement plus déferente pour le chef de l'Église, ne l'épargnait plus. Des feuilles libérales publièrent des caricatures où l'on vit le Métropolitain serbe en villégiature à Karlsbad, se prélassant grotesquement affublé d'un haut de forme⁵. Chacun s'attachait à rendre Ino-

¹ *Hrišćanski Vesnik*, mai 1904, p. 601.

² *Hrišćanski Vesnik*, août-sept. 1904, p. 555.

³ *Hrišćanski Vesnik*, mai 1904, p. 290, et Ilić (A.), *op. cit.*, p. 229-232.

⁴ *Hrišćanski Vesnik*, mai 1904, p. 730, et Ilić, *op. cit.*, p. 212.

⁵ *Ibid.*, p. 605.

ćentije responsable de la démoralisation de l'Église et de celle de la nation serbe : les lois étaient impuissantes, disait-on, à créer la vertu, mais l'Église était impuissante à en donner le goût. Et de bons esprits s'alarmaient à juste titre de cette carence religieuse. Quand la Serbie était esclave, disait Čeda Mijatović, l'Église lui donnait la liberté spirituelle « et maintenant qu'elle était libre l'appui de l'Église lui faisait défaut ¹ ». Le haut clergé se séparait d'ailleurs du Métropolitain. L'évêque Melentije était un des plus acharnés à découvrir chez Inoćentije de nouvelles tares ou de nouveaux vices. Il rédigeait des Mémoires au Synode épiscopal qui faisaient écho à la « plainte des 36 ».

Lorsque le clergé apprit que le Tribunal de Belgrade avait admis vingt chefs d'accusation contre le Métropolitain, ce fut une véritable débâcle. C'était à qui jetterait la pierre au malheureux pécheur. L'archimandrite Hilarion Vesić, recteur du Séminaire de Prizren, une des voix les plus autorisées du monde orthodoxe serbe, écrivit à l'évêque de Žiža, Sava, une longue lettre sur « la destinée du Métropolitain Inoćentije ». Cette lettre, lorsqu'elle fut publiée dans le n° 20 du *Dnevni List*, fit d'autant plus sensation que l'on savait qu'Hilarion avait jadis été très lié avec Inoćentije ². Enfin un dernier scandale égayait la capitale. La *Politika* racontait, le 2 janvier 1905, l'événement stupéfiant qui s'était déroulé à la Métropole de Belgrade. L'évêque de Šabac, Dimitrije, avait envoyé auprès du Métropolitain un pope de Kragujevac pour solliciter un congé. Inoćentije mis en fureur par une remarque du pope était tombé sur lui à coups de poings et à coups de pieds et, se colletant avec lui, l'avait jeté dehors, tout sanglant, en lui criant : *napolje bezobrazniče* ! Ces façons peu ecclésiastiques avaient déchaîné l'hilarité de la presse qui faisait des gorges chaudes de l'incident ³.

On chuchotait qu'un proche parent du Métropolitain, ramenait, au sud de tout le monde, des femmes de mauvaise vie à l'intérieur de la Métropole, n'hésitant pas à ouvrir avec une fausse clé la chambre réservée à l'évêque de Žiža, car celle-ci, plus confortablement meublée, se prêtait mieux à ses ébats. Il n'était pas de nuits où ces locaux destinés à la prière et à la retraite ne se transformassent en un vrai *čirkus*, selon la savoureuse expression d'un témoin ⁴.

La déposition d'A. Ilić, promoteur de la campagne, le 7 avril 1904 devant le Tribunal belgradois, fut naturellement encore plus accablante : « Alors que le parent de M. le Métropolitain était au Séminaire

¹ *Ibid.*, janv.-fév. 1905, p. 8.

² *Hrišćanski Vesnik*, janv.-fév. 1905, p. 65.

³ *Hrišćanski Vesnik*, janv.-fév. 1905, p. 68, et *Politika*, 2 janvier 1905.

⁴ Ratarac, *op. cit.*, p. 27.

et qu'il n'était pas encore parti en Russie pour y poursuivre ses études théologiques, j'ai aperçu parfois quand je me rendais à la Métropolie une femme « douteuse » (*sic*) sortant de la chambre où habitait le parent de M. le Métropolite et j'ai appris par d'autres personnes que ce jeune homme menait une vie débauchée dans la Métropolie et qu'il faisait venir chez lui jour et nuit des filles publiques...¹ » Et il concluait qu'ayant rendu visite à un de ses amis russes, Jukijević, correspondant des *Sanktpeterburskija Vedomosti*, qui logeait à l'*Hôtel National* de Belgrade, celui-ci lui avait fait part de son indignation d'avoir vu chaque nuit le parent du Métropolite emmener une femme de chambre de l'hôtel dans la Métropolie : « Qu'est-ce qu'il arrive, *bačuško*, à votre Métropolie ? Elle est devenue un vrai bordel² ». Un séminariste indiscret fut à même de donner de croustillantes précisions sur les « orgies » de la Métropolie. Le gaillard avait puisé ses informations à la source même, c'est-à-dire de la bouche d'une prostituée, hôtesse régulière de la Métropolie. La fille révéla que les scènes de désordre et d'orgie qui se déroulaient soi-disant dans cette maison, non seulement étaient connues du Métropolite, mais avaient parfois lieu en sa présence.

Quand, en laissant de côté ces rapports controvérsés, on veut dégager les défauts et les erreurs du Métropolite Inocentije, on s'aperçoit que son grand malheur est d'avoir été un veuf, père de famille. Le Métropolite ne savait rien refuser à ses enfants qui surent admirablement de leur côté exploiter la haute situation de leur père.

Les griefs désormais allaient se multipliant, devenant presque quotidiens. On ne comptait plus les fautes d'Inocentije contre la doctrine orthodoxe. Il semblait « qu'il eût sa religion à lui » et ne se souciait nullement des canons ni des lois. On le vit consacrer *une seconde fois* la première pierre du fameux temple de Saint Sava à Belgrade, cérémonie à laquelle le Métropolite Mihailo avait déjà procédé³. On le vit aussi accorder sa bénédiction à un manuel d'instruction religieuse dans lequel il était imprimé que la « Vierge Marie avait enfanté Jésus-Christ seulement en tant qu'homme⁴ », ce qui signifiait couvrir de son autorité métropolitaine l'hérésie maintes fois condamnée des Nestoriens,

L'instruction qui se poursuivait contre le Métropolite allait révéler bien d'autres « indignités » du chef de l'Église serbe. Un député radical, ancien élève du Séminaire de Belgrade, Aleksa Ratarac, n'hésita pas à publier dans une brochure qui fit scandale les fautes imputées

¹ Ratarac, *op. cit.*, p. 34-35.

² Ratarac, *op. cit.*, p. 35, et Ilić (A.), *op. cit.*, p. 182.

³ *Hrišćanski Vesnik*, janv.-fév. 1905, p. 68.

⁴ *Hrišćanski Vesnik*, mars-avril 1905, p. 149.

au haut prélat. En tête de son réquisitoire il déclarait que, « depuis la libération de la Serbie, à la tête de l'Église serbe il n'y avait jamais eu un pasteur plus faible, moins préparé et plus indigne que le Métropolite Inočentije ¹ ». C'était sous son règne que l'Église avait abandonné sa mission divine et son rôle national et qu'elle était devenue « l'instrument de vils desseins politiques ² ». Ratarac en venait enfin à des accusations plus précises : celles portées déjà par le *Dnevni List*. Le Métropolite Inočentije était accusé de simonie, de prévarications, de malversations, de « pillage » de monastères, de concussions. Il semblait que de tous les coins de la Serbie une multitude de prêtres se fussent donné un mot d'ordre pour accabler le malheureux prélat. Ventes de paroisses, trafic des choses saintes, ce sont là reproches qui à certaines époques réapparaissent dans l'histoire de toutes les Églises. Il semble pourtant que ces accusations, pour aussi précises et aussi justifiées qu'elles fussent, firent moins impression sur le public serbe que les bruits qui couraient sur la moralité du Métropolite. Tous ces commérages parurent recevoir une espèce de confirmation lorsque l'opinion publique serbe connut les premiers résultats de l'instruction. Ce fut à nouveau la moralité et la conduite privée du Métropolite qui furent mises en cause. Le Tribunal, hostile au prélat, avait accueilli les dépositions les plus accablantes mais aussi les plus suspectes. Il y eut un témoin qui affirma que la cuisinière Milka, qui servait chez le Métropolite, lui avait raconté « qu'elle se rendait chaque soir dans la chambre du Métropolite et y restait jusqu'à 11 heures du soir, en lui lisant les journaux et lui chatouillant la plante des pieds ». « Ce qu'elle fait là-bas, concluait le témoin, je ne sais pas, mais elle m'a raconté qu'elle lui chatouille la plante des pieds et le balance sur sa chaise ; à un moment, tandis qu'elle le balançait, le Métropolite voulut la culbuter, mais elle s'enfuit à temps en poussant les hauts cris. Le Métropolite perdit contenance et lui donna 10 dinars pour se calmer et ne parler à personne de cet incident... ³ ». Le rôle « suspect » de Milka était également souligné par d'autres témoins qui affirmaient la réalité de « rapports immoraux » entre le Métropolite et sa domestique ⁴.

Le Métropolite Mihailo avait fait aménager près de la Métropolie une maison qu'il destinait aux membres du Grand Tribunal Spirituel lorsqu'ils venaient de leur province pour assister à ses sessions, afin qu'ils n'eussent pas à loger dans des hôtels. Le Métropolite Inočentije s'était empressé de transformer cette institution utile en apparte-

¹ Ratarac (Aleksa), *op. cit.*, p. 2.

² Ratarac, *op. cit.*, p. 4.

³ Ratarac, *op. cit.*, p. 25, et Ilić (A.), *op. cit.*, p. 227.

⁴ Ratarac, *op. cit.*, p. 27.

ments pour ses enfants, fils, mais aussi filles mariées avec leur famille. Les journaux belgradois rappelaient précisément avec amertume que lorsque ce grand patriote, le Métropolite de Skoplje Firmilien, était venu à Belgrade pour y mourir, il n'avait pu trouver pour se loger qu'une chambre d'hôtel ¹. Un autre défaut d'Inoćentije était une certaine rapacité qui le portait à tirer le plus de profit possible des taxes et amendes ecclésiastiques qu'il était autorisé à lever, et une certaine habileté à faire coïncider la nomination aux fonctions d'igoumènes ou de popes avec la perception de dons « volontaires » fort lucratifs. Tel ce séminariste deux fois refusé aux examens de prêtrise du Séminaire de Belgrade et qui s'était décidé à verser au Secrétaire du Métropolite la somme de 800 dinars pour recevoir l'autorisation de se présenter devant le jury du Tribunal spirituel qui le reçut naturellement *magna cum laude* ².

Devant des révélations aussi graves il fallait envisager une punition sévère. La plupart voulaient déférer le Métropolite devant un Tribunal spécial : soit le Synode épiscopal augmenté de hautes personnalités religieuses, soit même un tribunal mixte civil et religieux. Certains proposaient même d'accuser le Métropolite devant le Patriarche de Constantinople ³. Au début du mois de mars 1905, ce dernier, alerté par les ennemis d'Inoćentije, lui avait envoyé un « questionnaire » sur son activité, auquel il était prié de répondre dans le plus bref délai ⁴. Mais « l'affaire Inoćentije » allait trouver une solution imprévue. Le 19 mai 1905 Belgrade apprenait la mort du Métropolite. Le même jour on connaissait la nouvelle de l'anéantissement de la flotte russe à Tsou-Shima ⁵. Tandis que les orthodoxes partageaient de tout cœur le deuil de la grande Russie, ils éprouvaient un inexprimable soulagement à voir se résoudre ainsi le douloureux conflit qui déchirait l'Église. Pour beaucoup d'âmes pieuses l'Église n'avait moralement plus de chef depuis le lendemain de la nuit du 29 mai 1903 où un Métropolite avait béni le meurtre de deux souverains serbes ⁶.

¹ Ratarac, *op. cit.*, p. 36.

² Ratarac, *op. cit.*, p. 25.

³ *Hrišćanski Vesnik*, mars-avril 1905, p. 243.

⁴ Ilić (A.), *Moji doživljaji*, p. 208.

⁵ *Politika*, 19 mai 1905.

⁶ Ilić (A.), *op. cit.*, p. 233.

CHAPITRE XVIII.

L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE. A L'AUBE DU XX^e SIÈCLE.

DISSENSIONS AU SEIN DE L'ÉGLISE.

Il avait été relativement aisé de changer la haute Hiérarchie. Les évêques « anticanoniques » s'étaient effacés d'assez bonne grâce devant Mihailo et ses collègues. Il était moins facile de modifier la composition des tribunaux spirituels. Ces derniers étaient restés les mêmes depuis le Métropolitte Teodosije. Dans beaucoup d'entre eux régnait un esprit d'indépendance qui ne s'accordait guère avec la nouvelle orientation de l'Église. Ils constituaient de redoutables ennemis intérieurs que la nouvelle hiérarchie ne pouvait négliger. On le vit bientôt quand Mihailo s'efforça de passer outre aux volontés d'un *duhovni sud* provincial. Lorsqu'en vertu de la nouvelle loi sur les autorités ecclésiastiques de 1890, l'assemblée cléricale du doyenné de Požarevac choisit pour archiprêtre, à l'unanimité des votants, Živko Ivanović ¹, le Métropolitte Mihailo approuva les décisions du bas clergé diocésain et consentit à confirmer l'élection. C'est alors qu'intervint le *duhovni sud* du diocèse qui refusa catégoriquement de donner son assentiment au choix fait par l'assemblée cléricale. Le conflit grandissant de jour en jour, les deux parties en vinrent à demander l'arbitrage du Ministre de l'Instruction publique et des Cultes qui, donnant raison au *duhovni sud*, annula l'élection.

Le plus intéressant dans cette affaire est que Mihailo eut à ses côtés ses anciens ennemis, les progressistes. Tandis que le Métropolitte ne voyait dans le *duhovni sud* que l'ennemi naturel de l'ordre épiscopal, les *videlovci* combattaient en lui les restes d'un conservatisme ecclésiastique périmé, une institution réactionnaire et égoïste qu'il fallait supprimer au profit de l'autorité d'État.

Le *Videlo* profita de l'occasion pour mener contre les tribunaux spirituels une lutte doctrinale d'une féroce âpreté. Il soutenait qu'il

¹ *Videlo*, 8 juillet 1892.

était de la dernière nécessité de les abolir dans le plus bref délai. Les chefs d'accusation étaient nombreux : les progressistes leur reprochaient principalement de traîner en longueur les procès qui leur étaient confiés, principalement en ce qui concernait les procès matrimoniaux qui, souvent de longues années, attendaient leur conclusion. Un autre reproche non moins grave était qu'il s'élevait la plupart du temps entre eux et les archiprêtres des conflits interminables, des querelles et des mésententes qui démoralisaient le clergé. Enfin le *Videlo* s'étonnait de voir siéger dans ces tribunaux des gens qui ignoraient à peu près tout de la pratique juridique. De plus en plus on ressentait en Serbie le besoin d'une unification dans ce maquis de la procédure vraiment impénétrable pour le Serbe moyen ainsi que d'une laïcisation des tribunaux. L'Église, décidément, ne pouvait plus détenir le monopole du mariage ¹.

En janvier 1893, le *Videlo* livrait un assaut encore plus véhément contre les tribunaux spirituels ². Il reproduisait des statistiques de leur activité, bien faites pour confirmer l'opinion universelle sur leur incapacité et leur inutilité. Tous étaient d'accord pour déclarer que c'étaient des organismes parasites. Le diocèse du Timok comprenait, en 1891, 109 prêtres paroissiaux. Or le personnel administratif diocésain était loin d'être en rapport avec ce chiffre modeste. Voici quelle était la hiérarchie du Timok suivant le *Vesnik Srpske Crkve* de décembre 1892 :

- 1 évêque,
- 1 président de tribunal spirituel,
- 2 membres ordinaires du tribunal,
- 2 membres honoraires,
- 1 secrétaire,
- 2 greffiers,
- 2 commis,
- 2 serviteurs.

Soit, au total, 13 personnes pour seulement 109 prêtres. Ce tribunal spirituel, sur 27 prévenus, en avait acquitté 20 et condamné 7. En ce qui concernait les procès matrimoniaux, sur 32 procès le tribunal était arrivé à obtenir 5 conciliations mais avait dû prononcer 27 divorces. Le tribunal spirituel du Timok n'avait donc pas un grand travail à accomplir : pour juger 7 prêtres et s'occuper de 27 procès en divorce, total des affaires traitées pendant l'année 1891, l'État avait déboursé pour son entretien la somme de 30.000 dinars. Le parti progressiste, quand il avait été au pouvoir, avait bien compris

¹ *Videlo*, 8 juil. 1892.

² *Videlo*, 24 janv. 1893.

les intérêts supérieurs du fisc, sinon ceux de l'Église, lorsque — en 1886 — il avait exigé et obtenu l'abolition de deux diocèses. Les radicaux, dès leur accession au Gouvernement, s'étaient, déclarait *Videlo*, empressés de rétablir ces institutions superflues, sans doute pour y loger leurs partisans en chômage ou ces opportunistes qu'ils espéraient s'attacher à coup de cures et de mitres (ces *aminaše*, comme les baptisait plaisamment l'organe progressiste, c'est-à-dire, l'expression étant difficilement traduisible, « ceux qui disent toujours Amen ! »¹).

Attaqués par les progressistes, puis par les libéraux, les *duhovni sudovi* trouvaient un protecteur inattendu dans le Gouvernement serbe. Les rapports s'aigrirent de plus en plus en effet entre le Ministère des Cultes et la Métropolie. Le chef de l'Église avait, en décembre 1890, confié la direction du Séminaire à Jakov Pavlović (le futur Métropolite Inoćentije). Le Ministre refusa de ratifier ce choix. Le journal libéral en profita pour tourner en ridicule ces radicaux qui n'avaient rien de plus pressé que de violer la loi qu'ils avaient eux-mêmes faite !² « Moloch mange avec plaisir ses propres enfants... » (13 décembre 1890).

En 1891 un conflit de compétence éclata, cette fois entre le Tribunal spirituel de Belgrade et Mihailo. La *Srpska Nezavisnost* s'en prit avec beaucoup d'aigreur au tribunal spirituel, l'accusant d'être en proie à l'anarchie radicale, alors qu'il était bien plutôt évident qu'en refusant de se plier aux exigences du Métropolite il se montrait surtout docile à des influences progressistes.

Vers la fin de sa vie toutefois le Métropolite Mihailo évitera d'entrer ouvertement en lutte avec les tribunaux spirituels. Il est vrai que la composition de ceux-ci sera à peu près entièrement renouvelée. En 1897, nous le verrons même souscrire à une décision prise par le *duhovni sud* belgradois (au sujet de la destitution d'un prêtre), décision pourtant violemment critiquée dans les rangs du bas clergé³.

CRISE MORALE ET ÉCONOMIQUE DU CLERGÉ ORTHODOXE SERBE.

Dans tous les partis il y avait des voix qui s'élevaient pour déplorer cette décadence de l'esprit religieux, mais les moyens que l'on envisageait étaient tous notoirement insuffisants. Un Aleksa Ilić, qui semblait avoir renoncé définitivement à toute action politique,

¹ *Videlo*, 24 janv. 1893.

² *Srpska Nezavisnost*, 13 déc. 1890.

³ Ilić (A.), *Moji doživljaji*, p. 167.

adjuvait le clergé d'accomplir avec plus de fidélité ses devoirs essentiels qui étaient d'instruire le peuple dans la crainte du Seigneur. Il préconisait également la création en Serbie de bibliothèques religieuses populaires à l'instar de la Russie ¹. Tous étaient d'accord pour reconnaître que le plus grand mal provenait de l'absence de cadres religieux conscients de leur mission. L'ordre monastique qui, dans la religion orthodoxe, doit fournir les chefs futurs de l'Église était en pleine désorganisation. Les moines, méprisés par les progressistes, attaqués par les radicaux, abandonnés enfin à leurs ennemis par les libéraux malgré tant de promesses, ne s'occupaient plus que d'assurer leur existence matérielle et ne se souciaient guère de se préparer dans la prière ou dans l'étude aux hautes fonctions qui les attendaient. La *Srpska Nezavisnost* elle-même reconnaissait qu'il n'y avait plus dans le clergé serbe de grands noms comme dans le passé : Mihailo ne s'était pas préparé de successeurs. Les candidats de l'Académie spirituelle de Kiev ne songeaient nullement, quand ils étaient pourvus de leur diplôme, à entrer au monastère. La vie séculière leur offrait plus d'avantages. Chez les moines la foi était en vive décroissance. « Si un moine s'aventurait par hasard jusqu'au couvent de Hilendar, il y passait rarement une nuit ² », et repartait en toute hâte reprendre part aux débats politiques de la Skupština. Les milieux progressistes de l'opposition en venaient à se poser une question qui revêtait pour eux la forme d'un véritable cas de conscience. L'Orthodoxie, après avoir été, tant de siècles, le ciment de l'unité serbe et un facteur historique de l'indépendance, ne servirait donc plus désormais qu'à diviser des frères et les jeter les uns contre les autres ? Le tableau qu'offrait le monde orthodoxe n'était pas fait pour encourager. Une des raisons de cette crise était l'incertitude doctrinale qui régnait sur la nature des rapports entre l'Église et l'État : « Dans certains pays orthodoxes, les chefs de l'Église étaient les domestiques des Gouvernements, mais dans d'autres ils jouaient le rôle d'insurgés contre l'autorité suprême de l'État et cherchaient à créer un État dans l'État ». Le *Videlo* faisait dans ce dernier cas une allusion transparente à la situation en Serbie, et il déplorait que des pasteurs ne se servissent de leur indépendance et de leur irresponsabilité que pour commettre de graves fautes envers le code civil ³. Ailleurs qu'en Serbie, avouait le journal progressiste, la situation n'était guère plus brillante. Dans l'Église russe le Raskol gagnait partout, dans les plus riches salons, comme dans les plus humbles

¹ *Videlo*, 22 mai 1896.

² *Srpska Nezavisnost*, 23 nov. 1896.

³ *Videlo*, 19 août 1890.

cabanes et même dans les cellules des moines. En Turquie, comme en Autriche, le troupeau des ouailles orthodoxes, miné par des dissensions intestines et par l'indiscipline, était incapable de résister à la pénétration et à la propagation des doctrines hérétiques ou schismatiques. Enfin on était bien obligé de reconnaître que ce qui séparait le plus les différents tronçons du monde serbe c'étaient les divergences confessionnelles. C'était là la raison profonde des antipathies qui opposaient les uns aux autres, dans d'interminables querelles, les Croates catholiques, les Serbes orthodoxes et les Serbes Musulmans. Comme on était bien loin de la belle formule *Brat je mio, koje vere bio* ¹ !

Cedomilj Mijatović conte dans son livre *Servia and the Servians* qu'ayant guidé en Serbie un groupe de journalistes anglais, ceux-ci s'étaient avisés de visiter le célèbre monastère de Ljubostinja fondé par l'impératrice Milica. Ils y rencontrèrent l'évêque de Niš, Jeronim qui « bien que tout à fait libéral en politique était considéré comme plus pieux que les autres parce qu'il avait été élevé dans un séminaire de Russie ² ». Or cet homme distingué ne s'avisa-t-il pas de dire à Mijatović, qui en fut stupéfait : « Dites, s'il vous plaît, à nos amis qu'ils feraient bien mieux si, au lieu de nous envoyer des Bibles, ils nous envoyaient fusils et canons... ³ » Un autre ami de Mijatović, l'écossais Mackenzie, lui avait demandé de lui faire faire la connaissance d'un *typical Servian clergyman of modern times*. Instruit par son expérience, l'homme d'État serbe se mit à la recherche d'un prélat qui représenterait dignement l'Église orthodoxe serbe. Il fixa enfin son choix sur Nikanor Dučić qui passait effectivement pour une « colonne de l'Église ». Or comme Mackenzie faisait part à Dučić de sa tristesse de voir les « églises vides et le peuple priant si rarement », voici ce que répondit l'« idéal Servian clergyman » : « Je ne pense pas que notre peuple doive prier davantage ni même autant qu'il le fait maintenant ! Notre peuple a prié Dieu pendant plus de

¹ *Videlo*, 24 août 1890.

² Mijatović (Čed.), *Servia and the Servians*, Londres, 1908, p. 50.

Le plus intéressant était que le bas clergé était loin de partager l'opinion de ses chefs et ne voyait pas d'un bon œil la généralisation du service militaire. Là où l'armée gagnait il semblait à certains que l'Église reculait. Les casernes étaient « destructives de la foi », à en croire l'organe officiel de l'association du clergé. Si l'on voulait vraiment, poursuivait-il, que les prêtres entretenissent chez leurs ouailles le culte de la patrie, il était nécessaire que, de leur côté, les chefs militaires pussent imposer à leurs hommes le respect des choses saintes, et, en payant d'exemple, parvinssent à « déraciner » ces horribles péchés : le juron et le blasphème, inconnus en Serbie avant la révolution de 1848 (*sic*), mais qui prenaient de jour en jour une funeste extension.

³ *Vesnik Srpske Crkve*, déc. 1892, p. 551-558.

quatre siècles pour obtenir sa délivrance du joug turc, et jamais Dieu n'a répondu à sa prière ! Ce que nous désirons désormais ce n'est pas la prière mais une bonne éducation, de bonnes écoles, de bons soldats, de bons officiers et de bonnes armes ! ¹ » Après une réponse de ce genre on comprend mieux la définition désenchantée mais expressive de Mijatović : « Les Serbes de nos jours regardent l'Église comme une institution politique, mystérieusement liée à l'existence de la nation... ² » Six ans plus tard, un observateur étranger, Herbert Vivian, parvenait à peu près aux mêmes conclusions, soulignant lui aussi la « laïcité » du clergé serbe, son absence de connaissances doctrinales, mais en revanche son ardent nationalisme ³. Il s'étonnait du courage, de la bonhomie des popes de villages aidés dans leurs dures besognes par de solides *popadije* qui n'avaient point peur de boire ferme et de chanter « à être entendues du village voisin ⁴ ».

Ce dernier témoignage d'un étranger impartial peut permettre de corriger la triste image que l'on se ferait du clergé serbe à l'aide de la presse. Les journaux serbes ouvrent largement leurs colonnes aux plaintes, aux dénonciations parfois des paroissiens contre leurs popes. C'est là toute une littérature qu'il ne faut examiner qu'avec beaucoup de circonspection. Il est cependant indéniable que, en ces années 90, l'orthodoxie serbe ait traversé une crise, surtout dans les campagnes ⁵. Les raisons de cette crise ne doivent pas uniquement être recherchées dans l'inconduite des popes et l'incapacité de la Hiérarchie. L'Église orthodoxe serbe s'est matériellement très appauvrie. Elle doit en outre soutenir les diocèses affranchis tardivement du joug turc et totalement ruinés, comme le diocèse de Niš par exemple, où la restauration d'un grand nombre d'églises s'impose ⁶.

Dans l'ensemble du Royaume le nombre des églises reste très insuffisant. Il y avait, en 1888, 485 églises, 51 monastères, 16 chapelles desservis par 987 prêtres, 21 diacres et 92 moines. C'était le diocèse de Niš qui possédait le plus grand nombre d'églises (174). Le diocèse de Belgrade n'en avait que 165, celui de Žiča 149. Le diocèse de Belgrade arrivait en tête pour le nombre des prêtres (378) suivi par celui de Niš (347) et celui de Žiča (262).

¹ Mijatović, *op. cit.*, p. 51.

² Mijatović, *op. cit.*, p. 51.

³ Vivian (H.), *Servia, the poor man's paradise*, p. 25.

⁴ Vivian (H.), *op. cit.*, p. 26.

⁵ Une des premières conséquences de l'affaiblissement moral du clergé fut une recrudescence assez marquée de la superstition. Les devins, sorciers, rebouteux connurent une nouvelle faveur, et l'on put écrire que « la « moitié de Belgrade allait chez le *vračar*... » (cf. Putniković (Nik.), *Praznoverstvo, njegove posledice i uticaj na narodni život*, Požarevac, 1898, p. 28).

⁶ *Šta ima istine u brošuri « Vladika Senator i zločin u Crkvi »*, Niš, 1902, p. 9.

Le recrutement ecclésiastique, et plus particulièrement monastique, traversait une crise terrible. Les diocèses de Belgrade et de Žiža possédaient chacun 38 moines. Le diocèse de Niš n'en avait plus que 16. Le *Videlo* voyait une preuve « éclatante » de la « régression du monachisme » en Serbie dans le fait qu'au cours de l'année 1886, dans toute l'étendue du Royaume, on n'avait pu enregistrer qu'une seule entrée dans les ordres (dans le diocèse de Belgrade) ¹.

Les évêques avaient leur part de responsabilité dans ce déclin de l'Église. Leurs rivalités personnelles et leurs querelles de parti ne leur avaient pas laissé le temps de s'occuper beaucoup de leurs diocèses. Un diacre de Požarevac donnait des détails significatifs, dans le *Hrišćanski Vesnik*, sur la situation matérielle des églises dans son diocèse. Dans l'arrondissement de Zvizd, qui comprenait 4.408 têtes imposables, *il n'y avait pas une église* et nul n'avait songé à en construire. L'évêque avait même laissé fermer une petite chapelle à Kučevo où l'on célébrait de temps en temps le culte ².

Enfin on ne saurait passer sous silence les déficiences du bas clergé. On pourrait dresser d'innombrables cahiers de doléances avec les récriminations qui affluaient de tous les coins de la province serbe dans les rédactions de Belgrade. Certains popes se faisaient détester de leurs paroissiens pour leur esprit processif et leur avarice. Tel celui dont un diacre peu doué de charité chrétienne nous a laissé un malveillant portrait dans le *Hrišćanski Vesnik*. C'est un clerc bien singulier, fort « débrouillard » comme nous dirions aujourd'hui :

« Cela fait 40 ans qu'il est pope dans la même paroisse, il est parvenu à construire une belle église, mais à quoi bon quand l'église est vide et quand le peuple est plus froid à l'égard de la religion que lorsqu'il n'y en avait pas... »

Quand notre homme est arrivé dans sa paroisse, c'était un pauvre. La commune l'a beaucoup aidé, lui a donné un lopin de terre et lui a permis de trouver un logement. Aujourd'hui ce prêtre habile est le premier *gazda* de la région :

« Tout ce qu'il a, il l'a gagné par sa peine, mais tandis qu'il parvenait à acquérir un aussi grand avoir il dilapidait son autorité morale. » Toujours prêt, pour le moindre gain, à se quereller et même à se battre avec quiconque, il est détesté de tous ses paroissiens. Le jour de la fête des Rameaux l'église était pleine de fidèles. Dès qu'il parut pour prononcer son sermon, tous sortirent. Il ne restait plus dans l'église que quelques vieilles, les enfants des écoles, et le sacristain. Lorsque le pope impopulaire eut terminé son prêche, les pa-

¹ *Videlo*, 24 janv. 1888.

² *Hrišćanski Vesnik*, mai-juin 1890, p. 353.

roissiens rentrèrent à l'intérieur de l'église. Des manifestations de ce genre devaient attirer l'attention des autorités ecclésiastiques. En fait, commissions après commissions furent envoyées pour examiner sur place le cas de ce pape sur la tête duquel plurent longtemps les *epitimije*. Mais quand le Métropolitte Mihailo revint en Serbie, sans doute sut-il attendrir sur son sort les représentants de la Hiérarchie rétablie et se donner les allures d'un martyr, car le Métropolitte lui conféra la dignité, rarement accordée en Serbie à un simple pape, de la « ceinture rouge » ¹.

D'autres prêtres, sans pouvoir être convaincus d'« indignité », ne s'en conduisaient pas moins légèrement, et de façon fort peu ecclésiastique. A ce point de vue le retour de Mihailo n'avait rien changé au relâchement des mœurs cléricales. Il semble même qu'à la fin de sa vie Mihailo, découragé dans sa volonté de réforme, ait sombré lui aussi dans l'indifférentisme du « bon vieillard ».

Le pape Spasić (Pop Tasa Kapetan Spasić) était bien connu dans la chronique scandaleuse des gazettes. De temps à autre le bruit courait qu'il donnait sa démission, mais la nouvelle ne tardait pas à être démentie, au grand désespoir des autorités ecclésiastiques qui eussent préféré se débarrasser de ce triste représentant du clergé serbe. En octobre 1891, le journal belgradois *Male Novine* attaqua violemment le pape Spasić, en racontant à son sujet une étrange histoire : lors de la consécration d'une nouvelle église, le pape Spasić aurait oublié à un tel point la dignité de ses fonctions qu'il se serait mis à chanter une chanson d'amour, une *sevdalinka* dans ce goût :

*Izvir voda izviralu,
Kroz bašticu proticala,
U njoj draga noge ladi
I u bašti cveće sadi
Haj ! Haj ! Haj !*

Un prêtre qui se livre à de semblables dérèglements, concluaient les *Male Novine*, n'est pas digne de rester au sein de l'Église ².

Aleksa Ilić, qui avait été un des premiers à abandonner Teodosije, ne s'était pas rallié davantage à la hiérarchie de Mihailo. Il était séparé de celle-ci par un passé lourd de rancunes politiques. Réduit à une opposition perpétuelle, il dénonçait infatigablement les fautes d'un prélat auquel son exil n'avait rien appris. Il pouvait enfin se convaincre, au soir de sa vie, qu'aucune hiérarchie, « canonique » ou non, ne s'était jamais souciée de comprendre les besoins du clergé serbe. Il luttait toujours contre la tyrannie des évêques. Chose singu-

¹ *Hrišćanski Vesnik*, mai-juin 1890, p. 353.

² *Male Novine*, 12 oct. 1891.

lière, les progressistes qui avaient toujours été en politique les partisans passionnés de la manière forte rêvaient pour l'Église serbe d'une liberté qui n'aurait de bornes que celles que lui imposerait le bon vouloir des gouvernements. Pour Ilić, la « tyrannie » épiscopale avait trouvé son expression la plus frappante dans la figure de Nikanor, évêque de Žiča. Nous avons été le témoin des plaintes innombrables, se ramenant souvent à de fastidieux racontars, qui émanaient, soit du clergé diocésain, soit des paroissiens. Le grand reproche qu'on adressait au compagnon de Teodosije, c'était en premier lieu de priver ses prêtres « punis » de paroisse sans consulter au préalable le Consistoire. On lui en voulait aussi pour ses violences et ses intempérances de langage jugées peu ecclésiastiques. Mais désormais l'ancienne hiérarchie avait repris sa place à la tête de l'Église. Nikanor, tant haï, avait été remplacé par l'archimandrite de Dečani, Sava ¹.

On aurait pu penser que, avec l'oubli des querelles passées, un ordre meilleur aurait fini par régner dans l'Église. Or les immenses espoirs que le Métropolitte Mihailo avait su éveiller dans le bas clergé, au Congrès de Niš, avaient été bien vite déçus. L'*Association générale* des prêtres, si forte lors de la démission de Teodosije, avait perdu une autorité qu'elle ne devait qu'à la faiblesse du chef de l'Église. Elle n'était plus qu'un « squelette sans âme, sans vie ». Tel était le résultat de la terreur qu'avait su faire régner le « triumvirat d'archiprêtres » ². D'autre part, si l'on ne rencontrait plus Nikanor sur le siège de Žiča, « l'esprit de Nikanor », toujours vivace, cet épiscopatisme autoritaire hérité des Phanariotes, ce *Nikanorstvo* comme le baptisait pittoresquement A. Ilić, continuait à exercer ses ravages et à soulever les protestations du bas clergé des districts de Belgrade et de Smederevo ³. Dans toute l'Église on pouvait multiplier les exemples de ces exactions. Bien plus, au lieu de l'apaisement promis, on commençait à enregistrer les actes de vengeance politique et de réaction religieuse par lesquels la Hiérarchie « légitime » exerçait ses représailles au détriment des représentants de la Hiérarchie « anti-canonique ». Le scandale éclate lorsque le chapelain de Požarevac, Avram Lešević, un saint homme, voit sa prébende confisquée sans avoir commis la moindre faute contre la discipline.

La Hiérarchie « légitime » ne se montre point difficile pour les

¹ Ilić (A.), *Moji doživljaji*, p. 168.

² Cf. p. 420.

³ On aura une idée de ce que pouvait être la haine qu'avait soulevée Nikanor en parcourant les brochures de polémique de l'ancien *starešina* du monastère de Grabovac, Sava Jovanović : *Vladika Senator i Zločin u Crkvi*, Niš et Belgrade, 1902. Nikanor était alors évêque de Niš et sénateur du Royaume.

hommes qui consentent à la servir : elle expédie à Niš un prêtre, ancien détroqué, transfuge du catholicisme. Par contre sa haine à l'égard des anciens partisans de Teodosije ne s'incline même pas devant la mort. On refuse les obsèques religieuses à un évêque en retraite qui vient de mourir mais dont la fidélité envers Mihailo a été suspectée. Le *Hrišćanski Vesnik* adjurait les évêques de renoncer enfin aux querelles de personnes et de hiérarchies. Peu importait de donner la préférence à Mihailo sur Mraović, à Kornelije sur Nikanor, à Stokić sur Jeronim. Les chefs des hiérarchies rivales avaient les uns et les autres compromis leur cause par leurs défauts : Teodosije par sa mollesse, son indécision et la tournure particulière de son esprit qui l'empêchait de réagir devant la plus grave des attaques contre l'Église ; Mihailo par son égoïsme, sa brutalité envers ses ennemis, son absence de mansuétude¹. La politique, elle aussi, avait gâté les choses, inspirant à l'excès les princes de l'Église et détournant de son devoir le bas clergé. « Si celui-ci, disait Ilić, veut sauver son existence et celle de son église, il doit le plus tôt possible se retirer des partis politiques ... », servir avec conviction Dieu et le Peuple et former à lui seul un parti indépendant nommé « chrétien ». C'est ainsi que, « au soir de sa carrière politique », Ilić ne conseillait à ses confrères de fuir les partis qu'afin de les mieux préparer à en fonder un nouveau...

RECRUDESCENCE DE L'ESPRIT DE PARTI.

Les conseils du vieil Ilić ne furent point écoutés. Dans le royaume de Serbie, au lendemain de la réconciliation des hiérarchies, le bas clergé ne travaillait guère à l'union des cœurs. Les papes de la Skupština étaient surtout réputés pour leur extrémisme et leurs intempérances oratoires. Un pope radical, Milan Djurić, n'avait-il pas proposé, en 1890, que l'on décrêtât la peine de mort contre tous ceux qui attaqueraient ou empêcheraient les travaux de la Skupština nationale ? Libéraux et progressistes s'étaient élevés avec indignation contre ce sectarisme sanguinaire qui faisait horreur chez un homme d'Église. « Il n'y avait plus de prêtres en Serbie, déclarait la *Srpska Nezavisnost*, mais seulement des bourreaux² ». Beaucoup d'entre eux étaient de vrais fanatiques, nullement du point de vue religieux car les questions d'église les intéressaient au fond fort peu, mais du point de vue politique. La vieille démagogie radicale des temps héroïques de Svetozar Marković survivait intacte en eux. Il fallait les entendre

¹ Ilić (A.), *Moji doživljaji*, p. 178.

² *Srpska Nezavisnost*, 24 fév. 1890.

à la Skupština lancer contre les fonctionnaires des réquisitoires virulents, élever une voix vengeresse contre ces « parasites », ces « exploiters », selon leurs propres expressions, du peuple serbe, ces « messieurs qui passaient leur temps à boire du café et manger du sucre » au lieu de servir...¹ Le pope Marko était le plus ardent à dénoncer les tares du régime administratif. Un voyageur français en Serbie constatait lui-même en 1890 la « haine cordiale » que professaient « ces anciens défenseurs du raïa pour tous les genres d'oppression. Ils ont un flair pour la découvrir sous les déguisements les plus ingénieux. Le bureaucrate moderne, avec ses airs papelards, leur répugne autant que le spahi du dernier siècle. Entrez à la Skupština : vous les verrez froter la soutane au gros vêtement de laine brune du paysan...² »

Au reste, les popes radicaux, bien que constituant la plus grande partie du bas clergé serbe n'étaient point les seuls à se signaler par leur esprit politicien. Tous les partis serbes avaient dans les prêtres paroissiaux leurs militants les plus dévoués et leurs plus actifs propagandistes.

C'était une croyance solidement enracinée qu'on ne pouvait obtenir aucune faveur, aucun privilège de quelque ordre qu'il fût sans l'appui du pope. Le *Videlo* rapportait une histoire savoureuse qui lui avait été contée par son correspondant de Studenica. Un brave paysan incapable de payer ses impôts faute d'argent s'en fut trouver le « capitaine » du *srez* pour le prier de le recevoir dans le service des douanes afin de lui permettre de gagner ainsi sa vie. Les premières paroles du capitaine furent : « As-tu été chez le pope ? » Le pauvre paysan se demandait naïvement ce que pouvait bien avoir à faire le pope avec sa demande : « Il ne m'est pas né une sœur que le pope ait à baptiser et personne n'est mort chez moi ». Mais le capitaine lui dit qu'il ne pouvait songer à obtenir aucun poste sans l'appui effectif du pope. Ce pope était d'ailleurs un véritable grand électeur au profit du parti libéral. Les fonctionnaires savaient que sans le pope Božić ils n'avaient point à espérer d'avancement³. Le journal progressiste citera plus tard l'exemple d'un autre pope, appartenant lui aussi au parti libéral et non moins fameux pour son sectarisme. Ce prêtre, qui détenait une cure dans l'arrondissement de Raška, avait reçu le surnom bien mérité de « pope-contrebandier », car tout en s'élevant en public contre le monopole d'état des tabacs il ne craignait point de fumer le tabac de contrebande turc. Devant

¹ *Srpska Nezavisnost*, 17 mars 1890.

² *Revue des Deux Mondes*, 15 janv. 1890, *Du Danube à l'Adriatique*, p. 34.

³ *Videlo*, 11 déc. 1892.

l'indignation populaire on avait bien décidé de faire une perquisition au presbytère mais le capitaine du *srez* — un libéral lui aussi — avait « couvert » le pope militant ¹.

Cette activité partisane n'allait pas toujours sans risques. Il est des popes qui payèrent de leur tête leur attachement à leur parti. Tel ce pope libéral de Beli Potok qui fut assassiné quand il sortit de l'église après avoir officié. Malgré les énergiques dénégations du *Videlo*, l'opinion publique vit longtemps dans cet attentat une vengeance politique de progressistes ². Le *Videlo*, de son côté, ne restait pas inactif et aimait à choisir des exemples « piquants » d'indignité chez ses adversaires politiques : il signalait le cas scandaleux de l'archiprêtre libéral d'Aleksandrovac qui, non seulement obligeait toute la population à être libérale, mais multipliait les esclandres : il s'enivrait publiquement, menait une vie dissipée, brisait les vitres de ses paroissiens les soirs d'orgie, etc., etc. ³. De tels pasteurs arrivaient à dresser contre eux leurs ouailles exaspérées. Ces petites guerres entre les paroissiens et leurs popes affaiblissaient peu à peu le sentiment religieux... *Under such circumstances, avouait Mijatović, it is no wonder that the religiousness of the modern Servians is only skin-deep* ⁴. Les communes de Sikirica et de Drenovac étaient réduites à en appeler au Grand Tribunal Spirituel contre leur pope Mladen Jovanović déjà destitué par une décision du Tribunal diocésain. Le sobriquet dont il était affublé, *Pop Kec* (le Pope « As »), n'indiquait que trop bien sa passion immodérée du jeu ⁵. Mais les libéraux n'avaient pas le monopole des prêtres indignes. La *Srpska Zastava* se gaussait d'un pope radical du district de Požarevac (elle taisait le village) qui, à la mort de sa *popadija*, s'était acoquiné avec une femme de mauvaise vie qu'il exhibait en public ⁶. Ce dont on faisait le plus grief aux popes radicaux, c'était surtout leur esprit démagogique et l'impudeur avec laquelle ils profitaient de leur prestige ecclésiastique pour extorquer des voix ⁷.

¹ *Videlo*, 10 mars 1895.

² *Videlo*, 12 sept. 1895, et *Srpska Zastava*, 26 août 1895.

³ *Videlo*, 10 mars 1896.

⁴ Mijatović (Čed.), *Servia and the Servians*, p. 50.

⁵ *Videlo*, 29 mai 1896.

⁶ *Srpska Zastava*, 15 mars 1897.

⁷ Témoignage amusant anecdote contée par la *Srpska Nezavisnost* : un pope de village dépêche des émissaires chez tous ses paroissiens pour les contraindre à voter en faveur du candidat radical. Comme une des ouailles se fait tirer l'oreille, « le pope s'approche tout près et lui chuchote quelque chose à l'oreille », puis il dit à un de ses acolytes : « Demain tu iras chez tous ceux qui ne sont pas *nôtres* et tu leur diras que les boules qu'on leur remettra (pour voter) seront enduites d'encre, et gare à eux si on les retrouve après dans une autre boîte... » *Srpska Nezavisnost*, 29 sept. 1890.

Ces popes radicaux, en dépit d'une législation répressive assez rigoureuse, ne se souciaient point de respecter leurs supérieurs hiérarchiques. L'un d'eux, le pope Spasić, réputé au reste pour son indiscipline, s'était promis d'écrire à Mihailo que « le Métropolitain n'avait pas le droit de se mêler dans les affaires d'un tribunal spirituel ». On s'explique un tel esprit de révolte, disait la *Srpska Nezavisnost*, lorsqu'on sait que « l'essence de la philosophie radicale est la négation de l'existence de Dieu ¹ ».

Face à ces prêtres indignes, il y avait encore, dans l'église orthodoxe serbe, de nobles prélats qui refusaient de sacrifier leurs devoirs religieux à des préoccupations politiques. Tel cet archimandrite de Žiča, Maksim, qui, longtemps vice-président du grand Tribunal Spirituel, avait été proposé en 1882 au siège diocésain de Žiča. Son « respect des canons » l'empêchait d'accepter une dignité aussi haute. Les libéraux, pourtant, ne lui surent aucun gré de son attachement au Métropolitain Mihailo. Ils le destituèrent avant sa mise à la retraite, sans lui laisser même droit à celle-ci. Maksim ne conserva cependant aucune rancœur contre ses ennemis et s'abstint toujours de toute activité politique ².

MISÈRE ET ESPRIT DE RÉVOLTE DU BAS CLERGÉ.

Un souffle de révolte traversait tout le prolétariat clérical. Les popes, mal payés, désespérant d'obtenir de leurs chefs spirituels le statut qui leur assurerait une vie matérielle décente, étaient résolus à prendre eux-mêmes en mains la direction de leurs affaires. Un correspondant de province de la *Srpska Nezavisnost* signalait l'état d'esprit « scandaleux » qui régnait dans les milieux ecclésiastiques à l'intérieur de la Serbie :

« J'ai été hier à Kragujevac. Voici que vint me trouver un de ces popes « sans-culottes » qui me dit confidentiellement : si tu es d'avis que M. le Ministre de l'Instruction publique soumette à la Skupština le projet de « traitement systématique » de 15 à 20 ducats, viens à l'assemblée des popes du 20 de ce mois et sois d'accord avec nous pour que l'on soumette à l'assemblée du clergé la résolution suivante : que n'étant point satisfaits de l'actuelle Hiérarchie, nous prions M. le Ministre d'y remédier, même s'il faut changer les chefs de l'Église et en nommer de nouveaux... ³ »

Les libéraux dénonçaient cette « action souterraine » des radicaux

¹ *Srpska Nezavisnost*, 18 déc. 1890.

² *Srpska Nezavisnost*, 14 déc. 1896.

³ *Srpska Nezavisnost*, 13 août 1891.

qui tendait à détacher chaque jour davantage le bas clergé de la Hiérarchie. Les popes radicaux négligèrent désormais ouvertement de passer par la voie hiérarchique. Un pope de Kruševac prétendait entretenir avec le Ministre de l'Instruction publique, Andra Nikolić, des rapports directs. Il revenait dans sa ville racontant à tout venant que le Ministre était disposé à accorder aux prêtres serbes le « traitement systématique », mais que le Métropolitain s'y opposait ¹. La *Srpska Nezavisnost* en annonçant, en août 1891, une prochaine assemblée du clergé à Kragujevac soutenait que de nombreux prêtres se préparaient à « voter un ordre de jour de méfiance » envers le Métropolitain Mihailo. C'était cependant ce même Métropolitain qui, en 1854, en qualité d'évêque de Šabac, avait inauguré les premières assemblées cléricales de Serbie. Qu'étaient-ils devenus, ces modèles de modération, de douceur et d'amour chrétien qu'ils avaient été, d'après l'organe libéral, les prêtres serbes du passé ? Désormais ce n'étaient plus des prêtres mais des « insurgés » ². Or « la pire des révoltes n'était-ce pas la révolte cléricale » ³ ? Le plus curieux est que les libéraux ne reprochaient pas aux radicaux cette introduction de l'esprit démagogique dans l'Église, mais bien aux progressistes, leurs éternels ennemis. Dans un article virulent, significativement intitulé : *Starija i mladja braća povampireno* (sic) *naprednjaštvo*, la *Srpska Nezavisnost* dénonçait le ravage causé par les nouveaux « janissaires » : « Le peuple serbe avait un proverbe qui disait que personne ne mentait aussi grossièrement qu'un Turc (*niko toliko krupno ne laže ko Turčin*). Mais nous ajouterons un autre proverbe : « Plus grossièrement qu'un Turc ment un renégat progresso-radical, partisan de Mraović (*poturčenjak naprednjačko radikalni Mrašinovac*). « Même le père de la démagogie serbe, Vučić, sortirait de son tombeau en entendant les démagogues qui prétendent transformer l'église en quelque convent anarchique ⁴.

Les progressistes, qui ne s'étaient guère souciés de maintenir la pureté des doctrines de l'Église orthodoxe serbe quand ils étaient au pouvoir, dès qu'ils étaient passés dans l'opposition avaient fait mine d'éprouver de singuliers scrupules sur l'orthodoxie des nouveaux serviteurs de l'Église. Le *Videlo* faisait des gorges chaudes de la nomination à une des meilleures paroisses de Belgrade d'un ancien *raspop* rentré sur le tard dans le giron de l'Église. Il s'agissait d'un ex-diacre belgradois, Dimitrije Milenković, chassé 10 ans auparavant du clergé

¹ *Srpska Nezavisnost*, 15 août 1891.

² *Srpska Nezavisnost*, 29 août 1891.

³ *Ibid.*

⁴ *Srpska Nezavisnost*, 27 août 1891.

diocésain, et destitué. Dans une autre paroisse de Belgrade, c'était un prêtre de Rakinac qui était nommé, Jovan A. Ilić, frère du directeur du Ministère de l'Instruction publique ¹.

Tous les partis se plaignaient mais aucun d'eux ne se souciait d'endosser les responsabilités de la démoralisation du bas clergé. Celle-ci n'était plus toutefois une affaire intérieure serbe. Déjà les divisions de l'Église étaient connues et commentées hors du Royaume. La presse russe surtout suivait très attentivement les diverses phases du conflit qui opposait le Métropolite Mihailo à ses adversaires progressistes et radicaux. Les *Novosti* de Saint-Petersbourg constataient dans un grand éditorial que le gouvernement radical serbe de 1891 reprenait à son compte la politique de *Kulturkampf* des progressistes ². Plus tard le journal russe fera observer que le clergé serbe, au lieu d'être un agent d'unification et de concorde, ne faisait que contribuer à semer la dissension dans le peuple serbe en épousant et en exaspérant ses querelles. Le clergé, écrivait-il, a adopté l'esprit partisan du peuple serbe : désormais il n'y a plus un clergé serbe mais plusieurs clergés : un clergé libéral, un progressiste et un radical. D'ailleurs, ajoutaient les *Novosti*, tout le monde savait que le gouvernement radical ne soutenait nullement l'effort de la Hiérarchie pour rétablir l'ordre dans le bas clergé. Au contraire, on voyait le Ministre de l'Instruction publique, Andra Nikolić, se livrer à de violentes attaques contre le Métropolite Mihailo et l'on parlait même à Belgrade du désir qu'avait manifesté le vieux prélat de se retirer dans un monastère moscovite. « Si quelqu'un doit se retirer, disaient les *Novosti*, ce ne doit pas être le Métropolite, mais le Ministre Nikolić ³ ».

A tous les reproches dont on l'abreuvait, le bas clergé se justifiait en alléguant sa misère matérielle qui n'était que trop évidente.

Des diverses taxes qu'il percevait il ne tirait pas un grand bénéfice. Le *bir* ne rapportait pas beaucoup plus de 1.100.000 dinars par an, les *slava* près de 500.000 dinars, les baptêmes 84.000, les obèses et requiems 480.000, les fiançailles et mariages 200.000 ; enfin les autres droits et taxes ne dépassaient pas 200.000 dinars. Soit un revenu annuel approximatif de 2.564.000 dinars ⁴. Avec une pareille somme il était impossible que le bas clergé pût mener cette vie décente à laquelle l'exhortaient sans cesse les mandements épiscopaux et les objurgations de la presse.

¹ *Videlo*, 3 fév. 1893.

² *Srpska Nezavisnost*, 7 sept. 1891.

³ *Ibid.*

⁴ *Srpska Nezavisnost*, 3 juil. 1897.

Pour remédier à la lamentable situation dans laquelle se trouvait le clergé il eût fallu procéder à la seule réforme qui eût pu avoir une conséquence heureuse : l'introduction du traitement dit « systématique ». Ce n'était point la première fois que l'on parlait d'accorder au clergé la juste rémunération de ses efforts. Avant même que la loi du 31 décembre 1882 eût prévu un tarif dont les autorités civiles devaient faire respecter l'exécution, un règlement de 1839 avait confié aux autorités locales le prélèvement du *bir* et des diverses taxes (21 juillet 1839). Trois ans plus tard, un nouveau règlement fixait un taux des indemnités et taxes exigibles dans les différentes cérémonies accomplies par les popes. Enfin une dernière modification du tarif était apportée le 6 novembre 1845¹. Il ne semble pas que l'ensemble de cette législation ait beaucoup contribué à améliorer la situation du clergé de campagne, puisque, en définitive, c'était surtout de lui qu'il s'agissait. En 1898 fut élaboré pour la première fois un projet de loi tendant à instituer un statut légal des prêtres qui seraient désormais rétribués non plus par les paroissiens mais par l'État. Tel était le projet de Kragujevac qui prévoyait pour le clergé du Royaume de Serbie un traitement « systématique », avec des augmentations périodiques calculées sur les années de service, c'est-à-dire le régime accordé depuis longtemps en Serbie aux instituteurs, aux juges et aux autres catégories de fonctionnaires. Pour la presse d'opinion serbe, ce projet de loi représentait un effort des plus méritoires. Les associations de prêtres se montraient moins optimistes. L'association des prêtres du diocèse de Belgrade avait même mis sur pied un contre-projet qui conservait certains éléments de l'ancien mode de rémunération ecclésiastique². C'est que les prêtres n'avaient qu'une confiance limitée dans les finances de l'État et craignaient de ne point être payés régulièrement. Pourtant leur situation n'était guère brillante et la *Srpska Nezavisnost* n'exagérait point lorsqu'elle déclarait que « beaucoup de commis dans le commerce avaient un plus grand salaire que celui dont jouissaient les serviteurs de l'autel... » Les chiffres reproduits par la feuille libérale étaient suffisamment éloquents. Pour une paroisse de 500 à 600 maisons le pope touchait 3.000 dinars ; pour une paroisse de 150 à 200 maisons il touchait 2.000 dinars. Mais le prêtre ne percevait jamais intégralement ce traitement. Il était tenu chaque année de verser 160 dinars au Fonds d'entretien des veuves et des orphelins de prêtres, sans compter la caution initiale de 600 dinars exigible dès son ordination (art. 18 et 19 de la loi du 11 mars 1891). En outre,

¹ *Zbornik pravila, uredaba i naredaba Arhijerejskog sabora*, p. 310 (note).

² *Srpska Nezavisnost*, 9 juin 1898.

les prêtres étaient soumis aux impôts et taxes municipales. Le pope obligé de servir une paroisse de grande étendue — ce qui était la majorité des cas à la campagne — devait entretenir un cheval et louer un domestique, ce qui lui coûtait au minimum 500 dinars par an. Pour se loger il devait dépenser également au minimum 300 dinars par an. La *Srpska Nezavisnost* ne faisait grâce d'aucun détail : « les vêtements sont chers et il en fallait au prêtre au moins deux par an ». Coût 200 dinars sans compter le linge. Mais s'il avait une femme et plusieurs enfants (nombreux étaient les popes qui avaient 5 ou 6 enfants) il fallait admettre un supplément de 350 dinars. Si l'on additionnait l'ensemble de ces dépenses on pouvait constater que le pope devait déboursier environ 2.750 dinars par an (en comptant 1080 dinars les dépenses alimentaires annuelles). Même avec les gains supplémentaires fournis par les convois et les mariages, le pope ne pouvait pas « joindre les deux bouts ». Il en était réduit à rechercher un appoint dans des occupations auxiliaires qui le déconsidéraient aux yeux de ses paroissiens. Si le Gouvernement se refusait à consentir une légitime augmentation, bien des prêtres, annonçant la *Srpska Nezavisnost*, donneraient leur démission d'une profession qui les vouait à la mendicité et condamnait à la famine leurs femmes et enfants ¹.

UN « HÉRÉTIQUE » SERBE.

Il était réservé au Métropolitain Inocentije, dans son règne si mouvementé, de prononcer la condamnation et l'exclusion de l'Église du premier hérétique orthodoxe serbe. Svetozar Radovanović était une figure singulière et sous certains aspects attachante. Homme de belle prestance, très aimé des femmes, il avait reçu dans sa jeunesse une éducation religieuse très poussée. C'était un des rares canonistes distingués de l'Église orthodoxe serbe. De son séjour en Russie il avait emporté deux avantages : un approfondissement sérieux de ses connaissances théologiques (il avait conquis le diplôme difficile à obtenir de candidat de l'Académie Spirituelle

¹ *Srpska Nezavisnost*, 9 juin 1898.

L'année précédente (1897) la *Srpska Nezavisnost* avait reproduit une intéressante étude d'un professeur du Gymnase de Jagodina qui mettait en évidence les besoins des popes de campagne. Ces derniers, pendant les mois d'été, ne gagnaient pas plus de 20 dinars par mois. Comment pouvaient-ils, avec ce salaire de famine, envoyer étudier leurs enfants dans les villes et entretenir convenablement leur ménage ? (*Srpska Nezavisnost*, 14 oct. 1897).

Voir, sur ce sujet, Ilić, *Moji doživljaji*, p. 149.

de Saint-Petersbourg) et de fructueuses relations dans la presse et le monde politique libéral. Il avait été quelque temps attaché au journal de Herzen et s'était imprégné des doctrines de Černyševskij et de Bakounin. Mais le solide réalisme du paysan de la Šumadija qu'il avait su rester ne l'avait point abandonné. De retour en Serbie il s'était intimement lié avec le petit groupe de prêtres qui entourait A. Ilić, groupe qui n'était point suspect d'éprouver la moindre tendresse pour les idées révolutionnaires. C'est surtout le fait d'appartenir à la « coterie » de son plus farouche adversaire qui avait déterminé le Métropolite Inocentije à condamner Radovanović en se plaçant sur un terrain purement canonique. L'ouvrage incriminé était en russe, langue que Radovanović possédait parfaitement. La *Mirovaja Drama* ne devait être traduite que plus tard en serbe. La version russe (éditée en 1901 à Lwów) fit scandale. Du point strictement orthodoxe les idées de Radovanović étaient sans conteste condamnables : selon lui la Sainte Trinité constituait une véritable famille avec un Père (Dieu), une Mère (le Saint Esprit) et un Fils (Jésus). Sur ce principe initial il échafaudait toute une éthique et une conception originale de l'Église : puisque Dieu lui-même était marié, la vie conjugale était d'essence divine tandis que le célibat était une forme de vie inférieure. Les évêques, les prieurs de monastères, les moines avaient donc grandement tort d'observer scrupuleusement la chasteté. Ils n'étaient pas *bogopodobni*. Et Radovanović appuyait l'exposé de ses doctrines par un véritable appel au peuple orthodoxe de Serbie que la *Politika* publiait, en supplément, le 31 décembre 1904. Le ton de cet appel, d'une violence extrême, confinait parfois au pamphlet. L'auteur s'élevait avec force contre la condamnation des gardiens choumadiens de la « vérité », ainsi que contre la condamnation des gardiens russes de la « vérité » (car le Saint-Synode russe avait lui aussi mis à l'index la *Mirovaja drama*). Radovanović, ne considérant pas leur voix comme « la voix de l'Église, la voix du peuple, la voix du fils de Dieu, mais pour ce qu'elle était en vérité, comme la voix des fils du Démon, de l'Empire du Démon, de l'Empereur du Démon, du Diable-Antéchrist et père du mensonge », en appelait « à l'opinion publique serbe et russe, aux nations serbe et russe, à la communion religieuse, à la communauté slave !... » Radovanović demandait à tous les journaux « yougoslaves » de publier sa protestation « dans l'intérêt de l'affranchissement du peuple ». Son réquisitoire visait surtout les évêques « janissaires spirituels » et les « moines-hypocrites ». Il osait évoquer le spectre du 29 mai qui hantait le Métropolite et toute l'Église officielle.

L'originalité réelle de Radovanović ne réside pas dans ses doc-

trines, encore que la veine théologique de l'Église serbe ne soit pas tellement riche qu'on puisse les passer sous silence. Ce n'est pas en tant qu'hérétique que son nom mérite d'être retenu, mais parce que sa conception de l'Église différait nettement de la conception officielle. Radovanović veut non seulement une Église orthodoxe serbe nationale, c'est-à-dire préservée de toute influence étrangère, mais surtout une Église orthodoxe *yougoslave* qui servira à réunir et non à diviser. Radovanović, comme Tolstoï, luttait contre l'esprit de dogmatisme, contre la « tyrannie hypocrite » de la Hiérarchie, le mensonge de la chasteté monacale. Cette solide « foi de la Šumadija » qu'il prétendait instaurer, dépourvue de tout préjugé et de toute pudibonderie, était, selon lui, un admirable instrument de propagande nationale. Cette idéologie mystique, démagogique et patriotique menaçait dans ses privilèges et dans ses fondements traditionnels la Hiérarchie serbe qui se défendit par l'acte d'excommunication du 18 septembre 1904.

SÉCULIERS CONTRE RÉGULIERS : LES IDÉES DE PAUNOVIĆ.

La crise du monachisme serbe n'était pas seulement d'ordre moral. Elle avait des raisons économiques qui ne furent pas immédiatement entrevues. L'enquête poursuivie sur cette question par le *Glavni odbor Svešteničkog Udruženja* prouva que les séculiers n'étaient pas aussi indifférents qu'on voulait le laisser croire au sort de leurs frères réguliers. L'étude consciencieuse d'un prêtre serbe, Zdravko Paunović, lue à l'Assemblée du Clergé qui s'était tenue à Niš en 1892, révéla à l'opinion publique serbe la situation lamentable des couvents du Royaume¹. L'orateur constatait l'état d'abandon dans lequel se trouvaient les églises dépendant des monastères, l'absurde dévastation des forêts, le manque d'entretien des champs, des vignobles monastiques et surtout le délaissement de l'élevage qui, primitivement, constituait la ressource principale des frères². Quelle était la cause réelle de ce déclin ? Paunović pensait qu'il ne fallait pas incriminer l'État serbe mais la négligence des moines, puisque les paysans qui disposaient de beaucoup moins de terres qu'eux trouvaient le moyen de vivre, d'entretenir une nombreuse famille et de payer l'impôt³. Les chiffres cités par Paunović étaient suffisamment éloquentes. En 1892 il y avait 53 monastères en Serbie desservis par 75 frères. Sur ce

¹ Paunović (Zdravko), *Naši monastiri i kaludjeri nekad i sad*, Belgrade, 1900.

² *Ibid.*, p. 22.

³ *Ibid.*, p. 24.

dernier chiffre il fallait relever 12 archimandrites, 20 igoumènes, 37 *jeromonasi*, si bien qu'il ne restait plus que 6 moines !¹ Or l'ensemble des domaines possédés par les monastères serbes s'élevait à près de 23.000 hectares. Seule l'ignorance absolue des moines en matière d'économie agricole pouvait expliquer leur indigence². Cette pauvreté n'était pas seulement due, comme le prétendaient « certains prieurs », à l'impôt perçu par l'État sur les monastères depuis l'année 1884³. A la fin de l'année 1864, l'ensemble des monastères serbes disposait d'un capital de 139.321 dinars. Dix ans plus tard, en 1874, les monastères étaient endettés pour une somme de 37.036 dinars. En 1891 les monastères devaient 50.203 dinars⁴. Paunović proposait une transformation radicale des monastères qui, selon lui, étaient tout désignés pour devenir à la fois des hôpitaux, des écoles d'agriculture, des exploitations modèles, enfin des écoles spéciales de missionnaires pour les régions serbes sous le joug étranger⁵. Ce projet révolutionnaire fut sérieusement accueilli dans les rangs du bas clergé séculier qui éprouvait une ancienne inimitié pour la vie monastique et qui était prêt à soutenir les réformes les plus audacieuses. Mais ni l'Épiscopat, ni le Gouvernement ne prirent au sérieux les idées de Paunović. Le bas clergé séculier, dans sa lutte désespérée contre l'oligarchie épiscopale, devait sortir vaincu.

MAINMISE DU GOUVERNEMENT SUR L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE.

Le gouvernement de Vladan Djordjević, en dépit de heurts passagers avec quelques ecclésiastiques, a pu être considéré comme un des gouvernements serbes les plus favorables à l'Église. Mais de cette Église, Djordjević ne voulait voir que les évêques. Très conservateur, il entendait fortifier dans l'Église l'esprit épiscopaliste. Aussi ses réformes ne profitèrent guère au bas clergé. Le Gouvernement radical avait, le 27 avril 1890, supprimé le diocèse de Šabac et diminué les traitements du Métropolitain (de 25.000 dinars à 12.000) et ceux des évêques (de 12.500 dinars à 8.500 dinars). Djordjević se concilia le haut clergé par la loi du 29 juillet 1898, qui rétablissait le siège de Šabac, accordait au Métropolitain un traitement de 21.500 dinars et aux évêques de 11.000 dinars. Peut-être

¹ *Ibid.*, p. 27.

² *Ibid.*, p. 35.

³ *Ibid.*, p. 36.

⁴ Paunović (Zdravko), *Naši monastiri i kaludjeri nekad i sad*, Belgrade, 1900, p. 38.

⁵ *Ibid.*, p. 43-51.

aurait-il même voulu augmenter davantage les pouvoirs épiscopaux, mais il se heurta à une résistance de la Skupština. Le bas clergé, radical dans sa majorité, ne savait aucun gré à Djordjević de ses attentions envers la Hiérarchie, et se montrait de plus en plus l'ennemi farouche de la « Vladanovština ¹. »

En fait l'Église orthodoxe serbe perdra, en cette fin de siècle, le peu d'autonomie dont elle jouissait jusqu'alors.

La Constitution du 22-12-1888 reconnaissait au Synode épiscopal l'administration intérieure (*Unutrašnja uprava*) de l'Église orthodoxe serbe. C'est dire qu'elle enlevait effectivement aux prélats la conduite des affaires extérieures de l'Église. Mais, même dans ce domaine « intérieur », le pouvoir du Synode était singulièrement limité. Dans toutes les affaires qui touchaient à l'enseignement ecclésiastique (séminaires), le Synode ne pouvait agir qu'en accord avec le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes (art. 190). Toutes les plaintes contre les autorités ecclésiastiques devaient être adressées directement au Ministre (art. 191). Celui-ci enfin exerçait un droit de contrôle sur toutes les ordonnances, mandements, circulaires métropolitains ou épiscopaux ainsi que sur les rapports des dignitaires de l'Église serbe avec les autres Églises ².

Lorsque le roi Alexandre demanda, le 3-12-1896, la modification de la Constitution de 1888, parmi les additions ou changements qu'il proposa aucun ne concernait l'Église. Dans le projet de Constitution que Novaković avait l'intention de soumettre en 1896 à la Skupština, le texte des articles consacrés à l'Église était sensiblement le même que celui des articles correspondants en 1888 ³. La Constitution de 1901 qui, dans son ensemble, s'est fortement inspirée du projet de Novaković, accentuait encore la mainmise gouvernementale sur l'Église orthodoxe serbe en proclamant que « toutes les autorités ecclésiastiques dans le Royaume sont sous la surveillance suprême du Ministre des Cultes... » (art. 98) ⁴. La Constitution du 6-4-1901 devait durer presque deux ans. Elle devait régler les rapports de l'Église orthodoxe serbe et de l'État jusqu'à la fin tragique de la Dynastie des Obrenović.

¹ Jovanović (Slob.), *Vlada Aleksandra Obrenovića*, t. II, p. 285, et Ilić (A.), *Moji doživljaji*, p. 184.

² Prodanović (Jaša M.), *Ustavni razvitak i ustavne borbe u Srbiji*, p. 332.

³ Novaković (Stojan), *Dvadeset godina ustavne politike u Srbiji*, Belgrade, 1912, p. 294.

⁴ Prodanović, *op. cit.*, p. 395.

L'ŒUVRE DE LÉGISLATION RELIGIEUSE A L'AUBE DU XX^e SIÈCLE.

A défaut de satisfactions matérielles et d'une amélioration sensible de sa condition, la Hiérarchie ne se montrait point ménagère, envers son clergé, de règlements.

Le second « règne » du Métropolite Mihailo a été le témoin de quantité de décisions synodales et d'ordonnances métropolitaines visant principalement le rétablissement de la discipline dans le bas clergé et la « défense de la morale » chez les fidèles orthodoxes. La décade 1890-1900 est une des plus fécondes en matière de législation religieuse. Comme toujours le caractère du plus grand nombre de ces décisions est disciplinaire. Il est difficile de juger d'après elles si véritablement l'Église a traversé ou non une crise et si le zèle ou la moralité du clergé a fléchi comparativement aux époques précédentes. Ce sont surtout des questions de détail qui semblent attirer particulièrement l'attention du Synode. On reproche aux popes de ne point porter le costume ecclésiastique, d'affecter trop une allure civile. Ne voit-on pas certains prêtres entrer à l'église avec un manteau et un chapeau civils ?¹ Ce sont là des façons presbytériennes qui ne sont point du goût du Métropolite Mihailo, car il apparaît bien que cette répulsion qui se manifeste de plus en plus dans le clergé serbe pour le port du costume ecclésiastique n'est point due à un relâchement de la discipline, mais plutôt à une antipathie doctrinale assez curieuse provenant de l'attraction exercée sur une notable fraction du clergé serbe par les idées protestantes. Le Synode épiscopal réagit vigoureusement contre ces tendances. Il fixa avec précision les plus petits détails des vêtements ecclésiastiques en veillant surtout à exiger le port d'un type satisfaisant de chapeau, étant donné qu'il était souhaitable « que le clergé portât les coiffures qui conviennent le mieux à son habillement, c'est-à-dire des chapeaux ordinaires à larges bords »². Une autre décision synodale renouvelait une interdiction devenue familière dans l'histoire législative de l'Église : défense était faite aux popes de participer aux *kolo* lors des fêtes paysannes : « De tels prêtres perdent toute considération et sont sujets de scandale aux yeux du peuple qui les voit ainsi dépourvus de modestie et de dignité »³. L'alcoolisme était assurément un des vices que l'on repro-

¹ *Zbornik pravila, uredaba i naredaba arhijerejskog sabora pravoslavne Srpske crkve u Kraljevini Srbiji*, p. 68.

² *Zbornik pravila...*, p. 68-69.

³ *Ibid.*, p. 73.

Il est remarquable que, hors du royaume, le fait de participer à un *kolo* n'était pas considéré comme déshonorant. En 1901 le *Hrišćanski Vesnik* racon-

chait le plus aux popes. Le peuple se gaussait de leur inclination pour la bouteille qui était légendaire. Cela n'allait pas sans quelques scandales. Il y avait des popes qui donnaient de singuliers exemples à leurs ouailles. Tel ce pope de village, dans le diocèse de Žiža, qui « ameutait » quotidiennement ses paroissiens par son ivrognerie. On le voyait chaque soir revenir du cabaret en zig zag. Un de ses fidèles, réputé lui aussi pour son culte de Bacchus, lui cria en le voyant entrer dans cet état d'ébriété : « Eh là ! mon pope ! moi aussi je suis ivrogne, mais bien que je ne sois pas pope je sais mieux me surveiller ! »¹. Pour tenter de remédier à cette lamentable situation, le Synode épiscopal, sur la proposition de l'évêque de Žiža, interdit, le 21 octobre 1892, au clergé de fréquenter auberges et cabarets, du moins aux heures de l'office religieux pendant lesquelles tout pope est tenu de se rendre à l'église ou, s'il en est empêché, de rentrer chez lui². A tout prendre, cette décision du 21 octobre 1892 était moins rigoureuse que celle d'octobre 1884, qui interdisait formellement à tout prêtre d'entrer dans une *kafana*.

Une des raisons de l'indiscipline du bas clergé était l'absence de représentants autorisés de la Hiérarchie. On avait essayé de remédier à cet état de choses en recouvrant aux vicaires de district, chargés en principe d'exercer une surveillance sur le clergé paroissial de leur ressort (8 août 1894). Mais des conflits perpétuels s'élevaient entre vicaires et doyens du district au sujet du droit de préséance³. Le Synode épiscopal, auquel les deux parties en avaient appelé, se prononça en faveur des vicaires de district, ce qui eut pour effet d'exaspérer davantage encore le bas clergé. Quatre ans plus tard, en octobre 1897, une autre décision synodale venait, après d'interminables campagnes et une âpre polémique, irriter une fois de plus le bas clergé. Après une intervention énergique du Métropolitte Mihailo, le Synode refusait d'accorder aux popes le droit de se marier une seconde fois. C'était régler définitivement une question qui était restée litigieuse depuis des décades. Déjà en 1864 l'anglican Denton s'était étonné de la situation anor-

tera avec admiration comment l'évêque des Bouches de Kotor, Gerasim Petranović, prélat octogénaire et modèle de patriotisme et de piété, se trouvant à Mostar en 1889 à l'occasion de la consécration du Métropolitte Perović, et se rendant aux vêpres en compagnie des autres évêques, rencontra à la porte de l'église une foule nombreuse de paysans qui dansaient le *kolo*. Petranović quitta ses confrères et entra dans le *kolo* afin de montrer au peuple qu'il devait conserver tout autant que sa religion ses habitudes nationales. (*Hrišćanski Vesnik*, janv. 1901, p. 36).

¹ *Videlo*, 4 juillet 1893.

² *Zbornik pravila...*, p. 75.

³ *Zbornik pravila...*, p. 83.

male qui était celle du prêtre veuf : on voyait d'un mauvais œil son remariage. Désormais le décès de la *popadija* poussait littéralement le pope à se retirer pour le restant de ses jours dans un monastère ¹.

A côté de ces prescriptions disciplinaires le Synode épiscopal prenait des décisions d'un caractère politique. La loi d'octobre 1883 défendait à tout prêtre de Serbie d'être membre d'aucun parti politique ni d'assister à aucune réunion politique. Jamais cette défense n'avait été respectée et la Hiérarchie était trop pénétrée elle-même de l'esprit politique pour avoir l'autorité d'en exiger la stricte application. Ce n'est qu'en 1900, devant les campagnes de presse de plus en plus nombreuses dénonçant le scandale de la « politisation » du clergé, que le Synode épiscopal se vit dans l'obligation d'agir plus énergiquement. Peut-être ne s'y résolut-il que parce qu'au fond il craignait que cette activité du clergé, étrangère à sa mission, ne finît par ébranler la discipline ecclésiastique et miner peu à peu l'autorité hiérarchique. Alors que la loi d'octobre 1883 ne prévoyait aucune peine pour les prêtres coupables, la loi du 14 janvier 1900 les menaçait, en cas de désobéissance, de la privation de leur cure pendant cinq ans. Les moines, s'ils se livraient à une activité politique, devaient être privés de leur traitement pendant le même temps. Si le moine coupable était prieur du monastère, il devait se démettre de ses fonctions ². Cette loi eût pu avoir une action bienfaisante si une stipulation n'en avait annulé l'effet : la destitution des prêtres, des prieurs et la suspension du paiement monacal devaient être prononcées par le tribunal diocésain, sur la plainte du Ministre de l'Intérieur, ce qui enlevait beaucoup de garanties à l'impartialité du jugement et risquait de transformer la loi du 14 janvier 1900 en un précieux instrument de domination pour les gouvernements.

La mainmise des pouvoirs temporels sur l'Église s'était déjà affirmée en octobre 1897 par une ordonnance du Synode épiscopal qui prescrivait aux représentants du clergé diocésain de se présenter et de saluer les membres du gouvernement royal lorsque ceux-ci venaient dans leur diocèse. Sous cette forme indifférente, le Synode consacrait l'assimilation du clergé au reste des fonctionnaires ³. Ainsi disparaissaient les dernières traces de cette autonomie dont avait longtemps joui l'Église serbe.

Le Métropolitte Mihailo qui s'était, en son temps, montré si jaloux

¹ *Ibid.*, p. 76.

² *Zbornik pravila...*, p. 71.

³ *Zbornik pravila...*, p. 76-77.

Un curieux mandement du Métropolitte Mihailo, en date du 30 novembre 1899,

des privilèges de l'Église — qu'il incarnait dans sa Hiérarchie — consentait aisément à cet abandon qui transférait au Ministre des Cultes le pouvoir de décision suprême dans l'Église.

A défaut de pouvoir réformer le clergé, le Synode s'avisera, une fois de plus, de tenter de réformer les fidèles. La loi du 6 octobre 1884 avait prescrit à tout prêtre paroissial de signaler aux autorités policières les couples vivant en état de concubinage dans le cas où ils ne parviendraient pas eux-mêmes à détourner leurs ouailles du péché. Des mesures aussi rigoureuses n'eurent aucun succès. En juin 1890 le Synode épiscopal se vit dans l'obligation d'avouer que, « sur la base de renseignements transmis par le clergé, le nombre des personnes vivant en état de concubinage augmentait beaucoup ». Aussi s'était-il décidé à s'adresser, non plus aux autorités policières locales, mais au Ministre de l'Intérieur en lui demandant de renforcer les règlements de police à ce sujet afin de mettre fin à cette situation dangereuse pour la morale et pour la foi ¹. Le Ministre de l'Intérieur attendit deux ans pour répondre à cette demande de collaboration faite par le Synode. Il écrivit, en octobre 1890, au Métropolitain Mihailo qu'il avait fait le recensement de toutes les unions illégitimes en Serbie, et qu'il avait trouvé 2.763 couples vivant en état de concubinage. Après intervention des autorités policières et municipales, on était parvenu à « régulariser » une vingtaine de ces unions, ce qui était certes un chiffre assez faible. Le Ministre demandait à son tour au Synode épiscopal qu'il ordonnât aux autorités religieuses locales de s'efforcer de procéder au plus grand nombre de « régularisations » possible, en restreignant ou en supprimant les conditions ordinairement exigées par l'Église ². Ces « facilités » ne tentèrent nullement les intéressés ; du moins le semble-t-il, car en 1894, puis en 1896, le Synode se vit à nouveau obligé d'exhorter encore son clergé à dépister les couples illégitimes, à les signaler tous les trois mois à l'évêque diocésain ³ et surtout à veiller à ce que, sous le nom de « servantes », des femmes sans mœurs ne s'en viennent pas vivre scandaleusement avec leurs « patrons » ⁴, puisque

rappelait également aux popes qu'ils avaient l'impérieux devoir de saluer le drapeau des régiments quand ils le rencontraient : « Les prêtres des deux ordres quand ils rencontrent, en chemin, l'armée en marche avec le drapeau doivent s'arrêter devant celui-ci et le bénir... Les prêtres qui seront couverts se découvriront et puis béniront le drapeau. Les diacres et les moines se trouvant dans la même situation s'arrêteront et s'inclineront devant l'étendard ».

(*Zbornik pravila...*, p. 77.)

¹ *Zbornik pravila*, p. 233.

² *Ibid.*, p. 234.

³ *Ibid.*, p. 235.

⁴ *Ibid.*, p. 236.

d'après les renseignements qui provenaient du clergé paroissial la chose semblait se renouveler assez fréquemment en Serbie.

Le clergé avait à lutter contre une plaie sociale dont souffrait la Serbie : l'avortement. C'est sur la proposition de l'évêque du Timok (province où l'avortement faisait le plus de ravages) que le Synode épiscopal se résolut à s'occuper plus directement d'un problème qu'une pudeur mal comprise avait jusque-là laissé dans l'ombre. Le Synode, le 21 octobre 1892, confiait aux prêtres paroissiaux le soin d'intervenir auprès des mères susceptibles de recourir à l'avortement afin de leur montrer la gravité de ce péché « contraire à la volonté du Créateur » tout comme le suicide, « choses que les bêtes ne font jamais et qui sont honteuses pour des créatures raisonnables ¹ ». Comme toutes les mesures précédentes, cette ordonnance devait rester lettre morte.

DÉSAPPECTION A L'ÉGARD DU CLERGÉ.

Ce désintéressement du clergé pour les problèmes spirituels affaiblit beaucoup la sympathie traditionnelle qu'on lui portait en Serbie, tant dans le peuple que chez les intellectuels et au Gouvernement. L'Église devint de plus en plus une institution d'État qui se contentait d'enregistrer avec obéissance les ordres d'en haut. Il est vrai que sa soumission ne lui valut pas que des privilèges honorifiques, mais aussi une protection effective. Le Gouvernement, en janvier 1904, entendit protéger les dignitaires de l'Église contre les diffamations de la presse. Le projet de loi qui surgit au milieu de la campagne menée contre Inocentije fut accueilli hostilement par la majorité de la Skupština. Un des adversaires les plus ardents du Métropolitain Inocentije, le député Aleksa Ratarac, s'y opposa de toutes ses forces : « Les dignitaires de l'Église, déclara-t-il, sont les porteurs des idées chrétiennes qui se fondent sur les Saintes Écritures et la justice ; s'ils n'en sont pas dignes, il est nécessaire que la chrétienté connaisse leurs œuvres... » Bien qu'un autre député radical, l'archiprêtre Marko Petrović, ait courageusement défendu le projet gouvernemental en affirmant que le Ministre ne défendait point telle ou telle personnalité mais toute l'Église, la motion fut rejetée par 75 voix contre 27 ². Désormais le gouvernement serbe n'entendait plus laisser au bon plaisir de la Hiérarchie le soin de réformer l'Église. A. Nikolić, Ministre des Cultes au moment de

¹ *Ibid.*, p. 63-64.

² *Srpske Novine*, 24 janv. 1904.

la mort du Métropolite Inoćentije, aurait sincèrement voulu réformer l'Église dans sa tête. Il avait eu l'idée de demander au plus grand théologien et canoniste du monde serbe orthodoxe contemporain, Nikodim Milaš, évêque de Skadar, de devenir Métropolite de Serbie. On avait même envoyé à Zadar un archiprêtre chargé de convaincre l'illustre évêque. Mais l'entreprise n'avait point réussi tant en raison du refus de Milaš qu'à la suite de difficultés intérieures rencontrées par le gouvernement serbe. Nikolić, cependant, ne désespérait point de rénover l'Église en faisant appel à des éléments laïques : c'est à la Faculté de Droit de Belgrade qu'il s'était adressé pour demander les directives nécessaires pour former de bons professeurs pour le Séminaire. Il était bien obligé de reconnaître que le rêve ambitieux de Petar, faire de son Séminaire une pépinière de grands esprits pour l'Orthodoxie serbe, ne s'était point réalisé. Au contraire, depuis la mort du Métropolite Petar, le niveau spirituel n'avait pas cessé de décroître et de vils « pygmées » avaient remplacé les grands pontifes du passé ¹. Un savant et un homme d'État comme Čeda Mijatović, dépourvu de toute passion politique et que l'on ne pouvait assurément pas taxer d'anticléricalisme, déplorait cette « transformation » de l'Église. Il dégageait sans pitié les responsabilités des prêtres dans cette décadence de l'esprit religieux : « L'Église est devenue simplement un organisme mécanisé dans lequel certaines fonctions s'exécutent mécaniquement... De nombreux prêtres et quelques évêques eux-mêmes ont consacré leur cœur et leur âme à la politique... » Ainsi c'était l'Église qui « tranquillement et avec indifférence avait laissé s'éteindre la foi en Dieu, disparaître la piété chez le peuple, et saper le plus fort et le plus assuré fondement de la moralité populaire... » ² C'était également l'opinion de l'*intelligencija* serbe. Jadis intimement unie au clergé serbe qu'elle ne séparait point de la nation, elle prenait désormais une toute autre attitude : le seul nom de pope lui était odieux ³. Quant aux chefs de l'Église, ils semblaient, eux aussi, au-dessous de leur mission. « Parmi tous ces *académiciens spirituels* il apparaît que nos évêques sont les plus mauvais exemples de cette formation insuffisante apportée des académies spirituelles russes en Serbie ⁴ ». On leur reprochait également d'avoir une formation strictement étrangère : russe, allemande ou française, et de n'avoir plus de liens avec leur peuple. Les intellectuels tournaient en dérision la façon dont le peuple serbe célébrait ses fêtes

¹ *Politika*, 13 janv. 1907.

² *Vesnik Srpske Crkve*, mars 1902, p. 211.

³ *Politika*, 19 janv. 1907.

⁴ *Vesnik Srpske Crkve*, juin 1905, p. 580.

religieuses : après un jeûne de quelques jours boire et s'empiffrer jusqu'à en mourir ¹. Mais surtout ce qui leur était le plus antipathique c'était l'archaïsme de l'Église, son manque d'adaptation aux nécessités de la vie moderne. On critiquait, entre autres, le mode arriéré de communion qui, du point de vue de l'hygiène (tous les fidèles buvaient au même calice), était inadmissible. Lorsqu'en 1908 une épidémie de scarlatine et de petite vérole s'était déclarée à Belgrade, le gouvernement serbe, pour diminuer les risques de contagion, avait licencié les écoles pour une durée de 15 jours et interdit la communion. Les prêtres belgradois s'étaient insurgés contre la décision ministérielle et avaient ordonné aux enfants de communier quand même. Le Métropolite avait appuyé leur protestation auprès du Gouvernement et, dans son conflit avec les services d'hygiène, l'Église avait eu le dernier mot, au grand dépit de la *Politika*, de la presse serbe et des intellectuels ². Mais pour éloigner de l'Église il n'y avait pas que des répulsions physiques ³. Une revue d'édification comme l'*Utešitelj*, entre autres récriminations sans grand intérêt sur la perte de la foi, publiait cependant un curieux article anonyme sur la crise de la jeunesse serbe et les progrès de l'athéisme, sous la forme d'une confession d'écrivain. L'auteur rappelait sa jeunesse passée dans l'atmosphère pieuse de la Šumadija, l'exemple édifiant du pope de village et des parents. Mais dès qu'il pénètre au collège il commence à se corrompre. Enfin le lycée de Belgrade achève de déraciner sa foi. Ce sont d'interminables lectures de Schopenhauer, de Nietzsche, des « esprits forts » serbes, Svetozar Marković et Pelagić. On rappelait entre camarades l'exemple héroïque de Pera Todorović chassé de son école pour n'avoir point accepté la communion et chacun s'efforçait d'imiter sa fermeté d'âme. Enfin devenu étudiant, c'était le stage inévitable à Vienne, et d'autres lectures encore plus subversives : Černyševskij, Bakunin, Proudhon, et le *Capital* de Marx. De retour en Serbie on se plaisait à regarder l'Église comme une « boutique de curés... » La fausse civilisation de l'Occident avait tué la foi ⁴.

¹ *Politika*, 31 mars 1904.

² *Politika*, 31 mars 1908, et *Glasnik Pravoslavne crkve*, 29 février 1908, p. 61.

³ Les *Beogradske Novine* reprochaient aux popes d'effrayer les enfants par la saleté et la longueur de leur chevelure (cf. l'article : *Popovi sa češljevima*, dans le n° 233 des *Beogradske Novine* de 1908).

⁴ *Utešitelj*, avril-mai 1909, p. 148-150.

Ces récriminations étaient loin d'être chose nouvelle. En 1879 déjà Laza Lazarević n'avait-il pas opposé, dans sa *Školska ikona*, la mauvaise science de l'instituteur à la sainte ignorance du pope ? Cf. Miloš Savković, *La Littérature yougoslave moderne*, Belgrade, 1936, p. 126.

L'ÉGLISE A LA VEILLE DE LA GUERRE.

Au début du nouveau siècle toutes les réformes qui avaient été introduites dans l'Église ne paraissaient porter des fruits qu'en tant qu'elles avaient joui du patronage de l'État. C'était réduire au minimum l'autorité effective du Synode et de son chef. Lorsque, le 22 mai 1907, le Métropolite demande au Synode d'exiger pour tout certificat de célibat une lettre des prêtres des anciennes paroisses des candidats au mariage, l'opinion publique réagit hostilement, car on voit dans une telle exigence l'annulation de tout acte civil¹. Mais que le gouvernement confère aux décisions de l'Église une portée officielle, nul ne songe à protester contre la « théocratie » qui s'instaure. C'est le drame de l'Église orthodoxe serbe : elle ne peut conserver son autorité sur les fidèles qu'avec le concours intéressé de l'État, c'est-à-dire des différents gouvernements qui l'utilisent pour des fins politiques. Mais par là même elle perdra son antique prestige qui puisait précisément son origine dans la croyance populaire qu'elle était une institution non point supra-terrestre mais supra-étatique. Ce n'est point que les gouvernements manquent à son égard de bonne volonté. Dans le programme électoral d'aucun parti l'Église n'est oubliée, mais l'intervention étatique est souvent maladroite, inadaptée au but que l'on veut atteindre. Lorsque le gouvernement serbe, en octobre 1907, s'efforce de relever l'éloquence de la chaire de plus en plus abandonnée en Serbie, il n'imagine aucun autre moyen que de conférer aux prêtres jugés les meilleurs prédicateurs une « décoration », idée qui révolte les âmes vraiment religieuses. « Le prêtre qui voudrait être décoré n'aura qu'à apporter ses sermons à l'Évêque ». « Quelle dérision ! » s'écrit le journal *Politika*². En fait, dans ces dernières années, les prêtres serbes s'intéresseront surtout à l'amélioration de leur condition matérielle, à la réforme de leur statut. Le temps des grands courants spirituels qui divisaient le clergé mais insufflaient en lui une aussi vive ardeur combattive est bien fini. Les guerres balkaniques réveilleront certes chez lui un fervent enthousiasme, qui rappellera la « croisade » de 1875-78, mais au même titre que dans toutes les autres classes de la nation³. L'élan sera d'ailleurs plus patriotique que religieux. En attendant, dans ces premières années du xx^e siècle, le clergé se passionne pour des questions de second plan mais qui l'intéressent.

¹ *Politika*, 12 et 16 août 1907.

² *Ibid.*, 2 sept. 1907.

³ *Štampa*, 12 mars 1913.

directement : et tout d'abord la question du second mariage des prêtres. L'immense majorité des popes se prononcera en faveur de cette réforme, les popes « nationaux » au nom de l' « amour fraternel », les progressistes au nom de « l'ordre et du travail », les « radicaux indépendants » « au nom de la démocratie »¹. A en croire des journalistes facétieux, il n'y a que les *popadije* qui soient d'un autre avis et se chargent d'accueillir à coups de bâton les prêtres partisans des secondes noces, lorsqu'ils reviennent du meeting². Toute cette agitation que le bas clergé poursuit sans répit dans ses « assemblées cléricales » est sans grand succès. Du moins les popes y gagnent-ils une conscience de classe qu'ils n'avaient point. De temps à autre un projet gouvernemental en leur faveur les séduit, mais l'illusion est toujours de courte durée. En février 1907, un nouveau projet de loi sur le salaire des prêtres est soumis à la Skupština : pour les cinq premières années de service 1.500 dinars par an, tous les cinq ans une augmentation de 500 dinars, le salaire le plus élevé s'élevant à 4.000 dinars. En échange, les cérémonies religieuses accomplies par les popes, mariages, enterrements, *slava*, baptêmes, devaient être entièrement gratuites. Après 10 ans de service un pope avait droit de toucher une retraite équivalente à 40 % de son traitement. Pour chaque année ultérieure de service, sa retraite s'augmentait de 2 % du traitement. Les archiprêtres de district touchaient de 4.000 à 6.000 dinars par an³. Mais ce projet mirifique ne dépassa jamais le Conseil d'État qui le jugea « contraire à l'esprit de la religion orthodoxe... »⁴ Désormais déçu et aigri par ces échecs successifs, convaincu de son impuissance à arracher à un gouvernement quelconque ou à sa Hiérarchie le minimum vital sans lequel sa dignité et son existence ne peuvent être assurées, le bas clergé serbe se livrera à une opposition stérile mais bruyante. Il multipliera les meetings et le ton de ses résolutions deviendra de plus en plus menaçant. L'assemblée extraordinaire qui se tiendra en mars 1914 à Belgrade prononcera des paroles inouïes dans l'histoire de l'Église orthodoxe serbe. Tous les popes affirment unanimement que les salaires des prêtres ne correspondent plus au niveau de vie. A part le parti radical, dont on reconnaît en passant la bonne volonté, aucun pouvoir n'est ménagé : ni le Parlement, ni même le Souverain n'ont tenu un compte suffisant des besoins de l'Église, déclare la Résolution de 1914⁵. Mais dans

¹ *Politika*, 23 août 1907.

² *Ibid.*, 7 sept. 1907.

³ *Politika*, 19 fév. 1907.

⁴ *Ibid.*, 20 fév. 1907.

⁵ *Samouprava*, 15 mars 1914.

ses revendications le bas clergé met une haine et un esprit de parti qui effraient les radicaux eux-mêmes. La conclusion de la Résolution cléricale est tout à fait surprenante par sa forme comme par son contenu : « Si le Gouvernement restait sourd (*Ako bi se Vlada oglušila...*) aux légitimes revendications du clergé et ne voulait pas garantir la totalité du *bir* prélevé, le clergé ne consentirait pas à la suspension de ses droits légaux concernant le *bir* ». Il rejetait enfin toute responsabilité pour les conséquences qui en pourraient résulter et attendait de l'Épiscopat que, sur la foi de la parole qu'il avait donnée à l'assemblée du clergé, il s'entremît pour la juste cause des prêtres. « *Ceux-ci, en cas de besoin, lui remettraient leurs charges à sa disposition...* »¹ C'était, sous un euphémisme, laisser entendre une menace de grève. A la veille de la Guerre, la surexcitation des esprits dans le bas clergé rendait celle-ci possible, au premier incident. Ainsi après avoir pillé sans vergogne tous les arsenaux des batailles politiques et parlementaires, les descendants d'Hadži Djera et d'Hadži Ruvim n'auraient pas craint de recourir à cette arme de guerre sociale, si le conflit mondial qui commençait n'avait mis fin à toutes les discords intérieures².

¹ *Samouprava*, 15 mars 1914.

² La Skupština, au mois de mars 1914, avait cependant reconnu l'insuffisance des réformes accomplies en faveur du bas clergé et elle avait excusé les écarts de langage que justifiait une trop réelle misère. Un député, qui était aussi un prêtre, Iv. Protić, avait trouvé de belles paroles pour magnifier l'humble labeur des popes de campagne, abandonnés par tous. Il fallait, disait-il, qu'il régnât en Serbie un déplorable état d'esprit pour refuser au bas clergé les garanties et les libertés auxquelles il avait droit : « Messieurs, depuis 25 ans, de jour en jour, dans ses assemblées ordinaires et extraordinaires, le clergé exige, par la voix de son Comité central, que l'on change la situation qui existe dans l'Église et chez les prêtres et que l'on donne à ceux-ci un traitement systématique ». Était-ce donc une si grosse dépense lorsqu'on songeait que, sur un budget total de 214 millions de dinars, l'État n'accordait que 250.000 dinars pour ses prêtres ? Ce n'était pas ainsi assurément que Karadjordje et Miloš s'étaient occupés de leur Église. Car eux savaient que tout ce qu'on faisait pour l'Église on le faisait pour le peuple. Les hommes d'aujourd'hui faisaient si peu pour le clergé que les étudiants ne voulaient plus devenir popes de peur d'en être réduits à vivre de la charité publique. Il est vrai qu'après les guerres balkaniques le Gouvernement avait décidé de payer au clergé 80 % du *bir* qui serait perçu. Mais en 1912 déjà le clergé n'avait pas touché la totalité du *bir*, pas plus qu'en 1913. Il aurait donc été juste, puisque la dureté des temps ne permettait pas un règlement définitif de la condition ecclésiastique par l'institution d'un traitement fixe et progressif, de lui verser la totalité du *bir*. « Quand on a déjà décidé que l'État salarierait les mufti et les curés catholiques, est-ce que l'on pourrait laisser sans soutien les prêtres serbes que les Turcs envoyèrent jadis au pal et à la potence, et qui supportèrent les tortures et expirèrent avec le peuple serbe, car c'est une intelligencijsa qui a toujours été en contact avec le peuple ». (*Discours prononcé à la Skupština, le 3 mars 1914*). Cf. *Samouprava*, 28 fév. et 12 mars 1914.

CONCLUSION.

Nous ne croyons pas avoir à tirer de longues conclusions de cette étude de l'influence d'une Église sur un peuple. Nous avons, au cours de ce travail, montré comment s'était formée et s'était développée cette « religion de la nation » qui est bien la caractéristique la plus remarquable de l'orthodoxie serbe. Mais nous avons également vu combien il était malaisé, et à tout prendre superficiel, de considérer l'Église orthodoxe serbe comme une société autonome vivant au sein de la société serbe. Cette solidarité de l'Église et de la nation (sinon de l'Église et de l'État), nous la retrouvons à toutes les époques, mais sous des aspects différents : tantôt collaboration d'un Knèze et d'un Métropolite, tantôt participation intense à la vie politique du bas clergé. Mais quelles qu'aient été, au cours de ces quelques décades, les variations de l'idéal qui anima le clergé serbe (et nous avons vu qu'elles furent notables, de l'idéologie antiphanariote des popes-haïdouques au nationalisme romantique des libéraux et au patriotisme démagogique des radicaux), il est un fait que l'ennemi le plus acharné de l'Église orthodoxe serbe ne saurait nier, c'est que celle-ci a toujours travaillé passionnément à la libération et à la grandeur du peuple serbe dont elle a été le serviteur le plus dévoué et le plus désintéressé.

L'Église orthodoxe a été plus que solidaire de la nation serbe. Elle a été son avant-garde, sa messagère dans les régions irrédimées. Alors que la petite Serbie était réduite au silence par la volonté des Traités et par sa propre faiblesse, l'Église, par la bouche de ses prêtres, prophétisait la venue de jours meilleurs et la revanche de Kossovo espérée depuis des siècles. Si elle n'était pas la nation, elle était celle qui annonçait la nation. Jamais formule évangélique n'a été plus proche de la vérité historique.

Une dernière question se pose naturellement à nous : cette Église a-t-elle été récompensée de sa fidélité à l'idéal national ? Nous savons que si, auprès du peuple serbe, la Hiérarchie ne fut pas toujours populaire, du moins la religion ne fut jamais l'objet d'attaques durables : tout au plus plaisantait-on quelque peu la vie

monastique, mais jamais l'anticléricalisme occidental ne put s'implanter solidement en Serbie.

L'État s'est montré moins reconnaissant. Les différents gouvernements, sans rechercher d'ailleurs des occasions de conflit avec les autorités ecclésiastiques, n'ont jamais négligé de s'immiscer quand ils en avaient la possibilité dans les affaires religieuses. Non point par hostilité déclarée, mais peut-être précisément parce que tous étaient convaincus que l'Église était tellement la chose de la nation que son administration était avant tout affaire de gouvernement. Au reste le haut clergé n'a résisté qu'assez médiocrement à ces empiètements. A part l'affaire Mihailo (et sans doute y eut-il surtout un conflit *personnel* entre le Métropolitain et les progressistes), les évêques n'ont jamais résisté bien longtemps aux volontés des Ministres des Cultes. Leur loyalisme fut récompensé. Les évêques acceptèrent volontiers de se transformer en hauts fonctionnaires, dépourvus de toute indépendance vis-à-vis de l'État, à condition que ce dernier les aidât à conserver leur ascendant sur le clergé diocésain.

C'est donc en définitive le bas clergé qui apparaît avoir été sacrifié dans cette entente tacite entre les autorités civiles et spirituelles. Encore faut-il parler d'un sacrifice plus matériel que moral. Il est certain que la situation des popes, à la veille de la guerre, était restée fort misérable, bien que, depuis le *Načertanije* de Miloš, tous les gouvernements qui s'étaient succédé en Serbie, tous les partis qui s'étaient affrontés dans l'arène électorale, eussent repris avec une fidélité touchante le leit-motiv classique : l'État doit salarier les prêtres pour les mettre enfin à l'abri de l'indigence et leur éviter de recourir auprès de leurs ouailles à une déshonorante mendicité. En somme la réforme de Novaković, substituant une redevance fixe, en argent, à l'ancien *bir*, était encore l'effort le plus méritoire qu'eût entrepris un gouvernement en faveur de l'Église. Le plus paradoxal est que les ecclésiastiques attribuaient à la mauvaise volonté des Skupština le fait que le bas clergé eût été aussi longtemps négligé par les pouvoirs. Or popes de campagnes et popes des villes étaient toujours largement représentés dans les assemblées parlementaires serbes. C'est donc qu'ils tenaient davantage à avoir leur part dans l'exercice du pouvoir qu'à revendiquer pour leur classe de plus larges privilèges ou même tout simplement la sécurité matérielle de leur condition. Cet état d'esprit dans lequel on n'a souvent voulu voir qu'un asservissement aux diverses idéologies politiques a cependant un côté de désintéressement sur lequel il faut insister. Le clergé serbe a partagé avec le peuple serbe le bon et le mauvais. Il a lutté à ses côtés, non seulement dans les insurrec-

tions et les guerres de libération, mais aussi dans les batailles de la vie politique. Et, en dépit de jugements pessimistes, ce fait a rapproché davantage encore le prêtre serbe de son peuple.

Ainsi, au terme de cette étude, nous retrouvons le même thème de la solidarité du peuple serbe et de l'Église serbe orthodoxe qui est apparu bien des fois au long de ces pages. Une Église aussi liée au peuple ne devrait pas avoir d'histoire, sinon l'histoire de ce peuple. Or nous avons vu que l'Église orthodoxe serbe avait bien eu son histoire propre. C'est que, comme nous l'avons déjà fait remarquer, l'Église supposait un idéal national plus élevé (donc plus tentateur) que celui que le petit État serbe était à même de créer. Elle dépassait donc l'État, le transcendait, offrant aux rêves et aux imaginations des nationalistes le culte d'un peuple serbe affranchi et unifié. Le mysticisme orthodoxe serbe a consisté en cet écart entre la froide raison étatique et la croyance en un Royaume futur groupant tous les frères serbes.

A la veille de la guerre ce grand rêve s'est enfin réalisé, et la plaine de Kossovo a revu les troupes serbes, mais dans l'élan de la victoire. Alors on pouvait se demander quel serait désormais le destin de l'Église serbe, puisque ses revendications nationales les plus ambitieuses étaient atteintes. L'État, au contraire, engagé dans une lutte formidable, voyait plus loin que les destinées immédiates du Serbisme. Au lendemain de la guerre l'idéal de l'État — celui du yougoslavisme intégral — transcendait l'idéal de l'Église. Pour certains, il est vrai, le mysticisme de l'Église orthodoxe serbe devrait correspondre à cet écart nouveau entre l'idéologie d'un État unitaire et la vieille et chère image d'un peuple serbe dont l'Église orthodoxe serait le représentant et l'interprète autorisé. L'avenir seul dira si, dans un État qui n'est plus celui au sein duquel elle a longtemps créé sa propre idéologie, l'Église orthodoxe serbe pourra rester fidèle à ce qu'elle considère comme sa mission séculaire.

Vu : le 4 février 1938,
Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,

J. VENDRYES.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER
Le Recteur de l'Académie de Paris,

ROUSSY.

TABLE DES MATIÈRES.

PRÉFACE	7
BIBLIOGRAPHIE	11
INTRODUCTION. — <i>L'Église orthodoxe serbe et la Serbie</i>	19
I	19
II	22
III	25
IV	27
V	30
VI	31
CHAPITRE I. — <i>L'Église orthodoxe serbe au XVIII^e siècle</i>	35
1) L'Église orthodoxe serbe jusqu'à l'abolition du Patriarcat de Peć	35
2) Le régime Phanariote	40
3) L'Église orthodoxe serbe à la fin du XVIII ^e siècle	42
4) L'Église orthodoxe serbe et les soulèvements du peuple serbe	45
CHAPITRE II. — <i>Du Hatti-chérif de 1830 à la Convention Phanariote de 1832</i>	54
1) Négociations de Miloš avec le Phanar en vue d'un Hatti-chérif	54
2) Proclamation du Hatti-chérif à Belgrade	57
3) Conséquences religieuses du Hatti-chérif	60
4) La Convention phanariote de 1832	60
5) Signification de la Convention	65
CHAPITRE III. — <i>La réforme religieuse du Métropolite Petar</i>	67
1) Choix d'un nouveau Métropolite	67
2) Rapports du Métropolite Petar avec le Métropolite de Sremski Karlovci	72
3) Premiers contacts du Métropolite Petar avec le clergé serbe	74
4) L'opposition de l'épiscopat serbe aux réformes. Second conflit avec Nicifor. Conflit avec Gerasim	77
5) Nomination d'un évêque du Timok	80
6) Fondation du Séminaire de Belgrade	81
7) Défense de l'Orthodoxie	85
8) Réforme de la législation religieuse	89
9) Amélioration de la situation matérielle du bas clergé	91
10) Création du Consistoire	93
11) Réforme du bas clergé séculier	95
12) Réforme de la vie monastique. Affaire du monastère de Studenica	96

13) La première loi serbe sur les autorités ecclésiastiques : le <i>Načertanije</i> de 1836.....	98
14) Importance du <i>Načertanije</i> pour l'Église orthodoxe serbe.....	103
CHAPITRE IV. — <i>Miloš défenseur de la foi et protecteur de l'Église serbe..</i>	107
1) Miloš et l'Église.....	107
2) Miloš fondateur d'églises.....	116
3) Miloš et Stratimirović.....	118
CHAPITRE V. — <i>Rôle social de l'Église orthodoxe serbe sous le Métropolitte Petar</i>	121
1) Corruption des mœurs.....	121
2) Le clergé et la morale.....	125
3) Le clergé et l'enseignement.....	127
4) Religion et superstition.....	131
5) Le clergé serbe et la santé publique.....	133
CHAPITRE VI. — <i>Miloš et Petar.....</i>	135
1) Premiers soulèvements contre Miloš.....	135
2) Le Métropolitte et la constitution de Davidović.....	136
3) Portée religieuse de la « constitution turque».....	140
4) Le Métropolitte et les événements de 1839 : l'affaire de Trešnja..	141
5) Le premier règne du Prince Michel. La <i>Vučičeva buna</i>	146
6) Réformes religieuses sous le règne de Michel.....	154
CHAPITRE VII. — <i>L'Église orthodoxe serbe sous le règne d'Aleksandar Karadjordjević (1842-1858).....</i>	157
1) Le Métropolitte Petar et la politique intérieure et extérieure de la Serbie.....	157
2) Le clergé serbe et la <i>Katanska buna</i>	161
3) Rapports entre le Métropolitte Petar et son protégé, le futur Métropolitte Mihailo : influence de la Russie sur l'Église serbe.	167
4) Le Métropolitte Petar et les <i>Nemačkari</i>	172
5) Le Métropolitte Petar et le Knèze Aleksandar Karadjordjević..	177
6) La réforme de l'Église sous les <i>Ustavobranitelji</i>	180
7) Le <i>Načertanije</i> de Garašanin : conception nationaliste et conception pravoslave de l'unité yougoslave.....	189
8) Garašanin et les catholiques.....	196
9) Situation du prêtre serbe vers 1850.....	197
10) L'affaire du pape Ognjan.....	198
11) L'Église serbe vue par les étrangers.....	199
CHAPITRE VIII. — <i>Le « règne » du Métropolitte Mihailo.....</i>	204
1) La disgrâce du Métropolitte Petar au retour de Miloš.....	204
2) Conséquences proches et lointaines de la disgrâce de Petar....	210
3) Exil de Petar.....	213
4) Le Métropolitte Mihailo et la politique extérieure du Prince Michel	215
5) L'Église orthodoxe contre le Prince.....	220
6) L'organisation intérieure de l'Église serbe sous le Prince Michel.	223
7) La loi du 30 septembre 1862 sur les autorités ecclésiastiques..	227
8) Le Métropolitte Mihailo et « l'affaire Gavriilo ».....	229
9) L'Église orthodoxe serbe et la Régence.....	230

10) L'Église et la constitution de 1869.....	232
11) Le Métropolitte Mihailo. Essai de portrait.....	237
12) Mihailo fondateur de la littérature religieuse serbe.....	238
13) Sacre du souverain serbe.....	241
14) Mihailo et la Russie.....	242
15) Raisons de la popularité de l'enseignement religieux russe.....	245
16) Mihailo et Strossmayer.....	246
17) Mihailo et les Juifs de Belgrade.....	252
18) Le clergé serbe et l'antisémitisme.....	256
19) Une confession privilégiée : l'Évangélisme.....	259
20) Tolérance des gouvernements serbes après l'assassinat du Prince Michel.....	261
CHAPITRE IX. — <i>L'Église orthodoxe serbe et l'Exarcat</i>	263
1) L'Église orthodoxe serbe et l'Église bulgare de 1830 à 1870....	263
2) Aveuglement de la Serbie.....	270
3) Proclamation de l'Exarcat et condamnation de l'Ethnophylétisme.....	278
4) Réactions des Serbes de Macédoine.....	284
5) Rôle de la <i>Deuxième Section</i> du Séminaire.....	286
6) Aspect doctrinal de la querelle exarchiste.....	287
CHAPITRE X. — <i>La « Croisade » de 1875-1878</i>	300
1) A la veille de la guerre russo-turque : esprit de croisade et esprit de révolte.....	300
2) La « croisade » de 1875-1878 : rôle humanitaire de l'Orthodoxie serbe.....	304
3) Le rôle du clergé dans les opérations militaires.....	306
4) Loyalisme du clergé des régions libérées.....	308
5) Le clergé et la <i>Topolska buna</i>	309
6) Le <i>Tomos</i> d'indépendance de 1879.....	311
CHAPITRE XI. — <i>Le conflit entre l'Église orthodoxe serbe et le Gouvernement progressiste : destitution du Métropolitte Mihailo</i>	314
1) Chute du cabinet libéral : Mihailo menacé.....	314
2) Méthodes politiques des progressistes.....	315
3) Mihailo ennemi du Roi.....	316
4) Le Métropolitte et la loi sur les taxes.....	317
5) La révolte de l'Épiscopat.....	319
6) Destitution de l'ancienne hiérarchie.....	328
7) Soumission de l'Église de Serbie au Patriarcat de Karlovci.....	329
8) La nouvelle hiérarchie.....	333
CHAPITRE XII. — <i>Répercussions politiques de la destitution du Métropolitte Mihailo</i>	335
1) Le mécontentement russe.....	335
2) Opinion de la Grèce.....	336
3) Réactions d'outre-Save.....	337
4) L'offensive libérale.....	337
5) Critique méthodique du projet de loi progressiste.....	340
6) Le débat à la Skupština.....	342
7) Désintéressement du parti radical.....	344

8) Le point de vue socialiste.....	347
9) Le clergé et l'attentat d'Ilka	349
CHAPITRE XIII. — <i>La crise de la conscience religieuse serbe : doctrines et spéculations</i>	352
1) Les libéraux et les Juifs	352
2) Les radicaux et les Juifs	353
3) Nuances de l'anticléricalisme serbe	354
4) L'anticléricalisme de Svetoazar Marković	359
5) Anticléricalisme et antimonachisme	361
6) Controverse idéologique sur l'Église orthodoxe serbe :	
I. — Le problème du Souverain	364
II. — Le problème de la mission de l'Église	368
III. — Le problème du statut de l'Église	372
7) Recrudescence de la russophobie progressiste	374
8) Les progressistes contre le « Mythe de l'idée slave »	375
9) Schisme dans la doctrine progressiste	377
10) Chansonniers et caricaturistes contre la Hiérarchie de Teodosije	378
CHAPITRE XIV. — <i>Six années d'Église progressiste (1883-1889)</i>	383
1) Portrait du Métropolitte Teodosije	383
2) Idées du nouveau Métropolitte	385
3) Le clergé serbe sous la Hiérarchie de Teodosije	386
4) Le clergé et l'insurrection du Timok	391
5) Tentatives de réforme ecclésiastique	395
6) La réforme du Séminaire	398
7) Les instituteurs et l'enseignement religieux	400
8) Le projet de suppression des consistoires en 1888	401
9) Le problème de la langue d'Église	402
10) Le Métropolitte Teodosije et le divorce du roi Milan	405
11) La crise nazaréiste	411
12) Le déclin de l'Église progressiste	415
13) La défection du <i>Hrišćanski Vesnik</i>	419
14) Apologie de la Hiérarchie de Teodosije	420
CHAPITRE XV. — <i>Les dernières années du Métropolitte Mihailo</i>	423
1) L'exil du Métropolitte Mihailo	423
2) Mihailo et le « reniement » du Phanar	431
3) Le retour en Serbie du Métropolitte Mihailo	432
4) Les dernières années du Métropolitte Mihailo	436
5) Mihailo et l'action sociale de l'Église orthodoxe serbe	441
6) Le Métropolitte et la propagande papiste	442
7) Mihailo et le divorce du roi Milan	444
8) L'Église orthodoxe serbe et la Franc-Maçonnerie	446
9) Dernières polémiques	450
10) L'échec du Projet de 1889	451
11) Le Projet de loi de 1890 sur les autorités ecclésiastiques	455
12) Les libéraux et la nouvelle loi	458
CHAPITRE XVI. — <i>Le dilemme : création d'un Exarcat serbe ou rétablissement du Patriarcat de Peć</i>	460

CHAPITRE XVII. — <i>Un Pontificat orageux. Le Métropolitain Inocentije..</i>	473
1) Élection d'un nouveau Métropolitain.....	473
2) Inocentije et la « pacification des esprits ».....	475
3) Le mariage du roi Alexandre.....	476
4) Le « scandale ».....	478
CHAPITRE XVIII. — <i>L'Église orthodoxe serbe à l'aube du XX^e siècle..</i>	484
1) Discussions au sein de l'Église.....	484
2) Crise morale et économique du clergé serbe.....	486
3) Recrudescence de l'esprit de parti.....	493
4) Misère et esprit de révolte du bas clergé.....	496
5) Un « hérétique » serbe.....	500
6) Séculiers contre réguliers : les idées de Paunović.....	502
7) Mainmise du gouvernement sur l'Église.....	503
8) L'œuvre de législation religieuse au début du xx ^e siècle.....	505
9) Désaffection à l'égard du clergé.....	509
10) L'Église à la veille de la guerre mondiale.....	512
CONCLUSION.....	515
TABLE DES MATIÈRES.....	519

SAINT-AMAND (CHER), FRANCE. — IMPRIMERIE BUSSIÈRE
23-1-1939.
